

49088 Dublet

N. IORGA

Professeur à l'Université de Bucarest,
Agrégé à la Sorbonne, Correspondant de l'Institut,
Directeur de l'École Roumaine en France.

ESSAI DE SYNTHÈSE
DE
L'HISTOIRE DE L'HUMANITÉ

III
ÉPOQUE MODERNE



LIBRAIRIE UNIVERSITAIRE J. GAMBER, Éditeur

7, RUE DANTON, 7

PARIS

—
1928

Biblioteca Centrală Universitară
București

COTA 49088 Dulet

INVENTAR 420552

ESSAI DE SYNTHÈSE
DE
L'HISTOIRE DE L'HUMANITÉ

ESSAI DE SYNTHÈSE
DE
L'HISTOIRE DE L'HUMANITÉ

PAR

N. IORGA

Professeur à l'Université de Bucarest
Agrégé à la Sorbonne
Correspondant de l'Institut
Directeur de l'Ecole Roumaine en France

III

ÉPOQUE MODERNE



PARIS
LIBRAIRIE UNIVERSITAIRE
J. GAMBER, ÉDITEUR

—
1928

Biblioteca Centrală Universitară
BUCUREȘTI
Cota 420.552
Inventar

B.C.U. Bucuresti



C420552

EPOQUE MODERNE

CHAPITRE PREMIER

La Triple France du roi Charles VII.

Rien n'annonçait en Occident, au moment où s'établissait une France royale, inattaquable, incontestée, en face d'une Angleterre de plus en plus pénétrée d'un esprit anglais et désormais bornée au contour de ces îles, le commencement d'une nouvelle ère régie, pour les pays les plus avancés dans leur évolution politique, par l'idée dominatrice de la royauté.

Partant de la France, où on a cru reconnaître un peu trop tôt l'existence de ce qu'on appelle la « monarchie absolue », un terme dont les contemporains de Charles VII, bien que teintés d'un esprit de Renaissance, auraient été en peine de saisir le sens¹, le vainqueur sans victoire des Anglais exténués et lentement rejetés d'un pays où leur « droit dynastique » n'avait pas réussi à implanter des racines, n'en impose guère. Elle est encore assez médiocre la figure que fait ce petit roi maigre aux jambes frêles, aux yeux fuyants, vêtu médiocrement d'une façon qui rappelle les tristes années de son début².

Rien ne subsiste des pompes et des brillantes fêtes qui avaient distingué et compromis le règne de son père. Il n'y a pas de Cour, et pendant longtemps il n'y en aura pas. Les traditions importées par l'accorte dame de

¹ Voy. Foster Kirk, *Histoire de Charles le Téméraire*, III, Paris, 1866, p. 7 : « En l'année 1470, l'Espagne n'était qu'une collection de petites souverainetés indépendantes ; la France aussi n'est qu'un nom, mais le nom d'une idée dont on n'attendra pas longtemps la réalisation ».

² Basin, *Histoire des règnes de Charles VII et Louis XI*, Paris 1855-1858, I, p. 312.

Milan ont disparu avec la prospérité de la famille d'Orléans, dont un rejeton, héritier des qualités des Visconti, se gagne dans sa « prison » anglaise, où il chante le printemps et les femmes, une réputation de poète, immortelle. Il n'y a pas même, à vrai dire, une capitale. Charles se rappelle pendant toute sa vie de cette longue et douloureuse époque d'épreuves pendant laquelle « ung simple compte d'Angleterre menoit plus grant estat que les roy et royne de France¹ », et « la possibilité estoit bien petite² » pour ses parents écartés par le roi de fait, régnant, l'Anglais, « les fleurs de lis estant bien bas et venues en déclin³ ». Une fois, à la mort de son malheureux père, le « dauphin », persécuté jusqu'alors par les hommes et la fortune, porta la pourpre, alors que les hérauts criaient : « Vive le roi⁴ ». Depuis, on vit rarement cette Cour, poursuivie par le souvenir des anciens soucis, faire bombance comme jadis ; quelques pauvres danses « moresques » au mariage de l'héritier royal, Louis, méritèrent d'être notées par des chroniqueurs assoiffés de pompes⁵. Le roi, que ses sujets ne pensaient pas trop à chercher et ne s'empressaient pas trop de défendre, était « solitaire » de goût et je dirais même de politique⁶ ; on le vit une fois entrer « en lice », au mariage de l'Angevaine Marguerite avec Henri VI d'Angleterre, mais on sentait bien qu'il n'y était guère enclin⁷. La dauphine, une princesse d'Ecosse, au cœur sensible et mélancolique, occupait son temps « à faire rondeaux tellement qu'elle en faisoit douze pour un jour⁸ » ; espion-

¹ *Chronique de Charles VII, roi de France*, par Jean Chartier, éd. Vallet de Viriville, I, Paris 1858, p. 209.

² *Ibid.*, p. 210. Le même dit, en parlant de la reine Isabeau : « Il n'y avoit de conduiseurs que quatre personnes seulement, comme se c'eust esté la plus petite bourgeoise de Paris » ; *ibid.*, p. 211.

³ *Ibid.*, p. 212.

⁴ Dufresne de Beaucourt, *Histoire de Charles VII*, II, p. 55.

⁵ *Ibid.*, III, p. 38.

⁶ *Ibid.*, IV, p. 84.

⁷ *Ibid.*, p. 93.

⁸ *Ibid.*, pp. 106 et suiv.

née et calomniée, abreuvée d'amertumes et souffletée de soupçons, elle devait s'éteindre dans un milieu dont pouvait se trouver bien la seule accoutumance résignée du souverain maladif¹. Il fallut les relations tardives avec la belle Agnès Sorel pour que le trésor royal s'ouvrît largement, fournissant à la luxueuse favorite les moyens de jeter un reflet de plaisirs sur cette terne monarchie, pareille à celle d'un Charles V « le sage » de grise mémoire². Revenu à ses appréhensions, il mourra à cinquante-huit ans, non pas de sa maladie des pieds, qui l'inquiétait, mais d'inanition, par crainte d'être empoisonné.

Louis XI, son fils et successeur, ne paraît donc pas comme un original chagrin, une espèce de sale moine grincheux dont la vie aurait tranché avec des coutumes royales d'une plus grande ampleur, d'une certaine générosité. Il n'y a qu'un masque, impressionnant de maigre et de malice, sous le chapeau de feutre, de mode en Orient aussi du reste, — car les derniers Paléologues impériaux s'en coiffent, — aux images de plomb protectrices qui lui appartiennent ; l'ermite auquel il demandera qu'on lui épargne les affres de la mort était coutumier dans l'entourage des rois de France, et sa mère avait eu recours à un sauveur de cette façon³. Au contraire de ce qu'on croit, il y a au commencement de son règne un peu de jeunesse, de fraîcheur. La princesse de Savoie qu'il avait épousée en secondes noces, Charlotte, apporte de la patrie du Comte Vert et du Comte Rouge un peu plus de vie à ce qui n'est pas encore une Cour, que la pauvre princesse résignée qu'avait été Marie d'Anjou, femme de Charles VII. Il paraissait vouloir se refaire à tout prix de sa vie « pauvre » dans l'exil volontaire, à la suite de ses agissements contre un père qui s'obstinait

¹ On a souvent cité ses dernières paroles : « Fi de la vie de ce monde ! Ne m'en parlez pas ».

² *Ibid.*, pp. 170 et suiv. à la prise en possession de Rouen on joue des « mystères » ; *ibid.*, V, p. 23.

³ *Ibid.*, pp. 415-417.

à vivre, — et on ne le souffrait guère à une époque où le comte de Gueldre fût arrêté dans la nuit et enfermé pendant longtemps par son fils, qui lui reprochait ouvertement avoir dépassé presque un demi-siècle de gouvernement. Les splendeurs, qui seront bientôt présentées, de la Cour de Bourgogne, où, à Geneppe, dans un modeste milieu de campagne, Louis avait cherché, avec sa femme, un refuge, le poursuivaient, l'invitaient à une rivalité de dehors qui dura assez longtemps¹. S'il ne fut pas présent aux joutes qui célébrèrent en 1461 son avènement², le nouveau roi fit bonne mine devant ses « fidèles » bourgeois de Paris, empressés à se divertir sous le motif du changement de règne³. Et, à côté, c'était un doux chrétien, dépensant volontiers quelques écus pour « un pauvre homme dont il avoit fait prendre un chien », ou bien « pour une pauvre femme dont ses lévriers », — car il chassait avant de devenir le reclus qu'on sait, — « avoient étranglé une brebis⁴ ».

Mais, en somme, la France, loin de se gagner un maître obéi et respecté, n'a plus de roi dans le sens, agité et fastueux en même temps, du moyen-âge⁵. Elle n'a pas, non plus, une noblesse. Les grandes familles se sont éteintes, au cours d'une si longue guerre, pleine d'incidents infinis, mais aussi par un simple hasard ; disons : par épuisement. Il n'y a plus de vie dans les châteaux de plus en plus abandonnés ; leur rôle politique a, en tout cas, depuis longtemps cessé. A la place des seigneurs influents et dominateurs d'il y a un siècle, on trouve seulement les

¹ Voy. Foster Kirk, ouvr. cité. Don Carlos de Navarre cherchera abri contre le roi son père auprès de Charles VII lui-même ; Dufresne de Beaucourt, ouvr. cité, VI, p. 129.

² *Ibid.*, pp. 91 et suiv.

³ Legéay, *Histoire de Louis XI*, I, Paris 1874, p. 262. Il se tient aux Tournelles.

⁴ Dufresne de Beaucourt, loc. cit., p. 363 (ce passage des comptes avait été du reste relevé par Michelet).

⁵ Les ordres créés à cette époque, celui de saint Michel, du Croissant, de la Toison d'Or, ne doivent pas faire d'illusion.

représentants de plus modestes branches collatérales, comme d'Alençon, ou bien des bâtards comme ce Dunois, presque reconnu par la duchesse d'Orléans. Mais surtout les nouveaux, dont la situation, due à leur rôle pendant la guerre qui traîna d'une trêve à l'autre, vient de finir, non pas autant par l'expulsion violente des Anglais de France que par leur lente retraite découragée. Ainsi, cet Arthur de Richemont, un vrai régent avec son discret titre de connétable, héritier, à travers des dignitaires moins illustres, du grand du Guesclin, ou la Trémoille, dont l'administration a pu être nommée « un règne ¹ ».

On peut à peine parler d'une organisation royale remplaçant un ordre de choses qui tend à disparaître. Il n'y a pas d'administration. Les sénéchaussées, les prévôtés subsistent comme auparavant sans que l'autorité des représentants de la royauté en eût été le moins du monde accrue. Les villes se conservent telles qu'elles ont été, avec la diversité de formes venant de leur développement différent. Il y a un juge-mage à Toulouse, des consuls à Nîmes, Charles VII ayant osé à peine une fois détruire un consulat ². Les mesures prises par le second de ces rois « modernes » se bornent à quelques privilèges, à l'établissement des « chevaux courants » de la poste, avec ses « maîtres coureurs », à quelques ordres secrets contre les bourgeois agités ³. Aucun plan d'ensemble, aucune action suivie. Les Etats généraux ou provinciaux se sont bornés, sous Charles VII, à discuter les impôts, à recommander la paix avec les Bourguignons, la justice ; rien des anciens projets de réforme, au caractère révolutionnaire ⁴. L'armée, dont on a tant de fois

¹ Dufresne de Beaucourt, ouvr. cité, II, pp. 228 et suiv., 259 et suiv., et Vallet de Viriville, *Histoire de Charles VII*.

² Dufresne de Beaucourt, ouvr. cité, I, pp. 200, 201.

³ Legeay, ouvr. cité, I, pp. 273 et suiv. Des droits de hanse à Troyes ; Dufresne de Beaucourt, ouvr. cité, II, p. 643.

⁴ Dufresne de Beaucourt, ouvr. cité, I, pp. 362-363 ; VI, pp. 361 et suiv. Cf. Georges Picot, *Histoire des Etats généraux*, 4 vol., Paris, 1872.

souligné la nouveauté et la valeur, avec ses francs-archers, avec ses compagnies d'ordonnance, de la « grande » et de « la petite », avec ses capitaines et ses commissaires, avec ses confréries bourgeoises, joue un rôle beaucoup moindre que celui, bien exagéré, qu'on s'obstine à lui attribuer. En cas de danger, le roi disposera, sous Charles, aussi bien que sous Louis, surtout de la garde écossaise, que le second, rebelle contre son père, avait jadis dénoncée comme étant maîtresse de la France¹, des archers de la grande garde, à casaques en trois couleurs, et des seigneurs qu'il a le droit d'appeler sous la bannière, mais qui se sont habitués à discuter, d'après leurs intérêts changeants, cet ordre. On pourra recueillir à peine une quinzaine de mille de soldats, d'un caractère bien disparate. Et la couronne n'aura qu'un seul puissant atout militaire : celui d'une artillerie qu'elle ne partage qu'avec son grand rival de Bourgogne. Aussi, en 1441, lors du mouvement de la « Praguerie », imitation naïve des choses de Bohême, d'une autre légitimation, tendance et envergure, lorsque le duc de Bretagne et de Bourbon, Alençon, Trémoille, Montpensier, Vendôme sont ensemble pour une échauffourée complètement manquée, lors du coup préparé par le même d'Alençon avec les Anglais, la force réelle du roi ne dépasse pas celle de ses ennemis empêtrés dans les mailles de leurs propres intrigues².

Mais ce qu'il y a en échange c'est le double avantage : du territoire nouvellement unifié sur la base de souvenirs millénaires qui n'ont jamais été oubliés et, ensuite, l'essor vers les plus hautes situations et les plus hardies entreprises d'un « impérialisme » qui vient de saisir toute une nation réunie par la solidarité des souffrances et par l'unité de la victoire. Une France anglaise avait disparu avec le dernier « godan³ », quittant cette terre d'en deçà de la mer². Pendant leur séjour, qui avait duré, pour

¹ Dufresne de Beaucourt, ouvr. cité, IV, p. 192 ; VI, p. 434, note 7.

² Jeanne d'Arc avait pensé à une croisade contre les hussites.

³ Du juron anglais : *god damn*.

certaines provinces, deux siècles et même plus¹, ils s'étaient gagné quelque popularité par une tolérance qu'on manque trop de constater, de souligner au moins. Ils avaient respecté, précisément à cause de leur caractère étranger, toutes les institutions et les accoutumances du passé. En Guyenne, on se sentait assez bien sous l'autre roi de France. Car il ne faut pas oublier que jamais la domination de la maison des Plantagenet, française d'origine, n'avait revêtu le caractère d'une conquête, capable de s'en prendre aux formes traditionnelles de la vie politique et administrative. Dans leur manifestation théorique, Henri V et surtout Henri VI, couronné et légitimé par l'Université de Paris, — ce que certains de ses conseillers insulaires regardaient avec envie, — étaient bien des rois du royaume de France² dont ils parlaient couramment la langue, et le mari de la fille du bon roi René d'Anjou, Marguerite, qui le dominait, même avant ses accès de folie, venait de resserrer ses liens avec la nationalité française. Il y avait pour une ville comme Bordeaux des avantages économiques à l'union avec la Grande-Bretagne. Dans le territoire disputé même, les vicissitudes de cette longue guerre avaient créé des villes autonomes, libres d'accepter ou non, comme Soissons, Troyes et Reims aussi, le Reims du couronnement, les troupes de l'un ou l'autre des deux « rois de France ». Avec la disparition du régime anglais un héritage communal revenait à Charles VII, héritage qu'on n'a pas assez remarqué³.

¹ Sur le nombre si souvent indûment magnifié de ces étrangers de langue et de coutumes, voy. Anatole France, *Histoire de Jeanne d'Arc*, I, p. XLIX : « Il n'y avait en France qu'une poignée d'Anglais ».

² Voy. Anatole France, loc. cit., p. 4, sur « le caractère de la souveraineté que revendiquaient leurs princes (des Anglais), la nature des droits qu'ils faisaient valoir et qui reposaient sur les institutions communes aux deux pays ». Cf. J. Stevenson, *Letters and papers illustratives of the wars of the English in France during the reign of Henry VI*, Londres, 1861-1864.

³ Cf. Anatole France, ouvr. cité, II, pp. 459, 515.

En 1445, Charles avait redemandé à celui qu'il n'intitulait plus, comme auparavant, son « adversaire », mais qui était devenu son « très cher oncle de France », pays dont il continuait cependant à porter le titre royal, la Saintonge. Un peu plus tard, Henri VI, échappé à la tutelle de l'évêque de Manchester et de l'impérieux Suffolk et soumis de plus en plus à l'influence de sa vaillante femme, avait promis personnellement d'abandonner le Maine. Le Mans fut occupé, de fait, en 1446¹. En Normandie, le dauphin de Bourges entre comme « souverain naturel et droiturier seigneur ». Partout c'était une restauration contre les usurpateurs qui se valaient de titres de droit empruntés au même arsenal dynastique. En 1450, ce fut le tour de cette Guyenne, fière de sa bourgeoisie, dont les membres combattaient en champ clos comme des chevaliers², de ses nombreuses communes — dix-sept autour de la florissante Bordeaux, qui devait rapidement déchoir, dépouillée de sa « jurade » de conseillers, — de sa Cour suprême, au niveau du Parlement de Paris³. Il fallut vaincre une antipathie locale, renforcée par des impôts lourds à l'égard d'un passé de tolérance, et des seigneurs gascons allèrent demander ce secours anglais qui ne devint inutile qu'après la mort du bouillant Talbot et de son fils, après la capitulation des Bordelais, bien décidés à ne pas devenir Français d'une autre façon moins avantageuse⁴.

La Provence seule restait encore sous un reste de domination apanagiste. Ce brave homme qui était René d'Anjou, roi de Naples par hérédité, mais pas aussi par une possession assurée, avait commencé par combattre pour

¹ Dufresne de Beaucourt, ouvr. cité, IV, pp. 144, 159 et suiv., 166-167, 184-185, 284 et suiv., 309 et suiv. ; V, p. 11.

² Champollion-Figeac, *Lettres de rois, reines et autres personnes des Cours de France et d'Angleterre depuis Louis VII jusqu'à Henri IV, tirées des Archives de Londres, par Bréguigny*, II, Paris, 1839, p. 444 et suiv.

³ Voy. *ibid.*

⁴ Dufresne de Beaucourt, ouvr. cité, V, pp. 261 et suiv.

l'héritage lorrain ; cette première ambition lui valut une prison prolongée, pendant laquelle, avec sa barbe, crut son talent de poète, bien réel, quoique d'une médiocre originalité. Libre des conséquences de cette aventure en 1437 seulement, il se jeta dans l'autre, pour ce Midi ensoleillé de l'Italie où l'attendait la succession légitime, ou plutôt une des successions, toutes les deux légitimes, de la fameuse reine Jeanne. Il y put fonder une Université, mais pas aussi établir un trône. En 1442, il était à Florence, et un siège de quatre ans lui procura l'avantage de vivre au milieu des monuments splendides du moyen-âge italien (dans sa bibliothèque, pleine de livres latins et grecs, il y avait le Dante et Boccace). La Lombardie put admirer ses ébats de bon chevalier, pas trop imposant d'aspect, mais de grande âme et de doux comportement, en 1453. Quand l'âge le retint chez lui, où il s'occupait plutôt des fantômes de son imagination, Douce Mercy, Désir, Espérance, Vaine Jalousie, Cœur d'Amour épris, que du gouvernement d'un pays de très paisible ordre traditionnel, appuyé sur des coutumes séculaires, son fils, Jean, portant, comme héritier du trône napolitain, le titre de duc de Calabre, se chargea des chevauchées dans le pays séduisant et dangereux des vieux aventuriers normands. De 1458 à 1460, on parle souvent en Italie de ses exploits et de ses échecs, de ses fières équipées, vaines. On put croire cependant à tel moment que Naples lui restera plutôt qu'à l'Aragonais Alphonse, qui ne devint qu'ici, grâce aux richesses qu'il y put découvrir, un Magnifique. Evincé par ce rival, plus heureux, non seulement à la Cour de la vieille reine, mais dans les hasards des camps, il s'attaqua au royaume d'Aragon, dont il fut, en 1466, un roi de parti, pour finir d'une façon imprévue et plutôt obscure¹.

Quand Louis XI héritera de fait de cet héritier d'espérances, par la cession de Charles d'Anjou, — remplaçant lui-même René de Vaudemont, unique neveu du vieux

¹ Lecoy de la Marche, *Le Roi René*, 2 vol., Paris, 1875.

poète et peintre toujours amoureux, mais, en fin de compte, de sa propre femme, Jeanne de Laval, — il trouvera, en 1481, certains essais d'organisation, comme le Conseil de Provence, la Chambre des comptes, la législation coutumière du comté d'Anjou, recueillie et unifiée par ordre du souverain¹. Ici encore, on ne pouvait guère songer à des innovations théoriques telles que tout régime contemporain se croit obligé d'octroyer aux territoires dont il devient le maître. C'était encore un pays associé plutôt qu'annexé, qui continue à vivre de sa vie plutôt que des instructions venues d'une capitale qui ne l'était que sous le rapport d'un très ancien prestige et qui, du reste, appartenait au roi beaucoup moins sincèrement que telle autre de ces bonnes villes récemment acquises.

Mais l'idée de la Gaule unitaire vivait dans l'Eglise, qui, elle, n'avait jamais été déchirée et restaurée par les hasards des conquêtes et des retours. Charles VII visait même, après Caen et Rouen, Calais, restée entre les mains de Henri VI². Quant à la région mitoyenne du Rhin, de Bâle aux embouchures du Rhin : Alsace, villes épiscopales libres, c'était un point de programme pour la seule conquête future de l'Est cello-germanique. Et, avant tout autre empêchement ou motifs de retard, il y avait le problème bourguignon, celui de cette troisième France, qui paraissait irréductible.

Charles VII, prudemment, temporisa, non sans risquer, aussitôt que l'occasion était favorable, des coups d'essai, dont son prestige au moins devait profiter, ses droits en devenant d'autant plus forts et mieux connus.

Ce prestige ne dépendait pas même des frontières, de plus en plus larges, de cette France du roi qui tendait à

¹ Lecoy de la Marche, ouvr. cité, I, pp. 286-287, 369 ; cf. *ibid.*, pp. 394, 395.

² Dufresne de Beaucourt, ouvr. cité, V, p. 195.

devenir celle de la nation entière. Charles se sentait, même dans les démêlés, concernant la Pragmatique Sanction, avec le Pape, qui, en 1425, avait cherché à amener par son intervention la paix dans le royaume¹, être l'héritier de Saint-Louis². On disait de lui que ce monarque, toujours ami de l'Eglise, n'a cessé jamais d'être « le chien au grand collier »³.

Ses droits à l'hégémonie dans la chrétienté catholique venaient de très loin, et on voit ce prince de peu de savoir demander à deux « chroniqueurs » qu'ils rattachent l'histoire de la France à « la destruction de la très-noble cité de Troye, jadis fondée en Frige, en la partie de l'Asie qui est la principale du monde⁴ », L'Empire lui serait dû, à ce descendant de Charlemagne ; on disait aussi à son fils Louis que, « si Dieu par sa grâce donnoit qué le Roi, vous et Monseigneur de Bourgogne fussiez en bonne intelligence..., la très-chrétienne Maison de France en bref auroit en main et l'Empire et les royaumes de Hongrie et de Bohême et l'honneur de secourir la Foi, laquelle, si par le roi et vous n'est secourue, assez aura affaire..., plusieurs grands seigneurs et presque tout le commun peuple d'Allemagne s'attendant que ainsi advienne, et le désirent⁵ ».

En 1452, l'empereur allemand, le Habsbourg Frédéric, fils de Viridis Visconti⁶, celui qu'on se représentait en France comme « un homme endormi, lâche, morne, pesant, pensif, mélancolieux, avaricieux, chiche, craintif, qui se laisse plumer la barbe à chacun sans revanger, variable, hypocrite, dissimulant et à qui tout mauvais adjectif appartient, et vraiment indigne de l'honneur qu'il a⁷, tint à affirmer, le lendemain de son mariage avec

¹ Dufresne de Beaucourt, ouvr. cité, II, pp. 365-366.

² *Ibid.*, V, p. 215.

³ *Ibid.*, II, p. 350.

⁴ *Ibid.*, VI, p. 405.

⁵ *Ibid.* p. 201.

⁶ *Ibid.*, II, pp. 427-429.

⁷ *Ibid.*

Eléonore de Portugal, son autorité suprême, souvent invoquée vainement par les prêcheurs de croisade, en Italie même. Le 19 mars, il était à Rome, où il se fit couronner, pour paraître aussi, en mai-juin, à Venise, provoquant par sa diplomatie d'intrigues et de convoitises de nouveaux conflits au lieu d'apaiser ceux qui, devant le danger turc, déchiraient la péninsule. A ce même moment, le roi de France descendait avec une suite militaire peu accoutumée jusqu'à Lyon, ayant l'air de vouloir faire lui aussi son voyage d'Italie¹. On parlait ouvertement, dès l'année précédente, de la possibilité qu'il y aurait à faire de ce prince, qui avait tant de relations suivies avec la Savoie, dont le duc lui était apparenté, avec Milan, convoitée par le jeune duc d'Orléans, qui épousera Jeanne de France, fille de Louis, avec Florence et Venise², un César romain³. Le duc de Milan, qui, malgré le traité conclu avec Charles en 1446 pour conquérir, avec des forces françaises, Gênes déchue⁴, ne le voulait guère, craignant d'être dépouillé de ses Etats, héritage de la Maison de France, s'était gagné l'appui de Florence et de Gênes, dont l'argentier du roi, le riche Jacques Cœur, propriétaire de vaisseaux de long cours, voulait — et de fait, la cité se donna à la France⁵, — faire sa base pour le commerce du Levant ; il dénonçait formellement au Pape Nicolas V que « le roi de France prétend à l'Empire⁶ ».

En 1444, lorsqu'il s'était agi d'éloigner ou de détruire les bandes anarchiques des « grandes compagnies », le

¹ *Ibid.*, pp. 165 et suiv.

² Traité avec Florence et Venise le 21 février 1452 ; *ibid.*, V, p. 161.

³ *Ibid.*, pp. 163-164.

⁴ *Ibid.*, IV, pp. 232 et suiv., 240, 252 et suiv. Cf. *ibid.*, V, pp. 144-145.

⁵ *Ibid.*, VI, p. 233 et suiv. (année 1453). Pour Jacques Cœur et ses projets, sa chute et son procès ; *ibid.*, V, pp. 85 et suiv. Les marchands de Montpellier en Afrique, *ibid.*, p. 389. Cf. Clément, *Jacques Cœur et Charles VII*, trois éditions (1853, 1863, 1886).

⁶ Recordando ad Soa Santità chel re di Franza pretende al Impero ; *Rivista storica italiana*, II, p. 521.

dauphin Louis avait brisé l'assaut inconsidéré et furieux des Suisses, dans le pays desquels il était entré sans droit et sans raison, et il leur avait fait piller l'Alsace. Dès cette date, son père avait pensé à Strasbourg¹. Bientôt il tâtera les dispositions des bourgeois de Verdun, de Toul, de Metz, proposant sa protection, dont l'idée ne séduisait guère les Messins. L'archevêque de Trèves fut gagné, et on vit des ambassadeurs français à la diète de Francfort. On reste fidèle au fond à « la grande aigle » d'Allemagne, mais une convention avec la France royale fut jugée utile par certains de ces bourgeois jaloux de leur autonomie. Il fallut la sommation du Habsbourg impérial pour que l'Alsace fût évacuée².

D'un autre côté, le roi de France, qui, parent par sa mère de la Maison de Bavière, entretenait aussi des relations en Saxe³, négociait avec Ladislas, roi de Hongrie, qui, par son père, Albert d'Autriche, roi et empereur, avait hérité de possessions dans les Pays-Bas, pour gagner le Brabant, la Hollande et la Zélande, puis le Luxembourg⁴. C'est dans ce but plutôt que dans celui d'une collaboration de croisade après la prise de Constantinople que fut préparé ce mariage de Ladislas avec Madeleine, la fille du roi, mariage qui devait être célébré à Prague avec une pompe extraordinaire, devant l'empereur, l'impératrice et les principaux princes de l'Empire, lorsqu'une mort suspectée mit fin à la vie du jeune prince⁵.

Avec cette Maison d'Autriche même, qui n'entendait pas quitter ses droits, devenus héréditaires, à l'Empire, des liens de famille existaient déjà aussi par la Maison

¹ Dufresne de Beaucourt, ouvr. cité, IV, p. 38.

² *Ibid.*, IV, pp. 52, 55-58, 59, 60-65. Epinal au moins fut prise, *ibid.*, p. 61. Des alliances en Allemagne, pour l'avenir ; *ibid.*, p. 67-69.

³ *Ibid.*, VI, pp. 206 et suiv., année 1459.

⁴ *Ibid.*, IV, pp. 127, 344 ; VI, pp. 159 et suiv. — Jean, frère de Charles VII, avait épousé Jacqueline de Hainaut. Arthur de Bretagne épousa Catherine de Luxembourg ; *ibid.*, IV, p. 101.

⁵ *Ibid.*, VI, p. 162.

de Bourgogne¹, et on en essayait de nouveaux : il fut question du mariage de Jacques de France avec la sœur de Ladislas, qui pensait à en faire son héritier dans l'Empire², et dame Arradegonde, fille du roi Charles, pauvre enfant malade, était destinée à Sigismond d'Autriche, de la branche occidentale³, sans compter le mariage de Charles d'Anjou avec la fille du duc Ernest⁴. Marguerite d'Anjou fut proposée à Frédéric III lui-même⁵. Ce qui n'empêcha pas l'empereur, qui désirait aussi se gagner la possession du Brabant et de la Hollande, de proposer un mariage entre Ladislas et sa sœur Elisabeth⁶.

La cause de la croisade elle-même parut gagner Charles VII, dont le rôle dans le monde a été si injustement diminué, peut-être parce qu'il n'eut pas comme son successeur un biographe de la valeur de Philippe de Commines. Celui qui reçut les plaintes du despote serbe Etienne Brancovitch, dès 1425⁷, vit en 1461 à sa Cour les ambassadeurs, accompagnés par un Franciscain, de Trébizonde, de la Perse, de la Géorgie, de l'Arménie, du « prêtre Jean », qui demandaient à ce « roi des rois » un drapeau de croisade⁸. Dans les projets d'expédition en Orient

¹ La mère d'Albert d'Autriche était Jeanne de Bavière ; Dufresne de Beaucourt, ouvr. cité, III, p. 298.

² Fortasse erit michi filius et heres ; Chmel, *Materialien zur österreichischen Geschichte*, I, Vienne 1837 ; II, 1838.

³ Dufresne de Beaucourt, ouvr. cité, III, pp. 295, 297, 304-305 ; puis on voulut lui faire épouser une Ecossaise ; *ibid.*, pp. 369 et suiv.

⁴ *Ibid.*

⁵ *Ibid.*, IV, pp. 304-305 ; l'Impératrice voulait marier Madeleine avec le roi du Portugal (*ibid.*, VI, pp. 201 et suiv.).

⁶ *Ibid.*, IV, p. 356. Les relations de Charles s'étendaient jusqu'au Danemark, utile contre l'Angleterre ; *ibid.*, VI, p. 153.

⁷ *Ibid.*, II, p. 350.

⁸ Du Clercq, *Mémoires*, éd. Reiffenberg, Bruxelles, 1823, t. III, livre IV, ch. XXVII, pp. 130-131 ; Rinaldi, *Annales ecclesiastici*, année 1461, §§ 35-36 ; Pastor, *Gesch. der Päpste*, II, et Heyd, *Histoire du commerce du Levant*, p. 363 et suiv. Il eut aussi des rapports avec les Hospitaliers de Rhodes, Dufresne de Beaucourt, V, pp. 395 et suiv. Sur ses rapports avec la Bosnie, Fez, Oran, la Caramanie, Vallet de Viriville, *Hist. de Charles VII*, III, pp. 440-441.

rédigés en Italie, c'est lui qu'on désignait comme le roi naturel¹.

Sur tous ces points, sauf celui de l'Italie, la royauté française devait concentrer la rivalité, l'opposition tenace, sinon le défi ouvert de la France bourguignonne, moins vaste, mais beaucoup plus riche et d'un admirable essor conquérant, qui ne cessera même pas avec la Maison de Philippe le Bon.

Cette nouvelle Austrasie des successeurs de Philippe-le-Hardi, qui se levait si énergiquement en Etat jeune et entreprenant en face de la vieille Neustrie française des rois légitimes, avait pour base la réunion fortuite entre la donation de la Bourgogne par Jean-le-Bon à son fils avec l'héritage des comtes de Flandre apporté en dot, dès 1384, à ce même prince par la comtesse Marguerite. Peu à peu, par la fatalité géographique, par les intérêts économiques bien naturels et aussi par la persistance des souvenirs historiques se reformait, ambitionnant bientôt une couronne royale, la « part de Lothaire ». La mort d'Antoine de Brabant, seigneur de Limbourg aussi, en 1406, y avait contribué². Il fallut acheter Namur une vingtaine d'années plus tard. Jacqueline de Bavière laissa, bien contre son gré, à ces parents ennemis le Hainaut, la Hollande, la Zélande, en 1436. La querelle entre le père et le fils en Gueldre et Frise devait amener leur réunion contre cette dynastie entière. Le traité d'Arras avait cédé au duc Philippe, en échange pour « un emprunt » purement de forme, montant à 400.000 couronnes d'or, les villes de la Somme. Ainsi se trouvèrent ensemble des territoires dans lesquels la splendeur des riches villes, formant presque une continuité, se complétait par l'abondance des campagnes, vraies « terres de

¹ Voy. aussi notre *Geschichte des Osmanischen Reiches*, II, p. 41.

² Le Limbourg ne fut annexé qu'après la mort d'Elisabeth de Görlitz en 1461 : Foster Kirk, ouvr. cité, I, p. 62. Anvers, héritière de Bruges, et Malines marchaient avec le Brabant.

promission¹ ». A côté de la France où plus d'une fois s'était élevé le cri de famine — « hélas, je meurs de froid, l'autre de faim » — ce monde regorgeant de prospérité paraissait une provocation et une insulte².

Le maître de cette riche collection de territoires moins disparates qu'on n'en juge à première vue conservait, sous le long règne de Philippe-le-Bon, — au moins avant le douloureux conflit avec le fils, ce comte de Charolais, Charles, Portugais par sa mère, qui contraignit le vieux duc à se chercher un refuge dans les forêts, — les splendeurs byzantines que les Césars de Flandre avaient transmises comme une tradition à leurs descendants. Aux repas solennels, aux réceptions pompeuses, on ne voyait que l'or rutilant et les éclats de lumière des pierres précieuses accumulées, dont on faisait bon marché, les offrant à tout hôte de distinction, ce qui remplissait d'ahurissement les bons pèlerins germaniques de passage³. On voyait, avec des chefs-d'œuvre de mécanique comme ceux dont s'enorgueillissait jadis l'Orient grec, dans les salles à plusieurs rangées de galeries, avec des tables recouvertes de toute une architecture en sucre, dont sortaient des oiseaux, des animaux, et même un enfant, au son des orgues et des trompettes venant de ces mêmes édifices éphémères, des allégories comme celle de l'Eglise montée sur un éléphant et des monstres vivants, tel le « fort beau lion » dont parle une chronique à l'occasion du festin où fût proclamé, devant le faisan au collier d'or, le vœu de croisade⁴. En fait d'ornements d'un autre

¹ Commines.

² Cf. Foster Kirk, ouvr. cité, I, p. 37. Surtout en 1419-1420, le spectacle de la misère populaire fut affreux.

³ Cf. Foster Kirk, I, *passim* et le vieux livre si plein de couleur de Barante, *Histoire des ducs de Bourgogne*, Paris, 1824-1826 ; voy. aussi les inventaires publiés par de la Borde.

⁴ Olivier de la Marche, *Mémoires* ; Mathieu d'Escouchy, éd. Soc. de l'Histoire de France et *Collection de documents inédits, Mélanges*, IV, pp. 457 et suiv. ; *Chronique de J. de Lalain*, éd. Buchon, Paris, 1825.

goût, il suffit de rappeler que l'imagier, le sculpteur de cette Cour de Dijon et de Bruxelles était le grand Flamand Claus Sluter et que parmi les valets de chambre figurait Jean van Eyck, « excellent maître en art et peinture ».

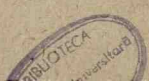
Enfin, alors qu'il n'y avait presque plus de chevalerie en France, l'exemple de Jacques de Lalain¹, pendant son écu à la « fontaine des larmes », pour inviter au combat singulier barons et princes de tous pays, de ce modèle de vertu, « beau comme Pâris, pieux comme Enée, sage comme Ulysse, ardent au combat et irritable comme Hector », prouve qu'en Bourgogne les générations de la guerre de Cent Ans se survivaient au milieu d'une société avide de contempler de pareils exploits². Son émule le plus ardent, qui avait jouté même avec son inoubliable modèle, était l'héritier de la Bourgogne et des Flandres, amateur de « joyeux comptes et faits de Lancelot et de Gauvain », d'Alexandre-le-Grand aussi, et auteur de chansons, ce jeune homme « chaud, actif et despit », aux « yeux vairs et rians et angéliquement clairs », à la « noire chevelure espesse et houssue », qui devait aspirer à des choses encore plus hautes que son père, et dont on disait déjà que « son semblant seulement le jugeoit empereur³ ».

Avant la mort de Philippe, la Bourgogne se posait en champion de la croisade et, après le vœu du Faisan, les ambassadeurs du duc, venant à la diète de Ratisbonne, où on discutait sur les moyens d'empêcher les progrès de la conquête ottomane, étaient reçus aux cris de « Vive Bourgogne ». A Francfort, il y eut une nouvelle offre du

¹ Un Simon de Lalain à Jérusalem et « au voyage de Turquie » dans Foster Kirk, ouvr. cité, I, pp. 258 et suiv. (d'après Haynin, *Mémoires*, I, Mons, 1842, p. 46).

² Même *Chronique du bon chevalier messire Jacques de Lalain*, éd. Buchon.

³ La Marche, II, p. 62 ; Foster Kirk, ouvr. cité, I, pp. 105, 102 et suiv.



-420.552-

duc, qui paraissait décidé à partir. En France aussi, on croyait l'entreprise immanquable¹, et un envoyé byzantin, Manuel Agalo, espérait pouvoir mettre en branle en même temps le roi et le duc, le dauphin avec son père et avec Jean de Calabre, le duc de Milan avec les deux républiques de Venise et de Florence². Or, Louis, qui avait déjà rêvé d'attaquer ces « traîtres chiens de Bourguignons³ », cherchait en 1454 un refuge chez eux⁴, et, malgré la paix de Lodi, qui devait dresser toute l'Italie, de Naples, gouvernée par le roi Alphonse, au royal Milan du duc usurpateur François Sforza, la péninsule resta ce qu'elle était depuis longtemps, ce qu'elle était destinée à être encore pendant des siècles : un champ de bataille, pour indigènes et étrangers.

Mais, ce qui était pour la Bourgogne une distraction chevaleresque de plus, et pour la France du roi un devoir traditionnel, ajoutons : pour l'Empire de Frédéric III une charge dont le rappel était au plus haut degré désagréable, représentait de fait pour la chrétienté entière le plus grave des dangers et le plus grand des problèmes politiques.

¹ On fait un paiement à « François le Franc, du pays de Grèce, neveu de Thomas le Franc, médecin du roy... pour aller à la guerre contre le Grand Turc » ; Dufresne de Beaucourt, ouvr. cité, V, p. 414, note 3.

² *Ibid.*, p. 413 et suiv. cf. *ibid.*, VI p. 141 (prétexte de l'inimitié anglaise pour excuser l'abandon de ces projets). Cf. aussi l'*Annuaire-Bulletin de la Société de l'Histoire de France*, année 1882, pp. 283 et suiv., 292 et suiv.

³ Dufresne de Beaucourt, loc. citée, VI, p. 121.

⁴ *Ibid.*, pp. 64 et suiv., 122-123.

CHAPITRE II.

Refection de l'Empire d'Orient par les Turcs Ottomans et projets de revanche inspirés par la Renaissance italienne.

Le lendemain de l'établissement dans sa « Stamboul » impériale, vite nettoyée des traces sanglantes de la catastrophe et repeuplée de toute façon, le prince turc qui, lui aussi, avait été élevé dans le culte du grand Macédonien, rêvant de l'empire du monde entier, mais qui, en plus, avait le sens de ce que doit être un Etat à la romaine, une monarchie traditionnelle, procéda avec un calme parfait, avec une patience inébranlable, à l'opération difficile de donner à la fondation musulmane, qui venait de se gagner la plus brillante des capitales, les frontières de Constantin-le-Grand et de Justinien.

Mohammed II, maintenant un « grand mélik (roi) de toute la Romanie et l'Anatolie », un basileus¹, ce parfait chevalier, cet irréprochable « tchélebi », qui était cependant de l'étoffe, devenue si rare, des anciens empereurs, se mit donc à parfaire chez lui et dans son entourage ce que pas un souverain chrétien de l'Occident n'aurait osé espérer : la réduction par degrés de tout l'héritage local et national du moyen-âge qui expirait.

Pour entreprendre une pareille œuvre, il avait bien les moyens qui manquaient à un prince pauvre comme le roi de France, disposant d'une dizaine de mille de soldats plus ou moins utilisables, au roi de Castille, qui, pour-

¹ Notre *Gesch. des Osmanischen Reiches*, II, p. 48.

suivant sa vieille croisade à lui, devait quémander des secours à cette France, elle-même besogneuse ¹, au président, las de naissance, de l'anarchie germanique, friande de diètes vaines, à cette Bourgogne ducale, qui, avec les Suisses et les Italiens d'un Campobasso, pourra mettre tout au plus en campagne 30.000 hommes avec trois cents canons de petit calibre ². Un trésor rempli des dépouilles byzantines, auxquels les derniers Paléologues n'avaient pas osé toucher par horreur des profanations, une infanterie de fer comme celle des janissaires de toute race, recueillis parmi les enfants même des chrétiens, mais voyant dans le Sultan leur vrai « père », les essaims des spahis à cheval, hardis dans l'offensive, plus l'intrigue qui divisait les derniers princes chrétiens de la péninsule balcanique et des rivages asiatiques de l'Euxin, tout cela pouvait bien servir les projets hardis d'un jeune homme fait, plus que tout autre, pour la guerre.

Mais on ne se pressait pas dans la Constantinople turque, qui avait encore des ennemis en Morée, gouvernée par les « despotes », frères du malheureux empereur Constantin, en Albanie, où les intérêts balcaniques de ce successeur des rois normands qui est Alphonse V soufflèrent énergiquement dans le feu de la révolte initiée par ce vaillant double renégat, de la croix et du croissant, qui fut le Castriote Skender-bey, Scanderbeg, puis dans la Hongrie de Jean Hunyadi, inlassable à la défense, et dans les pays roumains, Valachie et Moldavie, Etats belliqueux dont l'action était dirigée, sous les princes rapidement changeants, par l'âme ardente de ce capitaine de croisade à vie. L'avance était immanquable ; mais elle fut méthodique et lente. Les Turcs n'étaient guère pressés : ils paraissaient avoir des siècles devant eux.

On crut alors en Occident à leur faiblesse, à la possibilité de les déloger de Constantinople, de les renvoyer en Asie, de les détruire. Et, arrêtant les querelles en train

¹ Dufresne de Beaucourt, *ouvr. cité*.

² Foster Kirk, *ouvr. cité*, IV.

de se vider, on se mit bravement de tout côté, grâce surtout à cet admirable instrument qu'étaient les diètes germaniques, à forger, les Papes en tête, Nicolas V, puis Pie II, les projets de récupération triomphale.

Des fuyards du désastre byzantin, comme le savant cardinal Bessarion, des évêques latins, celui de Nagy-Várad (Oradea-Mare), celui de la lointaine Caffa, menacée par l'avance ottomane dans les eaux de la Mer Noire, des clercs comme Timothée de Vérone et Bernard de Krayburg, avaient préparé le terrain, dénonçant partout, aux princes et aux républiques, l'intention de la « mauvaise bête », de la « fera pessima », d'étendre sa domination sur l'Italie, sur le centre et l'Occident de l'Europe, de devenir lui, le païen, César de l'ancienne Rome. Les auteurs de lamentations, de « plaintes », accompagnaient de leurs vers, de leurs récits fabuleux, leurs exhortations, renforcées par les prédicateurs populaires, dont l'influence était, à cette époque, grande. On parlait aux chefs de la chrétienté d'un devoir irréductible, allant jusqu'à les menacer du mécontentement populaire.

« Nous espérons en Dieu et dans la justice », déclara le bon Pape Nicolas, qui, par la douceur, avait rétabli l'unité de l'Eglise sans pouvoir lui refaire un prestige perdu par les discordes, ni lui donner l'élan nécessaire pour conduire l'œuvre de défense. L'empereur préférait ne pas être troublé dans l'exercice mesquin d'une présidence de surface sur les Etats de son Allemagne. Cependant, dès 1454, il fallut bien réunir une diète à Ratisbonne, et si, parmi les participants, il n'y eut pas le roi de France, cependant invité, on y voyait, à côté de Louis de Bavière et du remuant Hohenzollern du Brandebourg, Albert, — l'Ordre Teutonique étant seulement représenté, — ainsi que des délégués des villes, le brillant duc de Bourgogne lui-même, accueilli comme il a été dit. Malgré les talents d'orateur de ce clerc érudit qui paraissait incorporer la Renaissance des études entrée dans le sein même de l'Eglise, Enéas Sylvius de Piccolomini, descendant d'une famille de Florence, centre de

ces études, on voyait bien que la Rome pontificale n'avait plus qualité de décider.

On élaborait, non sans l'intelligence des nécessités urgentes et celle des moyens à employer, le projet d'une grande armée de 200.000 hommes, chaque groupe de trente membres de la chrétienté germanique devant donner un chevalier ou deux fantassins, recrutée pour trois ans par des « proviseurs », comme les *proveditori* de Venise, commandée par un capitaine et devant rejeter les Turcs en Asie. Les rôles étaient nettement distribués : la flotte de Venise, de Gênes, du roi de Naples et d'Aragon ira à Gallipoli et à l'île de Mytilène, le roi de Hongrie collaborera par terre et par mer ; on fera appel à tous les chrétiens balcaniques, Raguse y comprise, et on se vantait du concours de ces Orientaux d'Asie qui venaient de s'adresser au « roi des rois » français : Ibérie, Trébizonde, plus le Grand Caraman, adversaire naturel de ce parvenu ottoman qu'il méprisait¹ ; Frédéric III restait le chef de l'entreprise, bien que les clés de Saint-Pierre dussent se réunir sur les drapeaux, qu'on espérait facilement victorieux, avec sa « grande aigle ».

Pour la diète suivante, à Francfort, — on avait pensé aussi à Nuremberg, — avaient été convoqués aussi le duc de Savoie, le roi de Pologne, avec ce dauphin Louis, en ce moment un exilé et « le plus pauvre homme de tout le royaume de France ». Il n'y eut, même de la part de la Bourgogne, en septembre-octobre de la même année, que des délégués ; le légat, évêque de Pavie, avait à ses côtés le meilleur orateur de la chrétienté latine, cet Enéas Sylvius ; Alphonse V reconnaissait dans Frédéric le chef naturel de la « république des chrétiens », qui devait mobiliser contre « la vipère », « l'homme diabolique » qui profanait de sa présence la cité de Constantin. Mais l'idée de l'expédition n'avança guère par des nouvelles

¹ D'après nos *Notes et extraits pour servir à l'histoire des croisades au XV^e siècle*, IV, pp. 74, 82 et suiv. dans nos *State și Dinastii*, Bucarest, pp. 21 et suiv.

discussions sur le devoir inéluctable. On décida de demander, par le moyen du Saint-Siège, la participation française, le capitaine et ses quatre conseillers devant être cependant nommés par l'empereur, qui remplaçait totalement le Pape dans cette prérogative de croisade et écartait les prétentions des deux grands princes pour les deux Frances¹. Comme les querelles italiennes furent pacifiées enfin, dès le mois de novembre, les chefs de bandes, les condottieri, devenant libres, on espérait briser la force militaire de Mohammed II par l'expérience du plus grand parmi eux, Jacques Piccinino.

Pendant ce temps, les Turcs, qui avaient toléré les Génois dans leur colonie de Péra et venaient d'accorder à Venise le renouvellement de ses privilèges dûment payés (avril 1454), s'annexaient d'abord comme tributaires les îles voisines de Constantinople, Lemnos, Imbros et Tharos, ainsi que le port d'Enos, puis Lesbos, appartenant aussi aux Gattilusii génois, qu'ils prenaient ensuite, sauf cette dernière île, sous leur administration directe². Ils pénétraient en « Achaïe », ils aidaient en Morée le despote Démétrios, frère du dernier empereur, contre les Albanais infiltrés dans la péninsule et leur « empereur », un Cantacuzène³, et, dans une autre campagne, Novobrodo, la ville des mines d'argent, fut prise⁴ ; les aventuriers ottomans traversaient les vallées de l'Albanie. Les premiers coups étaient portés dès 1454, par le Sultan en personne, à la Serbie des Brancovitch, où Semendrie fut ruinée (1454) ; ils se mêlaient plus tard, en 1458, au nom de Franco Acciaiuoli, chassé par son cousin Nerio, dans les troubles du duché athénien⁵, occupant Athènes. La Moldavie de Pierre Aaron payait un tribut, la Vala-

¹ *Notes et extraits*, IV, pp. 101-103.

² *Gesch. des Osmanischen Reiches*, II, pp. 48 et suiv., 68 et suiv.

³ *Ibid.*, pp. 87 et suiv.

⁴ *Ibid.*, pp. 55 et suiv., 66 et suiv. La ville bosniaque des mines, Treptsché, eut le même sort (*ibid.*, p. 67). La Nouvelle Phocée, en Asie Mineure, fut occupée à cause de ses mines d'alun (*ibid.*, p. 69).

⁵ *Ibid.*, pp. 89 et suiv.

chie écoutait les ordres de celui qui était de plus en plus considéré dans cet Orient chrétien comme le Tzar, l'Empereur.

Frédéric avait réuni, chez lui, à Neustadt, près de Vienne, dès février 1455, une diète dont le but restreint était seulement celui d'une consultation, non seulement avec les envoyés du Pape, Enéas Sylvius ne pouvant pas manquer, et avec ceux de Philippe de Bourgogne, d'Alphonse V, — qui avait demandé jadis à Byzance la possession de Lemnos, s'évertuant à gagner un pied en Albanie¹ et s'exerçant à la croisade contre les Maures de l'île de Gerbe et des Barbaresques, — avec les électeurs ecclésiastiques du Rhin et avec Albert de Brandbourg, paru pour la seconde fois en personne, mais aussi avec les représentants de Ladislas, roi de Hongrie et de Bohême. Par contraste avec les déclamations dont on se caressait les oreilles² et qui furent qualifiées avec une dure sincérité, il y eut l'explosion de douleur de ces pauvres gens qui se trouvaient en première ligne de la défense sur le Danube. Ils déclarèrent que, si elle n'est pas secourue, la Hongrie se détachera de la solidarité, purement théorique, des chrétiens et signera une trêve avec le Sultan. L'empereur, porteur du glaive, alors que le Pape ne dispose que des foudres de l'excommunication, devra recommencer une action positive de défense. Il aurait fallu à Hunyadi, qui s'était rêvé, avant la conquête turque, seigneur de Mésembrie³, au lieu de la nombreuse armée promise, 40.000 soldats, 20.000 même, mais bien vivants, pour accomplir l'œuvre nécessaire.

Les Turcs infestèrent la Bosnie ; Gènes craignit pour la possession de sa grande colonie orientale de Chio,

¹ *Ibid.*, II, p. 46. Sur ses rapports avec le prétendant ottoman Daoud, les Serbes et les Caramans, p. 47 et note 2.

² Vel scolasticis pueris cottidiana prope declamacione ; *ibid.*, pp. 160 et suiv.

³ Phrantzès, pp. 326-327. Sur une action contre les Turcs en Serbie, notre *Gesch. des Osmanischen Reiches*, II, pp. 61 et suiv. Le despote serbe, Georges Brancovitch, avait fait dès alors sa paix avec le Sultan.

encore florissante. Mohammed II se préparait à prendre sur le Danube serbe, à Belgrade, « les clefs de la Hongrie ».

Alors, comme l'empereur ne bougeait pas, il fallut s'adresser à l'autre chef, jusqu'alors négligé, de la chrétienté catholique.

Nicolas V venait de mourir, en 1455 encore. Son successeur, un vieillard presque octogénaire, fut l'Espagnol Borgia, qui prit le nom de Calixte III. Il commença par jurer que la croisade sera réalisée sous lui et par lui.

Pendant que les princes allemands discutaient de nouveau à Francfort et demandaient énergiquement que Frédéric paraisse à la nouvelle diète de Nuremberg, — et il déclara ne pouvoir, en aucun cas, prendre la conduite de la guerre sainte, — un légat fut envoyé en Orient comme capitaine de croisade, Louis d'Aquilée, qui devait commander la flotte de l'Italie réunie sous le drapeau pontifical, qu'elle jugeait un peu italien ; un parent du Pape, le cardinal de Saint-Ange, Jean Carvajal, se rendit à Bude pour organiser la défense à Belgrade. On espérait le concours de Scanderbeg, et on voyait déjà la flotte de croisade devant le Stamboul des Infidèles¹.

Toutes ces grandes illusions s'évanouirent. Il n'y eut pas de flotte chrétienne dans la Méditerranée orientale. La Hongrie elle-même était partagée entre les clients de Hunyadi et ceux de la famille rivale de Cilly. Le légat ne représentait à Bude que le prestige du Saint-Siège. La mission de résister échut donc aux représentants de l'initiative populaire, de ce courant, toujours actif et créateur, des masses, qui ne s'était pas arrêté aux limites du moyen-âge.

Le fils de paysan roumain de Transylvanie, réduit à ce moment, par les intrigues de l'envieuse aristocratie magyare à la seule situation de Voévode transylvain, trouva surtout l'appui d'un moine de Calabre, jadis

¹ *State și dinastii*, pp. 26-27.

pendant gouverneur de Pérouse, puis élève du bon saint Bernardin de Sienne, d'un franciscain dont l'influence était grande dans son Midi italien, où il recommandait l'abandon des richesses, l'abdication aux grands, la création, par les dons généreux, d'un trésor pour l'Eglise militante du peuple, Jean de Capistrano. Après avoir rempli sa mission de provoquer un élan chrétien en dehors de l'Eglise constituée, qui l'avait en grippe, après avoir traversé dans ce but les pays latins de l'Occident et même certaines régions de l'Allemagne, il vint offrir à Hunyadi le concours de ses « pauvres », appartenant à toutes les nations auxquelles il avait parlé avec une autre éloquence que celle d'Enéas Sylvius le lettré. Il avait demandé, au milieu des diètes, à l'empereur de venir à Rome, d'y porter la couronne, de se mettre à la tête des multitudes armées; or, comme il avait bien vu que c'était impossible, il se faisait fort de sauver, à Belgrade, la chrétienté avec cette foule désordonnée, de simples réunis autour du drapeau de saint Bernardin. Le légat de Bude avait bien dû donner au nouveau Pierre l'Ermite, avec la croix bénie par le Pape, le commandement de ces humbles croisés, même des femmes, les seuls qu'on pouvait avoir.

Les « volontaires », au nombre d'environ 10.000 soldats, de Hunyadi eurent le courage d'affronter à Belgrade l'armée ottomane, un peu plus nombreuse, mais d'une autre cohésion et d'une autre expérience, que soutenait une importante flotte entrée dans le Danube et une forte artillerie. La citadelle de Belgrade résista aux attaques du Sultan, qui avait fait détruire la ville. Dans la grande mêlée autour de ses murs, on entendait la voix du saint : « Il y a quarante ans que j'ai attendu ce passage et ce morceau... Allons, allons... Jésus, Jésus, victoire¹ ». Mohammed II dut se retirer devant ces « poverelli » qui venaient de remporter par leur naïf enthousiasme et leur

¹ Récit de Jean de Tagliacozzo, un des disciples de Capistrano, dans notre recueil cité, pp. 141, 161.

belle confiance une magnifique victoire, dont étaient incapables les chefs les plus puissants du monde chrétien. Saisi par la contagion de cette ferveur, Hunyadi croyait devoir affirmer qu'on pouvait prendre le lendemain de ce succès « tout l'Empire ture¹ ».

Mais la peste se déclara dans les rangs des chrétiens aussi, après avoir contribué probablement à la retraite de leurs ennemis. Hunyadi succomba à la maladie (septembre), puis Capistrano lui-même, qui « s'endormit » doucement dans la mort. En vain Michel Szilágyi, frère de la veuve de Hunyadi, et le fils aîné du héros roumain de la Hongrie royale, auquel avait été donné le nom sacré de saint Ladislas, essayèrent-ils de poursuivre aussi, avec la cavalerie légère du despote serbe, sauvé par la victoire de Belgrade à laquelle il n'avait pas participé, cette entreprise heureuse. Le roi lui-même, qui avait, en prince autrichien, des intérêts ailleurs, de Vienne même, où il était l'adversaire de l'empereur, aux Pays-Bas, dont il était l'héritier légitime, ne pouvait pas être gagné pour une offensive. Comme les parents de Hunyadi avaient fait tuer leur grand ennemi, le comte Ulric de Cilly, parent de l'impératrice Barbare, femme de Sigismond, il n'hésita pas à faire condamner et exécuter publiquement son homonyme, désirant détruire cette race de parvenus ambitieux qu'étaient les Hunyadi (mars 1457). En 1458, le seul représentant sincère de l'idée de la croisade en Italie, le protecteur de Scanderbeg², le magnifique Alphonse, finira ses jours, et la réunion sous le même sceptre des royaumes de Naples et d'Aragon cessera ; le faible prince Ferdinand, son héritier italien, aux prises avec Jean de Calabre, ne pouvait pas avoir des visées si hautes. Dans la Moldavie lointaine seulement, disposant d'une énergie morale qu'on peut mettre à côté de l'élan de ces croisés de Belgrade, et qui ne recevait d'ordres que

¹ Deo concedente, totum regnum Turciae obtinere possem valde leviter ; *ibid.*, pp. 136, 141.

² Voy. C. Marinesco, dans les « Mélanges de l'Ecole Roumaine en France », I, Paris 1923.

de la part de ses souverains, devait surgir, dans la personnalité d'un jeune prince, Etienne, réfugié après la mort de son père, assassiné en Valachie, auprès d'un terrible ami, « l'empaleur » à la mode turque, Vlad, un nouveau champion de la défense chrétienne sur le bas-Danube, pris lui aussi dans cette race neuve des Roumains.

Mais, comme le successeur, en 1458, du vieux Calixte, mort sans avoir plus fait pour accomplir son vœu de croisade qu'envoyer le Patriarche latin Louis dans les eaux de la Méditerranée orientale, où il se rendit pour un moment maître des îles annexées par les Turcs¹, fut le disert orateur de toutes les diètes, devenu Pie II, Rome entendait poursuivre son œuvre de défense chrétienne, peut-être même de récupération.

Ce qui l'enflammait à mettre en branle tout le monde chrétien, considérant l'empereur lui-même comme un simple exécuteur de ses instructions souveraines, proclamées non plus dans de vaines diètes lointaines, parmi les « barbares », mais dans des conciles rassemblés sur le sol de cette Italie à lui, dont il se sentait bien le fils, c'était, non seulement une incontestable piété, mais aussi les sentiments de l'homme de la Renaissance contre cette « barbarie » des Infidèles, des Agarènes, des Teucres, gens de Troie païenne, envahissant l'Europe.

L'Italie du xiv^e et du xv^e siècle n'a pas sans doute découvert l'antiquité. Tout le moyen-âge s'était nourri, à côté de la Bible et de l'Évangile, aussi des idées gréco-romaines. De l'Érigène Jean Scot, à l'époque des Carolingiens, aux Arabes d'Espagne, qui croyaient, avec Averroès (Ibn-Rochd), développer les conceptions d'Aristote, à Albert le Grand († 1280) et au grand codificateur de la pensée médiévale, Thomas d'Aquin († 1274), on n'avait fait que suivre les traces des penseurs du monde ancien. Platon avait remplacé dans les derniers temps Aristote.

¹ Notre *Geschichte des osmanischen Reiches*, II, pp. 85-86, 91-92.

sans que quelque chose de vraiment nouveau eût donné l'impulsion aux discussions scolastiques des Universités. L'hérésie seule se fonde sur un manichéisme qui n'a rien à faire avec la philosophie classique¹. Au contraire, il y a, avec l'inévitable tendance aux divagations métaphysiques et l'analyse des notions, avec la méthode courante du syllogisme, une partie dominante de moyen-âge dans ceux qu'on appelle les précurseurs de la Renaissance à la fin du XIII^e siècle et au commencement du XIV^e. Sans compter ses devanciers, un Guinicelli, un Cavalcanti, Dante s'inspire de la mode courante des « Songes » allégoriques et la sentimentalité franciscaine anime les détails de sa Comédie surhumaine. Boccace rend en italien, lorsque la légende de Thésée ne l'attire pour une œuvre latine, les récits de marchands orientaux, et, lorsqu'il ne pense pas à imiter Cicéron ou à glorifier Scipion, Pétrarque est tout près des troubadours de la Provence qui est son séjour. La France de Charles V rendra en vulgaire, par le travail d'un Pierre Berchoire, d'un Raoul de Presles, d'un Nicole Oresme, Tite-Live, Valère Maxime, Végèce et Aristote, alors que, par les Italiens Thomas et Christine de Pisan, elle donnera à cette langue d'usage courant les tours alambiqués du latin d'école. Sans penser à décalquer le style des écrivains de Rome admirée, elle s'assimile assez de l'esprit de leurs œuvres pour qu'on ne puisse pas la considérer comme un humble disciple, arrivé très tard, de cette Italie qui aurait fait la grande découverte latine et de ces réfugiés grecs, secrétaires, grammairiens et vagabonds, de Barlaam et Léonce Pilate, de Chrysoloras, employé à Florence, à Argyropoulos et Moschopoulos, à Théodore Gaza, à Georges de Trébizonde, à Constantin et à Janus Lascaris, le dernier établi à Venise, qui avaient de fait ajouté la révélation hellénique².

De la situation modeste d'élèves de ces maîtres, se bor-

¹ Voy., à côté des célèbres études de Burckard, l'excellent petit livre de Karl-Paul Hasse, *Die italienische Renaissance*, Leipzig 1915.

² Voy. aussi Leclerc et Renan, *Tableau du XIV^e siècle*.

nant à former des bibliothèques classiques, à adapter leur latin d'emprunt aux meilleures formules anciennes, du rôle d'auteurs de dissertations sur des sujets d'un caractère général, plus ou moins oiseux, et de livres d'histoire concernant, non seulement l'antiquité, mais aussi de choses nouvelles — comme ce fut le cas pour les « Histories florentines », de Léonard Bruni d'Arezzo, et pour les « Vies des Papes » de Platina, ou, dans la lointaine Pologne, pour l'histoire nationale de Jean Dlugosz, dit Longinus, — les nouveaux chefs spirituels de l'époque, ferrés au métier d'écrivains et de rhéteurs, en bon latin, parfois farci de grec, arrivèrent à être les directeurs politiques de leur temps. Comme courtisans, comme secrétaires, surtout comme ambassadeurs, comme précepteurs et professeurs, comme conseillers et amis intimes des princes, ils dominèrent l'époque. Coluccio Salutati (mort en 1406) et Léonard Bruni (mort en 1444), Poggio lui-même, furent chargés de la correspondance florentine : Guarino de Vérone, qui vécut jusqu'en 1460, passa la plupart de sa vie auprès de ces seigneurs d'Este qui, dès le début, se posèrent, dans leur belle cité de Ferrare, au fort château, en magnanimes protecteurs de ce mouvement. Alors que les Gonzague de Mantoue créaient une Université libre pour Victorin de Feltre et que le roi Alphonse retenait par des liens d'or Laurent Valla le « Panormite », ou Antoine Boccadelli, son historien et son successeur à l'Académie napolitaine, et Pontanus, la Rome des Papes employa tour à tour Poggio Bracciolini, Flavio Biondo, Pierre Candide, Decembrio, Jean Aurispa, puis Platina, bientôt un révolté, sans oublier Pomponius Laetus, et les ducs de Milan s'honorèrent d'avoir pu retenir jusqu'à sa mort Gasparin Barzizius et d'avoir arraché à la royauté napolitaine son fils Guiniforte. A côté de Biondo, dans sa jeunesse, de François Filelfo (mort en 1481), ce gendre de Chrysoloras qui fut envoyé en mission à Constantinople dont il chercha plus tard à préparer la délivrance du joug turc, Venise était fière d'avoir ce patricien richement doué qui fut Fran-

çois Barbaro, puis son parent Ermolao. Le roi de Pologne visita le « Philelphe » à ses noces, et la brillante assistance, l'empereur et le roi de Danemarck entre autres, écoutèrent respectueusement sa rhétorique.

Avec une meilleure connaissance des hauts faits de la Grèce et de Rome, tels que les avaient transmis les historiens « patriotiques » et moralistes, les souverains italiens couraient après la gloire, à laquelle Alphonse de Naples fit de si importants sacrifices. Or, cette gloire était distribuée, dans leurs écrits supposés immortels, par les maîtres du beau, du pur langage. Les lettrés en profitèrent pour s'installer en mentors de ce monde qu'ils prenaient un peu pour l'exploiter au profit de leurs besoins et de leurs vices. Dirigés par des haines féroces, ils se considéraient comme les « surhommes » de leurs talents et de leur érudition, et leurs contemporains, qui les couvraient de pensions et d'honneurs, voyaient en eux comme des divinités descendues sur la terre pour l'éclairer de leurs rayons. On les courtisait comme ennemis, on les épargnait comme captifs. Quarante évêques firent partie du cortège funèbre de Pomponius Laetus. Tel d'entre eux comme Filelfo distribua, d'une Cour à l'autre, les bienfaits de son intelligence et de sa faconde : le roi de France reçut de lui une missive le rappelant à son devoir de croisé, et ceci après que cet « humaniste » d'une vie plus mouvementée que celle de ses collègues de savoir eût rempli des fonctions auprès de Mohammed II, qui fut célébré dans son poème d'Amyris (« l'Emir »), alors qu'un Cristoboule d'Imbros, Grec de pure race, en faisait le descendant des Césars byzantins et le vrai héritier de l'Orient.

Le représentant le plus complet de ces tendances rapidement victorieuses, Giambattista Alberti (1403-1472), réunit avec toutes les aptitudes : de poète, d'historien, d'auteur de pastiches d'après les comiques romains, de théoricien à l'époque du platonisme gouvernant tout à Florence, de codificateur d'une nouvelle architecture aux lignes simples selon la formule de Vitruve, des dons mys-

térieux qui le faisaient considérer comme un sorcier de génie. L'auteur de la « *res aedificatoria* » et du *Traité sur la peinture* montrait à ses intimes des triomphes de la technique dont il se gardait bien d'ajouter l'explication. « Des hommes », disait-il, « peut partir tout ce qu'ils veulent ¹. » Il paraissait qu'Empédocle eût ressuscité pour fouler presque la même terre. On avait en Italie le sentiment que des dieux nouveaux s'étaient levés parlant la langue des glorieux ancêtres ².

Expulser les Turcs, considérés comme profanateurs de la terre hellénique sacrée, était sans doute un devoir pour ces gens qui entendaient renouveler l'antiquité dans les coutumes, dans le langage, dans les idées, même dans la religion, qui était pour un Marsile Ficin, élève de Gémisthos Pléthon, un des compagnons au concile de Florence du Paléologue Jean, un mélange de christianisme purifié et de néo-platonisme mystique. Le descendant de Hector, le vengeur de Troie, devait être exterminé ³. Le nouveau Pape le sentait tout aussi bien que le plus malheureux des partisans de cette revanche.

Dès le mois d'octobre, Pie II, reniant tout son passé d'ancien secrétaire impérial, de biographe, dans trois solennels ouvrages, d'un impeccable style latin, de Frédéric III lui-même, se posait, par une proclamation éloquente, à la tête du mouvement de récupération dont il avait jusque-là confié, lui aussi, la conduite à l'Empire. Rappelant la domination musulmane à Jérusalem et déployant ainsi l'ancien drapeau de la grande croisade intégrale, rendant hommage à la victoire remportée par les « quelques croisés sans armes et nus », sous les murs de Belgrade ⁴, il appelait toute une époque de troubles et

¹ Hasse, ouvr. cité, pp. 159, 166.

² Cf. Voigt, *Die Wiederbelebung des klassischen Altertums*, éd. de 1893 ; Karl Brandi, *Die Renaissance in Florenz und Rom*, 4^e édit., Leipzig, 1913 ; Vittorio Rossi, *Il quattrocento*, Milan, 1898 ; Philippe Lemonnier, *Le quattrocento*, Paris, 1901.

³ Notre *Gesch. des Osmanischen Reiches*, II, p. 42.

⁴ Pauci cruce signati, inermes ac nudi... Confusa omnia atque

de confusion, l'empereur y compris, au concile qui, en juin, à Udine ou à Mantoue, chez les Vénitiens ou chez les Gonzague, devait poser les bases de l'action solidaire contre les Turcs.

Le concile se réunit à Mantoue, et l'Italie eut comme un réveil de conscience nationale devant l'honneur que lui faisait un de ses meilleurs fils, celui qui aimait tant ce pays natal, dont, dans ses Commentaires mêmes, il décrivait en fin poète les charmes toscans. Les petits princes de Forlì, de Carpi, de Correggio, de Mirandola, qui avait donné le génie universel de Pico, capable de discuter toute thèse contre tout adversaire, créateurs de Cours brillantes et fauteurs de civilisation à l'antique, accoururent auprès de celui qui, en dehors de son caractère sacré, personnifiait la *virtù*, la grande qualité de l'individualisme militant, mieux que pas un parmi eux. On vit aussi ce franciscain italien, de Bologne, qui, à Mantoue comme à Paris, présentait les offres de l'empire de Trébizonde agonisant, de la Géorgie et de la Mingrèlie, des derniers seigneurs arméniens de la Perse turcomane, dont le Chah, celui du « Mouton Blanc », Hassan le Long (Ouzoun), était le mari d'une princesse trapézuntine, promettant aux Vénitiens toute l'Anatolie¹.

Mais, si Frédéric III, demandant au Pape lui-même d'imposer une dime générale, se faisait fort de trouver 32.000 fantassins et une dizaine de mille de cavaliers, il était à ce moment, après la mort subite du désorienté Ladislas le Posthume, l'adversaire du nouveau roi de Hongrie, un garçon de quinze ans, le cadet de Hunyadi, Matthias, levé sur le bouclier par un seul des partis qui déchiraient le royaume, et, en conflit avec la noblesse hongroise, il réclamait pour lui, contre ce « comte de Bisritz », la couronne de S. Etienne. Et, à Prague, les hus-

turbata; Rinaldi, *Annales ecclesiastici*, année 1458; *Notes et extraits*, IV, pp. 164 et suiv.

¹ *Ibid.*, pp. 172-173; *Gesch. des osmanischen Reiches*, II, pp. 95-96. Sur les mouvements des chrétiens du Caucase; *ibid.*, p. 97. — Aussi plus haut, chapitre I.

sites avaient installé un roi d'hérésie, tiré du milieu de la noblesse nationale, slave, Georges de Podiébrad. Le roi de Pologne, Casimir, croupissait déjà dans cette impuissance de l'action à temps qui distingue son long règne. Le Moldave Etienne s'était à peine installé, et un rival évincé trouvera appui tour à tour dans les deux royaumes catholiques voisins, La haine fraternelle divisait les despotes grecs de la Morée, et la divergence religieuse les empêchait de tendre la main aux derniers représentants de la domination franque dans ces parages. Après la mort du despote serbe Georges Brancovitch, son fils Lazare avait traîné jusqu'à sa fin, en 1458, un règne veule ; sa veuve, la Paléologue Hélène, qui devait prendre le voile à Rome, résista dans Semendrie pendant une année ; les frères aveugles, Grégoire et Etienne, vivaient à la lisière de la Hongrie, et, en 1458, les Turcs purent traverser tout ce territoire sans défense. Le roi « serbe » de Bosnie, Etienne Thomas, dont le fils épousa la fille de Lazare, en 1459, s'était présenté en concurrent soutenu par le roi Mathias : le résultat fut l'établissement, dès cette date, d'un nouveau sandschak pour la Serbie, alors que le duc de Saint-Sabbas, le hertzeg serbe du littoral, se levait contre lui-même. En Albanie enfin, Scanderbeg, pressé par les Turcs, attendait le coup de grâce qu'on ne pouvait pas manquer de déclancher ; battu par le Sultan en 1459, il s'embarquera pour Naples après quelques mois ¹.

Bessarion fut nommé, dès le commencement de l'année 1460, légat de croisade, comme un hommage pour l'esprit de la Renaissance dont était animé ce grand lettré, mais aussi pour éveiller les espérances dans l'Orient orthodoxe d'où venait ce fils de Trébizonde menacée qu'était le « cardinal grec ». Il prit le chemin de l'Allemagne, qui se réunit de nouveau, en mars, à Nuremberg, pour discuter sa participation à la croisade, et n'y trouva qu'une parfaite indifférence. Au mois de mai, à Vienne, la ques-

¹ *Gesch. des Osmanischen Reiches*, II, pp. 105-107.

tion fut posée carrément par les délégués des princes et des villes : autant que la Hongrie est, dans son état actuel, un empêchement, autant que l'Italie n'a pas encore formé sa flotte, autant que la Pologne, en Orient, la France et la Bourgogne, en Occident, ne paraissent plus s'intéresser à l'œuvre sacrée, « une seule langue, un seul royaume ou un seul pays » ne peut pas prendre la responsabilité d'une pareille entreprise ¹.

Or, en ce moment même, le Sultan en personne, décidé à pacifier la Morée en la soumettant au bey qui déjà s'y était installé en administrateur d'un tiers de la péninsule, apparaissait devant sa forteresse de Corinthe ; bientôt, le despote Démètre, conseillé par son intime Assanès, se présenta en ami sous la tente de son suzerain, qui le reçut comme un « frère » impérial, comme son futur beau-père et lui donna les îles conquises en 1455. Dans la capitale moréote de Misithra, pleine de belles églises qu'avait ornées de peintures un art nouveau, d'initiative et d'indépendance, correspondant à celui d'un Giotto, les janissaires prirent la garde des murs bâtis en terre de Lacédémone, Mais, contre les rebelles, qui, sous les ordres du despote Thomas, favorable aux Occidentaux, s'avisèrent de résister, le châtiment fut inexorable. Le dernier défenseur de l'indépendance grecque dans la péninsule n'osa pas une résistance ouverte ; à Gravosa, près de Raguse, il s'embarqua pour l'Italie, où sa famille passa au catholicisme, alors que Démétrios, traité plutôt en prisonnier, se livra aux remords et finit comme moine David à Andrinople. Après l'exécution de Franco Acciaiuoli, des soldats du Sultan firent leur entrée aussi dans l'enceinte du château latin qui dominait les ruines du Parthénon ².

Sous l'impression de ces nouvelles, se rassembla une grande diète impériale en septembre, à Vienne même,

¹ *State și dinastii*, pp. 33-34.

² Notre *Gesch. des Osmanischen Reiches*, II, pp. 92-95.

avec la participation du vieil empereur. On avait assisté à la faillite de la croisade pontificale ; la croisade impériale ressortait de nouveau à la surface. On proclamait l'espoir d'arriver, Dieu aidant, jusqu'à Jérusalem. Partant des décisions de Mantoue, qui comprenaient aussi le concours, formellement promis, du duc Philippe, et celui du roi Mathias, que son concurrent paraissait avoir sincèrement reconnu, magnifiant le sacrifice du Saint-Siège, qui avait déjà dépensé 150.000 ducats, mentionnant les offres faites par la Pologne, par la Bosnie, par l'Albanie et même par les Tatars de Crimée, reste de la Horde d'Or, qu'on croyait naïvement n'être pas musulmans, Frédéric promettait une grande action de prestige germanique. Or, comme les archevêques de Trèves et de Mayence, favorables à l'expédition, étaient morts, l'enthousiasme attendu par Bessarion manqua complètement. De même que l'Italie avait considéré l'assemblée de Mantoue comme un succès à elle, l'Allemagne, inspirée du même séparatisme, caractéristique pour l'époque, déclara que la « nation allemande » n'y a pas assez participé pour s'associer à l'action déjà initiée. C'était la première fois que, formellement, elle se déroba.

Le tour des rois, des princes auxquels on s'était adressé auparavant était-il venu ? Des regards se dirigèrent vers Podiébrad : un aventurier de Grenoble, Antoine Marini¹, proposa à ce roi, qui s'était presque réconcilié avec le Saint-Siège sur la base des « compactats », une ligue chrétienne qui aurait créé quelque chose de plus : le nouvel ordre européen, d'une association libre d'Etats, avec des « Parlements » communs, se défendant toute guerre, qui aurait remplacé la forme vieillie, incapable d'action, du Saint-Empire, et même celle du Saint-Siège. On négociera plus tard, sur cette base, avec la France de Louis XI, arrivant même à la conclusion d'un

¹ Voy. notre article dans les « Mélanges Monod », sur ce personnage ; Denis, *De Antonio Marini*, Angoulême, 1878.

traité resté sans conséquences. Le duc de Bourgogne est bien vieux, et Charles VII végète sous la terreur des intrigues de son terrible fils. Dans la péninsule ibérique, il y a une Castille occupée uniquement aux querelles entre le méprisable roi Henri IV et ses sujets, une Navarre où les enfants de Jean II se tournent contre lui, et un Aragon, séparé de l'Italie méridionale et s'employant, sous Jean II, à retenir au moins, dans le partage, la possession de la Sardaigne. En Angleterre, le parti de la « Rose Rouge » a suscité le duc d'York contre le fils d'un roi fou et d'une étrangère ; l'Ecosse vient au secours de la reine Marguerite défendant les droits de l'héritier légitime, et, au moment même où Sparte devenait ottomane, le prétendant et son fils succombaient dans la sanglante bataille de Wakefield. Restait le Saint-Siège.

Pie II ne voulut pas cependant renoncer à des desseins qui étaient devenus le but unique de sa vie. Il fut dur à l'égard de l'empereur, auquel il parla du déshonneur que s'attirait l'Allemagne, de la honte de ne rien faire et de ne pas accepter au moins qu'un rival, l'Electeur Frédéric du Palatinat, prenne sa place. On lui répondit à Mayence, en 1461, l'accusant d'employer pour ses propres besoins — alors qu'il avait renoncé au grand projet formé par Nicolas V de refaire Rome — l'argent recueilli par la croisade.

C'était déplorable, Mohammed II le savait bien lorsque, en 1461, ne craignant pas Ouzoun-Hassan qui, menacé du côté de l'Asie centrale par les héritiers du grand Timour, ne pouvait pas donner de suite à ses provocations à l'adresse de son « vassal » et « tributaire », le petit émir de Roum, il se décida à mettre fin aux Etats, sans distinction religieuse, qu'il avait jusqu'ici tolérés en Anatolie.

La Maison d'Isfendiar, ancienne, détenait l'important centre de commerce qu'était Sinope. Les Ottomans s'en rendirent facilement maîtres, ainsi que de Kastémouni, avec ses mines d'airain. La mère du Khan de la Perse

parut en amie, en suppliante presque, dans le camp du conquérant. Trébizonde, qui gardait comme une brillante réminiscence le titre impérial de la Nouvelle Rome, n'était de fait qu'une misérable seigneurie protégée par les montagnards chrétiens du Caucase et par le parent musulman de Perse ; déjà l'empereur David, d'une famille de meurtriers, avait été évincé pour revenir en humble fonctionnaire du César turc. Comme le despote de Morée, il mendia du Sultan, venu en maître, l'honneur d'une parenté de harem. Mais Mohammed voulut une conquête par la brèche, et il l'eut sans difficulté. Le « Grand Comnène » et sa famille, considérés comme ayant des ententes secrètes avec Ouzoun, furent, peu après, massacrés¹.

Aucun mouvement de défense ne se prononça cependant en Occident. Le Pape se contentait de l'hommage de la Serbe Hélène et faisait prendre formellement en possession par un légat le royaume agonisant ; il couvrait d'honneurs le Paléologue en exil, qu'il attira à la foi romaine. Le roi de Hongrie évitant tout conflit avec les Turcs, ce fut à la Valachie seule, abandonnée même par le jeune Moldave Etienne, qui voulait profiter pour s'annexer, avec Chilia-Licostomo, les bouches du Danube, que revint l'honneur de retenir pendant quelques mois l'avance de cet Empire byzantin de religion musulmane qui, lentement, se complétait.

Mohammed amena avec lui, au printemps de l'année 1462, avec une importante armée, le remplaçant même de cet « Empereur » qui non seulement avait refusé le tribut et le contingent d'enfants pour le corps des janissaires, non seulement avait attiré dans une embuscade et massacré le beg de Nicopolis et de Vidine, mais était devenu le vrai maître de ces régions de la rive droite du Danube, où les siens exerçaient le plus cruel des pillages, apportant à leur maître des milliers de têtes, qu'il s'enorgueillissait de supputer à la façon de ces Turcs mêmes

¹ Notre *Gesch. des Osmanischen Reiches*, II, pp. 102-104. Cf. W. Miller, *Trebizond*, Londres, 1926.

auprès desquels il avait passé sa jeunesse. Allié au roi Mathias, dont il venait d'épouser une parente, le Valaque devenait un danger permanent pour cette frontière du Nord, que le Sultan croyait avoir déjà définitivement acquise et consolidée. Le jeune Radu, frère de ce pécheur endurci qui était Vlad, un bellâtre de harem, devait gouverner en vassal bien soumis cette principauté, à laquelle sans doute ou aurait imposé ensuite un régime de domination directe comme dans d'autres provinces.

Pour la première fois après Bajazet, aidés par une flottille danubienne, les Turcs passèrent le Danube, et le Sultan même conduisait leur offensive. Ils rencontrèrent un système de défense auquel ils n'étaient pas habitués ; une immense solitude boisée avec des villages cachés au milieu des arbres séculaires les attendait ; les quelques bourgades n'avaient pas de murs : au lieu de les défendre, on les abandonnait, sans aucun butin à recueillir, sans aucune gloire à gagner, à l'envahisseur. La capitale valaque, Târgoviște, n'avait pas de portes à ouvrir. Mais dans cette conquête, déjà terminée sans avoir livré bataille, il y avait un prince, une classe nobiliaire, une armée aux aguets. On le vit bien lorsque, dans la nuit, le camp impérial fut attaqué, la personne même du Sultan mise en danger. Puis Vlad alla défendre, contre son ancien protégé moldave, Chilia. Au mois de juin, il y eut les grandes chaleurs, la faim, la soif. Le nouveau Darius, battu par les défenses naturelles de cette plaine scythe, dut rebrousser chemin. Et, si Vlad n'avait pas écrit une lettre destinée à tromper le Sultan sur ses intentions de se soumettre, si le roi ne l'avait pas saisie, le prince vaincu serait revenu dans son pays en vrai vainqueur qu'il était. Son frère ayant été emprisonné par Mathias comme traître au royaume et à la chrétienté, Radu-le-Beau put donc s'installer.

Pendant cette année qui vit entamer la marche danubienne de la Hongrie, menaçant les défilés transylvains, l'Occident était occupé à d'autres problèmes.

La mort de Charles VII fit voir combien avait grandi aux dépens de la France royale la Bourgogne du duc. Philippe-le-Bon parut comme le tuteur bienveillant de celui qu'il avait si longtemps abrité dans ses Etats, nourri de sa pension, soutenu de son autorité. Il conduisit son pupille à Reims, il l'écrasa, l'offusqua de la splendeur de sa personne et de son cortège ; lorsque le nouveau suzerain parut dans la cathédrale, sur l'estrade au-dessus des seigneurs agenouillés, seule la figure du protecteur saillit debout. Philippe combla de dons un prince encore très pauvre. Alors qu'après la réception joyeuse à Paris, où le duc n'avait pas paru depuis vingt-six ans, Louis se retira dans son modeste logis, l'hôtel d'Artois accueillit le Bourguignon, qui, à côté de la duchesse d'Orléans, traversait les rues lui rappelant de tragiques souvenirs, en grand attirail, admiré par la foule, — « et voilà un humain prince ¹ ! » Dans les églises son nom était mentionné à côté du maître de ce Paris si longtemps rebelle à son devoir envers le roi ². L'ami intime de ce prince qui était le comte de Charolais fut fait lieutenant général en Normandie, place cédée cependant bientôt au duc de Bretagne ³. Bien que Louis s'employât de tous ses efforts à acquitter sa dette envers le duc pour libérer les villes de la Somme, les relations avec le puissant seigneur, bientôt accablé par l'âge et la maladie, n'en furent pas gâtées. De son côté, Philippe résista à toutes les offres que lui firent les barons mécontents, le propre frère du roi, Charles, duc de Berri, et le duc de Bourbon à leur tête. Le conflit de plus en plus violent avec son fils, qui voulait au moins la lieutenance générale du duché et qu'il dut poursuivre les armes à la main, retenait toute son attention ⁴. Ici comme pour le reste de la chrétienté occidentale, dans l'incertitude générale, tout le monde ne faisait que s'observer, attendant une décision que personne

¹ Chastellain. Cf. Foster Kirk, ouvr. cité, I, p. 180 ; *ibid.*, p. 175.

² *Ibid.*, p. 177.

³ *Ibid.*, p. 200.

⁴ *Ibid.*, pp. 222 et suiv.

n'osait provoquer. L'ère nouvelle tardait donc à paraître. Il avait suffi des voyages de Louis dans ses Etats, d'une ville à l'autre, de quelques mesures que nous pourrions appeler : d'ordre public, pour que les défiances se levassent contre lui.

Il en était tout autrement dans cet Orient ottoman si fortement consolidé. La campagne valaque de Mohammed II avait été sans doute un échec, mais le prestige du Sultan n'en fut guère ébranlé. En automne déjà le Gattilusio de Lesbos fut détrôné, Mohammed II lui-même se mettant à la tête de ses soldats débarqués dans l'île¹. Chaque année devant demander une campagne, il y eut en 1463 l'attaque décisive contre la race serbe.

La réunion de la plupart des territoires devant lui revenir entre les mains du royal Bosniaque ne pouvait pas être tolérée. Il suffit d'une incitation de la part du fils révolté du duc Stipan de l'Herzégovine, pour que ce prince reçut l'ordre de céder les châteaux pouvant ouvrir la voie de la Bosnie. Le royaume était incapable de se défendre ; la majorité hérétique de la population ne se sentait pas solidaire avec un roi qui s'appuyait sur les promesses vaines du Saint-Siège. Les forteresses se rendirent l'une après l'autre, et Etienne Tomachévitch dut se rendre à ses poursuivants. Mené devant le Sultan, qui avait accouru pour jouir de la victoire, il fut immédiatement décapité devant les murs mêmes de sa capitale de Jaïce. Sa famille chercha, comme celle des Paléologue, un refuge à Rome, sauf ceux qui préférèrent passer à l'Islam. L'Herzégovine seule, sauvée momentanément par les ruses du duc Stipan († 1466), put prolonger son agonie².

Cette fois, la chrétienté sentit bien que l'heure d'une action commune était arrivée. Au moins ces deux Puissances, conseillées et soutenues par le Pape, dont les territoires étaient déjà touchés par l'avance de la conquête

¹ *Gesch. des Osmanischen Reiches*, II, pp. 117-119.

² *Ibid.*, pp. 119-122, 125-126.

musulmane : la Hongrie, qui ne pouvait pas renoncer au fief turc de Bosnie, et Venise, dont le domaine était déjà envahi par les begs, à Argos, conquise en 1463, à Lépante et à Modon même. Sous l'inspiration de Pie II, sous la pression de Bessarion, le roi Mathias et le doge s'allièrent par le pacte du 12 septembre de cette même année. Le duc de Bourgogne avait de nouveau fait des promesses. Le « hertzek » fut attiré du côté de cette coalition.

Avec le secours de Stipan, Jaice, faiblement garnisonnée, fut reprise, en décembre, par les Hongrois, qui devaient y établir un « roi » en la personne du noble magyar Nicolas Ujlaky. Le Sultan réussit tout aussi peu à reprendre cette forteresse, en 1464, que Mathias lui-même à étendre les frontières de cette Bosnie royale ¹.

De son côté, dès l'été de l'année 1463, Bertoldo d'Este, commandant les troupes engagées pour Venise, s'était rendu maître d'Argos. Corinthe fut occupée, et l'ancien mur de l'Heximilion rétabli sur l'isthme. Mais on s'arrêta là. En 1464, on se borna à tâtonner dans la péninsule, où Argos fut perdue, et à faire des tentatives par mer du côté des îles.

Maintenant cependant la grande expédition du Pape se mettait en branle.

Dès le commencement de l'année 1464 tout était préparé pour le départ ; le doge Cristoforo Moro obtint la permission de commander la puissante flotte de la République qui devait établir à Constantinople un Piccolomini à la place des Paléologue ². Mais il ne s'embarqua pas avant le dernier jour de mai. Le Pape lui-même retarda sensiblement son arrivée à Ancône, qui rappelait l'expédition de Trajan contre les Daces du roi Décébale. Il arriva malade, totalement épuisé. Jamais peut-être de longs efforts n'avaient été récompensés par une si triste tragédie intérieure. Les vaisseaux de Venise, les galères armées par l'Eglise elle-même arboraient dans le port les

¹ *Ibid.*, pp. 126-127.

² *Ibid.*, p. 130. Cf. Pastor, ouvr. cité, II, pp. 217 et suiv.

drapeaux de S. Marc et de S. Pierre, lorsque le vieux pontife ferma les yeux sur ce spectacle qu'il avait plus que tout autre au monde désiré (14-15 août).

Le doge retourna aussitôt. On n'avait plus à Venise l'âme de la quatrième croisade, et Moro n'était pas de l'étoffe du vieux Dandolo. La guerre de Morée, malgré des succès éventuels, comme celui de Patras, traînait en longueur, négligée par les Turcs eux-mêmes, dont l'attention était plutôt dirigée vers Scanderbeg, de retour comme protégé vénitien, contre lequel Mohammed II lui-même marcha, sans pouvoir prendre sa roche de Croia, deux fois, en 1466 et en 1468, — la mort seule, en janvier 1468, du héros albanais, pouvant délivrer l'Empire ottoman de ce danger. Les négociations se poursuivaient plus ou moins en cachette, de la part du roi Mathias aussi, avec la Porte. Venise, qui avait espéré regagner la Morée entière, — car, dans cette guerre, destructrice pour les étrangers par la faim et les maladies, il n'y avait ni vainqueur ni vaincu, — réduisit de beaucoup ses prétentions sans pouvoir arriver cependant à un résultat.

En Occident aussi, l'intérêt pour la grande idée s'était dissipé. En France, l'ancien conflit entre roi et duc avait éclaté d'abord, et, depuis lors, la question de la croisade restera étrangère aux préoccupations de ceux qu'on avait considérés comme les chefs naturels de toute guerre pour la foi.

Louis XI voit se dresser contre lui la coalition de tous les mécontents. Au nom du « bien public », dont l'idée vient de l'Italie, « tous hommes vertueux », — on voit la *virtù* — sont invités à courir aux armes pour mettre fin à des abus en grande partie imaginaires et que les coalisés ¹ étaient certainement plus incapables d'écarter que

¹ Voy. dans Legeay, ouvr. cité, I, p. 381, l'« alliance, confédération et paction » avec le comte de Charolais. On se plaignait des « soudaines et torsonnières entreprises que le roi pourroit faire contre nous, par exhortation des susdits nos malveillants », *ibid.* On ne manquait pas d'attaquer le retrait de la Pragmatique ; *ibid.*, p. 407.

la réelle bonne volonté de leur roi. Les noms de Jean d'Armagnac, un débauché jusqu'au crime, de Dammartin, du nouveau duc de Nemours, toute une nouvelle féodalité improvisée, mais sans Etats et réduite à s'entretenir de concessions royales¹, se distinguent dans cette mêlée confuse à côté de celui de Dunois, des ducs de Bretagne et de Bourbon, de Jean de Calabre et de ce frère royal, instrument de toutes les ambitions. Le comte de Charolais, depuis longtemps à l'affût, et qui croit avoir des offenses à venger, se met à la tête de ce groupement amorphe, n'ayant rien du caractère d'une vraie armée : il prétend représenter uniquement les droits envahis du duc de Berri, auquel il veut qu'on donne la Normandie, lui restituant à lui-même les villes de la Somme. Ses soldats, les seuls dignes de ce nom, ses Allemands aussi, les Suisses, les Italiens s'ennuient et veulent tourner bride. Comme il n'y a rien qui ressemble à l'approvisionnement, on fait la cour aux villes qui, coquettement, se maintiennent indécises. Lorsqu'on arrive à une rencontre, près de Paris, devant Montlhéry, Charles garde la possession du camp, mais Louis a pris l'artillerie de son rival et il est en état de recommencer le combat, à ce point que son ancien ami fut sur le point de tomber prisonnier. Le roi réussit à entrer dans Paris, où il a la prudence d'ajouter à son conseil six bourgeois, six membres du Parlement et six représentants de l'Université. Quittant la ville où il laisse donc des soutiens, — et en son absence on discute à l'Hôtel de Ville sur les Etats généraux à convoquer, — il s'en va chercher un autre appui en Normandie, et le gagne. Des milliers de gens de guerre l'accompagnent ; les mêmes villes passèrent cependant après quelques semaines du côté de ce duc de Berri qui prend le titre de « fils et frère de roi de France² » et se donne des airs de régent, s'adressant au clergé, aux municipalités, à l'Université, au Parlement. Le duc ne cherche cependant que la domination sur cette terre normande, et Louis, qui avait cédé aux

¹ Du côté du roi, on trouve le comte du Maine, celui d'Eu, celui de Vendôme, ceux de Nevers et de Penthièvre ; *ibid.*, p. 403.

² *Ibid.*, p. 399.

Bourguignons, pour la vie du comte de Charolais¹, les villes de la Somme avec le comté de Boulogne, consent à cette dernière concession pour satisfaire pleinement le « bien public ». Le duc de Bourbon gouvernera la Guyenne, le duc de Nemours, Paris elle-même. Le duc de Bretagne sera exempté de l'hommage², le comte de Saint-Pol sera connétable, les autres « hommes vertueux » devant se contenter de plus menus avantages. Trente-six notables, « pris parmi les prélats, les chevaliers et dans le conseil », présidé par Dunois³, qui ne se réunirent que pour se quereller, eurent mission solennelle de penser aux « réformes et améliorations qui pourroient être utiles », dont on ne parlera plus guère.

En Angleterre, on faisait moins assaut de théories, les idéologies de la Renaissance n'y étant pas de mise. Sans aucun motif et sans aucun profit, on se massacrait pour York ou pour Lancastre. Le fils resté vivant du duc tué à Wakefield a vaincu, dès 1461, à Towton, et, contre la lignée de Henri, cet Edouard IV paraît dire dans son nom même que les traditions d'Edouard III, visant la couronne de France, ne seront pas oubliées. Or, pendant que le roi Louis se butte aux plus grandes difficultés et qu'on discute sur ce qu'on fera de la Normandie, jadis berceau de la royauté anglaise, rien ne se prononce comme intentions de récupération de l'autre côté du détroit⁴.

Par ces discordes, l'empereur, faible comme il l'est, paraît grandi et rehaussé. Malgré la ferme intention de Paul II, le nouveau Pape, de poursuivre la croisade, c'est lui qui désormais prendra en main le grand projet.

Dès le commencement de l'année 1465, un légat fut

¹ Mais, sauf Roze, Mondidier et Boulogne; contre le paiement de 200.000 couronnes; Foster Kirk, ouvr. cité, I, p. 301. Le récit de l'auteur anglais, très circonstancié, s'appuie sur les chroniques et sur les détails rassemblés par Lenglet, *Relation de la bataille*. Comme la femme du comte, Isabelle de Bourbon, vient de mourir, Louis lui offre sa fille Anne et la Champagne en dot.

² Legeay, ouvr. cité, I, p. 449.

³ *Ibid.*, pp. 487 et suiv.

⁴ Trêve avec Louis XI; *ibid.*, p. 407.

envoyé en Allemagne pour préparer une expédition vraiment digne de ce nom, sous la conduite de Frédéric. Il était question de gagner le roi de Pologne, réconcilié avec l'Ordre Teutonique, dont les villes étaient soutenues dans leur révolte par ce prince. Dès 1456, lorsque Casimir parut à Thorn, les chefs traditionnels de la chrétienté avaient essayé d'amener cette réconciliation si utile pour la croisade ; on avait eu en échange la nouvelle campagne royale en Prusse et la prise de Marienburg. Tout récemment, le roi s'était annexé Ulm, Elbing, Thorn, Dantzig, exigeant l'hommage du Grand-Maître de l'Ordre. C'était le moment culminant de ce règne ; les catholiques de Bohême offraient la couronne de S. Venceslas au Jagellonide, qui, deux ans plus tard, allait l'accepter pour son fils ¹.

On avait cru d'abord qu'on pourrait se dispenser du concours hongrois, qui avait trop manqué aux Vénitiens aussi, mais Frédéric parvint à gagner Mathias pour l'idée de confier la direction de l'armée à Ulric de Grafeneck, qui commandait à Belgrade et jusqu'à Orsova et à Severin, la ville hongroise qui défendait le Danube valaque.

La diète qui devait prendre les grandes décisions se réunit à Nuremberg, en novembre 1466. Il y avait dans l'assistance Albert et Frédéric le Brandebourg, Otto de Bavière, deux des princes de Wurtemberg, tout disposés à se croiser. Les meilleures nouvelles lui furent aussitôt communiquées ². Le Pape a ordonné une paix de cinq ans dans l'Empire ; Venise ne tend pas la main au Sultan ; une nouvelle assemblée italienne tiendra bientôt ses séances ; la Hongrie, qui préparait une flotte, est prête à fournir son contingent pour un terme plus long ; un appel sera adressé à la France, à la Bourgogne, à l'Angleterre, sans oublier le Danemarck ². Mais France et Bourgogne avaient un seul souci : éluder ou maintenir les

¹ Hauréau, *Storia delle Polonia*, pp. 99 et suiv. Cf. Röpell et Caro, *Gesch. Polens*, dans les « Staatengeschichten », Gotha, 1863-1886.

² Nos *State și dinastii*, pp. 38-39 ; *Gesch. des Osmanischen Reiches*, II, pp. 143-144.

clauses du traité qui liait les mains d'une royauté envahissante. Louis XI, qui avait travaillé patiemment, s'unissant plus étroitement avec la Savoie, dont l'héritier, son parent par la reine, parut un moment à Paris, réussit à regagner la Normandie. L'Angleterre n'existait pas pour la politique générale, les dissentiments intérieurs persistant sous le jeune roi, cependant d'une si noble disposition au bien. Dans la péninsule ibérique, dont on ne parlait même plus, la Catalogne, continuellement opposée, avec ses intérêts maritimes, aux durs barons batailleurs de l'Aragon, s'était cherché un roi dans le fils de celui du Portugal pour se donner ensuite à Jean de Calabre, qui, ici comme à Naples et à Florence, eut son heure de succès, pour succomber ensuite à une maladie foudroyante. En Italie, où Alphonse V n'avait pas été remplacé, François Sforza, le hardi condottiere qui avait su devenir un magnifique monarque, laissait à sa mort, au cours de cette même année 1466, un héritier indigne dans la personne de son fils Galéas-Marie. Les petits princes aux Cours brillantes ne signifiaient pas plus pour la croisade que cette splendide Florence, où, dès 1464, s'était éteint l'Auguste de cette « république », le vieux Côme de Médicis. On aurait dû compter, cependant, sur la Pologne, où Casimir avait gagné, par le traité de Thorn, conclu à la veille même de cette diète de la guerre sainte, la Prusse occidentale, avec Marienburg, contraignant le Grand-Maître, vassal du royaume, à se chercher une nouvelle capitale à Königsberg, l'ancienne création des rois de Bohême.

Une nouvelle diète siégea en juin 1467. Les espérances brillantes se maintenaient. Alors que Bartolomeo Colleoni était considéré comme le futur chef du contingent italien et que Venise annonçait la création d'une nouvelle flotte, l'Allemagne pensait à se « moderniser » avec une paix obligatoire, un Parlement des Etats, une monnaie d'or et d'argent commune avec la Hongrie. Comme on se sépara cependant sans fixer le terme pour la réunion des croisés, la Hongrie protesta, menaçante, contre le renvoi, d'une diète à l'autre, d'une question de vie pour ses inté-

rêts. Mathias entendait qu'on sache sa ferme décision de ne pas être le premier prince chrétien qui périra ¹.

Mais le roi de Hongrie fut bientôt aux prises avec Casimir, et les diètes se continuèrent, d'après la recette dénoncée par ces Hongrois, jusqu'en 1469, sans aucun résultat.

Par la prise d'Enos, cruellement saccagée, et celle de la Nouvelle Phocée, les Vénitiens, les seuls à combattre contre le Sultan, crurent pouvoir constater que la fortune a passé enfin de leur côté. Mohammed II était attiré vers le seul grand Etat musulman resté en Asie Mineure, celui de Caramanie, où, après que le vieil émir eût été traité par ses fils à la façon des princes de l'Occident, une rivalité furieuse avait éclaté entre deux de ses successeurs, Pir-Achmed, soutenu par les Ottomans, et le client d'Ouzoun-Hassan, enfin vainqueur contre les Timourides, Isak ².

Mais bientôt un terrible coup dissipa toutes ces brillantes illusions et réveilla l'Europe chrétienne de sa longue indolence.

Mohammed II était arrivé à se former une flotte capable d'affronter la formidable force maritime de Venise. De fait, ce qui apparaissait maintenant sous les drapeaux au croissant dans les eaux de la Méditerranée ce n'était que la marine de Byzance ressuscitée au profit d'un autre maître, et à la thalassocratie byzantine devait succéder celle de cet Empire musulman de la nouvelle Rome. En juin 1470, le Sultan ne disposait pas moins de cent dix galères et plus de deux cents autres voiles.

Il lui fut possible donc de faire facilement disparaître l'établissement des chrétiens de la revanche à Imbros et à Lemnos. Puis la flotte se présenta devant Nègrepont. Le commandant vénitien commit la fatale erreur de disperser capricieusement ses vaisseaux. Ceux des Turcs

¹ Si pereundum sit, saltem Sua Majestas prima non fiat ; *Notes et extraits*, IV, p. 869.

² *Ibid.*, pp. 146-147, 159-160.

passèrent par-dessus l'île, dans le détroit ; sous les yeux du lâche amiral de Venise, des assauts répétés furent livrés à la citadelle. Le 12 juillet, la riche ville, un des entrepôts les plus importants de tout le monde colonial, la vraie capitale des possessions ducales dans cet Orient grec, subit toutes les injures d'un conquérant impitoyable : l'héroïque commandant, Paul Erizzo, sera scié par le milieu. Les îles voisines furent de ce coup occupées. Un raid victorieux traversa la Morée sans rencontrer aucune résistance ¹.

On put croire un moment que le miracle de l'entente chrétienne allait se réaliser. Mais il ne fallait pas même penser aux Puissances continentales du centre et de l'Occident de l'Europe. L'Empire ne députera ses représentants à une diète avant l'année 1471, quand, à Ratisbonne, on discuta seulement sur l'organisation par « cercles » des pays allemands livrés à l'anarchie. Sans parler de la péninsule ibérique, où ce qui domine ce sont les querelles dynastiques, la Bourgogne avait abdiqué son rôle de croisade aussitôt après la mort du bon duc Philippe. Dès le mois de juin 1467, Charles, son successeur, observait avec dépit l'activité du roi Louis, qui cherchait à effacer les conséquences d'une détresse momentanée. Une seconde humiliation fut infligée au roi à Péronne, où il s'était rendu pour une entrevue avec le nouveau duc, au moment même de cette révolte des Liégeois, jusqu'hier libres, contre les appétits bourguignons, révolte dont on le retint complice. Il ploya, promit, signa et échappa. On le vit assister, indifférent en apparence, au châtement terrible de ces secrets alliés de sa couronne (1468). Son frère de Berri finit par accepter comme apanage la lointaine Guyenne au lieu de la riche Champagne-Brie qu'il avait obtenue par la convention de Péronne ; son avidité de domination territoriale fut habilement leurrée, et ses relations avec l'Angleterre surveil-

¹ *Ibid.*, pp. 147-150.

lées de près pour l'éloigner ; son frère royal essaya de lui faire épouser cette Isabelle de Castille qui allait bientôt devenir la femme de Ferdinand d'Aragon : elle fut demandée formellement en mariage par le cardinal d'Alby, qui fut envoyé en mission, mais elle évita ce mariage, se retirant en hâte sous la garde de l'archevêque de Tolède, qui entendait garder l'héritière pour l'avenir de sa race espagnole ¹.

Dans quelques mois, son frère Alphonse étant mort, elle se fit reconnaître héritière du royaume. Plus tard, un autre mariage castillan fut proposé au prince : celui avec la fille de Henri IV, cette Jeanne que ses adversaires déclaraient une bâtarde, fruit des relations de la reine avec le connétable Bertrand ². Le Pape lui-même confirma la protestation par serment de ses parents, et les fiançailles eurent lieu. En Aragon, la France royale soutenait Jean de Calabre, au fils duquel, Nicolas, Louis promettait de marier sa fille aînée, Anne ². La mort seule, à quarante-cinq ans, de ce prince d'une belle trempe empêcha de ce côté aussi la réalisation de ces projets d'expansion. Le roi d'Aragon s'en vengera en prenant la province disputée, de langue en partie espagnole, qui est le Roussillon.

En Angleterre, le plus puissant des nobles, celui qu'on a appelé « le faiseur de rois » et « le dernier des barons », Warwick, disposant de tout un monde de clients qui vivent à ses dépens, dans sa « retenue » portant sa devise, est le vrai maître du royaume. Le Parlement, appelé à légitimer les dominations, le duc d'York y ayant eu recours, de même que, en 1450, le délégué des communes de Kant », le rebelle John Cade, était à sa disposition. Comme Edouard avait conclu un mariage qui déplaisait au remuant tuteur de son règne fragile, Warwick se leva contre lui et fut chassé. Louis, qui abritait la reine Marguerite et son fils, alors que Henri VI moisiss-

¹ Legeay, ouvr. cité, II, pp. 13-17, 19, 20 ; *ibid.*, p. 40.

² *Ibid.*, p. 42.

sait en prison, et qui avait fait baptiser par le prince de Galles son fils Charles¹, offre Angers pour le mariage de l'héritier légitime de la Couronne anglaise avec la fille du puissant baron². Celui-ci passa bientôt dans l'île pour y imposer le roi Henri³, et il fallut l'appui de Charles de Bourgogne, mari de Marguerite d'York, pour qu'Edouard, à la tête d'une petite armée, regagnât son royaume (1471). Bientôt Warwick fut tué à Barnet, et son protégé royal, ainsi que le prince de Galles, périrent assassinés.

La Hongrie elle-même poursuivait d'autres buts. En 1467, le roi Mathias se dirigea vers l'Orient seulement à cause de la révolte des Transylvains, qui venaient de proclamer un roi germanique. Comme il croyait que le prince de Moldavie, maintenant solidement établi, contre les Valaques, sur le Danube inférieur, à Chilia, est complice des rebelles, il risqua une invasion dans cette principauté, dont il croyait pouvoir écarter celui qu'il considérait comme un vassal insoumis. Avançant par une campagne d'hiver jusqu'à l'ancienne capitale de Baïa, il fut surpris au milieu du festin de Noël par les paysans en armes de cet Etat où la noblesse était associée à une forte race des campagnes, blessé et mis en fuite. Dès lors, Mathias se consacra surtout aux problèmes politiques de l'Occident. Georges Podiébrad, le roi hussite, étant mort, il convoita son héritage, à côté du prince polonais Vladislav, fils de Casimir. La Moravie, la Silésie seules échurent à ce prince aux attitudes de César, entouré de lettrés comme le Napolitain Bonfini, d'artistes comme Filippino Lippi ; il pouvait invoquer aussi sa qualité de mari de la princesse Catherine, fille du roi défunt, qui l'avait cependant précédé dans le tombeau. Et bientôt, en 1471 aussi, dans la Hongrie Supérieure, parut le jeune prince Casimir, fils de Vladislav, qui ne pouvait pas oublier le règne hongrois de son parent, le roi martyr tué à Varna.

¹ *Ibid.*, p. 31.

² *Ibid.*

³ *Ibid.*, p. 33.

Aussi la ligue de cette année 1471 contre les Turcs, provoquée par Venise aux abois, qui avait vu les cavaliers ottomans sur la côte dalmatine de l'Adriatique et jusqu'en Istrie, alors que d'autres « akindschis » se présentaient à Lubliana-Laybach, ne comprenait-elle que les Italiens, qui admettaient le Pape, le Pape seul, comme chef d'une entreprise nécessaire. Dans le nouveau roi de Naples paraissait s'être réveillé l'esprit belliqueux de son antécédent, le grand Alphonse ; il parlait du vaisseau solitaire qu'est cette Italie menacée par une avance musulmane qui d'un jour à l'autre pouvait atteindre Brindisi. Il offrait vingt-cinq vaisseaux napolitains qui se réuniraient à une flotte vénitienne deux fois plus forte. On espérait avoir le concours réel des derniers dynastes restés en pied au delà de la Mer Orientale : les seigneurs hertzegoviniens encore insoumis, les Tocco de Céphalonie et d'Épire, le duc vénitien de l'Archipel, Raguse et, plus loin, au large de la Méditerranée, les Hospitaliers de Rhodes, attaqués plus d'une fois par la flotte turque, et ce Jean de Lusignan, roi de Chypre, qui pouvait se rappeler les exploits de son prédécesseur, le grand croisé d'Alexandrie ¹.

Mais la ligue italienne ne put rien présenter comme moyens réels de combattre le Sultan avant 1479. Jusqu'à cette date, Venise se chercha vainement des alliés à travers l'Europe. Le roi de Pologne parlait vaguement d'une résistance sous ses ordres, qui aurait compris les Comnènes de Mangoup, en Crimée, les Génois restant encore à Caffa. Le Pape cherchait à gagner la Moscovie du Tzar Ivan, auquel il mariait, lui, le protecteur des derniers Paléologues, la princesse byzantine Zoé. Il envoyait un émissaire aux Tatars de cette même Crimée. On pensait avec confiance à Ouzoun-Hassan, allié du roi de Géorgie,

¹ *Stale și Dinastii*, pp. 40-41 ; *Gesch. des Osmanischen Reiches*, II. Voy. aussi notre étude *Les aventures « sarrazines » des Français de Bourgogne au xv^e siècle*, dans les « Mélanges d'histoire générale » de l'Université de Cluj, I, Cluj, 1926 (aussi tirage à part).

qui avait en 1471 ses ambassadeurs à Venise : le Khan de Perse avait fait envahir l'Anatolie par ses Turcomans, qui amenaient avec eux les princes dépossédés par Mohammed. Les deux rivaux, dont l'un voulait être un nouveau Timour, mais l'autre était d'une taille de beaucoup supérieure à celle du malheureux Bajazet, se combattirent en 1472, par leurs lieutenants, sans se rencontrer. En 1473, une grande guerre décisive commença dans des conditions qui rappelaient celle des plus importantes parmi les conflits entre Romains ou Byzantins, d'un côté, et Perses, de l'autre. Après avoir fait sur l'Euphrate un vrai massacre de l'avant-garde ottomane, Ouzoun crut pouvoir disperser d'un hardi élan les légions de Mohammed : en août, sa défaite en Asie Mineure fut complète. Il ne devait plus recommencer¹.

D'autant moins pouvait-on attendre le concours de l'Occident français, malgré les protestations faites par Louis XI dans sa première jeunesse et malgré les offres formelles du nouveau duc de Bourgogne dès son avènement.

En effet, entre les deux Frances venait d'éclater ce conflit dont le résultat devait avoir pour l'histoire de l'humanité des effets bien plus grands que la conquête de Nègrepont par les Turcs ou la retraite du Khan de la Perse turcomane.

Dès 1470, le roi de France avait consulté les notables, parmi lesquels des bourgeois, sur l'attitude que les villes, qui pouvaient encore décider de la victoire, auraient en cas d'une guerre contre le duc². Il reçut des assurances, mais ne voulut pas se risquer, se bornant à chercher de tous côtés ces alliés qui manquèrent trop à la « témérité » de son rival. Il y eut aussi des ententes avec la Savoie, et bientôt des relations étroites seront nouées avec les Suisses, craignant un retour offensif de ce représentant

¹ *Gesch. des Osmanischen Reiches*, II, pp. 162-169.

² Legeay, ouvr. cité, II, p. 39.

de la Maison d'Autriche qu'était le duc Sigismond, maître de l'Alsace, et avec des points d'appui sur le territoire des confédérés. Bientôt, on se battit en Picardie pour la possession des villes de la Somme. Dès 1471, le frère du roi, resté de fait irréconciliable, pensait à un mariage avec la fille unique du duc Charles, Marie¹ : une « fièvre quarte » l'emporta en 1472.

Cependant, malgré la disparition de cet atout si important pour la politique bourguignonne, les haines qui, avec un prince du tempérament de ce « Téméraire », étaient devenues personnelles, continuaient à couver. Les efforts faits, cette même année, par le cardinal Bessarion pour les apaiser restèrent inutiles². Un autre candidat à la main de l'enfant qui était héritière de l'œuvre accomplie par trois générations de ducs de Bourgogne, Nicolas, le fils de Jean de Calabre, qui pouvait réunir à ce complexe de provinces la Lorraine, mourut dès 1473³.

La fortune, pour ne parler que d'elle, servait la royauté aux aguets qui, lentement et sûrement, sans éclats, cernait son adversaire. Charles fit saisir par un de ses amis l'héritière de la Lorraine, Yolande, fille du roi René, qui était veuve du comte de Vaudemont, ainsi que le fils de cette princesse, auquel elle avait cédé ses droits, René. Il dut les lâcher bientôt, mais une autre action, plus habile, lui gagna la Gueldre, dont le jeune duc avait épousé une princesse de Bourbon, sœur de la défunte duchesse de Bourgogne. C'était la cinquième couronne ducale⁴.

Alors, bien que ses conseillers eussent recommandé au hardi lutteur de se réunir, par-dessus tous les mauvais souvenirs, à la France, qui, tout en voulant faire excommunier Charles, avait conclu une trêve avec lui, pour l'œuvre de croisade, le duc se détacha complètement de ses vœux personnels et de ceux de son père dans cette

¹ *Ibid.*, pp. 60-61. Cf. *ibid.*, pp. 67, 69, 74.

² *Ibid.*, pp. 90-91.

³ *Ibid.*, p. 99.

⁴ *Ibid.*, pp. 99-101. Cf. Foster Kirk, ouvr. cité, II, pp. 26 et suiv.

direction pour travailler à se former un Etat de la grande Lorraine historique, des sources du Rhin à ses embouchures, avec une couronne de roi.

Le séducteur parut dès 1469 à Bruges : c'était ce Sigismond, prince autrichien, pauvre et désorienté, prêt aux ventes et aux liquidations, mais lié d'une étroite solidarité à son grand-parent, l'empereur. Mari d'Eléonore d'Ecosse, ancien commensal de Charles VII à Troyes¹, il avait changé de direction. On parla de la possibilité d'un couronnement, Charles désirant être roi des Romains, héritier de l'Empire, avant le mariage, qu'on lui proposait, de sa fille avec le jeune et chevaleresque fils de Frédéric, Maximilien, qui pouvait être sympathique au duc de Bourgogne aussi par ses goûts pour la poésie, pour les aventures, étant de l'espèce d'un Charles d'Orléans et du Téméraire lui-même. Il fut question même d'une abdication de la part de l'empereur, ou du moins d'une association, que le vieux monarque refusa nettement, parlant de collaboration contre les Turcs et même contre les rebelles suisses. On passa au projet d'un vicariat d'Empire pour le père d'une fille à si riche dot.

Une entrevue avec Frédéric fut arrangée à Metz. On croyait que, suivant l'exemple de son grand antéresseur Sigismond, qui était sur le point de faire du duc Witold, cousin du roi de Pologne, un roi de Lithuanie², le chef de la Maison d'Autriche aurait pu créer un royaume de Bourgogne, ce qui aurait mis pour toujours un obstacle aux progrès naturels de la Maison de France. Déjà Charles paraissait sur les rives, convoitées, du Rhin en roi guerrier, avec ses 14.000 soldats traînant 400 canons. Aix-la-Chapelle, la ville de Charlemagne, dont l'œuvre était commémorée par le roi Louis, qui l'avait fait inscrire parmi les saints et se glorifiait d'en suivre les traces comme père de ses sujets, fut traitée en bicoque insoumise. Il n'y avait pas dans cette forte âme beaucoup

¹ Foster Kirk, ouvr. cité, III, pp. 130 et suiv.

² Prochaska, *Codex Witoldi*.

de respect pour le passé du moyen-âge dont venaient cependant toutes les racines de son être. Metz, effrayée, refusa l'entrée à ce visiteur qui paraissait un conquérant. Il entra avec une brillante suite seulement, portant sur lui des pierres précieuses qui valaient 200.000 couronnes d'or. Au milieu des princes de l'Empire, archevêques de Mayence et de Trèves, prince-évêque de Liège, ducs de Bavière et de Clèves, marquis de Bade, Frédéric, comte de Nassau, le vieux monarque paraissait bien mesquin dans ses habits pauvres et vulgaires, avec sa figure tzigane, et Maximilien, qui avait à ses côtés un « frère » de Mohammed II, les cheveux en chignon, semblait être là pour relever un peu ce prestige déchu.

On discuta aussi sur la croisade, Charles déclarant de nouveau y être prêt. Mais ce qui intéressait était cette couronne royale dont l'éclat séduisait les regards brûlants du splendide duc. Après huit semaines de discussions, on croyait tout arrangé, la date même, du 25 novembre, ayant été fixée. Mais les électeurs se montrèrent peu disposés à accepter, au milieu de leur situation bien plus modeste, cet héritier royal de Lothaire. Tout à coup, après des atermoiements, l'empereur partit à bride abattue, peut-être même sans avertir son visiteur¹.

Après cette tentative manquée, l'ancien aspect d'accapareur reparut dans l'héritier des deux Philippe. Pendant que la brillante assistance germanique se dispersait de tous côtés, Charles vint à Nancy, dont le nouveau prince, René, avait déjà signé un pacte avec Louis XI². Par le traité conclu avec Sigismond d'Autriche, il est déjà le possesseur de l'Alsace et du comté de Ferrette, jusqu'au paiement, qu'on savait dès le début être aléatoire, d'une somme de 50.000 florins. Des projets se sont

¹ D'après les Mémoires de Philippe de Vigneulle, l'étude de de Bussièrre sur « la ligue formée contre Charles le Téméraire » (Paris, 1846), les Mémoires de la Marche, les actes publiés par Chmel et dans le *Reichstags-Theatrum* de Müller, dans Foster Kirk, III.

² *Ibid.*, p. 469.

formés contre le duc de Milan, allié à la France ; en Savoie, la régente Yolande est retenue en captivité par les héritiers du duc Amédée, ancien ami de la royauté française. Maître de la Catalogne, le roi Jean II s'empresse de redemander la Cerdagne et le Roussillon, engagés à Louis XI, qui conserve seulement le droit de nommer les châtelains des places fortes et le gouverneur général. En Castille, toute intrigue, sous le faible Henri IV, cessera par l'avènement, au commencement de l'année 1471, d'Isabelle, proclamée à Ségovie avec son mari, l'Aragonais Ferdinand, des ennemis qui ne se cachent pas du même roi Louis.

En janvier, Charles est à Dijon, où, faisant son entrée vraiment royale, il parle de l'« ancien royaume de Bourgogne » qu'il espère donc tout de même réaliser. Il transporte en grande solennité à la Chartreuse les ossements de ses parents. Délivré, dès Péronne, de toute immixtion française dans la juridiction de ses Etats, il fonde une seule Cour pour tous ses sujets, à Malines¹. Comme il soupçonne que les « Zwytsois » ont dès 1470 une convention avec Louis, qui les oblige à ne pas fournir de recrues à la Bourgogne, comme il se rend compte que, de Mulhouse à Bâle et à Berne, sa royauté *in spe* effraie, — dans la première de ces villes il y avait eu des processions et des prières, — il s'informe auprès des confédérés si ces bruits correspondent à une réalité qu'il n'entend pas permettre. En même temps, il se fait voter par ses villes flamandes un subside de 500.000 couronnes pour six ans, il engage des « bandes d'ordonnance » et 5 à 6.000 archers anglais. Avant de jeter ses nouvelles forces contre la France, la trêve étant prolongée jusqu'en mai 1475, il se laisse cependant attirer par une misérable querelle à Cologne, dont l'archevêque, en querelle avec son chapitre, l'a reconnu comme protecteur. Il s'immobilisera pendant des mois devant la petite ville de Neuss, bien défendue par des Bavaois, faisant bâtir toute une cité

¹ Il l'intitule non plus Parlement, mais « Conseil de justice ».

devant ces murs de défi, pour montrer que rien ne le détachera de son intention. Un simple batailleur avait remplacé le souverain capable de poursuivre méthodiquement des buts politiques.

Son prestige en souffrit. Son administrateur alsacien Hagenbach avait été jugé trop dur par une population habituée à être épargnée. On se ligua contre lui, on le prit, on le jugea et on l'exécuta en place publique (1473).

Charles dut donc venger cette sanglante et jusque-là inouïe injure ; il fit piller par le frère du supplicié ce territoire d'Alsace avec lequel toute relation de commerce est interdite. Mêlé au monde germanique, lui qui parle des « Allemands » avec antipathie, aidé au siège de Neuss par l'Electeur Palatin, par le duc de Juliers et l'héritiers de Clèves, par le comte de Nassau, il a contre lui la Maison de Wurtemberg et celle de Hesse. Un autre monde est devenu maître de cette politique visiblement dévoyée. Les liens avec la France, avec toute France, sont irrémédiablement brisés et, en fait de croisade, on distingue dans cette armée multiforme des Maures, ou même des Turcs ¹.

Pendant que ces grands événements se passaient au milieu de la chrétienté occidentale, le Sultan avait essayé de faire prendre par son général d'Europe, le « beglerbeg de Roum », Scutari, qui résista plus de trois mois, soutenue par les vaisseaux vénitiens qui étaient entrés dans le lac de Boïana ². Le même commandant voulut réparer son échec par la première campagne contre cette Moldavie roumaine qui avait oublié sous Etienne-le-Grand le tribut payé par Pierre Aaron et qu'une invasion des Tatars de Crimée n'avait pas amenée à résipiscence : au contraire, Etienne s'en était pris au vassal ottoman de Valachie, détruisant au profit de ses riches ports de Moncastro et de Chilia celui de ce voisin, Brăila (1740), et,

¹ Foster Kirk, loc. cit., pp. 285 et suiv., 327 et suiv. Relations entre Louis et certains princes germaniques ; Legeay, ouvr. cité, II, pp. 144-145.

² *Gesch. des Osmanischen Reiches*, II, p. 153.

repoussant avec succès toutes les tentatives de revanche de ce client des Musulmans. Il y avait même, depuis la fin de l'année 1473, un protégé du Moldave dans la forteresse de Bucarest au-dessus du mince filet d'eau de la Dâmbovița, et Mohammed pouvait craindre, avec l'influence croissante que le puissant prince roumain se gagnait en Transylvanie, où les Szekler obéissaient à ses ordres et les Saxons, abandonnés par le roi, voyaient en lui leur défenseur contre les pillages tures, l'apparition sur ce Danube turc d'un nouveau Jean Hunyadi. Radu put être remplacé par les begs danubiens, mais un autre Basarab, « le jeune », vint aussitôt, victorieusement, à la rescousse, et, pour châtier le rebelle de Moldavie, l'armée d'Europe elle-même paraissait nécessaire. Elle pénétra, aidée par la cavalerie valaque, à la fin de l'année 1474, jusque dans les marécages de Vasluiu, sur la grande route qui reliait le Danube avec la Galicie du roi Casimir, et, en janvier 1475, une embuscade heureuse amena la complète déroute de Soliman l'Eunuque et la destruction de son armée, poursuivie en pays ennemi par les routes impraticables de l'hiver.

Etienne, qui, très humblement, en prince élevé aux préceptes de la Bible, fit honneur à Dieu seul de ce grand succès, s'empressa d'en avertir tous les princes et toutes les républiques des « Francs ». Ses ambassadeurs se présentèrent à Venise, qui ne faisait que tâter la Porte ottomane pour se gagner une paix tant soit peu favorable. Personne ne remua : l'idée de la croisade était morte.

Si la prise de Nègrepont avait mis en émoi les Occidentaux, ils furent, étant maintenant habitués à ces désastres, beaucoup moins frappés par le nouvel exploit des Ottomans contre les républiques italiennes, qui avaient encore conservé leur place dominante dans le commerce du Levant. Caffa, qui dépassait sous tous les rapports la grande colonie vénitienne de l'Archipel, Tana, n'était guère préparée à subir un siège ; une flotte génoise ne se présenta pas pour affronter celle de l'amiral turc, très bien fournie. Une prospérité qui avait duré presque

deux siècles finit en été 1475, lorsque les janissaires vinrent remplacer les *orguxii* payés par la république de Gênes sur ces puissants murs de Caffa. Le château, construit sous l'invocation de saint Théodore Stratélate et de saint Théodore Tiro, à Mangoup, dans cette même péninsule de Crimée, par des Comnènes de Trébizonde, eut le même sort que le grand centre de commerce italien. Le Khan des Tatars criméens, cependant un « empereur », fut délivré de la prison turque pour gouverner, en simple vassal d'un beg, sultan et émir de rang inférieur, cet « Empire » héritier de la Horde d'or.

Sauf une attaque heureuse du roi Mathias, qui se rendait enfin compte d'un danger qu'il avait trop négligé, sur la forteresse turque de Schabatz sur la Save, sauf un raid en Bosnie, auquel prit part un Brancovitsch et l'« Empaleur » valaque, délivré de sa prison, rien ne fut tenté de la part des chrétiens pour répondre à cette provocation.

Car, en Occident, tout ce qu'avait excité les coups de boutoir du sanglier bourguignon était en pleine effervescence.

En juin 1475, le lendemain de la prise de Caffa, qui avait été soutenue, en 1445, par les vaisseaux du duc Philippe, Charles le Téméraire abandonnait enfin, découragé, ce siège inutile de Neuss. Tournant ses appétits de vengeance du côté de la France, il invita son beau-frère anglais à demander la restitution des provinces perdues par sa victime Henri VI. Edouard débarqua à Calais, mais Charles, auquel Frédéric, revenu à Metz, fit envahir le Gueldre, comme si la liquidation bourguignonne avait déjà commencé, ne put amener dans le camp anglais que sa seule suite. Louis proposa au « roi de France » de par delà la Mer, avec une somme de rachat assez alléchante, le mariage du dauphin avec une des filles d'Edouard. On se rencontra à Pecquigny en bons amis, une trêve de sept ans ayant été conclue¹.

¹ Legeay, ouvr. cité, II, pp. 149 et suiv.

A cette date déjà la situation avait changé au plus grand profit de la monarchie française. Assuré du côté de la Bourgogne, et du côté de la Bretagne aussi, par des trêves, Louis venait d'obtenir de la part de Marguerite d'Anjou la cession de tous les droits de cette énergique et cependant si malheureuse princesse en France ; l'empereur lui demandait son concours pour régler les affaires du Rhin ; des perspectives s'ouvraient aussi bien du côté de la Savoie que de la Provence¹ ; Alphonse V, vain défenseur des droits de Jeanne, héritière de la Castille, sa fiancée, préparait une visite² : c'était cependant un proche parent de Charles.

Des liens étroits avaient été, enfin, solidement noués du côté de la Suisse, prête à marcher contre le rêveur qui paraissait vouloir attenter à la liberté, durement acquise, des cantons confédérés.

Charles alla aveuglément se butter contre leur passion d'indépendance. Il fut brisé à Granson : une petite armée parfaitement unitaire et d'un admirable élan avait facilement eu raison des efforts d'une masse militaire disparate. Le duc en fut malade ; il fit venir de nouveaux contingents étrangers, qui ne donnèrent pas aux siens l'élément moral, absent dès l'origine. Le vaincu s'aperçut bientôt qu'il ne dispose d'aucun allié ; le voisin de Milan, dont la fin, par le crime de conspirateurs, approchait³, se tourna de nouveau vers la France, dont le roi était tapi à Lyon, attendant ce que les événements pourraient lui donner ; la régente de Savoie dut être libérée. La défaite de Morat avait suivi celle de Granson⁴.

La fureur du « Téméraire » se dirigea contre la Lorraine. Il était affamé d'une victoire, lui dont le sens de la vie était le combat perpétuel, sans répit, qu'il aurait pu cependant mieux diriger du côté de cet Orient menacé, où l'attendaient au moins de glorieuses aventures. Or ses villes de Flandre n'étaient plus disposées à lui accor-

¹ *Ibid.*, pp. 153, 163 et suiv., pp. 179-180, 195-196.

² *Ibid.*, pp. 225-226, 236.

³ Sa femme, Bonne de Savoie, avait du sang français.

⁴ *Ibid.*, pp. 186 et suiv.

des des subsides ¹, et son autorité ne reposait que sur des titres divers, d'un caractère absolument formel, qu'il ne pouvait pas dépasser par ses prétentions : c'était la grande infériorité à l'égard du roi, son rival, dont le pouvoir ne reposait pas sur un groupe de chartes.

Les Suisses, qui négociaient un traité avec Louis, prirent sur eux de défendre la première victime désignée par la colère de leur ennemi, René II, qui venait de s'établir à Nancy. Devant cette ville, en janvier 1476, fut livrée sur la neige une dure bataille décisive. Charles la perdit ; après quelques heures, on trouva son corps souillé et raidi par le gel. Il fut enterré bien humblement, avant de le transporter dans le tombeau de Bruges.

Louis essaya, à cette heure si impatientement attendue, de brusquer les choses. Il nomma un gouverneur des deux Bourgognes, Pierre de Craon ; il reprit possession de la Picardie et de l'Artois. Un procès posthume sera intenté au fier adversaire que le sort avait foudroyé ². Mais les Etats de Flandre se levèrent en fureur contre ce régime français, troublant et dépensier : les conseillers de la belle jeune duchesse, dont l'âme paraissait être de la même trempe irréductible que celle de son père, furent tués sous les yeux de leur maîtresse ; on voulait mettre fin à un régime de tyrannie, opposé à ces bonnes coutumes anciennes dont ces contrées ne perdront jamais le souvenir.

Si on avait pu arriver au mariage de l'héritière, qui comptait déjà tant de prétendants à sa main, avec le dauphin, frêle enfant encore en bas-âge, la question bourguignonne, qui continuera à agiter l'Occident, aurait disparu : avec ou sans les Flandres, qui auraient pu se développer dans un autre sens, Louis aurait eu une situation comme celle de Jean-le-Bon, avec la victoire sur les Anglais en plus. Mais la duchesse était bien décidée à ne pas abdiquer par cette liaison qui se serait nouée par-

¹ *Ibid.*, pp. 220-221.

² *Ibid.*, pp. 306 et suiv.

dessus le tombeau d'un père mort irréconciliable à l'égard de la monarchie de Saint-Louis dont lui-même descendait. La beauté, le prestige chevaleresque, les perspectives impériales de Maximilien d'Autriche lui disaient plus que cette grise cour de sentences capitales contre la noblesse (le connétable de Saint-Pol, d'Armagnac) et de cages de fer pour les conseillers en disgrâce¹, de ce repaire où le vieux renard vivait au milieu des gens de sa domesticité. Le mariage fut célébré un peu à la hâte ; il sera gros de suites pour l'Europe entière.

Pouvait-on penser, lorsque la Maison d'Autriche était prise par ses plus grands intérêts de ce côté-là, lorsque les plus larges horizons s'ouvraient à une ambition guère inférieure à celle des autres dynasties, au problème turc ?

Ainsi Mohammed put-il consacrer toute cette année 1476 à la guerre contre le Moldave, dont l'indépendance provocante lui coupait le chemin vers la Hongrie aussi bien que vers la Pologne, pays encore intacts, marches de la chrétienté dans le Sud-Est de l'Europe. Traînant avec lui les Valaques, flasques sous sa forte main, il envahit au delà du Séreth, du côté des montagnes, et en plein été, — pour éviter les tristes contingences de l'année passée, — cette terre roumaine, où il ne rencontra que le désert. Cependant, après une patiente retraite calculée, Etienne crut devoir couper dans les forêts de Neamt, sous la citadelle de ses ancêtres, le chemin qui menait à sa capitale fortifiée, — car la Moldavie était un pays de cités murées, — Suceava. Bien que les paysans de l'armée moldave eussent été rappelés à leurs foyers par une invasion des Tatars, les boïars résistèrent héroïquement ; il fallut l'artillerie ottomane, supérieure à toute autre, et

¹ On lit dans les comptes de Louis XI cette candide mention : « Jean Danlin, marchand ferran, demeurant à Tours, pour l'achat de trois mille quatre cent soixante-sept livres de fer que le roi a fait prendre pour une cage de fer à mettre prisonniers, en laquelle est mis et détenu l'évêque de Verdun » (*ibid.*, pp. 11-12). Il y resta seize ans, à la Bastille.

un assaut commandé par le Sultan même, pour amener, en juillet, la victoire. Dans quelques semaines, la grande armée d'invasion était en proie au dénûment et à la peste ; Mohammed dut partir sans avoir pris les deux ports d'Etienne, sans l'avoir remplacé par un simple client, sans avoir porté un coup sensible à ce plus opiniâtre de ses adversaires chrétiens en Orient. La Valachie elle-même revint pour quelques semaines à l'« Empaleur », bientôt tué dans un raid turc, et c'est ce qui conserva au Sultan ce passage vers la Transylvanie, qui, dès 1479, sera attaquée par un puissant corps turc pareil à celui qui, à l'époque du vieux Hunyadi, y avait trouvé la défaite et la destruction.

Sixte IV, le nouveau Pape, avait sans doute la fibre d'un croisé. Les soucis italiens, sa tendance à créer, au profit de ses neveux, un Etat de l'Eglise, ne le faisaient pas perdre de vue son principal devoir, celui de réunir pour la défense la chrétienté catholique et ses voisins. Il n'avait pas manqué de faire l'éloge de l'« athlète du Christ », d'envoyer en Orient des subsides, qui allaient cependant plutôt vers le César couronné de lauriers. Des secours avaient été demandés au duc de Bourgogne, dont on n'avait pas appris, à Rome, en février la mort¹. Les efforts des princes allemands du côté de la Carinthie, cruellement dévastée, du côté du Tyrol, où on attendait les avant-coureurs de Mohammed, furent encouragés².

Mais l'Occident avait concentré toute ses forces et toute son attention autour d'une autre question qui paraissait plus pressante : celle de l'héritage bourguignon.

Deux ans après le drame de Nancy, Louis XI était à Dijon, où il prenait l'hommage des Etats de la province. Mais, pour consolider la situation qu'il croyait avoir déjà gagnée, il lui fallait une victoire, et, si la mer lui appartenait, la Maison d'Autriche n'ayant que quelques vais-

¹ *Notes et extraits*, V, p. 4, n° III.

² *Ibid.*, pp. 14 et suiv.

seaux d'emprunt à sa disposition, cette victoire nécessaire il ne l'eut pas aussi par terre. Au cours de cette même année 1479 qui vit les Turcs battus en Transylvanie, au « champ du Pain », les chevaliers et l'infanterie mercenaire de Maximilien se rencontrèrent à Guinegate avec les Suisses et les gendarmes, avec les contingents de petite noblesse du roi. Blessé, le prince-consort des Etats bourguignons n'en resta pas moins maître du champ.

Mais il y avait des compensations à cet insuccès notoire. Non seulement l'Anjou fut réuni à la couronne, mais la mort du roi René, puis celle de son héritier Charles, donèrent à la France royale la splendide possession de la Provence. Le Nord et le Midi de la France étaient réunis sous la même administration, du reste d'un caractère très vague, ne touchant nulle part aux anciennes coutumes, se bornant à fonder des Universités comme à Valence et à Bourges, à accorder des privilèges de foires, à juger les conflits entre les bourgeois, à surveiller l'action judiciaire des Parlements¹, à faire codifier les usages de droit en vue de l'unification intérieure². Philibert de Savoie, pays tombé presque dans la dépendance de la grande monarchie voisine, mourut à Lyon. Et bientôt on apprendra la mort, d'une chute de cheval, le 17 mars 1482, de la princesse dans laquelle vivaient les ambitions, la soif de combats et d'actions violentes de son père, le Téméraire.

Les gens de Gand, qui s'étaient attribués la tutelle de la petite Marguerite, fille de Marie et de Maximilien, étaient tout disposés à la donner au dauphin, dont « la dauphine » anglaise fut facilement renvoyée, alors que Maximilien cherchait à réunir auprès de sa personne, considérée, dans ce milieu traditionnel, comme celle d'un étranger plutôt gênant, un certain nombre de ces bourgeois habitués à toutes les résistances ; il essaya même de la hache des exécuteurs contre les rebelles, qui étaient

¹ Legeay, ouvr. cité, II, pp. 207-210, 347.

² *Ibid.*, pp. 309, 427.

cependant nombreux. On l'abandonna, et il dut, bon gré mal gré, se plier aux conditions de ce traité d'Arras, confiant l'héritière au plus rusé des futurs beau-pères, lui créant, comme dot, l'Artois, bien entendu, la Franche-Comté, avec Mâcon, Auxerre, Salins, Bar-sur-Seine, Noyers ; le mariage ne devait être célébré qu'en 1493 : il fut conclu de forme à Amboise. La couronne de France conservait ses droits de suzeraineté sur le comté de Flandre, dont le chef, le jeune Philippe, lui prêtera serment à la majorité. C'était de fait une convention entre le roi de France et les communes de Flandre, solidaires.

Louis XI, révolté contre la fatalité de la mort et recourant à tous les moyens de la religion et de la superstition pour en élargir le terme, pouvait se dire que, grâce aux circonstances qu'il avait su épier au passage, un Etat que son grand-père avait perdu dans la forme lâche du moyen-âge venait de se refaire sous lui dans une forme moderne, plus moderne que celle de n'importe quel des pays voisins. Le territoire français appartenait pour plus de trois quarts à la nation française.

En Espagne, Jean II, roi d'Aragon et de Navarre en même temps, venait de mourir, et son fils Ferdinand héritait du royaume et de la Catalogne, alors que, par une femme, la Navarre passait à la Maison de Foix¹. Jusqu'à la mort de Louis XI on ne pouvait pas dire encore que quelque chose d'intime et de durable eût réuni les deux principaux Etats de la péninsule ibérique, vivant chacun à sa façon. Rien n'était changé dans cette Navarre à demi française et qui avait appartenu à un roi de France. La tentative de réunir la Castille avec le royaume ibérique de l'Occident, le Portugal du roi Alphonse, avait échoué, et ce prince avait retiré toutes ses prétentions.

En Italie, Sixte IV, par son désir de caser ses neveux, le roi de Naples, par l'espoir de reprendre le rôle de son

¹ Boissonade, *Histoire de la réunion de la Navarre à la Castille*, Paris, 1893.

prédécesseur, avaient mis en feu, dès 1478, la péninsule, juste au moment où le Sultan se préparait à l'attaquer. Jérôme Riario, un des *nipoti*, devenu seigneur d'Imola, se mêla des affaires intérieures de Florence, où, après le faible Pierre, l'hégémonie sur les offices de la République, l'influence sur les magistrats et l'autorité auprès du peuple avaient passé entre les mains du fils de ce simple bourgeois aux attributions de prince, Laurent, un érudit et un poète, un Mécène au milieu des membres de l'Académie platonicienne et des autres *dilettanti* d'antiquité, et Julien. La riche famille des Pazzi écouta les suggestions du parti pontifical, auquel appartenait aussi l'archevêque, François Salviati. Harmodius et Aristogiton hantèrent les cerveaux de ceux qui croyaient voir au milieu d'eux, dignes d'être punis de mort pour leur tyrannie, Hipparque et Hippias. L'ancien drame athénien fut renouvelé, avec un résultat étonnamment pareil. Julien succomba, mais Laurent, échappé aux meurtriers, n'en fut que plus le maître dans cette ville si étroitement liée à sa famille et que l'acte sanglant avait remplie d'horreur. Comme il frappa résolument, sans s'arrêter à aucune considération, que les têtes des conjurés roulèrent en place publique, les inspirateurs du crime se dévoilèrent en attaquant la ville qui entendait maintenir le « tyran ».

Laurent, soutenu par les Vénitiens et par les seigneurs de Ferrare et de Rimini, mit bientôt fin à des hostilités dénuées de sens. Il fit semblant de se livrer au roi de Naples, qu'il tourna facilement de son côté. On arriva à une alliance formelle, en mars 1480. Elle ne sauva pas l'Italie de l'attaque turque dont on parlait depuis longtemps et qui se déclancha enfin en août de cette année même.

Venise avait déjà vu les pillards turcs dans le Frioul et jusqu'au Tagliamento, Vérone craignant de les voir dans ses murs ¹.

¹ *Gesch. des osmanischen Reiches*, II, pp. 184-185.

Mais les efforts des Ottomans se dirigèrent, dans cette guerre contre Venise, qui paraissait devoir être sans terme, surtout du côté de l'Albanie, où la Croïa de Scanderbeg fut prise, alors que Scutari put résister au plus opiniâtre des sièges¹. Le résultat heureux de cette belle résistance engagea la République à saisir ce retour de fortune pour conclure, dès 1478, la paix. Elle abandonna facilement Lemnos, mais le sacrifice de Scutari lui fut particulièrement douloureux ; le reste de l'Albanie et le petit Monténégro des Tchrnoïévitch, reste misérable de l'ancienne Zenta, eurent un meilleur sort. Venise parut racheter le droit de faire commerce dans la Mer Noire par un cadeau annuel qui était de fait un tribut.

Aussitôt les Tocco napolitains furent expulsés des îles Ioniennes, de Céphalonie, de Zante. Comme l'ancien seigneur essaya de revenir, son suzerain, le roi Ferdinand, se trouva pris dans une guerre sans alliés avec le Byzantin de foi musulmane, comme jadis un Robert, un Roger, un Charles, avec les empereurs chrétiens de la Nouvelle Rome. Et, comme les chevaliers de Rhodes s'étaient rendus coupables d'une transgression pareille de la paix, un coup leur fut porté en mai 1480, auquel ils n'échappèrent qu'avec difficulté, après un siège de quatre-vingt-neuf jours. En même temps, des vaisseaux turcs se saisissaient d'emblée d'Otrante, où le massacre d'une population désarmée fut épouvantable ; une bande débarqua en Sicile². Les temps des Arabes paraissaient revenir.

Cette fois, un sentiment de solidarité saisit l'Italie : si Venise refusa résolument de fournir un concours qui lui aurait coûté bien cher, Florence et le duc de Milan, c'est-à-dire son tuteur, le « Maure » Louis, promirent au Pape un concours réel. La paix fut proclamée, imposée dans la péninsule : les Florentins tendirent la main aux Siénois. Une armée, dont on ne connaît pas assez le caractère, reprit après quelques mois cette ville d'Otrante,

Ibid., pp. 187-190.

Ibid., pp. 190-192.

dont la conquête, il faut bien le dire, n'entraînait pas dans les plans du vieux Mohammed, qui pensait plutôt à régler de vieux comptes avec le Sultan d'Égypte parce que cet autre prince musulman ne paraissait pas apprécier la grandeur du parvenu de Constantinople¹.

Deux ans avant Louis XI, le créateur de l'Empire turc à Stamboul finissait ses jours remplis de grands efforts presque toujours couronnés de victoires. Il avait fait sous les drapeaux au croissant, sous les toigs asiatiques, à la queue de cheval des émirs turcomans, ce que, sous les sacrées bannières frappées de l'aigle aux deux têtes, avaient accompli au moyen-âge ces empereurs grecs de Constantinople dont, sans le vouloir certainement, presque sans le savoir, il continuait l'œuvre.

¹ *Ibid.*, pp. 193-195.

CHAPITRE III

Le régime des monarchies territoriales.

A cette date de 1483, où Louis XI finit son règne, où, à Constantinople, il y a un nouveau Sultan, où Ferdinand et Isabelle président aux destins des royaumes ibériques, où Mathias le Corvin se pare des lauriers de Rome, affirmant par son mariage avec Béatrice de Naples, fille du roi Ferdinand, encore plus son caractère de souverain à la manière de l'Occident, où enfin Etienne-le-Grand règne en Charlemagne roumain sur le Danube inférieur, et — ne l'oublions pas non plus — l'évangile du nouveau régime monarchique est prêché par un ami de Platina, Philippus Callimachus Experiens, en Pologne, au roi Casimir, et surtout à ses fils, on peut dire que l'esprit de la Renaissance a créé sur des pays unifiés par les armes ou par cette diplomatie, elle-même fille de l'antiquité, un nouveau type universel de la monarchie. Louis et Mohammed, aux deux bouts de l'Europe, l'ont déjà représenté ; une seconde génération lui donnera plus de poli, aussi dans l'Allemagne du roi Maximilien ; et dorénavant ce sera de cette seule façon qu'il sera permis de régner.

On veut être César, ressembler à Auguste, restaurer la « république » dominée réellement par un « dominus » aux pouvoirs sans limites, même si la réalité ne fournit guère les moyens de le faire. L'illusion seule suffira, et on commandera des flatteurs dans ce monde littéraire, artistique aussi, qui pullule.

Le type part, évidemment, de l'Italie. La « nouvelle direction » y a trouvé la coutume, développée pendant

les siècles du moyen-âge, de la « tyrannie ». Le « tyran » c'est le chef d'Etat improvisé, parfois imprévu, celui qui n'a pas d'ancêtres, qui n'a été désigné par aucune hérédité ; il ne rougit nullement de son humble origine, il en est, au contraire, fier. Avant que la *virtus*, la *virtù*, sans bornes pour son ambition, sans scrupules pour sa conscience, soit devenue le ressort principal de toutes les actions d'un souverain qui est bien de son temps, chacun subit la règle que les princes de la série ont spontanément créée.

Au xv^e siècle, sous l'influence des courants dominants d'une civilisation nouvelle, ce type devient plus « humain ». Jadis, d'une volonté ferme et froide, le « tyran » à l'ancienne manière préparait les empoisonnements, décrétait les supplices et les tortures dont il ne manquait pas d'indiquer les moindres détails, chaque jour devant avoir sa part à la destruction douloureuse du misérable corps humain. Il buvait et faisait ripaille, et il s'enivrait de sang, tout en donnant une impulsion, incontestable, à la civilisation artistique de son temps, qui lui en donnait, dans ses œuvres, un témoignage reconnaissant. Maintenant, après les Visconti, dont l'un, Jean Galéas, créateur du dôme, inachevé, de Milan et de cette Chartreuse de Pavie où il trouva, à côté de sa femme, le dernier repos, Sforza ne se signale plus par ces actes de passion cruelle qui déshonorent, mais pas dans l'opinion du temps, continuellement admiratrice, tant de ses prédécesseurs. On lui doit des créations artistiques, des protections littéraires qui en anoblissent la figure ; il méritait cette statue équestre due à un des grands maîtres d'un art nouveau, inspiré de l'antiquité. On pourrait dire même que, le mensonge étant, néanmoins, de tradition pour ces usurpateurs toujours menacés, il y avait des gens qui se fiaient à sa parole ¹.

A Naples, avec une « Académie » dont on a sans doute

¹ Cecilia Ady, *A history of Milan under the Sforza*, Londres (1920).

exagéré l'importance¹, Alphonse V a été digne de son surnom : le Magnifique. A travers la déchéance qui se prononce aussitôt après sa mort et en dépit de la négligence des conquérants espagnols qui viendront bientôt dans l'héritage de ce prince aragonais, on reconnaît ses traces dans ce que cette résidence napolitaine a de plus anciennement pittoresque. De grands projets hantaient l'imagination de ce prince tolérant qui n'a pas laissé des listes de victimes pour ternir sa gloire. Avec l'héritage qu'il laissa, il fut facile à un prince comme Ferdinand de briser, en 1486, sans aucune considération pour personne, la résistance de ses barons.

Côme de Médicis est la contrefaçon la plus réussie d'un Auguste ayant tout le pouvoir sans aucun des titres dont il a coutume de s'orner. Il recueille tous les souvenirs, toutes les aspirations de sa Florence pour que sa petite patrie, la seule, du reste, qu'il aime en Italie, puisse se reconnaître en sa personne. C'est chez lui que descendent les princes comme la reine de Chypre en 1461¹. Comme le Milanais a toute une Cour de lettrés, considérée comme un des meilleurs refuges pour ceux qui outrepassent, dans l'ambition de leur « intellectualité », les devoirs d'un bon sujet envers son prince, comme on est sûr d'être bien reçu au Château de l'Œuf à Naples, auprès du « Magnanime », tous ceux que Florence inscrit dans le long registre des grands par l'esprit se réunissent d'eux-mêmes autour du vieux banquier, « père de la patrie » comme ses modèles romains. Et il y aura, après cet homme de la vieille Rome, un reflet d'or athénien dans l'auréole dont reste entourée pour la postérité la belle figure de son petit-fils Laurent¹. Il aura lui aussi les

¹ L'engagement, en 1457, par Alphonse de Théodore, « poète grec » (Gaza), « qui comprend la langue latine et romaine et ne connaît pas seulement, mais a même fondé (condidisse) la langue grecque, parente du latin », dans nos *Notes et Extraits*, IV, p. 163, n° LXXXVIII. Pour des Constantinopolitains abrités chez lui, *ibid.*, p. 337, n° CCLIV ; p. 338, n° CCLX. Cf. C. Marinescu, dans les « Mélanges d'histoire générale », I, Cluj, 1927, p. 133 et suiv.

² *Ibid.*, p. 193, n° CXXVIII.

³ Voy. sa biographie par Roscoe.

prôneurs de son caractère, de ses dons de nature, de son œuvre qui touche à la meilleure poésie sans oublier les conseils les plus cauteleux de la sagesse politique.

Les petites Cours de l'Italie centrale continuent, avec le même culte de la « vertu », avec le même élan de toutes les facultés, dégagées de l'humilité, obligatoire au « très chrétien » moyen-âge, avec la même nécessité d'un entourage littéraire et artistique, — pour le moment surtout littéraire, — les traditions des Este et des Gonzague. Les dangers qui menacent les plus grands leur sont épargnés, et ces « signori » pourront se livrer plus facilement à la volupté de la mode.

La Rome pontificale elle-même en ressort transformée. Le Saint-Siège vient à peine de rétablir l'unité catholique; il a repris possession de son ancienne résidence, bien délabrée et demandant une réfection totale et urgente pour être au pair de ce que les cités nouvelles ou les anciennes rivales, comme Naples, Milan et Florence, viennent de réaliser. Nicolas V déjà faisait part des innovateurs, et le lettré arrivé sur le siège pontifical ne démentit jamais ses origines; tout un essaim d'érudits se forme sous ses ailes pour raviver dans la cité de la plus glorieuse des républiques militantes des souvenirs menant tout droit à la conspiration et à la révolte. Son second successeur cherchera bien à se détacher de ses antécédents, trop « littéraires », mais l'auteur des Commentaires et des « Lettres » ne pourra jamais se créer une autre vie, bien distincte de celle qui, dans une condition plus modeste, l'avait rendu illustre. Après un bref règne peu significatif, Sixte IV, des Riarii, sera un continuateur des Pierleone et des Crescenzi, dont l'origine elle-même plonge dans le passé des premiers maîtres de château dans la campagne qu'ils dominent. Son « népotisme » n'est pas un défaut personnel, c'est une nécessité des temps. Après lui, l'Espagnol Borja, Borgia pour les Italiens, qui, étant donné le passage récent sur le siège de S. Pierre d'un autre membre de sa famille, le Pape Calixte, est presque un monarque héréditaire, cet Alexan-

dre VI affichera dans le costume, dans les armes qu'il porte, dans les coursiers qu'il chevauche, dans ses pompes et dans ses crimes, dont personne ne pense à lui demander compte pour la triple tiare qu'il porte, cette « nouveauté » très « laïque ». Jamais les neveux de Sixte n'avaient eu la hardiesse et la jactance, les talents et l'indifférence morale de César Borgia, fils du pontife, qu'on a accusé carrément de fratricide et même, bien à tort, d'inceste avec sa sœur, la blonde Lucrèce, et qui veut seulement, *per fas et nefas*, être ce que le secrétaire de Florence, Macchiavelli, patient observateur des mœurs courantes et créateur de catégories politiques prises tout simplement sur le vif, appelle « le prince » « *il principe* »¹.

Si on cherche bien à Gênes, déchue, à Venise, qui, malgré ses malheurs, se maintient, on trouve, sous les dehors, intangibles, d'une grande hérédité républicaine, les mêmes impulsions qui couvent toujours, qui éclatent parfois pour que tous les efforts de la tradition s'emploient à les étouffer aussitôt. Sans les spasmes de la « vertu », les Génois des Adorno et des Fregosi, en attendant les splendides Doria, riches de sacrifices faits aux arts, n'auraient pas, sans cesse, passé de l'influence française à celle du duc de Milan, du marquis de Montferrat, d'Alphonse de Magnanime et de Jean de Calabre, sans oublier Charles VII et Jacques Cœur. Et sans cette poussée vers le succès à tout prix et vers la victoire payée de n'importe quelle façon il n'aurait pas fallu condamner le fils du grand doge militaire François Foscarelli² et assombrir d'une déposition tragique les derniers jours de son père.

Et, à côté de ceux qui sont arrivés, il y a les autres qui n'ont pas osé, ou dont la carrière a été arrêtée par une résistance venue à temps et par le glaive inexorable de l'exécuteur. Tels, dans la première catégorie, un Albéric

¹ Voy. les *Diarii* d'Infessura et de Burcard.

² Son éloge par Philelphe, *Notes et Extraits*, IV, p. 237.

de Bracciano, un Bertoldo d'Este, un Sigismond Malatesta de Rimini, qui vieillirent et moururent dans la condition plus humble des condottières payés, en attendant un Julien des Médicis, avec ses « bandes noires ». Tels, dans l'autre, un Colleoni et un Gattamellata, dont les statues équestres ne montrent guère de quelle façon finit une vie remplie de gloire et entourée d'admiration et d'envie. Pas un d'entre eux qui, avec un peu plus de fortune favorable, n'eût été capable d'être ce qu'a été François Sforza lorsque le hasard l'établit sur un trône ducal pour lequel, dès le premier moment, il parut être né.

Avec moins de sens pour les belles paroles, les belles phrases et les belles choses, le type, une fois formé et brillamment représenté en Italie, au pays qui a le plus de relations de tous côtés et dont le nouveau prestige intellectuel éblouit tous les yeux, plus même que les charmes d'une nature incomparable, ce type voyage, s'étend ailleurs. Ils sont bien sombres et mesquins dans leur isolement égoïste ces deux précurseurs de la vraie monarchie absolue, devant venir plus tard, qui sont Louis XI et Frédéric III d'Allemagne. L'un a passé à la postérité sous le seul aspect d'ami intime de ses barbiers et de ses méprisables adeptes, — on ne peut pas détacher de son souvenir celui d'un Olivier le Daim, — l'autre, sous celui de sa négligence physique, de son indifférence, de son avarice et de sa paresse, aussi par l'absence d'un de ces biographes bien nourris, entourés de tous les soins les plus méticuleux, auxquels, sinon François Sforza, au moins Alphonse de Naples, et surtout les deux grands Médicis, doivent une grande partie de leur réputation. Et j'ajoute que Charles de Bourgogne ferait une autre figure devant la postérité si dans ses riches villes flamandes, à la vie plantureuse, avaient surgi des valeurs littéraires comme celles qui illustrèrent l'Italie à cette époque. Mais Louis a eu la chance de rencontrer, sinon un « encomiaste » de la façon de Pontanus, un observateur d'une rare intelligence, comme ce transfuge du camp bourguignon, où il a

trouvé trop peu de « sagesse », qui est Philippe de Commines. Et celui-ci, qui a cependant beaucoup pratiqué l'Italie en diplomate, résidant pendant les dernières années de sa vie à Venise, précède les théories de froide synthèse de Macchiavelli, en examinant toute action, tout geste, toute parole à un seul point de vue, celui de l'utilité pratique immédiate. Il ne connaît que des gens sages et d'autres qui le sont beaucoup moins. Et, tout en recommandant des coutumes parlementaires comme celle des Anglais, en élevant les droits des « peuples » bien au-dessus de ceux des monarques, en tenant ceux-ci, très irrespectueusement, sous les yeux aigus d'une critique impitoyable, il n'a de considération que pour ces prudents, quelle que fût la splendeur, la beauté masculine, l'énergie débordante des autres.

Sa théorie fera école. Louis XI a-t-il été aussi sage que le dit ce témoin oculaire, disposé à l'arranger d'une certaine façon ? Y a-t-il eu tant de réflexion et de conséquence dans sa conduite ? Dans les replis de cette âme obscure se cachait-il un plan bien établi dont rien n'aurait pu le détacher ? En tout cas, s'il n'a pas été absolument comme ce portrait — et c'est bien probable, — dorénavant, sous ce vent d'Italie, il faudra être ainsi. N'était-ce pas, du reste, les enseignements mêmes de Louis dans son « Rosier des guerres », comprenant les instructions à son fils : « Si ung roy tient en aussi grant amour les desloyaux et les mauvais comme les bons, on ne devrait pas tenir pour roy : il ne devrait pas longuement régner. Ung roy doit plus avoir d'attente de maintenir son peuple en paix et justice que de soy habandonner en chevalerie... Il ne faut point bataille pour avoir guerre, mais pour avoir paix ?¹ »

L'Aragon et la Castille ont des chroniqueurs qui sont presque des historiens, mais aucun d'entre eux n'a saisi dans tous les recoins de leur intimité les physionomies

¹ Ed. Paris 1616. Cf. Cherrier, *Histoire de Charles VIII*, I, Paris 1868, p. 39.

des « rois catholiques », qui restent, malgré tant de détails, bien connus, pour les événements militaires et politiques, un peu vagues. Cependant, en reconnaissant ce que la reine Isabelle a eu de « masculinement » sympathique¹, l'image de Ferdinand, capable de toutes les ruses et de toutes les félonies, inlassable calculateur des possibilités changeantes, acteur de naissance pour la tragédie-comédie italienne, où il sera mêlé dans un rôle dominant, est bien celle du *principe*. Il n'aura pas pour les comparses lettrés de la pièce les mêmes attentions que ses collègues de ce brillant théâtre d'intrigues et de trahisons, et sa réputation posthume s'en ressentira. Alphonse V aurait été gêné par certains côtés de cet héritier qui avait su remplacer d'autres venant de la même souche et écarter les continuateurs couronnés des aventures d'un Jean de Calabre, mais au fond, l'un dans la splendeur du portrait commandé, l'autre dans la grisaille des esquisses fugitives, se ressemblent. Au Portugal, il y aura dans Jean II un roi qui n'hésitera pas à mener à l'échafaud, à tuer de sa propre main ses parents, le duc de Bragançe, celui de Viseu. Aux aventures orientales du « croisé » dom Pedro, à l'effort de découvertes chrétiennes fait par son frère le « navigateur », se mêle le même cynisme égoïste des dynasties, dans les mêmes tragédies.

Si l'Angleterre d'un Edouard IV paraît plonger encore dans le moyen-âge des vaines exhibitions chevaleresques, à côté du beau roi, mort presque jeune au bout d'une série d'honorables exploits, une figure surgit qui est bien de cette époque : celle du frère royal, dévoré de la passion du pouvoir suprême, ce Richard d'York qui, le lendemain de la mort d'Edouard, jettera en prison son fils, le fera disparaître et posera sur sa méchante figure de contrefait la couronne glissée dans le sang de la défaite à Bosworth. Et après ce « prince » à fin tragique le bon

¹ A côté du livre classique de l'Américain Prescott, le faible exposé de Jane Dieulafoy, *Isabelle la Grande*, Paris (1920).

sens provincial du vainqueur, lointain parent, par une dérivation galloise, de la dynastie déchirée par tant de querelles, de ce fade Henri VII représentera le triomphe du même esprit moderne, mais, dans cette société arriérée, manquera tout ce que peut donner l'intellectualité à une « vertu » qui affiche son triomphe et expose sa domination¹.

Plus loin, sur les marches de l'Orient, où Casimir de Pologne rassemble contre l'Ordre Teutonique l'héritage des vieux rois, écoutant les conseils de Callimachus, qui menèrent à la défaite en Moldavie son premier héritier Jean-Albert, Mathias Hunyadi, qui se fait appeler Corvin, en souvenir de Rome, dont il ne vient que par l'humilité roumaine, apparaît couronné de lauriers incontestables, car il n'a pas gagné une seule grande bataille. Mais on a vu quels sont ses commensaux italiens et dans quel milieu de la Renaissance il est allé chercher sa seconde femme, celle qui lui survivra, après la mort à Vienne, sur les traces des empereurs, du brillant roi de Hongrie. Des manuscrits latins s'accumulent à Bude dans une bibliothèque célèbre, qui rivalise avec celles dont s'enorgueillit depuis assez longtemps déjà l'Italie². Mathias laissera de lui-même, de ses actions, de sa pensée, le souvenir qu'il a voulu, transformant en succès les plus dures des défaites et élevant au rang des grands monarques de l'époque un parvenu heureux.

Malgré sa piété, très réelle, qu'attestent quarante-quatre églises votives de ses combats, le grand Etienne des Roumains de Moldavie, qui, dans l'orthodoxie slave de la civilisation danubienne, ne peut pas trouver des hérauts de sa gloire, porte une couronne dont certains reflets rappellent ce courant italien. Avec une sanglante

¹ Voy. son portrait dans les *Lectures* de Stubbs. Cf. Busch, *England under the Tudors*, Londres, 1898 ; H.-A. Fisher, *The History of England from the accession of Henry VII to the death of Henry VIII*, Londres, 1910.

² La biographie, en allemand, de V. Fraknoi ; Berzeviczy, *Béatrice d'Aragon*, Paris, 1912 ; Hevesy, *La bibliothèque du roi Mathias Corvin*, Paris, 1923.

ironie de sage « paysan du Danube », il réunit un sens de la majesté qui ne vient pas de ces villages moldaves, et, lorsqu'il inflige des châtimens cruels à ses ennemis, turcs et autres, finissant par un massacre des boïars qui ne veulent pas reconnaître pour héritier le fils qu'il a désigné, on se rappelle l' « Empaleur » valaque, qui a été un rude organisateur d'Etat et un inexorable gardien de la paix.

Dans la Moscovie lointaine, où est appelé un Aristote Fioravanti¹, Jean III, que n'enivre pas le fumet capiteux des éloges byzantines, après son mariage avec la Paléologue Zoé², rempli d'admiration Etienne, qui a marié sa fille, d'une princesse de Kiev, Hélène, avec le fils du Moscovite, par les habilités tatares de son gouvernement, décalqué sur celui des Khans vaincus, lesquels, sauf ceux de Crimée, s'en iront devant la poussée de cette *reconquista* chrétienne. Son second successeur, du même nom, sera un prince « terrible », de l'espèce orientale, dont Vlad le Valaque avait été le plus terrifiant exemplaire.

Mohammed II et Ouzoun-Hassan, les deux rivaux musulmans, correspondent trait pour trait à ses contemporains. Ils ajoutent, en plus, l'Ottoman de Byzance remplaçant les basileis, le Turcoman de Perse enveloppé de la vieille pourpre des Sassanides chevaleresques, un prestige que n'a aucun de ces monarques chrétiens : celui des plus anciennes royautés orientales.

¹ *Notes et Extraits*, IV, p. 324, n° CCXXXII.

² Malagola, dans les *Atti e memorie della r. deputazione di storia patria per la provincia di Romagna*, année 1877.

CHAPITRE IV

Essais de transformations par le nouvel élan chevaleresque et la résistance des ligues.

Ce serait une erreur que de croire à l'existence, dès ce moment, à un ordre de choses définitivement établi, soumettant à ces rois de caractère « romain » tous les moyens des territoires réunis sous leur main. Il y avait deux autres facteurs bien vivants dans la vie des nations, à la fin du xv^e siècle : d'un côté, les tendances à la liberté, à l'autonomie des classes populaires, et, de l'autre, une nouvelle envolée de l'esprit chevaleresque que ces quelques dizaines d'années de « sage » prose n'avaient pas pu détruire.

Lorsque Louis XI disparut, laissant à un enfant de quatorze ans, laid et plutôt faible d'esprit, adonné aux chasses et à ces autres « déduits » qui feront rager Philippe de Commines, avec de lourdes charges, un trésor quatre fois mieux nourri que celui de son père, les ambitions personnelles que les cages de fer avaient assoupies pendant quelque temps saillirent de nouveau. La veuve du roi, Charlotte de Savoie, qui avait à peine dépassé la quarantaine, voulait la régence que son mari avait laissée à sa fille aînée, Anne, mariée à un membre de la Maison de Bourgogne, le sire de Beaujeu ; le jeune duc d'Orléans, gendre royal par un mariage avec la bonne bossue Jeanne¹, dont on n'avait guère parlé jusqu'ici, n'enten-

¹ Histoire latine de Louis XI, dans Godefroy, ouvr. cité : « forma satis incongrua et gibbosa ».

ne pouvait reconnaître personne comme supérieur. Anne, qui avait plus de « vertu » que les autres, réussit à le maîtriser, non sans une nouvelle distribution de grâces, comme après la bataille de Montlhéry. Sa mère étant morte bientôt, elle accorda au duc Louis la lieutenance générale dans quelques provinces et la présidence du Conseil dans l'absence du roi ; au duc de Bourbon, son beau-frère à elle, le bâton de connétable ; au jeune Du-nois, parent de la Maison de Savoie, la lieutenance du Dauphiné¹.

Tout cela ne l'empêcha pas cependant de passer par le contrôle des Etats généraux, qu'il lui fut impossible d'éviter. Réunis à Tours avant le couronnement de l'enfant royal, en 1483, ils comprenaient, à la suite d'un triple procès électoral, des membres de toutes les classes, même plus qu'un délégué de chaque catégorie par baillage ; il y eut aussi, à côté des bourgeois, de vrais paysans.

Une assemblée nationale dans le sens le plus révolutionnaire du mot, au moins en formules. Le grand sénéchal de Bourgogne, Pot, et un certain Masselin, de Rouen, dépassèrent tout ce qui avait été dit jusque-là sur le compte des limites du pouvoir royal et des droits du peuple, conçu comme le souverain véritable. Ce peuple est le créateur même de la royauté ; il est l'origine du pouvoir, qui lui revient de droit. « La royauté est une dignité et non la propriété du prince. » Sous un roi mineur, ce peuple, c'est-à-dire les hommes de chaque condition, « tout le monde », sans exception, « reprend, à titre de maître, l'administration du royaume ainsi que la tutelle ». « Qui ne sait et qui ne répète que l'Etat est la chose du peuple ? S'il en est ainsi, comment le peuple pourrait-il en abandonner le soin ? » On critiqua vertement l'état où Louis avait réduit l'Eglise, l'aliénation du domaine royal

¹ Voy. Pélicier, *Essai sur le gouvernement de la dame de Beaujeu*, Paris, 1882 ; James S. C. Bridge, *A history of France from the death of Louis XI, I, Reign of Charles VIII, Regency of Anne of Beaujeu, 1483-1493*, Oxford, 1921.

par le souverain défunt, les dépenses de la Cour, les charges de l'armée, le luxe des seigneurs, qui ne sert qu'à enrichir l'Italie. Pour obvier à ces erreurs, les Etats devraient être consultés sur chaque question et leur réunion chaque deux ans était conçue comme une nécessité. En vain les princes leur objectaient-ils qu' « un roi étoit fait pour gouverner et pouvoit prendre, selon les besoins du royaume, tous les biens de ses sujets » ; on paraissait décidé à résister jusqu'au bout, protestant que le « mandat du peuple » les y contraignait.

Pour s'en défaire, la royauté, représentée par cette forte âme qu'étoit la régente, essaya de la douceur la plus polie. Le roi prit congé en toute forme de ces bons conseillers qui s'étaient épuisés en discours, inspirés par ce que Rome avait laissé de plus beau en fait de tradition républicaine. Les députés s'obstinèrent à délibérer. On chercha à les réduire en leur coupant leurs subsides. Lorsqu'ils s'en remirent en fait de réformes à l'ancien Conseil, ils exigèrent cependant que douze députés leur soient adjoints ¹.

A Paris même ces théories auraient pu provoquer un mouvement dangereux, mais, peu après, lorsque le duc d'Orléans essaiera d'agiter la ville, il ne trouvera ni l'appui du Parlement, ni celui des milliers d'étudiants ², d'autant moins celui des masses, apaisées maintenant et beaucoup moins influentes qu'au début du règne de Louis.

Sur cette petite révolution en paroles, qui montre cependant combien les nouvelles idées étaient infiltrées dans toutes les classes de beaucoup de pays, on put donc passer à l'ordre du jour. Anne de Beaujeu continua une administration qui étoit un vrai règne, faisant sacrer en 1484 son frère, cette fois sans présence des pairs, sans

¹ Les comptes rendus dans la « Collection des documents inédits ». Cf. Cherrier, ouvr. cité, I, pp. 65 et suiv., et Picot, *Histoire des Etats généraux*, I, pp. 378 et suiv.

² Cherrier, loc. cit., pp. 130-131.

intervention orgueilleusement brillante de la Bourgogne, où Maximilien essayait d'arracher aux bourgeois — car là-bas c'était eux qui régnaient — la tutelle de son fils, le « beau » Philippe ; elle faisait reconnaître le roi comme héritier du vieux duc de Bretagne, François, tombé en pouvoir de favori, et qui n'avait que deux filles, avec ce seul engagement qu'un des fils de Charles VII portera le titre ducal de cette vieille seigneurie isolée ; elle concluait avec le petit-fils d'Owen Tudor et de Catherine de France, la veuve de Henri V, avec ce Henri Tudor devenu roi d'Angleterre, par le secours de 3.000 Bretons ou Normands ¹, une trêve de trois ans. Les résultats du règne de Louis XI avaient été consolidés et augmentés par sa fille.

Mais, en février 1486, Maximilien est élu roi des Romains. Un grand succès pour cette Maison d'Autriche, qui revient à ses anciens projets, à ses espérances de jadis, parmi lesquelles, au premier rang, celles du côté de la Bourgogne ².

L'héritier du « Téméraire » gagne la confiance du duc de Bretagne, qui tend à se dégager des conseillers qu'on lui a imposés. Les mécontents de France regardent vers ce prince comme vers celui qui seul pourrait les sauver d'une tyrannie tombée en quenouille. Rompant le traité d'Arras, Maximilien, qui est arrivé à réunir, par de grands sacrifices d'argent, quelques milliers de Suisses, — malgré le traité des confédérés avec la France, — et d'Allemands, envahit l'Artois. Mais il ne fait que se saisir en plaideur du gage d'un procès qui est ainsi rouvert ; il s'adresse au roi, au Parlement, il tente les esprits remuants des bourgeois de Paris. C'est une réédition des emprises bourguignonnes, employant la France contre la France. Or, la Cour de justice de Paris refuse de l'écouter : « le Parlement », lui est-il signifié, « n'est

¹ *Ibid.*, p. 187. La mère de Henri VII était de la Maison de Lancastre.

² Voy. Seton Watson, *Maximilian I, holy Roman Emperor*, Londres, 1902.

sujet que du roi très chrétien et, si, de nouveau, on lui adresse de pareilles lettres, ou elles ne seront pas reçues ou aucune réponse n'y sera faite¹ ».

Comme la Bretagne s'est mise de la partie, l'armée royale, refaite par la régente, avec ses « mortes payes », prend Vannes et se dirige sur Nantes, pendant que, à l'autre frontière, Saint-Quentin et Théroouanne sont occupées au nom de Charles VIII. Si la noblesse des Flandres est pour Maximilien, les villes continuent à rester fidèles à la France ; l'Autrichien sera retenu un moment à Bruges, et ses officiers auront le sort des conseillers de Marie, sa défunte femme.

Il fallut l'intervention de l'empereur, en diète, celle du Pape, pour sauver la sérénissime personne du roi des Romains, captif de ces marchands de drap. Ceux-ci, le contraignant à la paix, lui retirent l'administration des provinces appartenant à son fils. Appuyé aussi sur Malines, Anvers et Namur, contre Bruges, Gand et Ypres, Maximilien reprend les hostilités, avec ses Allemands qu'il n'a pas licenciés ainsi qu'il l'avait promis. Les Bretons veulent l'aider, même après que le duc d'Orléans eût été condamné pour lèse-majesté et que le concours anglais leur eût manqué : ils sont battus à Saint-Aubin-du-Cormier (1488). Par le traité imposé à François II, Charles gagne le droit de mettre des garnisons à Saint-Malo, à Fougères, à Dinan ; il se réserve de donner son assentiment formel au mariage des héritières du duc, qui dans quelques semaines aura fini sa vie et son règne.

La duchesse Anne succède, soutenue par l'Angleterre, qui risquera même une expédition en sa faveur, par les royaux d'Espagne, qui attaquent le Morbihan, par Frédéric III, qui convoqua une diète pour cette question ; elle est demandée en mariage par Maximilien, qui continue de jouer le rôle de prince français, malgré sa Cour étrangère, son armée germanique, malgré ses vers allemands et ses rapports d'artiste avec le grand peintre et

¹ Cherrier, ouvr. cité, I, pp. 148 et suiv.

graveur Albert Dürer. Il sera accepté à cause de sa beauté, de sa réputation de bon chevalier, à cause de son grand titre et de ses perspectives à l'Empire ; mariée par procuration à celui qui avait été l'époux de la belle Marie de Bourgogne, cette petite princesse noire, à la démarche de boîteuse, est toute fière de pouvoir s'intituler « duchesse de Bretagne et reine des Romains ».

Mais, de nouveau, la décision dans le conflit avec la France vient du côté des trois villes flamandes. Elles imposent une trêve qui, comprenant dans ses conditions la reconnaissance de Maximilien, auquel est confiée la garde de son fils, laisse en suspens la situation du duché de Bourgogne, du comté de Charolais, de Saint-Omer.

Or, Charles, fiancé cependant à la fille de Maximilien, douce princesse à l'esprit ironique, veut la Bretagne. Les Français entrent dès 1491 à Nantes. Après la délivrance du duc d'Orléans, par un acte personnel du jeune roi, Rennes est attaquée par La Trémoille, et le roi y fait son entrée, chevauchant de la meilleure façon dont il le pouvait. Un mariage secret fut conclu, malgré l'autre que le Pape devait casser seulement plus tard. Le traité, conclu en décembre, permet à la duchesse de passer, en cas de veuvage, en secondes noces, avec le successeur de la couronne ou l'héritier. La reine de seize ans fut reçue solennellement à Paris et, sur sa petite tête d'opiniâtreté fut posée une couronne qui la dépassait¹.

Conquérant d'Arras, Maximilien dut se borner, pendant quelque temps inconciliable, à de vaines protestations, auxquelles se rallièrent, bien entendu, son père et les membres de la diète d'Empire.

La paix définitive, avec l'Autrichien de Bourgogne, avec l'Angleterre, avec l'Espagne aussi, ne tardera cependant pas, et elle sera mauvaise. Car, maintenant, la sage princesse Anne était morte, et la grande voix de la chevalerie ressuscitée appelait ailleurs, au lointain, le jeune roi

¹ Voy. Dupuy, *Histoire de la réunion de la Bretagne à la France*, Paris, 1881.

romantique en quête d'aventures. La couronne impériale de Constantinople, la couronne sacrée de Jérusalem brillèrent au fond des horizons, et tout sacrifice paraissait léger pour les obtenir. L'internationalisme du moyen-âge réapparaisait ainsi, entouré d'une auréole toute fraîche.

Après une lutte acharnée contre son frère Dchem, fils d'une princesse serbe, aimé par les provinces d'Asie qu'il avait gouvernées, un Sultan pacifique, vieilli avant l'âge avait succédé au « Conquérant », Bajazet II¹. Il présidait paternellement à la vie, définitivement fixée, d'un Empire à la conduite duquel chacun de ses habitants pouvait participer d'après sa valeur personnelle, son énergie et son initiative (le grand-vizir de Mohammed avait été le Grec Mahmoud et un Paléologue avait combattu en Asie contre les « Persans »). Il ne fallait que l'acte d'une conversion, plus ou moins sincère, à l'Islam, pour qu'un Hellène, un Albanais, un Slave se trouvât à la tête d'une armée, d'une flotte ou des bureaux de la nouvelle chancellerie ottomane ; des princes même, appartenant aux dynasties évincées, venaient s'inscrire parmi ces collaborateurs que réunissait la même fidélité envers l'« empereur », la même ambition à faire progresser cette nouvelle forme de la Rome orientale : des descendants du « hertzeg » slave de l'Adriatique furent ainsi parmi les serviteurs du nouveau Bajazet ; des Occidentaux même, pour le moment des Italiens seuls, parmi lesquels des captifs d'Otrante, satisfaits de leur sort, accoururent là où il y avait plus d'honneurs à distribuer et à partager un plus riche butin². On travaillait activement, côte à côte, à refaire, à agrandir Constantinople, un peu déchue sous les derniers Paléologues, toujours à court d'argent ; les coupoles de la mosquée de Mohammed, de celle qui recouvrait les restes du sultan Eyoub, les toits du Sérail impérial, où était

¹ Voy. pour toute cette partie notre *Gesch. des osmanischen Reiches*, II, pp. 196 et suiv.

² Les maîtres de l'artillerie du Sultan furent, à tour de rôle, un Hongrois et un Allemand, un Saxon de Misnie (*ibid.*, p. 227).

observée, avec la plus stricte discipline, l'étiquette la plus ponctuelle, s'élevaient au-dessus des vieilles églises profanées, des palais en ruines, des milliers de modestes maisons de bois, dans l'enceinte des murs diligemment relevés.

Mais, à toutes les frontières, des offensives ennemies pouvaient se produire sans être, comme sous Mohammed, aussitôt punies, et d'une façon exemplaire. Les Hospitaliers de Rhodes osèrent accueillir Dchem, pour lequel son frère impérial se résigna à payer une pension annuelle. Le Moldave Etienne eut toute liberté de chasser le client turc qu'était à Bucarest ce « jeune Basarab », qui ne survécut pas à sa défaite, étant remplacé cependant, contre la volonté du vainqueur, par l'ancien moine Vlad. Les gens du Soudan osèrent infester l'Arménie Mineure et, à la première rencontre, la victoire leur resta ; Bajazet fut enchanté de pouvoir garder à la paix de 1490 Adana et les anciens nids du Taurus. La frontière serbe fut passée par des bandes hongroises que conduisait l'entrepreneur Paul « le enèze », vainqueur au « Champ du Pain », et les parents des Brancovitch retirés en Hongrie ; un essai de revanche finit d'une façon piteuse. La seule conquête des ports moldaves en 1484 fut imposée au Sultan par la révolte bruyante de ses soldats, auxquels depuis trop longtemps manquait le butin, et Bajazet, forcé de quitter le calme de sa résidence, fut aidé par les Valaques de Vlad et par les hordes tatares de Crimée. Aussitôt, des raids, jusqu'à Suceava, furent risqués par les Turcs. Ayant accompli enfin l'acte d'hommage envers le roi de Pologne, Etienne entreprit une série d'actions vengeresses. En Albanie, le fils de Scanderbeg, Jean, et le stratiote grec Chrysoskolos Kladas purent réveiller l'esprit d'autonomie des clans, et Jean Tchornoïvitch essaya de refaire là Zenta, où Venise retenait Dulcigno, Antivari et Budua, jusqu'aux frontières de Cattaro, occupée aussi par la République.

Pendant ce temps, l'esprit de croisade animait la nou-

velle génération des chrétiens d'Occident. On voulait quelque chose de plus grand et de plus noble que ces mesquines discordes, cependant si fécondes pour l'avenir. Or, il ne pouvait pas y avoir de but plus élevé, d'idéal plus légitime que celui de la rescousse chrétienne contre l'Islam. Il était bien naturel que l'Espagne commençât. Les liens qui reliaient l'Aragon au Midi italien et à la Sicile avaient fait que dans cette autre péninsule passât quelque chose de cette impulsion vers l'Orient, jadis byzantin, qui avait mis en mouvement les guerriers de la royauté normande et angevine et plus récemment inspiré les grands projets orientaux d'Alphonse le Magnanime. Pour la Castille, il y avait la tradition, plusieurs fois séculaire, assoupie seulement à cause des querelles dynastiques pendant les deux derniers siècles, de la « reconquête » contre les Maures de Grenade. Tout dernièrement, des conflits avaient éclaté dans ce monde musulman d'Espagne qui lentement s'affaissait sous son insignifiance politique. Isabelle et son royal mari crurent que l'heure était arrivée pour faire un grand appel à leurs barons, à leurs villes privilégiées, la plupart établies sur une base de croisade, aux Ordres militaires, de Saint Jacques, d'Alcantara, pour former une armée d'offensive. Ferdinand commença, avec des troupes aragonaises ; il avait aussi une belle flotte. Ce que la royauté française avait accompli si difficilement contre le bloc d'Etats formé par un rejeton même de la dynastie, la royauté ibérique pouvait l'entreprendre plus facilement contre une puissance étrangère et non chrétienne.

Dès 1487, on se battait sur le territoire de l'ancien califat, devenu un faible royaume. Velez, puis Malaga, qui venait de donner un roi dans la personne du « Brave », Al-Gazal, furent plus facilement prises. Mais le neveu de ce « roi », l'héritier légitime, Boabdil, résista énergiquement dans la belle et forte métropole qu'était, — pour Almería, Baeça, Cadix, Ossuna, Gibraltar, — cette Malaga même, une capitale ¹.

¹ *Notes et Extraits*, V, pp. 148 et suiv., n° CL.

C'était une action isolée, au commencement locale et de peu de prestige. Le vieux Frédéric III était en guerre ouverte avec le roi de Hongrie, et chacun des combattants accusait l'autre d'entente avec les Turcs, de provocation même d'attaques de la part de ces derniers¹. Venise avait combattu contre le Saint-Siège pour cette région de Rovigo qu'elle voulait s'annexer ; elle imputait au Pape d'avoir amené le duc de Calabre avec des bandes comprenant cinq cents Turcs². La République ne craignait rien plus que de réveiller la guerre avec le Sultan, refusant la garde de Dchem, réclamé aussi par le roi Mathias³. Devenue maîtresse de la riche île de Chypre, avec le port encore florissant de Famagouste, cédée par sa « fille », Catherine Cornaro, veuve du dernier Lusignan, Jacques, elle avait une raison de plus pour se tenir dans la plus calme des expectatives. Du reste, aussitôt qu'elle put recommencer ses « voyages » traditionnels, elle s'empressa d'envoyer des vaisseaux dans les eaux turques : à Caffa, aussi bien qu'à Tana et à Trébizonde⁴, et en Arménie.

La guerre d'Espagne avait cependant aussi le caractère d'une grande exhibition chevaleresque. Elle ne se pressait pas. Sous les tentes qui, comme dans le cas du siège de Neuss par Charles de Bourgogne, formaient une vraie ville, il n'y avait pas seulement des barons et des prélats, mais aussi la Cour de la reine, très riche, ayant emprunté les costumes de luxe de l'Italie.

Le spectacle continua pendant des mois, avec des fêtes chez les chrétiens, à bout d'argent cependant, atteints par la peste, et, chez les Maures, avec les prédications enthousiastes des santons fanatiques, avec le désespoir de la population affamée, avec les excès sanglants contre la population chrétienne sans défense. Des groupes de

¹ *Ibid.* ; *Gesch. des osmanischen Reiches*, II.

² *Notes et Extraits*, IV, p. 135, n° CXXXIII et note 1.

³ *Gesch. des osmanischen Reiches*, II, p. 239. Le Sultan avait député au Corvin le Patriarche de Jérusalem ; *ibid.*, p. 248. Et il lui donna les reliques de S. Jean-Baptiste ; *ibid.*, p. 262.

⁴ *Notes et Extraits*, V, pp. 146-148, n° CXLVIII ; pp. 160-161.

châteaux tombent au pouvoir des envahisseurs, qui dressent de longues listes de conquêtes. Partout on élève des églises ; comme en Moldavie, échappée aux Turcs, des fondations de charité témoignent de la reconnaissance envers le Dieu des victoires. Et des écrivains habiles à employer le langage de l'antiquité romaine parlaient avec effusion d'un nouveau règne d'Auguste, grand aussi par les œuvres de la paix, qui s'était ouvert dans les royaumes ibériques heureusement unis ¹.

Cet élan pour la guerre sainte ne pouvait pas rester sans imitateurs. On le vit bien dès l'année 1488, quand les pirates d'Avlona, paraissant sur la côte d'Italie, à Pesaro, pillèrent autour du sanctuaire de la Madone, et d'autres corsaires à Malte : le nouveau Pape, Innocent VIII, releva le drapeau de croisade, faisant un appel chaleureux aux princes dont les mains étaient encore libres pour l'œuvre salutaire. Il crut gagner un important atout en achetant au jeune roi de France le pauvre fugitif qu'était Dchem, occupé à des beuveries ou à toutes choses de rien. Le Pape l'annonçait, demandant leur concours à Frédéric, à Maximilien, aux princes allemands, interpellés séparément ². On croyait dans ce monde naïf de l'Allemagne que, pour la possession de cet héritier de Bajazet II, le Sultan offrirait Constantinople, et le Soudan, de son côté, Jérusalem ³. Il est bien certain que ce dernier, qui entendait poursuivre l'Ottoman de son inimitié, avait le réel désir d'obtenir dans ce but le prince dont la mère était depuis longtemps réfugiée dans ses Etats ⁴. Le légat de croisade lui-même assurait que Dchem, le nouveau « Siroé, fils de Chosroès », offre à ceux qui pourront le rétablir « Constantinople, Trébizonde, Nicopolis, le Hellespont, la Mysie asiatique, l'Anatolie » et quelque chose même en plus ⁵.

¹ *Ibid.*, pp. 154-156, n° CLV.

² *Ibid.*, p. 163, n° CLXIII.

³ *Ibid.*, pp. 164-165, n° CLXVI.

⁴ *Ibid.*, p. 166.

⁵ *Ibid.*, pp. 173-174, n° CLXXXV ; p. 175 ; pp. 180-182, n° CXC.

On travaillait à la paix entre Frédéric et Mathias et on s'évertuait à rassembler une diète d'Empire. En attendant la reprise de la croisade espagnole, on magnifiait la conquête de la Bétique ; les établissements portugais en Afrique étaient considérés aussi comme des succès contre les Infidèles ¹.

Le plus grand triomphe d'Innocent, qui s'était attribué la direction du mouvement, fut la réunion d'un concile à Rome, répétant celui de Mantoue, convoqué par Pie II. Il y avait, avec beaucoup d'Allemands et encore plus d'Italiens, deux évêques d'Espagne, le Grand-Maître de Calatrava, des délégués de la Bohême et de la Pologne et l'évêque de Nantes. Un projet fut élaboré, fixant trois armées : celle de l'Italie, celle de l'Allemagne et de toutes les royautés voisines, sous l'empereur, qui passera par la Hongrie et la Valachie, celle de la péninsule ibérique, de la France, de l'Ecosse, probablement aussi de l'Angleterre ; une attaque contre les Africains mêmes était prévue (1490) ².

Il n'en fut rien. Une diète à Coblenz n'amena pas de résultat. L'attention s'était reportée dès 1491 vers l'Espagne, où les rois catholiques avaient mis le siège à Grenade. Pressée de près, cette ville aux « cinquante mille maisons » dut capituler au commencement de l'année suivante : le roi maure, abdiquant tout pouvoir, devint le vassal de Ferdinand ; un immense et riche arsenal fut inventorié ; avec la sixième partie de leurs biens et pas plus que la charge d'une bête de somme, ce qui signifiait pour le public chrétien « l'expulsion des infidèles » ³, on permit aux vaincus le passage en Afrique ; l'Alhambra fut livrée au nouveau souverain « au milieu des pleurs de ceux qui partaient en exil » ⁴, et la croix élevée sur la cime des tours. « Et le sérénissime seigneur roi, à cheval, descendit de selle au moment de l'élévation de la croix et

¹ *Ibid.*, p. 175.

² *Ibid.*, pp. 174-179, n° CLXXXVII.

³ *Ibid.*, p. 203.

⁴ *Plorantes tamen et exulantes tradiderunt ; ibid.*, p. 199.

resta les genoux en terre ; puis la troisième fois fut élevé le drapeau de Saint-Jacques et le drapeau du roi ensuite. Alors, un héraut du roi d'armes, monté sur la même tour principale, se mit à crier d'une voix très haute et claire, en vulgaire espagnol, ces mots mêmes : *Santiago, Santiago, Castilla, Castilla, Granata, Granata, Granata* ; pour les très-puissants seigneurs don Ferdinand et doña Isabelle, roi et reine d'Espagne », — le terme y est, — « qui ont gagné cette cité de Grenade et tout son règne par puissance d'armes sur les Maures infidèles, à l'aide de Dieu et de la glorieuse Vierge, sa mère, et du bienheureux Apôtre saint Jacques, et avec le concours de notre très Saint Père Innocent VIII et le service des grands prélats, chevaliers, hidalgos, communautés de leurs règnes ; gloire à Dieu pour toujours. Amen. » Sept cents misérables captifs chrétiens sortirent en procession. Et les trompettes sonnèrent, les musiques célébrèrent la beauté unique de ce jour. La grande mosquée aux trois cents lampes fut consacrée en église le 7 du mois par l'évêque d'Avila¹.

A Rome, il y eut des fêtes brillantes pour cet événement, qui paraissait une revanche pour la perte de Constantinople. Cent taureaux furent égorgés, mille lampes brûlèrent dans les rues ; les feux d'artifice furent offerts à la foule. On put voir même, à cette époque hantée par les souvenirs de Rome, au Cirque de Flaminius, la représentation même de la prise de Grenade, puis la procession des rois vainqueurs, suivie d'une multitude immense. « Les Espagnols », dit un contemporain, « aspirent déjà à l'Empire². »

Innocent VIII put mourir content, au mois de juillet de cette même année, qui vit la mort du roi Mathias et un an avant la fin de l'empereur dont on osa dire qu'il s'était consacré, sa vie durant, à l'œuvre de croisade³. Le nou-

¹ *Ibid.*, p. 201 ; on parlait d'invitations vaines au roi de la part de certaines villes d'Afrique ; *ibid.*, p. 201.

² « Ecce, quis honor habeatur Rome Hispanorum regi atque usque adeo ubi suspirant jam Hispani Imperium Romanum. »

³ *Ibid.*, pp. 205-206, n° CCXI. Cf. Chmel, ouvr. cité.

veau Pape fut cet Alexandre Borgia, auquel manquait tout enthousiasme pour cette œuvre. Maximilien, comme empereur, annonça une armée contre les Turcs qui ne se rassembla jamais¹ ; il n'était question que de troupes défensives, du côté de la Croatie, de Segna, souvent enhahies². Le roi polonais de la Hongrie, Vladislas, ne pensait même pas à s'exposer contre un pareil ennemi.

Et, quant aux royaux d'Espagne, ils venaient de diriger ailleurs, beaucoup plus loin, leurs efforts pour répandre la croyance chrétienne, arrachant les âmes égarrées aux supplices de l'Enfer. Devant Isabelle s'était présenté, sous les murs de Grenade même, au moment du plus grand enthousiasme pour la croix, un Génois, Christophe Colomb, qui s'appelait ici Cristobal Colon, parlant de ses vains efforts au Portugal, le royaume consacré depuis longtemps aux découvertes, puis en Angleterre, et, inspiré par les études du Florentin Toscanello, préparant un voyage d'Occident, plus loin que les Canaries, récemment occupées, et que les Açores, où des races inconnues attendaient certainement la révélation de la vraie foi. La reine donna son acquiescement, et, à cette heure, un nouveau chemin s'ouvrait pour l'entreprise des nations européennes qui ignoraient jusqu'alors une bonne moitié de la terre habitée.

Or, cette même année 1493 où une grande partie des chefs de la chrétienté descendaient au tombeau, Charles VIII, cédant à ses propres instincts et aux recommandations d'une partie de ses conseillers, liquidait à ses dépens toute une grande œuvre territoriale déjà accomplie, pour pouvoir se consacrer uniquement à des buts depuis longtemps abandonnés, qu'il jugeait supérieurs.

L'Italie en discorde demandait — et ce n'était pas la première fois — un pacificateur que chacune des puis-

¹ *Notes et Extraits*, V, pp. 208-210.

² Voy. *ibid.*, pp. 212 et suiv. Le Pape même s'émut de ces succès turcs.

sances rivales, des partis en lutte jugeait devoir lui être favorable. Aucune autorité dans la péninsule elle-même ne paraissait assez puissante pour empêcher l'appel à l'étranger.

Louis le More avait espéré hériter du trône ducal de Milan après la mort, qu'il escomptait et entendait préparer même, de son pupille¹. Or, le jeune prince épousa la petite-fille du roi napolitain Ferdinand. Il gagnait ainsi un puissant appui, et tous les projets de son oncle en furent dérangés. Le détenteur du pouvoir à Milan se rappela ou non les intérêts de la Maison de France dans le duché, mais il recourut au roi ultramontain pour lui demander une intervention personnelle contre cette royauté du Midi italien qui paraissait de nouveau tendre à l'hégémonie sur la péninsule entière, à un moment où un Espagnol venait d'occuper le trône pontifical. A Florence avait surgi un moine dont la prédication se tournait, non pas contre une personne ou contre un parti, mais contre cette atmosphère même dans laquelle, depuis des dizaines d'années, vivait Florence. Etranger aux disputes des amateurs de la philosophie antique, méprisant tout aussi bien le latin décalqué sur Cicéron que le vulgaire pétrarquisant dans lequel Laurent de Médicis présentait ses passions fugitives et ses considérations épicuriennes sur la vie « dont le lendemain n'est pas sûr », haïssant avec le luxe criard de ces parvenus la coquetterie avec les dieux et les légendes d'une religion déchue qu'il ne pouvait pas concilier avec son christianisme de « charbonnier », Jérôme Savonarola sortit de son cloître, comme jadis Jean de Capistrano, dont certainement, avec plus de hauteur de pensée, il dérive, pour condamner en place publique les errements de sa cité. Les prophètes d'Israël étaient ses modèles ; comme eux il n'épargnait rien, s'en prenant aux puis puissants, qui le craignaient, et, comme ceux-là avaient parlé à Israël

¹ Voy. Malaguzzi-Valeri, *La Corte di Lodovico il Moro*, Milan 1913.

idolâtre du Babylonien, de l'Assyrien, du Perse, destinés à punir les rebelles au pacte avec le Dieu unique, il appela le « barbare » d'outre-monts pour punir les péchés de ce monde dépravé. Les *piagnoni*, les larmes de la contrition et de l'enthousiasme aux yeux, lui formaient comme une armée populaire, — car une « question sociale » se posait dans cette Florence où il y avait trop de riches et pas assez de richesse, — et le successeur de Laurent de Médicis n'était pas de taille à endiguer ce courant, prêt à détruire la liberté pour mettre fin au dévergondage et à l'indifférence religieuse.

Sans cesse, le Napolitain Ferdinand faisait des mécontents chez lui, où il entendait la « tyrannie » d'une façon dure pour les siens. Le Pape était aussi en conflit avec ce mauvais « vassal » envahissant, avec lequel une paix sincère ne fut conclue qu'en 1492. Le fantôme de Jean de Calabre paraissait saillir devant le trône de l'Aragonais. Contre l'Espagnol on pensait à la résurrection des aspirations françaises.

Une ligue avait été même conclue, contre cet étranger, entre le Pape, mécontent de son rival qu'il croyait vouloir, de concert avec Pierre de Médicis, faire occuper Rome par le duc de Calabre¹, Venise, qui aspirait à la domination dans toutes les eaux chrétiennes, et le More, qui haïssait le parent de sa victime désignée : conserver la puissance à ce dernier était le but déclaré de Ferdinand.

L'appât de ces invitations pressantes, à une époque où il n'y avait plus d'empereur assez riche, assez puissant et assez sûr de lui-même pour descendre en Italie, était trop fort pour que la faible raison de Charles VIII résistât. D'autant plus que cet empereur n'était maintenant autre que son rival permanent, Maximilien. Mais, d'abord, il fallait avoir les coudées franches. Aucun prix n'était trop

¹ Guicciardini, p. 34, où aussi une note sur les rapports du « More » avec les Turcs. Voyez la thèse récente (Paris 1926) de M. André Otetea sur « Le Guichardin ».

haut pour les dégager. Trois traités devaient clôre l'ère des procès de territoire. Par celui d'Etaples, on assura une pension à Henri, « roi d'Angleterre et de France », retenu chez lui par la révolte du « prétendant » qui s'appelait de son vrai nom Perkin Warbeck. En janvier 1493, le traité de Barcelone mettait fin à l'inimitié, de longue date, entre l'Aragon et la France qui avait cru pouvoir gagner sur cette couronne : les pays de langue demi-espagnole la Cerdagne et le Roussillon, passèrent sous le sceptre du roi Ferdinand, qui, sans avoir la Navarre, passait donc la frontière naturelle des Pyrénées. Par le traité de Senlis, Maximilien regagnait les pays formant la dot de sa fillette répudiée, qui perdit dorénavant, comme elle s'en plaint, « joustes, dames et tournois » : comté de Bourgogne et de Charolais, Artois, Hedin, Béthune, Aire, devant être restituées à la majorité du duc Philippe et Arras lui restant jusqu'à son hommage. Même à Mâcon, à Auxerre, à Bar-sur-Seine, la possession française n'était que provisoire, et la question de la Flandre wallone restait en suspens¹.

Tout ceci ne signifiait pas encore le signal du départ. En effet, certains des alliés qui s'étaient si chaleureusement offerts manquèrent au moment décisif. Le More, auquel avait été affectée, des dépouilles de Naples royale, la principauté de Tarente, maria sa fille Blanche avec Maximilien, auquel étaient ouvertes donc les portes de l'Italie. Ferdinand venant de mourir en janvier 1494, son rude successeur, portant le grand nom d'Alphonse, réussit à resserrer les liens avec son conational sur le Siège pontifical.

Aussi, lorsque, de Lyon, où il festoya dix mois, Charles de France, qui y rassemblait ses compagnies d'ordonnance, ses archers, sa noblesse et 6.000 Suisses, ainsi

¹ Une bonne analyse dans Cherrier, ouvr. cité, I, pp. 247, 248. Passant par Cambrai, comme on criait « Noël », la petite Marguerite répondit : « Criez plutôt : Vive Bourgogne » (*ibid.*, p. 252, note 2).

qu'une belle artillerie, demanda à Alexandre VI, suzerain du royaume napolitain, l'investiture promise, il rencontra des tergiversations inquiétantes. Le duc d'Orléans, de son côté, préoccupé de ses propres revendications en Italie, proposait Milan comme but d'entreprise immanquable. L'infant don Ferdinand essaya de fermer, en se saisissant de Gênes, un autre passage dans la péninsule. Il n'y avait, décidément, que la Savoie sur laquelle on pouvait compter, pays tout français, étroitement réuni par des liens dynastiques à la France, et le marquisat de Saluces.

L'entrée de ce côté-là fut vraiment encourageante. La duchesse de Savoie, si proche parente de Charles, lui offrit en gage ses bijoux, qui ne furent pas rendus ; « les enfants », dit Charles « viennent au-devant de nous, portant les armes de France et criant : Vive le roi¹ ». On passa triomphalement par Turin et Asti. Mais à Gênes les Français seront tués dans les rues. Malgré une entrevue avec le More, il avait fallu livrer bataille à Rapallo pour passer plus loin et entrer dans les murs de Gênes, enfin soumise.

Tout cela avançait plutôt difficilement. Le but de Charles dépassait même Naples. Un Paléologue André lui avait vendu, en septembre, ses droits à l'Empire, en échange pour une pension, un commandement militaire, un pays « de 5.000 ducats de revenus » et l'éventuel établissement dans son despotat, pour lequel il paiera une jument blanche par an².

Avec la Serbe qui gouvernait comme veuve le marqui-

¹ *Ibid.*, p. 436.

² *Mémoires de l'Académie des Inscriptions*, XVIII, pp. 559-562. En 1491, les comptes royaux notent en faveur d'André les « grans frais et despens qu'il a faits à venir du pays de Constantinople, envers le dit sire pour aucuns ses grans affaires touchant le bien de son royaume ». Fulin, *La spedizione di Carlo VIII in Italia*, Venise, 1883 ; Herbst, *Der Zug Karls VIII. nach Italien*, dans les « *Abhandlungen zur mittleren und neuen Geschichte* » de Below, Berlin-Leipzig, 1911.

sat de Montferrat des rapports avaient été noués ; elle tint à la disposition de son hôte, à Casale, les pierres précieuses de son écrin. Le jeune roi se trouvait à court d'argent : il en demanda à titre d'emprunt à Venise, qui s'excusa, au clergé de France ensuite ; son armée était médiocre, et il venait de passer par la petite vérole.

Lorsqu'enfin on vit les Français à Pavie, le jeune duc était mort, de maladie certainement, mais les partisans du « More » criaient déjà dans les rues sa succession au trône. Avec les gens d'armes du duc de Montpensier, avec des Suisses, le roi se dirigea vers Florence, les siens traitant en ennemi les districts de la Toscane. Pierre de Médicis s'offrit à conclure un traité, mais le pouvoir était à Savonarola, qui le contraignit bientôt à s'enfuir. La République, sauvée de ce « tyran » par la seule approche du roi, attendait de lui cette liberté qu'elle avait tant désirée, mais aussi la souveraineté sur Pise rebelle, sur Livourne, sur tout ce beau pays toscan, où elle représentait la seule vraie énergie politique. Aussi Charles, qui s'était montré d'abord favorable aux Pisans, dut-il se plier à toutes les demandes de ces Florentins dont la banque allait financer le reste de l'expédition. Accueilli avec les plus grands honneurs au son des cloches, les drapeaux qui flottaient sur les tours portant la devise « rex, pax et restauratio libertatis », il se présenta, imposant de nouvelles armoiries à cette vieille cité, en « père de la patrie, tuteur, protecteur et libérateur, conservateur des libertés ».

De nouveau fourni de deniers, le pèlerin royal se fit recevoir en maître à Sienne, où pendant six heures les siens passèrent sous des arcs de triomphe. Mais Rome, elle qui devait donner un nouveau titre de légitimité à la possession de Naples et décréter la grande croisade française, la Rome cauteleuse d'Alexandre VI restait énigmatique devant la poussée du roi « très-chrétien », qui invoquait pour la prise de possession du royaume de Naples « vingt-deux investitures accordées à ses ancêtres par les

pontifes romains et deux autres par les sacrés conciles généraux¹ ». Devant cette résistance, Charles pensa à réunir un concile général à Rome².

Le duc de Calabre s'offrit à défendre la ville des Papes, avec ses bandes napolitaines, si l'envahisseur ultramontain sera excommunié. On ne l'accepta pas : ç'aurait été un acte trop hardi pour cette haine qui couvait irrécyclable. On vit donc les Français dans les rues de Rome. Une convention fut conclue qui réservait la Cité Léonine et le Trastévère. Alors, le premier jour de l'année 1495, Charles put faire mine de César, comme les vieux Teutons du moyen-âge. Les cardinaux l'entouraient, mais le Pape ne s'était pas montré encore.

Il y eut des discussions sur la possession du château de Saint-Ange, du port Civita Vecchia, sur l'administration des provinces du Saint-Siège. Les soldats, secouant le frein, se mirent à piller. Alexandre VI finit par se soumettre à une fatalité qu'il ne croyait pas devoir durer. Il prit place à côté du vainqueur, reçut son obédience, le reconnut comme vassal de l'Eglise. Aussitôt, ayant abdicqué, le roi Alphonse se retira en Sicile, laissant à son fils, le duc Ferdinand de Calabre, et à son frère, Frédéric, le soin de défendre ses Etats.

La défense parut cependant bientôt impossible. Cette royauté napolitaine n'avait pas d'armée, et ses sujets ne l'aimaient pas. A Aquila on frappa la monnaie de Charles comme souverain du royaume, c'est-à-dire comme « par la grâce de Dieu, roi de France, de Sicile, de Jérusalem³ ».

Il se soumit Salerne, dispersa les bandes qu'on lui

¹ *Notes et Extraits*, V, pp. 222-22, n° CCXLII. Ferdinand était qualifié de « quidam Ferdinandus ex Aragona », ayant gagné le trône par un passe-droit de Pie II.

² Guicciardini, p. 64.

³ Nusco, *Intorno alle monete di Carlo VIII*, Naples, 1846. Les monnaies portent aussi : « Christus vincit, Christus regnat, Christus imperat ».

opposa et fit son entrée à S. Germano, au Mont Cassin, à Gaëte¹. Ces succès faciles l'enivraient ; ses lettres parlent du « plus bel esbat du monde », du « grant exemple pour le peuple des autres² ». Sur ce sol ennemi les soldats du « roi légitime » n'épargnaient aucun acte de cruauté à l'égard d'une population traitée de « pillards et malfaiteurs ». L'expédition se compromettait par ces épouvantables excès, reconnus par ceux mêmes qui les perpétrèrent³. Après Capoue, Naples même, où on envahissait les écuries royales, les maisons des Espagnols, où on traquait les Juifs, la ville étant plutôt entre les mains de la populace, se rendit ; les femmes étaient aux fenêtres à l'entrée du nouveau maître, jugé préférable aux ducs aragonais. Le roi Ferdinand ne trouva de refuge que dans l'île d'Ischia, puis à Messine, alors que certaines places comme Brindisi et Gallipolis lui restaient encore fidèles. Toute offre de paix de la part des vaincus fut rejetée, de même que la proposition d'une médiation, faite par Ferdinand le Catholique⁴. Mais rien n'était préparé pour la grande entreprise, à laquelle l'Albanie remuante conviait, elle aussi, le grand roi occidental⁴. Charles, qui voulait se faire couronner à Rome comme roi de Naples⁵, n'avait aucun moyen de poursuivre ces plans orientaux dont avaient parlé jusqu'alors tous ses manifestes. Il s'abandonnait aux plaisirs de toute sorte dans cette splendide ville de Naples qui lui révélait des beautés d'art jusque-là inconnues et lui offrait de faciles et douces amours. Aucun effort d'organisation, aucune prévoyance à se garantir, aucun élan vers cet avenir de légende qui avait caressé l'imagination de toute une société jeune et romantique. En vain les Turcs prenaient leurs mesures

¹ Cherrier, ouvr. cité, p. 119. On fit publier une « Prise de Naples ».

² *Ibid.*, pp. 120-121. Cf. l'assertion de Commines : « il ne semblait point aux autres que les Italiens fussent hommes » ; VII, ch. xvii.

³ Cherrier, ouvr. cité, p. 115.

⁴ *Gesch. des osmanischen Reiches*, II, pp. 284-285.

⁵ *Ibid.*, p. 148.

de résistance et les populations balcaniques, effrayées, s'enfuyaient dans l'intérieur¹. Le pauvre Dchem, que le Pape avait dû céder à son hôte indésirable, venait de mourir de maladie, juste au moment où il rêvait d'une restauration.

Alors l'Italie se ressaisit. Le danger turc l'avait habituée à conclure des ligues. Sous cette forme même de la défense contre les Ottomans, — dans la diète réunie en Allemagne par Maximilien², on ajoutait : et contre les Français, — une confédération de cette façon se préparait dès l'hiver. Commynes, envoyé à Venise, fut averti par le doge qu'il s'unira avec l'empereur et le Pape, avec Ferdinand d'Aragon et Milan contre le Sultan et tout autre danger venant de l'extérieur. Le 12 avril, on célébra à Rome le grand événement, qu'on mettait à côté de « l'expulsion des Agarènes de la Bétique³ ».

* La forme publique de cet acte ne comprenait qu'une collaboration pour vingt-cinq ans, pouvant être prolongée, avec une armée commune de 18.000 gens de pied et 34.000 cavaliers, plus une flotte réunie, avec la garantie que Maximilien pourra venir à Rome pour un couronnement, sous la protection du More et de Venise⁴. En secret, il était question de chasser le duc de Milan, menaçant à Asti, de fulminer l'excommunication contre le roi de France et de lui faire quitter la péninsule. Depuis longtemps déjà les Napolitains et le Saint-Siège même échangeaient des lettres avec le Sultan, et un parent du roi napolitain évincé était allé rencontrer sur le rivage des Turcs qui ne vinrent pas⁵.

Aussitôt le Pape refusa l'investiture et réclama l'exécution du vœu de croisade, le duc de Milan demanda le

¹ *Notes et Extraits*, V, p. 227, n° CCXLIV.

² Voy. Seton Watson, ouvr. déjà cité.

³ *Notes et Extraits*, V, p. 228, n° CCXLVI.

⁴ Lünig, *Codex diplomaticus*, I, 1, 1, 24.

⁵ Cherrier, ouvr. cité, pp. 141-142. Cf. Burcard et les *Diarii de Sanudo*.

départ du duc d'Orléans et la restitution des sommes empruntées, les Français furent attaqués dans les rues de Rome. Après cinquante jours perdus à Naples, le roi de France, qui relevait d'une nouvelle maladie, fut solennellement reconduit par l'éloquence servile d'un Pontanus.

Il fallait se presser. Si la diète de Worms refusa les 9.000 hommes demandés par Maximilien pour aller se faire couronner, Venise armait ; à Rome, le Pape refusa de se rencontrer avec celui qu'il avait jadis si bien accueilli. La Toscane seule resta fidèle, la réception à Sienne, à Florence, étant particulièrement chaleureuse ; à Pise on implorait ce sauveur qui s'en allait. Milan était gardée par des stratiotes au service de Venise. On l'évita, mais à Fornuovo les troupes de la Ligue, quelques Allemands à côté de la masse de ces Albanais et Grecs, soudoyés par la République, opposèrent une digue au passage d'un prince dont on soupçonnait des intentions sur Milan et sur Gênes. Les Français rappelaient dans leur cri de guerre la victoire de Guinegate, alors que dans le camp ennemi résonnait le cri nouveau, inspiré par les souvenirs de l'antiquité romaine : *Marco, Marco, Italia*¹. Les stratiotes remportèrent une victoire qu'ils employèrent à piller, et les 3.000 Suisses de Charles s'ouvrirent le chemin de façon à ce que le roi pût dire ensuite que, repoussant ceux « qui s'attendoient à nous faire déshonneur et dommage », il a « descousu toute l'Italie² ».

Les Français purent rester à Asti jusqu'à la fin de juillet, alors que Ferdinand de Naples, victorieux à Seminara sur les faibles garnisons françaises, reprenait son royaume, acclamé à Naples par ceux qui avaient accueilli

¹ Sur *l'Imperio degli Italiani* opposé à *l'Imperio di gente ultramontana*, voy. Guicciardini, p. 71. Et l'observation qu'on finit par reconnaître que ces Aragonais sont naturalisés Italiens : « i figlioli et i nepoti, tutti nati et nutriti a Napoli, erano meritamente riputati Italiani » (p. 71).

² Lettres de Charles VIII, éd. Pélicier, 5 vol. (Soc. de l'histoire de France).

son ennemi et embrassé au passage par les dames qui lui jetaient des fleurs. Florence étreignait de nouveau Pise, sacrifiée. Le Pape sommait Charles de se présenter devant son tribunal¹. Les Suisses demandaient à être payés, menaçant de se saisir de la personne du roi ; ils prirent des otages.

En automne, Charles était de retour dans ses Etats avec le seul souvenir d'encore une de ces brillantes équipées que l'Italie avait connues à travers le moyen-âge. La Ligue pour vingt-cinq ans n'était, avec ses clauses si précises, qu'une ironie. Les Vénitiens seuls avaient combattu, le provéditeur à la tête des stratiotes balcaniques. Aussitôt après avoir vu que Charles a échappé à ses poursuivants, le More négocia avec lui le traité de Vercelles (octobre), par lequel il gagnait Gênes et Savone, le passage à la mer, mais avec le droit pour la France d'armer des vaisseaux dans les chantiers génois, et avec Asti pour le duc d'Orléans. Abandonnant les rois Alphonse et Ferdinand, qui devaient disparaître bientôt, laissant le pays dans un état d'anarchie presque complète, il admettait même le passage à travers ses Etats de renforts pour le duc de Montpensier, qui maintenait encore la bannière française. Deux vaisseaux armés par le duc collaborèrent contre les ennemis napolitains et, si le roi répète son expédition, le More ira à ses côtés. Si Venise n'adhère pas à cette convention, Milan est prête à l'attaquer. Bientôt après, le duc offrira cependant aux Florentins Pise s'ils veulent se réunir contre le roi². Il ne veut pas moins que Pise, Livourne, la Lunigiana³.

De son côté, Venise s'acharnait sur le cadavre de la royauté napolitaine, qui, en disparaissant, ne laissait aucune trace de l'ancienne autonomie locale⁴. La République s'était réservée certaines places dans le Midi ita-

¹ *Notes et Extraits*, V, p. 221, n° CCXL (la date est 1495).

² Cherrier, ouvr. cité, p. 345.

³ *Ibid.*, p. 352.

⁴ Cf. *Notes et Extraits*, V, p. 230, n° CCXLVIII.

lien qu'elle entendait retenir : des stratiotes y furent envoyés. Maximilien, appelé par le même duc de Milan et par Venise contre Florence, proclamait, en empereur y ayant le droit, l'indépendance pisane. Il signait en juillet 1496 un traité dans ce seul but avec le Pape, le duc de Milan, avec Venise et Ferdinand d'Aragon, sans oublier l'Angleterre. Il pensait à s'embarquer à Gênes pour Pise, considérée comme base de sa politique italienne, pour Livourne, qu'il poursuivait lui aussi de sa convoitise¹. Après avoir proposé une attaque combinée contre la France, se réservant l'invasion en Provence, en Bourgogne², il réalisa cette intention d'expédition italienne, faisant détruire à Pise la statue de Charles « le libérateur ». Livourne lui résista cependant, et il partit vers le Tyrol, après avoir demandé un emprunt pour les dépenses de sa table³.

Il finira par s'offrir à Charles contre Venise⁴. Le Pape lui-même, qui avait créé un duché de Bénévent pour son fils Jean, bientôt fraternellement assassiné, était disposé à rendre des services si on assure à son autre fils César des revenus en France. Et, ce qui dépassait tout, le puissant roi espagnol, dont la dynastie avait tant eu à souffrir de la part des Français en Italie, lui qui avait craint pour ses îles de Corse et de Sardaigne, proposait de participer à une expédition en Calabre, pourvu que sa possession du Roussillon lui fût définitivement garantie⁵.

Comme l'observera Guicciardini, « les alliés n'étaient pas unis par une amitié sincère et fidèle, car, pleins réciproquement d'ambition et de jalousie, ils ne cessaient pas d'observer assidument chacun les gestes de l'autre, empêchant de l'un à l'autre les desseins par lesquels à chacun d'eux aurait pu être accrue la domination ou l'autorité⁶ ».

¹ Cherrier, ouvr. cité, pp. 353, 368-369.

² *Ibid.*, p. 371.

³ Con dire che non ha pure un quattrino per la sua mensa ; *ibid.*, p. 374, note 2.

⁴ Commynes, VIII, n° XXV.

⁵ Cherrier, ouvr. cité, p. 421.

⁶ Non congiugneva già i collegati in amicitia sincera et fedele, conciocosachè, pieni trà se medesimi di emulazione et di gelosia.

Charles VIII avait promis de revenir, et il avait fait des préparatifs sérieux, en même temps qu'il créait pour l'administration du royaume, qui n'avait pas souffert de son absence prolongée, un vrai Conseil des ministres, sous la présidence du chancelier, établi à la façon de Chypre ou de Venise. Mais un accident amena dès 1498 sa mort, à vingt-sept ans ; s'étant cogné dans un couloir étroit la tête contre une poutre, sans que personne intervînt pour le relever, il s'éteignit dans quelques heures des suites de cette commotion dans ce château d'Amboise qu'il voulait transformer à l'italienne.

A ce moment, Venise, la grande puissance italienne de l'époque, était occupée par la nouvelle guerre contre les Turcs.

En 1490, le Sultan avait attaqué Tchrnoïévitch et s'était aperçu que l'appui vénitien ne manque pas à ce seigneur. En 1494, il arracha par une simple convention l'île de Céphalonie à la République, qui prenait possession du duché de l'Archipel¹. En Morée, en Albanie, en Dalmatie, il y avait presque chaque jour des froissements, des injures réciproques, aucun des deux Etats ne disposant d'une vraie autorité sur ses sujets, abandonnés aux anciennes pratiques de leurs autonomies plusieurs fois séculaires. Sur mer, les vaisseaux vénitiens et turcs s'affrontaient parfois en pleine paix et, à côté, des pirates, de toute espèce, travaillaient. Or, en 1499, malgré le succès d'une ambassade envoyée par la République pour faire la paix, il était évident que le Sultan désire mettre ordre à ce chaos, surtout en Morée, où ses pauvres possessions se trouvaient en face d'un ample domaine de Venise comprenant, avec les ports de Coron, de Modon, de Lépante et du Zonchio (le Junch des Catalans), Nauplie et Monembasie ou Malvoisie.

non cessavano d'osservare assiduamente gli andamenti l'uno dell'altro, interrompendosi scambievolmente tutti i disegni per i quali a qualunque di essi accrescersi potesse o imperio o riputatione.

¹ *Notes et Extraits*, V, p. 231, n° CCLIII ; p. 233, n° CCLVIII ; *Gesch. des osmanischen Reiches*, II, pp. 287 et suiv.

La guerre fut acceptée par la République, non sans appréhensions ; des processions implorèrent à Venise la miséricorde divine¹. La belle flotte vénitienne ne réussit pas néanmoins à battre dans les eaux de Navarin le ramassis de vaisseaux du Sultan. Aussitôt Lépante fut occupée. Devant le danger d'une nouvelle conquête turque, les Occidentaux réunirent une flotte internationale, qui comptait des voiles de Rhodes, quelques embarcations françaises de Provence ; la tentative qu'ils firent contre Céphalonie ne réussit cependant pas. Une nouvelle rencontre sur mer ne fut pas plus décisive. En août 1500 Modon, un des « yeux » de la République sur cette côte de la Morée, fut prise d'assaut, un événement qui eut presque autant de retentissement que la perte de Nègrepont, trente ans auparavant. Effrayés par le massacre des Modonais, Coron capitula aussitôt, de même que Navarin.

Cette fois, les Aragonais aussi se mirent de la partie. On vit leurs vaisseaux avec un chef comme Gonzalve de Cordoue dans les eaux des Iles Ioniennes. Il réussit, comme « un vrai citoyen de Venise² », à se saisir de Céphalonie. Mais, restés seuls, les Vénitiens n'eurent pas de succès à Sainte-Maure, devant se contenter d'avoir regagné pour quelques mois Navarin. Des contingents français, portugais même, s'ajoutèrent à la grande flotte de l'amiral di Pesaro, qui vainquit les Turcs dans les eaux de Lesbos. Mais regagner la Morée était d'une impossibilité absolue. La paix de 1503 reconnut en échange la seule possession de Céphalonie.

Le duc d'Orléans succéda, comme Louis XII, à Charles VIII³. Il avait à peine trente-cinq ans. Rompant son mariage avec la pauvre fille de Louis XI, Jeanne, il épousa la reine-veuve Anne de Bretagne. Puis, comme on devait

¹ *Notes et Extraits*, V, p. 249.

² Une lettre de condoléances de Maximilien, *ibid.*, p. 309, n° CCCLII.

³ Sur sa jeunesse De Maulde-la-Clavière, *Histoire de Louis XII*, Paris, 1889 et suiv., 3 vol.

l'attendre, le camarade du roi défunt dans l'expédition de 1494-1495 se prépara, pour son propre comté d'Asti, pour son duché héréditaire de Milan, à envahir l'Italie, où, de nouveau, presque tout le monde attendait quelque chose du Français qu'on pouvait employer aujourd'hui et chasser demain. Dès le début, du reste, il avait pris le titre complet de « roi de Sicile et de Jérusalem, duc de Milan ».

Etablie en Pouille, Venise convoitait maintenant Crémone et la Ghiara d'Adda. Mais, plus que cette extension territoriale en Italie, qui devait la dédommager de ses pertes en Orient, elle désirait, après l'annulation de la puissance napolitaine, briser l'autre bloc monarchique qui s'était formé dans la péninsule : l'héritage de Jean Galéas Visconti et de François Sforza. Comme le roi d'Aragon ne s'intéressait qu'aux choses de Naples et que Maximilien était aux prises avec les Suisses (jusqu'à la paix de Bâle, 1499), la Seigneurie trouva pour la première fois le chemin qui menait à la Cour de France. Le traité de Blois, signé en février de cette année 1499, fixait la façon dont sera partagé le duché. Cette fois, l'intervention française avait été dûment arrangée sous le rapport des alliances. Ni à Florence, ville de sympathies françaises, ni à Ferrare, le More ne trouva un appui : Trivulzio, l'Italien gagné à la cause de France, d'Aubigny, de la lignée des Stuarts, pénétraient dans l'Italie septentrionale, se réunissant aux stratiotes soldés par Venise sur l'Adda. Le duc de Milan prit ses trésors et s'enfuit en Allemagne, chez sa fille, la reine des Romains ; sa capitale se rendit ; un fils du duc évincé et tué par l'usurpateur se réunit à la suite royale. Louis fit une entrée solennelle dans la cité dont était venue son aïeule, Valentine, annonçant paternellement la réduction des impôts. Florence, Ferrare, Mantoue, Bologne vinrent lui présenter leurs hommages. Ayant laissé Trivulzio à la garde de sa capitale italienne, le roi, vainqueur à si peu de frais et, en apparence, définitivement vainqueur, s'en retourna dans ses Etats.

Alors, le More essaya de revenir, avec quelques Suisses et des bandes bourguignonnes. En février 1500, il revoyait son palais, mais la Confédération helvétique avait défendu la guerre fraternelle. Les soudoyers suisses ne donnèrent donc pas contre ceux que lui opposait la Trémoille. Après les derniers succès contre Novare, Ludovic voulut s'enfuir de nouveau, mais, pris, il alla, par Lyon, au château de Loches, où l'attendait pendant dix ans une captivité jusqu'à la mort, sort qu'il partagea avec son frère Ascagne.

Les affaires de Milan étaient réglées. Le centre de l'Italie, sauf ce que Venise avait occupé, à Rimini, à Ravenne, fut concédé à César Borgia, qui prit Faënza. Les petits seigneurs d'Urbino, de Montefeltro, d'Imola, de Camerino devaient disparaître devant cette Romagne érigée en principauté laïque. Son chef avait, bien entendu, la mission de collaborer contre la domination branlante des Aragonais de la branche cadette à Naples.

Dès le 11 novembre 1500, un traité avec Ferdinand le Catholique reconnaissait à la France, avec Naples, la Terre de Labour et les Abruzzes, alors que seul l'ancien duché de Pouille avec la Calabre devait appartenir, avec ce titre ducal, à l'autre roi.

Aussitôt, les Suisses, les Gascons de d'Aubigny, unis à Gonzalve de Cordoue, finirent de chasser le roi Frédéric, héritier de son neveu. On en fit, dans sa prison française, un duc d'Anjou titulaire jusqu'à sa mort en 1504. Ce sera en Espagne que bien plus tard, après un demi-siècle environ, s'éteindra le duc de Calabre, Ferdinand. A la prise de Capoue, les troupes françaises furent cruelles pour les vaincus.

Mais Louis ne vint pas dans son nouveau royaume renouveler le faste vain de son prédécesseur. D'Aubigny, son lieutenant, se trouva bientôt en conflit avec les Espagnols pour la possession des anciennes provinces byzantines, si souvent disputées au cours de l'histoire : le Basilicate, le Capitanate, le territoire de Bari. On se battit. Par deux fois la victoire resta aux gens du roi Ferdi-

mand : aux batailles de Seminara et de Cerignola, où fut tué le duc de Nemours. Sauf Gaëte, Venouse, S. Severino, tout le royaume appartenait à la branche aînée de la Maison d'Aragon ; en mai 1502, Gonzalve fit son entrée solennelle à Naples.

Cependant, les alliés italiens ne s'en émurent pas. Venise se renferma dans sa neutralité. Florence resta immobile. Comme Alexandre VI vint à mourir (avril 1503), et que César Borgia tomba malade, comme la candidature au trône pontifical du cardinal d'Amboise ne réussit pas, le Pape élu contre la volonté des Français, un descendant des seigneurs de la Romagne, della Rovere, Jules II, commença son règne avec la mission expresse de « chasser les barbares », tous les « barbares »¹.

Une aventure de César finit par son emprisonnement. Après la perte de Gaëte les restes de l'armée française s'ouvrirent difficilement le chemin du retour. Seuls les Gonzague de Mantoue étaient restés fidèles jusqu'au bout. Il n'y avait plus de Français qu'à Milan.

Mais l'Espagne victorieuse avait elle-même des questions intérieures à régler.

Du mariage des rois catholiques était né un fils, Jean, qui fut fiancé à Marguerite, répudiée par Charles VIII. Ce prince mourut dès 1497, laissant une fille qui devait être reine du Portugal. Jeanne, sœur de ce Jean, épousa le beau Philippe d'Autriche, fils de Maximilien et héritier de la Bourgogne et des Flandres, qui, resté dans son héritage, fut élevé à la française. Dès le mois de septembre 1504, le fils de Jeanne et de Philippe, qui portait le nom bourguignon de Charles, s'entendit avec Maximilien pour que celui-ci reconnût à Louis et à sa fille, du second mariage, Claude, le duché de Milan, mais cette princesse devait apporter à Charles de Bourgogne, de Castille et d'Aragon, en dot, avec le duché, Gênes et Asti, la Bour-

¹ Brosch, *Papst Julius II. und die Gründung des Kirchenstaates*, Gotha, 1878.

gogne et l'héritage breton de sa mère ¹. Car, comme Louis XII n'avait pas d'autres enfants, c'était la France elle-même, le groupe de pays réunis par la couronne française, qui servait d'objet futur dans les combinaisons matrimoniales.

Mais jusqu'à ce brillant héritage, Ferdinand, bien que déjà âgé, pensait à lui-même. Isabelle le devança dans le tombeau, et Jeanne devint reine de Castille, avec Philippe comme simple prince-consort. Il essaya de se substituer à sa femme. Contre Ferdinand aussi se dressa l'ambition de ce jeune prince qui réunissait à l'ardeur du Téméraire l'avidité des Autrichiens. Le vieux roi, qui épousa, pour avoir la Navarre, Germaine de Foix, s'était réconcilié, par le second traité de Blois, avec Louis XII. Or, Philippe mourut en 1506, et sa femme devint folle de cette perte. Ferdinand prit le gouvernement au nom de l'enfant Charles ; il pouvait être sûr de le garder jusqu'à sa mort.

Pendant ce temps, Jules II travaille en Italien. C'est lui qui est maintenant le « principe », et sur une échelle beaucoup plus large que le misérable César des Borgia. Il reprend pour l'Eglise Bologne, Pérouse, envahies depuis longtemps par des troupes de la dernière espèce. Malgré ses bons rapports avec la France, il pousse Gênes à la rébellion contre les représentants du roi et applaudit à l'avènement d'un doge tiré des bas-fonds de la population (1506). Louis XII vint, l'année suivante, en personne pendre cet outrecuidant. A Savone, il s'entendit avec Ferdinand qui revenait de Naples. Il s'agissait de détruire la situation prédominante des Vénitiens. Comme ceux-ci avaient refusé de rendre à l'Eglise Ravenne, Rimini, Faëenza, le Pape était secrètement de la partie. Et, comme Maximilien, qui se préparait de nouveau au cou-

¹ Voy. Leglay, *Négociations diplomatiques entre la France et l'Autriche durant les premières années du xvi^e siècle*, Paris, 1845, 2 vol. ; *Correspondance de Maximilien et de Marguerite d'Autriche*, Paris, 1839, 2 vol.

ronnement romain, ne fut pas admis à passer sur les terres de la République, un nouvel allié, brillant mais peu efficace, s'associa à cette ligue en formation. Elle fut préparée par la princesse Marguerite, qui en était arrivée à gouverner les Pays-Bas, sa patrie, et, en décembre 1508, à Cambrai, était signé l'acte secret qui dressait contre la fière République tous ses ennemis : il était question de lui reprendre la Dalmatie pour le roi de Hongrie, même l'île de Chypre pour le duc de Savoie¹. Ferrare, Mantoue s'y ajoutèrent. Florence, qui assiégeait Pise, était libre de regagner cette ancienne sujette de son pouvoir.

En 1509, Louis vainquit à Agnadel le condottière d'Alviano, commandant les forces de la République. Mais il ne poussa pas plus loin. Maximilien, qui était descendu sur Padoue et Vicence, perdit ces conquêtes du premier élan. Il était évident que Venise ne pouvait pas être ruinée. Mais, comme elle avait rendu au Pape les villes du Patrimoine, le représentant pontifical du sentiment italien n'hésita pas à lui tendre la main pour l'expulsion totale des « barbares » qui avaient fait, maintenant, tout leur devoir.

Or, Louis XII ne se laissa pas faire facilement. N'ayant pas de soucis napolitains, fermement établi à Milan, à Asti, à Gênes, il était lui-même un prince italien très respectable. Jules II avait promis à Ferdinand l'investiture pour le royaume de Naples, et il put donc s'appuyer sur cet autre grand souverain de l'Italie. Mais Maximilien s'unit à Louis, et ces deux rois, dont l'un avait l'héritage de l'Empire et l'autre la protection héréditaire du Saint-Siège, allèrent jusqu'à accomplir l'ancien projet de Charles VIII, de rassembler contre un Pape politiqueur, partial, intrigant, le concile général.

Déjà Louis avait convoqué à Tours ses évêques. Pour les grandes résolutions on choisit Pise. Jules n'en fut pas déconcerté, président, de son côté, un autre concile au

¹ En apparence, il n'était question que de pacifier la vieille querelle de la Gueldre et d'assurer au roi de France la possession de Milan.

Latran. Cependant, l'Eglise ne se leva pas contre son chef : rouvrir l'ère des discussions intérieures paraissait trop dangereux. Réuni à l'Angleterre même dont le nouveau roi, Henri VIII, avait épousé Catherine, fille de Ferdinand, le Pape, qui prit Mirandole personnellement et chercha à défendre Bologne, ne se borna pas à dénier au roi de France tout droit à la couronne de Naples ; il proclama la guerre sainte (1509-1510).

Un second duc de Nemours, Gaston de Foix, parent de la reine d'Aragon, fut mis à la tête de l'armée française travaillant en Italie. Il combattit à Bologne, à Brescia, contre les gens du Pape et ceux de Saint-Marc ; à Ravenne il remportait la victoire, lorsqu'il périt au milieu de son plus beau triomphe (avril 1512). Aussitôt après, les Suisses, mécontents de leurs payes, trahirent, et Maximilien, « offensé dix-sept fois par la France », passa à la Ligue.

En vain les prélats réunis à Pise passèrent-ils à Milan pour proclamer la déchéance du Pape. Le Saint-Siège s'était gagné Parme, Plaisance, Reggio ; il offrait à Venise Crémone et Brescia, bien qu'un Sforza, Maximilien, eût paru pour demander l'héritage du duché de Milan. Jules II finira en offrant la France elle-même à quiconque pourrait s'en saisir. Le « roi très-chrétien » c'était désormais l'Anglais. Le pontife batailleur, à la fibre dure, mourut, vomissant des malédictions contre celui qui avait été jadis le fils chéri et le sauveur, le bienfaiteur de l'Eglise (mars 1513).

Venise n'avait qu'un seul but : la possession de la marche occidentale de ses possessions. Or, ce Sforza qui portait le nom de baptême de l'empereur l'incommodait. C'était le fantôme même du « More » qui surgissait. Elle n'avait pas fait, certainement, la guerre pour cela. De nouveau, elle tourna casaque, s'unissant au roi de France.

Le Milanais fut repris, mais aussitôt, à la bataille de Novare, les Suisses gagnèrent une grande victoire sur les Français et pénétrèrent jusqu'à Dijon. Aussitôt la Picar-

die sera attaquée par Maximilien, qui vaincra à Guinegate et entrera à Tournai. Les Anglais parurent à Calais et à Téroouanne. Le concile de Pise se dispersa.

Le Saint-Siège avait gagné la partie.

Le poème chevaleresque dont l'Italie avait été le théâtre finit ainsi. Milan, Gènes, furent abandonnées pour le moment. Maximilien n'était pas un adversaire trop redoutable. La Navarre conquise tout récemment suffisait à Ferdinand. Et Henri d'Angleterre s'apparenta à Louis vieillissant, par le mariage de sa sœur Marie, promise à Charles, avec le roi de France¹.

L'Occident paraissait avoir regagné son équilibre.

¹ Voy. le recueil, déjà cité, de Champollion-Figeac, *Lettres de rois, reines et autres personnages des Cours de France et l'Angleterre, depuis Louis VII jusqu'à Henri IV, tirées des Archives de Londres par Bréquigny*, Paris, 1839, dans la « Collection de documents inédits », II, pp. 549, 557-558.

CHAPITRE V

La nouvelle société européenne au commencement du XVI^e siècle

Ces guerres fréquentes, d'Etat à Etat, sans aucun mélange de ces conflits intérieurs qui dorénavant, comme ce fut parfois le cas en France, menaient à l'échafaud les violateurs de la paix, — les pays d'Allemagne eux seuls cherchaient en vain, malgré l'établissement, de forme, des « cercles », le moyen de garantir la tranquillité publique, — n'entamaient pas essentiellement le grand procès qui faisait sortir toute une société, sans différence de pays, des pratiques et des goûts du moyen-âge, pour lui faire endosser, sous l'influence de ce qu'on croyait être la vraie antiquité, intégrale, un autre vêtement.

Ceux qui combattaient n'étaient qu'en faible partie les membres mêmes des grandes communautés sociales occidentales. On a pu le voir déjà par l'histoire de ces guerres de Bourgogne et d'Italie. Venise ne fait pas sortir devant l'ennemi ses propres citoyens : ce sont les stratiotes de l'espèce d'un Klada, Grec, d'un André Paléologue, de la même nation, d'un Boua, d'une lignée albanaise bien connue, qu'on emploie. On fait la guerre par ces mercenaires dont les poèmes dans leur langue même célèbrent les exploits¹, mais parfois, en soldats libres ou en guerriers colonisés, comme en Morée, ce sont eux qui provoquent, pour avoir leur gain, les hostilités que la République, qu'ils servent, ne désirait guère, et, sous ce rapport, ils

¹ Sathas, *Μνημεία ἑλληνικῆς ἱστορίας*.

ressemblent à ces janissaires, à ces spahis qui se lèvent tumultueusement, menaçants, en 1484, pour faire d'un bon Sultan aimant la paix le conquérant des ports moldaves de Chilia et de Moncastro. Le duc de Milan ne fait pas non plus marcher les bourgeois de ses cités ; le grand Hunyadi lui-même avait été un des soudoyers étrangers des Visconti qui ont précédé les Sforza, et l'argent gagné à Milan pour être prêté à son maître, le roi de Hongrie, est au commencement de son éblouissante fortune, presque en même temps qu'allant vendre à l'étranger sa vaillance et ses connaissances militaires un fils de Florence, bientôt marié à une Hongroise et maître des châteaux qu'il fait décorer par des artistes de chez lui, un frère devenant évêque de Nagy-Várad (Oradea-Mare)¹, Pippo Scolari, devient le comte de Temesvár, l'auxiliaire le plus précieux du roi et empereur Sigismond dans sa guerre défensive contre les Turcs, *Pippo Spano*. Le duc de Savoie, qui ne compte que sur ses chevaliers, les marquis de Saluces, de Montferrat, dans leurs nids subalpins où jadis Thomas III de Saluce avait écrit son roman français, *Le chevalier errant*, ne prennent aucune part à ces guerres d'égoïsme conquérant. N'ayant pas de quoi se payer des auxiliaires comme ceux qui donnent la victoire et réduit au concours de ses « barons », qui ne l'aiment pas, le roi de Naples, auprès duquel vivent cependant de grands condottières balcaniques, Jean Castriote, le fils de Scanderbeg, Etienne de Maramonte, de race serbe, succombe dans cet essai général des forces. Pour ce même motif, le Pape doit courber la tête devant quiconque fait marcher des troupes contre ces Etats dont Alexandre VI et Jules II ont eu l'ambition de faire une principauté ; ce n'est que par des combattants d'emprunt, qui se disperseront après sa mort, que le second pourra jouer son grand rôle héroïque, à cheval, la barbe — une innovation, qui vient de là — au vent des batailles.

En pays d'Allemagne, on a, — comme on le voit par

¹Hevessy, ouvr. cité.

les mesures prises dans des diètes locales pour obvier aux attaques turques en Carinthie, au Tyrol, et jusqu'aux portes de la Bavière, — toutes les difficultés du monde pour mettre ensemble le moindre manipule de guerriers. Maximilien, qui mendie les contributions des diètes, lesquelles lorsqu'il leur demande 9.000 hommes pour son couronnement, s'arrangent de façon à lui faire avoir à peine un tiers, et il ne se hasarde pas à partir, a pour chaque occasion une autre composition de ses troupes, et ce n'est que chez les Suisses de l'évêque de Sion, Mathieu, qu'il trouve un vrai concours ; mais ils entendent être ponctuellement payés de ses chers « *pochi danari* ». Ses pompes militaires, si brillantes, beaux cavaliers huppés de plumes, emmitouflés dans leurs pourpoints gonflés, montés sur des chevaux caparaçonnés, existent plutôt dans les gravures faites par Albert Dürer pour son *Theuerdank* et son *Weisskünig* : des conquérants dans les contrées de l'imagination.

Le caractère même des guerres françaises a totalement changé. La gendarmerie noble ne quittera pas le roi, entre autres parce qu'elle partage son opinion que tout cela est intéressant et beau. Ils sont dans la note de celui qui, enivré du bruit des armes, décrit « le plus bel esbat du monde et ce que jamais n'avoie veu et aussi bien et hardiement assaillir et combattre qu'il est possible ¹ ». La Gascogne donne des arbalétriers formés à la coutume anglaise ².

Mais, à côté, et surtout, il y a les Suisses, dont il est impossible de se passer. Pour les payer, le roi descendra aux emprunts de bonne grâce ou de force, comprenant aussi les bijoux de ses hôtes qu'il mettra en gage et ne rendra jamais.

Il est vrai que les Anglais combattent par leurs propres forces. La tradition de la guerre de Cent ans s'est encore conservée chez eux, pure de mélange. A Guinegate, ce

¹ *Lettres de Charles VIII.*

² Cherrier, ouvr. cité, II, p. 31.

sont eux qui ont vaincu, dans la « journée des éperons », sous le nom du roi des Romains. Mais le pays est pauvre, et on se risque difficilement sur le continent, tout en rêvant de Guyenne et d'autres conquêtes, qui paraissent de plus en plus impossibles. A l'autre bout de l'Europe, la Hongrie conserve son ancien système d'appel aux nobles, inauguré par Sigismond, et elle se tire d'affaire comme elle le peut, répondant aux raids tures par d'autres raids, sans pouvoir rien oser, même lorsque le roi le veut. En Pologne, enfin, il faut s'adresser à la diète, et c'est elle qui décide entre la convocation de la noblesse, ce qui demande du temps, et l'engagement des mercenaires, ce qui exige de l'argent.

Seules, les légions de l'Espagne font exception à la règle nouvelle. Là-bas, c'est l'indigène qui combat. A la prise de Grenade, il y a eu comme une concentration nationale qui a résisté pendant deux ans à toutes les épreuves. Et à la bruyante cavalerie française d'un Montpensier, d'un d'Aubigny Gonzalve de Cordoue oppose les durs montagnards de l'Aragon, réunis d'une façon permanente autour de sa personne. Seulement, ce sont de toutes petites armées, représentant un faible appel aux forces de la nation, qui n'est mobilisée que pour l'œuvre de croisade.

Elles sont aussi très peu cruelles, ces guerres dans lesquelles, d'un groupe de mercenaires à l'autre, on se ménage. Si on coupe les têtes, ce sont les Albanais¹. On se garde bien de détruire. Lorsque les Suisses pillèrent et massacrèrent jusque dans les églises, sous les drapeaux de Charles VIII, on en frémit. « Le carnage », dit un des témoins, de cette armée elle-même, « fut un des plus horribles qu'on vit jamais². » On s'indignera à Rome devant « les pilleries et rançonneries qu'on fait, dont punition

¹ Cherrier, ouvr. cité, II, p. 30.

² *Ibid.*, II, p. 120.

ou réparation n'est point faite ¹ ». A Naples, les Suisses ne participèrent pas à l'entrée ². C'est pourquoi la conduite des Turcs suscite une indignation générale lorsqu'on apprend les représailles exercées à Otrante ou à Modon sur la population, avec les évêques sciés en deux, les commandants décapités, les holocaustes des habitants qui n'ont pas combattu ³.

Dans les villes qui, ordinairement, aussitôt attaquées cèdent, sans rien de l'énergie féroce dans la résistance qui caractérise le moyen-âge, parce que maintenant rien ne subsiste de cette autonomie réelle, intangible qui en faisait des organismes vivants, on travaille, on trafique, on goûte le plaisir. On le voit bien surtout en Italie, où les réceptions sont splendides. La « politique » n'intéresse plus ; on n'appartient plus à un seul parti ; les haines entre Guelphes et Guibelins sont renfermées maintenant dans les seules pages des vieilles chroniques et dans les vers vibrant de passion d'un Dante. On sort en foule à la rencontre de Charles VIII, chevauchant la couronne sur son chapeau blanc, et on le juge « très laid sauf la vigueur et la dignité des yeux ⁴ ». On acclame le lys de France, d'or sur l'azur, avec l'exergue : « libertas » ; tout cela excite et amuse. On a longtemps applaudi aux prêches de Savonarole, si intéressant, si captivant sous la vaste capuce brune, avec ses grands yeux dans le visage émacié et cette lèvre inférieure saillante comme de dégoût pour la corruption du siècle ; lorsqu'on le convaincra d'hérésie et les flammes du bûcher mordront à son corps de martyr, on accourra de même, — sans cette pitié profonde qui accompagne à Rouen le supplice de la Pucelle, — parce que le spectacle est beau ⁵.

¹ *Ibid.*, p. 83.

² *Ibid.*, p. 129.

³ *Geschichte des osmanischen Reiches*, II.

⁴ Se tu gli lievi il vigore e la dignità de gl'occhi, brutissimo (Guicciardini, p. 64).

⁵ Voy. Pasquale Villari, *Storia di Girolamo Savonarola e de' suoi tempi*, Florence, 1888, 2 vol. ; Niccolò Macchiavelli *e i suoi tempi*, 4^e éd., Milan, 1927, I, pp. 260 et suiv.

Ce n'est pas cependant le domaine où auront lieu les grands changements. On ne bâtit plus de cathédrales, la vie qu'elles représentaient dans leur splendide élan, dans leur affirmation solennelle, s'étant lentement épuisée. Comme on végète maintenant sous le lieutenant royal et ses agents, comme ceux-ci, prévôt et échevins, juge magne et autres, servent plutôt au décor, la France, la grande créatrice d'églises gothiques, jusqu'aux édifices flamboyants du xv^e siècle même, ne donnera plus rien. Mais ce ne sera pas non plus dans l'enceinte de ces murs, qui servent désormais si peu sans une garnison du roi, qu'éclora un nouvel art.

On pourrait croire qu'il en est autrement des Républiques italiennes. Gènes est déchue, — mais pour le moment, car les Doria, autre chose que les marchands de drap bombardés doges vers 1500, lui donneront un magnifique regain de prospérité matérielle et d'art, en rapport avec la domination espagnole, éternisant leur nom sur la façade en marbre des églises restaurées, et une ville de palais tout nouveaux en sortira alors. A Florence, ce ne seront pas les simples bourgeois qui bâtiront, et les édifices d'un nouveau style ne représenteront pas le caractère général de la cité, qui, cependant, dans un autre domaine, s'honore d'avoir ouvert la voie par la coupole du dôme, œuvre d'un simple joaillier et sculpteur, Philippe Brunelleschi († 1444), par les belles œuvres de la Sacristie de S. Laurent, par les petites églises de Sainte-Marie-des-Anges et du Saint-Esprit, par l'Hôpital des Innocents, ainsi que par les portes d'un Ghiberti, par le geste librement élégant du David de Donatello dans son *bargello*. Venise fait peindre sur de larges toites, du plus haut intérêt historique, une vie dont le caractère sera bientôt changé : façade de Saint-Marc, avec les vieilles mosaïques byzantines aux couleurs fanées sur le fond d'or pâle, ponts de bois, fourmillement des foules sur la grande place, passage des processions riches de brocart et de velours, de soie et d'or sous les bannières. Cependant sur ses *campi*, devant les églises à la mode ancienne, un Gattamelata sera modelé par ce grand sculp-

teur de saints florentins, Donatello († 1466), un Andrea Verrocchio († 1488) fera surgir Colleoni fièrement campé sur un cheval qui paraît pris aux bas-reliefs romains. Mais, sauf cette basilique byzantine de l'apôtre et la profusion des marbres rares, des ornements polychrômes, l'aspect de la ville magnifique reste « gothique », moyen-âgeux. En Allemagne, dont les cités sont admirées par Enéas Sylvius, qui en détaille emphatiquement les beautés, on file la vie à l'ancienne, et rien ne se mêle encore au caractère sévère, heurté des bâtisses de Castille et d'Aragon, où on sent encore l'état permanent de siège et de guerre offensive devant l'ennemi.

Il faut chercher ailleurs l'innovation dans le cadre et dans les coutumes, dans les pierres et les ornements aussi bien que dans les rapports sociaux et dans les âmes.

D'abord, il est bien certain que ni les flagellants, ni saint Antonin, ni Catherine de Sienne, ni Brigitte de Suède, ni Vincent Ferrer et les Célestins de Paris, ni Capistrano et Savonarole n'ont été des isolés de la parole et de l'action, alors que, dans la façon matérielle de rendre l'esprit du temps, rien n'avait été changé. Il y a, et non pas seulement dans cet Occident italien d'Orca-gna, de Duccio, de Giotto, mais à travers le monde entier, un grand courant de foi nouvelle avec une pointe de mysticisme, un regain de jeunesse et de fraîcheur franciscaine, de confiance dans la vérité et la beauté des choses.

Le quatorzième siècle a été doucement fleuri de cette éclosion spontanée. Le quinzième ne s'est séparé que dans les classes supérieures, d'une érudition recherchée, de ce grand courant vivificateur. Il faut penser aux processions vénitiennes lorsque la guerre turque, redoutée, se déclencha de nouveau, à l'ardeur des prédicateurs de croisade, des fauteurs de projets, des illuminés qui fixent la date précise où l'Empire des Sultans cessera d'exister et pour la chrétienté entière s'ouvrira une ère de paix et de prospérité. Ces dessins naïfs de la pensée politique

correspondent aux Madones, d'une délicate piété, des trois Bellini, surtout de Jean, si sévèrement douces et d'une si sereine majesté, Vierges de Byzance, qui cependant regardent, sentent et comprennent, à celle de Crivelli dont les roses accumulées, la richesse des fruits triomphants chantent la gloire, aux envolées d'anges autour de la mélancolique Madone de ce « savant » dans son art qui fut le beau-frère des Bellini, Andrea Mantegna († 1506). Dans l'adoration des Mages d'un Gentile de Fabriano, qui présente un ensemble de toute la vie contemporaine, avec ces rois d'Orient, vêtus en empereurs byzantins, se rendant au concile de Florence, la Vierge reste de la plus pure inspiration sincère, l'enfant a un geste d'adorable curiosité, se penchant vers les dons accumulés des pays fabuleusement riches, et il y a une note de sainteté dans le sourire de la femme qui accompagne la Madone. Le tragique de la Bible, l'émotion des Évangiles animent ces autres fresques, de Masaccio, précurseur mort si jeune, en 1428 déjà. L'or se mêle au bleu pâle, au rose le plus idéal dans les toiles de celui qui nous a transmis seulement son nom séraphique et l'indication de sa profession franciscaine, Frà Angelico de Fiesole († 1455). Dans les petites villes aux sanctuaires recherchés, à Prato, à Spolète, où travaille Filippo Lippi, à Arezzo, à Orvieto, patrie de Luca Signorelli, cet élan très pur, sans rien de « métier », continue. Il passe même dans les centres importants, par les travaux de Signorelli lui-même (1523) et de Ghirlandajo († 1494) : à la Trinità et à Sainte-Marie-Nouvelle de Florence, à la bibliothèque du dôme de Sienne, aux SS. Apôtres même de Rome. Quelques effluves qui en viennent font le charme dans les ouvrages de décoration en majolique d'un Desiderio da Settignano, d'un Benedetto da Majano, d'un Mino de Fiesole, et surtout des trois membres de la famille des della Robbia.

Mais ceux qui feront surgir un nouvel art, qui le réclameront pour leurs palais, pour leurs rares et maigres fondations religieuses, pour recouvrir les murs de leurs

résidences de fresques, pour les enrichir de toiles, pour les remplir de travaux d'orfèvrerie, ce seront les princes. L'époque, sous ce rapport aussi, leur appartient.

Ce n'est pas par une nécessité qu'aurait provoquée la déchéance de l'art français du moyen-âge — l'Italie, il est vrai, l'avait adopté avec une certaine gaucherie et incertitude, — qu'une nouvelle architecture, décalquée sur celle des anciens, surgit. Un théoricien se chargea, pour un de ces petits princes de l'Italie moyenne qui ne pouvait pas se manifester sur d'autres terrains, d'élever un édifice de proportions médiocres, mais selon le sens d'harmonie des Grecs. Léon Battista Alberti, l'écrivain latin, donna à Rimini, où subsistait l'arc de triomphe d'Auguste, pour la « divine Isotta », l'amante du Malatesta qui y régnait, la *chiesetta* de Saint-François. Il travailla aussi à deux églises de Mantoue, pour les Gonzague, sans oublier de donner à Florence une chapelle et un palais. Se fondant sur des calculs de lettré, Palladio créa l'admirable maisonnette de plaisance à Vicence et la Basilique, qui, plus que toute autre œuvre, ont éternisé son nom.

Chez les Gonzague et chez des princes guère plus importants et plus riches que ceux-là dont un parent devint condottière au service de Venise, d'autres possibilités de travail se présentent. Le Pape Pie II voulut que sa vie fût retracée de la main bénie de Pinturicchio, et à Mantoue même Mantegna déploya toute la richesse de son talent dans les fresques de la *Sala degli Sposi*. A Urbino, un Dalmatin, Lucien de Lovrana, créera une gracieuse église de type mixte. Les d'Este à Ferrare, Borso et Nicolas, voulurent avoir leurs statues, et ils pensèrent à une école de peinture. Ce n'est que plus tard, pendant ce xvi^e siècle, que Parme emploiera le talent harmonieux du Corrège et que le palais Fantuzzi, d'une plus riche ornementation, s'élèvera à Bologne.

Puis, voici les riches de Florence qui veulent avoir leurs habitations somptueuses sans rien du vieux décor gothique ; les lignes « pures » de l'antiquité réapparaissent

dans les façades à registres carrés, coupées d'une série d'ouvertures parfaitement égales et strictement parallèles. Avec la maison Rucellai on aura le palais Pitti, dont le premier plan avait été formé par Brunelleschi et que finit Manetti. Benedetto da Majano, aussi architecte, car on est avant tout technicien, capable de tout, élève aux Strozzi une splendide demeure du même caractère, malgré quelques fenêtres gothiques oubliées ; il ira bâtir à Rome la masse importante du Palazzo Venezia, après que le Palais de la Chancellerie avait déjà rangé ses ornements gréco-romains. La maison des Médicis est due à Michelozzo, un sculpteur de tombeaux à la manière gothique. Baccio Agnolo († 1543) ne viendra que plus tard pour élever la belle masse proportionnée du Palais Seristori.

Comme Florence, même sous le règne pontifical du Médicis Léon X, qui restaura les siens dans sa cité natale, ne reviendra pas de sitôt à sa première floraison, ces artistes, qui sont des « artisans », de grands et humbles artisans en quête de commandes, sans attache à tel ou tel endroit de l'Italie, à l'Italie même, qu'ils sont prêts à échanger pour une patrie plus rémunératrice, s'en iront ailleurs, la tête pleine de projets, la main riche de merveilles.

Déjà, lorsque le Pape Nicolas V voulut refaire Rome abandonnée et négligée, un Italien au nom grecisé, Filaretto, auteur d'un « de re aedificatoria », avait orné la porte de Saint-Pierre. C'était presque l'époque où, pour le grand « tyran méridional », Alphonse V, Pietro di Martino élevait un arc de triomphe de tout point admirable¹. Alexandre VI recourut au même Pinturicchio pour les fresques de ses appartements des Borgia. Avec la Chapelle Sixtine, de Sixte IV, Ghirlandajo lui-même, Pinturicchio, le doux, le maniéré Botticelli furent appelés à leur tour pour fournir leur part à ce chef-d'œuvre de

¹ D'après le *Skizzenbuch* de Nohl, dans mon opuscule *Istoria artei medievale și moderne*, Bucarest, 1923, p. 159, Pisanello avait travaillé pour Jean VIII, Esaïe de Pise pour le tombeau d'Eugène IV.

l'art nouveau. Pinturicchio fut payé par les della Rovere, dont vint Jules II, pour des peintures à S. Maria del Popolo. Pollanello fut chargé du tombeau de Sixte. Bientôt, pour la réfection du Vatican, fut appelé Bramante († 1514), d'Urbino, qui montra ses talents dans la vaste bâtisse de S. Laurent in Damaso, de la même cité pontificale. On travaille, pendant toute cette époque de réfection, à S. Lorenzo, à S. Maria degli Angeli, à S. Maria del Popolo (dès 1487), à S. Giacomo dei Fiorentini, où fut employé le tout jeune Sansovino, et, à côté, des villas s'éleveront, pour les Farnèse, pour « Madame », Renée de France, pour les Médicis.

Toute une génération de grands artistes s'était formée au milieu des luttes qui déchiraient leur patrie. Celui qui les dépasse tous par le superbe élan de son génie créateur, capable de toutes les hardiesses et toujours à la recherche d'un nouveau secret de la nature et de l'art est sans doute le robuste artiste et savant, mathématicien, ingénieur, architecte, sculpteur, peintre, bien supérieur, comme ensemble, à tout ce qu'il a fourni d'éléments dans toutes les directions, Lionardo da Vinci. Il avait commencé à Milan, où il poursuivit, par-dessus tous les changements et toutes les tragédies, à côté du More et après lui, jusqu'en 1499, laissant le grand souvenir de la Madone dans la caserne et le monument de sa foi miraculeuse dans la « Cène », essayant de rivaliser avec son maître Verocchio, et, ce qui était beaucoup plus facile, pour la statue de François Sforza ; c'est là aussi qu'il découvrit le mystère d'âme compris dans son portrait de Monna Lisa, la « Joconde ».

Mais il ne fut pas attiré par le Saint-Siège, ni même par Florence dont il avait voulu glorifier les gestes dans la grande Salle du Conseil. Le sculpteur de Jules II était un Florentin, tout aussi grand créateur que ce Lombard dont il n'avait pas le sens pour les choses intimes ni l'émotion profonde, sans compter la large compréhension ouverte à tous les problèmes et avide de toutes les possibili-

tés, mais d'une rude énergie de cyclope géant, torturé par la faim de créer grand et fort. Ce maître, attiré, caressé, rebuté, chassé, persécuté, rappelé fut Michel-Agnolo des Buonarrotti, qui paraissait avoir hérité des visions dures et cruelles du Franciscain brûlé sur le bûcher. Elève du doux Donatello, il lui opposa un autre David, qui dépasse aussi celui, plus vivant, de Verocchio. Dans tout ce qu'il fait, il y a un immense frémissement tragique : sa Madone sera représentée au moment où le cadavre livide du Fils est sur ses bras endoloris (la Pietà) ; les Prophètes, les Sibylles, les Apôtres, le Dieu d'Israël prendront des proportions de colosses aux prises avec l'impossible d'une création chaotique ou d'une étreinte meurtrissante. Devant préparer le tombeau du Pape condottière, il dressa des esclaves forts comme des caryatides et un Moïse capable d'écraser le monde du poids de ses muscles crispés, comme ceux de Laocoon aux prises avec les serpents. Il « sculptera en couleurs » les sublimités et les horreurs de la Chapelle de Sixte IV, représentant la Création et les premiers chapitres d'une terrible Histoire Sainte magnifiée par une imagination exaltée ; il en revint comme d'un voyage à l'autre monde, sans un Virgile pour le conduire à travers les tragédies terrifiantes du surnaturel.

Il avait fini, maudissant les hommes dans ses lettres et burinant des vers dans l'airain de ses sonnets, en 1512 ; il ne reviendra que plus tard, après avoir taillé à Florence les grandes figures du tombeau des Médicis, avec les allégories, énormes et tristes, du *Matin et du Soir*, du *Jour et de la Nuit*, avec le portrait impressionnant de Julien l'assassiné, et cette fois le délire de sa rêverie dramatique fera descendre l'image même de l'humanité foudroyée dans la grappe de corps que précipitent dans l'enfer les foudres du Jugement Dernier. Sa façade de Saint-Pierre, jugée trop simple, n'a pas été exécutée.

Trois ans avant son premier départ, Rafaël Sanzio, d'Urbino, élève de ce maître de Pérouse aux douces figures de Madone dans une coloration claire de joyeuse

fresque qu'on appelle le Pérugin, avait reçu le mandat de peindre les *stanze* du Vatican. Résumant tout ce que ses antécédents avaient arraché à la technique, il présentera l'histoire même de l'Eglise, dans ses différentes phases, par des scènes colossales où, à travers la théorie infiniment variée des personnages, ou de leur artistique enlacement, on cherche seulement en vain ce point culminant dans lequel devrait se résumer l'acte du drame.

On peut dire que c'était la dernière grande œuvre de cet art d'un si rapide et si brillant développement. Déjà, avec Rafaël lui-même, avec Andrea del Sarto, avec Bernardino Luini, la peinture à l'huile, sur des toiles destinées aux autels, gagne tout le terrain, attendant le moment où Venise, qui avait passé à la Renaissance par l'Ecole de Saint-Marc (1485), par les travaux de Sansovino au Palais gothique des Doges, à la Zecca, à la Libreria, par l'église de S. Zacharie et celle du Redentore, plus tard par S. Giorgio Maggiore, voudra elle aussi se mettre au courant de l'époque, avec la glorieuse trinité du profond Titien, du splendide Véronèse et de l'abondant Tintoretto.

Dans ces centres ornés des merveilles de l'art nouveau, la vie sociale n'a pas partout le même caractère. Rome a vu les gambades des courtisanes nues sous la famille, tout de même infâme, des Borgia, mais bientôt les mœurs changeront, et le luxe de Léon X a un caractère d'élégance et de discrétion qui porte bien la marque de Florence. Sous le More et sous Maximilien Sforza il n'y a pas de vie de Cour à Milan, alors que la Savoie paisible se livre aux plaisirs de l'esprit. Venise est encore trop prise par les guerres, Naples trop éprouvée par les malheurs pour participer à cet élan vers d'autres façons de vivre. Les seuls princes de cette région plus heureuse qu'est l'Italie centrale se consacreront à cette mission d'entretenir et de répandre une civilisation de souriant prestige.

En France, les Italiens, même les Orientaux de la Renaissance, étaient depuis longtemps des hôtes choyés.

Sans faire plus que rappeler encore une fois Thomas et Christine de Pisan, il faut tenir compte du voyage en France de Galeotto Marzio (Martius), engagé pendant quelque temps par le Corvin de Hongrie, de l'enseignement du grec par Georges Hermonyme de Sparte, par Lilio Gregorio Tiphernas, du latin par Tranquillus Andronicus de Dalmatie, qu'on retrouve dans cette même Hongrie¹. Charles VIII fut émerveillé du spectacle de la vie italienne triomphante au milieu des menaces et des secousses périodiques, et il le dit d'une façon enthousiaste : « les planchers de Beauce, de Lyon et d'autres lieux de France ne sont en rien approchans de beauté et de richesse ceulx d'icy ; c'est pourquoy je m'en fourniray et les meneray aveques moy pour en faire à Amboise ». Il était occupé à refaire ce vieux nid gothique, lorsque la mort le prit dans les couloirs solitaires de ce château même.

Louis XII, de descendance italienne par sa mère, duc de Milan de naissance, bien qu'il ne passât que quelques mois en Italie, voulut en transporter les progrès littéraires et artistiques dans son royaume à lui. En 1508, Jérôme Aleandro était à Paris, pour professer le latin, le grec, l'hébreu, les mathématiques, la physique et la médecine ; il publia un fameux Lexique, fut recteur de l'école fondée par le roi pour revenir ensuite chez les siens, auprès de Léon X². C'est sous la protection de ce prince que Balthazar Castiglione écrit ce « livre d'or » qui est *il Cortigiano*³. Dès 1507, Lionardo da Vinci était décidé à échanger l'Italie avec cette autre patrie.

Il s'agit ici uniquement de rebâtir, de transformer. La nouvelle architecture se moquera du « gothique » démodé dont elle cachera les âpres contours imposants sous ses harmonies, mais aussi sous ses faciles habiletés et sous ses trucs vulgaires. L'école de peinture, celle de sculpture étaient trop anciennes et trop florissantes pour pou-

¹ Gaillard, *Histoire de François I^{er}*, 2^e édition, V, pp. 52, 61-62.

² *Ibid.*, pp. 62-63.

³ *Ibid.*, pp. 68-69.

voir être remplacées dans le rôle qu'elles s'étaient gagné. Dans les proportions mêmes de la miniature Jean Fouquet est sans doute un grand peintre, et, après les glorieux Bourguignons, comme Claus Sluter, Ligier Richier représente avec honneur la tradition locale. Du côté flamand de la « Bourgogne » des ducs, on a, après Rogier de la Pasture ou van der Weyden, Hans Memling († 1494) et Dick Bouts.

L'Allemagne, elle, reste résolument dans les anciennes traditions. Les travaux exécutés à Torgau pour la Maison de Saxe, à Berlin pour les Hohenzollern sont de proportions médiocres et de faible valeur ; la bourgeoisie ne s'élève pas à de plus hautes aspirations et à des goûts plus difficiles. A Ulm, les peintres travaillent, de même qu'à Nuremberg, seulement pour les retables de bois des autels. Dans cette dernière ville s'est formée une école de sculpteurs en métal, qui s'enorgueillit des noms d'un Adam Krafft, d'un Peter Vischer, d'un Veit Stoss (tous trois morts au commencement du xvi^e siècle). Mais, malgré leurs voyages à l'étranger, même en Italie, à Venise, à Padoue, ces artisans germaniques ne font que reproduire, comme dans cette châsse de S. Sébald à Nuremberg, des ornements gothiques pareils à ceux qu'on voit dans les tombeaux des Papes du xiv^e siècle. Des portraitistes comme Burgkmair, qui lui aussi connaît l'Italie, comme Lukas Kranach, comme Hans Holbein († 1515), iront chercher du travail ailleurs. Dürer seul († 1528), qui s'est formé en partie chez les Italiens, mais dont l'imagination dépasse de beaucoup celle des peintres d'outre-monts et qui a toujours un sens supérieur du tragique, une puissante poésie intérieure, restera fidèle au pauvre roi des Romains Maximilien, qui se fit forger un lourd tombeau, plein de figures généalogiques, dans la cathédrale d'Innsbruck. Avec les Flamands Luc de Leyde et Quentin Matsys il conserve à l'art du moyen-âge le respect et la piété qui lui étaient dûs et ose s'inspirer des réalités qui sont sous la main.

Mais, dans ce pays où la richesse appartient à quelques

familles privilégiées comme les Fugger d'Augsbourg, il y a un mouvement de l'art, confondu souvent avec la simple technique, vers les masses populaires, qu'on chercherait vainement ailleurs. L'imprimerie, résultée peut-être des pratiques de la reliure, qui fut essayée à Avignon par l'Allemand Waldfoghel¹, puis définitivement découverte et industrialisée sur le territoire illustré par les « Frà Angelico » de la peinture allemande de la fin du moyen-âge par un Fust et un Schoiffer, et enfin popularisée par un Jean Gutenberg, l'impression par caractères mobiles, d'abord travail d'orfèvre, de fabricant de poinçons, fut, au commencement, non seulement un secret gardé avec soin, mais aussi un avantage pour les humbles lecteurs du « manuscrit » à bon marché, enluminé ensuite à la main². Des Allemands l'apportèrent à Paris³, d'autres, avec les relations fréquentes de ce côté, à Venise. En même temps, aux foires, plus importantes ici que dans d'autres pays, on vit paraître les premiers produits d'une gravure aux sujets religieux et moralisants, satyriques aussi, qui fut un bienfait pour les âmes populaires, élevées ainsi dans la beauté unie à la religion : on peut dire que ces bois préparèrent le chemin à la grande vulgarisation de la foi chrétienne par la Réforme qui ne devait pas tarder. Les initiations populaires qui avaient fait jadis la gloire des pays romans, sevrés désormais, par la monarchie, de toute originalité d'en bas, paraissaient s'être réfugiés sur cette pauvre terre de Germanie, où les guerres étaient rares et dont la douce anarchie ne pesait pas autant aux humbles.

Ces phénomènes populaires apparaissent, du reste, un peu partout, avec une curieuse contemporanéité.

Il y eut d'abord, dès 1514, un mouvement en Hongrie.

¹ Les premiers essais, infructueux, de Gutenberg sont cependant de 1439.

² Gaillard, ouvr. cité, V, p. 59.

³ Cf. aussi le compte rendu du Congrès du livre, à Paris, pp. 372 et suiv. (communication de M. P. Gusman).

Au milieu des Serbes transplantés surgit un empereur populaire, le Tzar Ivan. Comme à l'époque du mouvement paysan, sous l'empereur et roi Sigismond, il rencontra aussitôt de nombreux partisans fanatiques. Des comtés entiers tremblèrent devant ces bandes de jacquerie internationale, Slaves et Roumains collaborant à la sanglante œuvre de revanche. Il y eut ensuite la rébellion du Szekler, donc un paysan libre, Georges Dozsa, qui, entouré de combattants de la même classe, rêva peut-être de la couronne qui fut posée rougie au feu sur le front de ce martyr des premières secousses sociales dans l'Est chrétien de l'Europe.

En Orient musulman, le soulèvement populaire, contre tout pouvoir monarchique, et même contre toute autorité, eut un caractère aussi véhément, mais les résultats atteints furent sensiblement plus importants. Ils produisirent une création politique durable.

Chah-Couli, le meneur de ces « pauvres » de l'Islam, parut dès la fin du xv^e siècle en Asie Mineure, exerçant une influence mystérieuse sur les campagnes, qui lui donnèrent bientôt une armée. Il descend jusqu'au rivage de la Mër à Satalie ; la Caramanie est envahie par ces fanatiques qui avancent, d'un autre côté, jusqu'à Koutayeh. Et de la semence de cette révolution manquée se nourrit bientôt la nouvelle royauté persane de Chah-Ismaïl, qui lève l'ancien drapeau de guerre contre les Occidentaux, au nom d'Ali, l'héritier persécuté et assassiné du Prophète. Une vraie concentration chiite, invincible, se forme autour de cet apôtre armé du schisme, et le sounnitisme ottoman, l'islamisme intégral des Sultans sera arrêté pendant plus d'un siècle sur cette frontière, débattue entre tant de formations politiques et de races, de l'Euphrate.

Mais, dès 1517, le monde germanique se lèvera lui aussi contre la lointaine Monarchie romaine des Papes, qui lui vend des indulgences pour contribuer à la réfection de la capitale du catholicisme. Il y a comme une

irritation générale contre les dominicains, cependant Allemands eux-mêmes, qui font avec cynisme ce trafic. On n'entend plus aider à des guerres comme celle de Jules II, soutenir de « saintes » entreprises qui ne cherchent qu'à rendre à l'Eglise ses villes perdues, comme, tout récemment, Modène, arrachée aux d'Este et détenue momentanément par l'empereur. Le rêve de la croisade s'étant définitivement évanoui, les auteurs de projets ayant arrêté leur plume, on ne comprend plus le sens de cet impôt infligé à toute la chrétienté pour des buts qui ne la regardent pas. Il suffira d'une discussion universitaire sur la légitimité de ces aumônes imposées, du tempérament fougueux d'un docteur, fils de paysan, habitué à mener rudement l'assaut des « thèses » et des « antithèses », comme Martin Luther, pour que le feu prenne à tout ce matériel inflammable, — un feu inex-tinguible.

Et, trouvant les grandes puissances mondiales occupées à une nouvelle et grande lutte qui réclame toute leur énergie et épuise tous leurs moyens, quelque chose de très grand en sortira, et non seulement pour l'Allemagne.

CHAPITRE VI

Lutte pour l'Europe moderne entre François I^{er}, Charles-Quint et le Sultan Soliman.

Il n'était plus question, depuis longtemps, de la croisade contre les Turcs. Leurs provocations avaient cessé sous le règne du doux Bajazet vieillissant. Au lieu de continuer une offensive qui n'aurait plus eu de but naturel, — car, d'après les modèles de Constantin et de Justinien, de Maurice et de Tzimiskès, enfin des Comnène, l'Empire byzantin était rétabli, — le Sultan avait dû défendre son trône même contre un nouveau prétendant de son propre sang, contre un successeur qui voulait devancer son heure.

On a déjà remarqué l'impatience malade qui poussait à cette époque de sauvage passion du pouvoir les fils contre leurs pères : Louis XI contre Charles VII, Charles le Téméraire contre Philippe le Bon, le jeune duc de Gueldre contre le vieux, même Philippe le Beau contre Ferdinand le Catholique. Un phénomène pareil se passe dans l'Empire des Sultans.

Des nombreux fils de Bajazet, le plus hardi, Sélim, ne voulut pas rester trop longtemps sandchac à Trébizonde, à côté de ses frères, remplissant, comme les anciens satrapes perses, des fonctions semblables. Il passa chez le Khan des Tatars dont il avait épousé la fille et se saisit des ports moldaves. Il s'était taillé ainsi un royaume européen à lui. Avec ses deux beaux-frères, il se dirigea, en 1511, contre la capitale ottomane. Il fut vaincu à Tchorlou par son père, qui avait déployé

l'étendard du Prophète pour mieux tenir à ses côtés des troupes déjà habituées aux révoltes.

Le vaincu sut cependant se gagner, du père réconcilié, toute une vaste province s'étendant à l'Ouest jusqu'à la Semendrie serbe. Bien décidé à ne pas laisser toucher à son droit, il apaisa un de ses frères par des promesses, et, lorsque l'autre se présenta pour lui disputer l'héritage, il entra de force à Constantinople et fit demander par la meute furieuse des janissaires l'abdication de son père. Le vieillard se soumit à cette honte suprême, mais il en mourut (1512). Quelques mois plus tard, au bout de deux campagnes en Asie Mineure, Achmed, un nouveau Dchem, plus beau et plus brave que celui-là, fut battu, pris et tué. Le frère ami n'eut pas un meilleur sort que le concurrent. On égorga presque toute l'engeance. De nouveau, il n'y avait comme descendants d'Osman que, si on ne compte pas les trois fils d'Achmed, condamnés à mourir en exil chez le Soudan, celui qui régnait et son jeune fils, Soliman, élevé en empereur.

Un terrible maître commandait à Stamboul, inexorable à l'égard de ses parents et de ses meilleurs serviteurs. Mais les voisins européens n'avaient pas à craindre ce sombre chevalier dont le coursier s'appelait « Noir Dessin ». La Hongrie eut enfin sa trêve ; contre les Polonais il y avait la bonne garde, l'offensive même des begs de frontière et des Tatars ; le successeur du Moldave Etienne, un ennemi des Polonais et une victime de ces Tatars, n'était pas à craindre : son tribut arrivait aussi régulièrement à la Porte que celui des Valaques, pris par des conflits intérieurs ou occupés d'œuvres de religion et d'art pour toute la chrétienté grecque de l'Orient. Venise, qui n'avait pas hésité à demander le concours des Turcs pour garantir ses possessions de Pouille, paya annuellement son repos de ce côté, qui lui permettait de prendre une part si active aux intrigues de la péninsule.

Le Chah, l'appui de la majorité chiite en Anatolie, puis

le Soudan, l'ancien ennemi, devaient être détruits avant de risquer une tentative d'impérialisme en Europe. C'était la ferme décision de Sélim, et il ne tarda pas à la mettre en pratique. Deux campagnes suffirent pour mettre à terre l'édifice branlant du vieux royaume des Mamelouks, resté sans aucun allié ; mais on pouvait attendre une plus énergique résistance de la part de l' « empereur » des Persans. Les janissaires, un front d'acier, et la puissante artillerie turque réussirent à briser l'élan de cette cavalerie à Tchaldiran, en août 1513. Sélim entra à Tebriz, la capitale d'Ouzoun le Long, en triomphateur, et les bravades d'Ismail, qui envoyait des ambassadeurs solennels pour inviter son adversaire à un combat singulier, ne purent rien changer à la situation.

L'attaque contre le « gardien des cités sacrées », Kansou-al-Gaouri, eut lieu en 1513 même. Il s'agissait d' « ôter l'épine mauvaise du corps de l'Islam ». Près d'Alep, en août 1514, le Soudan, qui était accouru en Asie pour réunir ses officiers, fut brisé et tué. Alep, Damas virent un maître musulman d'une rude majesté, à la place des lieutenants d'une puissance dégénérée. Le courban-baïram, la vieille fête des brebis dans la steppe, fut célébrée à Jérusalem, où le successeur des vieux émirs turcômans parut en chef unique de l'Islam.

On essaya vainement, au nom du nouveau Soudan Touman, une résistance en terre de croisade, à Ramleh, à Gaza. L'émir d'Alexandrie était tombé ; l'Égypte restait sans défense comme à l'époque d'un Cambyse et d'un Alexandre. Au Caire, les canons égyptiens furent pris sans avoir tiré, et la tempête des cavaliers mamelouks, déshabitués à se battre, se dispersa devant une opiniâtre avance des guerriers endurcis de Sélim (1517). Il fallut cependant combattre dans les rues mêmes de la capitale pour s'en rendre maîtres ; Touman, pris, fut promené sur un âne devant ses sujets humiliés, puis égorgé.

Alexandrie sera conquise facilement par la flotte otto-

mane. Sélim, qui passa jusqu'à sept mois dans sa conquête, qu'il organisa pour l'exploiter, confia au chérif de La Mecque le voile sacré qui jusqu'ici était donné par le Soudan. Il revint en 1518 pour se reposer trois ans avant de mourir encore jeune comme « maître de tous les musulmans ¹ ».

Venise recevait fréquemment des nouvelles de ce changement tragique, qui atteignait si intimement ses intérêts. La Cour pontificale dut savoir par les Franciscains ce qui se passait aux Lieux Saints. Les Hospitaliers suivaient avec anxiété chaque pas du terrible voisin. Mais, alors que cet Empire islamique s'établissait du Danube au Nil et des Carpathes à l'Ethiopie, dans les proportions du Byzance à sa plus glorieuse époque, une autre lutte pour l'Empire s'ouvrait en Occident, pour que, plus tard, sur le Danube moyen, les deux formations impériales se rencontrassent pour le plus grand des duels de l'histoire moderne.

Le successeur de Louis XII avait été, d'après le désir formel des Etats de 1506, qui, pour la première fois manifestaient un sentiment national plus prononcé que celui de la royauté, le mari, depuis quelques mois, de Claude, fille du roi défunt et d'Anne de Bretagne, qui l'avait précédé au tombeau : François, duc d'Angoulême, de la Maison de Valois. Son père, pour la veuve duquel fut créé le duché par le roi qui voulait rétablir l'institution des pairs, était mort dès 1496, mais sa mère, Louise de Savoie, rivale opiniâtre de la reine Anne, était là pour défendre — et de quelle façon énergique ! — les droits de son jeune fils.

Son éducation avait été très soignée. La bibliothèque de la princesse italienne qu'était Louise comprenait Ovide, traduit en français, Dante, Pétrarque et Boccace, mais aussi ces « livres de la Table Ronde » dans lesquels François devait trouver le modèle du roi Artus. On ne

¹ *Gesch. des osmanischen Reiches*, II, pp. 300-341.

s'ennuyait pas à la Cour de Louise, où il y avait des bals avec des « habitz dissimulez et incongrus », des « mygnons et privés », des fêtes et de grandes chasses ¹.

Elevé dans ces traditions, à l'époque où, en Occident, comme en Orient, le fantôme d'Alexandre-le-Grand hantait les esprits, on pouvait s'attendre à ce que ce jeune roi tentât dès le début une grande entreprise. Il ne décida pas cependant sans avoir pris, en élève d'une sage Italienne, sa mère, ses mesures, et sans des provocations qui ne pouvaient pas rester sans réponse.

Les provocations ne vinrent pas de la part de l'Espagne. Là se mourait Ferdinand, auquel la victoire avait donné l'Italie méridionale, et le hasard ces terres nouvelles des Antilles que venait de découvrir, dès 1492, la persistance de Colomb, disgrâcié au bout de ses voyages répétés par lesquels il avait consolidé la possession des rois catholiques sur ces îles habitées par une race inconnue. Le vieux monarque était en conflit presque ouvert avec le « duc de Luxembourg », avec son petit-fils Charles, qui s'était empressé de faire hommage à François pour la Flandre, l'Artois et le Charolais, et avait conclu même un traité qui, lui garantissant l'héritage des deux royaumes, en aurait fait un duc de Berri, marié à Renée, sœur de Claude ². Maximilien, sur la fin de ses jours, lui aussi, poursuivait sous les murs de Vérone sa vieille querelle avec Venise, qui avait demandé la confirmation de son alliance avec le roi de France. Si on négocia une ligue italienne, de caractère purement défensif, avec ou sans le Pape, qui ne voulait qu'un Etat comme celui tenté par les Borgia au centre de la péninsule, avec Parme, Plaisance, Modène et Reggio, Etat dominé par son frère Jean, qui épousa la sœur de la reine Louise, cette association politique, à peine essayée, n'avait rien de menaçant.

¹ Voy. Paulin Paris, *Etudes sur François I^{er}, roi de France, sur sa vie privée et son règne*, I, Paris, 1885, pp. 38-40, 51 et suiv.

² Voy. Le Glay, *Négociations diplomatiques entre la France et l'Autriche*, dans la « Collection de documents inédits », II.

Il en était autrement des Suisses. Sous l'impulsion du cardinal de Sion, qui rêvait d'être duc de Savoie, distribuant les marquisats subalpins, les confédérés, qui avaient vu que d'eux dépend le sort des guerres, étaient travaillés d'une continuelle inquiétude guerrière. Ils pensaient certainement faire de l'Italie non seulement leur champ de bataille et le théâtre de leurs exploits, mais encore leur territoire d'exploitation. Comme le traité qui les avait arrêtés peu de temps auparavant n'était pas confirmé par la France, ils menaçaient d'envahir de nouveau la Bourgogne, et, lorsque François réussit à faire du doge de Gênes son propre gouverneur à vie, pensionné, ils en prirent prétexte pour tomber, comme soldats du Saint-Siège, sur la Savoie.

François avait déjà pris ses mesures. On pouvait, avec les lansquenets, les *Landsknechten* allemands, avec les Gascons, déjà si souvent éprouvés, et surtout avec une jeune noblesse avide de se distinguer, faire la guerre sans les Suisses et contre les Suisses¹, auxquels le Pape s'était décidé à accorder son concours actif. Les Alpes furent franchies par des chemins peu connus, le passage du Pô gagné par surprise, le contingent des Génois mis en mouvement, le chef des pontificaux pris à l'improviste et mené en captivité. Le roi descendit de Lyon pour forcer une paix avec ses principaux ennemis, les Suisses ; il croyait y être arrivé par les amis qu'il avait parmi eux, lorsque le cardinal de Sion mena les choses vers une décision par les armes. Avec les lansquenets et les « bandes noires » italiennes, avec son artillerie, qui ne fut pas surprise, le roi, qui combattit personnellement, remporta à Marignan (Melegnano), près de Lodi, une victoire extrêmement difficile, mais complète (septembre 1515). Après un court siège, Maximilien Sforza, dont le frère, François, avait été transporté par les Suisses outre-monts, dut capituler à Milan, abandonnant ses droits au duché,

¹ Il y avait à côté de ces 15.000 cavaliers, 40.000 gens de pied, de composition mélangée (Gaillard, ouvr. cité, I, p. 133, note 1).

en échange pour une pension et peut-être un chapeau de cardinal.

Le Pape garda Bologne, mais perdit Parme et Plaisance. Il vit devant lui, dans la première de ces villes, le vainqueur lui faire l'acte d'obédience, debout et tête nue, à côté de son chancelier à genoux¹ ; un jour suivant, pendant la messe, le roi versa l'eau sur les mains du pontife ; on le verra, en l'absence du Pape, guérir les écrouelles comme en France. Il paraît même que de fait on discuta la question de cet Empire latin de Constantinople dont Charles VIII avait rêvé et que François ne jugea pas, au moins pour le moment, capable de retenir son attention². Les Suisses, de leur côté, abandonnèrent la décision, prise à Zurich, de poursuivre la guerre jusqu'au bout, mais ils eurent les sommes pour lesquelles ils s'étaient mis en branle, et, en restituant Lugano, Chiavenna et la Valteline, ils restèrent, aux dépens du nouveau duc de Milan, à Bellinzona et à Arona, sur le Lac Majeur.

Alors intervint la mort, en janvier 1516, de Ferdinand le Catholique, belligérant, sans que ses troupes eussent combattu³. L'Aragon revenait à Charles, alors que, depuis la mort d'Isabelle, en Castille, la reine était Jeanne, devenue folle aussitôt après son veuvage. Les seigneurs aragonais n'en voulurent pas plus que beaucoup de Castillans et, sans l'énergie du vieux cardinal Ximenès, l'héritier, qui ne voulut pas quitter cette terre française où il avait été élevé sous un précepteur de France, aurait perdu la partie ; il y avait, pour le remplacer, son frère Ferdinand, celui-là un fils fidèle de l'Espagne, qu'il n'avait jamais quittée.

Le roi des Romains, pas encore sexagénaire, eut des visées sur ces trônes disputés. Mais, pour le moment, ayant à sa disposition l'argent espagnol et anglais, il

¹ Le Glay, ouvr. cité, II, pp. 85 et suiv.

² Gaillard, ouvr. cité, I, p. 181.

³ Sa veuve, la Française Germaine, épousa Casimir de Hohenzollern.

trouva des milliers de Suisses et de lansquenets pour revenir en Italie contre Venise et le roi de France. Un légat l'accueillit en fils de l'Eglise. Il put pénétrer jusqu'à Milan avec tous les airs d'un conquérant. Jamais il n'avait mieux payé d'aspect que pendant ces jours de victoire qui n'était cependant que celle de ses auxiliaires. Les Suisses engagés par la France faiblirent à la vue des drapeaux de leurs conationaux. Le souvenir de Barbe-rousse fut invoqué par le romantique vainqueur, qui rappela la destruction, trois siècles auparavant, de Milan rebelle¹. Tout cela finit par une lamentable comédie : sommé par les Suisses de payer sur l'heure son triomphe, il s'enfuit. D'Allemagne, où il était arrivé assez vite, il vendit aux Vénitiens Vérone en danger de capituler. Deux traités de résignation le rendirent de nouveau bon ami du roi et de la République. Et, comme le traité de Fribourg avec les Suisses, devenus pensionnaires perpétuels de la Couronne de France, assurait désormais, sinon leur concours, leur neutralité bienveillante, la « question d'Italie » paraissait réglée².

Cependant Charles venait d'être reconnu en « Castille, Léon et Grenade », comme il l'écrivait. Pour se gagner l'amitié de François, il lui avait reconnu le droit, d'après la lettre des traités, à une moitié du royaume de Naples et s'était engagé à devenir le gendre de son voisin par le mariage avec une princesse qui avait atteint l'âge d'un an.

Un autre mariage aurait fait du dauphin, un enfant, le mari de la fillette qu'Henri VIII avait eue de Catherine d'Aragon, et Tournay, occupée par les Anglais, fut rendue pour un prix de rachat, Calais elle-même, paraissant au roi pouvoir être objet de négociations. Pendant qu'Henri refusait les offres de Maximilien qui faisait mine de vouloir lui céder l'illusion de l'Empire³, Fran-

¹ Voy. Le Glay, ouvr. cité, II.

² Gaillard, ouvr. cité, I, p. 189.

³ Le Glay, ouvr. cité, ch. CXXX.

çois avait fini par abandonner ses deux protégés dans l'Italie centrale, les ducs d'Urbino et de Ferrare, et le Pape avait regagné la possession des conquêtes de Jules II ; son neveu avait épousé Madeleine de France.

On pensa donc, tout en fournissant des secours à l'ancien allié danois Christian II contre la Suède en révolte d'un Stenon Sture, de nouveau à la croisade, au moment même où Sélim devenait protecteur des villes saintes de l'Islam, étant maître d'Alep et de Damas, d'Alexandrie et du Caire. Un légat vint réveiller dans l'âme de François I^{er} les ambitions de croisade et lui fit promettre le « passage » personnel, à la tête d'une armée d'une cinquantaine de mille de guerriers, recrutés dans ses propres Etats¹. Le roi d'Ecosse, ancien ami de la France, aurait collaboré à la guerre sainte, sans compter les promesses, vaines, dès le début, de Maximilien, isolé dans la majesté de ses titres².

On ne vit qu'à sa mort, en 1519, la grande utilité générale de son impuissance.

La succession, d'« empereur élu », mais pas aussi couronné, bien qu'il eût manifesté le désir de l'être chez lui, en Allemagne, n'avait pas encore été décidée lorsqu'il expira sur ses terres héréditaires, à Wels, en janvier de cette année. On savait cependant qu'il s'était décidé pour Charles, qui portait déjà le titre de roi de Castille et d'Aragon. Mais, beaucoup plus qu'Henri VIII, qui entra aussitôt, bien qu'avec précaution, dans la lice, François I^{er} crut que la couronne de l'Empire pourrait lui appartenir plutôt à lui, et il trouva un appui chez ces princes rhénans, laïques et ecclésiastiques, qui n'en étaient pas aux premiers rapports politiques avec les héritiers occidentaux de Charlemagne : le Palatin, l'archevêque de Trèves, alors que le Hohenzollern qui tenait la crosse à Mayence préférait, à défaut de son frère de Berlin, l'ar-

¹ Gaillard, ouvr. cité, I, pp. 217-218.

² Voy. la bibliographie de ces projets dans la *Gesch. des osmanischen Reiches*, II. En plus, *Notes et extraits*, VI, pp. 96-97.

chiduc autrichien ¹. Mais peu à peu le groupe restreint de ses partisans se dissipa. On offrit la couronne à l'Electeur de Saxe ; il refusa, en recommandant Charles. Les autres suivirent. Le 28 juin, le fils de Philippe d'Autriche était roi des Romains et empereur élu. Passant par l'Angleterre, dont la reine était sa tante, et visitant ses provinces des Flandres gouvernées par une autre tante, Marguerite, qui, devant être reine de France, avait trouvé un trop court bonheur ailleurs, il se fit couronner très solennellement à Aix-la-Chapelle dès le 22 octobre.

Mais le commencement de ce double règne, l'un de réalité, l'autre de simple prestige, fut, malgré les succès de l'entreprise américaine, au cours de laquelle Fernand Cortez se créait un nouveau et grand royaume, avec ses aventuriers sans entrailles, dans le pays d'or du Mexique, — et, à côté, la conquête du Pérou par deux autres « conquérants » —, et malgré l'abondance de monnaie en Espagne, particulièrement difficile. Les royaumes ibériques offraient un problème, l'Empire, avec ses pays germaniques, en pleine révolution populaire eux aussi, un autre.

Charles n'était pas, ne pouvait pas être un Espagnol, malgré la nationalité de sa mère, renfermée dans un château d'isolement alors qu'on gouvernait en son nom. Il avait fait à peine une courte apparition dans cet héritage d'Isabelle et de Ferdinand, dont il ne connaissait ni les ressorts matériels, ni l'esprit. L'élève du seigneur de Chièvres et du Flamand Adrien Florent, dont il réussira, reconnaissant, à faire un Pape, parlait à peine la langue de ses sujets de la péninsule, et il ne comprenait rien à leurs mœurs. De la lignée de ce Téméraire que ses villes n'avaient guère aimé, et qui ne les aime pas plus, il eut toujours, avec sa morgue bourguignonne, un air de mépris à l'égard de ces gens des cités, bons tout au plus à fournir des emprunts opportuns. Il confia ces royaumes

¹ Dans Le Glay, ouvr. cité, I, pp. CXLIII et suiv, les offres de François aux lecteurs.

d'ancienne gloire et d'un sentiment de dignité un peu exagéré, à ce prélat flamand qui n'entendait rien à leur conception toute particulière des privilèges et de la liberté.

Une ligue, une *junta*, fut formée donc entre les villes d'Espagne, moins la Catalogne, et, comme on accusait le gouvernement de favoriser les Maures vaineux, ce fut une *junta* sainte. On combatta au nom de Jeanne, qu'on prétendait avoir délivrée, cette bonne et vraie princesse espagnole, de la prison où l'avaient jetée les étrangers ; il fut question même de marier la pauvre vieille à l'esprit dérangé au prince de Naples, Ferdinand, fils de l'exilé don Frédéric¹. La Navarre révoltée, qui se groupait autour du mari de Catherine de Foix, Jean d'Albret, et de leur fils, Henri, échappait aussi à la domination de Charles, dont le frère Ferdinand assistait impassible à la débâcle. « Les prairies, les montagnes, les arbres », disaient les Navarrais, « sont prêts à se lever pour soutenir le légitime héritier². » Et François I^{er} avait permis au sire de Lesparre, d'une vieille famille de seigneurs entrepreneurs dont l'un avait pris part à la croisade de Chypre au xiv^e siècle, d'intervenir comme proche parent des de Foix et, ayant vengé la Navarre contre ceux qui en avaient fait, dans une terrible œuvre de répression, un désert, il avançait du côté de la Castille, où fut assiégée une place forte.

On eut cependant raison de tous les rebelles. A Villalar furent détruites les milices communales conduites par Juan de Padilla et son énergique femme. Près de Pampelune, les envahisseurs français perdaient la bataille décisive, Lesparre restant prisonnier.

En Allemagne, la guerre des Universités contre les marchands d'indulgences avait rapidement avancé grâce au manque d'initiative de Maximilien, à son indifférence

¹ Gaillard, ouvr. cité, I, pp. 277-278.

² *Ibid.*, pp. 279-280.

pour ces affaires germaniques qu'il se déclarait, dans une lettre de railleries à sa fille Marguerite, prêt à abandonner pour devenir cardinal, peut-être même Pape¹. L'Autrichien était au fond tout aussi peu Allemand que son petit-fils était Espagnol. Les thèses de Luther attiraient l'attention d'autres milieux aussi que celui des théologiens toujours en lice pour défendre leurs « vérités ». On ne peut pas parler d'une résistance nationale aux empiètements du Saint-Siège qui, pendant le conflit entre Jules II et Louis XII, avait rencontré, il ne faut pas l'oublier, l'opposition de tout un concile, ce qui obligea l'Eglise à traiter, au concile défensif de Latran, de maintes choses capables d'irriter d'anciens ressentiments. La Pragmatique française avait été aussi mise en discussion. Il y avait donc un peu partout les conditions requises pour un plus vaste procès, à suites incalculables.

Faire paraître un dissident religieux devant une Diète n'était pas un procédé usuel. Depuis le concile de Constance on ne l'avait pas fait, et, alors, le bûcher avait consumé les corps des hérésiarques Jean Hus et Jérôme de Prague. Cependant, comme le moine saxon avait passé de la querelle avec les dominicains vendeurs d'indulgences à un autre domaine, on crut qu'il fallait employer dès le début de grands moyens pour endiguer un grand danger. En effet, Luther ne se bornait pas même à reprendre les idées françaises du xiv^e siècle sur la réforme de l'Eglise, sans oublier, aussi, le moyen du Concile général dont une longue pratique avait détruit le prestige ; en érudit dans l'esprit, respectueux des textes, de la Renaissance, il entendait n'admettre comme base que la parole révélée, écartant tout ce qui, au cours de siècles, avait été ajouté par les interprètes, par les Conciles et par les décisions du Saint-Siège, dont le rôle de créer la religion était formellement dénié. « Des pages de la Bible », disait-il, « un esprit m'est monté de la part de Dieu, et il me tient en son pouvoir ; je parle ainsi que je le dois. » Et il était

¹ *Ibid.*

convaincu, comme Jeanne d'Arc dans un autre domaine, qu'il a une mission à laquelle il ne peut pas se soustraire. « Cette affaire, si elle vient de Dieu, n'aura pas de fin, même si, comme le Christ a été abandonné par ses disciples et ses amis, tous mes amis allaient m'abandonner. » « Tout ce que je fais, Seigneur, est ce que tu me parles. » Depuis longtemps il sentait que « l'heure viendra », bien qu'il craignît n'être pas de taille à suffire.

Devant l'assemblée solennelle de l'Empire, à Worms, le calme prophète d'un christianisme originaire et pur, s'appuyant sur des témoignages vérifiés, déclara n'avoir rien à rétracter. « Je ne peux rien rétracter ; que Dieu me soit en aide, amen. »

Il y eut des princes qui aidèrent le condamné à disparaître pour le moment. Mais ce n'était pas de ce côté que le mouvement allait se développer surtout, bien que les Etats allemands eussent tout intérêt à hériter des immenses possessions de l'Eglise ; la « protestation » de Luther allait devenir une Réforme « évangélique » *par le concours des masses populaires et dans le sens qui lui fut fixé par elles.*

Ce qui permit surtout l'extension de la Réforme en Allemagne¹ ce fut la guerre qui éclata, pour des motifs de rien, entre Charles et François, qui croyait s'être assuré la neutralité d'Henri VIII, à la rencontre pompeuse du « drap d'or », dès 1521. Après des conflits locaux dans la région de Bouillon, les hostilités commencèrent sur toutes les frontières. C'était de fait le conflit entre la France royale et la Bourgogne, s'étant gagné maintenant des couronnes en Espagne, qui recommençait, cet autre Charles ayant obtenu en Allemagne la situation qu'avait déjà briguée, dans le plus hardi de ses rêves, le Téméraire.

Ce sera une longue et dure guerre, retenant toutes les forces de la chrétienté, de façon à permettre au nouveau

¹ Voy. Kalkoff, *Luther und die Entscheidungsjahre der Reformation*, Munich, 1917.

Sultan, le jeune Soliman, le plus « byzantin » de la dynastie d'Osman, de commencer une autre série de conquêtes qui devait dépasser ce qui avait réussi au plus grand des Comnène.

L'attaque contre la France ne fut pas tentée seulement du côté des Pays-Bas, où Tournai fut perdue et Hesdin pillée en guise de vengeance, mais aussi en Champagne, où l'homme qui était l'image même de la chevalerie la plus authentique, Bayard, « lieutenant de gendarmerie », défendit Mézières. Ce fut l'occasion d'exploits chevaleresques, d'héroïques défis, de scènes dramatiques dans lesquels les souvenirs du moyen-âge se mêlaient indissolublement à ce qu'offraient de plus beau les récits de l'antiquité ressuscitée. Les intrigues de Cour, menées par l'influence prédominante des femmes, ne manquèrent pas dans le camp des Français. Les deux rivaux couronnés furent sur le point de se rencontrer sur le champ de bataille, mais Charles se déroba. Pendant ce temps, on travaillait en Navarre au nom du jeune Henri d'Albret.

Henri VIII s'était empressé de se réunir à l'empereur, lui promettant la main de sa sœur et l'assurant du secours nécessaire, non seulement contre la France, mais aussi contre la Gueldre et la Frise. Préoccupé de se créer une grande royauté italienne, Léon X, qui avait demandé à François, s'il arrivait à reprendre sa moitié des Etats italiens, — mais pour son fils Henri, pas pour lui-même, — la possession de Gaëte, entra dans cette alliance aussitôt que le gouverneur de Milan toucha à Reggio, que l'Eglise continuait à occuper. On essaya de surprendre Gênes et on s'évertua à rétablir à Milan le dernier des Sforza, François, tout disposé à abandonner Parme et Plaisance. Florence appartenait aux Médicis, et le marquis de Mantoue avait rompu son alliance avec le roi protecteur. Le siège de Parme ne réussit pas à cette armée qui obéissait à trop de chefs, mais, sous l'incitation d'un paysan visionnaire, — tel moine augustin prêchait une vraie croisade pour les Sforza, — Milan fut surprise, sauf le château, et dévastée, Crémone ouvrit ses portes, Crème

fut abandonnée. La prise de Parme et de Plaisance devenait facile ; Léon X en eut la nouvelle avant de fermer les yeux.

Bien que le nouveau Pape fût, contre le cardinal de Médicis, neveu du pontife mort, et contre Wolsey, l'ambitieux ministre d'Henri VIII, le propre précepteur et ministre de l'empereur, Adrien, on essaya du côté des Français, contre lesquels avait cessé en France même l'attaque combinée, une revanche en Italie. Les Suisses avaient fourni des troupes et Venise était restée fidèle. On put s'emparer, presque par hasard, de Novare. Mais, dans la grande bataille livrée à François Sforza, bien entouré, entre Lodi, Milan et Monza, Lautrec perdit de nouveau la partie (avril 1522). Les Suisses avaient pressé la bataille espérant la victoire ; jamais ils n'avaient été brisés de cette façon. Ils refusèrent de reprendre, le lendemain, l'épreuve.

Abandonnant de nouveau la ville de Crémone, les Français perdirent aussi l'amitié des Vénitiens. Quant aux Génois, ils ne pouvaient que se soumettre au vainqueur, absent, comme toujours, de la place où on défendait sa cause. Un Adorno fut doge à la place du gouverneur français de la dynastie ducal des Fregosi.

En ce moment, et malgré les grands préparatifs faits par François à Lyon, Charles-Quint, qui n'avait pas encore daigné visiter l'Italie pour s'y faire couronner empereur, était le maître de l'Italie entière. Devant son ambition satisfaite, sans qu'il eût fait lui-même de très grands efforts pour arriver à ce magnifique résultat, se levait cependant en Orient un prestige impérial bien plus grand que le sien et infiniment plus dangereux pour ses adversaires.

Alors que Charles ne représentait qu'un titre impérial plus ou moins vain, lui imposant d'intervenir là où il ne pouvait pas décider et que, de fait, c'était sous son nom que l'Italie, d'elle-même, en grande partie, avec ses propres moyens — argent, soldats et surtout diplomatie —

réglait ses querelles, Soliman était un Justinien musulman dont l'action en Méditerranée, contre les Hospitaliers, qui étaient pour lui de simples pirates chrétiens¹, sur le Danube, contre les Hongrois, qu'il considérait presque comme ses grands prédécesseurs byzantins avaient considéré les établissements germaniques de la rive gauche, est celle d'un grand facteur personnel dans l'histoire de son époque.

Dès le commencement de son règne, on sentit l'empereur dans celui qui, nourri d'histoire et caressé de légendes, s'intitulait fièrement Chah², « empereur toujours victorieux, roi couronné du monde entier, ombre de Dieu sur les deux continents, seigneur de la Mer Blanche et de la Mer Noire, de Roum et d'Anadol, de Grèce, de Caramanie, de Sulkadr, de Diarbekr, de Damas et d'Alep, du Caire, de Jérusalem, de La Mecque, de Médine, du Yémen et de Dscheddah³ », et qui l'était. Tout tremblait devant lui, qui paraissait cependant un maître humain, presque doux, n'ayant pas la passion de son père pour la chasse et pour la guerre, vivant en bon époux « monogame » de sa Russe « gracieuse et menue », la « Roxelane » des Occidentaux, et laissant en grande partie la conduite de l'immense Empire entre les mains de « son haleine et son âme », son camarade d'enfance Ibrahim, le fils d'un Albanais de Parga, rejeton de la lignée des Illyres dont était venu Alexandre-le-Grand, d'immortel souvenir⁴. Chef de la race slave, dont il parlait la langue et dont les représentants l'entouraient avoir recueilli aussi l'héritage des Tzars serbes du moyen-âge. Une formidable armée, d'une discipline plus que romaine, prête à marcher sur un signe de la main impériale, une belle flotte à l'ancre, un trésor rempli

¹ Voy. l'expression des Vénitiens dans nos *Notes et extraits*, VI, p. 117 : « Questo Arzipelago parme sie pegio adesso che non era al tempo di Rhodi ».

² Voy. sa lettre à Venise ; *ibid.*

³ *Gesch. des osmanischen Reiches*, II, pp. 344 et suiv.

⁴ *Ibid.*, pp. 348-349.

étaient aussi une incitation perpétuelle à l'œuvre sanglante des conquêtes.

Soliman eut, comme Charles, ses révoltes au début du règne. Il fit étouffer dans le sang celle d'Al-Ghazali et du Vizir Achmed, qui prit le titre royal dans les anciennes provinces des Soudans. Ibrahim fut chargé du gouvernement de l'Égypte, encore assez consolidée, et on le vit faire une magnifique entrée portant des bijoux de 170.000 ducats de Venise et traînant après lui 4.000 cavaliers, « ni plus, ni moins que les Soudans de jadis ¹ ». C'était comme une Italie, pleine de souvenirs impériaux, désireuse d'une vie à elle, de cet autre Empire ; mais il y avait une force capable de la maîtriser toujours et, au besoin, de la punir. Comme en Occident, il y eut un mécontentement populaire, mais il fut brisé quand il prit la forme de la révolte du « moine chevalier », du Kalender-Tschélébi en Asie Mineure ; ces derviches, ces brigands et ces fanatiques chiites se soumièrent comme les autres, le lendemain même des plus splendides victoires ².

Sans attendre les ordres impériaux, la guerre avait éclaté en Europe contre la Hongrie ; les Turcs de Bosnie prirent la cité des mines, Srebrnica, et Knin, s'essayant aussi à ce coin de chrétienté qu'était resté Jaice. Mais Soliman lui-même n'aurait pas frappé un coup si le jeune roi Louis n'eût prêté foi au bruit de la mort du Sultan et refusé le tribut. Schabatz fut prise par le Vizir Achmed, Semlin reçut une garnison ottomane du beg de Semendrie ; Belgrade, devenue comme un fief de ses commandants, ne résista que faiblement ; les Serbes eux-mêmes avaient préféré la domination du Sultan. Bali-beg, maître de Belgrade, put se saisir ensuite du château de Severin, tête de pont sur la rive gauche. Comme, après la mort du grand bâtisseur et artiste Basarab Neagoe, auquel on doit l'église épiscopale d'Argeș, le

¹ « Nè più, nè meno, come sollevano li Soldani » ; *Notes et extraits* VI, p. 119. Cf. *Gesch. des osmanischen Reiches*, II, pp. 359-360.

² *Ibid.*, p. 361.

trône de la Valachie fut longtemps disputé, un parent turc de la dynastie, Méhémed-beg, eut la haute-main sur ce qui se passait de ce côté-là aussi, bien qu'il rencontrât l'opposition armée du gendre de Basarab, Radu, capable de se maintenir, même sans le secours commandé par le Voévode transylvain, Jean Zápolya. Les Tatars maintenaient sous la terreur Moldaves et Polonais : le Danube inférieur était ottoman.

Le devoir d'un empereur byzantin était de maintenir sa « thalassocratie », d'empêcher toute action de corsaires. Soliman, qui tenait les rênes de l'Europe et de l'Asie et pour lequel les Barbaresques sous « Barberouge » Khaïreddin occupaient la place de l'ancienne Carthage, en sentit le besoin. Les chevaliers de Rhodes étaient de nobles guerriers, mais parfois aussi de hardis corsaires. Le Sultan n'entendait pas se laisser braver par leurs légères galiotes. Dès 1522, il décida de détruire à tout prix ce nid de corsaires.

La défense de la ville fut belle et digne d'un long passé. Mais, malgré les promesses de secours venues d'Occident, malgré l'ingénieur prêté par Charles-Quint, — les Turcs eux-mêmes avaient à leur solde un bombardier français ¹, — elle ne pouvait pas se prolonger. Soliman lui-même avait paru sous les murs ; l'artillerie turque se montra égale à sa réputation ; pour la première fois les Mamelouks combattirent, et de façon à se faire honneur, sous les ordres du nouveau maître. Le grand maître Villiers de l'Isle Adam capitula dans d'assez bonnes conditions, et Soliman ne put entrer que par une brèche artificielle. Ce fut un spectacle imposant. « J'ai appris », dit le grand historien de l'Italie, Paul Giovio (Jove), « de la bouche même du Grand Maître que, à l'entrée de Soliman dans la ville, avec 30.000 des siens, on n'entendait pas une parole ; c'était comme si, à la place de guerriers, il y avait eu des Franciscains de la stricte observance ². » En

¹ *Notes et extraits*, VI, p. 113.

² *Gesch. des osmanischen Reiches*, II, p. 373.

voyant le chef de l'Ordre se préparer pour un exil sans retour, le Sultan murmura, humainement, à sa manière : « J'ai pitié de ce pauvre vieillard que nous chassons de sa maison ¹ ».

Le Soudan avait demandé chaleureusement l'appui de ces Occidentaux avec lesquels il était en relations de commerce si étroites. Le Patriarche d'Antioche, les archevêques d'Alep, d'Emèse, de Damas, l'hégoûmène du Mont Liban, avaient sollicité Charles-Quint ². Des projets de croisade avaient réapparu : avant la prise de Rhodes, on avait recommandé au Pape de créer toute une armée rien qu'avec le contingent et le concours financier des Ordres religieux, les Hospitaliers seuls ayant une trentaine de mille de maisons ³. Le rebelle Achmed-Pacha s'était adressé au Pape, qui n'avait pas dédaigné d'écrire à ce nouveau Soudan ⁴. Mais, pendant l'attaque contre Rhodes, la flotte vénitienne resta, timide, aux aguets, et les vaisseaux napolitains furent vainement attendus. Charles-Quint se borna à installer les exilés dans l'île de Malte et deux écueils voisins pour garder ses propres eaux de Sicile, plutôt que pour préparer une récupération manifestement impossible,

En ce moment, François préparait déjà sa revanche italienne, et le mécontentement du connétable de Bourbon, auquel, à la mort de la femme, la reine-mère demandait une large partie de ses possessions, préparait un allié à l'empereur, qui, exploitant son système de mariages, lui offrit la main de sa sœur Eléonore, veuve du roi du Portugal. En se liant à l'ennemi de son roi, ce seigneur, cousin du duc de Mantoue, ne croyait pas faire un

¹ *Ibid.*

² *Ibid.*, p. 356.

³ Gaillard, ouvr. cité, I.

⁴ Voy. P. Balan, *Monumenta saeculi XVI historiam illustrantia*, I, Innsbruck, 1885, pp. 17-18 : « te regnum Ægypti et ejus regni circumstantias ac Sulthani nomen ad tuam potestatem et imperium transtulisse ».

plus grand crime que les membres de la Ligue du Bien Public liés à Charles le Téméraire pour réduire le rôle de Louis XI et abaisser son prestige. Il eut des complices, mais pas assez pour préparer une révolte ; la plupart échappèrent.

Néanmoins, l'amiral de Bonnivet descendit en Italie, vers Milan, où il y avait des Visconti portant les noms de Galéas et de Bernabò, qui en voulaient à l'héritier homonyme de François Sforza. Milan fut bloquée, mais sut résister jusqu'aux approches de l'hiver. Au printemps, l'amiral dut livrer bataille aux Impériaux, soutenus de toutes ses forces par le nouveau Pape, Clément VII, qui n'était que le cardinal Jules de Médicis ; les siens, affamés, affaiblis par les maladies, trahis par leurs Suisses, furent battus à Biagrasso (mars 1524).

Le roi lui-même était resté pour défendre ses Etats attaqués par Charles du côté de Bayonne. Une tentative fut faite par la Franche-Comté, où avait gouverné la princesse Marguerite. Mais les Anglais du duc de Suffolk, mari de la veuve de Louis XII, — on avait promis à Henri VIII d'en faire un vrai roi de France, — avec les troupes dont pouvait disposer le lieutenant impérial dans les Pays-Bas, traversèrent presque sans obstacle la Picardie, se dirigeant sur Paris, alors que François se tenait à Lyon, observant la Bourgogne et les défilés des Alpes ; mais ils se bornèrent à une simple démonstration. Sur ce front aussi on s'amusait plutôt : combien tout cela ressemblait peu aux grandes choses terribles qui se passaient aussitôt que Soliman paraissait à la tête de ses janissaires et de ses spahis !

Il y eut, en 1524, une invasion d'Espagnols en Provence ; c'était le conseil du connétable de Bourbon qu'on suivait dans cette nouvelle entreprise ; il se voyait déjà roi de ce Midi où sa Maison était connue et aimée. Charles imposa le siège de Marseille, qui ne pouvait pas réussir, malgré le mépris de l'empereur pour ces « bourgeois » incapables de combattre. La flotte espagnole fut battue en vue de cette ville.

La France était libre sur toutes ses frontières. Mais François voulait ravoïr son duché italien, et, avant la fin de l'année, en dépit de la mort d'une reine presque oubliée, il passa les Alpes, fonçant droit sur Milan. Accompagné du fidèle allié qui était le marquis de Saluces, il se rendit facilement maître de la ville. Puis, comme il y avait des Impériaux à Lodi et à Pavie, on se prépara au siège de cette dernière place. La défense de la place, où commandait de Leyva, fut cependant si bien organisée que l'armée française y fut retenue pendant des mois. Les interventions du Pape, qui proposait un partage, se réservant à lui la garde de Milan elle-même, ne purent que rester infructueuses ; il n'y eut qu'une paix entre Clément et le roi, qui étendit sa protection sur la ville de Florence. François crut même pouvoir envoyer, à travers les Etats de l'Eglise, un corps expéditionnaire dans le royaume de Naples. Or, le duc de Savoie, frère de la reine Louise, mais mari d'une princesse du Portugal, s'était détaché de la France, en dépit d'une si longue et si fidèle alliance, et avait fermé ainsi ces défilés des Alpes dont il était le maître.

En observant cette guerre italienne qui se prolonge, ses détails techniques et les intermèdes diplomatiques qui cherchent à l'interrompre, en examinant la composition des armées et la nationalité de leurs chefs, on se rend compte facilement que, avec ou sans l'important contingent espagnol, qui fait la garde jusque dans les Diètes allemandes et veut envoyer Luther au bûcher, — le rôle des soldats anglais à l'égard de Jeanne d'Arc, — c'est encore la tragédie de l'Italie, avec les acteurs de sa race, qui se déroule. François I^{er} représente plutôt les appétits de domination sur la péninsule des Visconti et des Sforza, alors que Charles combat, sans paraître personnellement, car il ne tient pas à figurer dans la pièce comme un Bayard couronné, comme un chevalier « sans peur et sans reproche », en sa qualité de roi de Naples, poursuivant, comme jadis son parent Alphonse, mais avec plus

de chances, car il a la Castille aussi, cette même hégémonie, disons plus : cette même domination réelle sur la péninsule entière. L'enjeu, au point de vue de la civilisation actuelle et de son avenir, est sans doute plus important que le pays de Sulkadr ou d'Aberdéidschan, en Asie, que Srebrnica ou Belgrade, en Europe, mais les forces sont de beaucoup inférieures, et la conduite de la guerre ne peut pas être même comparée à celle dont est capable un Soliman.

Lorsque le moment de la grande décision arriva, au printemps de l'année 1525, — François ayant perdu tout un hiver dans son duché de Milan, — ce qui s'opposait aux bandes espagnoles de Pescara et de Leyva, aux arquebussiers basques et aux lansquenets sauvages d'un Georges Frundsberg, aux Albanais du dernier descendant de Scanderbeg, portant le nom du roi Ferdinand, était un ramassis de gendarmerie, de cavaliers engagés, de soudoyers à pied, de Suisses, de troupes de hasard comme les « bandes noires » de la Gueldre et les Anglais de la « rose blanche », de contingents italiens, comme celui d'un Gonzague, qui portait le nom ancien de Pyrrhus¹, d'un Pallavicini, d'un Jean de Médicis, à peine regagné à force d'argent. François sacrifia en vain la fleur de sa noblesse pour gagner la victoire que lui disputait avec acharnement la fureur des lansquenets avides au gain ; encore une fois les Suisses fléchirent. Bonnavet, sentant sur lui le poids de l'immanquable défaite, se fit tuer ; avec son roi de Navarre, le roi lui-même, pressé de tous côtés, dut remettre l'épée à un des traîtres qui avaient accompagné le connétable, présent lui-même, et de grand cœur, à la bataille. Il fut accueilli chez les vainqueurs, comme Jean-le-Bon chez les Anglais, d'après toutes les règles de la chevalerie mourante². On s'embrassa comme dans

¹ Cf. *Registri di lettere di Ferrante Gonzaga*, Parme, 1889.

« J'estois soubz mon cheval en terre », écrit le roi lui-même.
« J'ai plustost esleu honneste prison que honteuse fuite. » Le

les « chansons de geste », alors que des milliers de morts gisaient sur le champ tragique devant Pavie.

Charles dut être plus étonné que satisfait par la nouvelle de ce succès si grand, et plus gêné qu'étonné par toutes les questions personnelles et territoriales, d'un intérêt beaucoup plus large que ce duel italien dans lequel il ne jouait pas même le rôle brillant d'un Frédéric Barberousse, que devait ouvrir la captivité de son rival. Il était retenu par d'autres questions, d'une urgence encore plus grande que le sort de ce grand et noble prisonnier, bien que de ce côté-là aussi il se dérobât à tout risque personnel. A savoir : la complète anarchie allemande déclenchée par la prédication de Luther et de ses nombreux disciples, les prophètes de différente espèce, et la catastrophe inopinée du royaume de Hongrie, dont, d'après le pacte conclu entre Habsbourgs et Jagellons, sous Maximilien, sa famille avait le droit formel d'hériter.

Jusqu'à Luther, la pensée des classes cultivées n'avait eu aucune influence sur les masses. La plupart crouissaient dans la complète ignorance d'un dur servage. Ils ne pensaient qu'au poids des dîmes et des jours de travail, comme ces paysans de Hongrie qui, deux fois déjà, avaient donné l'exemple de la révolte. La petite bourgeoisie elle-même, marchands de pacotille et surtout ces gens de métier du milieu desquels surgit le seul poète de l'époque, un savetier, Hans Sachs, n'avaient pas une notion plus claire des situations politiques et sociales. On lisait des factums en vers comme les critiques de ce chantre des ateliers, qui y mêlait la bonne humeur tra-

texte authentique de sa fameuse lettre à la reine Louise est celui-ci : « De toutes choses ne m'est demeuré que l'honneur et la vie, qui est saulve. » Elle lui répondit, remerciant Dieu de « vous avoir gardé l'honneur, la vye et la santé ». Ch. *Journal du règne de François I^{er}* ; « Epistre du Roy traictant de son partement de France en Italie et de sa perte devant Pavie » ; Aimé Champollion-Figeac, *Captivité du roi François I^{er}*, Paris, 1847, dans la « Collection des documents inédits ».

ditionnelle de sa race souabe, et, comme dans la « Narrenschif », « le vaisseau des sots », on se divertissait sur le compte des riches et des puissants, ainsi qu'on l'avait fait, avec un peu plus de malice, mais avec tout aussi peu de résultat, en France, à travers tout le moyen-âge. Mais le colportage, la diffusion par les foires, où, depuis longtemps déjà, on vendait le livre imprimé, la Bible des humbles et certains pamphlets de caractère divers, répandirent facilement la prédication enflammée, d'une impitoyable critique dans un dur, mais parfois touchant langage rustique, plein de moyen-âge, de ce moine défroqué, marié à une nonne, au ban de l'Empire, sous l'excommunication solennelle du Saint-Siège, qui jouissait cependant de l'appui sans réserve de son seigneur et maître, Frédéric, le « Sage » duc de Saxe. Il niait l'autorité du Pape, il parlait d'une Eglise du peuple, il projetait en avant le spectacle, recueilli dans le passé le plus lointain, de la bonne Eglise apostolique. Il faut admettre que d'anciens souvenirs hussites en furent réveillés. De plus, dans le pays qu'avaient troublé les querelles du Téméraire et où un gouverneur général arrêté par le « peuple » avait été publiquement supplicié, il y avait des réminiscences auxquelles il suffisait de toucher pour que le feu d'hier, à peine éteint, reprît. Sans compter qu'au Sud, un prêtre suisse qui avait vu Vienne, sinon Rome, comme Luther, en revenait lui aussi aux vieilles communautés populaires et, comme il n'y avait pas de frontières bien définies du côté de la Souabe, Ulrich Zwingli prêchait, bien que dans un langage moins immodéré que celui du professeur saxon, pour les « Allemands » du voisinage aussi, plus capables d'être jetés dans le désordre que les paysans, absolument libres et souverains, de ces cantons suisses dont il était devenu le chef à la façon d'Israël sous les « juges ».

L'Alsace fut donc bientôt en flammes. Les bandes paysannes se formaient à la manière des Suisses et des lansquenets. Parfois ils avaient des armes ; presque partout les chefs manquaient. Dans un milieu un peu plus élevé,

comme à Waldhut, un Hubmaier parut en révélateur, nouveau Jean-Baptiste sans Messie, appelant au baptême purificateur. On répandait ce « Testament de l'empereur Sigismond » qui correspond aux « lois du bon roi Mathias » pour la Hongrie, falsification populaire dans laquelle se reflétaient les désirs de cette multitude affolée. Plus tard, quelqu'un rédigea les « douze points » de réforme, d'une désespérante naïveté, qui commençaient par demander l'élection populaire des curés.

La réaction de l'ordre se fit attendre. Elle ne fut que locale et occasionnelle. On ne voyait pas l'empereur, cet étranger opiniâtre dans son indifférence. Il n'y avait plus de grandes Diètes, les princes, les évêques se réunissant seulement dans des assemblées régionales, sans prestige et sans résultat. Le « Reichsregiment », qu'on avait réussi à introduire plutôt de forme, cessera de fonctionner en 1528. Même avant ce terme, l'Espagnol qu'était le frère de l'empereur, Ferdinand, sans appui, sans conseillers, n'arrivait pas à se dépêtrer dans toutes ces tragiques difficultés. Cependant, lorsqu'il y avait quelque jeune prince confiant et hardi, comme Ulric de Wurtemberg, on improvisait une petite armée, on découvrait de l'artillerie et on foudroyait les paysans ; les prisonniers étaient empalés, écartelés. Il fallut que le comte de Guise défendit, avec une vraie armée, la Bourgogne et la Champagne¹, se gardant ainsi le titre de duc. Hubmaier, considéré comme hérétique, brûla sur le bûcher, alors que Luther, qui avait commencé par dédier des brochures à Charles Quint et à Léon X, faisait, par ses appels un peu comiques à l'ordre, la besogne des princes².

On n'oubliait pas d'invoquer le « danger ture », qui

¹ Gaillard, ouvr. cité, II, pp. 257-258.

² Baumann, *Akten zur Geschichte des deutschen Bauernkrieges aus Oberschwaben*, Freiburg, 1881 ; Jörg, *Deutschland in der Revolutionsperiode von 1522 bis 1526*, Freiburg, 1851 ; Friedensburg, *Der Reichstag zu Speier, 1526*, Berlin, 1887 ; Ney, *Gesch. des Reichstags zu Speier*, Hambourg, 1880 ; Balan, *Monumenta reformationis, Ratisbonne, 1884 et Monumenta sæculi XVI historiam illustrantia*, Innsbruck, 1885.

préoccupait Luther aussi, en même temps que la « captivité babylonienne de l'Eglise ». Il était bien réel. Et on put, dès 1525, en mesurer toute la terrifiante grandeur.

La revanche ottomane pour l'offense faite au Sultan par l'imprudencé du jeune roi tarda d'une année. Lorsque François I^{er} perdit la bataille de Pavie et, pendant des mois, sa liberté, on craignait en Hongrie une attaque qui ne se produisit pas. La grande expédition de 1526, conduite, comme de règle, par Soliman lui-même, fut largement annoncée par de grandioses préparatifs. Thomory, qui avait remporté en 1524 un léger succès contre les Turcs, fut consulté par le malheureux prince, qui sentait déjà s'accumuler la tempête au-dessus de son royaume. Une Diète, en mai, ne servit qu'à montrer que le pays n'entoure pas de son dévouement ce fils d'un étranger qui paraissait porter au front le signe fatal de son parent Ladislas, tué à Varna. Ceux qui assistèrent à ces scènes décourageantes eurent l'impression nette que la Hongrie, abandonnée à ses propres forces, ne pourra pas résister.

Les moyens démodés du moyen-âge ne purent pas rassembler une autre armée que celle des nobles mécontents de la personne royale, de ses conseillers allemands, qui entouraient la reine Marie, sœur de Charles-Quint et de Ferdinand, de la façon dont on gaspillait l'argent d'un trésor peu fourni. Ce fut donc, de la part des Turcs, jusqu'à la Save, jusqu'au Danube, une vraie marche triomphale. L'archevêque n'avait guère de quoi défendre les gués. La population désarmée fuyait devant l'avance rapide des cavaliers tures. Il y eut de la résistance seulement à Peterwardein, où cinq cents têtes furent apportées au camp impérial. Quelques secours occidentaux, de la part du Pape, de la Bohême, quelques croisés polonais se réunirent au dernier moment à ce qu'on avait pu rassembler dans les provinces mêmes du royaume ; le Voévode de Transylvanie, Jean Zápolya, manqua à l'appel. Enfin, en août, on put marcher contre les Turcs, qu'on

trouva dans les marécages de Mohács, entre la Drave et le Danube. Le 29, on put combattre : avec le même état d'esprit de la part du roi et de la noblesse que celui de François I^{er} et des siens, on eut une seconde bataille de Pavie. Mais on trouva dans la boue le cadavre du roi, et les Ottomans ne traitèrent pas en bons camarades les défenseurs de la Hongrie : la tête du « derviche » Thormory fut hissée au bout d'une pique. Cinq évêques se trouvaient parmi les morts. Le 11 septembre, l'empereur païen de l'Orient faisait, à côté d'Ibrahim, son entrée à Bude, qui brûlait, pour quitter ensuite, malgré les efforts du Palatin et malgré des embûches locales, en maître ce royaume dont il s'attribua le titre.

De son côté, François I^{er}, qui ne dédaignait guère la littérature, rivalisant avec son valet de chambre, le doux Clément Marot, déclare dans ses vers qu'il « s'estimoit bien heureux pour la lyberté de son pays toute sa vie demeurer en prison ¹ ». Il fut conduit de la forteresse de Pizzighetone, non pas à Milan, à Gênes, à Naples, comme on l'avait d'abord proposé, mais, d'après les suggestions du vice-roi, à Barcelone sur un vaisseau français, pour éviter une mauvaise rencontre avec la flotte de Doria, qui tenait la mer ². Le captif royal désirait se rencontrer avec son vainqueur, absent à la bataille comme après ; ce prince cauteleux et timide s'esquiva d'abord. Au moment de la rencontre cependant il qualifia celui qui se présentait en « esclave et prisonnier » de « libre et bon bon frère et vrai ami ³. Il demandait la Bourgogne, mais imposait à son captif d'épouser la duchesse Marguerite, qui, de nouveau, serait devenue princesse française, ou bien une princesse portugaise, puis Eléonore, sœur de Charles, le dauphin devant devenir le mari de l'infante

¹ Champollion-Figeac, ouvr. cité, p. XXIV.

² Voy. Jurien de la Gravière, *Doria et Barberousse*, Paris, 1886.

³ *Relacion... por el capitan Gonzalo Fernandez de Oviedo y Valdez*, dans Gachard, *La captivité de François I^{er} et le traité de Madrid*, Bruxelles, 1860, p. 87.

du Portugal ; en outre, le comté de Charolais, l'Artois, la Flandre auraient été détachées du royaume. Bourbon, qui était accouru en Espagne, rêvait d'être le successeur du roi René en Provence et pensait même à s'annexer le Dauphiné. De son côté, François, qui était déjà gagné au mariage avec Eléonore de Portugal, consentait à céder la Bourgogne, mais en fief, même la Flandre et l'Artois, mais à titre viager seulement. Marguerite, sœur du roi, essaya de rencontrer l'empereur, puis elle partit bientôt, dépitée de n'avoir trouvé que « les serviteurs du maître ». François lui-même avait fait, avant son entrevue, une maladie, et on put croire à Paris qu'il en était mort¹. Resserré dans le château de Madrid, il dut enfin signer un traité par lequel il renonçait à toutes ses possessions et prétentions en Italie, à la suzeraineté sur la Flandre et l'Artois, à Hesdin seulement et à Tournai. Quant à la Bourgogne, son sort serait réglé définitivement par un arbitrage, ou bien elle serait considérée comme dot de la nouvelle reine. C'est seulement à ce prix qu'en mai 1526 la liberté fut rendue à François, en échange pour l'envoi comme otage du dauphin et du duc d'Orléans.

Il semble bien qu'à ce moment, Charles, qui avait refusé après Pavie les honneurs du triomphe, disant qu'il l'attend pour l'œuvre de croisade², et qui peu auparavant se prétendait disposé à faire la paix² « pour le repos de la chrétienté et effacer toutes nos discordes », pensait sérieusement à cette bonne paix générale « pour le grand bien de la chrétienté », au « bien de la paix générale » qui lui paraissait rentrer dans son devoir d'empereur. Dans le traité de Madrid, il avait pris, non seulement

¹ Cf. dans les actes du Parlement de Paris cette entrée : « ipse incidit in appoplexim, qui est une maladie incurable » (Champollion-Figeac, ouvr. cité, pp. 338-339). On intitulait déjà le dauphin, le roi Henri (*ibid.*, pp. 416 et suiv., novembre 1525).

² Will. Bradford, *Correspondence of the emperor Charles V and his ambassadors at the courts of England and France, from the original letters in the imperial family archives at Vienna*, Londres, 1850, p. 111.

³ *Ibid.*, pp. 193-194, note.

l'engagement d'aider, de toutes ses forces, son beau-frère en Italie, mais aussi d'être son associé dans une immanquable croisade : « que, pareillement, voulant ledict empereur faire l'entreprise contre les Infidelles, ledict roy contribuera avecques la moitié de la despense et y ira en personne avecques Sa Majesté et, en cas que ledict roy de France y ira et laissera en protection son royaulme, sa femme et ses enfans à l'empereur, et si les deux fussent en ladicte emprise, le roy aura la charge d'une part de l'exercite dudict empereur ¹ ». Il faut absolument rejeter l'idée d'une entente conclue alors même par le roi captif avec Soliman, auquel la reine-mère seule avait député un envoyé, dont la mission était sans grande conséquence ². Dès avant Pavie, le roi avait promis au Pape d'adhérer à une ligue défensive contre Soliman ³. De son côté, Charles se déclarait très vexé par les affaires religieuses de l'Allemagne et bien décidé à « employer tout son pouvoir pour exterminer cette secte des luthériens ⁴ », ce qui correspondait de tout point aux sentiments de Louise de Savoie envers « les erreurs et secte pernicieuse introduicte ou renouvellee par Martin Luther, laquelle secte sous couleur de licence trop grande et liberté de vivre selon la sensualité, de jour en jour a tiré et tire à soy les ames des chrétiens à voye de perdition ⁵ » ; il est vrai cependant que Ferdinand, bientôt élu roi de Hongrie par un de ses partis qui déchiraient les restes du malheureux royaume, écrivait à sa sœur Marie qu'on ne peut pas arrêter la plume de Luther et qu'il

¹ Champollion-Figeac, ouvr. cité, p. 170.

² Voy. nos *Observations sur le commerce d'Orient à l'époque moderne*. Sur la personnalité de Bernardin des Frangepani, seigneur de Klis, ennemi des Turcs, voy. Balan, ouvr. cité, pp. 115 et suiv.

³ Che farà lega defensiva contra Turchi come parà à Sua Santità ; Balan, ouvr. cité, I, p. 321 (janvier 1525).

⁴ Bradford, ouvr. cité, p. 133 (lettre au roi Ferdinand, 25 juin 1525). Sur les lettres du Pape à l'empereur avant la catastrophe de la Hongrie, voy. *ibid.*, p. 241. Dans Champollion-Figeac, ouvr. cité, p. 199 : intervention de Louise de Savoie en faveur de la Pologne menacée.

⁵ Balan, ouvr. cité, I, pp. 344-345 (29 avril 1525).

faut seulement que cette princesse se garde bien d'accepter quelque dédicace de l'incorrigible agitateur ¹. Enfin, le Pape s'était empressé d'envoyer, aussitôt après la trêve conclue en Occident, un légat en Hongrie, qu'il avait espéré sauver à si peu de frais ². Un Génois de la famille Centurione était allé même à Moscou dans le même but, sous prétexte de commerce, et un émissaire du duc russe, qui se faisait appeler Démètre Erasme, avait paru à Rome ³.

Mais, malgré les fêtes qui terminèrent la captivité, le mariage projeté entre François et la reine veuve du Portugal n'eut lieu que quatre ans plus tard. Le Parlement de Paris avait montré plus d'une fois qu'il n'entend pas enregistrer des décisions royales touchant les provinces de l'Etat qui auraient été prises par la violence exercée sur la personne du souverain. Le roi d'Angleterre lui-même protestait contre un partage du royaume qui était aussi « le sien ». Des incitations venaient sans cesse de l'Italie, de l'Angleterre même, réconciliée, pour empêcher l'intronisation de l'impérialisme représenté par Charles.

C'était donc encore une fois l'Italie qui rompait la « paix universelle » et rendait impossible la croisade.

Tout ce monde de princes et de républicains et le Pape lui-même craignaient la vengeance du vice-roi de Naples, qui avait commencé par les rançonner et qu'ils soupçonnaient de vouloir bientôt les anéantir. Il y avait parmi les officiers de Charles-Quint tel Italien comme Pescara qui aspirait à une couronne, celle de Naples, qu'il n'osa pas briguer ouvertement. Le duc de Milan se sentait prisonnier dans sa capitale ; son principal conseiller, Morena,

¹ Bradford, ouvr. cité, p. 244 (19 avril 1526).

² Balan, ouvr. cité, I, p. 167 (août 1525). Lettres sur la catastrophe de Hongrie, adressées aux rois d'Angleterre et du Portugal, *ibid.*, pp. 240 et suiv.

³ Balan, ouvr. cité, I, p. 186. Sur les rapports de Janus Lascaris avec ses projets, *ibid.*, pp. 209-210. Cf. H. Vast, *De vita et operibus Jani Lascaris*, 1878.

fut arrêté comme traître par de Leyva et par le même Pescara, dont la mort prématurée arrêta seule les intrigues. Dès le mois de mai un traité conclu à Cognac, où François passait ses premières semaines de liberté, réunissait la cause du roi à celle des Italiens qui ne voulaient pas devenir simples sujets de l'empereur. A la fin de l'année, après s'être entendu dire par les Etats de Bourgogne que le pays veut rester français, le roi demanda au Parlement solennellement assemblé s'il doit exécuter le traité de Madrid ; on lui répondit qu'il a le devoir de ne pas le faire, ce qui, bien entendu, reste discutable. Mais, quoi qu'il en soit, on constate encore une fois que, par-dessus les décisions et les concessions des princes, la nation se sentait comme la grande entité permanente, qui ne peut abandonner aucun de ses droits pour le seul motif qu'une entreprise royale a manqué lamentablement son but.

Géné aussi du côté de l'Italie, François crut avoir trouvé un biais honorable en déclarant qu'il ne consent à retenir que Gênes et le comté d'Asti, que son seul désir est de maintenir le duc de Milan sur le trône, en lui faisant épouser une princesse de la Maison de France. Le Pape seul était en droit de décider sur le royaume de Naples, et, si Charles entre dans cette « ligue sainte », le Saint-Siège peut bien le reconnaître.

Toute une armée composée des éléments italiens les plus variés, Florentins, Pontificaux, Vénitiens, gens des princes, se dirigea vers Milan pour la délivrer de la garnison impériale qui l'épuisait. Charles ne parut pas cette fois non plus sur un champ de bataille que François lui-même ne devait pas toucher. On ne pourrait pas même fixer sa vraie part de responsabilité dans les actions qui furent entreprises soi-disant pour soutenir aussi ses intérêts. Il envoya l'exécuteur de ses vengeances, le connétable, qui se rendit aussitôt maître du château où depuis longtemps était assiégé le duc. Mais les alliés italiens, resserrant Gênes et accueillant un contingent français que commandait le marquis de Saluces, reprirent

Crémone. En même temps le cardinal Colonna mettait Rome en mouvement et pensait se faire Pape comme les instruments des Césars germaniques au moyen-âge, par la conspiration et la révolte. Clément ayant cherché un refuge dans le château de Saint-Ange, les révoltés pillèrent l'église de Saint-Pierre. Il fallut que le Pape retirât ses troupes du Milanais. Et, malgré cet acte de soumission, les lansquenets de Georges Frundsberg, animés du sentiment de haine contre l'Eglise de Rome, parurent, en vrais Vandales modernes, pour faire subir à la cité de l'idolâtrie les derniers des outrages.

C'était encore une conséquence de l'état d'esprit où une propagande d'une violence inouïe contre tout ce qui tenait à Rome maudite avait mis les masses en Allemagne. Ces violences et ces pillages trouvaient une légitimation dans la nouvelle doctrine, comprise dans ce qu'elle avait de haineux et de brutal : on s'enorgueillissait de punir la bête de l'Apocalypse. Le duc d'Urbin, un des confédérés, qui assiégeait Gênes, le marquis de Saluces cherchèrent en vain à couper le passage aux bandes de la *Strafexpedition*. Le duc de Ferrare les aida à satisfaire des rancunes. Jean de Médicis, le célèbre condottière, mourut à vingt-neuf ans en les affrontant. Le comte de Bourbon se déshonorait en soutenant cette action infâme dont il était le suprême commandant, et, du reste, dans le camp opposé, les mêmes pratiques sauvages avaient été adoptées par les soudoyers en déficit de payes. L'intervention de Launay, un Flamand, le vice-roi de Naples, qui vint à Rome et eut une entrevue avec celui qui jouait absolument le rôle royal d'un Alaric, resta complètement inutile. On était à la merci d'une armée d'anarchie qui ne respectait et n'épargnait rien. Méprisant toutes les règles de la tactique, pourvu qu'il surprît ceux qu'il voulait dépouiller, Bourbon laissa même derrière lui son artillerie. Un coup d'arquebuse, que le grand orfèvre Benvenuto Cellini devait se vanter d'avoir tiré, mit fin à cette vie arrivée aux dernières limites de la déchéance, mais pour Rome c'était encore pire que

d'avoir à faire avec la seule haine vengeresse de Frundsberg et de ses Allemands.

Prise d'assaut par ces vauriens, la cité des empereurs et des Papes fut pendant deux mois entiers le théâtre des excès les plus révoltants. Jamais une population hautement cultivée, conservant des trésors d'art inestimables, ne fut livrée à de pareilles extorsions, ne dut subir des actes de cruauté et de lubricité si dégradants. Les cardinaux furent traînés par les rues montés sur des ânes et roués de coups. Il y eut bientôt la peste. Le vice-roi de Naples ne parut un moment que pour s'enfuir devant les mercenaires qui ne reconnaissaient d'autres maîtres que ceux qui leur permettaient tout, entre autres encore un prince français, Philippe d'Orange. Non secouru, le Pape était assiégé dans son château de Saint-Ange : il capitula, restant otage pour le paiement d'une somme considérable et cédant par un traité formel, conclu, bien entendu, au nom de l'empereur, qui faisait prier pour la délivrance de Rome¹, les villes, disputées, de Parme, Plaisance et Modène, alors que les Vénitiens, cependant ses alliés, ne se faisaient pas scrupule de reprendre Ravenne et que les descendants des anciens seigneurs chassaient les gouverneurs pontificaux de Rimini et d'Imola, que Florence s'insurgeait contre la famille, impopulaire, du pontife. Il fut question d'une retraite à Avignon, où on aurait rassemblé un concile sous la protection des rois, étroitement unis, de France et d'Angleterre².

Il est bien certain que dans tout cela la responsabilité du chef laïc de la chrétienté était nulle. On voulut cependant l'en charger, et ces deux rois, ligués contre ce qu'ils appelaient son ambition, lui déclarèrent la guerre. Charles rappela l'engagement formel qu'avait pris François de réintégrer, en cas de non-exécution du traité de Madrid, sa prison espagnole ; on lui répondit que, pour être pri-

¹ Gaillard. ouvr. cité, II, p. 337.

² *Ibid.*, p. 340. On avait proposé à François d'épouser la fille de son ami.

sonnier de quelqu'un, il faut avoir été pris de sa main. On alla jusqu'aux invitations réciproques à un combat singulier, François écrivant lui-même la sienne, chose digne de pareils chevaliers. Alors que le monde se détachait de l'héritage du passé, marchant difficilement à travers une épouvantable anarchie vers un avenir incertain, ses chefs couronnés vivaient dans tous les préjugés d'une époque qui expirait. Echanger des défis par des hérauts d'armes, alors que Rome s'était à peine délivrée de la plus barbare des tyrannies et que le Pape était captif, peut-on imaginer une plus cruelle ironie ?

Malgré les défis solennels, mêlés d'accusations déshonorantes et de homériques injures, François n'alla pas retrouver Charles, « l' élu en empereur », sur les rives de la Bidassoa. Mais Lautrec avait passé les Alpes dès le mois de juillet 1527, avec une vraie armée, qui contenait aussi des Suisses et des lansquenets, des Gascons de Navarre. Mais il n'accourut pas délivrer le Pape, se mettant, d'une façon plus égoïste, à la conquête du Milanais. Gênes fut occupée par les Fregosi et les Doria, les Français continuant à avoir la supériorité sur mer. Pavie fut prise d'assaut. Les ducs de Mantoue et de Ferrare se rangèrent du côté du vainqueur, qui avait pris déjà le chemin de Rome.

Déjà Charles avait considéré le Pape comme son prisonnier et négociait avec lui sur les conditions de sa délivrance. Clément n'attendit pas l'armée de Lautrec : il consentit à se racheter par le paiement d'une rançon importante et céda Civita-Vecchia, Ostie et Forli (décembre 1527). Travesti, il s'échappa de cette ville profanée que l'empereur élu considérait comme d'aussi bonne prise, son seigneur ensemble, que n'importe quelle bicoque.

Les Français ne furent pas arrêtés par cette convention. Ils chassèrent les petits princes usurpateurs du Patrimoine et poursuivirent sur la route de Naples. Le nouveau vice-roi, de Moncada, un Espagnol, et le prince d'Orange n'osèrent pas livrer bataille à Troia. Bientôt seules Naples, Gaète et Manfredonia restèrent avec leurs

garnisons impériales ; Lautrec avait donné aux Vénitiens, qui n'avaient pas oublié leur séjour en Pouille, Monopoli et Trani, Brindisi et Otranto. On essayait du côté de Sicile, on combattait en Sardaigne. Moncada périt à Salerne ; Lautrec lui-même cependant succomba à la peste, après avoir vu le changement d'attitude de Doria qui, établi à Gènes, proclama la liberté de sa patrie et en envoya les galères devant Naples, imprenable. Le lendemain de sa mort, le marquis de Saluces signa une trêve déshonorante, et la retraite d'une armée affaiblie par la maladie et mal conduite commença.

Pendant ce temps, les Vénitiens, loin de réduire de Leyva, depuis si longtemps assiégé à Milan, perdaient Pavie, et de nouveaux contingents de lansquenets, sous le duc de Brunswick, descendaient par le Tyrol. Les troupes fraîches du comte de Saint-Pol ne purent sauver ni le château de Gènes, ni Savone. Enfin il se laissa battre par l'assiégé de Milan. Et, liant de cette façon ses intérêts à ceux du Pape, Charles, qui promettait à Clément Reggio, Modène, Ferrare, Ravenne, installait à Florence Alexandre de Médicis, auquel il faisait épouser sa fille bâtarde Marguerite, et recevait l'investiture du royaume de Naples.

Il était question, bien entendu, aussi de cette guerre contre les Turcs qui était devenue d'autant plus nécessaire que Soliman avait pris, en « roi de Hongrie » et suzerain du prince transylvain, auquel une autre Diète d'élection avait donné la couronne de Saint-Etienne, avec la possession de Bude, l'offensive contre le roi Ferdinand. La Paix de Cambrai (« paix des dames »), par laquelle, avec l'Italie entière, qui d'elle-même avait préféré se livrer au Habsbourg, François céda ses droits en Flandre et en Artois, ainsi que la possession d'Arras et de Tournai, la Bourgogne devant appartenir au fils qui naîtrait du mariage, enfin conclu, avec Eléonore, laissait à Charles les mains libres pour la croisade qu'on exigeait de lui et dont sa conscience reconnaissait le devoir.

Pendant ces luttes sans résultat appréciable, chacun restant dans ses positions antérieures et la question de l'Italie n'étant pas encore solutionnée, le Sultan Soliman s'était préparé à une nouvelle lutte du côté de la Hongrie, cette fois contre l'élu de Presbourg, qui prenait le titre royal en concurrence avec Zápolya, élu deux mois auparavant à Tokaj, qui avait fait ensevelir le corps du malheureux Louis II à Albe Royale et s'était gagné l'appui des Croates, sinon aussi des Esclavons conduits par les Frangepani. Il avait vu avec colère le couronnement en 1528 du Habsbourg, et les offres faites à Constantinople, au nom de Ferdinand, avaient été repoussées. Le frère de Charles-Quint avait vaincu et tué Christophe Frangepani, qui s'arrogeait la qualité de « tuteur et administrateur » aussi pour la Croatie et la Dalmatie ; les soldats allemands avaient défendu Jaice, bientôt conquise, contre les janissaires. Il est donc bien explicable que le Sultan eût reconnu, après l'ambassade du Polonais Jérôme Lasky, Zápolya comme roi de Hongrie, se disposant à le soutenir de toutes ses forces. Les princes roumains, Radu le Valaque, qui devait être tué par ses boïars au commencement de l'année suivante, et le Moldave Pierre à la barbe rare (Rareș), bâtard d'Etienne-le-Grand, et un vrai homme politique de la Renaissance dans ses Carpathes, attendaient une décision par les armes pour mieux pouvoir s'orienter. Au début ils étaient influencés par la puissance supérieure en apparence, de l'Autrichien, mais dès le printemps de l'année 1529, lorsque celui-ci voulut prendre possession de la Transylvanie sur laquelle Pierre lui-même avait des projets, les siens rencontrèrent une forte armée moldave ; malgré le concours des Saxons, qui formaient la partie la plus importante de ces troupes, les Impériaux furent complètement battus, perdant toute leur artillerie, sous la colline de Marienburg-Feldioara, la Földvár des Hongrois.

Soliman parut enfin en été, à travers les tragiques champs de Mohács, pour affirmer son pouvoir. C'est sur cette place fatale au royaume de Saint-Etienne qu'il se fit prêter solennellement l'hommage par le « Voévode

Jean », auquel on avait laissé de grâce une couronne de vassal. Zápolya fut reçu en roi, l'empereur musulman de l'Orient se levant et faisant quelques pas à sa rencontre ; il fut invité à s'asseoir sur un siège plus bas, comme Manuel Comnène l'avait fait déjà pour Louis VII de France. Ibrahim lui-même resta chargé d'installer dans la citadelle de Bude ce représentant de l'Empire ; le Sultan le suivait. La garnison placée par Ferdinand résista à peine quelques jours. Tout pillage fut défendu, et seuls quelques Allemands furent la victime des soldats ottomans, furieux de cette défense. Le roi Jean fut donc assis par un officier turc sur son siège de vassalité, et on finit par lui trouver aussi la couronne, cachée à Visegrád, de Saint-Etienne.

Aussitôt les spahis serbes et les troupes d'un membre de l'ancienne famille des Mihaloglis, qui prétendait descendre par les femmes de la Maison de Savoie et de celle de France, furent jetés sur les provinces autrichiennes. A la fin de septembre déjà, les avant-coureurs se trouvaient, faisant une récolte de têtes sanglantes pour le maître, devant Vienne. La tente rouge du Sultan fut plantée dans quelques jours sur les hauteurs voisines de la capitale autrichienne, défendue par le vieux chef de lansquenets Katzianer, qui avait connu les Turcs en Bosnie, et par le comte de Salm, flanqués d'un seul prince allemand, le jeune Palatin Philippe. Si la saison n'avait pas été aussi avancée et le climat aussi dur, si les Turcs n'avaient pas eu la coutume de retourner à la Saint-Démètre, peut-être l'Europe chrétienne, déchirée par ses discordes mesquines, aurait-elle vu les janissaires et les spahis faire leur entrée solennelle dans cette capitale des Habsbourgs, dans l'enceinte de laquelle le Corvin Mathias avait fini, quarante ans auparavant, sa vie de « César » de la chrétienté orientale ¹.

¹ Pour la défense de Vienne, Joachim de Brandebourg envoya son fils avec 20.000 cavaliers et de nombreux fantassins ; il y eut 2.000 des premiers, 3.000 des autres pour la Saxe : Louis de Bavière fut choisi pour conduire les 15.000 gens à pied des pays d'Empire ;

Le retour fut cependant celui d'un triomphateur. Zápolya parut bien humblement devant son maître, qui lui fit don à cette occasion de la couronne sacrée du roi apostolique. En décembre, le Sultan se reposait des fatigues de cette longue campagne de prestige au cours de laquelle, malgré la grandiloquence des courtisans de Charles et de Ferdinand, aucune armée n'avait paru pour lui offrir bataille, lorsque, après que l'attaque des « Ferdinandistes » en Valachie, en faveur d'un prince chassé par les siens, Moïse, eût été complètement repoussée par Vlad, adversaire de ce dernier (1530), les ambassadeurs du « roi de Vienne » se présentèrent à Constantinople. Soliman leur fit signifier que leur maître, qui s'essaya bientôt contre Bude, s'engage à évacuer les provinces qu'il occupe, son frère lui-même devant s'en aller en Espagne.

Or, dès le commencement de l'année 1530, Charles, qui avait pu tenir, en 1529, une Diète solennelle à Spire, où fut interdite seulement la prédication de certaines doctrines luthériennes, alla se faire couronner dans cette Italie que son autorité recouvrait plutôt de forme, même dans le royaume de Naples, où le vice-roi agissait en prince.

Le couronnement eut lieu à Bologne, où, quinze ans auparavant, François avait baisé les pieds, la main et la boucle de Léon X, se déclarant prêt à « exécuter ses ordres ² ».

L'empereur élu était venu avec toute une armée de 4 à 5.000 gens de pied et 2.000 cavaliers ; il y avait 2.000 pages de la plus haute noblesse autour de sa personne, et

Albèri, *Relazioni*, I, p. 111. En 1530, on refusa tout à Ferdinand, s'offrant à l'empereur seul, pour une guerre générale ; *ibid.*, pp. 129-130. Cf. aussi *ibid.*, pp. 138-139.

¹ *Gesch. des osmanischen Reiches*, II, pp. 405-414.

² Gaillard, ouvr. cité, IV, pp. 25-26. Léon avait été comme cardinal prisonnier des Français à Ravenne. On parlait d'une inféodation avec l'empire d'Orient ; *ibid.*, p. 30.

les princes allemands étaient présents : l'oncle de Charles, Georges d'Autriche, le marquis de Brandebourg, à côté des Italiens, le marquis de Montferrat, Alexandre de Médicis, qu'il feindra à tout prix vouloir imposer, infliger à Florence, résolue à ne pas l'accepter, et le puissant, le victorieux André Doria. On parlait avec admiration des 700 Espagnols commandés par de Leyva, des 1.000 soldats en vieux costume bourguignon ; une cinquantaine de canons donnaient le salut. Le cheval, l'armure dorée recouverte de brocart, le petit chapeau de velours noir sur la tête, l'empereur avait un aspect imposant ¹.

Les anciennes cérémonies furent strictement observées, et on vit le jeune César jeter des monnaies à la foule. Au son des trompettes, ce prince se dirigea vers la maison où l'attendait ce Pape qu'il avait vu, quelques mois auparavant, accourir en pénitent chez lui, à Barcelone. Il baisa le pied et la main, puis la joue du pontife, se mit à genoux, tête nue, devant lui, pour recevoir les investitures. Accompagné par son ancien prisonnier, il se présenta devant la multitude, charmée de ce spectacle extraordinaire, qui criait : « Carlo, Carlo, Imperio, Imperio ». Un serment solennel fut prêté par le roi des Lombards à l'église avant de recevoir l'épée (février 1530) ².

Les deux autorités suprêmes du moyen-âge paraissaient se réunir pour imposer à la chrétienté la paix nécessaire, pour y introduire l'ordre nouveau. Comme, pour le moment, il n'y a pas d'influence de la monarchie française en Europe, on peut penser à tous les problèmes jusque-là retardés par le duel italien. Une Diète est convoquée à Augsbourg en juin suivant, et la question des luthériens sera posée ouvertement, ce qui était d'autant plus nécessaire que déjà il y avait tout un parti gagné par les idées de Réforme, dans lequel le nouvel Electeur de Saxe, Jean, et le landgrave Philippe de Hesse, l'Electeur Joachim de Brandebourg même, les princes d'Anhalt, de

¹ Brantôme. Il avait avec lui aussi des lansquenets.

² Voy. les rapports dans les *Diarii* de Sanudo, LI et LII.

Brunswick se rencontraient avec les riches et puissantes villes de Nuremberg et de Francfort, où tant de Diètes s'étaient réunies, de Hambourg, la vieille cité hanséatique. Les protestants — le nom leur venait de la protestation contre les décisions inhibitives de Spire — s'entendaient avec leurs adversaires catholiques sur un seul point, celui de la nécessité d'un Concile général, tel que l'avait déjà demandé, du temps d'Adrien, la Diète de Nuremberg.

Cette fois, tout en rejetant la confession due à Melancthon, le savant ami de Luther, on paraît y penser très sérieusement : il ne s'agit pas seulement d'une nouvelle Diète allemande, mais bien d'une réunion générale de la chrétienté, par laquelle aurait été rehaussé le rôle de l'empereur, paraissant dans la gloire de Sigismond à Constantine. Il fut décidé que la réunion aura lieu dans six mois. Et le Pape fut chargé de lancer les invitations à tous les princes et à toutes les Républiques de la chrétienté, ce qui fut, de fait, exécuté.

Il fallait en même temps avoir, à côté de l'empereur, un roi des Romains. Charles réussit à écarter la candidature de son parent de Bavière¹ et à faire élire son frère Ferdinand. Ce pauvre jeune homme, maladif et timide, d'un esprit médiocre, de manières gauches, ignorant l'allemand, se présenta donc en janvier 1531 à Aix-la-Chapelle, et une brillante assemblée, dans laquelle il y avait, sous les railleries des protestants, un légat du Saint-Siège, lui donna le titre qu'il ambitionnait. La succession de la Maison d'Autriche à l'Empire était ainsi assurée.

C'était une provocation. Les princes amis de Luther étaient informés que Charles prépare un coup contre eux².

D'après l'exemple de l'Italie, de la Suisse, ils se « liguè-

¹ Albèri, *Relazioni*, I, p. 118.

² Voy. Sanudo, *Diarii*, LII, p. 72.

rent » à Schmalkalden, en territoire hessois, le 27 février 1531, mais encore sans aucune intention d'attaquer. Les deux ducs de Bavière s'étaient réunis à la Saxe pour signer une protestation publique contre les conditions dans lesquelles le frère de l'empereur avait été élu. La protection du roi de France sera bientôt invoquée pour défendre les constitutions de l'Empire, violées par un prince qui n'avait été fait empereur qu'en lui faisant jurer de les observer.

Le danger turc, réapparu en 1532, devait donner cependant une autre tournure aux affaires, retarder les ententes et empêcher les conflits qui, surtout après la convention conclue entre François et la ligue protestante à Esslingen, pouvaient paraître prêts à éclater.

Dès 1531, après avoir refusé le tribut offert par les ambassadeurs du roi Ferdinand, le Sultan se préparait à une nouvelle expédition. Cette fois, Ibrahim indiquait lui-même, très clairement, son but, qui n'était pas celui de regagner pour la Hongrie de Zápolya, réconcilié, du reste, par une trêve, avec son rival, les provinces occupées par le Habsbourg. « L'empereur », écrivait-il, « n'est pas venu dans ces pays pour porter préjudice à ces pauvres gens, mais seulement pour chercher le roi Charles d'Espagne, car celui-là ne fait que troubler le monde entier, chasser des rois et des ducs et leur rendre leurs possessions contre argent ; il s'est posé la couronne sur le front et prétend être l'empereur universel ¹. »

Mais, comme le roi Jean n'était pas resté sous les ordres du Sultan, le caractère de la campagne changea bientôt. Malgré la présence d'un émissaire français, — car c'est à ce moment seul que les relations amicales commencèrent, sans avoir rien de public, entre François et Soliman, — on s'attaqua à des châteaux de la Hongrie « ferdinandiste ». Ils ne résistèrent pas, jusqu'à Güns, Köszeg pour les Hongrois, sur le chemin de Vienne, cita-

¹ *Gesch. des osmanischen Reiches*, II, p. 415.

delle qui avait une garnison allemande, assez importante. Il fallut une semaine pour la réduire. Sans risquer une nouvelle marche, impossible, sur Vienne, bien gardée cette fois, même par les contingents espagnols, la grande armée ottomane se dirigea dès le commencement de septembre 1532, par la Styrie, pays autrichien, où fut accordée toute faculté de piller. A côté, Gran était cernée par le favori italien du Sultan, un bâtard de doge, Aloisio Gritti, avec des bandes tatares. C'était la seule façon dont pouvait se manifester l'aversion du Sultan contre un ennemi qui n'osait pas sortir en campagne contre lui. Bientôt les clés de Gran furent portées solennellement à Constantinople par une nouvelle ambassade du roi Ferdinand.

C'était un acheminement vers la paix, et de fait elle fut bientôt obtenue par le Dalmate et le Hollandais auxquels avait été confiée cette mission si difficile. Du reste, l'Empire ottoman n'avait plus rien à réclamer de ce « roi de Vienne » dont le rival ne montrait pas une fidélité à toute épreuve. Les affaires hongroises en litige furent soumises à l'arbitrage de Gritti, dont l'ambition visait plutôt des trésors qu'une couronne¹.

Mais tout cela ne regardait que le nouveau « fils » du César musulman ; quand à « l'Espagnol », on n'entendait guère lui serrer la main. Lorsque plus tard, en 1534, on parlera à Stamboul en son nom, la réponse fut nette : Charles doit épargner le Pape, chef de la chrétienté, unique chef de ce bloc d'Etats que la pensée turque, influencée par le Coran, confondait, et se réconcilier avec l'« empereur de France² ».

Car, dès 1532, l'empereur avait entrepris lui-même, par mer, le Sultan n'ayant à sa disposition qu'une marine très médiocre et le concours, presque dangereux, du mo-

¹ *Ibid.*, pp. 419-420.

² *Ibid.*, pp. 415-419.

narque des pirates méditerranéens, le renégat Chaireddin Barbarossa, la guerre sainte qu'il avait promise, qu'il croyait devoir à la couronne dont il venait à peine de ceindre un front.

Une flotte armée par les deux Puissances centrales du catholicisme fut mise sous les ordres d'un chef comme Doria, Venise se bornant à armer des galères d'observation, qui garderont, bien qu'il s'agit, de la part de Charles, d'une tentative sur les anciennes possessions de la République, une neutralité absolue. Les Turcs se retirèrent devant les grands vaisseaux italiens et, sans combattre la flotte du Sultan, le chef de la « croisade » — si modeste ! — put occuper Coron et Patras, dont, nécessairement, la garnison dut céder aussitôt après son départ. Deux ans plus tard, Barbarossa, ce « roi d'Alger », se reconnaissant simple vassal de l'empereur constantinopolitain, chassait de Tunis Muley-Hassan, le dernier de la vénérable dynastie des Hafsides, et s'y établissait en prince, menaçant la Sicile et l'Italie méridionale, qui vit bientôt les siens à Reggio et à Fondi. Mais la Perse du grand et doux Chah Thamasp, cette « France » des Impériaux ottomans, s'était de nouveau levée, pour arrêter l'établissement de la « thalassocratie » turque.

Pendant ce temps et pendant les années qui suivirent, jusqu'en 1536, Charles régna en vrai empereur sur l'Occident.

Il avait perdu, il est vrai, l'amitié du roi d'Angleterre : amoureux d'une compagne de la reine, Anne Boleyn, fille du duc de Norfolk, qui avait fait partie de la Cour frivole de Marie, reine de France, puis duchesse de Suffolk, et avait passé quelque temps à Paris, ce gros homme sensuel, complètement dénué de scrupules et d'une parfaite indifférence à tout jugement de l'opinion, cet inexorable vengeur, contre ses plus proches, des injures, réelles ou supposées¹, voulut se séparer de sa femme, depuis long-

¹ Il déclarait aux Vénitiens ce qui suit : « le roi de France est

temps délaissée, la tante de Charles. Invoquant le mariage antérieur de Catherine avec le fils aîné de Henri VII, Arthur, il demanda à Rome le divorce, et, comme on s'attardait sur la décision, il la prit lui-même, par un mariage secret avec Anne, puis par une sentence de sa propre Eglise dont lui, adversaire acharné de Luther, par la plume aussi, n'hésita pas à se déclarer, contre tout précédent, le chef indépendant ¹.

Mais d'autres royautes étaient dépendantes de la couronne impériale. D'abord Jean III, le successeur du grand « découvreur » de terres d'Occident qui avait été dom Manuel.

Cet Etat, d'une si faible étendue en Europe, s'était gagné une importance toute nouvelle, reposant sur une flotte de commerce nombreuse et sur des revenus considérables, par le monopole des Indes, par l'exploitation exclusive des chemins maritimes qui y menaient. Déjà, en 1317, un Génois, concitoyen du premier explorateur en Occident, Lancelotto Malocello, Pezagno, était allé chercher dans ce but le roi Denis ². On était à Madère en 1417. A une date où les royautes espagnoles ne pensaient pas même, leur situation géographique étant tout autre et des préoccupations politiques de premier ordre les retenant dans une autre mission, à chercher dans l'inconnu de la Mer d'Occident, le prince Henri, dit le Navigateur, demi-fils d'une princesse de Lancaster, Philippa, s'établit sur la côte océanique pour mieux diriger et surveiller les chercheurs portugais d'aventures. Le cap Boja-

mon allié, et, bien qu'il possède la France, dont je porte le titre, il me paye un tribut annuel » ; Rawdon Brown, *Four years at the court of Henry VIII, selection of dispatches written by the venetian ambassador Sebastian Giustiniani...*, January 12th 1515 to July 26th 1519, I, Londres, 1854, p. 237.

¹ Cf. J. A. Froude, *The Divorce of Catherine of Aragon, the story as told by the imperial ambassadors resident at the court of Henry VIII, in usum laicorum*, Londres, 1871.

² Suit la découverte des Iles Canaries par un Génois et un Florentin. L'enfant espagnol de la Cerda en était le maître vers 1350.

dor, les Açores sont touchées en 1432. Le roi Edouard mourut en croisé contre les Marocains, mais ses successeurs poursuivirent l'œuvre sainte. En 1446 on était au Sénégal, au Cap Vert en 1447. Le Pape Martin créa par bulle un domaine portugais exclusif dans ce « monde nouveau ». Après la fondation d'une compagnie, on est, avec Diego Cam, en 1482, au Congo. Dès 1436, les Portugais se trouvaient sur cette « Côte d'Or » de la Guinée où des Français rivaux de Jean de Béthencourt, voyageur aux Canaries, se risquèrent aussi, sans compter l'apparition, dès 1343, du Catalan Jacques Ferrer sur cette même côte. Tanger fut conquise comme nouveau point d'appui sur cette côte de l'Afrique occidentale en 1471. Sierra Leone était exploitée dès 1462. Et, pour couronner l'œuvre d'un siècle entier de risques, en 1486 Barthélemy Diaz, arrivant jusqu'au point Sud extrême de ces rivages, réussit à tourner devant le Cap des Tempêtes, devenu celui « de Bonne Espérance », l'Afrique.

Colomb, qui, malgré ses rapports avec les rois catholiques, ne représentait pas l'essor naturel, le développement normal d'une action d'Etat, venait d'arriver aux Antilles, sans savoir au juste ce qu'il avait trouvé, lorsque l'Empire portugais, qui avait abandonné le terrain de croisade et poursuivait de simples buts de commerce, réussit enfin, en 1494, à atteindre cette péninsule indienne, dont venaient les épices, article essentiel du commerce oriental à cette époque. Vasco de Gama trouva d'abord sur le rivage de la Mer des Indes des Etats arabes, d'une ancienne organisation, qui continuaient la fondation des Axoumites connus par Byzance dès le v^e siècle. Puis, le 29 mai 1498, son équipage éprouvé par les plus dures difficultés et privations, pouvait enfin se trouver au milieu des Indiens, des vrais Indiens, de la race aryenne, à Calicut. L'entreprise devait arriver bientôt à se soumettre toute la région côtière de Malacca et les fles de la Sonde à Goa, à Socotora et à Ormuz, sur le golfe de Perse. Un voyageur qui avait dévié, Alvarez Cabral, toucha dès 1500 à la côte du « bois rouge », du Brésil, qu'il

nomma « La Sainte Croix », l'Espagne ayant une « Vraie Croix » au Mexique, alors que Colomb connaissait à peine, dans la région qui porte son nom, le rivage septentrional de cette Amérique du Sud.

Alors que les Gabotto pénétrèrent dans la rivière américaine de Saint-Laurent, étant suivis, pour la France, par Jacques Cartier, Ribaut, Landomière, de Gourgues, — les Corterea, les Covicham, les Païva, les Ponce de Leon, qui découvrit en 1512 la Floride, les Verazzano, les Ayllon, les Narvaëz et les Sotto, les d'Acunha, qui abordent à Madagascar, un Perez, qui apparaît à Canton, un Segueira, qui pénètre en Abyssinie, un Correa, qui descend au Bengale, un Henriquez, qui est devant Célébès, un Antoine de Muta, qui connaît le Japon, servaient leur roi du Portugal. Ici il y avait, malgré la faiblesse d'une base disputée par les princes arabes et menacée dès 1523 par les Ottomans ¹, malgré les appréhensions du Soudan, un vrai domaine, sous un vice-roi comme Albuquerque; et en dépit des conflits pour les colonies, où le Portugal n'admettait pas de rival ², presque un empire. Il ne fut pas entamé, en 1538, par la révolte des indigènes contre le vice-roi et contre son grand patron musulman, le « Grand-Mogol » Houmaïoun; les Portugais défendirent avec succès Diu contre les Turcs d'Egypte, qui avaient occupé Aden ³. En regard de ce que cette petite nation au grand cœur avait accompli, la situation des Espagnols dans le nouveau Monde, avec leur mélange de souvenirs des croi-

¹ Al qual (au Sultan) par che etiam habbino dato cura di veder a Portogallesi il tuor delle specie in India, et fanno gran pensiero de retinerle al luogo suo primo per la utilità et commodo che ne è per receiver questo Signor et suo paese; *Notes et extraits*, VI, p. 103, n° 149.

² Non vuol ché alcun altri huomo, sia chi si voglia, vada a quelli luoghi; rapport vénitien dans Albèri, *Relazioni*, I, pp. 182, 300-301; II, pp. 48-50. Charles avait cédé contre 400.000 ducats au Portugal la navigation aux Moluques; *ibid.*, I; cf. *ibid.*, p. 85. L'accès au Brésil et à la Guinée fut aussi défendu à des Normands, des Bretons, des Picards; *ibid.*, pp. 182, 249. En 1546, le roi du Portugal est « nelle braccia dell'imperatore ».

³ *Gesch. des osmanischen Reiches*, II, p. 365.

sades et de brutalité conquérante sous le drapeau des aventuriers, les *conquistadores*, représentait bien peu, quelle que fût l'importance, certainement exagérée, des transports d'or envoyés par les officiers d'Etat qui remplacèrent un Cortez au Mexique et, au Pérou, autre centre d'une belle civilisation millénaire, impitoyablement détruite, un Pizarro et un Almagro.

Mais le roi du Portugal, père d'un fils non viable, était, par sa sœur et par sa femme, le beau-frère de Charles-Quint ; le fils de Jean III épousa Jeanne, fille de l'empereur, et le petit-fils de celui-ci la fille de Jean ; la sœur de l'empereur, mariée à François I^{er}, était veuve du roi défunt, et sa fille née du mariage avec dom Emmanuel était restée en Portugal¹. Malgré la frontière entre la Castille et le royaume du roi Jean, il y avait bien l'unité d'action dans la péninsule ibérique dont Charles avait besoin pour cette « monarchie » que l'historien du règne, Jean Sleidanus, mettait en rapport de dérivation légitime avec les trois autres qui l'avaient précédée².

Jusqu'au lointain Nord scandinave, où la France se connaissait depuis longtemps un allié, malgré les rapports étroits entre l'empereur Sigismond et le roi danois contemporain, l'influence de l'Empire restauré se faisait sentir.

Le successeur même de la grande reine Marguerite avait été un Poméranien, Eric, qui porta devant un tribunal de princes allemands son procès pour le duché de Holstein et eut des rapports étroits avec Sigismond, qu'il suivit à Bude pour aller ensuite en pèlerinage aux Lieux-Saints. Le roi Christophe, neveu, par sa mère, d'Eric, venait de la Bavière rhénane, son père ayant été le Palatin ; c'est celui dont les instincts féodaux ont réveillé la rébellion du paysan suédois Engelbrechtson, puis la proclamation à Stockholm d'un roi séparatiste, Charles

¹ Albèri, *Relazioni*, I, p. 182.

² *De quatuor monarchiis*.

Knudson (1448-1457). Le roi Christian, né d'un comte d'Oldenbourg et d'une princesse du Holstein, est l'époux de la fille du marquis de Brandebourg. Son fils, qui finit son règne en 1513, s'appelle Hans, et c'est sous la tutelle de sa mère allemande qu'il commence à régner ; Louis XI voulut lui donner une de ses filles, et la sœur de Hans se maria en Ecosse. En querelle avec ses sujets, le misérable roi voulut les faire attaquer par les Ecossois et même par les Moscovites. Il envahit la Suède en 1497, avec une forte armée, mais la soumission apparente du pays ne dura que jusqu'à la grande révolte de 1501, la reine elle-même étant mise en prison ; le pays des Ditmarses libres résista en 1500 à tous les efforts de cette royauté de caractère et d'intérêts étrangers.

Aussitôt installé sur le triple trône du Danemark, de la Norvège et de la Suède, où Sténon Sture, dans sa situation « d'administrateur », s'était montré indélogeable, le fils de Hans, Christiern, épouse la sœur de Charles-Quint, Isabelle. Il fait la guerre aux Suédois avec une armée de lansquenets et d'aventuriers allemands, tout en gardant les bons rapports avec les anciens amis de la dynastie, en Ecosse et en France. En 1520, il se faisait couronner à Stockholm, après la mort de Sténon II Sture et la défaite de sa veuve, et une centaine de membres du Sénat montèrent à l'échafaud dans la capitale seule. L'année suivante, on le vit dans la suite de son beau-frère impérial, qui lui reconnaît des droits sur le Holstein, gouverné par son oncle, Frédéric. Avec celui-ci, qui fit détrôner son adversaire, le courant germanique, l'attachement à l'Empire devaient persister ; la marine de Lübeck l'aide à se saisir de la capitale danoise, abandonnant la Suède à Gustave Wasa, qui s'est fait proclamer roi. Bien que luthérien, comme ce roi de Suède lui-même, il jouit plus loin encore du concours de Charles, qui lui donne des soldats pour combattre contre la Norvège rebelle. Ce ne fut pas sans l'intervention de la volonté impériale que le fils de Frédéric, Christian, conquiert, après deux ans de combats, son héritage royal.

Du reste, une princesse de Danemark sera mariée au duc de Milan. Dans cette Italie, le duc de Savoie, récompensé par la cession du comté d'Asti, restait attaché à l'empereur qui, à la mort du marquis-évêque Jean-Georges de Montferrat, avait séquestré le pays. Florence était retenue par son seigneur en vertu de la volonté de Charles.

En 1532 encore l'empereur était l'avoué de l'Eglise dans la lutte contre les Turcs. Il y eut dans l'armée rassemblée pour s'opposer à Soliman des pontificaux, avec un légat, le cardinal Hippolyte de Médicis, que Charles finit par accuser de trahison, en vue de remplacer son cousin Alexandre à Florence. De leur côté, un traité entre les rois de France et d'Angleterre les obligeait, en 1532, à « obvier aux dampnées conspirations et machinations et résister aux dampnés efforts et violences du Turc, ancien ennemi et adversaire de notre sainte foi¹ ». En 1533, Charles, qui résidait en Italie, comme empereur entendait régner, parlait de son dessein d'avoir une armée italienne prête contre les Infidèles², qu'il avait fait attaquer par Doria, mais au nom de cette république de Gênes que le roi de France considérait comme en rébellion contre ses droits de souverain³.

Mais cette conduite de la chrétienté par l'union de ses deux chefs rencontra bientôt des empêchements. Bien que François, conquis par l'esprit de l'époque, se fût plaint des abus du fisc apostolique, il faisait l'impossible pour attirer à lui le Pape contre cette ligue italienne réalisée par l'empereur, mais sans le Saint-Siège et sans

¹ Gaillard, ouvr. cité, III, p. 35. En 1529, Henri avait manifesté son désir de participer à la croisade ; Bradford, ouvr. cité, p. 259, note. Cf. Rawdon Brown, *Four years*, p. 177. Voy. pour les déclarations de son influent ministre, le cardinal Wolsey, *ibid.*, pp. 229 et suiv., 293 et suiv., 299, 301, 313 ; II, p. 39. « Je voudrais », disait-il, « moi aussi me distinguer contre les Infidèles, mais pas en paroles et vanteries, recueillant de l'argent pour la croisade et ne faisant rien » ; *ibid.*, p. 160. Cf. *ibid.*, pp. 168-169, 175.

² Gaillard, ouvr. cité, III, pp. 42-44.

³ *Ibid.*, p. 45.

Venise. Offrant à faire de la parente de Clément, Catherine, la femme de son héritier, il attira le pontife chez lui à Marseille. Il fut question de la Réforme, du projet de Concile, auquel tenait Charles, de la guerre contre les Turcs (octobre, novembre 1532). Or, Clément mourut au retour.

Un Farnèse prit sa place, moins adonné aux préoccupations de la politique que son adversaire, et aussi moins chaleureux pour la guerre sainte. Il laissa à Charles le soin de commencer, plutôt comme roi de Naples, dont les possessions étaient continuellement menacées par les Barbaresques, entrés sous le gouvernement « royal » de Barberousse, la grande expédition de croisade.

L'empereur pouvait être sûr que Soliman n'entreprendra rien pour défendre ce puissant vassal, plutôt nominal, de sa puissance. Les querelles des Courdes avec les officiers ottomans de la frontière, les incitations du beg Oulama, sujet du Chah, qui avait passé au Sultan, duquel il tenait l'importante province d'Aderbeïdschan, puis Kara-Hamid, Diarbekr, avaient amené l'envoi d'Ibrahim en Asie. Il put entrer à Tebriz, où les princes du Caucase vinrent lui faire hommage (1534). Suivant les traces de son Vizir, Soliman lui-même, à la tête d'une belle armée, poussa jusqu'à Sultanieh sans trouver d'ennemi devant lui. Son bulletin de victoire fut rédigé dans ces termes résonnants : « Par peur de ma lance le Kasilbach (la tête rouge), s'est enfui et n'a pas paru devant ma personne ¹ ». En décembre, le successeur de Sélim, conquérant de l'Égypte, put chevaucher à travers les rues de la sacrée Bagdad, jadis résidence des califes, chefs religieux de l'Islam. Les Turcs devaient y rester, tandis que Tebriz, reprise une fois par Thamasp, puis de nouveau perdue, demeura au Chah après le retour du Sultan à Constantinople, au commencement de l'année 1536 ².

Sous la forme d'une simple expédition contre les Bar-

¹ *Gesch. des osmanischen Reiches*, II, p. 363.

² *Ibid.*, pp. 364-365.

baresques, Charles prépara un coup contre la domination ottomane au Nord de l'Afrique.

Encore une fois, il chercha à paraître en chef de la chrétienté occidentale. Il y avait dans sa flotte de soixante-quatorze galères et trois cents autres voiles des vaisseaux pontificaux, portugais et une partie de la nouvelle marine des Chevaliers Hospitaliers, ses hôtes. Un artiste spécial devait fixer les détails de l'emprise. De Barcelone, on se rendit droit à La Goulette, en face de Tunis ; bientôt Barberousse, traité par les Maures comme les officiers de Justinien par leurs ancêtres, dut se réfugier à Alger, en vaincu ; Mouley-Hassan, qui accepta une garnison et des stationnaires, reprit possession de son trône avec la mission de s'annexer la vieille « Auffrique » des croisés du xiv^e siècle, Bizerte et Bône (juin-août 1535).

Mais la flotte turque était intacte ; revenue à Constantinople, elle put, dans quelques mois, reprendre Bizerte, piller les Baléares, paraître sur les côtes du royaume de Naples, — le Sultan lui-même arrivé à Avlona, avec ses fils, se donnant l'air de vouloir se jeter sur ce royaume italien de son adversaire. Il n'y eut cependant pas de bataille avec Doria, qui avait paru en regard de la côte albanaise, devant Parga.

Il y eut, en échange, une courte guerre provoquée par les pirates, contre Venise. Le Sultan descendit dans l'île de Corfou, croyant pouvoir conquérir le château, mais les Vénitiens résistèrent avec succès.

Tout effort sérieux de ce côté-là était cependant devenu impossible par la reprise de la guerre en Occident.

Au bout d'une série d'offenses dûment constatées et soulignées, François s'était décidé à en demander raison à ses ennemis permanents, au duc de Milan en première ligne. Comme son oncle de Savoie lui coupait les chemins, il occupa ses forteresses. Sforza mourut avant la nouvelle descente des Français en Italie (1535). Charles voulut prendre la succession de son protégé, François la demandant pour son fils, le duc d'Orléans, mari de Cathé-

rine de Médicis ; une candidature portugaise se présenta aussi.

Malgré de longues négociations sincères, il y eut en 1536 une invasion du Piémont par les Français, qui, en dehors des mercenaires engagés un peu partout, disposaient maintenant de « légions » indigènes, organisées à la façon romaine et surtout espagnole. Par le pas de Suze on alla droit à Turin, qui ne fut pas défendue par le duc. De Leyva, qui s'opposa au passage de l'envahisseur, prétendait cependant ne commander que les troupes d'une ligue italienne créée par Charles après son couronnement, mais qui jusque-là n'avait pas eu d'histoire. Et ce fut tout ; la diplomatie, atermoyante, reprit ses droits.

Il y eut, néanmoins, bientôt cette guerre que l'empereur avait paru éviter. De Naples, Charles se rendit impérialement à Rome, en avril. Dans le palais même des Papes, il fit, devant les envoyés de François, le procès de la politique française en Italie, offrant le Milanais à un autre fils du roi, le duc d'Angoulême. L'empereur revint même aux pratiques de l'ancienne chevalerie, offrant de décider dans un combat singulier le sort de Milan et du duché de Bourgogne.

Le conflit commença par un assaut de pamphlets, comme on n'en avait pas vu jusque-là. L'Allemagne y était habituée par la propagande luthérienne : les deux adversaires couronnés sacrifièrent l'un après l'autre à cette coutume populaire. Le roi de France manifesta même l'intention de présenter sa cause devant une Diète. Accusé de s'être entendu avec les Turcs, il se faisait fort de démentir ce qu'il considérait encore comme une calomnie. On s'arrachait en même temps les lansquenets, qui, ceux-là, n'avaient d'autre opinion que leurs payes.

Lorsque les hostilités reprirent au Piémont (bataille de Fossano, siège de Turin), où le marquis de Saluces trahit le roi, on put voir que quelque chose de plus important se préparait. L'armée impériale, sortant du duché de Savoie par Nice, entra en Provence, avec de Leyva, le

vice-roi de Naples, le marquis du Guast, le duc d'Albe. Devant l'empereur, le pays fut saccagé par les Français eux-mêmes, qui, forts d'un important contingent suisse, avaient établi, sous Montmorency, leur camp à Avignon. Des villes comme Aix eurent le même sort. Mais, malgré l'invasion de la Picardie par le comte de Nassau, malgré la douloureuse nouvelle de la mort du Dauphin, le roi, qui surveillait de Valence les événements, les plus douloureux de son règne, resta inébranlable. Traquée par les paysans désespérés de la ruine de leur avoir, l'armée ennemie continuait sa route sans rencontrer d'ennemi. Une tentative sur Marseille finit lamentablement. Aix ne fut pas assiégée, et la bataille d'Avignon, annoncée par Charles, n'eut pas lieu. La retraite fut calamiteuse ; la flotte de Doria put seule sauver l'artillerie et le bagage¹. L'insuccès de cette campagne vérifiait l'assertion du cardinal de Lorraine devant l'empereur que « le François a toute autre façon de faire à déffendre un païs de conquête qu'à deffendre son propre païs, ses villes, ses champs, ses possessions, ses foyers, églises et autels² ».

Mais l'empereur put se faire gloire d'avoir insulté dans son propre pays un ennemi qui ne s'était pas montré. François, irrité de la sauvage dévastation de la Provence, fit assigner Charles devant un vrai tribunal, comprenant les pairs de France, les princes, les évêques, le Parlement, « et plusieurs autres gros personnages de tous estats », en sa qualité de comte de Flandre, d'Artois et de Charolais, possessions qui devaient être confisquées comme l'avait fait Philippe-Auguste pour celles de Jean-sans-Terre, et l'armée eut mission exécutoire³.

L'année suivante, il n'y eut que la guerre de forteresses en Picardie et en Artois. Charles avait cru chasser son ennemi de l'Italie ; il avait fait dévaster une admirable

¹ Gaillard, ouvr. cité, III, p. 215.

² Mémoires de Martin et Guillaume du Bellay, éd. Bourilly et Vindry, III, 1912, p. 25.

³ Mémoires cités, III, pp. 347-348.

province, mais il n'était pas arrivé à la gloire des batailles. On continua à se battre au Piémont, mais une trêve mit fin, en juillet, aux hostilités en France même. Lorsque, de nouveau, les Français débouchèrent en Italie par le pas de Suse, il fallut traiter. Le 12 juin 1538, une trêve fut donc conclue à Nice. Le nouveau Pape, Paul III, la reine Eléonore, la reine veuve de Hongrie, sœur de l'empereur, employèrent les efforts les plus sincères pour amener une entière et durable réconciliation.

Il n'y eut qu'une trêve, mais pour dix ans, laissant la Savoie à la France, mais n'installant pas le duc d'Orléans dans le Milanais. Ce qui n'empêcha pas une cordiale entrevue des deux princes qui s'étaient fait tant de mal, et à la chrétienté encore plus ¹, à Aigues-Mortes. « Nous nous sommes départis d'ensemble », écrivait François, « avec tant d'aise et de contentement que je puis dire et assurer qu'onques princes ne furent plus contents l'un de l'autre... Les affaires dudict empereur et les miennes ne seront plus qu'une mesme chose ². »

Dès le commencement de cette année de la réconciliation, qui ne devait pas durer dix ans, Charles, qui avait décidément, dès lors ³, un côté romantique dans son esprit, avait formé, avec le Pape et aussi avec Venise, un grand projet de guerre contre les Turcs, à laquelle se seraient ralliés le roi du Portugal, celui des Romains, les

¹ En 1536, Charles avait fait répandre « que le roy indubitablement ne faisoit la guerre tant pour son propre ou particulière quelle que pour intelligence qu'il avoit au Turc et en intention de divertir les forces et de l'Empereur et de l'Empire, cependant que ledit Turc ennemy de nostre foy par autre costé les invaderoit » (Mémoires cités, III, p. 45 et suiv. Cf. *ibid.*, pp. 97, 105, 233 et suiv., 240-241).

² Kaulek, *Correspondance politique de Michel de Castillon et de Marillac, ambassadeurs de France en Angleterre (1537-1542)*, Paris, 1885, p. 70. « Jamais deux princes ne furent plus grands amis que se sont départis l'empereur et le roy », croyait le connétable (*ibid.*, p. 77).

³ Il aurait eu des accès d'épilepsie dans sa jeunesse.

chrétiens d'Orient, Polonais et Moscovites, le roi de France après la trêve¹. Au 1^{er} mars, il devait y avoir à Otrante ou à Brindisi une formidable armée. Doria et le duc d'Urbino allaient avoir le commandement. Charles se réservait, bien entendu, Constantinople ; le Grand Maître des Hospitaliers serait rentré à Rhodes ; le lot de Venise était Coron, Avlona, Novi ; le Pape aurait eu toute une province orientale².

La flotte fut vraiment imposante, surtout par l'important contingent de Venise ; un légat, le Patriarche d'Aquilée, la commandait ; le vice-roi de Naples, Fernand Gonzaga, se trouvait à la tête des troupes. Doria était accouru prendre sa part, ce « traître » auquel François à Aigues-Mortes avait tendu la main. Mais on n'osa rien, et une rencontre avec les galères de Barberousse fut malheureuse. Quelques places prises en Dalmatie et bientôt perdues ne furent pas une compensation. Ce n'est qu'en 1540 que le Sultan pardonna aux Vénitiens ; leur laissant Parga, en Albanie, et l'île de Tine, il leur prit les dernières places qu'ils avaient conservées en Morée.

Pendant cette faillite de la grande entreprise, Soliman, que les Polonais, vainqueurs contre Pierre Rareş, à Oberytn, en Pocutie, mais de nouveau attaqués par lui, avaient appelé au secours, se dirigeait contre ce remuant vassal. Pierre était aussi coupable de s'être réuni à Etienne Majláth, le Voévode, Roumain d'origine, de la Transylvanie, pour faire disparaître Gritti, venu dans cette province en pacificateur, et même les fils du malheureux aventurier vénitien et intime du Sultan (1534). Devant l'attaque du Sultan, le Moldave, abandonné bientôt par ses boïars, n'osa pas résister comme l'avaient fait ses antécresseurs ; aucun secours extérieur n'était venu

¹ On l'accusa plus tard d'avoir recommandé à Charles une trêve d'un an ; Ribier, *Lettres et Mémoires d'Etat*, I, Paris, 1666, p. 89. Cf. *ibid.*, p. 97 et suiv.

² *Gesch. des osmanischen Reiches*, II, p. 382, d'après les *Commemoriali* de Venise, VI, pp. 231-233.

défendre ce poste avancé de la chrétienté. Pierre se sauva en Transylvanie, où il avait des châteaux, et Soliman, établissant un vassal, petit-fils du grand Etienne à Suceava, ne repartit pas, en septembre 1538, sans avoir transformé le passage du Dniester à Tighinea dans sa forteresse de Bender, avançant la frontière de ses citadelles de Chilia et Akkerman (Cetatea-Albă) jusqu'à la moitié de la future Bessarabie des Russes.

Au moment de l'entrevue d'Aigues-Mortes, un envoyé secret du roi de France, qui attendait à Constantinople le retour du Sultan, négociait « pour le trafic et conversation » avec les Turcs, sans aucun but politique¹. Déjà Saint-Blancard avait paru en ami du Sultan, avec les vaisseaux du roi, jusque dans les eaux de Constantinople². Mais ce n'était nullement une alliance, comme le disaient les agents de l'empereur et d'autres encore, d'autant moins un système. Cet empire païen pouvait être utile dans certaines circonstances ; il devait rester encore étranger à l'ordre politique européen en train de se former.

Mais François était bien décidé à ne pas s'en tenir dans les limites étroites que venaient de lui fixer le récent traité, qui n'était qu'une mauvaise trêve. De tout côté on le poussait à de nouvelles entreprises. Tel était d'avis que l'Angleterre, « source et racine de tous les maux qui sont des temps passés advenus en France », pourrait être partagée entre le roi d'Ecosse, qui avait épousé Madeleine, fille de François, entre l'empereur même et la France, à laquelle reviendrait tout naturellement « une lisière

¹ Ribier, ouvr. cité, I, pp. 237-238. Cf. *ibid.*, p. 337 : « practiquer le voisinage pour le trafic de marchandise ». Les Vizirs Loutfi et Aïas promettaient un bon résultat. Mais les Impériaux lançaient le bruit « que le roy se couronneroit empereur de Constantinople pour unanimement venir à la conquête du demeurant de l'Europe » (*ibid.*, pp. 371-372, 7 février 1539 : lettre de Rincon. Cf. aussi *ibid.*, pp. 419-421).

² Voy. Charrière, *Négociations de la France dans le Levant* (dans la Collection des documents inédits). Cf. nos *Points de vue sur le commerce d'Orient au moyen-âge*.

côtoyant la Picardie, Normandie et Bretagne jusque devant Brest », avec ses « Bretons bretonnants »¹. Le duc Ulric de Wurtemberg, récemment rétabli dans ses Etats par une trêve avec le roi Ferdinand, écrivait à son voisin français comme à « son très souverain seigneur et maistre »². Le Pape, préoccupé des intérêts de sa famille, les Farnèse, commençait à dire « que le roy cheminoit bien plus droit aux affaires de la chrestienté que ledit empereur »³, qui vise à la monarchie universelle. La ligue italienne cessait d'exister, et Venise témoignait à François sa reconnaissance pour avoir offert sa médiation avec les Turcs. S'adressant à « l'empereur des domaines et royaumes de France et de toutes antiquités (*sic*) royales, son frère », Soliman se déclarait disposé à accorder la paix à Charles sous la seule condition « qu'il vous restitue et delivre en vos mains toutes les provinces, païs, lieux et facultez que par cy-devant il vous a enlevé et jusques à present vous detient et occupe »⁴.

L'empereur dut traverser en armes, avec une troupe de soldats, la France, pour aller châtier ses sujets rebelles de Gand. François parlait du « grand contentement que son ami a de le voir », et ajoutait : « Je le conduiray en ma ville de Paris pour y faire son entrée en la propre forme et manière que je pouroys faire la myenne et n'y sera obligé une seule chose pour luy faire tant honnorable recueil que faire se pourra »⁵. La réception à Paris fut de fait magnifique : depuis bien longtemps un empereur n'avait paru dans les rues de la capitale française. Sigismond avait été le dernier de ses brillants visiteurs venus

¹ Ribier, ouvr. cité, I, p. 343.

² *Ibid.*, pp. 422-423.

³ *Ibid.*, pp. 444, 449-452.

⁴ *Ibid.*, p. 458 : Sur les négociations de cette paix, *ibid.*, pp. 469 et suiv., 476-477. Invitation du roi à la circoncision des fils de Soliman, *ibid.*, pp. 473-474. Voy. aussi Kaulek, ouvr. cité, pp. 109-110 (juillet 1539) : le roi a demandé à son agent chez le Sultan, Rincon, d'intervenir pour que Soliman voulût « condescendre à faire une tresve et suspension d'armes avec la chrestienté ». Cf. *ibid.*, p. 111.

⁵ Kaulek, ouvr. cité, p. 147.

d'Allemagne. On lui rendit de tels honneurs comme s'il avait été le souverain même d'un pays qu'il avait souvent offensé et cruellement dévasté. Il exerça certains droits traditionnels comme celui de mettre en liberté des prisonniers¹. Le connétable même, qui l'avait combattu en Provence, porta l'épée devant lui, puis l'accueillit à Chantilly, le conduisant, avec les deux fils du roi, jusqu'aux frontières du royaume. François ne prit congé de son hôte qu'à Saint-Quentin. « Oncques prince ne s'en alla plus content et satisfait du bon traitement et honorable recueil qui luy a esté faict par tout mon royaume depuis qu'il y est entré que faict ledict seigneur empereur². »

Mais dès le lendemain les incitations et les intrigues reprirent. Elles devaient mener à la guerre. Pour la commencer, François, qui avait toujours espéré l'investiture du Milanais pour son fils, devait regarder du côté de cet Orient ottoman où, s'il n'avait pas osé gagner un vrai allié, — et il le fit dire énergiquement en 1540 à la Diète de Nuremberg, — il était sûr de rencontrer un ami, même un collaborateur.

Or, depuis la mort, arrivée en juillet 1540, de Jean Zápolya, l'inimitié ouverte entre Soliman et les Habsbourg s'était rouverte.

Une Diète hongroise reconnut comme successeur du « roi » mort son fils, né de la fille du roi de Pologne, Sigismond, Isabelle, Italienne par sa mère, Bona Sforza. Ce Jean-Sigismond n'avait cependant que l'âge de quelques mois. Des « capitaines » du pays, dont l'un fut Majláth, devaient prendre soin de la défense du pays contre des attaques immanquables. Soliman, de son côté, déclara

¹ *Ibid.*, p. 153.

² Il n'y a qu'une trêve ou surséance de guerre, de laquelle n'estoit exclus aucun chrestien qui y vouloit estre admis, laquelle mienne paction avec le Turc donne de grandes commoditez à l'Empereur et luy en eût donné de plus grandes, s'il eût sçu ou voulu user d'icelles » ; Ribier, ouvr. cité, I, p. 567. Cf. *ibid.*, pp. 568-570.

considérer Hongrie et Transylvanie comme « conquises l'épée à la main » et « ayant la même qualité que ses autres provinces » ; il nomma « roi » le petit Jean Sigismond.

Mais les Impériaux avaient aussitôt occupé la vieille cité royale de Visegrád, puis Albe Royale, pénétrant jusqu'à Pesth. Comme, d'un autre côté, le vassal turc en Moldavie venait d'être tué par les boïars et son successeur, un Alexandre, envahissait la province turque de Bessarabie, le prestige du Sultan et ses intérêts les plus essentiels en paraissaient atteints.

Pierre Rareş fut renvoyé donc en 1541 déjà dans la principauté qu'il avait perdue trois ans auparavant. Aussitôt après avoir châtié ses traîtres, il entra en Transylvanie, se saisit de Majláth et l'envoya mourir dans les prisons de Constantinople.

Mais les deux Habsbourg étaient en veine de croisade. Charles, qui avait demandé en 1540 une trêve avec le Sultan¹, fit de nouveau ce qu'en France on appelait le « semblant de dresser une armée contre les ennemis de la religion chrestienne² ». Après l'attaque du vice-roi de Naples à « Auffrique » (Méhédieh), qui fut conquise, l'empereur prépara une flotte qui comptait dix-sept galères pour couronner cette ancienne guerre contre Chaïreddin Barberossa par la prise d'Alger elle-même. Mais une tempête dispersa cette flotte le lendemain du débarquement, et l'artillerie espagnole fut noyée, ainsi que les provisions, et l'armée exposée aux souffrances de la faim. Ce fut un désastre, un honteux désastre³.

Ferdinand, qui avait demandé le concours des Etats allemands sans distinction de confession à la Diète de Ratisbonne, crut pouvoir être plus heureux en envoyant les lansquenets de Roggendorf contre Bude que l'enfant de Transylvanie, tutellé par « le moine » Martinuzzi et

¹ Ribier, ouvr. cité, I, à cette année. Voy. *ibid.*, pp. 535-536.

² *Ibid.*, pp. 568-570.

³ *Gesch. des osmanischen Reiches*, III, pp. 90-91.

le parent de Zápolya, le Serbe Petrovics, n'auraient pas pu facilement défendre. Il rencontra cependant une forte résistance. Bienfôt l'avant-garde du Sultan parut. Il fallut ordonner une retraite, qui fut fatale : le chef lui-même mourut d'une blessure en chemin. Lentement le Sultan, que ses deux fils accompagnaient, avançait vers la ville de Bude. Arrivé devant les murs de la citadelle, il couvrit de présents la reine, qui était accourue, puis, ayant fait venir « son fils Etienne », le roi, sur les bras de sa nourrice, il ordonna que Bude soit occupée par ses janissaires.

Sans aucune résistance eut lieu la prise de possession. On se logea dans les maisons et même dans les églises. Le château fut livré par Isabelle. Le 2 septembre, après avoir « cédé » au petit roi vassal la Transylvanie, le Banat, le Marmoros, l'empereur ottoman fit ses dévotions dans la mosquée qu'il inaugurerait de sa présence. A Ferdinand, qui avait envoyé une ambassade et des cadeaux, comme si la guerre n'était pas menée contre lui, il redemanda ses conquêtes récentes, avec Gran et Tata. Ce qui n'empêcha pas un traité entre le roi germanique de la Hongrie et la reine polonaise du même royaume, consacrant le partage des provinces de la couronne apostolique.

Dès le mois de janvier 1542, l'Allemagne, effrayée, se mit en mouvement. On oublia les divergences religieuses pour lesquelles, sauf les scènes de terreur provoquées à Münster par la folie des anabaptistes organisés en république selon la Bible, n'avait été versée jusque-là une seule goutte de sang. Un luthérien de date récente, Joachim de Brandebourg, eut en main le commandement d'une armée de revanche qui éveilla de grands espoirs, le prince de Moldavie, Rares, promettant de fournir les provisions, de livrer même le Sultan. On attendait le concours du Pape, des Suisses.

¹ *Gesch. des osmanischen Reiches*, II, pp. 10-14.

De fait, arrivèrent à Venise les bandes d'un Sforza, d'un Vitelli, d'un Tornielli, les vaisseaux d'un Giangiacomo dei Medici. On méprisait l'expérience guerrière et les conseils des Hongrois. Lorsque les mercenaires commencèrent à s'impatienter, on se dirigea contre Pesth, qui paraissait plus facile à prendre. Ce siège d'automne, sous la pluie froide, finit par une démoralisation fatale de ces croisés sans foi et sans discipline. Les Moldaves, qui voulaient de fait pour eux la Transylvanie, furent repoussés. On finit, dans le camp chrétien, par des accusations réciproques d'incapacité et de trahison. Soliman devait reparaitre en 1543 pour montrer combien était grande sa puissance en face de cette folle provocation.

Tout aussi vaine, vide de résultats, avait été la grande entreprise de François I^{er} contre les possessions espagnoles auxquelles on n'avait pas touché jusqu'alors : le Luxembourg, ouvrant l'entrée en Allemagne, le Roussillon, partie de la Navarre. Ce fut une simple guerre de places-fortes, qui donna occasion aux fils du roi de montrer leur élan et parfois leur imprévoyance. Le siège de Perpignan, non réussi, fut considéré comme une affaire importante. En Piémont, dont la possession avait été demandée par Charles en échange pour le Milanais, sur lequel on continuait éventuellement à négocier, il n'y eut que des actions secondaires ; les Impériaux risquèrent des tentatives sur Turin.

En 1543, le roi lui-même conduisit l'expédition qui lui donna la ville de Luxembourg, dont il se fit proclamer duc ¹, espérant un échange avec le Milanais. Les soudoyers de Charles réussirent cependant à amener la soumission complète du duc de Clèves, fiancé à Jeanne d'Albret, qui, à genoux devant l'empereur, renonça à la Gueldre et retourna à la foi catholique. Une marche sur Paris fut décidée, mais il fallut s'arrêter devant la bicoque de Landrecies. Bientôt, ce fut une affaire très importante que

¹ Gaillard, ouvr. cité, II, p. 367.

le siège de cette place-forte. Le vice-roi de Naples, Ferdinand de Gonzague, le frère du duc de Ferrare, le duc d'Albe se réunirent sous ses murs, et Henri VIII, en guerre avec le roi d'Ecosse, Jacques, marié d'abord à la fille de François, Madeleine, puis à Marie de Lorraine, longuement courtisée par Henri lui-même¹, qui, comme veuve, défendait, avec des Français, les droits de sa fillette Marie, envoya un contingent nombreux. Landrecies résista, mais la grande armée française, conduite par le roi lui-même, fut la première à se retirer, et, lorsque Charles lui-même partit, il jeta une garnison dans la ville libre et neutre de Cambrai. Au Piémont, les siens entraînaient à Carignan.

Mais l'honneur militaire de cette année appartient à Soliman.

Il attaqua les châteaux de Hongrie qui appartenaient encore au roi Ferdinand, incapable d'opposer d'autres forces que quelques milliers de mercenaires, auxquels s'ajoutèrent vers la fin seulement les 4.000 pontificaux. Les paysans se réunissaient en masse aux Turcs pour se venger de leur dur servage. Le Sultan considéra comme un succès notable la prise de Pécs (Fünfkirchen), puis, surtout, celle de Gran, défendue par les Espagnols de Salamanca et par des Italiens, dont quelques-uns embrassèrent l'Islam, de Tata, d'Albe-Royale, ville « rebelle », qui fut impitoyablement traitée, ainsi que devait l'être, après le départ du Sultan, Visegrád. Il n'y eut que Raab et Komorn qui échappèrent à ce sort, et les bandes tatares ravagèrent tout le pays. Bientôt, on passa la Theiss à Szegedin, le Danube aussi du côté de l'Ouest, les begs ayant toute liberté d'agrandir, à leurs risques et périls, la province hongroise de leur maître².

En même temps, comme s'il agissait de sa propre impulsion, le « roi d'Alger », qui avait fait visiter le roi

¹ Kaulek, ouvr. cité, p. 11 : « il est amoureux de Madame de Longueville, qu'il ne se peut tenir d'y retourner ».

² Un ambassadeur vénitien cite « l'oratore di Barbarossa » venu

par ses émissaires, réunissait ses vaisseaux à ceux de d'Enghien, qui mirent le siège devant Nice, seule possession du duc de Savoie que François n'eût encore occupée. On devait prétendre que la flotte française avait paru seulement pour ravir au grand pirate une conquête assurée¹. La ville résista avec succès, s'enorgueillissant d'avoir brisé l'effort des « Turcs et des Gaulois ». Hivernant à Toulon, Barberousse pilla sur les côtes de la Toscane, sur celles du royaume de Naples, à Pozzuoli, aux îles Lipari, avant de retourner à son repaire.

En 1545, François, qui avait essayé de jeter aussi le nouveau roi de Suède contre l'Allemagne catholique², où les luthériens venaient de gagner, à la Diète de Spire, le droit d'être représentés à la Chambre impériale, espéra décider la guerre par un dernier et grand effort de ses moyens militaires. Le comte d'Enghien, malheureux à Nice, réussit mieux au Piémont, où était accourue toute cette jeune noblesse, avide d'exploits, à laquelle il appartenait. « Le roi n'avait plus de courtisans », dit l'histoire moderne de ce règne³. Près de Carignano, à Cerisole, fut gagnée une victoire difficile, mais brillante. Les vainqueurs furent rappelés cependant pour défendre la frontière de l'Est contre les Impériaux et leurs bons amis les Anglais, qui ne pensaient à rien moins qu'à partager la France avec l'empereur, se réservant, avec la couronne pour leur roi, les possessions continentales perdues pendant la guerre de cent ans.

Le « roi de France » parut en personne⁴. Dans l'armée

au Puy et « un altro oratore del Turco », à Chastellerault, mais il ajoute : « ivi si concluse l'intelligenza col Turco e con Barbarossa » (Albèri, *Relazioni*, I, p. 157). Il donne les dates mêmes : juillet 1553 et décembre 1554 : « con il quale fù conclusa l'intelligenza fra loro, cioè : Francia, Turco et Barbarossa, nella quale i Francesi patteggiavano tregua per tre anni ». Sur la mission de la Forest, *ibid.*, p. 167.

¹ Cf. Gaillard, ouvr. cité, III, p. 418 ; *Gesch. des osmanischen Reiches*, III, pp. 91-92.

² Voy. Ribier, ouvr. cité, pp. 570-571.

³ Gaillard, ouvr. cité, III, p. 397.

⁴ François pensait à marier la reine d'Ecosse au fils du roi du Danemark ; Ribier, ouvr. cité, pp. 606-607.

de l'empereur il y avait, à côté du prince de Ferrare, le prince d'Orange, des lansquenets et des reîtres, commandés par un personnage entreprenant, dont l'heure tragique approchait, ce cadet de la Maison de Saxe qui était le duc Maurice.

Mais, au lieu d'arriver à Paris pour s'y rencontrer avec l'armée anglaise, les récupérateurs du Luxembourg se virent bientôt retenus au siège de Saint-Dizier, en Champagne. Ayant emporté le château, ils purent descendre jusqu'à la Marne et entrèrent à Château-Thierry. On craignit pour Paris, et François en était désespéré. Charles logea à Soissons, alors que Henri n'était qu'à Boulogne, sans se hâter, ainsi qu'avait été l'arrangement de l'invasion combinée. Le roi de France avait eu le loisir de rassembler une armée de 32.000 fantassins et 5.000 cavaliers¹. Bref, le grand coup avait manqué, et il n'y eut rien des avantages proclamés avec une morgue risible.

Le roi d'Angleterre était sur le point de prendre une ville mal défendue, lorsque Charles, cloué par la goutte, concluait déjà, le 18 septembre, à Crespy, son traité avec la France. Il y fut question surtout de créer un immense fief au second fils de François, qui devait se marier dans la Maison d'Autriche, obtenant de son nouveau parent le Milanais ou même les Pays-Bas, qui ne pourront, ni l'un ni l'autre, être jamais réunis à la couronne française. Lorsque ce point sera mis à exécution, le duc de Savoie rentrera dans ses Etats. En tout cas, les prétentions de François sur le royaume de Naples en resteront éteintes. Les anciennes frontières ne sont pas modifiées. Le dauphin fera son devoir en protestant contre cet acte qui était le résultat inadmissible d'une vilaine intrigue, mais qui fut détruit dans toutes ses conséquences par la mort du bénéficiaire.

Il ne restait que l'Angleterre, dont le roi s'était en pressé de partir, alors qu'une armée de terre se logeait en Ecosse². Une flotte française, passant par le détroit de

¹ Albèri, *Relazioni*, I, p. 261.

² *Ibid.*, p. 275. Sur la flotte il y avait 9.000 hommes, 2.000 en Ecosse, *ibid.*

Gibraltar, ira, l'année suivante, ravager les côtes de ce royaume. Elle se présenta devant les vaisseaux anglais en face de l'île de Wight, sans pouvoir les forcer au combat recherché avidement par l'ancien négociateur avec le Sultan, le « capitaine Paulin », devenu baron de la Garde. Après les opérations insignifiantes sur le continent, à la paix de 1545, Henri se fit payer encore une fois son renoncement.

Une autre paix paraissait garantir la tranquillité du monde européen. Cédant à des instances faites par Blaise de Monluc, évêque de Cambrai, envoyé par François à Constantinople, Soliman accorda, en novembre de cette même année 1545, à Charles¹ et à son frère, une de ces trêves qui, sans cesse renouvelées, équivalaient à une paix durable. Un internonce impérial résida dans la capitale ottomane dès 1546. Ferdinand, conservant ce qui lui restait encore de la Hongrie, au Nord, à l'Ouest, au Sud, payait tribut tout comme les princes roumains et celui de Transylvanie, auquel on avait réclamé la possession de Temesvár et de deux autres places-fortes dans le Banat.

En 1546, la même année que Barberousse, le remuant prince de Moldavie était mort, et une cause de conflits disparaissait sur ces marches ottomanes où les deux régents transylvains, « le moine » et Petrovics, ne se préparaient pas encore à la guerre. En Occident, Henri VIII disparut le premier ; François le suivit, en mars 1547.

Charles V, survivant de ses rivaux, pouvait penser à l'œuvre qui depuis longtemps était, dans sa conscience, le but principal de vie, la mission essentielle de son règne : la paix religieuse, que le désistement de François, persécuteur des réformés français, les Vaudois, et, en Allemagne, la mort, en 1545, de Luther, paraissaient rendre plus facile.

¹ L'empereur intitulait le Sultan « serenissimus et potentissimus dominus Solimanus, Imperator Turcorum. » ; Ribier, ouvr. cité, pp. 583-588.

CHAPITRE VII

Vie intérieure des sociétés européennes dans la première moitié du XVI^e siècle.

Pendant la première moitié du xvi^e siècle, la royauté qui résume l'effort des nations et en sert, malgré son égoïsme, très souvent les intérêts essentiels, et qui, en concentrant la puissance et la richesse, rend possible le grand essor des lettres et des arts, a bien changé de caractère.

Presque partout elle a subi l'influence dominatrice, le charme pénétrant des petites Cours italiennes, initiatrices d'une façon de vivre plus sociale et plus raffinée. En même temps, elle subit l'influence de cet esprit « romain » qui ressort de tout récit historique, de toute considération sur la vie et de développement des peuples.

On le voit surtout en France, pays qui a mûri plus vite que les autres.

La France ducale, celle de Bourgogne, avait dépassé au xv^e siècle la France royale sous le rapport du luxe et du prestige extérieur. Le duc entretenait un grand chambellan, avec vingt chambellans et quatre « sergents de chambre », un Grand-Maitre de la Maison, un Grand-Ecuyer, ayant vingt écuyers pour les boissons, soixante-dix pour « dresser la table », le même nombre pour « couper la viande », encore soixante-dix pour les chevaux, en dehors de vingt-cinq jeunes nobles pour la suite et vingt « garçons », et enfin un Grand Sommelier ; la chapelle ducale comprenait vingt-quatre chanteurs, cha-

pelains et organistes. Le secrétariat entretenait sept fonctionnaires. Il y avait en permanence six hérauts d'armes, deux « massiers », douze « trompettes de bataille », huit « trombons ou flûtiers » (*pifferi*), deux luthiers, quatre violonistes ¹.

L'entretien de la Cour coûtait annuellement 140.000 ducats d'or, sans les dépenses extraordinaires ². Lorsque l'hérédité réunit les Etats du Téméraire à ceux de la reine Jeanne et de son père Ferdinand, ces habitudes passèrent, plus ou moins, dans la péninsule, où on commença à vivre « à la bourguignonne » ³. Charles-Quint tripla les dépenses du modeste et sévère, de l'avare Ferdinand le Catholique ⁴, mais il les employa à autre chose qu'à accroître la splendeur de sa Cour, devenue impériale, bien qu'on eût admiré ses repas et ses chasses ⁵.

En Italie, un ambassadeur vénitien se rendant en France trouva à Turin, dans le palais de la duchesse-veuve de Savoie « onze damoiselles » au service de cette princesse, « et tout le reste était plein de personnes comme une église lorsqu'il y a quelque grande indulgence ⁶ ». A l'occasion des fêtes de Bologne, pour le couronnement, la duchesse de Savoie apparaît « grassouillette et blanche » au milieu de ses *cortigiane*, personnes très gentilles, *gentilissime persone*, parlant poliment avec les « gentilhommes » ⁷. Dans les salles où l'on entendait le son des luths et où de jeunes garçons chantaient

¹ Albèri, *Relazioni*, I, pp. 8-9. Ferdinand, frère de Charles-Quint, plus généreux que celui-ci, conserva les mêmes charges dans ses Etats ; *ibid.*, pp. 95-96.

² *Ibid.*, p. 10.

³ Farla alla borgognona ; *ibid.*, p. 27.

⁴ *Ibid.*, p. 41.

⁵ *Ibid.*, pp. 74-75. Pour les comptes du voyage de Boulogne, pp. 75-76.

⁶ E tutto il resto era pieno di persone come una chiesa quando v'è qualche grande indulgenza ; *ibid.*, IV, pp. 7-8.

⁷ Dovevano torse da loro et dar loco ad altri gentilhomeni che potesseno parlar con loro donne ; Sanudo, *Diarii*, LII, pp. 42 et suiv.

avec la plus grande grâce des chansons italiennes, françaises et espagnoles, on voyait les courtisans et les dames se prendre par la main *in rigoletto*, et danser sur un rythme lent, *pian, piano* », de sorte qu'il leur fallait une heure pour arriver à l'autre bout de la chambre. « Un seul homme prenait une dame » — *levava la donna* — « et jouait une danse, après quoi il s'inclinait », — *faceva reverentia*, — devant la dame jusqu'à terre, et ils s'en allaient s'asseoir. Et ainsi chaque fois ils se donnent du plaisir honnêtement et avec grande galanterie ¹ ». C'est dans ce milieu que Louise de Savoie passa sa jeunesse, et c'est d'après ce modèle qu'elle organisa la Cour de son royal fils. Le même envoyé de Venise remarque, du reste, que le palais orné de tapisseries qui lui avait été préparé par le duc d'Orléans, le futur Louis XII, dépassait en splendeur le logement qui lui avait été offert auparavant à Mantoue et à Ferrare, cependant assez luxueusement meublés ². Déjà la reine Anne avait sa suite de dames et recevait en grand appareil ³ ; on était si friand de souvenirs romantiques dans ce monde français vers 1500 que le dauphin, destiné à disparaître bientôt, fut baptisé Roland en même temps que Charles. On dépensait pour les deux Cours, du roi et de la reine, sous Charles VIII, 500.000 francs annuellement ⁴, mais pour toutes les charges ensemble, pour les mille personnes entourant les souverains, 6.000.000.

Louise de Savoie vécut toujours dans un milieu qui pouvait lui rappeler ses origines. Le luxe accompagne jusqu'au tombeau l'ancienne régente, habituée à dominer et à briller. Il y eut à ses funérailles splendides un

¹ E così ogni giorno si danno piacer con honestade et gran galanteria.

² Albèri, loc. cit., pp. 11-12.

³ *Ibid.*, p. 13. Mais l'ambassadeur ne sait pas si la harangue du vice-chancelier de Bretagne était en latin ou en français vulgaire ou en italien ; *ibid.*, p. 13.

⁴ *Ibid.*, p. 18. Le budget entier des dépenses s'élève à 6.000.000 de francs (déficit de 3.000 000).

monde immense. Les dames d'Angoulême, d'Anjou, de Bourbon et d'Auvergne menaient le deuil. On compta 7.000 cierges et le trésor paya 30.000 écus ¹.

La dépense annuelle de François I^{er}, au beau milieu de son règne, était, d'après un calcul d'ambassadeur vénitien, un million et demi d'écus ². Il paraît qu'il faut compter séparément les frais de réparations et de bâtisses pour les châteaux qui sont la gloire de son règne, jusqu'à cette belle maison, dans le style le plus orné de la Renaissance, qui s'appelle encore « le château de Madrid », pour une dizaine de constructions nouvelles, avec des façades ornées de médailles et de linteaux grecs, avec de longues salles de réception aux lambris dorés des plafonds, aux minces boiseries encadrant les tapisseries de prix, aux cheminées de marbre portant des statues. Le Rosso, le Primatice, tout un groupe d'Italiens furent importés pour créer les nouvelles résidences passagères, en rapport avec ces plaisirs de la chasse, dont le roi ne se détacha pas même lorsque la fièvre le minait et il apercevait devant lui les fantômes des heures dernières. Autant que la France vivra et notre civilisation conservera ses trésors, la mémoire du grand constructeur sera encerclée du nimbe des princes artistes. Pour le luxe de sa table et pour autres menus travaux délicats, celui qui avait accueilli en technicien génial le grand exilé Léonard de Vinci, fit travailler diligemment l'orfèvre aux grandes ambitions et aux mille ressources que fut Benvenuto Cellini.

Malheureusement, il n'y eut pas, pour célébrer ce règne, d'écrivains de premier ordre. La chronique est continuée à l'aventure par des nobles d'une spontanéité charmante, mais sans rien de la couleur, du mouvement d'un Froissart, de même que dans les Mémoires des du Bellay on ne sent plus la saveur, le subtil arôme des considérations « philosophiques » du « sage » Commines. Pour avoir

¹ Sanudo, loc. cit.

² Albèri, loc. cit., pp. 240, 254.

l'appréciation politique de cette France devenue l'Etat le plus cohérent et, de ce fait, le plus influent de l'Europe, il faut chercher dans les rapports des ambassadeurs de Venise, toujours si magnifiquement accueillis, ou bien dans l'admirable « *Relazione* » de la France, qui est due au secrétaire florentin, imitateur des penseurs politiques de l'antiquité et raisonneur, sur « les décades de Tite Live », aussi bien que sur les actions du « Prince » qui fut César Borgia et de la royauté française contemporaine : Niccolò Machiavelli.

Elle est maigre encore la poésie même de ce règne. Clément Marot, valet de chambre du roi, est bien loin, comme fraîcheur de l'inspiration, comme noblesse du geste, d'un Charles d'Orléans, et son esprit de médiocre courtisan n'a rien de la gracieuse espièglerie, ni de la verve amère d'un Basselin ou d'un Villon. Pour toutes ces gloires, il n'y a pas un grand reflet, et pas une larme sincère pour tous ces malheurs.

Mais la Cour est très brillante. On admire les étoffes précieuses dont se revêt la majesté, facile à distinguer même par le regard, par l'allure, par la conversation, en même temps digne et enjouée, — la première conversation vraiment royale en France, — du monarque ¹. Il faut 700.000 écus par an pour la seule garde-robe de la famille royale ².

Il n'y a pas encore beaucoup de personnes qui brillent par leurs connaissances et par leur esprit. La reine Claude, grassouillette et noireude, mène une pauvre vie obscure, et elle disparut jeune ; la fille de Jeanne-la-Folle, qui lui succéda, manquait d'agréments et de grâce : c'était une Flamande. Après la mort de Louise, la femme italienne du dauphin, la Florentine à la « grosse tête » et

¹ Cf. un jugement vénitien sur Charles VIII : « *piccolo e mal composto della persona, brutto di volto, che hà gli occhi grossi e hianchi...*, il naso aquilino similmente grande et grosso molto più del dovere, i labbri etiam grossi, i quali contuamente tiene aperti, et hà alcuni spasmosi movimenti di mano... *et est tardus in locutione* » ; Albèri, ouvr. citè, II, p. 16.

² *Ibid.*, I, p. 190. Cf. aussi *ibid.*, p. 237.

aux grands yeux, fille elle-même d'une princesse française, Catherine de Médicis, cherchait seulement à se faire tolérer, attendant patiemment l'heure où elle pourra dominer ; pendant de longues années, on ne pourra dire d'elle que « sa grande docilité »¹ et les sympathies qu'elle se gagne par ce doux effacement, par sa tolérance apparente. Celle qui se faisait le plus voir et admirer c'était la sœur de François, Marguerite, sa consolatrice à Madrid, lorsqu'elle n'était que duchesse d'Alençon, son appui après qu'elle fut devenue reine de Navarre, « femme de grande valeur et de grand esprit, et qui intervient dans tous les conseils »². Elle osa toucher aux discussions religieuses par un écrit, *Le Miroir de l'âme pécheresse*, qui eut les honneurs de la censure ecclésiastique, de sorte qu'il fallut que le roi intervint pour l'en venger. Sa Cour, à Nérac, fut bientôt le refuge de tous ceux dont la pensée ne se soumettait pas aux indications d'un monde officiel de plus en plus timoré.

Les femmes qui font et défont les alliances, qui forgent les projets et déclenchent les guerres, celles dont dépend le sort de la France et de l'Europe sont sans doute gracieuses et intelligentes, mais, avec leur beauté et leur spontanéité d'esprit, elles viennent encore d'un milieu à demi-façonné seulement. Il n'y a pas d'« intellectualité » dans une duchesse de Châteaubriand, dans une comtesse d'Etampes, les favorites au su de tous, hardiment, presque naïvement affichées, d'un roi franchement bigame. Il y a cependant de la sagesse réfléchie, on découvre un savoir-vivre d'une plus haute et fine essence dans cette Diane de Poitiers, fière de son nom de déesse, qui, devenue sénéchale de Normandie, duchesse de Valentinois, retint, malgré les années qui l'avaient flétrie, tout l'attachement, l'obéissance même entière du futur Henri II. Elle conserva exclusivement — et les Vénitiens lui

¹ È molto obbediente ; *ibid.*, p. 191.

² È donna di molto valore e spirito grande e che interviene in tutti i consigli ; *ibid.*, p. 203.

en font des éloges — « la charge d'instituer, de corriger, d'avertir et d'exhorter Monseigneur le Dauphin à des pensées et des actes dignes d'un tel prince ¹ ».

Avec sa vie toujours alerte, d'une guerre à une partie de chasse ou de plaisance, François n'a pas ce qu'on appelle une résidence royale, un seul grand et splendide palais. La gloire artistique se dépense largement de tout côté ; elle ne se rencontre nulle part. Mais le royaume a une capitale.

Tel visiteur italien qui demeura quelque temps dans cette ville de plus de 500.000 habitants, avec une vingtaine de mille « d'écoliers », la trouve plus petite que Padoue, moins riche et moins distinguée comme population que sa Venise à lui ². Mais à la fin du règne un autre Vénitien doit écrire ceci : « cette ville est non seulement supérieure à toutes les autres de ce royaume, mais encore du reste de l'Europe, par la multitude du peuple qui y habite et pour être la capitale du premier royaume des chrétiens ³ ».

Il y a un seul chef en France : tout dépend en dernière instance, s'il le veut et s'il entend aller jusqu'au bout, de lui. L'administration, la justice sont siennes. La volonté du roi « décide » absolument. Il nomme les douze lieutenants, qui régissent les provinces ⁴. Il vend les charges du Parlement de Paris et de ceux des différentes provinces. Il dicte même les sentences et fait enregistrer ce qui est son « bon plaisir ».

¹ Carico d'instituire, correggere, avvertire ed eccitare esso Monsignor delfino a pensieri e operazioni degne di tal principe ; *ibid.*, II, pp. 425, 437, 439-440. Cf. *ibid.*, p. 243.

² Parigi, la quale per la estimazion mia è minor di Padova ; *ibid.*, IV, p. 17. Non arriva di ricchezza ad una gran giunta quanto Venezia... Il nostro è più honorevol popolo ; *ibid.*, I, p. 148, année 1535.

³ Questa città non solo è superiore a tutte le altre di quel regno, ma anche del rimanente d'Europa, per la moltitudine di gente che vi abita e per essere capo del primo regno de' cristiani... Come la bottega di Francia ; *ibid.*, I, pp. 225, 226, 228.

⁴ Tutta la somma è ridotta assolutamente nel voler del rè, anche nella amministrazione della giustizia ; *ibid.*, p. 230.

Ce Parlement central, qui compte cent vingt membres et, avec celui de la Chambre des Comptes, emploie tout un monde qu'on a pu supputer jusqu'à 4.000 personnes¹, comprend cependant, à côté des vulgaires acheteurs de leurs places, des juristes éminents, rompus à la scolastique du moyen-âge qui n'est guère morte, puisqu'elle vient de donner la « Réforme » de Luther, des caractères à toute épreuve, des volontés qu'on ne peut pas facilement briser. Mais ce que réussit à faire sans grands efforts le roi est visible pour le cas du concordat, considéré par la nation entière comme attentatoire à ses droits traditionnels, consacrés dans la « Pragmatique », maintenant annulée.

Après toute une assemblée tumultueuse, réunie à Notre-Dame, théologiens et profanes ensemble, qui demandent un vrai Concile de l'Eglise gallicane, l'oncle du roi, le bâtard de Savoie, se présente au Parlement pour demander l'enregistrement. Ceux que François appellera des « fous turbulents et téméraires » se refusent à admettre le messenger. « Il y sera », fut la réponse brève et impérieuse. Des menaces d'exil à Toulouse, à Bordeaux sont proférées. Mais l'Université se rallie à cette résistance, avec le programme de ce Concile national. Des « remontrances » sont présentées au souverain, qui s'en moque. Il y a bien d'autres Parlements que celui-là qui proteste contre la nomination royale aux places de l'Eglise à l'encontre de la coutume des électeurs. « Vous êtes cent têtes dans le Parlement... Il n'y a qu'un roi en France. » Les illusions de Sénat vénitien doivent disparaître. « Je veux être obéi². » La Trémoille paraît avec un mandat dont il indique vaguement la menaçante teneur. Et l'acte est inscrit, mais avec la mention formelle que cela a été fait par « très exprès commandement du roi, plusieurs fois répété en présence d'un tel par lui spécialement

¹ *Ibid.*, p. 207.

² *Ibid.*, pp. 149, 227.

député à cet effet ¹ ». Mais, après Pavie, il y eut demande formelle d'annuler le concordat, et, en cas de conflit, le Parlement, en guerre avec le chancelier, soutint les évêques élus ².

Il fallut faire passer ces questions au grand Conseil, Cet outil de gouvernement comprend cinquante docteurs. Mais ce n'est pas à lui que reviennent les affaires secrètes, mais bien au Conseil privé, dans lequel siègent à telle date seulement le chancelier, l'amiral, les cardinaux favoris, de Tournon et du Bellay, l'hôte italien qui est le prince de Ferrare, l'évêque de Soissons, puis un courtisan très influent, Langey. Mais il y a aussi un Conseil d'affaires, le plus intime et le seul décisif, où, à côté du Dauphin et de la princesse Marguerite, du roi de Navarre et du cardinal de Lorraine, appartenant à la nouvelle Maison de Guise, siègent deux intimes du roi, dont l'un est l'amiral ³.

Le roi est aussi le créateur d'une armée nouvelle. Elle conserve les « francs archers » de paroisse, 16.000 hommes des bandes gasconnes, quelques Ecossais de la garde, le contingent de cavalerie, de « gens d'armes » des 10.000 gentilshommes, auxquels on veut ajouter 1.000 hommes d'infanterie nobles. Mais la base est maintenant, lorsque Suisses, lansquenets, Italiens sont évités, le groupe massif des six « légions » à la romaine, de 6.000 hommes, une infanterie distribuée sur les frontières perpétuellement menacées. L'artillerie est accrue et on a une flotte de trente galères ⁴.

Tout cela demande de l'argent, beaucoup d'argent. On se le procure à la façon ancienne sans rien innover. Mais ce qu'on recueille normalement, les 15.750 mille écus de 1538 ⁵, ne suffit pas. On rassemble les Etats de province

¹ Gaillard, ouvr. cité, IV, p. 35 et suiv. Le Parlement invite l'Université, son alliée, à « s'accommoder au temps ».

² *Ibid.*, pp. 55-57.

³ Albèri, ouvr. cité, II, pp. 444, 445 ; IV, pp. 33-34.

⁴ *Ibid.*, I, pp. 185-186 ; IV, pp. 36-38.

⁵ *Ibid.*, I, p. 207. Cf. *ibid.*, p. 188 ; deux millions et demi de francs.

dans le but de demander des subsides pour telle ou telle guerre¹. Mais il arrive qu'on doive recourir à la grille d'argent du tombeau de saint Martin à Tours².

Le clergé supérieur ne paye rien au roi ; et il y a des cardinaux français qui disposent de dix évêchés³. Les nobles non plus. Les paysans, sur lesquels retombait une grande partie du poids, s'enfuient en groupes : il y en a 10.000 qui s'expatrièrent dès Louis XI ; l'exode continue sous François⁴.

Les villes ne résistent pas ouvertement, sauf les cas où Paris murmure, où les prédicateurs de l'Université, adversaires du Concordat, parlent dans la rue, mais sans grand succès⁵. Il y a cependant, pour ces cités, — jadis autonomes, solidairement groupées autour de leur glorieuse capitale, entre leurs murs de défense, qui maintenant ne sont plus qu'un groupe de sujets et de contribuables, sans autre action sur la politique de leur patrie que leur présence, à des moments particulièrement graves, aux Etats Généraux, — il y a, dis-je, un autre moyen de montrer leur mécontentement.

Comme, dans le monde byzantin, les tendances locales, nationales, sociales s'exprimaient par des divergences envers le dogme officiel, les souffrances de toute espèce du xv^e siècle cherchèrent pour se manifester la voie des discussions, des rébellions et des combats de religion. Le luthéranisme allemand n'aurait jamais passé au delà de la polémique de chaire, sans un monde bourgeois désireux de montrer son importance quitte à ne pas trouver les formes correspondantes, sans les masses populaires, rurales, qui, comme les paysans de Hongrie et les paroiss-

¹ *Ibid.*, p. 250.

² *Ibid.*, IV, p. 246.

³ Gaillard, ouvr. cité, IV, p. 299.

⁴ Albèri, ouvr. cité, pp. 20, 39.

⁵ Un poco di resistenza... quando se gli dimandano danari ; *ibid.*, I, p. 229.

⁶ Gaillard, ouvr. cité, IV, pp. 51-52.

ses livres des Ditmarses du Danemark, entendaient affirmer leur valeur nationale.

En lui-même, le mouvement dissident des Allemands, avec ses polémiques rageuses et grossières, avec ses incertitudes et ses retours, avec la trivialité absolue des pamphlets dans lesquels il était question, à côté de force calembours et plaisanteries de cabaret, d' « ânes », de « cochons », de « pourceaux », de « courtisanes », n'avait rien qui eût pu gagner, retenir, enthousiasmer même les gens, modelés par un long développement historique, de ces cités françaises, d'une si pure tradition d'ordre et de décence. Mais être « luthérien » c'était pour les individualités un moyen de se faire valoir comme penseurs, et pour les groupements urbains celui seul par lequel ils pouvaient témoigner qu'ils n'entendent pas abdiquer à leur être moral, à leur personnalité constitutionnelle. Dès le commencement, il y eut de nombreux dissidents, parmi les clercs, les universitaires. Leur prédication suscite des humeurs, provoque des actes de violence. Une statue de la Vierge fut profanée à Paris, et le roi alla en grande cérémonie la remplacer par une œuvre d'art en argent, qui devait disparaître. On se moquait, le tempérament national y aidant un peu, des saints et des mystères. La Bible française parut, et Clément Marot mit en vers pieux les Psaumes.

François I^{er}, allié des princes luthériens de l'Allemagne seulement en tant que défenseur des libertés constitutionnelles dans l'Empire, ne toléra pas longtemps ce désordre. Celui qui devait permettre sur la fin de ses jours les atroces scènes de chasse à l'homme dans les montagnes des Vaudois, de tradition séculaire, à Mérindol et Cabrières, fit élever des bûchers à l'instar des rois catholiques d'Espagne. Un Mòrel, puis le recteur Nicolas Cop purent s'échapper ; d'autres, plus obscurs et plus hardis, Châtelain, Berquin, expièrent.

Mais on ne pouvait rien faire contre la foi discrète qui régnait dans les cœurs seuls, et qui avait, plus que le caractère dogmatique, avec un sentiment d'ancienne:

révolte contre Rome avide d'argent gaulois, celui d'une opposition à cette puissance d'absolutisme dans tous les domaines qui supprimait lentement, mais sûrement, les ressorts même de l'âme française. Il y eut des luthériens, de vrais luthériens à Metz, à cause du voisinage. Sans ce motif, il y en eut, et nombreux, à La Rochelle, qui alla jusqu'à une rébellion sous d'autres prétextes, à Caen, à Poitiers, en Provence. « Des villes entières », rapporte un ambassadeur vénitien », vivent non pas publiquement, mais par un consentement tacite, de la façon privée, à la manière des protestants ¹. »

Bientôt, un apôtre français surgit. Il est bien différent du rustique athlète de la « protestation » germanique et du curé bataillard Zwingli, de cette espèce de « cardinal de Sion » par l'ardeur à combattre qui le fit mourir, après de longues controverses avec les luthériens, concernant la « présence réelle » et la « grâce », sur un champ de bataille. L'âme de la bourgeoisie française, encline aux raisonnements, strictement logique et impitoyablement radicale dans ses conclusions, voyant tout par catégories et cherchant à enclorre tout dans des formules définitives, s'incorpore dans ce Jean Chauvin, de Noyon, qui se fit appeler Calvinus, Calvin. Il n'entend pas prouver seulement ses thèses et il dédaigne le pamphlet ; sa langue française lui servira bien pour prêcher, mais c'est en latin, langue de discipline et de mesure, qu'il entend lancer son message.

Et ce message n'est pas un jaillissement de passion révolutionnaire incohérente ; c'est tout un décalogue d'une admirable construction romaine, qui se propose, non pas de critiquer ce qui est, mais de régler ce qui sera parce que cela doit être. L'« Institution chrétienne » — le titre même montre le ciment qui en relie les parties et la grandeur du plan envisagé — est une « constitution impériale » : non pas la charte médiévale, mais le droit, à la

¹ Città intiere vivono non già in palese, ma, con tacito consenso, privatamente, tutti, a costume de' protestanti, come Caen, Rocella, Poitiers, e simili assai in Provenza ; Albèri, ouvr. cité, I, p. 227.

romaine, d'une nouvelle société. Car lui, il ne veut pas troubler et diviser, mais réunir et retenir ; il veut régner, et gare à celui dont la tête se trouvera sur la ligne nette du couperet de son syllogisme !

Marié à Strasbourg, Calvin devait traverser l'Allemagne, assistant aux Diètes, rompant des lances avec les docteurs d'une autre conception de la Réforme, cherchant à établir quelque part le siège de sa « cité de Dieu », dont il avait prévu tous les ressorts et dont il avait créé le principe de discipline par sa théorie de la grâce divine, initiale et immuable. Bientôt, lui, l'exilé, auquel les querelles de Genève avec son évêque, ses appréhensions à l'égard de la Savoie, héritière des comtes du Genevois, devaient donner, non pas un simple asile, mais un siège de juge absolu à la manière de ceux d'Israël, eut la satisfaction de voir sa doctrine, — et, plus que celle des Luther, des Mélanchthon et des Cœcolampade, c'en était une, — adoptée dans maintes villes de sa patrie française : à Bourges, à Arras, à Autun, à Agen, à Troyes, à Issoudun, à Meaux, à Langres, à Rouen et à Lyon.

Imitateur et rival de François, Henri VIII ne négligeait pas non plus, à travers les tragédies de son ménage, les ornements de la vie de Cour. On le voyait se promener le soir sur la Tamise, « aux harpes, chantres et toutes autres sortes de musique et passe-temps ». « Semblablement » ajoute l'ambassadeur français, « se délecte maintenant en peintures et broderies, ayant envoyé gens en France, Flandre, Italie et autres pays pour recouvrer maîtres excellens en cest art et aussi musiciens et autres ministres de passe-temps ¹ ». Comme la France avait le grand maître des portraits, il fit venir d'Allemagne Holbein, qui nous a transmis la large figure réjouie du « monstre » ². Mais, lorsqu'il lui fallut accueillir Anne de Clèves, il eut recours à des nobles expressément appelés

¹ Kaulek, ouvr. cité, p. 103.

² *Ibid.*, p. 78. Un peintre anglais rapporte le portrait d'Anne de Clèves.

et aux marchands étrangers ¹, et l'ambassadeur de France ajoute : « tout cecy, pour grand qu'on l'estime, ne soit à comparer au moindre des vingt entrées qu'on aura faict et au dernier passaiage de l'empereur en France ². »

Bien différente était sous beaucoup de rapports la situation de Charles-Quint et son attitude à l'égard des problèmes du temps.

Il conserve dans les Flandres tout l'ancien prestige bourguignon ; il ne se départit pas de la majesté des royautés ibériques, condescendant cependant à participer aux courses de taureaux ³, et en Allemagne il se fait servir, comme son homonyme du xiv^e siècle, l'auteur de la « Bulle d'Or », par les Electeurs, traités en simples officiers de sa Cour ; il contraint même tel luthérien, comme le duc de Saxe, à l'accompagner, pour remplir le cérémonial, à l'église, à écouter l'office et même la prédication d'un moine catholique ⁴. Vers la fin de son règne, il a autour de sa personne sacrée trente à quarante pages, trente-six gentilhommes de la chambre, quarante chapelains et le même nombre de chantres ⁵. Mais, dans aucun de ces pays, il n'a pas, avec la timidité et la morgue de sa femme portugaise, avec la maladie mentale de sa mère, clouée dans son château de Tordesillas où la poursuit une mélancolie incurable, une vraie Cour, malgré les maîtres de musique, de danse qu'il entretient dans son héritage espagnol, pour son fils Philippe, pour son fier petit-fils, appelé de son nom. A Bruxelles, un palais l'attend : il n'en a pas en Italie, pas même en Espagne ; il ne saurait pas où le chercher dans l'Empire, où il ne fait, du reste, que des brèves apparitions au milieu des anarchies locales et religieuses. Il se fait remplacer dans ses possessions héréditaires par des vice-rois, qui vivent chacun selon son goût et ses moyens. Dans les Pays-Bas, il a sa sœur

¹ *Ibid.*, p. 151.

² *Ibid.*, p. 152.

³ Albèri, ouvr. cité, II, p. 212.

⁴ *Ibid.*, III, pp. 201-202.

⁵ *Ibid.*, pp. 205-206.

Marie, reine de Hongrie, qui a succédé à sa tante, Marguerite de Savoie. Les deux, surtout Marie, sont des êtres masculins, chastes et dominateurs¹, dont la main est lourde, et on s'en plaint. Il y a un vice-roi, qui est de règle italien, à Naples, un autre dans les Baléares, un troisième en Sardaigne ; le Milanais est administré par un gouverneur au nom du futur roi Philippe, qui aura tout le vaste et riche domaine italien, en pleine Renaissance.

On ne voit, dans ces Etats divers et disparates, ni Cour, ni capitale. Partout la tradition se maintient en dehors de l'empereur, qui n'osera, nulle part, y toucher, car elle se tournerait contre lui et lui couperait aussitôt les subsides. L'organe central est un seul, le Conseil du prince, dans lequel se rencontrent, avec des secrétaires pour l'information et la rédaction, car le souverain se réserve la décision², un parvenu comme Granvelle avec le Grand Maître de l'Ordre de Calatrave et avec un autre Espagnol, l'archevêque de Bari. En Aragon, à côté du vice-roi, il y a le *justicia*, et chacun peut se réfugier sous ses ailes ; un régent, un grand chancelier, un Conseil, ont charge des affaires de l'Italie réunies à cet Aragon et à la Catalogne³. En Castille, tout se continue comme du temps d'Isabelle. La noblesse reste, comme devant, mesquine de vie et arrogante, peu maniable⁴. Les villes se remettent de l'effort brisé vers une liberté impossible. On ne peut tirer d'elles, par engagement au son du tambour, plus que quelques milliers de soldats pour la garde de la Castille et un très petit contingent pour la guerre⁵. Il est plus facile, mais pas aussi moins coûteux de réunir une flotte⁶.

Les Pays-Bas, rarement visités, malgré l'obligation du

¹ *Hà dell'huomo assai... castissima donna ; ibid.*, p. 299.

² *Ibid.*, I, p. 60 et suiv.

³ *Ibid.*, II, pp. 28-29.

⁴ Vivono in casa tristamente, per essere gran povertà frà essi e usano ogni estrema miseria per sparagnare, et tutto quello che sparagnano in un'anno lo buttan poi via in un giorno, per parere più grandi che non sono, *ibid.*, I, p. 23.

⁵ *Ibid.*, I, p. 27. Cf. *ibid.*, III, pp. 259-260.

⁶ *Ibid.*, p. 135.

voyage quadriennal, sont cependant la région où Charles est le plus sincèrement aimé à cause de son origine, de sa ressemblance avec le Téméraire¹, de sa jeunesse passée au milieu des Flamands². La régente conserve le droit de confirmer par ses commissaires les bourgmestres et d'installer un « scultète » à côté des magistrats municipaux pour juger des crimes³. On y vit dans la richesse, le commerce des Portugais eux-mêmes apportant les épices à Anvers, visité par les Français aussi⁴, qui viennent d'Alexandrie en Egypte. La Franche-Comté, avec Dôle et Besançon, était à la merci du roi de France et des Suisses.

Le royaume de Naples, où Charles a hérité de la monarchie absolue d'un Alphonse et d'un Ferdinand, ne jouit d'aucune liberté. En Sicile, les trois « bras » de la représentation du pays, clergé, barons et « domaniaux », suivent le roi sans l'aimer⁵, et lui fournissent une armée conditionnelle de 12.000 soldats pour quatre mois. A Milan, où il y a aussi un capitaine général et un sénat, on hait, de même, les Espagnols, qui ont tout envahi : les sympathies populaires vont vers les Français⁶.

Tous les sujets lui fournissent 600.000 ducats par an⁷. Or, si les Indes lointaines, abandonnées à l'arbitraire des gouverneurs, en train, malgré les objurgations d'un évêque comme Las Cases, d'extirper toute une race, n'envoient que des sommes aléatoires, variant de 150.000 à 30.000 ducats par an, en 1532⁸, le revenu total de l'empereur monte, cette même année, à 433 mille ducats⁹. Il

¹ Mostra in ogni sua azione essere assai animoso e crudele ; somiglia al vecchio duca Carlo di Borgogna ; *ibid.*, I, p. 6.

² E così ben guardato dalli populi che piuttosto si lascieranno tutti tagliar a pezzi che lasciarlo partire dal paese ; *ibid.*, p. 7.

³ *Ibid.*, pp. 14-15, 17.

⁴ *Ibid.*, II, p. 22 ; IV, p. 119. C'est le port le plus fréquenté du monde (*ibid.*, III, p. 290).

⁵ *Ibid.*, p. 270.

⁶ *Ibid.*, p. 283. « I signori e li cittadini sono di animo francese ». Il y a un Conseil secret et un Conseil de guerre ; *ibid.*

⁷ *Ibid.*, II, p. 32.

⁸ *Ibid.*, I, p. 40.

⁹ *Ibid.*

lui faudra donc faire des dettes, et elles deviendront écrasantes ¹.

De toute l'Allemagne l'empereur touche 12.000 florins annuellement ². Si la présidence d'une Diète — Maximilien avait convoqué jadis 475 membres de l'Empire; il en vint seulement le nombre de 90 avec les pleins pouvoirs des autres ³ — donna à Charles l'occasion de trôner en César; si à Worms, en 1531, il est arrivé à faire voter par les quatre groupes constitutionnels un Conseil d'Etat à vingt-deux membres, dont il ne nomma que quatre, les autres étant élus par des Electeurs, le clergé, les villes, et un Conseil de justice à dix-neuf membres ³, le pays n'en reste pas moins aux princes d'abord. Ils font employer la Réforme, adoptée par sept dixièmes de la population ⁴, pour prendre les biens de l'Eglise. En Prusse, le Grand Maître de l'Ordre Teutonique, Albert de Hohenzollern, est devenu prince héréditaire d'un pays sécularisé dont il fait hommage à son oncle, le roi de Pologne, Sigismond.

Ce sont de méchantes gens que ces demi-souverains, pleins d'orgueil et de vices. Philippe de Hesse, dégoûté de sa femme « qui boit et sent mauvais », demande, avec l'assentiment de cette princesse de Saxe, la faveur de prendre une seconde épouse, et les docteurs de la « Réforme » l'y autorisent formellement. Dans la famille de Wurtemberg, dans celle de Saxe on se déchire entre parents, et Charles trouvera un allié contre les princes saxons dans le comte Maurice, de leur lignée. L'archevêque de Cologne, qui s'avise aussi de séculariser, est, dans l'opinion de l'empereur, un ignorant ⁵. Celui de Mayence, cardinal, accepte une forme moyenne entre la foi romaine et la Réforme ⁶. Le Bavaois Louis et Georges de Brandebourg ne se consolent pas d'avoir perdu la Bohême ⁷, et le premier pleure encore sur sa défaite à

¹ *Ibid.*, pp. 56-57.

² *Ibid.*, VI, pp. 35-36.

³ *Ibid.*, II, p. 20.

⁴ *Ibid.*, pp. 17-18. Cf. *ibid.*, I, p. 65 et suiv.

⁵ *Ibid.*, p. 103.

⁶ *Ibid.*, VI, p. 75.

⁷ *Ibid.*, I, p. 103.

l'élection impériale. Leur train de vie reste mesquin¹. On rit en Angleterre de celui qui accompagnait Anne de Clèves : des jeunes filles « vestues d'une façon d'habit si lourd ei mal seyant qu'à peine ne les trouveroit-on que laydes, quand ores bien elles seroient belles² ».

Les villes affirment, plus que celles de France, leur autonomie en chassant le clergé possessionné et en faisant de la religion un département de la municipalité. Francfort et Nuremberg, cités de Diète, habituées aux débats, Mayence et Cologne, en haine de leurs maîtres ecclésiastiques, donnèrent l'exemple. Au moment où le nouvel art fleurit ailleurs, on détruit ici les monuments de l'ancien. Les patriciens sont des adhérents de Luther, parfois comme les Fugger, acheteurs, jadis, des bijoux de Maximilien³, les amis de « Charles de Gand »⁴, l'empereur. Les masses se livrent à tous les excès des saturnales religieuses, et on verra le roi Thomas Münzer régner avec ses bandes anabaptistes à Münster, où il coupera les têtes, frappera des monnaies et affichera en même temps sa nudité et sa polygamie.

Malgré la défaite des bandes de la révolte paysanne, de la « jacquerie » allemande, les campagnes conservaient en grande partie le levain des vieilles haines, sous la forme religieuse qui les mettait souvent sous la protection de leurs princes. « Il n'y a pas de femme », écrit un diplomate italien, « qui ne veuille disputer sur l'Évangile et les épîtres de saint Paul et la foi⁵. »

Le roi des Romains ne régnait pas plus que son auguste frère absent. La Bohême, prête à se révolter contre l'adversaire de son hussitisme tenace, la Hongrie, sans cesse menacée par les Turcs, le retenaient totalement. Pour

¹ Non è principio in Alemagna che non sia povero, e il simile de' baroni ; *ibid.*, p. 409.

² Kaulek, ouvr. cité, p. 151.

³ Albèri, ouvr. cité, VI, pp. 29-30.

⁴ *Ibid.*, I, p. 411.

⁵ Ogni femmina vuol disputare dell' Evangelio e delle epistole di S. Paolo e della fede ; *ibid.*, p. 128.

défendre le reste de ses possessions, il avait besoin de la pension, fixée par le testament du « Catholique », de la part de Charles ¹, des Espagnols envoyés par le même, des Italiens payés par le Saint-Siège. Les chefs de ces bandes allemandes, un Roggendorf, un Salm, de vieux guerriers, disparaîtront bientôt. Entouré de son chancelier, de l'évêque de Trente et d'autres trois conseillers, Ferdinand cherchait, dans sa résidence de Vienne ², à utiliser les circonstances qu'il ne pouvait pas influencer essentiellement. Il n'aurait même pas pensé à résoudre la question religieuse si la volonté de Charles ne s'y était mise.

Car lui seul, l'empereur, s'attribuait cette mission. Les autres rois se bornaient à se créer une Eglise protestante à eux, sur la ruine des possessions ecclésiastiques, confisquées. Ainsi en agit, malgré ses rapports d'étroite parenté avec Charles, le roi de Danemark ; ainsi, et avec encore plus d'élan, le roi national de la Suède.

Le calvinisme pénétrait ainsi en Transylvanie, sous la forme socinienne, unitaire, représentée par un exilé italien, le médecin Biandrate, du Piémont plein de Vaudois. Le « roi » Jean Sigismond avait oublié les traditions catholiques de son père et de sa mère polonaise. En Pologne, sous le père de cette reine Isabelle, sous son frère, d'aspect et d'esprit italien, se faisant bâtir une admirable chapelle sépulcrale et un palais aux arcades de marbre au vieux Wavel de Cracovie, la doctrine des deux Socins, dont l'un allait mourir dans le royaume même, au milieu d'une considération presque générale, pénétrait, attirant toute la jeune noblesse qui fraternisait avec le duc luthérien de Prusse.

Contre cet envahissement rapide et furieux, l'Eglise, dominée dans un étroit intérêt de famille par les Farnèse,

¹ 60.000 ducats par an ; *ibid.*, p. 37.

² *Ibid.*, pp. 95-96.

ne pouvait rien entreprendre. La réaction de la jeunesse catholique sous la forme de la Société ou de l' « Institut » des « clercs réguliers de la Compagnie de Jésus » à Paris, dans le monde des Collèges, dès 1534, sous la conduite d'un noble espagnol, Iñigo de Loyola, ne signifiait encore rien comme action. Les statuts de cette « légion » romaine pour la défense du dogme et de l'hierarchie datent seulement de 1542 ; le Pape Paul III s'empressa de les confirmer, mais, jusqu'à la mort, en 1556, du fondateur et premier général de cette « milice », aucune entreprise importante n'avait encore été tentée.

L'intervention du seul facteur capable d'agir devait se produire. Charles-Quint doit à sa situation et à son prestige au moins le risque d'une tentative.

CHAPITRE VIII

La crise religieuse en Occident.

Charles et son frère, le roi des Romains, dont la fille avait épousé le roi de Pologne, Sigismond-Auguste, étaient en paix avec les Turcs. Le grand ennemi des Habsbourgs venait de mourir. C'était déjà une base pour l'action destinée à réduire l'Eglise à l'unité trop longtemps déchirée.

Mais un autre événement favorable à cette œuvre que l'empereur goutteux et grisonnant considérait comme le plus important de ses buts ce fut la perspective d'un retour du royaume d'Angleterre à la foi catholique.

Henri VIII n'avait eu de ses nombreuses femmes, dont deux Anne Boleyn et Catherine Howard, furent décapitées avec sentence en règle comme adultères, une troisième, Jeanne Seymour, mourut en couches, une quatrième, Anne de Clèves, belle-sœur du duc de Saxe¹, se laissa divorcer, conservant sa maison royale, et la cinquième, Catherine Parr, eut le bonheur, vraiment inespéré, de lui survivre, qu'un fils en bas-âge, Edouard, et deux filles. L'aînée, Marie, fille de la tante de Charles-Quint, fut longtemps tenue dans l'isolement, ce qui ne l'empêcha pas de se gagner des connaissances remarquables dans les langues et la musique². Sa sœur Elisabeth, fille d'Anne, dont le mariage avait été dissout avant l'exécution, fut

¹ Il avait été question de le marier à la duchesse veuve de Milan.

² Albèri, ouvr. cité, II, p. 323. Henri lui-même, théologien, parlait le français, l'italien, l'espagnol ; *ibid.*, III, p. 11.

déclarée bâtarde par vote du Parlement, et son existence aurait été plus triste encore si elle n'avait pas trouvé de consolation dans des études assez sérieuses pour lui permettre de lire le latin et même le grec¹. Marie devait être la femme du duc d'Orléans, avec le Milanais comme dot de la part de son oncle, et il lui plaisait d'en prendre le titre. Or, Charles avait tout intérêt à empêcher cette alliance, lui qui voulait, dès 1538, faire d'Elisabeth elle-même la femme de son neveu Maximilien, fils du roi des Romains². Il fut question de donner Marie à l'infant de Portugal Louis, avec le même duché italien³, puis au duc de Clèves, au jeune duc de Bavière, qui vint de fait et jouit du plaisir de lui faire un compliment en allemand et en latin et de l'embrasser⁴; à l'empereur lui-même⁵. Elle finit par épouser le fils de Charles, Philippe.

Ce mariage catholique ouvrait des perspectives : dès 1539, on pouvait écrire que le peuple anglais est « beaucoup plus enclin à l'ancienne religion qu'aux nouvelles opinions, qui sont soubstenues seulement par aucuns évesques⁶ ». Henri, tout en continuant son conflit avec le Pape, « abomination, filz de perdition, ydole et Entéchrist⁷ », persécutait les luthériens et les « séditieux anabaptistes », envoyant à l'échafaud le chancelier Cromwell, considéré comme étant leur complice⁸.

La question s'était depuis longtemps posée si la succession de Marie n'était pas préférable à celle d'Edouard.

¹ *Ibid.*, pp. 329-330.

² Kaulek, ouvr. cité, pp. 24, 34. Cf., pour le projet français, *ibid.*, pp. 33, 38, 327-329, 344 et suiv. On avait voulu donner à Henri, veuf, la sœur de Marie de Lorraine, qui aurait été adoptée par François (*ibid.*, pp. 53, 57, 64). On proposait de lui envoyer « mesdemoiselles de Vendôme, de Lorraine et de Guise avec la sœur du roi » (*ibid.*, p. 68). Comme on trouva en France qu'il serait peu digne de le faire, le gros Henri protesta (*ibid.*, p. 73).

³ *Ibid.*, pp. 43, 73-74.

⁴ *Ibid.*, pp. 148-149.

⁵ *Ibid.*, pp. 148-149, 168, 170.

⁶ *Ibid.*, pp. 103, 236, 239, 272, 275-276.

⁷ *Ibid.*, p. 198.

⁸ *Ibid.*, pp. 175, 189 et suiv.

enfant en bas-âge et de complexion malade¹. Mais celui-ci fut proclamé en 1547, et on verra bientôt que son oncle, le duc de Somerset, et l'archevêque Cramner, le dirigeaient du côté du luthérianisme.

Dès le printemps de cette année 1547, qui vit, en janvier, la mort du roi d'Angleterre, en mars celle de François, la guerre religieuse s'est décidée en Allemagne. Après la Diète dont s'abstinrent les réformés, Charles préparait en 1546, avec son frère, la grande surprise pour les protestants, à Ratisbonne, où il se trouvait presque sans soldats, lorsque la ligue protestante de Schmalkalden, le « duc » luthérien Philippe de Hesse à sa tête, commença l'offensive. Les bandes pénétrèrent jusque dans le Tyrol autrichien pour couper le chemin aux secours. Mais le prestige impérial empêcha un coup du côté où on avait pu faire la capture la plus importante. Bientôt, les troupes espagnoles et italiennes, auxquelles on avait fixé le rendez-vous pour un peu plus tard que la révolte, parurent. Les Flamands s'ajoutèrent : dès ce moment, la supériorité des Impériaux ne pouvait pas être mise en doute. Maurice de Saxe, pour parvenir, se mit à la disposition de Charles. Il prit la Saxe, soumit le Palatinat et réduisit le centre luthérien d'Ulm.

En hiver cependant l'Electeur Jean-Frédéric revint dans ses Etats, pénétrant ensuite en Bohême et en Lusace ; le royaume de saint Wenceslas, depuis longtemps mal disposé contre les Habsbourg, se leva en armes, sous prétexte de se défendre contre toute contingence. Les barons voulurent empêcher la réunion à Eger de Ferdinand avec l'empereur. Descendant l'Elbe avec sa puissante armée, qui contenait aussi des Hongrois, Charles poursuivit les Saxons et Hessois, qui se retournaient vers la ville « sacrée » de Wittemberg, et les força à livrer bataille dans la campagne de Mühlberg (avril 1547). Le

¹ Cf. *ibid.*, pp. 350-351. Voy. *ibid.*, p. 50 : « les uns sont pour le prince nouveau-né et les autres pour Madame Marie » (année 1538).

duc de Saxe fut parmi les prisonniers. Le landgrave, gendre de Jean-Frédéric, alla trouver l'empereur à Hall et demanda pardon ¹.

La même année vit l'insuccès de la tentative, à Gênes, des Fieschi contre les Doria, l'assassinat de l'allié de ces conspirateurs amis de la France, le duc de Parme ; et une révolte à Naples fut supprimée.

L'empereur put procéder donc librement à établir la paix religieuse, objet de ses efforts. A Augsbourg, en mai 1548, devant les protestants, réduits à y paraître, les mille cinq cent quarante et un articles des théologiens furent présentés, et Charles y proclama une trêve, l'*intérim*, réservant la décision définitive au Concile qui devait se réunir à Trente.

A peine le traité avec François avait-il été conclu que ce Concile d'union ouvrait ses séances dans la ville épiscopale sise entre les Etats des Habsbourgs et à proximité de cette Italie qui pouvait défendre par ses forces militaires la tranquillité des séances. Dès 1542, on avait choisi cette place, mais en 1544 les protestants avaient refusé de s'y rendre sans garanties. Le 15 décembre 1545, on avait cependant commencé le travail, mais dans des conditions qui en faisaient seulement une réunion de l'Eglise catholique, attentive dès le début à fixer un point de vue immuable gardé par l'anathème. La formule destinée à rétablir l'unité de l'Eglise en Occident fut rédigée dès le mois d'avril suivant, mais à la Diète de Ratisbonne il n'y eut que les catholiques pour l'accepter. Or, ceci paraissait à Charles un acte de rébellion formelle, qu'il devait punir. Il proclama le traité qui le réunissait déjà au Pape pour tuer l'hérésie.

Aussitôt l'Electeur de Saxe et le landgrave de Hesse, le duc de Wurtemberg, le prince d'Anhalt, les délégués des villes zwingliennes : Augsbourg, Ulm, Strasbourg, se ras-

¹ Albèri, loc. cit., pp. 411-414 ; *Nunziaturberichte aus Deutschland*.

semblent à Ulm pour mettre à exécution les prévisions de la ligue à laquelle ils appartenaient.

Mais le Concile ne devait rouvrir ses séances qu'en 1551, sous un nouveau Pape, moins énergique que son prédécesseur, sous Jules III. Et, jusque là les circonstances avaient rendu impossible la réalisation du grand rêve de l'Empire réel établi sur l'Eglise unifiée.

L'attaque turque sur la frontière des possessions du roi de Hongrie se prononça dès l'année 1550.

Entre les deux régents au nom du petit prince Jean-Sigismond avait éclaté le conflit qui couvait depuis longtemps. Le Serbe envahit la Transylvanie, et le moine croate réussit à l'écarter. Une intervention turque, commandée par le Pacha même de Bude en faveur d'Isabelle ne réussit pas à le déloger. Martinuzzi négociait des deux côtés, et il avait voulu donner à son pupille une des filles du roi Ferdinand. Un traité formel fut signé en 1551, et les Impériaux, commandés par un général qui avait fait ses armes en Italie, Castaldo, parurent sur le sol transylvain ; la veuve de Jean Zápolya, que Petrovics ne pouvait pas défendre, dut abdiquer en échange pour deux duchés de Silésie. Le moine restait le maître de fait de cette province. Et le Banat fut à son tour occupé par le commandant suprême, au nom de Ferdinand, en Hongrie.

Aussitôt une expédition ottomane fut organisée pour restituer l'ancien état de choses, chassant les usurpateurs. Une forte armée prit possession des châteaux du Banat : on vit les Persans d'Oulama au milieu des greniers européens du Roum. Temesvár fut défendue aussi par les Espagnols. Le beglerbeg de Roum, le Serbe Mohammed Sokoli, brisa la résistance de ces vieux soldats.

Après le retour des envahisseurs, le moine, dont Ferdinand avait fait un cardinal, se réunit à Castaldo pour marcher contre les garnisons turques, tout en gardant les dehors d'un spectateur et d'un médiateur. Comme cette politique de bascule ne pouvait pas rester inobservée, les gens du roi le surprirent dans son château et

l'assassinèrent, tout simplement. Les Impériaux s'établirent aussi à Nagy-Várad (Oradea-Mare), dont l'évêque avait été leur victime.

Au cours de l'année suivante, les Turcs ne réussirent pas seulement à reprendre Temesvár, mais ils se saisirent de Szolnok. Malgré les humbles offres de Ferdinand, qui voulait garder la Transylvanie, terriblement saccagée par ses bandes, la trêve qu'il obtint du Sultan en 1553 ne contenait guère la cession de cette principauté. Le Sultan abandonnait de fait le pays aux Impériaux, qui s'y maintinrent pendant quelques années encore, en dépit des efforts de Petrovics et des protestations d'Isabelle, et arrivèrent même à arracher une reconnaissance de la part du suzerain, retenu en Asie par la guerre contre les Persans.

Elle avait été entreprise comme une puissante offensive, déterminée par les troubles du Caucase, dès 1548. Chirvan, Tebriz furent occupées, puis la forteresse arménienne de Van, mais sans autre résultat, l'armée ottomane elle-même étant contre cette guerre lointaine, difficile et sans butin. Encore deux fois, en 1550 et en 1551, Soliman parut en Asie : il ne faisait que s'y livrer aux plaisirs de la chasse et arrêter par son prestige la revanche persane².

Mais dès 1550 il y avait derechef les Français en Italie.

Le nouveau roi Henri avait de mauvais souvenirs du côté de l'Espagne, où il avait été otage, du côté de cette Italie, où il avait conduit les armées. Conseillé, dominé par sa maîtresse et par son connétable de Montmorency, gendre du bâtard de Savoie, il avait eu pendant quatre ans le souci des joutes et des chasses ; il s'était interdit toute convoitise au delà des Alpes. Mais de nouveau il y

¹ *Geschichte des osmanischen Reiches*, III, pp. 33-48.

² *Ibid.*, pp. 121-122.

avait des Italiens à Milan qui préféraient le régime français, un prince italien à Parme, Octave, dont le nouveau Pape voulait annexer, avec le consentement de Charles, beau-père d'Octave, le duché aux Etats ecclésiastiques. Des exilés de Naples et de Florence vivaient encore en France. A Ferrare, le duc était fils de Renée, sœur de la reine Claude, et leur fille avait épousé le duc de Guise¹. Catherine, la nouvelle reine, fille de Laurent de Médicis, prétendait à la possession de ce duché de Toscane que l'empereur avait créé pour un autre Médicis, Côme² ; Sienne était prête à la révolte. D'un autre côté, Charles-Quint, auquel avait été offerte pour son fils la princesse Marguerite de France, réclamait la Savoie, considérée par Henri comme héritage de son aïeule, Louise, et le Piémont. On envoya donc une armée dans ce dernier pays, et, comme les Impériaux attaquèrent Parme que le Pape fulminait de ses censures, le maréchal de Brissac reçut l'ordre de descendre dans la province protégée ouvertement par le roi, où le siège de Parme fut aussitôt levé.

Henri avait repris Boulogne et conclu une paix favorable avec l'Angleterre, acceptant de donner au petit roi Edouard sa fille aînée, Isabelle ; il avait fait cependant apporter en France comme fiancée du Dauphin la reine-enfant d'Ecosse, Marie, et en faisait garder le royaume par les siens ; il venait de renouveler sa ligue avec les Suisses. En Italie, il y eut bientôt une paix pour les affaires de Parme (avril 1553). Mais Henri avait en Allemagne des liens étroits avec Albert de Brandebourg, avec le duc de Wurtemberg ; et Maurice de Saxe, maître cependant de la Misnie, d'une partie de la Thuringie, de Wittemberg, de Leipzig, et réputé « le plus riche prince de l'Empire³ », dont l'ambition n'avait pas été complètement satisfaite, se cherchait un appui extérieur contre son ami

¹ Albèri, cité, VI, pp. 70, 82-85.

² *Ibid.*, pp. 70-71.

³ *Ibid.*, p. 72.

impérial. Le duc de Bavière, gendre de Ferdinand, devait néanmoins refuser le concours à l'empereur.

Dès janvier, donc, le roi de France se présente comme défenseur des libertés germaniques et occupa, en vertu du principe de l'appartenance linguistique, les évêchés de Metz, Toul et Verdun. Son action fut considérée plutôt avec sympathie par tous ceux qui plaignaient le landgrave de Hesse, depuis longtemps emprisonné, et craignaient que Charles, l'étranger, ne veuille leur imposer comme futur empereur un Flamand d'allures, un Espagnol de cœur, un catholique animé de fanatisme comme son jeune fils Philippe¹.

Surpris à son tour, Charles dut s'enfuir devant Maurice par les défilés du Tyrol. Revenu avec de nombreuses troupes, il voulut reprendre à tout prix Metz, mais le duc de Guise lui en fit quitter le siège en janvier 1553. Dans la Picardie envahie, Théroouanne fut détruite par les Espagnols, mais cela ne leur valut rien. Le succès de Renty (en Artois), en 1554, ne valut pas plus aux Français. Des mois entiers furent perdus au siège de Sienne, défendue par le Florentin Pierre Strozzi au service du roi de France et aux luttes en Corse entre les Génois et les troupes royales. Le dernier écho de la longue inimitié entre les deux plus grandes dynasties de l'Europe allait en s'affaiblissant de plus en plus.

La paix, visiblement, s'approchait. Charles ne voulut pas la signer lui-même. Malade et découragé, saisi par la passion de sa mère pour la solitude, sentant en lui la responsabilité des troubles religieux, qu'il n'avait pas pu apaiser, il se préparait depuis longtemps déjà à la retraite. Dans la Diète de Passau, en 1552, il avait renoncé aux clauses de l'« *intérim* » ; dans celle d'Augsbourg (août-septembre 1555), il proclama pour les princes le droit d'imposer à leur pays leur religion (*cujus regio ejus religio*), à condition que ce ne soit pas une des formes dégé-

¹ *Ibid.*, pp. 77-78.

nérées du luthéranisme. Puis, à Bruxelles, le 16 janvier 1556, Charles abdiqua à toutes ses possessions héréditaires, qui revenaient au roi Philippe. Aussitôt celui-ci signa, le 5 février, la trêve de Vaucelles.

Pour avoir la paix, il fallut cependant un nouvel essai de forces. En 1556 encore, le Pape remplaça dans l'alliance française Octave Farnèse, gagné par le don de Plaisance. Mais ce n'était pas sur l'Italie que comptait le plus le nouveau roi d'Espagne, conduit par son favori portugais Gomez et par sa sœur, la reine-veuve de Portugal, Jeanne.

Par un coup de maître, son père lui avait fait épouser Marie Tudor, qui, venant après le luthéranisme imposé à son frère par ses tuteurs et après une lutte contre la petite-fille de la reine Marie de France, duchesse de Suffolk, Jeanne Grey, soutenue par son beau-père, le duc de Northumberland, avait rétabli par l'échafaud la foi catholique.

Philippe avait espéré être roi de fait de cette Angleterre, dont il flatta sans grand succès l'opinion. Se voyant sans enfants, il voulut se défaire d'Elisabeth par une voie non sanglante, l'envoyant régner en Savoie. Marie refusa d'admettre ce mariage mais elle entra volontiers dans la ligue contre cette France dont jadis elle avait espéré pouvoir devenir la reine.

Comme au temps de Henri VIII, la Picardie fut envahie, et, pendant que le duc de Guise s'excitait dans une entreprise nulle et folle à Naples, le duc de Savoie lui-même, Emmanuel-Philbert, venait commander l'armée d'invasion. Il remporta en août 1557 la grande victoire de Saint-Quentin, en présence du roi d'Espagne, prince flegmatique, peu capable à la guerre et nullement amateur des camps.

Rappelé d'Italie, le duc de Guise répondit par la conquête de Calais, en janvier 1558, par celle de Thionville sur le Rhin, en juin, suivie cependant par une victoire flamande à Gravelines. Marie Tudor mourut en novembre de cette même année, et sa sœur Elisabeth,

catholique au début, fut contrainte par le Parlement à rentrer dans la tradition anglicane.

Il fallait faire la paix. « Je veux la paix de toute façon », dit Philippe à un ambassadeur vénitien, « et, si le roi de France ne l'avait pas demandée, je la demanderais moi. » Les négociations de Cateau-Cambrésis l'amènèrent dès le 25 avril 1559. Calais et les Trois Evêchés restaient à la France, qui, restituant la Savoie au duc victorieux à Saint-Quentin, devenu époux de Marguerite de France, la Corse aux Génois et installant le duc de Mantoue dans le Montferrat, ainsi que celui de Toscane à Sienne, conservait non seulement le comté d'Asti, mais aussi Chieri et Pignerol (Pinerolo), Chivasso et la possession de Turin elle-même. Isabelle, fille de Henri II, devait monter sur le trône des Espagnes.

Cette réconciliation universelle n'avait plus le but de la résistance contre le Sultan, qui faisait dire à Charles-Quint que tout le monde paraît devenir turc, mais que lui sera le dernier à résister. Charles avait abandonné en septembre la couronne de l'Empire en faveur de Ferdinand, de son fils Maximilien et de leur lignée. Mais le Pape, Paul IV, ne voulut pas reconnaître un César qui n'avait pas accompli à son égard l'acte de soumission que Charles lui-même avait accepté. L'Eglise, qui venait de fermer de nouveau les séances de Trente, considérait avec méfiance un prince très doux à l'égard du luthéranisme. La lutte contre l'hérésie revenait donc à d'autres que lui : à ce roi d'Espagne, vrai héritier de la mission que son père n'avait pas menée à bonne fin, et, avec lui aussi, au roi de France, son beau-père.

Le roi Philippe, dont le père, retiré en Espagne, voulait

¹ Ambasciatore, io voglio pace in ogni modo, e, se il rè di Francia non l'avesse dimandata, la dimandarei io ; Albèri, ouvr. cité, III, p. 383. Il aurait fait dire par le duc d'Albe qu'en échange de l'alliance avec Venise, il aurait donné le Milanais au duc de Savoie (*ibid.*, p. 385).

faire, malgré sa renonciation au profit de Ferdinand, un empereur¹, fut le premier à commencer l'œuvre de purification. Ayant dans son propre royaume des dizaines de mille de faux chrétiens, d'origine maure, chargé des dettes de Charles-Quint, qui avait dépensé vingt-quatre millions d'or en quelques années², ayant, avec un revenu de cinq millions, un déficit annuel d'un million³, réduit à s'adresser à des faussaires, contraint à diminuer le prestige de sa Cour⁴ et, enfin, menacé dans sa belle possession de Naples où ses adhérents étaient taxés de « janissaires »⁵, il se choisit comme but, lui, le Flamand, dont les Flandres étaient les vraies Indes⁶, la réduction religieuse de la vraie patrie de son père.

Charles lui-même avait pris des mesures pour combattre l'hérésie dans les Pays-Bas, mais continuant à employer dans la guerre de France les chefs de cette noblesse dont il observait scrupuleusement les anciens privilèges : un Egmont, un Aerscot, un d'Orange. Au contraire, Philippe voulut placer dans ces provinces des garnisons espagnoles, qui lui furent refusées par les Etats⁷. Ne réussissant pas par ce système, il remplaça les garnisons par des évêques, le Saint-Siège lui ayant accordé douze nouveaux diocèses. Les tribunaux destinés spécialement à poursuivre les dissidents inaugurèrent dès 1559 leur funeste activité, alors que dans l'Italie septentrionale on s'attaquait d'une façon tout aussi impitoyable aux pauvres Vaudois.

En France, malgré le menaçant édit d'Ecouen, Henri II se montra beaucoup plus tolérant. On put afficher dans les rues des placards contre la messe, faire des « prédications », tenir des « assemblées » présidées par les

¹ *Ibid.*, VI, p. 77.

² *Ibid.*, III, p. 356.

³ *Ibid.*, p. 363.

⁴ *Ibid.*, p. 234.

⁵ *Ibid.*, p. 351, note 1 ; p. 352. Les indigènes y sont « *faliti e disperati* » ; *ibid.*, p. 348.

⁶ *Ibid.*, p. 357.

⁷ *Ibid.*, p. 40.

« ministres », correspondre avec Genève, discuter même au Parlement, devant le roi, ces questions délicates. Quelques arrestations dans la noblesse de robe n'endiguèrent pas le mouvement. Du reste, les dissidents avaient la même attitude que les catholiques à l'égard de la royauté, et on pouvait dire que, « si le roi d'Espagne a beaucoup de royaumes, mais tous désunis, le roi de France en a un seul, mais tout uni et obéissant ¹ ».

On ne faisait pas attention à l'esprit de liberté mal définie, d'un esprit antique exagéré, tout mêlé de rhétorique creuse et de divagations héroïques, qui inspirait la jeunesse à une époque où Bodin discutait sur la république, Jean Ramus appelait les princes devant son tribunal, et les figures de l'antiquité surgissaient par les pages de Plutarque, dans la traduction, si populaire, de l'évêque Amyot. On ne se rendait pas compte non plus du fait que la noblesse, habituée à la guerre presque continue au delà des frontières du royaume, cette noblesse avide de gloire qui comptait dans les rangs de la nouvelle génération les Guise, un Brissac et un Saint-André, un Montmorency, les princes de Bourbon, « fils et neveux » du connétable traître à la couronne, n'était guère disposée à retourner dans ses châteaux pour présider les manants aux travaux des champs ou pour venir se ruiner à la Cour trois mois l'an au service du roi ². On passait par-dessus le pli spécial que donnait au clergé d'origine noble les études à l'Université, qui était devenue une coutume et un point d'honneur ³. Rassemblant les Etats généraux après le désastre de Saint-Quentin, le roi, qui put y apercevoir les grandes ambitions de la noblesse de robe, se considérant un ordre à part, ne prévoyait pas que cette institution tombée en désuétude était entrée désormais dans le programme des novateurs, qu'ils la considéreront de la même façon que les Allemands leurs Diètes, qu'il

¹ Il rè di Spagna hà molti regni, mà tutti disuniti ; il rè di Franza hà un solo regno, mà tutto unito ed obbediente ; *ibid.*, II, p. 252.

² *Ibid.*, IV, pp. 114-115.

³ *Ibid.*, p. 114.

sera question bientôt, comme en Allemagne aussi, d'un Concile national pour discuter les dissensions religieuses.

Il y avait enfin les masses populaires, lasses de ces guerres dont, écartées, par crainte et mépris, des armées, elles n'avaient pas même un profit moral et qui réduisaient de nouveau des groupes de paysans à se chercher ailleurs un asile.

Un accident dans une joute destinée à célébrer la paix récemment conclue, une mauvaise blessure à l'œil, gauchement traitée, amena la mort prématurée de Henri II, en juillet 1559, et la France eut, avec une reine veuve étrangère, peu respectée et incompétente, un roi de quinze ans, d'esprit lourd et de tendances violentes.

Il fallait au pays un régent, de fait, sinon de nom. Le cardinal de Lorraine, un des Guise, prit la conduite des affaires, et aussitôt le roi de Navarre, de la nouvelle Maison régnante de Bourbon, par le mariage avec l'héritière, la fière Jeanne d'Albret, et son frère, Condé, furent à la tête d'une forte opposition. La persécution se déclencha : on vit au gibet et sur le bûcher un des cinq conseillers du Parlement arrêtés par Henri. Les mécontents se rallièrent au calvinisme, qu'ils avaient si peu, du reste, dans leur intelligence et dans leur cœur. En même temps, des mouvements se produisaient dans les villes : à Orléans, à Lyon, à Poitiers, dans l'extrême Nord et dans l'extrême Midi. Le cardinal pensa, après le conventicule de Fontainebleau avec les princes, aux Etats comme moyen de pacification.

Les hardis chefs des protestataires, chez lesquels il y avait « plus de mécontentements que d'huguenotterie ¹ », crurent pouvoir renverser les Guise, que la reine-mère aussi détestait, au point de faire douter de son dévouement à la foi romaine ², par un coup de main. On essaya

¹ De Thou, ch. XXV ; cité d'abord par Albèri, ouvr. cité, IV, p. 131, note I.

² Albèri, loc. cit., p. 144.

de se saisir du roi à Amboise ; la tentative manqua. François II assistait encore, impuissant, à ce qui se passait contre sa religion en Ecosse, où il était non seulement prince-consort par son mariage avec la jeune reine Marie, — et il y avait des troupes françaises en lutte avec les Anglais, plus forts, autour de la régente Marie de Lorraine, — mais aussi roi, en vertu du pacte secret qui lui cédait cette couronne, la réunissant à celle de France. Or, depuis des années, le royaume était devenu une vaste Genève. La « cité de Dieu » selon « l'Institution Chrétienne » s'y construisait par les efforts du grand prédicateur, fanatique et républicain, qu'était Jean Knox. Ce « juge d'Israël » terrorisa la régente et, après la mort de cette étrangère et de cette catholique, il toléra la reine absente à condition que le royaume, devenu légalement presbytérien, sera conduit par un Conseil de douze, dont cinq seront élus par les Etats.

Une armée fut formée en France contre l'hérésie hautement provocante. Le roi ne pouvait pas se fier à l'« arrière-ban » de noblesse, ou aux vieilles légions de Louis XII et de François I^{er}. On engagea des lansquenets et des Suisses, payés par un lourd emprunt, imposé à la ville de Paris. Il y eut des décapités en effigie, alors que de Termes se rendait en Guyenne. Condé devait être arrêté à Orléans et péremptoirement condamné à mort. De son côté, le roi de Navarre assista à la messe et envoya des protestations à Rome. Peu après cependant, François mourait des suites d'un abcès (décembre 1560).

Après le roi de dix-sept ans, il y eut, dans le débile Charles IX, dont on prévoyait et escomptait déjà la mort, un roi de dix ans. Une réaction se produisit aussitôt contre les Guise, favorisée par Catherine de Médicis, qui visait pour elle-même le pouvoir. On voulut donner au jeune prince pour précepteur l'amiral de Coligny, calviniste déclaré, alors qu'on entendait les psaumes et les prêches dans les chambres mêmes du roi¹. Bientôt tout le pouvoir fut entre les mains de quelqu'un qui obéissait

¹ *Ibid.*, IV, p. 160.

à sa femme et qui poursuivait la situation de roi des Romains, le roi de Navarre¹, proclamé lieutenant-général du royaume.

Il y eut donc un congrès des protestants, qui jouissaient du libre exercice du culte dans les villes leur appartenant. Théodore de Bèze put venir de Genève pour discuter à Poissy avec le cardinal de Lorraine sur les deux professions de foi. Enfin, au commencement de l'année 1562, une réunion de magistrats, de deux présidents pour chaque Parlement, décréta qu'on pourra professer le calvinisme aussi en dehors des villes qui lui étaient reconnues.

Alors Guise, appelé par la reine-mère à Paris, risqua le coup de Vassy, massacrant les « hérétiques », qui chantaient leurs chansons françaises dans une grange. Aussitôt, Condé quitta Paris et occupa Orléans. De ce centre de résistance, les « huguenots » demandaient le concours des Anglais et des princes allemands, cédant aux premiers Le Havre et prenant, des seconds, des bandes de terribles reîtres, les « ferraiuoli », des Italiens², qui logeaient leurs chevaux dans les églises et ne s'arrêtaient devant aucun crime et devant aucune profanation. Le parti des Guise créa cent soixante compagnies à Paris³.

Catherine de Médicis visita, avec le roi, Condé dans sa résidence de rebelle ; elle dut bien prendre à son service des Suisses et autres mercenaires⁴. On combattit pour Rouen. Si, à cette occasion, le roi de Navarre tomba dans la mêlée, les siens le vengèrent en faisant assassiner, au mois de février 1563, le duc de Guise.

La reine-mère restait maîtresse de la situation. Politiquement irrésolue dans le conflit, elle conclut en mars même la paix d'Amboise et fit proclamer en août la majorité de son fils, auquel elle fera visiter les provinces

¹ Les Guise descendaient d'une sœur du roi de Navarre (*ibid.*, p. 441).

² *Ibid.*, p. 117.

³ *Ibid.*, p. 174.

⁴ *Ibid.*, p. 175.

et qu'elle mènera en 1565 à Bayonne pour se rencontrer avec le duc d'Albe. Par l'assemblée de notables réunie en 1566 à Moulins elle crut avoir posé les bases définitives de la pacification et d'une autorité royale qui n'était plus celle du « roi des ânes » dont parlait jadis Maximilien I^{er} 1.

Cette paralysie politique de la France déchirée par les factions paraissait préparer toute une révolution populaire 2. Philippe II devait en devenir de fait, comme on commençait à le considérer, l'« arbitre du monde » 3. Mais, en dehors du mécontentement, dont il ne montrait pas trop s'inquiéter, de ses « maranes », de ses « Morisques » persécutés, il allait être empêché d'intervenir, en France aussi bien qu'en Allemagne, où les dernières mesures de Charles-Quint semblaient avoir satisfait les princes dissidents, autant que l'ambition, de forte volonté et de prestige inattaquable, de Soliman, était encore là pour menacer la domination méditerranéenne, sa « thalassocratie » chrétienne. Dès 1550 avait commencé le travail de restitution ottomane dans les eaux de l'Afrique, où un autre pirate hardi et heureux avait succédé à Châireddin, Torghoud. Afrikieh fut reprise et, de son côté, l'allié momentané du Sultan, le « chérif » du Maghreb marocain, reprit aux Espagnols Tlemcen.

Ils devaient garder bientôt dans ces régions seulement Soliman y nomma cependant un sandchak. En 1551, les Barbaresques et servit de point de départ pour des entreprises de pillage sur les côtes du royaume des Deux-Siciles. Une revanche chrétienne sous le vieux Doria arriva à reprendre l'« Auffrique » des anciens croisés ; Soliman y nomma cependant un sandschak. En 1551, les trois principaux chefs de la marine musulmane se dirigèrent vers Tripolis, qui appartenait aux Hospitaliers ;

¹ *Ibid.*, p. 113.

² Il moto è tutto di plebe, che, per essere invidiosa e povera, aspira alla facoltà e grandezza de' ricchi ; *ibid.*, p. 138.

³ *Ibid.*, p. 140.

la ville résista faiblement, et Dcherbe redevint ce qu'elle avait été jusque-là, le principal nid des pirates. On vit en 1553 les Barbaresques, réunis avec les Français, l'ambassadeur du roi Henri, d'Aramont, participant à ce défi, devant Naples elle-même. Les Ottomans se réunirent à l'attaque française en Corse et ils assiégèrent Bonifacio. En 1555, on les vit à Piombino et dans les eaux d'Elbe.

Après la trêve de Vaucelles, la guerre entre les Barbaresques et l'Espagne, qui s'était gagnée le chérif, continua. En mai 1558, Rome tremblait à la nouvelle que les Infidèles sont devant Ostie. Il était question d'une nouvelle attaque, de concert avec les Français, qui avaient repris la guerre, contre la Corse et contre Nice.

Philippe II essaya de se défendre par une grande offensive. En 1559, on fit une tentative contre Tripolis et une autre, plus heureuse, contre l'île de Dcherbe. L'amiral turc lui-même combattit dans ces eaux en 1560, et cette fois les chrétiens furent complètement battus, leurs étendards de croisade étant portés en triomphe par les rues de Constantinople. Le « roi d'Alger » n'avait plus devant lui une force espagnole capable de lui résister, bien que La Goulette eût été conservée des conquêtes de Charles-Quint, que Tunis eût continué à appartenir au bey local et que les Maltais eussent été capables de répondre aux actes de piraterie par d'autres actes de piraterie¹.

En 1565, une puissante flotte ottomane devait chasser les chevaliers de ce dernier repaire. Le beglerbeg de Roum, gendre du fils de Soliman, fut nommé amiral, et on lui confia cent cinquante galères. Torghoud mourut sous les murs du château de Saint-Elme et un autre corsaire, Ouloudch-Ali, prit sa place. Soutenu par un contingent espagnol, le Grand-Maître, de la Valette, avait su défendre glorieusement sa capitale. Des croisés français, un Brissac, un Strozzi, un Talart, un de Guiche, Brantôme

¹ Un récit basé sur les sources espagnoles dans Martin A. S. Hume, *Philipp II of Spain* (série des « Foreign Statesmen », Londres, 1897, pp. 84-87). L'opuscule a une bibliographie.

aussi, l'historien anecdotique de son époque, accoururent pour mener une autre guerre que celle des déchirements intérieurs dans leur propre patrie. Comme les Génois de Chio étaient suspectés de complicité avec les chevaliers, leur île fut confisquée par les Turcs en avril 1566¹.

Dans toutes ces entreprises, le Sultan lui-même n'avait pas donné. Il laissa quelque temps se développer sans son intervention ces affaires de Transylvanie, poursuivant son autonomie entre les deux rois ; il n'y eut qu'une invasion de Petrovics et des Moldaves d'Alexandre Lăpușneanu, des Valaques de Pierre-le-Bon, disposant d'armées assez importantes encore, pour rendre à Isabelle et à son fils, en 1555, la domination de la province. Ce qui retenait toute l'attention douloureuse du vieil « empereur » c'était le conflit armé entre son fils Bajazet et Sélim, dont le premier fut réduit à chercher un refuge en Perse, chez Thamasp, réconcilié depuis longtemps à son voisin. Le Sultan fit exécuter son fils rebelle².

Mais, dès cette date de 1555, les Turcs avaient attaqué l'importante place nouvelle de Szigeth, en Hongrie. Elle fut bien défendue, et le jeune roi Maximilien parut pour la première fois pour commander une revanche. On avait pu garder, ailleurs, Cassovie et Nagy-Várad. La mort d'Isabelle, en 1560, diminuait le prestige du faible Jean Sigismond, qui crut pouvoir cependant donner une autre direction au conflit avec les Impériaux. Ceux-ci osèrent demander au Sultan, entre autres, Erlau et Gran. Ils obtinrent par trahison Szathmár (Sătmar) et Nagybanya (Baia-Mare), et aidèrent l'aventurier grec Jacques Basilikos, ancien étudiant à Montpellier, copiste de manuscrits et auteur de traités de tactique, puis commensal et flagorneur des généraux de Charles-Quint, à occuper la Moldavie, où il voulut être roi et restaurateur, sur la base des souvenirs de Rome, de l'unité roumaine, et il

¹ *Gesch. des osmanischen Reiches*, III, pp. 92-109.

² *Ibid.*, pp. 130-132.

put s'y maintenir jusqu'à la révolte des boïars, qui le tuèrent en 1564.

Ferdinand mourut cette même année 1564, sans avoir vu la revanche de son adversaire ottoman. Une trêve que son fils renouvela lui avait assuré une paisible fin de règne ; le Transylvain seul combattait pour se gagner la frontière de la Theiss. Mais, dès 1565, la guerre éclata sur toutes les frontières, en Bosnie, dans le Banat, sur la frontière transylvaine. Maximilien crut pouvoir redemander la Transylvanie avec les « comtés extérieurs » : il se préparait contre Gran.

De nouveau, le Sultan parut, un demi-siècle à peu près de sa grande victoire de Mohács, dans les plaines hongroises sur la rive gauche du Danube. Jean Sigismond fut reçu en roi dans le camp ottoman. L'expédition paraissait devoir se diriger vers cette Erlau, mais ce fut Szigeth qui eut les honneurs de l'attaque impériale.

Toute une armée allemande se rassembla alors sous les drapeaux du nouveau roi des Romains, pacificateur de l'Empire, par-dessus les différences religieuses : des princes du Palatinat, de Brandebourg, de Bavière, de Bade ; le duc de Toscane avait envoyé un contingent ; il y avait un duc de Ferrare, un Colonna, à côté d'aventuriers polonais, leur roi étant un paisible ami des Turcs ; des Français catholiques, Brissac et un des Guise, Charles, étaient aussi accourus comme à la croisade. Mais on se borna à tâtonner sur la frontière sans oser affronter le Sultan.

Celui-ci avait cependant déjà quitté le monde des guerres et des conquêtes. Le vieillard s'éteignit, dans la nuit du 5 au 6 septembre devant la forteresse de Szigeth, opiniâtrement défendue par Zrinyi. On la prit d'assaut pour ses funérailles. Sur un « chariot bulgare », entre quelques centaines de spahis, l'empereur musulman de l'Orient revenait vers sa capitale. Son successeur, le grand mangeur et buveur, le « fils de Juif » Sélim n'était guère disposé à reprendre le conflit, et, dès 1568, une

nouvelle trêve assurait le calme à ces contrées éprouvées ¹.

Le danger oriental paraissait avoir disparu. L'Occident pouvait se livrer à ses discordes.

En France, la reine-mère, qui se voyait dans la situation de Blanche de Castille, dont elle avait lu l'histoire sur des pages manuscrites ², espérait trouver à la question religieuse la même solution par l'usure et l'accoutumance que les deux rois Ferdinand et Maximilien avaient trouvée, plutôt par indolence, en Allemagne. Elle ne put pas cependant empêcher la guerre intérieure de se rouvrir.

Les troubles des Pays-Bas y poussèrent. Des partis s'étaient formés, prêts à en venir aux mains. Pour empêcher la guerre civile, Philippe y envoya le duc d'Albe, habitué aux pratiques de cette inquisition espagnole que, du reste, le roi n'avait pas admise, contre l'invitation pressante du Pape, dans ses possessions italiennes. Un tribunal spécial fut établi pour découvrir les dissidents, à la tête desquels s'était placé ouvertement le seul prince d'Orange, dont le fils fut saisi à Louvain et envoyé en Espagne comme otage.

On a affirmé plusieurs fois que les « huguenots », dont le nom était emprunté aux *Eidgenossen* de la Suisse, se considéraient comme une association religieuse internationale. On ne pourrait pas leur dénier l'instinct national, un sentiment d'honneur rattaché à la patrie. Mais, de fait, il y avait des rapports étroits entre les représentants de la Réforme sous tous les aspects et dans tous les pays.

Après la mort du roi de Navarre, le chef des calvinistes français était Condé, auquel était associé l'amiral de Coli-

¹ *Ibid.*, pp. 47-63. Sur la province turque de Hongrie, *ibid.*, pp. 64 et suiv. Pour le beglerbeg de Bude l'empereur était « le roi des provinces des Allemands et des Bohémiens qui appartiennent à l'archiprêtre de Rome » ; *ibid.*, p. 68. Mais voy. *ibid.*, p. 82.

² Albèri, ouvr. cité, IV, pp. 180 et suiv.

gny. Se rappelant le coup d'Amboise, ils préparèrent à l'égard de Charles IX ce qui ne leur avait pas réussi du temps de François II. La Cour allait être de nouveau surprise, à Meaux. Ce furent les quelques milliers de Suisses qui la sauvèrent. La reine-mère et son fils purent trouver un refuge à Paris, restée strictement catholique. Mais les rebelles prirent Orléans et attaquèrent la capitale, qui résista ; le connétable de Montmorency mourut en la défendant¹.

Catherine de Médicis fit nommer son troisième fils, Henri d'Anjou, lieutenant-général du royaume, et lui procura une armée. Elle vainquit à Jarnac le 13 mars 1569, et après la bataille on fit périr Condé. En octobre Coligny était aussi battu à Montcontour. Les Guise étaient réinstallés, et la conduite du royaume fut confiée au cardinal de Lorraine.

De nombreux éléments étrangers avaient combattu en dehors des Suisses de la Cour, dont l'ambassadeur vénitien fait l'éloge, dans cette guerre, qui aurait employé, d'après le même, jusqu'à 120.000 hommes, ce qui est sans doute assez exagéré. Des reîtres étaient accourus aussitôt sous le commandement d'un prince de Neubourg, et on avait vu paraître le prince d'Orange, à ce moment un exilé.

Car le grand coup contre la noblesse, de résistance opiniâtre, des Pays-Bas, avait été porté dès 1568 par le duc d'Albe, devant le « nouveau système » duquel s'était retirée la duchesse Marguerite et son ministre, un Bourguignon, Perrenot, cardinal Granvella. Egmont et Horn, dont le premier avait gagné une des grandes victoires du règne, furent condamnés à mort et exécutés à Bruxelles, en place publique. Dès le lendemain cependant, d'après l'exemple français, il y eut un soulèvement, et le terme de mépris employé à l'égard des rebelles, des « gueux », devint leur nom de guerre, bientôt glorieux. Entre eux et

¹ *Ibid.*

entre les huguenots français, il n'y avait pas seulement une alliance naturelle ; c'était la même armée, combattant sur deux places différentes. C'était aussi la même conscience tapageuse et hardie d'une noblesse qui, le lendemain des guerres où elle avait fourni un contingent précieux et tous les chefs, n'entendait pas capituler devant une royauté pacifique, bornée à une vie de Cour, où elle, la noblesse, n'avait qu'un rôle de comparse.

Il sembla donc tout naturel aux « gueux » de se prendre un chef dans cette famille même des Valois dont l'enthousiasme religieux, tout apparent, ne servait que de simples buts de politique égoïste. Le duc d'Anjou, dont on voulut faire un prince-consort en Angleterre, devait mourir comme duc de Brabant et comte de Flandre *in spe*. Mais le grand défenseur de la foi catholique, l'incorporation du principe de la monarchie agissante, intransigeante, celui devant le *sossegaós* final duquel s'arrêtait toute divergence, Philippe II, ne se mêlait que par des conseils à ces troubles. Ils le touchaient cependant d'assez près : voisin de la France, c'est de là que venaient dans son propre royaume des Bibles en espagnol, des bandes de huguenots du côté de la Catalogne, qui sut les repousser¹, et par son mariage avec la fille de Henri II, qui fit place bientôt à l'Autrichienne Anne, fille de Maximilien et petite-fille de Charles-Quint, il avait des attaches à cette pauvre dynastie irrésolue, en danger de se perdre. Sans oublier que le nouveau chef des huguenots de France, le fils de Jeanne d'Albret, était aussi roi de Navarre et que son père avait eu des ambitions, qu'il ne cachait pas, de restituer l'unité de son royaume sur l'autre versant des Pyrénées.

Ce qui retint Philippe, ce ne fut pas autant la situation aux Pays-Bas, où la révolte n'avait pas encore pris un caractère menaçant. Peut-être un peu plus la résis-

¹ *Ibid.*, VI, p. 400. En 1559, on avait découvert une conspiration des dissidents religieux à Valladolid (*ibid.*, p. 411). Leur chef était le prédicateur impérial Cazala.

tance, capable cependant d'être brisée par un grand acte d'autorité, des cortès, que gênait la Cour flamande, de mille cinq cents personnes, avec sa garde, avec son groupe de vingt-six dames d'honneur, avec son budget annuel de 200.000 florins, et encore plus la vente des offices, à la façon de France, l'accroissement des taxes, le désordre des lois, le luxe envahissant, mais qui étaient aussi froissées par l'interdiction des courses de taureaux¹. De plus, l'armée espagnole, si admirée, et à juste titre, se composait seulement de vingt compagnies permanentes, de 5.000 *ginetes*, de la milice, moins valeureuse, de 30.000 hommes².

Mais ce qui devait retenir toute l'attention du grand ennemi de toutes les dissidences c'était la révolte qui avait éclaté dans son propre royaume d'Espagne, avec un fanatisme, religieux aussi, qui dépassait de beaucoup en violence et en esprit de sacrifice tout ce que pouvait donner la turbulence d'une noblesse mécontente et de masses populaires prêtes à détruire et à piller, comme aux Pays-Bas. Les derniers représentants de la conscience musulmane en Occident, les Morisques, étaient dès 1568 en pleine effervescence. L'Inquisition et même le clergé local étaient les seuls fautifs. Ils les avaient poursuivis de leurs suspicions jusqu'à interdire leurs chansons, leurs danses, tout ce qui pouvait rappeler un passé en dehors de la foi chrétienne et même les bains, en relation avec les anciens rites sacrés. Leur révolte fut spontanée et terrible, allant jusqu'aux massacres des chrétiens, jusqu'à faire bouillir dans l'huile les moines persécuteurs. Tout ce passé défendu surgissait de nouveau, avide de vengeance, et on vit, vêtu de pourpre, entre quatre drapeaux, entouré d'arquebusiers, adoré par ses « sujets », qui baisaient la trace des pieds de ce chef politique et religieux, un roi « d'Andalousie et de Grenade ».

¹ Prescott, *History of Philipp II*, II, pp. 221, 227-230.

² *Ibid.*, p. 233.

dans la personne de ce don Fernando de Valor, qui était devenu Mouley Mohammed Aben-Houmaya ¹.

Comme les protestants ne formaient qu'un seul corps, à ce point que plus tard on vit des villes allemandes, Strasbourg, Ulm, Nuremberg, Francfort, envoyer au roi de France des observations pour sa conduite envers leurs « frères » du royaume ², les musulmans révoltés nouèrent aussitôt des relations avec leurs coreligionnaires d'Afrique, qui envoyèrent des renforts, sans doute aussi avec les Barbaresques, si puissants, et un ambassadeur fut député à Constantinople même, pour demander l'appui du Sultan Sélim.

De fait, on découvrit plus d'une fois des Turcs, de vrais Turcs ottomans, dans les rangs des Morisques du roi ³. Pour les combattre, le roi pouvait se trouver des soldats, bien qu'il se gardât bien de s'adresser aux nobles et que les paysans méprisassent une solde inférieure à leur gain, mais l'armement, les munitions manquèrent à tel point qu'il fallut les faire venir d'Italie ⁴. Après une assez longue torpeur, due au tempérament mol et veule du nouveau Sultan ivrogne et lâche, l'Empire ottoman, dont le vrai chef était cependant un hardi général et un grand homme d'Etat, le Bosniaque Mohammed Sokoli, formé à l'école de Soliman, s'était déjà mis en mouvement à ce point critique de la formation d'une Espagne unifiée et administrée à la façon française.

En 1568, le frère de Philippe, un bâtard de Charles-Quint, né d'une Allemande, don Jean d'Autriche, se préparait contre les Barbaresques ⁵. Deux ans plus tard, en

¹ *Ibid.*, II, pp. 13-17, 65, d'après Circourt, *Histoire des Mores Mu-dejares et des Morisques ou des Arabes d'Espagne*, 3 vol., Paris, 1846 ; Manuel, *Rebellion de Granada* ; Mendoza, *Guerra de Granada*, Valencia, 1795. Cf. Albèri, ouvr. cité, VI, pp. 405 et suiv. Surtout sir William Stirling-Maxwell, *Don John of Austria*, Londres, 1883, 2 vol.

² Guizot, *Histoire de France*, III, p. 394.

³ Prescott, ouvr. cité, II, pp. 65, 96, 125 ; Stirling-Maxwell, ouvr. cité, I, p. 270 ; Albèri, ouvr. cité, VI, p. 409.

⁴ *Ibid.*, III, pp. 399-400. Cf. *ibid.*, pp. 376, 397, 401-403.

Ibid., Prescott et Stirling-Maxwell, loc. cit.

1570, les intrigues du duc juif de l'Archipel, le réfugié portugais don José Miquez, établi à Constantinople avec sa femme, une Espagnole de la même religion, amenèrent l'expédition contre l'île de Chypre, dont ce riche et influent parvenu osait rêver la vice-royauté. C'était du reste une entreprise depuis longtemps préparée, d'un côté, redoutée, de l'autre. Sélim demanda la possession de l'île comme héritier des Soudans qui jadis l'avaient occupée ; une sentence du moufti l'avait attribuée au Sultan. Une conquête ottomane était désirée, contre la turbulence des nobles, des Français dégénérés, et l'avidité des fonctionnaires vénitiens, par les paysans serfs ou à demi libres seulement et par le clergé grec, à une époque où la race des vaincus de 1453 regagnait par le commerce, le capital et l'intrigue, sous les évêques, le Patriarche en tête, et sous les « archontes » de sang byzantin, son ancien rôle économique et politique. Dès 1570, l'ancienne capitale de l'île, Nicosie, la Levkosia des indigènes, et Cérines succombèrent. Famagouste fut le but d'une seconde expédition l'année suivante ; elle fut prise en août et ses défenseurs traités avec une dureté inaccoutumée¹.

Cette catastrophe d'un royaume étroitement lié pendant trois siècles à l'idée de la croisade ne pouvait pas manquer d'émouvoir profondément le monde occidental, divisé par des haines si profondes. L'idée de la guerre sainte surgit aussitôt, inévitable. D'autant plus que la Papauté avait un intérêt essentiel à la susciter pour en accroître son prestige si fortement entamé par le détachement de plus d'une moitié du monde sujet jusque-là à l'autorité du Saint-Siège.

Le Concile de Trente avait fini en 1564, et ses décrets avaient été solennellement confirmés par la Papauté. La milice pontificale du Saint-Siège travaillait pour la foi, comme saint François-Xavier, en Chine, mais des émissaires commençaient à tenter le monde « grec » d'Orient.

¹ *Gesch. des osmanischen Reiches*, III, pp. 140-145.

Un Possevino se rendra donc en Transylvanie, en Moscovie, alors que la Pologne servait de quartier-général pour l'œuvre de récupération chez les Russes occidentaux, chez les Roumains de Moldavie, qui comptaient des catholiques d'Italie et du Levant parmi les boïars et les autres conseillers des princes. Des Crétois s'établissaient à Jassy et à Lemberg (Lwów), et leur influence comme marchands et créanciers du fisc s'étendait aussi dans ce domaine.

Mais c'est surtout par la croisade que la réaction de l'Eglise, désormais étrangère aux vices de la Renaissance et aux calculs du népotisme et réformée quant aux mœurs, pouvait gagner la situation qu'elle ambitionnait.

Dès 1570, une organisation de guerre sainte avait été préparée à Rome, un Colonna devant conduire la flotte pontificale, qui allait partir d'Ancône. Gian-Andrea Doria devait réunir les vaisseaux de Gênes. Une force maritime appartenant au Saint-Siège et au roi d'Espagne parut sans résultat dans les eaux de la Méditerranée orientale. En mai 1571, une ligue fut formée avec Venise pour conduire la guerre sur les côtes africaines et dans l'Adriatique. On parlait de 200 galères et d'environ 60.000 soldats, et une partie des contingents put être rassemblée sans retard.

Don Juan avait forcé dans leurs derniers refuges les Morisques traqués, qui avaient tué leur premier roi et créé un second, Aben-Abou. Celui-ci mourut en luttant pour la liberté de sa race, et son cadavre, promené par les rues, fut décapité, les enfants se saisissant de la tête pour la brûler. Des milliers de rebelles durent quitter, malgré leur soumission, cette patrie de plusieurs générations ¹.

¹ Hita, *Guerras civiles de Granada*, Madrid, 1913 ; Prescott, ouvr. cité, II, pp. 98-99, 143, 145, 149, 151 ; Stirling-Maxwell, ouvr. cité, I, p. 283. On défendit aux vaincus l'usage de leur langue et l'approche de Grenade ; Albèri, ouvr. cité, II, p. 407.

Le vainqueur contre l'Islam prit donc le commandement de cette flotte. Après avoir reçu à Naples le drapeau de croisade, il alla trouver, près de Messine, les galères de Doria et celles de la République. Il se dirigea ensuite vers Corfou, alors qu'Ouloudch-Ali dévastait la côte de la Dalmatie. La nouvelle de la prise de Famagouste et des circonstances de barbarie qui l'avait accompagnée y arriva et remplit d'indignation les croisés, appartenant à une génération occidentale particulièrement remuante et qui voulait combattre à tout prix. Ils contraignirent l'amiral à livrer bataille, le 7 octobre, dans le golfe de Lépante, en face des îles Curzolares. Dans trois heures la puissance maritime des Ottomans avait été totalement détruite. L'amiral turc était parmi les morts.

Mais on se querella pour le butin, allant jusqu'aux menaces d'un conflit entre chrétiens. Une tentative sur l'île de Sainte-Maure échoua ; il était impossible — on le vit bien — de trouver un but commun pour l'offensive projetée. Et, par des ordres envoyés dans toutes les provinces, une nouvelle flotte fut, sans retard, improvisée par un vaincu qui ne se laissait pas si facilement intimider¹. En 1573, la faillite de l'action de la ligne de croisade fut encore plus évidente². En mars, Venise avait signé déjà la paix qui cédait l'île de Chypre à ses conquérants. Il n'y eut, de la part de l'Espagne, prête aussi à une réconciliation, que l'installation à Tunis, par Don Juan lui-même, d'un vassal espagnol, Mouhammed, en octobre 1573³. Mais dès l'été de l'année 1574 la domination ottomane y fut rétablie⁴, La Goulette étant prise et détruite, recouverte de sable pour toujours, et le bey des Espagnols pris. Les chrétiens restèrent seulement à Oran, à Melilla⁵.

¹ Voy. Νέος Ἑλληνομνημόνων, mars 1924 ; notre *Revista istorică* même année, pp. 106-107.

² *Gesch. des osmanischen Reiches*, III, pp. 147-155.

³ *Ibid.*, p. 158 ; Albèri, loc. cit., pp. 467 et suiv.

⁴ *Gesch. des osman. Reiches*, loc. cit., pp. 158-159.

⁵ Albèri, ouvr. cité, VI, pp. 357-358.

Une autre croisade finit d'une façon plus tragique. Nourri du souvenir des exploits accomplis par sa dynastie en Afrique, le jeune roi du Portugal, dom Sabastien, s'y rendit avec la fleur de sa noblesse pour combattre les Marocains, protégés par le Sultan. Il périt en août 1578 avec la plupart de son armée dans le combat livré au chérif usurpateur, près de Tanger.

Comme, dès le 12 décembre 1574, Sélim était mort, comme le gouvernement de Sokoli cessa bientôt par son assassinat, l'Occident pouvait revenir à ses discordes, et le roi d'Espagne, ayant pacifié son pays et ne se trouvant plus engagé par le vœu de croisade, était libre de prendre le rôle qui lui revenait.

« Je suis occupé à nettoyer mon royaume », telle avait été la réponse donnée par Charles IX à Philippe II, qui lui proposa d'entrer dans cette ligne, d'un si grand et si passager éclat. En 1572, il avait marié sa sœur, Marguerite, au très jeune roi de Navarre, qui faisait profession de foi calviniste. Pendant la brillante cérémonie du mariage, le fiancé s'était retiré au moment où commençait la messe¹. Le roi paraissait plutôt enclin à la tolérance religieuse lorsque l'esprit répandu par les manifestations de la ligue de croisade lui fit donner son assentiment à un crime odieux contre ses sujets. Un attentat avait été commis contre l'amiral ; les siens voulaient aller en masse, au Louvre ou ailleurs, le venger contre le duc de Guise, considéré comme auteur moral². Le 23 août 1572, dans la nuit, au son des cloches, on massacrait les dissidents, sans s'arrêter même devant le prestige d'un Coligny, dont le cadavre mutilé fut pendu.

On continua trois jours de suite, en dépit des ordres contraires, les instincts sanguinaires de la plèbe s'étant réveillés. Se sauvèrent seulement ceux qui, comme le beau-frère royal et le jeune Condé, déclarèrent quitter

¹ *Ibid.*, IV, p. 287.

² *Ibid.*, p. 286 et suiv.

l'hérésie. Dans les provinces, il y eut, sous les mêmes incitations, la même chasse à l'homme. Mais il fallut faire la guerre aux villes réformées, Montauban, Sancerre, La Rochelle. Charles IX, pauvre prince phtisique, pâle, aux pieds cagneux, malade de corps et d'esprit¹, s'éteindra misérablement en mai 1574, après avoir essayé de ramener, par la lettre vaine d'un édit, cette paix que les assassins de la Saint-Barthélemy avaient pour longtemps détruite par leur acte infâme.

Dans les Pays-Bas voisins, Mons et Valenciennes étaient prises, en mai 1572, par le comte de Nassau, frère du prince d'Orange, qui rentrait en armes dans le pays². Le duc d'Albe était rappelé, le duc de Medina Coeli n'osa pas même tenter une nouvelle administration, et le gouverneur de Milan, Zuniga y Requesens, parut en pacificateur. Mais le pouvoir appartenait aux réformés. Une ambassade formelle des révoltés avait offert les Pays-Bas à la couronne de France. De fait, Coligny avait envoyé, et pas à l'insu du roi, des troupes pour occuper Mons, ce que les Espagnols surent prévenir, détruisant les envahisseurs. Charles IX frémissait en entendant que le duc d'Albe, instruisant l'affaire des prisonniers, lui « fait le procès », à lui ; on alla jusqu'aux préparatifs de guerre contre l'Espagne, et Venise intervint pour l'empêcher, au nom de la guerre sainte³. Et on se disait publiquement alliés de l'Angleterre, où Elisabeth, en butte aux tentatives des catholiques, soutenus par le duc d'Albe, retenait en prison Marie Stuart, chassée de son royaume à la suite d'une série de scandales, parce que ses adhérents l'avaient proclamée reine d'Angleterre.

Malgré l'existence d'un nouveau parti, celui des « politiques », les guerres civiles de France ne pouvaient pas cesser. Avec la mort de Charles IX, la prédiction de Coli-

¹ Cependant les ambassadeurs Contarini et Cavalli font l'éloge de sa beauté et de sa force, en 1572-74 ; *ibid.*, IV, pp. 258-259. Pour un autre, c'était un « mauvais garçon » ; *ibid.*, p. 302.

² *Ibid.*, VI, p. 432.

³ Voy. aussi *ibid.*, pp. 324 et suiv.

gny que, n'ayant pas la guerre contre l'Espagne, on en aura une autre pire¹, se vérifiera bientôt.

Une nouvelle génération se mettait à la rescousse. Dans le camp catholique, aussi bien que dans celui des réformés, ce qui donnait l'élan, sans cesse renouvelé, c'était cette vitalité d'une noblesse hardie, remuante, ambitieuse, qui ne trouvait plus occupation dans les guerres extérieures² et qui était nourrie d'un idéal prétendu antique, pris dans les pages de Plutarque et dans les discours des orateurs romains. On voyait des huguenots du côté du roi et des catholiques dans le camp des rebelles, d'après un témoignage vénitien. « De même qu'il est arrivé », écrit le même ambassadeur de Venise, « il y a cent ans, que la noblesse, qui conserve sans doute ces privilèges, s'est soulevée contre le roi au nom du bien public, à notre époque il semblait à ceux-ci, qui sont des Maisons les plus nobles et suivis par la principale noblesse du royaume, que les rois s'assumassent trop d'autorité..., voulant eux-mêmes que la France soit une république bien ordonnée, dont le chef soit le roi, mais un roi dont l'autorité soit réglée, tempérée et modérée par les lois du royaume et par les parlements³. » Henri III, accouru de Pologne, où, pendant deux ans, il avait été le successeur de la famille éteinte des Jagellons, allait en faire pendant une dizaine d'années la triste expérience.

Il paraissait que la France allât vers un régime de cantons comme la Suisse⁴ ; on prétendait avoir découvert

¹ *Ibid.*, p. 285.

² Voy. l'observation de l'ambassadeur vénitien, en 1572, qu'en cas de guerre toute la noblesse se rallierait au roi ; *ibid.*, p. 304.

³ Siccome occorre anco già cento anni che la nobiltà, la quale in Francia conserva inviolabilmente i suoi privilegi, si sollevò contro il rè sotto nome del ben publico, così a questi tempi pareva a questi che son di case nobilissime e seguitati dalla principal nobiltà del regno, che i rè si assumassero troppo autorità..., volendo quella nobiltà che il regno di Francia sia una ben ordinata repubblica, della quale sia capo il rè, ma l'autorità del quale sia regolata, temperata e moderata dalle leggi del regno e dai parimenti ; *ibid.*, pp. 244 et suiv.

⁴ *Ibid.*, p. 249 : « camminando alla via di ridursi in tanti cantoni come sono gli Svizzeri ».

pendant les jours tragiques d'août 1574 un projet complet de république, basé sur les vingt-quatre Eglises du calvinisme¹. De fait, des délégués des provinces avaient demandé à Charles IX le retour au régime financier de Louis XI, et la convocation des Etats-Généraux pour une grande réforme². Du reste, le connétable de Montmorency avait donné l'impulsion aux nouveaux troubles qui éclatèrent dès l'année 1576. Le frère du roi, le duc d'Alençon, qui voulait être lieutenant-général du royaume, se laissa gagner. De nouveau il y eut, à Saint-Germain, une tentative de prendre la famille royale, qui put à peine se réfugier entre les murs de Paris. Les places de sûreté refusèrent de renoncer à leur autonomie. Il y eut des révoltes dans le Nord et dans l'Ouest, et Angoulême fut occupée par les rebelles accourus de leurs abris étrangers³. Il fut question même de tuer le roi mourant et la reine-mère, qui firent surveiller les coupables et même le jeune roi de Navarre. C'est dans ces circonstances difficiles que Henri III commença son règne.

Marié à une princesse de Lorraine, ce prince, revenu d'un pays de catholicisme en plein essor, se mit aussitôt à la tête du parti des Guise. Devant lui, il n'eut plus des huguenots, mais bien tout un monde de « mécontents »⁴. S'étant enfui de Paris, où on le retenait presque en prison, on craignait une guerre de « bien public »⁵. On criait contre les impôts, contre les favoris italiens (un chancelier de Birague, un Gondì, un Nevers, un Gonzague, un Strozzi), les « messères », les « bougres d'Italiens », contre les Guise « allemands »⁶. Et, malgré le succès des huguenots dans les Pays-Bas, malgré l'évasion et le retour au calvinisme du roi de Navarre⁷, malgré la

¹ *Ibid.*, pp. 329-330.

² *Ibid.*, pp. 330 et suiv.

³ *Ibid.*, pp. 330 et suiv.

⁴ *Ibid.*, p. 357.

⁵ *Mémoires-Journaux de l'Estoile*, I, pp. 88-89.

⁶ *Ibid.*, pp. 557-558.

⁷ Condé était revenu d'Allemagne avec des troupes et avec les gens du Palatin Casimir.

petite guerre qui n'avait pas cessé un seul moment entre ceux qui « tenaient le champ »¹, une certaine autorité du prince adonné aux plaisirs et incapable d'énergie active se maintint pendant des années. Ses « édits de pacification » entretenaient une illusion de droit au-dessus des anarchies locales.

Don Juan d'Autriche fut envoyé en 1576 pour prendre l'héritage du doux gouverneur Requesens. Le destructeur des Morisques et le vainqueur des Turcs était alors la seule gloire militaire de l'Espagne. De grands espoirs étaient fondés non seulement sur ses talents militaires, mais aussi sur son origine germanique, sur son prestige personnel, sur la sympathie qu'il inspirait ; le Pape le voyait déjà maître de l'Angleterre ramenée à la foi romaine, et époux de Marie Stuart². Le nouveau gouverneur pouvait employer le système de la main forte ; si Anvers, prise, fut traitée comme une ville africaine quelconque, ce ne fut pas de sa faute, gouverneur non reconnu par les Etats : la soldatesque avait agi de sa propre initiative.

Le résultat ne se fit pas attendre. Pendant que don Juan s'enfermait à Namur, le prince d'Orange, entrant à Bruxelles, se gagna les provinces occidentales des Pays-Bas. En chef de la Hollande et de la Zélande, il s'entendit à Gand avec les Etats généraux de Flandre, battus à Gembloux par les troupes royales, et avec don Juan lui-même, assisté du nonce et des commissaires de l'Empire, la paix étant reconnue ensuite par Philippe II. Le prince espagnol fut de nouveau admis à Bruxelles, mais tout cela ne devait durer guère³. Si les provinces du Sud, où la

¹ L'Estoile, ouvr. cité, I, p. 6.

² Martin A. S. Hume, ouvr. cité, p. 170.

³ Albèri, ouvr. cité, IV, pp. 397-398. Cf. avec Strada, *Histoire de la guerre de Flandre* (texte latin) ; Mignet, *Antonio Perez et Philippe II*, Paris, 1881. L'archiduc Mathias sera tenté de prendre le pays.

foi catholique était encore intacte, ne voulaient pas de ce calviniste comme quasi-souverain, le régime espagnol leur était tout aussi odieux. Depuis longtemps, on sollicitait l'empereur à remplir dans ces régions un rôle qui lui serait revenu ; cette fois, parmi les nombreux fils de Maximilien, on avait fait appel à l'archiduc Mathias, homme d'un esprit pondéré, qui était par sa mère le petit-fils de Charles-Quint¹. On l'avait vu faire lui aussi son entrée dans ce territoire de victorieuse rébellion.

En 1578, les Pays-Bas étaient devenus ainsi le théâtre principal de la lutte entre les deux religions. Les seigneurs français, que leur « huguenoterie » poussait à combattre, passaient la frontière de ce côté pour soutenir avec chacun des groupes rivaux son drapeau. Le nouveau duc d'Anjou — car d'Angoulême avait gagné ce titre, — qui rêvait aussi de la couronne de roi des Romains, fut proclamé « défenseur » de la Flandre, et il prit, un moment, de fait, à la tête d'une forte armée de pillards, sa résidence à Mons, dans le Hainaut².

Des Anglais, envoyés par Elisabeth, qui avait conclu un traité formel, accoururent. Don Juan lui-même se trouvait à la tête d'une vraie armée internationale, la Maison de Parme y envoyant Alexandre Farnèse, presque un Flamand, fils de Marguerite, l'ancienne gouvernante de ces contrées et fille de Charles-Quint.

Mais le chef de la croisade contre les hérétiques mourut, désespéré de trouver une issue, en octobre 1578, à Namur.

Au commencement de l'année suivante la nouvelle république calviniste, d'après les règles de l'« Institution » du maître, une plus grande Genève, était fondée par la réunion des comtés de Hollande et de Zélande et du duché de Gueldre avec les districts de Frise, de Groningue, d'Over-Yssel et d'Utrecht. Guillaume d'Orange en deve-

¹ Albèri, ouvr. cité, IV, pp. 403-404.

² Cependant sa mère voulait lui faire épouser une fille du roi d'Espagne (*ibid.*, p. 386).

nait, en même temps que le défenseur par terre et par mer, le « lieutenant-général », le stathouder.

L'idée religieuse avait vaincu sur les tendances d'autonomie, et c'est pourquoi ce qui était catholique resta attaché à la couronne.

A côté, le duc d'Anjou, défendant Cambrai, continuait à administrer le territoire qui lui avait été confié ; en 1582, à la veille de sa visite en Angleterre, où il était question de lui faire épouser une reine plus que quadragénaire, il était reconnu duc de Brabant et comte de Flandre, réunissant dans son titre le duché de Lautier, de Brabant, de Luxembourg, de Gueldre, les comtés de Flandre, de Hollande, de Zélande, de Zutphen, les seigneuries de Frise et de Malines à la qualité de « défenseur de la liberté belge »¹. Il ne revint en France, pour y mourir, qu'après une vaine tentative contre Anvers, qui ne l'acceptait pas comme maître, alors qu'Alexandre Farnèse se préparait à attaquer Ypres et Bruges. Le prince d'Orange fut assassiné, en juillet 1583, au moment où il allait devenir comte de Hollande², par un fanatique. Le lendemain, Gand aussi était entre les mains des Espagnols, et Bruxelles, Malines ne résistèrent pas plus, Anvers étant de nouveau occupée en 1585. Le comte de Leicester, favori d'Elisabeth, ne fut pas plus heureux que le prince français et l'archiduc autrichien.

Comme la mort du duc d'Anjou ouvrait la question de la succession au trône de France, déniée par les catholiques, qui formaient déjà une ligue approuvée par le roi, il y eut un conflit ouvert entre les membres de cette association, le nouveau duc de Guise, dit le Balafre, à leur tête, et Henri de Navarre, qui lançait dès 1585 un

¹ L'Estoile, ouvr. cité, II, p. 70.

² Motley, *Hist. des Provinces Unies des Pays-Bas depuis la mort de Guillaume le Taciturne jusqu'à la trêve de douze ans*, I, Paris 1870, p. 14.

manifeste pour la défense de ses droits¹. La royauté, tout en invitant les réformés à abjurer ou à quitter la France dans quinze jours, restait cette fois dans une situation de neutralité impuissante, tout aussi dange-reuse qu'humiliante. On accusait Catherine de préparer la succession à la descendance de sa fille, duchesse de Lorraine². Au roi de France avait été offerte à la mort de son frère la domination des Pays-Bas ; elle fut refusée, et brutalement. Entre ses seigneurs couverts d'étoffes pré-cieuses, portant boucles d'oreilles et bijoux, Henri III, dont le suprême « chic » était de porter au cou un panier à caniches³, n'aimait pas à se déranger, et pour courir de si grands risques. A la Cour, on aurait désiré, comme condition préalable, la réunion aux Etats de l'héritage du prince d'Orange, qui laissait une veuve, fille de Coligny, et deux fils, dont l'un, portant le nom de son aïeul mater-nel, Maurice de Saxe, était prêt à jouer, malgré son extrême jeunesse, le rôle qui lui revenait.

Pendant ce temps, d'autres négociaient avec l'Angle-terre, et l'amiral de Hollande et de Zélande buvait à la santé de sa future souveraine⁴. Déjà le motif national apparaissait dans ces projets d'avenir, l'Ouest de langue française préférant, malgré la mauvaise réputation, reli-gieuse et autre, du roi et de la reine-mère, la France.

Cependant, la Cour de France avait fini par obtenir l'adhésion des deux provinces de langue germanique⁵. Les envoyés des rebelles furent reçus à Paris en février 1585 comme les ambassadeurs d'un Etat dûment reconnu : ils allèrent jusqu'à offrir, sans conditions garantissant la foi, la domination sur les Pays-Bas

¹ *Déclaration du roy de Navarre sur les calomnies publiées contre lui et protestation de ceux de la Ligue qui se sont estevés en ce royaume.*

² L'Estoile, ouvr. cité, II, p. 205.

³ Motley, ouvr. cité, I, p. 128. Cf. L'Estoile, ouvr. cité, I, pp. 180-181. On se moquait de leurs fraises : « à la fraise on congnoist le veau », criaient les « escoliers » ; *ibid.*, p. 309.

⁴ Motley, loc. cit., p. 101, note 1.

⁵ *Ibid.*, p. 125.

entiers, et on répondit en les éconduisant. On ne permit pas même à Henri de Navarre de tenter une aventure personnelle ¹.

L'Espagne avait vaincu. Le royaume de Philippe II était maintenant capable d'agir, de jouer son grand rôle, conduisant sur tous les points la lutte contre l'hérésie, d'entrer en guerre pour la religion catholique, pour la monarchie absolue, mais aussi, et surtout, pour sa propre grandeur.

On avait commencé, dès la mort de dom Sébastien, par l'occupation du Portugal, réuni par tant de liens aux couronnes espagnoles. Un vieillard plus que septuagénaire, un cardinal, Henri, avait recueilli le premier l'héritage du martyr de croisade. Il disparut en 1580 ; à sa place fut installé par le parti de l'indépendance nationale un homme entreprenant et tenace dans son action, le prieur de Crato, dom Antonio. Le duc d'Albe le chassa après une campagne de quelques semaines, et Philippe II, fils d'une princesse portugaise, veuf d'une autre, eut encore une couronne. Mais le roi légitime n'en fut pas découragé. Il se fit prétendant errant, chef de pirates, allié de cette France où la reine Catherine, très sérieusement intéressée à ce conflit, se rappelait que, comtesse de Boulogne par sa mère, elle descendit de la dynastie féodale qui avait fondé ce royaume du Portugal. L'argent français soutint les efforts de dom Antonio, bientôt réfugié dans les îles Terceires, où on prétendait que c'était les corsaires qui lui fournissaient un budget. Une flotte payée par la reine-mère et commandée par son favori, Strozzi, alla trouver à la hauteur des Açores, en 1583, les galères de Philippe II, qui remportèrent la victoire, se saisissant du commandant français agonisant, mais pas aussi du prince portugais ². On le vit pendant des années à Paris, briguant d'autres situations, visant même la Flandre dans

¹ *Ibid.*, pp. 145-147.

² Voy. aussi L'Estoile, ouvr. cité, II, pp. 75 et suiv.

ses rêves, pendant que l'instinct de liberté de sa nation suscitait de faux dom Sébastien, qui apparaissaient avec le prestige de la bravoure, de la guerre sainte et des malheurs ¹.

En France, les rapports étaient continuels entre le chef espagnol de tout le monde catholique et l'ambition des Guise, dont le chef se rappelait qu'il descendait de Charlemagne, un peu plus ancien et même plus glorieux que Hugues Capet. Dès la fin de l'année 1584, la famille avait conclu un traité en règle avec Philippe, assurant le trône au cardinal Charles de Bourbon, qui prenait déjà quelque chose comme les dehors de la royauté ² ; on pensait à lui faire épouser la duchesse de Guise ³.

Henri III savait ce que la Ligue préparait contre sa couronne ; ce fut un des motifs qui le rendirent si précautionné à l'égard des magnifiques offres qui venaient des Pays-Bas ⁴. Il cherchait à se faire bien voir par son impérieux voisin en lui offrant une collaboration contre cette Angleterre qu'il courtisait basement et dont il venait d'accepter solennellement l'Ordre de la Jarretière, mais on lui répondit qu'il faut « étouffer d'abord l'hérésie en France » ⁵.

Une armée de 4.000 reîtres et 6.000 Suisses fut enfin engagée, attendant des secours catholiques de la Bavière, de la Savoie, car le royal instigateur ne voulait pas se démasquer ⁶. Le manifeste du cardinal de Bourbon, demandant la paix et la prospérité du royaume par l'unification religieuse, parut dès le mois de mars 1585 ; mais

¹ En 1585, on faisait semblant à Paris de prendre au sérieux les « droits » de Catherine sur le Portugal ; Motley, ouvr. cité, I, pp. 134 et suiv.

² Voy. Eug. Saulnier, *Le rôle politique du Cardinal de Bourbon, Charles X, 1523-1590*, dans la « Bibliothèque de l'École des Hautes Etudes », Paris, 1912, p. 115.

³ Motley, ouvr. cité, pp. 41-42.

⁴ *Ibid.*, p. 147.

⁵ Que acaben primo los heres de Francia y despues demos tras de Inglaterra ; *ibid.*, p. 142, noté 1.

⁶ Saulnier, ouvr. cité, p. 119.

ce qui prenait le plus c'était la critique sévère et juste du régime des malversations, des dépenses folles, — un million d'or était mis de côté annuellement par le roi pour ses favoris¹, des intimes détestables, comme Joyeuse et d'Epernon, insolents et ridicules.

Ce n'était encore qu'une démonstration, faite respectueusement devant le roi lui-même. Alors le méprisable et splendide fantoche royal, entouré par ses « beaux mignons portant leurs cheveux longuets, frisés et refrisés par artifices² », hypocritement, s'humilia. « Que l'on n'entende plus parmi nous les noms de catholique ou de huguenot ; ces distinctions ont été ensevelies dans des traités de paix. Qu'on nous parle seulement de Français et d'Espagnols », — telle fut la réponse du roi de Navarre³. Dès ce moment, il devenait, par-dessus les partis, au programme factice, le représentant de ce qu'il y avait de plus vivant en France : l'instinct de conservation nationale.

De son côté, Henri III retirait par l'édit de Nemours le libre exercice à la religion réformée ; les peines les plus sévères furent décrétées contre les transgresseurs. Et le nouveau Pape, un rude paysan, Sixte V, fulminait l'excommunication contre Henri de Navarre et Henri de Condé.

Alors Paris soutint les ligueurs dont le Comité des Seize paraissait vouloir rappeler les tristes jours des cabochiens. Le reste du royaume paraissait s'orienter vers la seule politique de l'intérêt local.

La guerre commença donc autour du roi, qui n'osait prendre la part d'aucun des combattants, tout aussi zélés à l'annuler, peut-être même à l'écarter. Ce n'était cependant qu'un des actes d'une plus vaste entreprise. On négociait avec Philippe sur la possibilité d'envoyer de

¹ Albèri, ouvr. cité, IV.

² L'Estoile, ouvr. cité, I, p. 143.

³ Motley, ouvr. cité, I, pp. 162-163.

Guise en Angleterre pour y installer la reine catholique, délivrée de sa longue et douloureuse prison¹. On le savait à la Cour d'Elisabeth, et la réponse fut rapide et terrible : en hiver encore Leicester était à La Haye, comme nouveau chef de la résistance protestante, contre le génie d'Alexandre Farnèse, qui jouait aussi le rôle d'un sage et doux pacificateur, et, en automne, après un procès mené à la hâte, la tête de la reine catholique d'Angleterre, jadis aussi de cette France qui l'avait pendant de longues années oubliée, tombait dans la prison de Londres.

En 1587, le roi de Navarre attaqua l'armée royale commandée par le chef des mignons, beau-frère du roi, et il vainquit à Coutras, dans une journée particulièrement sanglante, laissant son adversaire sur le champ de bataille. De son côté, de Guise remportait une victoire sur les auxiliaires étrangers des huguenots. Bientôt, le chef des ligueurs se tourna ouvertement contre le roi, par le manifeste de février 1588, et surtout par son entrée triomphale à Paris où, au milieu des acclamations, les femmes arrêtaient le hardi cavalier pour l'embrasser dans la rue². La ville se couvrit de barricades ; la Bastille se rendit ; les Suisses furent blessés dans la mêlée, bien qu'ils criassent « Bonne France », « Miséricorde », « Vive Guise »³. La royauté paraissait bénéficier humblement de la grâce que le roi de Paris lui avait accordée. Certains des « barricadeux » avaient voulu chercher au Louvre « frère Henri », le pénitent, « le hiéronymite »⁴ ; on réussit à sauver sa personne, suivie bientôt par les troupes qu'on n'avait pas osé faire marcher.

Le roi, qui avait dû exclure Henri de Navarre de la succession, devait se venger à la florentine. Paraissant aban-

¹ *Ibid.*, et Martin A. S. Hume, ouvr. cité, p. 187 et suiv.

² La reine-mère l'avait visité aussitôt après son arrivée. Il avait aussi des Albanais à son service (L'Estoile, ouvr. cité, III, pp. 137-138).

³ *Ibid.*, pp. 140-141.

⁴ *Ibid.*, p. 145.

donner tout ressentiment envers celui qui avait été pendant des semaines le souverain de sa capitale, le « beau roi de Paris », et lui accordant, avec la dignité de lieutenant-général, l'édit qu'il demandait, il consentit même à réunir les Etats généraux. Il leur fixa comme résidence Blois, où il n'y avait pas les mêmes masses populaires pour soutenir les ligueurs qu'à Paris. Le duc de Guise y vint, convaincu que personne n'osera toucher à lui, chef d'un parti victorieux. Introduit dans la chambre où l'attendait son souverain, il fut poignardé, et Henri III contempla le corps de celui qui avait espéré pouvoir donner une autre dynastie à la France (décembre 1588). Le cardinal de Guise eut ensuite le même sort. Les corps, coupés en morceaux, des deux frères furent brûlés et les cendres jetées aux vents. La reine mère en mourut. « On n'en fist plus de compte que d'une chèvre morte ¹. »

Dès ce moment, Paris devint une ville autonome, une république d'anarchie turbulente, n'obéissant qu'à ses chefs, les princes de Lorraine et les Seize. Ils changèrent les dignitaires du royaume et bouleversèrent le Parlement, prêt désormais à exécuter les ordres des nouveaux maîtres. La Sorbonne demanda que le roi, réduit au « royaume de Tours, Blois et Beaugency », et considéré à Paris comme « le plus vil crocheteur et faquin ² », soit excommunié, libérant la nation du serment qu'elle lui avait prêté ; on écrivit dans ce sens au Pape, presque disposé à le faire. Son nom n'était plus mentionné à la messe, alors que Paris baptisait solennellement le fils posthume du duc de Guise. Des pamphlets latins et français circulaient dans lesquels il était question de l'« abdication » d'un souverain traître à sa religion :

Un roy qui aux siens bien ne fait
Ne peult avoir de Dieu ni du Peuple la grâce ³.

Le duc de Mayenne prit le titre de « pair et lieutenant-

¹ *Ibid.*, p. 233.

² *Ibid.*, pp. 238, 242.

³ *Ibid.*, p. 221. Cf. La collection des *Mémoires de la Ligue*, publiés au XVIII^e siècle.

général de l'état royal et couronne de France », et à côté de lui il établit un « Conseil général de la sainte union des catholiques ¹ », composé des représentants des trois Etats et du Parlement, « attendant l'assemblée des Etats du royaume ».

Il ne restait qu'une seule voie pour Henri III : de se réunir à son héritier légitime, le roi de Navarre, pour combattre ensemble contre la révolution et l'usurpation. Le pacte fut conclu en avril à Plessis-lès-Tours, hantée par l'ombre de Louis XI, le roi de Navarre versant des larmes « grosses comme la poix ² ». Paris fut serrée de près par une vraie armée. Mais un fanatique tua, à Saint-Cloud, en juillet 1589, Henri III, et le nouveau roi Henri IV n'eut plus le concours des catholiques pour prendre sa capitale. Il vainquit néanmoins le duc de Mayenne, comme il avait vaincu le duc de Joyeuse, à Arques, puis, l'année suivante, à Ivry.

L'autre roi était en ce moment le pauvre Charles X des « ligueurs », le vieux cardinal de Lorraine, qui cependant ne résidait pas à Paris, possédée par les Seize et leurs partisans, aidés ouvertement par l'Espagne, mais à Fontenay-le-Comte. On frappa monnaie en son nom.

La mort le délivra bientôt de ces soucis. Alors Philippe osa proposer comme épouse du jeune Guise et reine de France l'infante Isabelle, fille d'une princesse de France. Une invasion, de Farnèse au Nord, du duc de Savoie au Sud devait l'imposer. Paris agonisait dans la plus affreuse des famines, mangeant les rats et du pain des os de mort : Farnèse la sauva en descendant avec son armée.

Henri n'en fut pas découragé : « Le Béarnais est pauvre », disait-il, « mais il est de bonne maison ³. » Il vit bientôt le duc sortir du royaume, et les offres recommencèrent pour Paris opiniâtrement rebelle, qui dut s'en consoler par l'entrée des troupes espagnoles et napolitaines.

¹ *Ibid.*, p. 277.

² *Ibid.*, III, p. 277.

³ *Ibid.*, V, p. 51.

taines, et par les prédications féroces des moines, puis par le supplice des magistrats contraires à ces fureurs, en commençant par le premier président Brisson.

La guerre continua en 1591, en 1592, autour de Rouen, des Allemands, du Palatinat, du Brandebourg, venant au secours de Henri IV. Le duc de Feria, envoyé par Philippe II pour déterminer l'élection d'un roi « catholique », assista à des discussions sur la possibilité d'une conférence avec les « royalistes ». Elle eut lieu en avril à Suresne. Encore une fois, à travers Paris, les Espagnols se retirèrent et le duc, qui était entré en vainqueur à Rouen, mourut à Arras.

Pendant ce temps, on travaillait à rassembler les Etats généraux, qui finirent par un fiasco complet. Aussitôt, en avril 1593, Henri se déclara prêt à rentrer dans la tradition du royaume, en abjurant. Les « politiques » l'avaient gagné, son instinct de Français y aidant.

Mais ce n'était plus là que se livrait surtout la bataille entre les deux religions. Dès 1586, Drake, l'amiral de la reine Elisabeth, pillait les colonies espagnoles d'Amérique¹. Raleigh cherchait à établir dans la Virginie une grande colonie au nom de sa souveraine. En 1587, les vaisseaux espagnols étaient brûlés, par le même, en rade de Cadix. Le meurtre de Marie Stuart, vivement ressenti aussi à la Cour de France, qui en prit le deuil, demandait une sanction de la part de celui qui avait été « roi d'Angleterre »². En 1588, la flotte de Philippe II se dirigeait donc vers les côtes de la Grande-Bretagne, escomptant, avec les troupes de Farnèse, une conquête facile. L'artillerie anglaise, sur des vaisseaux plus rapides,

¹ *Ibid.*, II, p. 351, pour l'écho que ses exploits produisaient en France.

² On écrivait à Paris des plaintes comme celle où se trouvent ces deux jolis vers :

Ornez ses os martyrs, clos sous sa sépulture,
D'un éternel printemps de bouquets et de fleurs ;

ibid., II, p. 20.

fit des ravages (août). Une tempête violente dispersa l'« armada » ; les débris seuls revinrent dans les ports de l'Espagne¹. On verra bientôt les Anglais devant Lisbonne, qui put se défendre.

¹ Fernandez Duro, *La Armada invencible*, Madrid, 1885.

CHAPITRE IX

L'Empire oriental devant la nouvelle croisade.

Pendant les longues années occupées par l'Occident à régler une question religieuse insoluble au point de vue de l'unité, l'Empire turc, servi par les représentants les plus énergiques des races soumises et domptées, aurait pu facilement briguer cette hégémonie qui avait été dans le grand programme impérial de Soliman le Magnifique.

Il conservait, en effet, tout ce qui lui avait donné la gloire militaire et la parfaite cohésion intérieure. Avec ses janissaires obéissant à un signe du maître, qui les avait, non pas seulement formés, mais nourris, élevés, avec la cavalerie, toujours prête, de ses brillants spahis, dans lesquels s'était fondue, comme en Bosnie et en Herzégovine, l'ancienne classe dominante, avec les troupes résidant toujours dans la capitale, adchemoglans, spahi-oglans, moutéfariakas, parfois d'origine turque, avec la hardie marine de ses réiz et capoudans, renouvelant sous le drapeau au Croissant les jours de Carthage, il disposait aussi de tout ce que pouvait lui donner de plus utile et de plus maniable le monde grec et le monde slave. Si les Grecs, dont les lignées impériales, Cantacuzènes et Paléologues, dont les familles aristocratiques, les Rhallis, les Assanès, les Chrysoloras, les Laskaris et autres, ne s'étaient pas éteintes, et qui s'enorgueillissaient de voir exhiber par les descendants des anciens chefs de l'Empire chrétien l'aigle bicéphale, figurant aussi dans les armes du Patriarcat de Constantinople, se valaient seulement de leur intelligence et de leur richesse pour prendre, avec

les fermes les plus rentables, celle du sel, du poisson, du commerce avec la Russie moscovite, — fourrures et autres marchandises de luxe, — les sièges épiscopaux et, depuis quelque temps aussi ceux des principautés roumaines entourées d'un prestige d'Empire¹, les Serbes et, avec eux, leurs voisins, les Albanais, étaient les généraux de la défense et de la conquête. Sans oublier leur origine, sans perdre l'usage de leur langue maternelle, sans abandonner même complètement le chemin de l'Eglise, — le gendre de Sélim, Mohammed Sokoli, fils d'un marguillier, mais avec la prétention de descendre des Brancovitch², étant le protecteur du siège patriarcal de Peć, rétabli pour deux de ses parents, — ils avaient un seul but politique, qu'ils servaient de tous leurs moyens : celui de ce maître, de la Maison d'Osman qui, du reste, pouvait disposer, à son caprice, de leur fortune, de leurs biens, de leur vie.

Les Sultans qui succédèrent au Charlemagne ottoman qu'avait été le « Magnifique » ne furent pas de taille à employer l'immense capital, les ressources infinies, qui leur avaient été légués³.

Sélim, fils de Soliman, était un méprisable ivrogne, occupé à s'empiffrer et à s'enivrer et, renfermé dans son sérail, sauf les jours de chasse, il prenait plaisir à accumuler ses lingots d'or, dont l'éclat remplaçait pour lui l'éclair des épées victorieuses.

Mourad, qui, sujet encore plus à cette passion, prit la place de ce misérable père, surnommé, à cause de sa couardise, « le Juif », ne quitta pas non plus l'intérieur de son palais, où il y avait seulement la volonté capricieuse et vénale de sa mère, la Valideh, une Catherine de Médicis turque, italienne comme elle, de sa femme, la Hasséki, de ses favoris et de ses quelques favorites. Des accès d'épilepsie avaient rendu d'une timidité maladive

¹ *Gesch. des Osmanischen Reiches*, III, pp. 197-199, 208 et suiv.

² *Ibid.*, p. 167.

³ Sur les forces militaires et financières de l'Empire, *ibid.*, p. 217 et suiv.

ce blond jeune homme au type vénitien de sa mère ; dans sa retraite, il se livra sans mesure aux plaisirs de la table. Mais, avec ses souverains cachés aux yeux des armées, sauf les jours de visite à sa mosquée et les grandes cérémonies des circoncisions d'infants impériaux, auxquelles on conviait solennellement jusqu'au roi de France¹, il y avait l'esprit toujours en éveil, la volonté toujours prompte, l'inextinguible ardeur des Grands-Vizirs qui, majordomes de ces autres « fainéants », étaient les vrais pilotes de la Byzance ottomane. Dans un Sinan, un Ferhad, Albanais, Sokoli, tué par le couteau d'un fanatique, comme les grands de l'Occident chrétien à son époque, avait trouvé des successeurs. D'eux, de leur soif d'offensive, de leur inébranlable persistance devait donc venir l'élan d'un Etat dont le chef sacré pouvait rester invisible, inabordable dans son incapacité ou dans ses vices, parce qu'il y avait toujours quelqu'un pour le remplacer et, malgré la place qu'il faut reconnaître aux intrigues d'une Cour d'occultisme asiatique, c'était toujours le plus fort, le mietux doué qui s'imposait. Si Mourad avait inauguré un régime d'indignes favoris et de femmes, il devait faire place, à la première occasion de guerre, à la quasi-monarchie du premier des vizirs. Avec ces moyens, et aussi avec celui d'un trésor qui se remplissait des revenus domaniaux, du kharadch des sujets chrétiens, du tribut des vaincus laissés libres dans leurs formes politiques traditionnelles, on avait, malgré les mauvaises finances de la seconde moitié du xvi^e siècle², de quoi attaquer et subjuguier le centre de l'Europe, abandonné à l'anarchie et à l'impuissance germanique, ainsi que de quoi inquiéter cette Italie qui de temps en temps frissonnait au bruit d'une attaque turque sur ses côtes³.

Mais, si l'Empire reposait sur des fondements sains dans les Balcans, ailleurs, en Asie, en Afrique du Nord,

¹ L'Estoile, ouvr. cité, II, p. 35.

² *Gesch. des osmanischen Reiches*, III, pp. 231-232.

³ L'Estoile, V, p. 218. Sur un bruit d'attaque contre Malte, en 1575, voy. *ibid.*, I, p. 59.

dans les îles il y avait une perpétuelle incertitude, une vague menace, plus des possibilités de conflits au delà du Danube et sur la côte septentrionale de l'Euxin.

Car, si le vieux Chah Thamasp était insensible à la gloire militaire, laissant succomber les révoltés de l'Yémen arabe¹, si ses fils, Haïder, Ismaïl, disparurent rapidement d'une façon tragique, les affaires de Géorgie seules devant amener une guerre en 1578-1579², si le « roi de Vienne » était lui aussi un tributaire, tout disposé à écarter le danger par ses compliments et ses présents, enfin si la Transylvanie des deux Zápolya, auxquels bientôt succédèrent les Báthory, Etienne, Christophe, Sigismond, n'était qu'un paisible pays de fidèle vassalité, sans perspectives et sans espoirs, il n'en était pas de même des Roumains et des Polonais, malgré la situation subordonnée des uns et le manque d'esprit offensif des autres, au moins du côté de l'Orient musulman.

Presqu'en même temps, les trônes de Transylvanie et de Pologne deviennent vacants par la mort (mars 1571) du second Zápolya, créateur de la Réforme dans son pays, sous la forme socinienne, importée par le médecin italien Biandrate, et par celle du fils de Bona Sforza, l'ami des lettrés et des artistes de la Renaissance, qui fut le luxueux Sigismond-Auguste, rénovateur du Wavel de Cracovie (1572).

Le Transylvain venait à peine de conclure un traité avec le roi Maximilien, par lequel lui étaient reconnus les « comités extérieurs » jusqu'à la Theiss, et, pour compenser la renonciation au titre royal de Hongrie, un abri en Silésie. Sa mort devait fatalement remettre en discussion la vieille question hongroise et, de fait, si le « parti national » de Transylvanie s'empressa d'élire le Voévode Etienne Báthory, son concurrent, le Roumain d'origine Gaspar Bekes, fut soutenu par les Impériaux,

¹ *Gesch. des osmanischen Reiches*, III, pp. 233 et suiv.

² *Ibid.*, pp. 236 et suiv.

pendant toute sa lutte opiniâtre pour la domination du pays.

Depuis longtemps déjà, la Maison d'Autriche, qui avait réussi à présider tranquillement, la pensée dirigée constamment vers l'accroissement dans les provinces héréditaires, l'Empire partagé entre trois religions d'après les propensions confessionnelles des princes, nourrissait ces projets sur la Pologne, de royauté élective, qui avaient été provoqués par le manque d'un héritier de la race des Jagellons. Car Sigismond-Auguste n'avait pas laissé d'autres parents que deux sœurs, mariées, l'une en Suède, l'autre dans la Maison de Brunswick, en dehors d'une troisième, âgée et apparemment incapable de postérité, l'« infante » Anne. Deux des femmes du roi défunt avaient été des Autrichiennes. La candidature d'Ernest, fils de Maximilien, n'était donc que naturelle. La Porte ottomane apposa une interdiction absolue aux ambitions autrichiennes des deux côtés. La Pologne elle-même fut présentée insolemment comme un pays conquis, dont les rois sont de l'essence des begs de nomination impériale.

Dès avant la mort du dernier Jagellon on avait pensé à faire de Henri de Valois un héritier de la couronne polonaise en le laissant adopter par le roi. Albert Laski, brillant aventurier venu de sa Pologne à Paris, soutenait cette idée, qui était aussi celle de l'ambassadeur de Venise¹. C'était l'époque où on voulait établir une princesse française en Transylvanie, où l'ambassadeur du roi à Constantinople pensait à un mariage valaque. La Russie moscovite aussi était pénétrée par l'essor français, — avant les guerres civiles, des gens de Paris et d'Orléans, de Normandie et de Bretagne, des centres protestants l'ayant découverte². On pensait à coloniser la

¹ Albèri, ouvr. cité, VI, p. 255.

² Edition de la Chronique de Nestor par Louis Paris. Cf. notre *scurlă istorie a Slavilor răsăriteni Ruși și Poloni*, Bucarest, 1919. Des draps de France et des Flandres venaient par Danzig en Pologne. (Albèri, ouvr. cité, VI, p. 276 ; cf. *ibid.*, pp. 279-280).

« Livonie », un consul étant établi à Reval. La candidature française ne rencontra pas seulement celle du prince autrichien, mais aussi les efforts du Tzar Ivan.

Au fond, cette Moscovie orthodoxe, en fonction de croisade permanente contre les Tatars, ne représentait qu'une autre forme de la vie politique des Slaves de l'Est, en même temps qu'elle retenait le vieux souvenir de Byzance et la mémoire tenace de la domination tatare, dont les traditions continuaient. Depuis le commencement du siècle les Moscovites, après s'être annexé, sous le vieux Tzar Ivan III († 1506), « *gospodar* de tous les Russes et grand-cnèze », Novgorod par les armes et Tver par soumission, après avoir ajouté, sous Basile, Pscov et Riazan¹, disputaient à la Pologne la Lithuanie, habitée par des Russes de foi orientale et conservant encore leur langue différente, leurs tendances divergentes. En 1514, le Tzar Basile, au nom byzantin, prenait Smolensk, pour s'arrêter ensuite, dans cette œuvre de concurrence, au moment où se prononça la poussée contre les Khans dégénérés de la Horde d'Or. Kazan fut prise en 1552 par le successeur de Basile, le « terrible » Ivan, « Jean Basilide » dans ses lettres, et descendant d'un « frère d'Auguste » ; deux ans plus tard succombait aussi Astrakhan. Le successeur chrétien des grands empereurs tatars, desquels il prit le titre de Tzar même, remplaçait ainsi, tout simplement, ses collègues restés encore musulmans de la race de Dchinguiz ; du reste on rencontra bientôt, parmi les représentants de ces dynasties, un Pierre et un Siméon. Le projet turc de réunir le Don à la Volga par un canal, d'ouvrir de ce côté une voie de commerce vers l'Orient tomba ; on fut heureux, à Constantinople, de pouvoir maintenir l'indépendance de cet « empereur » tatar de Crimée que le Sultan nommait comme n'importe quel de ses plus humbles vassaux. Puis, cette œuvre accomplie, le procès avec la Pologne se rouvrit. En 1563, les Russes entrent à Polotzk.

D'autres cnèzes persistaient dans de petites localités.

Mais cette Moscovie renfermée à l'intérieur de ses terres, réduite à accueillir les marchands étrangers, surtout les Anglais, comme Willoughby et Chancellor¹, par la côte inhospitalière de la Mer du Nord, poursuivait aussi d'autres buts dans son expansion, conduite par ce terrible cnèze, le premier des Tzars, qui a laissé un si horrible souvenir de ses massacres parmi ses propres boïars et sujets.

La Prusse s'était séparée, sous le duc Albert et ses successeurs, de la couronne de Pologne. La Livonie l'avait précédée dès 1521 ; quarante ans plus tard, après une guerre des Moscovites contre la Suède, pour Dorpat (1555) et une autre contre les Polonais, pour le même rivage envahi par les bandes russes (1557-1558), Gustave Ketteler, chef de la Livonie, de la Courlande, de la Sini-gallie, prenait le titre de duc et concluait un pacte défensif avec le roi Sigismond-Auguste (1561). En 1566, celui-ci s'annexait une partie du pays, mais en 1571 les gens de Moscou y revenaient contre les Suédois. De leur côté, les Polonais jetaient les Tatars de Crimée sur la capitale des grands-ducs russes, devenus des Tzars.

La Diète de 1568 avait réuni, sous le rapport constitutionnel aussi, Pologne et Lithuanie. Les Jésuites, qui devaient paraître aussi, avec le Père Possevino, dans la capitale d'Ivan, travaillaient à amalgamer sous le rapport religieux les deux nations. A Vilno comme à Cracovie, on écrivait en latin et en polonais. Les prêches ardents du grand orateur ecclésiastique Skarga parlaient à tous des mêmes dangers, des mêmes erreurs, au nom du même patriotisme.

Dans cet état d'esprit on ne pouvait guère acclamer le Tzar comme roi. C'était par trop, non seulement un ennemi héréditaire, un rival, mais un homme d'Orient, un Asiatique, malgré son « palais de granit » élevé par le

¹ Cf. Hakluyt, *Navigations* et l'article de Mme Irma Lubimenko, dans la *Revue historique*, année 1924.

Florentin Aristide Fioravanti, malgré les Allemands employés dans son armée, — son oncle Kourbski avait servi sous Albert de Saxe, — malgré ses rapports avec les Fugger et les marchands d'Arras, avec ceux de la Hanse mourante et malgré ses projets de mariage en Angleterre. On avait vu comment le Tzar, après un simulacre d'abdication, avait traité ses propres sujets, les grignotant avec délices et s'en vantant publiquement. Le Habsbourg avait pensé même à un partage du royaume, proposant au Tzar un régime de possession commune, quelle que fût celle des deux Maisons qui eût eu possession du trône¹.

Henri de Valois fut donc élu : il consentit à occuper un trône dont il ignorait toutes les traditions, et il ne comptait guère s'y initier trop intimement, comme il ne songeait pas à en épouser la plus que quadragénaire héritière².

Parmi ses promesses solennelles et vaines, il y avait aussi celle de réunir à la couronne cette Moldavie vaincue en 1531 dans la querelle pour la province pocutienne, le roi Sigismond devant appeler, en 1538, le grand Soliman, et à la déchéance de laquelle, sous les Turcs, avaient assisté impassibles ce souverain et son fils, malgré les objurgations des plus clairvoyants parmi leurs conseillers³. C'était provoquer les Turcs, qui s'étaient déjà offusqués du concours donné, en son propre nom cependant, par Laski à l'aventurier Jacques Basilikos, usurpateur de la Moldavie, au nom d'Hercule et des Brancovitch serbes. Henri finira son règne sans avoir renouvelé la trêve avec le Sultan.

Son successeur, après un long interrègne, car on se disputait sur la question s'il y a ou non un roi, le prince français ayant solennellement réservé, au départ, ses

¹ Voy. nos *Relations entre Polonais et Roumains*, Bucarest, 1921. Cf. Albèri, loc. cit., p. 308.

² Il avait été aussi question de lui faire épouser une princesse de Saxe ; *ibid.*, p. 263. Cf. *ibid.*, p. 310.

³ Voy. nos *Studii și documente*, XXII, correspondance de Königsberg.

droits, fut le rude Transylvain Etienne Báthory, vainqueur sur les compétitions autrichiennes, réapparues. Avec cet homme de guerre, trapu, à la tête carrée, d'esprit brusque, la « république » couronnée avait gagné un maître, comme la pauvre infante, si respectée par les siens, un mari ¹.

Malgré le puissant appui accordé par la Porte à la candidature de son vassal, on aurait pu se considérer en guerre avec les Turcs, étant donné que le jeune prince expulsé de Moldavie, Bogdan, allié à la noblesse polonaise, avait été aidé par ses amis à reprendre possession du pouvoir, sans y réussir cependant, contre un remplaçant, un énergique et cruel guerrier à la façon du Tzar des Moscovites, Jean, dit, lui aussi, le Terrible. D'autant plus que ce dernier, ayant refusé de se retirer devant son concurrent qui avait acheté ce trône de vassalité, le propre frère du prince de Valachie, avait trouvé son principal appui dans ces Cosaques, ces *outlaws* des cataractes du Dniéper, de nations diverses, organisés en adversaires des Tatars pillards dès le commencement du siècle, et que les Turcs considéraient, à tort ou à raison, comme dépendant de la couronne polonaise. Jean avait été pris pour être massacré au milieu de ces fidèles auxiliaires de sa croisade défensive (1574), et il avait fallu envoyer contre lui un des grands de la Porte, l'Italien Tchigala-Zadeh ².

Or, le roi Etienne, qui se forma aussitôt une armée, la première armée permanente que la Pologne eût eu, pensait qu'avant de risquer la lutte contre l'Empire ottoman pour la possession des deux pays roumains jusqu'au Danube, — et, en cas de succès, il aurait repris à son frère le gouvernement de sa Transylvanie natale, — un devoir s'impose : celui de regagner sur les Moscovites les provinces perdues par ses prédécesseurs. Pendant son

¹ Il y avait eu aussi la candidature du Ferrarais, fils de Renée de France (Albéri, ouvr. cité, VI, p. 305), celle du duc d'Alençon et du prince ruthène, patron des érudits grecs, Constantin d'Ostrog.

² Cf. ma *Gesch. des osmanischen Reiches*, III, pp. 254 et suiv.

règne de douze ans (1575-1587), le roi Etienne toléra donc les incursions en Moldavie, contre le débonnaire prince Pierre, de ces Cosaques nizoviens, amis de tous les prétendants, tout en désavouant leur action dévastatrice ; mais, de même que Sigismond-Auguste avait fait exécuter en place publique le prince moldave réfugié Etienne Tomşa, il mit à mort, en présence du tchaouch impérial, un de ces aventuriers, le chevaleresque Jean, puis un autre prince, le fils de Pierre Rareş, Iancu dit le Saxon, les deux se réclamant de l'hospitalité du royaume chrétien. Il toléra aussi les cruelles invasions des Tatars et les insultes faites aux ambassadeurs qu'il avait envoyés à Constantinople.

Mais il eut ainsi la latitude de porter ses armes contre Dantzic rebelle, de reprendre au Tzar Polotzk et d'intervenir, de concert avec le roi de Suède, Eric, dans les affaires de la Livonie, de nouveau envahie par les Moscovites. Les Tatars de Crimée furent aussi gagnés contre Ivan. Pscov eut le même sort que Polotzk et, à la paix négociée par le Jésuite Possevino, la Pologne put garder la Courlande.

La mort, en 1583, du terrible « empereur » russe consolida ces conquêtes. Et, lorsque le nouveau Tzar Fédor présenta sa candidature au trône de Pologne, vacant par la disparition de Báthory, ce fut le Suédois, fils d'Eric et de la princesse polonaise Catherine, Sigismond, portant le nom de deux grands rois polonais, qui l'emporta. L'élève d'Etienne, le chancelier et hetman Jean Zamoyski, formé à Padoue, avait déterminé cette élection et, comme un autre parti, plus nombreux, avait proclamé roi l'archiduc Maximilien, fils de l'empereur de ce nom, ce chef d'une aristocratie orgueilleuse et remuante marcha contre lui avec les vieilles bandes du roi défunt et contraignit le Habsbourg à l'humiliante abdication de Będzin (Beuthen) (1588-1589).

Cette fois, la Porte avait traité le royaume polonais comme une Transylvanie quelconque, cherchant à lui imposer la royauté de son vassal dans cette province,

Sigismond, ou de son parent, le cardinal André Báthory, même celle du pauvre Voévode moldave Pierre le Boiteux. Comme les Cosaques dépassaient tout ce qu'ils avaient accompli jusque-là dans le domaine du brigandage, attaquant et pillant les places fortes du Dniester, une sanction de la part des Turcs en devenait indispensable.

On aurait commencé depuis longtemps déjà la guerre contre la Pologne, du temps du roi Etienne encore, que le Vizir Sultan traitait de « mauvais chien », si la guerre de Perse n'avait pas retenu pendant longtemps les efforts de l'Empire.

Dès 1578, le vizir Moustapha avait commandé une grande expédition asiatique, destinée à régler les affaires de Géorgie, où les princes chrétiens Minotchehr, Grégoire, Alexandre, David se partageaient ou s'arrachaient le pouvoir. Une garnison turque fut établie à Tiflis, la Géorgie devint un Gourchistan turc à côté du Chirvan, du Souchoum, annexés aussi, mais la désobéissance se mit dans les rangs des janissaires de profession, la famine s'y ajouta, et la retraite fut très difficile. Le gouverneur des nouvelles provinces, Osman, se trouva bientôt devant l'offensive des Géorgiens de nuance persane et d'Ali-Kouli-Khan, leur appui. Une nouvelle campagne de Moustapha, en 1579, amena la prise de ce dernier. En 1580, ce fut Sinan-Pacha qui parut dans ces régions encore dangereuses, mais son armée n'était guère disposée à le seconder ; il quitta sans aucun ordre de Constantinople sa mission. Puis son rival Ferhad se dirigea sur Cars et Erivan, les forteresses d'Arménie, sur Nakchivan, en 1582. Il fut remplacé par le même Osman, qui remporta enfin un succès notable dans ces pays d'anarchie dont les chefs étaient en même temps amis des Ottomans et amis du Chah, chrétiens et musulmans (David-Daoud, Minotchehr-Moustapha). Les Turcs furent battus en 1583 sur le champ de l'ancienne bataille de Tchaldiran. Kouli-Khan revint à la charge, mais Tébriz, la conquête

de Soliman, put être de nouveau occupée. Osman mourut cependant en vaincu, et ce fut par la collaboration de Ferhad et de Tchigala-Zadeh que les Persans, attaqués aussi par leurs voisins, les Turcs ouzbegs de Kouli-Khan, furent amenés à résipiscence, au moment même où le Chah Abbas montait sur un trône si souvent ensanglanté. La paix, qui reconnaissait au Sultan la possession du Gourchistan, du Chirvan et de Tébriç, ne fut cependant conclue qu'au printemps de l'année 1590¹.

Dès le mois de juillet 1589, le beglerbeg de Roumélie s'était donc tourné vers le Danube et l'avant-garde ottomane arriva jusqu'en Galicie. Les efforts du prince moldave et du second ambassadeur de la reine Elisabeth à Constantinople amenèrent cependant la paix².

Mais, d'un autre côté aussi, les querelles de frontière n'avaient pas cessé un seul moment en Hongrie. Et Sinan, arrivé à la dignité de Grand-Vizir, était décidé à rouvrir l'offensive dont s'était servi pendant des siècles l'Empire. En 1593 il y eut la guerre avec les Habsbourg.

Or, la guerre défensive devait se transformer en croisade.

¹ *Gesch. des Osmanischen Reiches*, III, pp. 238-247.

² Voy. nos *Observations sur le commerce de l'Orient à l'époque moderne* et *Geschichte des Osmanischen Reiches*, III, p. 263 et suiv.

CHAPITRE X

Etat d'esprit de l'Europe occidentale à la fin du XVI^e siècle.

Si les guerres de religion avaient amené l'affaiblissement de toute autorité, la ruine financière des Etats et la misère économique de leurs habitants, si elles avaient remué tout ce qu'il y avait d'envie et de haine dans les masses populaires, plongées encore dans un abrutissement politique presque complet, elles avaient amené, plus que la prédication pédante, destinée à un cercle restreint, des humanistes et des représentants de la Renaissance, une rénovation dans les esprits. D'un côté, la faculté de création, depuis longtemps assoupie, s'était réveillée dans des classes qui n'avaient pas participé à la résurrection du bon style latin et des nobles idées de la Grèce, et, de l'autre, tout un monde d'idées, plus ou moins comprises, avait envahi l'intelligence d'une nouvelle génération.

L'Italie donna, dans le premier domaine, l'impulsion. Sans vie politique et nationale, avec les Espagnols au Nord et au Sud et, au milieu, leurs protégés et leurs suppôts, la race, si merveilleusement douée, s'était cherché ailleurs la possibilité de se manifester. La France était pleine d'Italiens qu'on n'aimait guère, bien qu'on pleurât la mort, dans l'aventure africaine, du brave Sforza ¹. On disait cependant dans les chansons qu'il faut aller en Italie pour « poltronizer » ². La ferme du sel appartenait

¹ L'Estoile, ouvr. cité, II, p. 79.

² Je veux aller en Italie

Pour apprendre à poltronner ; *ibid.*, p. 267.

au Florentin Ruccellai ¹. Tel de ses concitoyens, enrichis, s'achète un comté pour conclure un brillant mariage ². On les traitait d' « inventeurs de subsides » pour la royauté, qu'ils compromettaient ³.

A côté de vulgaires « pippeurs », on faisait venir d'Italie des Vénitiens habiles dans la comédie légère, fortement inconvenants, les « gelosi », dont le jeu fut d'abord interdit, puis de nouveau toléré ⁴. On parlait et on écrivait l'italien à la Cour, on écrivait en « lettres italiennes » ; tel prince roumain errant, Pierre, qui, portant les boucles d'oreille, en recueillit, chez les siens, lorsque la Cour de France le rétablit, en 1583, sur le trône de son père, le surnom, un bel homme imposant, chanta, au milieu des seigneurs de Henri II, son *Inno a Dio* ⁵.

L'Allemagne protestante abhorrait ces « papistes », mais ils avaient donné, par Socin et Biandrate, la réforme à la Pologne et à la Transylvanie ; un Bruti, parent du truchement de Venise à Constantinople, régissait le Moldave Pierre et le dirigeait dans le sens d'une conversion à la foi catholique. Si les Jésuites de Pologne étaient des indigènes, ceux qui catéchisèrent les pays danubiens et la Moscovie furent des Italiens, un Possevino, un Arsenigo, un Querini ; la princesse de Valachie, vers 1570, une Levantine de Péra, avait une sœur portant, d'après son mari, le nom ducal génois des Adorni, dans un couvent de Murano, près de Venise. La Rhodienne, femme de Pierre le Boiteux, la Paléologue mariée à son rival Iancu parlaient sans doute aussi l'italien du Levant. Des groupes d'Italiens ou de Grecs italianisés, portant parfois des noms historiques, en étaient arrivés à dominer le commerce galicien.

Dans l'empire ottoman, Tchigala était un Italien du Sud, Dchafer un Calabrais, de même qu'Ouloudch-Ali,

¹ *Ibid.*, p. 21.

² *Ibid.*, I, p. 273.

³ *Ibid.*, p. 266. Sur la famille de Gondi-Retz, *ibid.*, pp. 9 et suiv.

⁴ *Ibid.*, I, pp. 179, 189, 192-193, 201, 308.

⁵ Stefano Guazzo, *Dialoghi piacevoli*.

le « roi d'Alger » ; Hassan, un Vénitien ; des Querini, des Columbino, des Benetto, des Giustiniani jouaient sous des noms turcs un rôle à Constantinople, avec des Ancônitaïns, des Dalmates formés par Venise¹. On vit à Paris les exercices à la façon des athlètes de l'Orient d'un Bolognais turquisé².

Dès la fin du xv^e siècle, à la suite des romans versifiés traitant de la « matière de France » pour des lecteurs habitués plutôt à entendre qu'à lire ces poèmes d'aventures merveilleuses, un chanoine, Luigi Pulci († 1487), prit plaisir à trivialisier dans son « Morgante Maggiore » les figures de l'épopée carolingienne, allant jusqu'à plaisanter la divinité chrétienne, et de la façon la plus grossière. Tout l'esprit railleur des caricatures sculptées sur les murs des cathédrales paraît revivre dans cette contre-façon brutale, mais dans laquelle, à côté de la libre inspiration du moyen-âge, on doit reconnaître l'essor hardi de la langue populaire. Le bon Pulci déversait le surplus de son esprit goguenard à Florence ; pour les Gonzague de Mantoue un autre rabaissera dans le « Mambriano » le même héritage héroïque français, et pour le « public » plus fin de la Cour des Este, à Ferrare, Boiardo chantera, avec plus de retenue, les gestes ridicules d'*Orlando innamorato*. Et un sentiment noble des dangers de la patrie italienne transparait lorsque le poète se dresse contre les « Gaulois » qui se préparent à ruiner la péninsule. Puis, avec l'intention de glorifier le passé légendaire de la même famille d'Este, un petit fonctionnaire de ces marquis, Lodovico Ariosto, reprit, pour l'orner de tous ses souvenirs littéraires, jusqu'à la « Divine Comédie » et au « Roman de la Rose », la fable de Roland, pour en faire un « furieux » chercheur d'aventures (*Orlando furioso*), dans un poème de belle construction, de stances harmonieuses, au contenu pittoresque, qui reflète la fainéantise romantique de ces petites Cours italiennes, avec les

¹ *Gesch. des osmanischen Reiches*, III, pp. 184-185, 226-227. Cf. *ibid.*, pp. 191 et suiv.

² L'Estoile, ouvr. cité, II, pp. 81-82.

chevaliers joutant au son des orchestres et les dames qui du balcon jettent des fleurs « rouges et jaunes ». En fait de politique contemporaine, l'Arioste n'oublia dans ses compliments ni François I^{er}, ni Charles-Quint, ni Trivulce, le général italien du premier, tour à tour maître de « l'Italie ivre, indifférente à la personne de celui qui la domine, en attendant l'heure de la liberté pour elle », celle de la croisade bénie pour la chrétienté entière, récupératrice de Constantinople ¹.

L'Italie ne donnera plus, pendant quelque temps, jusqu'à l'enthousiasme de croisade qui distingue la fin du xvi^e siècle, que des *concetti*, des sonnets, des bouts-rimés, les poètes de Cour témoignant plus d'érudition que d'inspiration vraie. Mais, alors qu'en pays allemands, de vie spirituelle encore très arriérée, on se distrait en lisant les vers du maître cordonnier « Jean le Saxon », Hans Sachs ou le « Vaisseau des sots », d'une si moyen-âgeuse inspiration, d'un Sébastien Brandt, la France de François et de Henri II, celle des enfants de Catherine de Médicis prend sur elle, avec la protection de cette légère fabrication italienne, le développement naturel du nouvel esprit.

On s'y inspire de Pétrarque, passé en français dès 1555, on traduit l'Arioste et la « Sophonisbe » du Trissin, de l'Arétin même, « fléau des princes » ².

S'il s'agit d'appeler au secours la raillerie des siècles passés, de franche bombance et de sanglante ironie, le Tourangeau François Rabelais, curé de Meudon, fera dans ses romans « Gargantua » et « Pantagruel », un mélange savoureux souvent, parfois lourd et dégoûtant, de bourdes « d'escoliers » et de critiques saines des propositions de réforme. Il connaît le latin, le grec, l'hébreu, l'arabe, appris chez l'évêque de Kara-Hamid à Rome, il édite, en sa qualité de médecin, Gallien et Hippo-

¹ Voy. notre *Istoria literaturilor romanice*, II, pp. 572 et suiv.

² Voy. Emile Picot, *Les Français italianisants au xvi^e siècle*, Paris, 1906, 2 vol.

crate, et fait semblant de se moquer de tout cela. Cueillant à travers sa vie désordonnée une large expérience humaine, plaisante et amère, il prendra dans le passé médiéval aussi bien que dans l'atmosphère de son temps ce qu'il faut pour médire du clergé, de l'érudition scolastique, des cloîtres et, ce qui est plus grave, de tout rang et de toute autorité, comme il le fait se son sujet même.

Rabelais ne ménage pas le « langaige diabolique » de ceux qui « pindarisent, rappetissant de vieilles ferrailles latines » et « vendant de vieux mots latins tous moisés et incertains ». C'est une allusion rageuse à cette école de la nouvelle poésie qui avait pris aux contemporains de Charles VIII, de Louis XII, de François I^{er} et à leurs successeurs les connaissances de latin et de grec d'un Budé (n. 1467) et des Estienne, d'un Scaliger et d'un Etienne Dolet, les effluves d'Italie apportées par un Alamanni et un Simeoni, les leçons savantes du Collège de France, réunissant des professeurs français, italiens, espagnols, pour en faire l'instrument complexe, d'apparence parfois légèrement artificielle, d'une œuvre toute imprégnée de terre natale et vieille tradition nationale. Car les érudits eux-mêmes, ses maîtres, écrivent en français les « Commentaires sur la langue latine », les traités sur le « nouveau français », leur argumentation sur la « pré-excellence du langage français », la « défense et illustration de la langue française », alors que l'Italie se garde bien de faire à son doux « vulgaire » le même honneur.

La banalité du doux vers facile qu'emploient Clément Marot et Mellin de Saint-Gellais est bientôt dépassée avec fierté. La royauté littéraire de Pierre Ronsard, d'origine danubienne, dont la mort est gravement commémorée par le chroniqueur L'Estoile, s'ouvre.

Les vers, d'une allure vivace, malgré tout le savoir ancien qu'il renferme, de celui qui

... ne fut hanté d'envie
D'acquérir les honneurs
Des grands seigneurs,

a une saveur religieuse quand il touche aux beautés de la campagne, où le poète passa une grande partie de sa vie, retenu par des amours champêtres. Il est suivi dans cet attachement à la terre de beauté et de richesse, de divin isolement, par toute une série de chantres de la campagne et des grâces, appartenant à la même petite noblesse, de province surtout, aussi active au rythme et à la rime qu'à l'épée et à l'arquebuse : de Bellay, du Bart, Pontus de Thiard, Jodelle, Amédée Jamyn, Desportes, du Bartas, un vrai combattant des guerres de religion celui-ci.

Cette poésie, si fraîche de couleur, et cependant si capiteuse, ne passe pas indifférente à côté des guerres civiles. Ronsard met en vers le « Discours sur les misères du temps » et sa « Remontrance au peuple de France », dès 1562-1563, et il y est question de « l'extrême malheur dont notre France est pleine », surtout à cause de ces méchants huguenots qui ne font que « brusler maisons, piller et brigander », ce que ne faisait pas Jésus, « confessé de bouche et non de cœur ». Il donne l'aspect de ceux qui sont présentés sur chaque page du Journal du siège de Paris par L'Estoile,

...barbe longue et le front
De rides labouré, l'œil farouche et profond,
Les cheveux mal peignés, le sourcy qui s'avale,
Le maintien renfrogné, le visage tout pasle.

Ce chroniqueur des riens journaliers dont se formait la misère de sa patrie mentionne les pièces de vers écrites, contre paiement, par Ronsard et du Baïf à l'occasion des noces, d'un luxe fou, du mignon de Joyeuse avec la sœur de la reine¹. Son Journal est plein de pièces de vers, d'une grande perfection parfois, d'un assez bel élan, exprimant, avec verve et esprit, les passions et les intérêts de l'époque.

A côté, une série de mémoires dûs aux capitaines des deux parties respirent la même vie sincère, intense, vio-

¹ Ouvr. cité, II, p. 23. Cf. pour la mort de Ronsard, *ibid.*, pp. 221-222.

lente. Dans les vers des uns, dans la prose de « commentaires » ou de simples notes des autres, il y a, non seulement l'essence même de leur temps, mais aussi ce qui forme la vraie littérature de cette époque.

Mais tout cela, sauf la chanson, stridente ou sournoise, n'allait pas jusqu'à la bourgeoisie moins cultivée, à ce qu'on appelle dans les villes le peuple. Beaucoup de gentilshommes mêmes ne se nourrissaient pas de cette lecture trop alambiquée pour leur savoir, trop difficile pour leur goût. En fait de théâtre, telle comédie traduite de l'italien n'était pas destinée à la représentation, et on fut enchanté d'avoir, dans une ville comme Paris, les jeux d'équilibre du renégat boulonnais et les exhibitions plaisantes des « Jaloux » de Venise. Le vrai théâtre des Parisiens c'étaient les processions du siège, et le vrai dialogue dramatique, les invectives et les exhortations des moines prédicateurs de haine et de bataille.

Il en fut autrement dans deux seuls pays : l'Espagne et l'Angleterre.

Les Espagnols subissent l'influence dominante de l'Italie qu'ils ont conquise. Les Napolitains, les Milanais leur donnent le goût de l'antiquité, comme au Catalan Juan Buscan, un lyrique, et à l'historien de la révolte des Morisques, Diego Hurtado de Mendoza, à Garcilaso de la Vega, soldat de l'« Empereur » en Navarre et à Tunis, voyageur en Allemagne et dans cette Italie inspiratrice († 1536), et à Luis Ponce de Leon, d'un élan religieux plus puissant, aux deux Argensola et à Herrera, autre historien. C'est de la lecture de l'Arioste que part *Ercilla* pour écrire son poème sur les anciennes civilisations condamnées du Nouveau-Monde, l'*Araucana*.

Dans l'œuvre célèbre de Cervantes, encore un des combattants de l'épopée de Charles-Quint, *Don Quichotte de la Manche*, il y a la même façon plaisante de traiter l'aventure que dans les poèmes italiens sur Roland de Roncevaux et dans les interminables récits de Rabelais sur les funambulesques et mirifiques exploits de ses

géants. On amuse une époque incroyablement avec l'exposition caricaturale de ce qui avait été pour tant d'autres générations un idéal et une gloire. Si on se rappelle la condamnation prononcée par le clerc français sur les conquérants affamés de gloire, fussent-ils même des têtes couronnées, on peut se demander si le fantôme même de l'empereur désabusé n'a pas passé un moment devant les yeux narquois de son ancien soldat.

Des nobles, des moines emploient, dans cette Espagne peu propice aux révolutions littéraires et aux modes de style, aux rénovations par l'antique, l'ancienne façon, simple, de chanter. Mais ceci ne suffit pas pour la distraction des multitudes qui se sentent le premier peuple de l'Europe. Il leur faut, à côté des courses de taureaux, affectionnées par le roi-empereur comme par le dernier de ses sujets, le théâtre, car l'Espagne n'a pas d'épopée comparable à celle de Camoëns, incorporant l'orgueil des lointaines découvertes « indiennes ».

Dans Tolède, la vraie capitale, que Philippe II abandonna pour se réfugier, en marge de Madrid, dans son vaste et solitaire Escorial, rappelant par sa forme bizarre le gril du martyr chrétien, les spectacles populaires font fureur à cette époque. Madrid a aussi comme comédiens les frères de la Passion et de la Vierge, de la Solitude, dans les théâtres de la Croix et du Prince.

Après les copies, par un Argensola aussi, d'après l'italien d'un Macchiavelli, d'un Bibbiena, après la contre-façon des « moralités » comme celles du Portugais contemporain, Gil Vicente, on a la vie contemporaine sous tous ses aspects : licenciés et bacheliers, soldats vantards, sacristains, marchands, mendiants, serviteurs fourbes, bohémiennes et esclaves, dames cloîtrées et solennelles dueñas. Un Lope de la Rueda, un Cervantes aussi ouvrent la série de ces « comédies espagnoles », qui, écrites à la hâte, accumulées par dizaines, les unes sur les autres, feront la grande gloire de l'inépuisable Lope de Vega (1562-1635), du poète dramatique de la légende du Cid, Guillen de Castro († 1631).

En Angleterre, tout le monde, ébranlé par les drames réels du siècle qui vit tant de révolutions et de catastrophes, tant de grandeurs monter à l'échafaud et tant de fortunes presque subites s'effondrer dans le néant, participe à cette volupté des spectacles. Il leur faut, à ces gentilhommes et à ces bourgeois, le charme des légendes du Nord, des « nouvelles » de l'Italie, des drames anciens racontés par Plutarque, à la mode dans ce pays aussi, des superstitions celtiques survivant dans le milieu chrétien ; il leur faut l'apparition des protagonistes de l'histoire nationale même, telle que la présentent les chroniqueurs : et, à côté, les dehors de la vie présente, avec ses ivrognes, ses vantards et ses « commères ». Tout cela avec beaucoup d'énergie, allant jusqu'à la violence la plus criarde, avec cet esprit trivial auquel les princes mêmes, comme Henri IV, se sentaient obligés, et, en même temps, pour quelques-uns, sinon pour l'auteur seul, ces considérations philosophiques que l'antiquité avait, partout, mises à la mode. La sentimentalité obligatoire, le langage fleuri, les circonlocutions à l'italienne, à l'espagnole réclamaient aussi leur droit. Réunissant ces éléments pris dans l'âme même d'une société en cours de douloureuse élévation, on a sur les huit scènes de Londres le théâtre de Marlowe et de Ben Jonson, celui, immortel, de William Shakespeare, acteur de Londres (1564-1616) : *Hamlet*, *Le roi Lear*, *Macbeth*, *Othello*, *Roméo et Juliette*, *Antoine et Cléopâtre*, *Le rêve d'une nuit d'été*, *Richard III*, *Les joyeuses commères de Windsor*.

Les idées de l'époque se reflètent plus ou moins dans ces œuvres d'une époque agitée et féconde. Et ce sont des idées nettement révolutionnaires.

On a vu que dès Comines, l'historien de la « sagesse » sans scrupules, le pouvoir royal, qui cependant s'appuie sur de nouvelles nécessités, plus tard aussi sur de nouveaux établissements, est appelé à la barre du jugement critique formé par la lecture des historiens et des philosophes de l'antiquité. Macchiavelli, le secrétaire de Flo-

rence, a le même critérium que le noble français. Nourri de Tite-Live, ce rationaliste impitoyable, d'une cruelle clairvoyance et d'une extrême franchise à dire ce qu'il croit être la vérité, la seule vérité, recommande à un pays dont il déplore la décadence sans seulement désespérer de l'avenir, l'exercice d'une vertu (*virtù*), qui ne signifie que l'exercice libre de toutes les facultés du corps et de l'âme. Le plus fort s'imposera, et c'est, selon lui, de toute justice. Sans égalité des conditions il ne peut pas y avoir cette forme supérieure de gouvernement qui est la république ; autrement il faut recourir au tyran, et le laisser travailler. Un César Borgia, un Jules II, un Lorenzino de Médicis, le propre père de Catherine, reine de France, sont présentés comme des modèles qu'il est permis de ne pas aimer, mais qu'il faut suivre pour arriver, pour se maintenir, pour régner. « Lions », sans doute, mais aussi renards, car « ceux qui s'en tiennent au lion seul n'y entendent rien ». S'il est possible d'être bon et honnête, tant mieux ; en soi-même c'est quelque chose d'évidemment préférable, mais il est indispensable de suivre des yeux le mouvement même des choses et de se diriger d'après lui.

A l'autre bout de l'Empire, sans penser à un système de philosophie politique, quelqu'un de très sage et de très fin, de supérieurement doué, l'esquisse sans le vouloir dans des œuvres latines qui, par la pureté de leur style, par l'acuité de l'ironie élégante l'imposèrent comme le premier parmi les écrivains de la Renaissance. Fils bâtard d'un petit noble flamand, pèlerin à travers le monde, en Suisse, en Angleterre, Desiderius Erasmus prêche de fait l'indifférence à l'égard de toute forme politique. Se réfugier en soi-même, y trouver des trésors accumulés par les études et l'expérience et tout ce qu'il faut dans l'esprit d'ordre et de critique pour les faire valoir, voilà l'attitude de l'homme qui, dédaigneux à l'égard de la grande majorité humaine, tient au respect de soi-même.

Avec des consciences pareilles, on peut gouverner : elles

ne dédaignent pas même les subsides, qu'un autre Italien que Macchiavelli, l'Arétin, croit être, même pour les princes, le premier des devoirs.

Des dizaines d'années plus tard, le fils d'un gentilhomme du Midi français et d'une femme ayant le sang des Juifs d'Espagne, Michel de Montaigne, rempli lui aussi de toute science, ancienne et contemporaine, affirmera dans des études, qu'il se plaît, dans son scepticisme modeste, à intituler simplement des *Essais*, le principe de la sagesse individuelle basée sur une franchise absolue. A l'époque des croyances ardentes défendues les armes à la main, au risque de détruire une patrie et une civilisation, il ose s'attaquer non seulement aux « nouvelletés de Luther », aux « atheïsmes de Theodorus », c'est-à-dire de Bèze, le principal élève de Calvin, mais aussi, en général, à « la grossière imposture des religions ». Lorsqu'on discutait passionnément la forme du gouvernement, il déclare que « la société publique n'a que faire de nos pensées », — elle, ajoutons-nous, qui vient de la tradition et se maintient par l'instinct qu'il faut respecter dans ses mystères. « D'entreprendre à refondre une si grande machine et en changer les fondements c'est à faire à ceux qui veulent amender des deffauts particuliers par une confusion universelle. La conservation des Etats est chose qui vraysemblablement surpasse notre intelligence. Le monde est inepte à guarir. » Du reste, « la raison est un pot à deux anses, qu'on peut saisir à gauche et à droite ». Quels que soient les avantages de la « domination populaire », obéir aux rois, « également à tous les rois », avec ou sans l'estime, qui dépend de leurs qualités personnelles, est chose saine. Et, au fond, la nation, la patrie lui sont seulement des degrés pour arriver à l'humanité et au monde.

Mais, si Montaigne fut assez lu, même en Angleterre, où on a relevé des emprunts à sa pensée dans Shakespeare, on suivait les autres, ceux qui croyaient à la raison, qui démontraient à force de syllogismes une foi et qui excitaient les foules à combattre sous leur drapeau

sanglant. Tels la légion de pamphlétaires, Pithou, Florent Chrestien, Jean Passerat, Gilles Durant, les auteurs de la « Satyre ménippée » contre la Sainte Ligue et son « catholicon » ou doublons d'Espagne, d'un côté, et Agrippa d'Aubigné, le poète des « Tragiques », de l'autre. Mais surtout les trois théoriciens d'une direction nouvelle : Pierre Ramus († 1572), victime de la « Saint-Barthélemy », Jean Bodin, auteur des « Six livres de la République », parus en 1577 et 1584, et La Béotie, qui lança le cri de guerre contre les « tyrans », dans son ouvrage, « De la servitude volontaire », dit aussi « Le Contr'un ».

Ils avaient devant eux, en France, dans cette seconde moitié, pleine de troubles, du xvi^e siècle, une royauté dégénérée. On se rappelait avec reconnaissance du « père du peuple » qu'avait été Louis XII¹, dont on estimait la fille, Renée de France, duchesse de Ferrare, protectrice du calvinisme, comme on aimera aussi cette femme à l'esprit libre et hardi qui fut la sœur de François I^{er}, Marguerite, auteur d'un « Heptaméron ». Il y eut des personnes qui pleurèrent au départ d'Elisabeth, la fille d'empereur allemand qui avait été la chaste et douce épouse de Charles IX, leur semblant « emporter avec elle le bonheur de la France² ». Marie Stuart, la martyre, et l'altière Elisabeth, si respectée chez elle, eurent des prôneurs sincères en France, malgré ces visions de république, contenue déjà dans l'« Institution » calviniste, qui hantaient les esprits des huguenots surtout. On se moquait cependant du titre de « Majesté », emprunté à l'Espagne³, quand on voyait dans Henri III, frisé, musqué, dénudé, couvert de boucles d'oreille, de médaillons et de bracelets⁴, une caricature de la royauté ancienne. L'indignation publique était soulevée par l'ignoble spectacle des « mignons », « piqués, diaprés et pulvérisés de

¹ L'Estoile, ouvr. cité, I, p. 64.

² *Ibid.*, p. 95.

³ *Ibid.*, p. 81.

⁴ *Ibid.*, p. 244; cf. Albèri, ouvr. cité, IV, p. 261.

pouldres violettes et senteurs odoriférantes, qui aromatisoient les rues, places et maisons où ils fréquentaient¹ ». On le voyait courir en danseur les maisons privées², se faire servir aux banquets par « les dames les plus belles et honnestes de la Cour..., à moitié nues et aiant leurs cheveux espars comme espousées³ ». On n'aveuglait personne par les pompes et processions, par les « feux artificiels qui scopètent et brillent⁴ ».

A côté de cet homme au fond bon et qui devait avoir une fin pieuse sur son lit ensanglanté par l'assassin, le vieillard de Madrid, strictement ordonné, impitoyable envers son fils qui mourut sous ses yeux et pour lui-même, triste fonctionnaire entêté du catholicisme, faisait meilleure figure ; d'autant plus ce Maximilien d'Autriche, pacificateur des Germanies, même son fils Rodolphe, élevé à l'espagnole, malgré ses rêveries d'astrologue⁵.

Dans aucun pays de l'Occident, il n'y avait plus la bourgeoisie politique. Celle de France, consultée pour les seuls secours d'argent, remplissait son devoir d'inviter la royauté à ce que cette royauté même désirait, comme la tutelle voulue par Catherine de Médicis ; elle ne s'émouvait que pour les questions d'argent⁶. Et, quant aux intellectuels, on put se rendre compte de leur état d'âme par ce qui se passa dans Paris assiégée dès 1587. La Sorbonne avait solennellement déclaré qu'on peut tuer un « tyran ». Et, si les masses des campagnes ne s'émotionnaient qu'au passage des reîtres impitoyables, ou à l'ap-

¹ L'Estoile, ouvr. cité, I, pp. 219-220.

² *Ibid.*, p. 238.

³ *Ibid.*, p. 189.

⁴ *Ibid.*, p. 34. Cf. *ibid.*, pp. 32-33.

⁵ Mignet, *Antonio Perez et Philippe II*, Paris, 1881 ; Gaspar Muro, *La princesse d'Eboli* (trad. française) ; Gachard, *Correspondance de Philippe*, Paris, 1848-1879, et *Correspondance de Philippe II avec ses filles*, Paris, 1884 ; *Don Carlos et Philippe II*, Bruxelles, 1863 ; Forneron, *Histoire de Philippe II*, Paris, 1880.

⁶ L'Estoile, ouvr. cité, II, pp. 52, 96. Des emprunts du roi chez les bourgeois, *ibid.*, II, p. 59. Des arquebusiers payés par eux, *ibid.*, p. 89.

parition de la peste, quand elles organisèrent des pitoyables processions¹, on voyait déjà dans le Dauphiné, dans l'Auvergne, où se forma la « Ligue de l'Équité »², l'influence que les doctrines nouvelles commençaient à avoir sur la seule partie restée saine et solide de la société française, même de la société européenne.

¹ *Ibid.*, II, pp. 134-135.

² *Ibid.*, I, p. 313.

CHAPITRE XI

Le dernier effort de croisade

En 1591, les Turcs de Bosnie, hardis pillards, avaient pénétré jusque sous Zagreb, sans que cette insolence fût considérée par les Impériaux comme le commencement d'une vraie guerre. Peu après, Sissek fut attaquée. Bientôt, encouragé par la tolérance de ses voisins, le Pacha de Bosnie prit l'attitude d'un conquérant. Mais, lorsqu'il parut pour la troisième fois devant Sissek, une armée chrétienne lui infligea une sanglante défaite ; on découvrit le cadavre du commandant ottoman dans les marais. Comme il était un parent du Sultan, et deux autres des chefs tombés dans la bataille aussi, on cria vengeance à Constantinople, et l'ambassadeur impérial, l'« internonce », fut aussitôt arrêté. Dès l'automne, Sinan, Grand-Vizir, et le fils de Sokoli entreprenaient l'œuvre de châtimement, prenant tour à tour cette place fatale de Sissek, Veszprén, Palota. Les Allemands de l'empereur Rodolphe, réunis aux Hongrois, répondaient par la victoire d'Albe-Royale et par la conquête de deux châteaux turcs sur la frontière ¹.

Les hostilités ouvertes devaient provoquer une nouvelle croisade. En Orient, les chrétiens étaient prêts à la révolte. Les Albanais chrétiens n'attendaient qu'un signal pour se soulever ; contre les Moréotes des mesures avaient été déjà prises par les Turcs pour les tenir cois ; les Bulgares et les Serbes s'étaient déjà adressés à Albert Laski, demandant qu'on leur envoie une force militaire capable

¹ *Gesch. des Osmanischen Reiches*, III, pp. 291-295.

de déclencher la révolte. La Valachie, la Moldavie, totalement épuisées par le tribut, les cadeaux, les réquisitions, — leurs chevaux avaient été pris pour la guerre de Perse¹, — par le paiement anticipé de leurs charges, par les dettes accumulées qui passaient d'un prince à l'autre, désiraient, sous Aaron et Michel, se dégager d'une vassalité si pesante. Le Patriarche de Constantinople, Jérémie, visitant ses pays pour recueillir des aumônes, alla jusqu'en Russie, où il créa le Patriarcat de Moscou, et on commençait déjà à voir dans le Tzar un appui éventuel de la grande révolution chrétienne². Le jeune prince transylvain, Sigismond, sommé de réunir ses troupes à celles du Pacha de Temesvár-Timişoara, était trop sincèrement l'adepte des Jésuites, ses précepteurs, pour hésiter. Si la Pologne préférerait s'en tenir à la convention récemment conclue avec le Sultan, elle ne pouvait pas maîtriser les Cosaques, prêts à toute action pouvant leur rapporter du butin.

La Papauté voyait avec satisfaction cette nouvelle croisade qui se préparait sous de meilleurs auspices que celle de Lépante. Clément VIII avait de l'ambition, et le monde catholique, enfin consolidé, pouvait lui offrir de la bien servir. Il envoya un nonce au camp impérial et un Jésuite espagnol dans les Principautés, où bientôt Aaron le Moldave se mit secrètement sous la protection de l'empereur chrétien. La décision de Michel tarda de quelques mois, mais les Serbes du Banat se soulevèrent. Seul Sigismond Báthory hésitait à frapper un coup contre la noblesse transylvaine fidèle aux Tures³.

Une forte offensive de Sinan arriva à prendre, avec la forte place de Raab, celle de Papa. Les grands espoirs des Impériaux paraissaient s'évanouir. On voyait bien qu'ils ne sont pas en état de mener seuls une guerre qui, étant considérée comme au profit unique de la Hongrie,

¹ *Ibid.*, p. 247, note 1.

² *Ibid.*, pp. 270 et suiv.

³ *Ibid.*, pp. 295 et suiv.

n'émouvait guère les Etats germaniques. La Bohême seule fournissait son contingent. Le moment était donc venu où les facteurs de croisade, proches ou lointains, devaient entrer en action.

Déjà les Italiens de Virgilio Orsini, envoyés par le duc de Florence, dont les chevaliers de Saint-Etienne collaboraient comme pirates contre les Infidèles dans les eaux de la Mer Noire, avaient participé à la défense de ce « Giavarino » hongrois. Sigismond Báthory entra en lice au cours de l'année encore, sacrifiant même un de ses parents à sa décision de devenir un héros de la guerre sainte ; la Diète transylvaine ratifia cet acte sanglant et aussitôt, même avant de s'être entendu avec l'empereur, le prince magyar envoya un corps d'expédition dans le Banat. De leurs côtés, les deux princes roumains firent fusiller et canonner leurs créanciers tures et juifs qui surveillaient avidement les entrées du fisc. Toutes les citadelles qui gardaient la rive gauche du Danube pour le Sultan furent attaquées. La retraite du Grand-Vizir Sinan, qui n'avait pas réussi dans son « offensive brusquée », et la mort du Sultan Mourad paraissaient devoir donner un autre tour à la guerre.

Mais la croisade se borna aux exploits des Roumains, capables de battre les détachements tures et même le Khan de Crimée revenant de Hongrie ; Brăila, le principal port de la Valachie, fut prise et détruite par Michel, et, Aaron ayant paru vouloir faire une autre politique que celle de la ligue chrétienne, Sigismond le fit remplacer par un rude guerrier, Etienne Răzvan. Par deux traités formels, il créait sur le Bas-Danube une nouvelle Dacie, gardée sur ses marches par des princes qu'il considérait comme ses vassaux, ses capitaines, n'ayant pas même le droit de vie et de mort sur leurs sujets.

Le nouveau Sultan Mohammed III, le « jeune faucon », l'« Alexandre-le-Grand », commença par des mesures qui annonçaient une répression énergique. Les spahis, les artisans de Constantinople reçurent l'ordre de se préparer pour une grande campagne qui devait punir les Impé-

riaux et mettre fin aux gestes de rébellion des Moldaves et des Valaques, transformant en simples provinces leurs principautés d'une si large autonomie ; le sort de la Transylvanie devait être autrement réglé¹.

Pour s'opposer à cette furieuse attaque, il aurait fallu aux chrétiens un autre chef que le Pape et l'empereur plongé dans ses rêveries de contingence des étoiles, que ses frères, Ferdinand, enclos dans son Tyrol, l'apathique Ernest, Maximilien, difficile à mettre en mouvement, et Matthias, qui avait jusqu'ici conduit les hostilités. Ce chef ne pouvait être que le roi d'Espagne. Il avait des rapports avec l'Albanie et la Morée, des Patriarches vagabonds s'adressaient à sa richesse, et de Jérusalem même un appel lui avait été depuis longtemps déjà adressé². Mais, autant que la France de Henri IV était en armes contre lui, l'Occident retenait Philippe II.

Il avait essayé, en mai 1593, Henri étant encore en dehors de Paris, de proposer formellement sa fille, descendante de François I^{er}, comme reine ; cette Elisabeth, qui montra plus tard dans les Pays-Bas de grands talents de gouvernement, se serait dressée comme reine catholique en face de l'hérétique du même nom qui régnait sur l'Angleterre. Elle devait épouser l'archiduc Ernest, allié par sa mère à la Maison de France³. Le Parlement déclara que la proposition est illégale⁴. En vain la « loi salique » sur laquelle se basait le refus fut-elle combattue dans la séance des Etats par un docteur espagnol⁵. On en arriva à ne plus saluer ni le duc, sifflé, poursuivi même de pierres, ni le légat, qui se donnait des airs de gouverner le royaume⁶. On s'apercevait enfin que Philippe « voulait faire d'un manteau de religion une cape à l'espa-

¹ *Ibid.*

² *Ibid.*

³ *Ibid.*, p. 292.

⁴ *Ibid.*, pp. 15, 290 et suiv.

⁵ *Ibid.*, p. 16. Il fut encore question du duc de Guise (*ibid.*, pp. 24, 50, 51-52), ou celui de Nemours (*ibid.*, p. 36).

⁶ *Ibid.*, pp. 30, 41.

gnole¹ » Même la déclaration formelle que Guise sera roi — et on l'appelait « sire » — ne put raccommoder une situation perdue².

En juillet, on savait que l'« hérétique » est rentré, moitié badinant, moitié ému, dans le sein de l'Eglise catholique. Le 24 juillet 1593, il fit le saut périlleux³ ; le 25 il allait à la messe. L'anarchie parisienne devait continuer cependant, malgré la trêve, dans le vacarme des « prêches » contre l'« excommunié » et au bruit des trompettes et tambours de la troupe napolitaine. Puis, le Parlement s'étant déclaré contre « l'Espagnol », dont il demanda le départ, et le roi, maître de Meaux, d'Orléans, de Lyon et de Bourges, s'étant fait sacrer à Chartres (février 1594), par l'évêque, au milieu de « pairs » improvisés, sa capitale lui fut rendue (mars) ou, d'après les propres paroles de Henri, « vendue »⁴. La garnison étrangère put se retirer, pompeusement, comme à la revue, le roi leur disant, de la fenêtre : « Messieurs, recommandez-moi à votre maître, mais ne revenez plus »⁵ ; il n'y eut pas une condamnation, ni un acte de vengeance : la générosité de Henri gagnait tous les cœurs et son esprit, toujours pétillant, charmait. En même temps, Espagnols et gens de Savoie étaient battus dans le Dauphiné.

Pendant cette époque de transition, les bruits des événements de Hongrie arrivaient, grossis par la terreur. On crut, à Paris, en novembre 1593, que Vienne a été prise par les Turcs⁶. On dut apprendre avec émotion les succès des Impériaux en 1594 par Ferhad et les grands préparatifs faits en 1595, qui paraissaient vouloir se diriger du

¹ *Ibid.*, p. 35.

² La lettre de Henri IV sur « ceste royauté nouvelle » ; *ibid.*, p. 54. Voy. *ibid.*, pp. 55, 58 et suiv.

³ *Ibid.*, pp. 63-64.

⁴ *Ibid.*, pp. 189, 270.

⁵ *Ibid.*, p. 334.

⁶ *Ibid.*, p. 102.

côté de Belgrade; or, en juin, le Vizir était à Roustschouk pour déclencher la revanche contre Michel-le-Brave, prince de Valachie. Ayant été déposé au moment où il devait passer le Danube, Sinan le remplaça. Pendant que les « croisés » de Mannsfeld, de Francesco Aldobrandini, du frère du duc de Toscane assiégeaient Gran et que les soldats de Sigismond Báthory combattaient contre le Pacha de Temesvár, le vieil Albanais envahissait la plaine valaque, réservoir inépuisable de provisions pour les campagnes de l'Empire ottoman. Michel l'arrêta au passage du Neajlov, à Călugăreni, et son élan de « nouvel Alexandre » infligea aux Turcs une sanglante défaite. Mais, avec ses quelques Cosaques et Transylvains réunis au contingent des boïars, il n'était pas de taille à retenir ce flot mêlé de toutes les nations qui formaient la grande armée turque. Se retirant dans la montagne, il s'y réunit avec Sigismond, son « suzerain » nominal, et avec le Moldave Etienne.

Celui-ci n'était qu'un exilé. Sous prétexte d'empêcher la prise de possession de la Moldavie par les Tatars et par son futur Pacha, le beg de Bender, le chancelier Zamoyski avait passé le Dniester à la tête de troupes qui, dans sa querelle avec le roi et le parti des Radziwill¹, dépendaient personnellement de lui. Dans l'absence d'Etienne, considéré comme un fuyard, bien que parti pour la croisade, il établit sur le trône moldave un boïar allié d'une certaine façon à l'ancienne dynastie, un grand ami des Polonais et un fauteur de la paix avec les Turcs, Jérémie Movilă. Il sut le défendre en automne dans les champs de Țușora, lorsque les Turcs et les Tatars parurent sur le Pruth pour y compléter l'œuvre de Sinan.

De son côté, Sinan avait installé son beglerbeg, chef de dix begs, à Bucarest, il avait fortifié la vieille capitale valaque Târgoviște. Mais la saison était avancée, et on ne pouvait pas même penser à tenter la Transylvanie, centre de la rébellion. Le Grand-Vizir se retira à la nouvelle de

¹ Albèri, ouvr. cité, VI, Pologne.

l'offensive des trois princes, accompagnés par un légat pontifical, le Pape considérant cette action comme son œuvre ; les siens livrèrent Târgoviște et n'osèrent pas même défendre Bucarest ; à Giurgiu, sur le Danube, l'arrière-garde des Turcs fut massacrée sous les yeux de leur chef. Des officiers toscans avaient conduit l'assaut ¹. Déjà, après de grands efforts contre les pachas turcs réunis, l'armée de Mansfeld s'était rendue maîtresse de Gran. Visegrád fut aussi occupée par l'armée chrétienne ².

L'année finissait bien pour la croisade. On pouvait rêver à Rome de la délivrance des chrétiens d'Orient, de la prise même de Constantinople, qui serait devenue, pour faire honneur au Pape, une « Clementina ». Mais les affaires de France empêchaient de donner une plus grande ampleur à l'œuvre de récupération.

Lorsque Henri IV sacrifia ses scrupules de conscience pour devenir un loyal adhérent de la foi catholique, se réservant seulement de « nettoyer » dans tous les camps ³, il fut réduit à « acheter » chacune des villes de son royaume, par des conventions dûment enregistrées au Parlement, n'ayant que de très faibles moyens de les réduire ⁴. Mais, comme les « ligueurs », qui avaient cherché à l'assassiner à Paris, tenaient encore la campagne, sous le duc de Mayenne, Guise s'étant déjà réconcilié, et que des contingents espagnols, italiens, wallons leur venaient, en même temps que des secours d'argent de l'Espagne, il fallut déclarer, dès janvier 1595, la guerre à Philippe II. Du moment que le Pape, qui avait accueilli

¹ Leur journal dans Hurmuzaki, XII. Cf. aussi les pièces publiées par M. André Veress dans les *Annales de l'Académie Roumaine*, année 1925, et le mémoire de Michel lui-même dans l'*Archivio storico italiano*, année 1924.

² *Gesch. des Osmanischen Reiches*, III, pp. 307-315.

³ « J'entre dans la maison », dit-il, « non pas pour y demeurer, mais pour la nettoyer » ; Estoile, ouvr. cité, VI, p. 20.

⁴ Il auroit fallu assiéger et prendre toutes ces villes, et il n'avoit ny argent, ny munitions suffisantes pour le faire et la plupart du temps ne sçavoit où en prendre ; *ibid.*, pp. 282-283.

à Rome comme un prince de Mantoue l'ambassadeur royal venu pour demander que Henri soit relevé de l'excommunication, refusait absolument de pardonner au « Navarre », ennemi des vrais catholiques¹, il n'y avait plus rien à ménager. Les hostilités furent menées activement et avec succès (bataille de Fontaine-Française en juin), en Bourgogne.

Les préoccupations de croisade firent enfin fléchir, en septembre, Clément VIII. Celui qui se croyait appelé à renouveler par ses capitaines les exploits de la « Jérusalem délivrée » que venait de chanter dans des strophes harmonieuses, mais un peu mièvres, le grand poète épique de l'Italie, Torquato Tasso, mort à Rome, à ce moment même, réussit à vaincre sa profonde antipathie contre le roi huguenot. Mais après l'acte d'absolution même, l'archiduc Ernest, gouverneur des Pays-Bas, puis le vieux général Fuentes reprirent la tradition guerrière interrompue à Cateau-Cambrésis : Cambrai fut occupée par les Espagnols alors que Sinan était rejeté par les chrétiens de la Dacie au delà du Danube. C'est ainsi que le porte-drapeau du catholicisme entendait servir sa religion.

En 1596, l'avance espagnole se poursuivit de ce côté par la prise de Calais et d'Ardres (avril-mai), bien que tour à tour les derniers commandants de l'opposition catholique, Mayenne en Bourgogne, Joyeuse en Languedoc et d'Epernon en Province, eussent abandonné la partie. Et, pendant que Philippe II, qui se préparait à la prise d'Amiens, pour l'année prochaine, engageait ses forces de ce côté, le jeune Sultan réunissait une puissante armée contre les représentants de la guerre sainte en Orient. Méprisant le vassal révolté du Danube, qui put envoyer ses avants-coureurs jusqu'à Plevna et aux environs d'Andrinople et se réunir avec le clergé grec des Balcons, qui rêvait de liberté et d'Empire chrétien, se bornant à exciter contre lui les Tatars et permettant au Transylvain de

¹ *Ibid.*, pp. 312, 316 et suiv., 323 et suiv.

se risquer à Temesvár, il se dirigea vers la Hongrie, avec l'intention, ouvertement proclamée, de ne s'arrêter que devant Vienne. Il prit Hatvan et la vénérable cité d'Erlau, l'Agria de l'Eglise latine, sous les yeux de l'archiduc Maximilien, qui avait remplacé son frère. Et, lorsque le Habsbourg se rencontra avec Sigismond Báthory, son parent par mariage, dans la plaine de Kereztes et livra bataille, depuis longtemps la première grande bataille contre la discipline ottomane, les succès éclatants des premiers jours furent annulés par l'attaque inconsidérée contre le camp du Sultan ; les brillantes illusions finirent par un affreux massacre.

Mais ce fut aussi la dernière apparition du nouveau Mohammed sur un champ de bataille. Les chrétiens purent prendre en 1597 Papa, mais sans réussir à regagner, jusqu'en 1598, Raab. Les Turcs, redevenus plus pacifiques, cherchèrent à se réconcilier avec le prince de Transylvanie, qui n'avait pas réussi à délivrer Temesvár ; bientôt, complètement découragé, cet illusionniste maladif céda son pays à l'empereur, et une nouvelle question surgissait dans le Sud-Est de l'Europe par cette abdication. Revenu dans le pays où n'avait pas apparu en souverain l'archiduc Maximilien, Sigismond retrouva la vieille fidélité des siens, mais encore une fois ses efforts belliqueux restèrent impuissants ; il craignit même de voir les Turcs s'implanter à ses côtés à Nagy-Varád. Entre temps, le Valaque Michel avait repris en 1598 ses exploits sur le Danube ; un serment le liait à l'empereur, et le Roumain ne voyait dans la Transylvanie voisine qu'un but de conquête qui, de plus en plus, lui paraissait immanquable. Lorsque Sigismond, repris par sa manie ambulatoire, appela son cousin de Pologne, le jeune cardinal André Báthory, pour lui confier son héritage, lorsque les Turcs s'entendirent intimement avec ce client de la couronne de Pologne dont il suivait aveuglément la politique austrophobe, Michel se concerta avec le général des Impériaux à Cassovie, l'Albanais Basta, revenu des Pays-Bas, pour un coup contre ce vassal du Sultan, et, comme

le général de Rodolphe II tardait, il prit par une seule et décisive victoire, en octobre 1599, possession du pays, auquel il réunira en 1600 la Moldavie, considérée comme un autre fief polonais, allié aux Turcs.

Après des tentatives chrétiennes contre l'Ancienne Bude, puis contre Albe-Royale, on avait paru réciproquement vouloir s'entendre aux négociations entamées à Gran, mais sans aucun résultat. Et la guerre reprit donc en Hongrie, des Français y accourant sous le duc de Mercœur, avec une armée turque à laquelle, après la mort des grands commandants, manquait l'élan et la confiance. Le Grand-Vizir Ibrahim ferma les yeux avant la prise par le général français de cette Albe Royale qui, depuis longtemps, était devenue par son prestige médiéval un but de croisade.

De la lointaine Perse arrivait un ambassadeur pour visiter Rome, Florence, l'Espagne ¹, et le révolté d'Edesse, « l'écrivain noir », avec son allié qui se faisait appeler Sultan Husséin-Padichah, avait pris Konieh ². Ce fut seulement après que Michel, vaincu par la révolte des nobles magyars de la Transylvanie et par la trahison de Basta, eût perdu cette province (septembre 1600), puis la Valachie, et la Moldavie encore plus vite, pour revenir en 1601, réconcilié avec l'Albanais, et gagner une victoire décisive sur le revenant qu'était Sigismond, après qu'il eût fini sous les coups des Wallons et des Hongrois de l'empereur, que les Turcs, sous de nouveaux chefs, purent reprendre (en 1602) l'offensive, mais avec l'instinct magyar qui s'était réveillé au cours de ce débat pour la terre de l'ancien royaume, la question des frontières entre les deux Empires était devenue la question nationale de la Hongrie.

Pendant ces vicissitudes passionnantes d'une guerre qui jusqu'au bout retint l'attention du monde chrétien, la

¹ *Gesch. des Osmanischen Reiches*, III, pp. 420-422.

² *Ibid.*, pp. 424-425.

grande Puissance catholique qu'était l'Espagne manqua à sa mission. La paix avec l' « hérétique » de Paris avait dû être conclue en mai 1598 à Vervins. Dès le mois de mai de cette année, le fils de Charles-Quint avait répété pour les Pays-Bas et les fiefs français le geste d'abdication de l' « empereur », les confiant à celle dont il avait voulu faire une reine de France et à son mari, l'archiduc Albert. Ils devaient mener la guerre contre le fils du prince d'Orange, Maurice, depuis longtemps maître de Groningue et vrai souverain des Provinces Unies, et on vit en 1600 de grands combats sur mer devant Nieuport, défendue par les Espagnols ; en 1602 commencera enfin ce siège d'Ostende par Albert, qui fut le grand spectacle militaire de l'époque. Le « démon du Midi » mourait trois mois plus tard (septembre).

La France de Henri IV venait de régler aussi, en gagnant la Bresse et Bugey en échange pour le marquisat de Saluces, perdu depuis une quinzaine d'années, sa querelle avec le duc de Savoie, l'autre ennemi de sa puissance. Elle pouvait se consacrer au travail fécond dont sortira une nouvelle et durable conception de la royauté.

CHAPITRE XII

Essai de créer une royauté populaire ; victoire du prince royal espagnol.

Au milieu des troubles prolongés qui déchirèrent la France, et qui sont ordinairement considérés uniquement au point de vue des partis et des manifestations individuelles, quelque chose de nouveau s'était formé, ou plutôt un esprit qui n'avait pas cessé de vivre revenait aux formes anciennes, pouvant mieux le rendre.

Il y a, en effet, dans ce désordre apparent, dans cette anarchie débordante, quelque chose d'ordonné, de naturel, capable d'être retenu et développé.

A côté des seigneurs qui cherchent d'abord beaucoup de distraction qu'on ne trouve pas ailleurs, un peu de gloire à l'ancienne et plus tard aussi des avantages personnels d'ordre pécuniaire, comme le maréchal de Brisac qui livra Paris contre argent et ceux qui, dans les provinces, suivirent son exemple, il y a la vie même, devenue autonome, d'après de très vieilles coutumes, de ces provinces et de ces villes dont malheureusement on n'a pas écrit la vie à cette époque particulièrement intéressante. On proposa au duc de Mayenne une couronne qui se serait appuyée sur un Etat dont les provinces eussent été libres¹.

Une vie de tout point pareille, mais infiniment plus intense et variée peut être cependant étudiée, sur la base des mémoires et autres documents, à Paris même. C'est maintenant une cité vivant absolument comme au

¹ Michel Le Vassor, *Histoire du règne de Louis XIII*, I, pp. 194-195.

moyen-âge le plus caractérisé, non pas autant contre la royauté, qu'en dehors d'elle, et sans en sentir pendant des années un trop pressant besoin. Pour penser à un souverain légitime, il faut que l'Espagne, intéressée, s'en mêle. Le « peuple parisien » se suffit à lui-même et, s'il paraît obéir à ces « princes catholiques », ducs de Mayenne, de Nemours, de Guise, au légat pontifical, c'est que, peut-être à l'exception de ce dernier, qui est étranger, et on ne l'en aime pas plus, regrettant de l'avoir fait venir, ces gens de haute noblesse et de grandes prétentions ne font que suivre un courant qu'ils ont tout au plus provoqué. Le Parlement est le prisonnier de ces masses, et il a fallu l'armée de Philippe II, tenant garnison régulière, pour empêcher la création d'une milice populaire conduite comme du temps des « saintes barricades », commémorées dévotement par les chefs de quartier. Il y a eu, au commencement, des Seize dans le nombre requis ; on devient bientôt « seize » rien que pour suivre leur direction politique, pour être un bon « ligueux », opposé aux « royaux » et aux « politiques » accusés d'hypocrisie et même de trahison. On se divertit énormément aux processions, aux commémorations de toutes sortes, aux quelques exécutions, et on trompe chaque jour la misère et la famine du siège en écoutant les prédicateurs qui, dans un langage vulgaire, émaillé de termes triviaux, exhortent la population à se moquer du Béarnais, à le poursuivre de sa haine la plus franche et la plus forte, car c'est un mécréant, un diabolique et un « fils de putain ».

Lorsque le courant changea et qu'on désira la réconciliation avec le « prétendu roi », la vague populaire submergea toute autorité. On siffla, on cribla de moqueries ceux qu'on avait acclamés des mois auparavant avec un enthousiasme si bruyant. Les cris de « Vive la paix » et même « Vive la liberté française » alternaient avec ceux, de plus en plus nombreux et enthousiastes, de « Vive le roi ». Les Etats Généraux qui continuaient, avec de larges interstices, leurs séances vides et vaines, étaient

les prisonniers du milieu, qui suivait avec le plus grand intérêt le va-et-vient des députés envoyés à la conférence avec les gens de Saint-Denis. Lorsqu'il fut permis aux femmes, qui jouaient un grand rôle, d'aller dans la ville qui était le quartier-général de Henri, elles se pressaient pour voir celui qu'on voulait leur donner pour souverain et elles le prisait pour le grand nez qui dépassait celui de n'importe quel des princes. Au moment où la trêve fut lue aux carrefours, les garnisaires étrangers essayèrent de couvrir la voix du héraut par le bruit des trompettes et tambours du défilé, mais une clameur menaçante s'éleva aussitôt, qui les fit taire.

Henri IV courtisa cette foule souveraine. Avec ses grandes qualités et ses quelques défauts, qu'il ne pensait guère à cacher, ce qui le faisait excuser d'un sourire, car tout le monde en avait plus ou moins, il possédait tout ce qu'il fallait pour être chéri par ces autonomes déshabitués de tout frein réel. D'un trait d'esprit il désarmait tout aussi bien les « religionnaires », ses vieux huguenots venus se plaindre de son changement de croyance, les instructeurs catholiques accourus pour lui faire avaler le purgatoire, ce qu'il pensait être de trop, les adversaires d'hier dont il faisait par sa grâce et ses faveurs moins que par cette bonhomie narquoise, par le charme invincible de ses répliques, des amis, disant que « les ligueux estoient aussi bien ses sujets que les autres » ; sans parler des femmes dont il distinguait la beauté entre mille, et pas toujours pour la respecter. Il n'écartait de lui que les gens maussades et ennuyeux, les fanatiques renfrognés, insensibles à ses bons mots et ce monde des cordeliers, des jacobins et des Jésuites surtout, dont il redoutait le couteau. C'était un chef d'élection qui devait sa couronne plus à sa personnalité qu'à ses droits.

Il distribua largement les « libertés ». L'édit de Nantes, dont il gratifia les protestants, n'est qu'un des actes par lesquels il ouvrait la porte à la spontanéité locale, étouffée pendant les derniers règnes, au grand dommage de la vitalité du pays. Les villes catholiques aussi purent jouir

de l'exercice de leurs coutumes, encore si chères. De la France parisienne, dominée par une Cour encombrante et impérieuse, on en revenait à la vieille France multiple, à la vie locale, active et luxuriante. On vivait bien *pour* le roi, auquel on continua à payer les impôts accoutumés, pour remplir un trésor complètement vidé et donner la possibilité de la défense nationale, mais on ne vivait plus *par* le roi, et c'était le grand avantage qui compensait tout. Ce chef d'une administration impopulaire partageait à l'égard des gouverneurs et des trésoriers les sentiments de ses sujets, qu'il traitait en camarades. Plus d'une fois il se moqua, et cruellement, de ceux qui en son nom dépouillent « le peuple ». Ils le prouvaient bien en vivant vie de « princes » et en tenant des « serrails de courtisannes comme le Grand-Seigneur ¹ ». Une Chambre Royale fut établie pour les poursuites ². Lorsque Henri prit les coupables sur le fait, le châtiment fut inexorable : on pendit à Paris un receveur qui s'était enfui à Turin ³. Des « procureurs » furent fouettés pour s'être réservé toute l'aubaine d'une « hôtellerie » ⁴. Lorsque, autre résurrection des mouvements du moyen-âge, les *croquants* parurent, avec leur « ligue » de « jacquerie », il dit en riant que, « s'il n'eut point esté ce qu'il estoit et qu'il eust un peu plus de loisir, il se fust fait volontiers crocan ⁵. »

Bien qu'en les suivant pour avoir la possibilité de vivre en liberté selon ses propres goûts, le « peuple » n'aimait pas trop cette noblesse remuante, cruelle aux pauvres, méprisante pour le vulgaire, considérés comme des « manans et des gueux ⁶ ». Henri partageait, ou semblait partager, ce sentiment aussi. On le voyait visiter les maisons

¹ *Ibid.*, p. 99. Une farce contre eux, à laquelle assistèrent le roi, la reine et la Cour, *ibid.*, pp. 271-273.

² Voy. aussi *ibid.*, pp. 300-301, 315, 326-327.

³ *Ibid.*, VIII, p. 43.

⁴ *Ibid.*, pp. 57-58.

⁵ *Ibid.*, VI, p. 215.

⁶ *Ibid.*, VIII, p. 37.

bourgeoises, s'asseoir à la campagne, avec les siens, coureurs d'aventures, auprès d'une table de bois, l'hôtesse paysanne leur servant abondamment le lait de ses vaches. C'est alors que son esprit pétillait le plus en saillies et en ripostes drôles et corrosives. Après un roi frisé, parfumé, efféminé, c'était un réconfort.

Quand il s'agit de frapper un coup énergique contre ceux qui se rappelaient assez le passé pour entretenir des négociations secrètes avec l'Espagne et la Savoie, espérant un grand rôle et de brillants avantages, il n'hésita pas un moment. Un maréchal de France, fils d'un général mort à l'ennemi, et lui-même couvert de glorieuses blessures, fut arrêté, amené à Paris, jugé de la façon la plus expéditive et impitoyablement exécuté par ordre du plus clément des rois. En vain Biron attendit-il la « miséricorde » royale, en vain releva-t-il la tête pour « encore voir le ciel » ; cette fière tête tomba ¹. Il n'y eut que la noblesse qui en fut indignée, sans le montrer autrement que par d'inoffensifs pasquilles. Pour un soupçon, le prince de Joinville, des Guise, fut mis à la Bastille ². Le duc de Bouillon se vit attaqué dans son Sedan par le roi lui-même à la tête d'une armée. Les gentilshommes assassins et « insignes voleurs » saignèrent sous la hache : il y en eut un qui était à la troisième génération du brigandage ³. Les duels qui, dès le règne de Henri III, ensanglantaient Paris, furent défendus sous peine de mort ; on vit cependant un jour les corps de quatre bretteurs qui s'étaient entretués, exposés ensemble au Châtelet ⁴, et le nombre des victimes de cette passion se serait élevé à 4.000 ; une fois, il y eut le combat bizarre entre quinze gentilshommes d'un côté et quinze de l'autre ⁵.

¹ *Ibid.*, pp. 37, 43.

² *Ibid.*, pp. 58-59.

³ *Ibid.*, pp. 76-77. Cf. *ibid.*, pp. 208, 215, 223, 264. Le roi défendit un duel entre Condé et Nevers ; *ibid.*, p. 274. Cf. *ibid.*, pp. 276, 280, 281.

⁴ *Ibid.*, pp. 158-219. On exécuta un noble accusé de vouloir livrer Marseille aux Espagnols (*ibid.*, p. 193).

⁵ *Ibid.*, p. 335.

La « majesté » royale était jalousement gardée. Aux grands jours, le roi et même son amie pendant des années où il vivait séparé de Marguerite de Valois, devenue une vieille coquette ridicule, paraissaient recouverts de diamants. Les visiteurs étrangers, les députés des Suisses étaient en admiration devant la splendeur des cérémonies ordonnées en leur honneur¹. Celles qui se développèrent à l'occasion du second mariage du roi avec la Florentine Marie de Médicis, accostée d'abord en chemin par le prince chenu, en gaillard amoureux, sans aucune suite, furent particulièrement splendides. On voulait montrer que cette Cour de France était néanmoins la première du monde.

Mais, malgré les ballets, les « folies et les masques » affectionnés par la reine, cette Cour, avec son peintre et son lecteur helléniste, avec les dames de suite², avec les quelques gentilshommes de la chambre et chevaliers d'honneur, avec ses trente-huit médecins, trente-quatre chirurgiens, treize chapelains, avec son prévôt, ses maîtres d'hôtel, ses maîtres de la garde-robe, ses panetiers et échansons, avec ses maîtres des requêtes, avec un monde de 4.000 personnes³, coûtait proportionnellement assez peu. Au fond, le roi préférait être chez lui, avec sa femme, traitée en bonne bourgeoise, et ses enfants. On aurait dit un de ces bourgeois flamands, auxquels le peintre des splendeurs monarchiques de la France, des allégories triomphantes dédiées à la royale et blonde Marie, faisait parfois lui aussi l'honneur de son riche talent. La bourgeoisie française avait adopté un roi, et il tenait lui-même qu'on le sache.

Une politique extérieure nouvelle devait correspondre au régime intérieur inauguré par la royauté populaire. Et elle devait être, malgré les bons sentiments du Pape Clé-

¹ *Ibid.*, VIII, p. 47.

² Ballet des « Sept fols et sept sages », avec dames et damoiselles galantes, *ibid.*, p. 4. Cf. *ibid.*, pp. 14, 16, 17, 18, 54, 65, 121-122.

³ Bondois, *Histoire des Institutions*, Paris, s. d.

ment VIII, de la qualité de parrain, acceptée par le Pape au mariage du dauphin, de l'influence française à Rome, capable de faire élire pour vingt-sept jours, comme Pie XI, le cardinal Alexandre de Médicis, nettement protestante.

En 1602, la guerre de Hongrie avait repris avec une énergie peu ordinaire et, des deux côtés, des résultats importants purent être atteints. Les Turcs recouvrèrent Albe-Royale, envahirent le Banat et installèrent en Transylvanie, où Basta avait introduit l'âpre système des Pays-Bas, un vassal, l'ancien général du Roumain Michel, le Szekler Moïse ; en échange, les Impériaux réussirent à prendre Pesth, s'attardant même devant les murs, bien défendus, de Bude. On combattit devant la capitale turque de la Hongrie aussi l'année suivante, pendant laquelle le nouveau prince de Valachie, soutenu jadis par Basta, mit fin par la victoire de Braşov au règne et à la vie du suppôt ottoman au-delà des Carpathes¹. Mais le sentiment des Magyars, appuyé par l'enthousiasme calviniste, devait trouver bientôt un représentant d'une plus haute envergure, cet Etienne Bocskai, conquérant de Nagy-Várad, de Tokai, de Cassovie, qui se considérait comme héritier des vieux rois. La campagne turque de 1605, qui finit par la prise de Gran et aussi de Visegrád et de Palota, n'était qu'un accompagnement de sa lutte pour le trône du Corvin Mathias : on parvint à le faire solennellement couronner sur le champ, traditionnel pour les élections royales, du Rákos.

En ce moment, la reine Elisabeth ne vivait plus ; en avril 1602, celle qui avait ordonné l'exécution de son favori, le comte d'Essex, avait fini dans un état de mystérieuse tristesse². L'année suivante, Spinola prit parti pour l'archiduc Albert d'Ostende, mais, quatre ans plus tard, les vaisseaux de Hollande allaient chercher et

¹ *Gesch. des osmanischen Reiches*, III, pp. 335-336.

² « Une tristesse qu'elle a toujours tenue fort secrète » ; *L'Estoire*, ouvr. cité, VIII, p. 73.

vaincre dans le détroit de Gibraltar la formidable flotte du nouveau roi d'Espagne, Philippe III. Le grand roi d'Occident devenait par ces circonstances le pacifique Henri IV, auquel s'adressaient les chrétiens d'Orient même pour en faire un chef de croisade¹.

Henri contribuait à défendre Genève contre le duc de Savoie, qui tenta sans succès son « escalade » ; il accueillait pompeusement les envoyés des Suisses, gens à « bonne trongne et les faces cramoisies », enclins aux buveries, pour recevoir des mains de ces anciens amis, dont un quasi-centenaire, « habillé en Pantalon », qui se rappelait Louis XII et avait combattu à Pavie, le nouvel acte d'alliance². Il avait sa correspondance secrète avec l'Angleterre, même après que le théologien à l'esprit lent qu'était le fils de Marie Stuart eût pris possession d'un pouvoir auquel il n'entendait donner aucun caractère offensif ; le même danger « jésuite » les menaçant, — on découvrit à Londres une « conspiration des poudres », — les deux rois en devenaient plus solidaires. Et surtout il représentait, sinon l'appui actuel, au moins le grand espoir d'avenir des Pays-Bas, où l'archiduc se débattait, mal fourni par son beau-frère, contre les prétentions de ses mercenaires. La bourgeoisie flamande était contre lui, et aussi la noblesse. « Il se fait servir », dit un de ses sujets, « par les plus grands et mesmes par les confrères et compagnons d'ordre jusques aux choses indignes d'estre nommées. L'on void chaque jour grand nombre de noblesse qui pouroit bien s'employer à la teste d'une compagnie de cavallerie ou d'un régiment ne s'exercer qu'à porter des plats sur une table et d'autres choses moins nécessaires³. » On s'offrait à la France, espérant pouvoir lui gagner les Espagnols aussi. « Nous ne donnerions pas ces pays ici à la France », disait-on, « mais la France à ces pays, qui en ont esté autrefois distraits

¹ *Gesch. des osmanischen Reiches*, III, p. 242.

² L'Estoile, ouvr. cité, VIII, pp. 46, 48, 51-52.

³ *Ibid.*, p. 151. Cf. Potvin, *Albert et Isabelle*, Bruxelles, 1861.

et sont aisés à y rejoindre. Nos cœurs, nos loix et coutumes sont semblables ou très peu s'en fault, et sommes la plus part de mesme langue, plusieurs d'entre nous y sont apparentés et avons pris origine des uns et des autres ¹. » Il y eut, d'un autre côté, l'offre de Philippe III lui-même de créer un Etat des Pays-Bas pour son fils don Carlos, qui serait marié à Christine, fille de Henri ².

En Allemagne, on commençait à apprendre qu'il y a une différence entre l'Empire de Rodolphe II et « l'ancien Empire latin ³ ». Henri y avait des intelligences depuis l'époque où il sollicitait, en 1583-1586, l'appui de ses coreligionnaires pour sauver la cause commune. Avec le landgrave de Hesse, l'administrateur de Strasbourg était à sa Cour, et Bongars, un des lettrés émissaires de la nouvelle royauté, pouvait écrire à son collègue Sancy que « Messieurs de Strasbourg ont bien mérité et du roi et de la France et de vous ⁴ ». Le Brandebourgeois qui avait l'évêché était même disposé à en faire cadeau au cardinal de Lorraine ; on pensait à y établir un Vendôme ⁵. Il était question même de créer par les possessions du roi un lien entre le « champ de Mars » de l'Espagne ⁵ et du catholicisme militant qu'étaient les Provinces Unies et les princes réformés de l'Empire : on avait parlé du mariage du roi avec la sœur du marquis de Brandebourg ou la fille du duc de Wurtemberg ⁶. L'« Union évangélique » conclue en 1608 pouvait être considérée comme un instrument de la politique française au delà du Rhin.

¹ L'Estoile, ouvr. cité, VIII, p. 155. Cf. *ibid.*, p. 148.

² Bertrand Auerbach, *La France et le S. Empire Romain germanique* (dans la « Bibliothèque de l'Ecole des Hautes-Etudes »), Paris, 1912, p. XI.

³ H. Anquez, *Henri IV et l'Allemagne, d'après les mémoires et la correspondance de Jacques Bongars*, Paris, 1887. Cf. L'Estoile, ouvr. cité, VIII, p. 50.

⁴ Anquez, ouvr. cité, pp. 91, 93, 95.

⁵ L'Estoile, ouvr. cité, VIII, p. 142.

⁶ Anquez, ouvr. cité, pp. 77, 83, 84, 85 : il ne veut pas « avoir tousjours un lot de vin couché auprès de lui ».

La guerre d'Orient, au cours de laquelle Henri reçut des preuves d'amitié de la part du Sultan¹, était considérée par lui surtout au point de ses intérêts en Europe centrale. Les projets turcs sur Malte et la Sicile ne lui déplaisaient pas ; la prise de l'Albe Royale, de Gran par les Ottomans lui servait à émoustiller l'Electeur de Brandebourg². Toute autre chose donc que la croisade dont on voulait le faire chef³. Il laissait à la noblesse aventurière — Mercœur mourut en Allemagne dès 1602, mais Laval et d'autres lui succédèrent — la mission honorable de représenter une si belle tradition française sur ces champs de croisade.

L'idée impériale surgissait déjà en sa faveur. Des écrivains français la soulevaient⁴. Le Pape, qu'il avait réconcilié avec Venise, dans leur querelle de bénéfices, n'était plus un Urbain II ressuscité. Paul V, un Borghèse, avait des ambitions plus modestes. Rodolphe II, qui « s'émouvait par boutades⁵ », pour retomber dans sa torpeur, signait la paix qui laissait un peu plus que la Transylvanie à Bocskai, et la paix de Zsitvatorok le réconciliait dès 1606 avec les Turcs, auxquels il abandonnait Erlau et Kanizsa⁶. On pouvait donc penser à quelque chose de plus haut⁷.

Mais la conception qu'avait de l'Empire ce roi d'un autre caractère que les Habsbourg était toute nouvelle. Il s'agissait d'une nouvelle distribution de l'Europe, la première qui eût été proposée à un autre point de vue que celui de l'« équilibre » ; les frontières géographiques, les différences nationales devaient être prises en considéra-

¹ L'Estoile, ouvr. cité, VIII, p. 209, 297, 366. « Tapis de Turquie », *ibid.*, p. 48. Des rapports avec le chérif du Maroc, *ibid.*, pp. 291, 331. Cf. Anquez, ouvr. cité, p. 42.

² *Ibid.*, pp. 83, 92.

³ *Ibid.*, p. 140.

⁴ *Ibid.*, p. 80 (année 1603).

⁵ Anquez, ouvr. cité, pp. 137-138.

⁶ *Gesch. des osmanischen Reiches*, III, pp. 338 et suiv.

⁷ Anquez, ouvr. cité, pp. 138-141.

tion. Le projet, rédigé par Sully, principal ministre du roi, celui auquel on a attribué aussi, à une époque où on construisait routes et canaux et où on posait les bases d'une autre agriculture, les « Oeconomies royales », fut lu avec attention par le roi ; on ne devait jamais procéder à sa réalisation.

Cependant, des mesures avaient été prises pour une intervention dans l'Empire. La médiation de la France amena la conclusion d'une trêve de douze ans entre Philippe III et la République des Pays-Bas en 1609. Bocskai était mort au milieu de son triomphe, et sa succession avait été discutée entre Sigismond Rákóczy et Valentin Homonnay ; dès l'année précédente, elle était échue à un Báthory, le violent prince Gabriel, qui rêvait aussi bien de la Dacie de 1595 que du trône de Pologne, où Sigismond Vasa était revenu battu de Suède, l'héritage qu'il réclamait de son père, le roi Jean, ayant été pris par le troisième fils de Vasa, le duc de Sudermanie, Charles IX. De fait, le nouveau prince eut pendant quelque temps les meilleures relations avec les Roumains du Danube ; d'une famille catholique, il ne fut pas pour les calvinistes un persécuteur. C'était cependant un rival sérieux pour l'archiduc Mathias qui, admettant un Palatin national à ses côtés, s'était fait élire roi par les Magyars.

L'Espagne languissait sous le nouveau roi. Les promesses de croisade du côté de l'Albanie et de la Morée, pour laquelle était demandé le secours des Vénitiens, « mauvais chrétiens » irréductibles, ne furent pas accomplies¹. On faisait semblant de vouloir la paix, raccommodant les Vénitiens, de fait haïs, avec le Pape, félicitant Jacques VI d'avoir échappé au complot, protestant de ne désirer que le bien du royaume de France. Mais, avec ou sans la volonté des ministres du nouveau régime, c'est de ce côté-là que se tournaient tous les adversaires du nou-

¹ Barozzi et Berchet, *Le relazioni della Corte di Roma lette nel Senato dagli ambasciatori veneti nel secolo decimosettimo*, I, p. 74. Le Grand-Duc de Toscane parlait d'aller à Constantinople (*ibid.*, p. 75). Il avait jadis attaqué Prévésa (*ibid.*, p. 76).

vel état de choses qui tendait à se consolider et se développer. « Les conseils de Rome », — et pour cette partie on était dans le tort, — écrivait un auteur de mémoires, « et d'Hespagne tendent plus à la ruine de la France qu'à celle du Turq, le tout par charité catholique ¹. »

Si le doux Pontife qu'était Paul V ne pensait pas aux moyens dont jadis s'était servi le Siège romain contre le « Navarrais », l'Ordre des Jésuites, la milice de l'Eglise et tout un clan de fanatiques y poussaient sans doute. Ils n'entendaient pas quitter le programme catholique intégral. Si les Pères furent chassés d'Angleterre et de Venise, la générosité de Henri IV leur rouvrit les portes du royaume de France. Leurs collègues furent bientôt la pépinière d'où devait sortir dans leur sens une nouvelle génération. Des Ordres anciens paraissaient ressusciter, d'autres nouveaux se fondaient, comme les nonnes couronnées d'épines, celles de Sainte-Elisabeth, de la Visitation, des Ursulines, etc.

Le roi lui-même s'inspirait de la religion en créant, à côté des Ordres du Saint-Esprit et de Saint-Michel, celui des chevaliers du Mont Carmel ². Si on ne prêchait pas, tout un flot de pamphlets excitait les esprits contre Henri. Un théoricien espagnol comme Mariana glorifiait l'acte du capucin qui avait tué Henri III ³. Cependant le confesseur royal était un Jésuite.

En 1610, la succession des duchés de Clèves et de Juliers s'étant ouverte, les anciennes haines religieuses en furent fouettées en Allemagne. Deux héritiers protestants, amis de la France, l'Electeur de Brandebourg et le duc de Neubourg, s'étaient déjà entendus, lorsque l'empereur donna l'administration des duchés à Léopold d'Autriche, évêque de Strasbourg. La répercussion se produisit en France, où on attendait pour certain un pas-

¹ L'Estoile, ouvr. cité, VIII, p. 81.

² *Ibid.*, pp. 13, 69, 81, 249, 360 et suiv.

³ Des Jésuites parents de Tchigala-Zadeh à Constantinople, Barozzi et Betchet, loc. cit., p. 35.

sage de l'armée en Italie, contre les Espagnols¹. Charles-Emmanuel de Savoie, gendre de Philippe II et un ancien ennemi de la royauté française, était séduit par l'offre du Milanais et d'un double mariage de ses enfants dans la Maison de France. Marie de Médicis venait d'être sacrée, et la question de la régence dûment réglée. Henri IV fut prévenu par ses ennemis : le « coup du jacobin² » qu'il avait toujours redouté et qui avait plusieurs fois été tenté contre lui réussit le 14 mai de cette année : un adepte des doctrines tyrannicides l'éventra à Paris.

Beaucoup de choses au monde devaient en être changées.

On ne l'observa en France que par une plus grande faveur que Marie, régente au nom de son fils, Louis XIII, garçon frêle et borné, accorda à ses Italiens, faisant d'un Concini, mari de son amie intime, un maréchal de France, comme l'avait été, du reste, son concitoyen Strozzi. Un peu plus de chaleur pour la foi romaine régna dans les conseils, bien que les catholiques eussent désiré plus, s'informant si l'Espagne soutiendra une révolte³. Une large distribution de pensions et revenus aux plus remuants parmi les grands seigneurs, et ce fut tout. On réussit à empêcher des prétentions de la part du prince de Condé, revenu des terres espagnoles, contre lequel fut armé Paris. Mais il ne fut plus question d'une intervention française, ni cette année, ni dans la suite, malgré les perspectives ouvertes, en 1612, par la mort de Rodolphe II. Le prince d'Orange régla seul la question de Juliers. On n'employa pas plus les démêlés avec les Turcs

¹ Le prince de Condé s'était retiré à Bruxelles, puis à Milan, avec sa femme, amie de Henri, provoquant l'indignation du roi ; *ibid.*, p. 104 ; Le Vassor, *Histoire de Louis XIII*, I^r, pp. 18 et suiv.

² L'Estoile, *ouvr. cité*, VIII, p. 77.

³ Barozzi et Berchet, *loc. cit.*, p. 105 : « Non mancano però dei mal' ufficj, come che la Regina permetti troppo agli eretici e lor conceda le predicazioni e gli esercizi ».

qui, ayant chassé Gabriel Báthory, envahisseur de la Valachie, puis vaincu par Radu Șerban le Valaque dans une seconde bataille de Brașov (1611), et ayant installé à sa place le calviniste Gabriel Bethlen, ne signèrent la paix définitive qu'en 1615, à Vienne même, où, concession toute nouvelle et de la plus haute importance, s'étaient rendus les envoyés du Sultan. Il fallut que du côté des anciens alliés de Henri IV partît une provocation capable de mettre en branle la France tombée en quenouille et surtout que l'esprit du roi défunt animât un ministre digne de continuer sa politique.

Dès 1608, par la marche armée de l'archiduc Mathias contre son frère l'empereur, lui demandant non seulement la Hongrie, mais les pays autrichiens, la question autrichienne s'était ouverte. Mathias, esprit entreprenant et âme dure, pensait non seulement à s'avantager, s'assurant la succession de Rodolphe, mais aussi à faire des pays héréditaires une vraie monarchie à l'instar de la France, avec un régime intérieur pareil à celui de l'Espagne. Il eut le premier en tête l'idée de l'Etat autrichien, et, voyant dans la religion romaine un moyen d'unification, dans les Jésuites de précieux auxiliaires, il se mit à l'œuvre dès la conclusion du traité avec l'empereur, déclarant qu'il n'admet chez lui qu'une seule croyance : la sienne. En 1609, l'usage de la religion réformée fut permise seulement aux nobles et à titre privé, sauf trois « places de sûreté » comme en France. En même temps, contre les conseillers de Rodolphe, la noblesse protestante de Bohême entra en armes à la Cour de Prague, chantant les vieux hymnes hussites, qui attirèrent une imposante troupe de bourgeois ; les ministres impérieux durent céder, permettant l'exercice du culte « hérétique » et l'emploi du vulgaire dans l'Eglise.

Puis, dans la Maison d'Autriche elle-même surgirent les empêchements au projet d'organisation monarchique. Le cousin de Mathias, l'archevêque de Strasbourg, Léopold, fils de l'archiduc Charles, envoya une armée en Bohême, désirant s'en emparer (1611) ; il devint par force lieute-

nant-général de l'empereur pour être aussitôt forcé à s'en aller, laissant à Mathias la liberté de se faire solennellement couronner à Prague. La France même lui promit un appui pour se faire élire roi des Romains, et elle offrait, de son côté, son concours auprès du roi Jacques et de Maurice d'Orange pour une nouvelle et grande croisade, à laquelle le Pape tenait de toute la confiance optimiste de sa vieillesse ¹.

Patiemment, Mathias poursuivait son œuvre de concentration. L'Empire devait avoir une capitale au-dessus des capitales. Rodolphe résidait à Prague ; lui, il s'établit à Vienne. C'est de là-bas que, depuis quelque temps, partaient des décisions en Conseil impérial, absolument illégales, tendant à régler les différends germaniques, et toujours au sens du catholicisme, comme on le fit pour Aix-la-Chapelle et plus tard pour Donauwörth.

La résistance cependant s'organisait. A Aix-la-Chapelle, les protestants persécutés se mirent en république, sous des capitaines et un Conseil de bourgeois, et ils employèrent la médiation de la France pour gagner le libre exercice de leur religion. Les princes protestants se rassemblaient dans des conciliabules auxquels les Habsbourg envoyaient leurs représentants, à côté de ceux des Suisses, de Genève et même de Venise, tous ennemis des Autrichiens. La Diète électorale de Nuremberg, au cours de cette même année 1611, posa des conditions pour l'élection du roi des Romains.

Elle fut accomplie sans aucune difficulté à la mort de Rodolphe II, et la vieille ville de Francfort revit la pompe des couronnements du moyen-âge (juin 1612). Le règne du nouvel empereur signifiait aussi la régence de son principal ministre, un cardinal, Khlesl.

Contre ces intentions, la résistance protestante s'organisait, d'un pays à l'autre. La Suède venait de finir ses avatars religieux, commencés par l'irrésolution du roi

¹ Le Vassor, ouvr. cité, pp. 129-130 ; Barozzi et Berchet, ouvr. cité, I.

Jean, admirateur des déclarations faites par l'Eglise grecque aux protestants, protecteur de Possevino, venu pour l'endoctriner, et créateur d'une nouvelle liturgie pour revenir au protestantisme voulu invariablement par les Etats, tout cela au gré de ses relations de famille, du passage d'une premier mariage polonais au second avec une Suédoise luthérienne. Charles de Sudermanie avait employé sa constance inébranlable dans la Réforme, — il avait épousé une princesse de Holstein, de la même religion, — pour devenir, contre son neveu Sigismond, élevé par sa mère dans la religion catholique, administrateur du royaume, puis roi. Sigismond ne réussit pendant ses deux apparitions dans sa patrie qu'à hâter cette liquidation de la contre-Réforme. Lorsque le nouveau et très jeune roi, Gustave-Adolphe (le dernier nom lui venait de la Maison de Holstein), prit le pouvoir, montrant bientôt une remarquable précocité comme général et régent, il trouva devant lui Christiern IV du Danemark, qui paraissait espérer le rétablissement de l'Union scandinave. Ses troupes danoises prirent Calmar et l'île d'Oeland, menaçant Stockholm.

C'était au point de vue de l'union protestante un grand empêchement¹. Aussitôt cependant les protestants des villes hanséatiques et les calvinistes de Hollande s'y entreprirent pour amener la paix.

On recourut à celui qui, par la mort de Henri IV était devenu le chef couronné des réformés, le roi d'Angleterre. Alors qu'en France on annulait l'assemblée générale des Eglises à Saumur et on mettait des bornes aux attributions des assemblées locales, Jacques poursuivait une politique constante en faveur de toute organisation protestante luttant pour sa conservation. Lorsque, en Hollande, commença la grande querelle des professeurs de

¹ Le roi de Danemark était intervenu sous Henri III pour les réformés de France (L'Estoile, ouvr. cité, II, p. 334 ; cf. *ibid.*, pp. 335-336, 350-351, 355, pour d'autres « remontrances »).

Leyde, Arminius et Gomar, sur le catéchisme, les esprits s'échauffant au cours des discussions à La Haye, surtout après la mort du premier des deux docteurs, ce fut l'Anglais qui parut en médiateur, bien qu'assez peu suivi. Marie de Médicis crut devoir lui demander de désavouer les propositions de Saumur. Jacques était membre de la Ligue évangélique. Le lendemain de la mort de son fils aîné Henri, il mariait sa fille Elisabeth avec l'Electeur Palatin Frédéric, et les époux furent accueillis en Hollande, qui devait bientôt regagner par la munificence du roi les places engagées, avec une pompe extraordinaire. Une nouvelle sentence arbitrale fut prononcée, de Londres, entre le duc de Brunswick et sa capitale. Le roi théologien pensait à l'union de toutes les formes du protestantisme et envoyait à droite et à gauche son projet.

En France, le mécontentement de certains parmi les nobles, le prince de Condé à leur tête (1611), arriva jusqu'au seuil d'une nouvelle guerre civile, la régente ayant fait venir 6.000 Suisses à son secours sans qu'on pût faire marcher les protestants, et, quand, au cours de la même année, on eut à Paris les Etats Généraux, il fut question de beaucoup de choses, disparition de la « poulte » ou transmission héréditaire des charges, diminution de la taille, suppression des pensions, publication, voulue par le clergé, du Concile de Trente, relations des Jésuites avec l'Université, poursuite contre les gens des finances. On ne parla pas des affaires religieuses, sauf lorsque Miron, au nom du Tiers-Etat, souleva une tempête parmi les membres du clergé en condamnant la rébellion sous prétexte religieux contre le roi dont le pouvoir vient de Dieu seul¹. Mais les rebelles s'étaient déclarés ouvertement contre le double traité qui devait faire de Philippe III le gendre de Henri IV et de Louis XIII, l'époux de la princesse espagnole Anne, apparté-

¹ Le Parlement admit ce point de vue, mais le roi fit surseoir l'exécution de l'arrêt. On finit par lui imposer de faire ôter du cahier général l'article.

nant par sa mère même à la lignée des Habsbourg, aussi contre l'acceptation du Concile de Trente, et les remontrances que la Cour dut entendre en 1615 de la part du Parlement comprenaient, avec la défense de l'Université, la condamnation de « ceux qui corrompoient les écoliers ou leur inspirent des sentiments contraires à ce que les bons François doivent au roi, à la patrie et à leurs parens ». Lorsque Condé se déclara, il demanda ouvertement le concours de l'assemblée des réformés, réunie à Grenoble, et elle réclama l'approbation de la décision du Tiers ¹ et des recherches sur l'assassinat de Henri IV.

De fait, dès 1613, la guerre entre les deux groupes avait éclaté. Spinola marcha contre Aix-la-Chapelle, mise au ban de l'Empire, il envahit les duchés de Clèves et de Juliers, où le duc de Neubourg, s'étant marié à une princesse de Bavière, avait embrassé la foi catholique. De son côté, Maurice de Nassau occupait certaines places du territoire disputé. Lorsque le prince de Condé, beau-frère d'un des Orange, lança en 1615 son manifeste contre les abus, il prétendait attendre 6.000 Anglais et 4.000 gens de Hollande, sans compter les Allemands ². Ils ne devaient jamais venir et, en face de l'armée des mécontents, Marie de Médicis mena son fils à Bordeaux pour le double mariage espagnol qui, on l'espérait en Espagne, — au bout d'une courte guerre, on venait d'humilier de nouveau par un pardon le duc de Savoie, — devait engager d'une façon durable la politique de France.

Mais sous les dehors de la lutte religieuse se cachait, partout, bien autre chose. Il y avait, d'un côté, cette tendance vers la monarchie « romaine », d'après les règles infiltrées dans les collèges des Jésuites, avec la réserve de la parfaite obédience au Saint-Siège et, de l'autre, l'ins-

¹ Voici les nobles paroles prononcées à cette occasion : « La religion que nous professons enseigne qu'il n'y a pas de puissance dans le monde qui ait droit de nous dispenser de la fidélité que nous avons jurée à Votre Majesté » (Le Vassor, ouvr. cité, II, p. 325).

² *Ibid.*, II, p. 307.

inct des libertés, par provinces et par catégories, que le moyen-âge avait transmis à l'époque moderne. Encore une fois, les deux grands principes générateurs de l'histoire, empruntant le vêtement à la mode, se trouvaient en conflit ouvert.

Ce ne furent pas les efforts des Habsbourg d'avoir « un royaume », une capitale, une « administration » et une armée, qui manifestèrent les premiers ce caractère principal de la lutte. La France en avait déjà donné l'exemple.

Le Tiers-Etat français avait joué un grand rôle aux Etats généraux, essayant de défendre une royauté tutelée par le nonce du Pape contre sa propre timidité, demandant la reconnaissance comme principe immuable du fait « que le roi étoit reconnu souverain en France et ne tenoit son autorité que de Dieu seul ». L'assemblée entière, divisée cependant sur presque tous les points, avait demandé que Louis réponde à ses propositions divergentes avant de lui présenter les cahiers et, comme la Cour mettait en perspective une discussion dans le Conseil, elle voulait lui adjoindre quatre membres du clergé, quatre de la noblesse, quatre des gens de robe. Lorsque la régente échappa à ses réclamations, faisant interdire toute séance générale et même l'entrée au couvent des Augustins, ce que le Tiers ne voulut pas respecter, le Parlement, soumis ou non à des influences venant de la noblesse mécontente, prit une attitude qui le présentait comme une autre forme de manifestation nationale. Il invita pour des débats communs sur les questions laissées en suspens les pairs du royaume, les ducs, les membres de la Cour ; des remontrances furent rédigées, avec la participation, cependant interdite par la régente, de quelques-uns de ces personnages. On voulait, au fond, éloigner les parasites étrangers et les Jésuites, interdire l'acceptation des pensions de l'étranger, etc.

Cette action fut accueillie avec la plus grande indigna-

tion par la reine. Si le Parlement, rudement traité à plusieurs reprises, se croyait « né avec l'Etat », on lui objectait, sur un ton péremptoire, que s'arrogea même le roi enfant, que ce corps est sous main de « maître », qu'il n'a pas le droit de s'occuper de politique, ni faire des convocations à l'insu du souverain. Lorsque les magistrats menacèrent de nommer les auteurs de la ruine du royaume, la réponse fut brève et catégorique : « Je ne suis pas content », ou bien : « Je le veux, et la reine aussi ». « Il faut attendre », leur dit-on, « que Sa Majesté vous interroge ¹. » « Il est vrai », ajoutait-on, « que Sa Majesté gouverne selon les lois et les ordonnances établies, mais elle n'est obligée de rendre compte de ses actions qu'à Dieu seul ². » De son côté, « la reine n'est responsable qu'à Dieu de ce qu'elle fait ³ ». Les amis du régime, les ducs de Guise, de Montmorency, de Vendôme, mirent la main sur l'épée ⁴. Il fallut s'humilier, et la décision du mois de mars 1615 fut biffée sur les registres ⁵.

Mais Condé se présenta au nom de « plusieurs autres ducs, pairs, officiers de Cour, gouverneurs des provinces, chevaliers, gentilshommes, provinces, villes et communautés faisant la meilleure et la plus saine partie du royaume de France », il magnifia dans ses manifestes ce « grand Sénat », cet « auguste tribunal » qu'était le Parlement ⁶. Comme l'assemblée des réformés tenait encore ses séances à Nîmes, on la gagna par un acte de solidarité, sur la base de la décision du Tiers, contre les conséquences de l'alliance de famille et pour « l'établissement d'un bon Conseil auprès de Sa Majesté ⁷ ». On refusait d'aller siéger à Montpellier. Le fier bâtard de Henri IV, le duc de Vendôme, se réunissait aux révoltés. On deman-

¹ *Ibid.*, II, p. 271.

² *Ibid.*

³ *Ibid.*, p. 272.

⁴ *Ibid.*, p. 273.

⁵ *Ibid.*, pp. 316-317. Le président fut arrêté et contraint d'accompagner la Cour en Guyenne.

⁶ *Ibid.*

⁷ *Ibid.*, p. 410.

daît un envoyé du roi d'Angleterre comme « témoin » de la réconciliation qu'on prétendait dénier¹ ; et de fait Jacques se fit représenter à la Conférence de Loudun. Si tout cela finit par des avantages personnels faits aux chefs, si Paris assista indifférent, peu après, à l'arrestation de Condé, que Marie de Médicis appelait en dérision « le roi de France² », et si la nouvelle révolte du duc de Nevers se dirigea uniquement contre Concini, maréchal d'Ancre, qui sera tué en 1617, il n'est pas moins vrai que c'est ici, en France, que fut développé pour la première fois un programme qui dépassait de beaucoup les doléances des « religionnaires », que la bourgeoisie avait tenu un langage révolutionnaire, dans le meilleur sens du mot, et qu'elle ne s'était pas départie de ses vœux³.

L'intérêt et le danger de ces phénomènes échappait aux chefs de la Maison d'Autriche. Comme la France, où, conseillé par son favori, le duc de Luynes, Louis XIII, à peine âgé de seize ans, mais déjà majeur, avait fait assassiner le tyrannique ministre de sa mère, Concini, et reléguer Marie de Médicis elle-même, entraît dans une nouvelle époque d'intrigues, devant l'immobiliser, le roi d'Espagne, c'est-à-dire son conseiller principal, le duc de Lerme, crut pouvoir transformer l'Italie aussi en simple monarchie espagnole. Le Grand-Duc de Toscane, apparenté par son mariage avec une des archiduchesses de Gratz (l'autre était la femme de Sigismond de Pologne, une troisième était l'épouse répudiée de l'autre Sigismond, de Transylvanie), remplissait discrètement un rôle de vicaire. Le Pape avait des engagements avec Philippe III. Les petits princes, comme celui de Modène, ne représentaient plus rien ; le duc de Mantoue, auquel on avait donné le Montferrat, se mourait. Il n'y avait plus devant

¹ *Ibid.*, p. 424.

² *Ibid.*, II, p. 527. On ne fit que piller le logis de Concini (*ibid.*, pp. 532-533).

³ Une assemblée de notables en 1617 ne donna pas de résultats (*Mémoires du duc de Rohan*, I).

les deux vice-rois, du Sud et du Nord, que la Maison de Savoie et la République de Venise.

Les Vénitiens, à peine échappés au désagréable conflit avec le Pape, allaient être attirés de force à une querelle avec les Autrichiens, à cause des continuelles incursions des Uscoques, vivant sous la protection impériale, comme gardiens contre les Turcs. Le duc de Savoie, Charles-Emmanuel, était le mari d'une fille de Philippe II, mais cette alliance ne l'empêchait pas de poursuivre de grands projets italiens. Comme le duc de Mantoue mourut, laissant comme héritière sa fillette et comme régente sa veuve, sœur de Charles-Emmanuel, il réclama le Montferat, contre le cardinal de Mantoue, frère du prince défunt. Après des escarmouches diplomatiques et militaires, apaisées maintes fois par la médiation de la France, il dut envoyer en solliciteurs de pardon à genoux ses deux fils, qui furent retenus en otages. Un nouveau gouverneur de Milan crut pouvoir renverser par le représentant du roi à Venise le régime républicain, pendant que la flotte napolitaine prenait, pour ainsi dire, possession de l'Adriatique, où vinrent la trouver trente-sept vaisseaux des Pays-Bas, qui débarquèrent des soldats qu'on vit manœuvrer sur la place de Saint-Marc¹. Le gouvernement vénitien devait dénoncer bientôt au monde la conspiration tramée par l'ambassadeur Bedmar, au nom du vice-roi de Naples. L'empereur était intervenu aussi, demandant que l'affaire de Mantoue lui soit réservée à lui.

Tout à coup, la faiblesse de Mathias, qui faisait penser à l'élection d'un roi des Roumains, donna à ces conjonctures une gravité toute particulière. Il fut question de passer par-dessus les Habsbourg et d'élire le duc de Savoie. D'autres proposaient le Palatin, auquel son beau-frère anglais donna des conseils prudents². Il n'y eut que

¹ Les Espagnols auraient, de leur côté, demandé le concours du Capoudan-Pacha (Siri, *Memorie*, IV).

² *Mémoires de Déageant* ; Siri, ouvr. cité, IV, pp. 230 et suiv.

la cession, en 1617, de la couronne de Bohême, mais celui qui en prit possession, comme adopté par Mathias, était le fils d'une princesse de Bavière, un élève des Jésuites, un adepte de la théorie du régime de l'absolutisme, Ferdinand de Gratz, l'adversaire de Venise. Un pacte de famille, qui aurait assuré aux Espagnols l'Alsace, fut aussitôt conclu en secret ; on s'assurait entre les deux branches de la Maison d'Autriche la succession réciproque au trône.

Un incident survenu en Bohême exerça une grande influence sur le développement de la politique autrichienne. Les « lettres de majesté » accordées par Rodolphe II à ses sujets de la Couronne de Saint-Venceslas furent violées par le clergé catholique. Les « défenseurs », établis par la coutume au profit des « évangeliques », s'émurent et demandèrent une réunion des Etats, qui fut refusée. Mais on ne put pas empêcher les protestants d'accourir à Prague. Ils avaient trouvé un chef dans le comte de Thurn. A la suite d'une violente discussion, on « défenestra », on jeta par la fenêtre deux membres du Conseil de Bohême et un secrétaire, qui n'en furent pas même meurtris.

Comme Mathias n'en tira pas vengeance, le roi de Bohême, que les Hongrois avaient aussi accepté pour souverain et qui avait le droit de tendre à l'Empire, fit arrêter le ministre qu'il croyait opposé à ses projets, le cardinal Khlesl. Il se croyait assuré du concours de l'Electeur de Saxe, celui de Bavière, Maximilien, escomptant pour lui la succession impériale de Mathias. Des troupes lui arrivaient des Pays-Bas, où commandait l'archiduc Albert. La grande décision devait tomber avant que l'empereur moribond eût fermé les yeux.

Les Etats de Bohême y étaient préparés. Ils soudoyèrent deux de ces seigneurs allemands qui s'offraient à tous les drapeaux : Ernest de Mansfeld et Christian d'Anhalt. Bethlen Gábor était là pour soutenir ces réformés en danger et pour consolider par leur victoire sa propre situation. Quant aux Provinces Unies, elles res-

taient occupées par la querelle entre Gomaristes et Arménistes, ou entre Remontrants et Contre-Remontrants, dont la dernière forme était la rivalité, devenue féroce, autour de l'idée du synode national, entre Maurice de Nassau, capitaine général, et le « pensionnaire » ou « avocat général » de Hollande, Olde-Barneveld, appuyé par la France, rivalité qui devait finir par l'emprisonnement et l'exécution, comme ami des Espagnols et partisan du fédéralisme de ce dernier, par la condamnation et l'exil du grand jurisconsulte et historien Hugo Grotius. A la tête de ses troupes, Maurice traversait le pays, détruisant ville par ville la puissance de ses adversaires.

Mathias étant mort, Ferdinand fut à sa place empereur à Francfort. Il n'avait pas eu d'adversaire, mais celui qui devait l'être, l'Electeur Palatin, sera élu aussitôt par les Etats de Bohême roi de ce pays détaché solennellement des Habsbourg, qui avaient violé les conditions formelles de la dernière élection en leur faveur¹. La Moravie avait hésité d'abord ; la Silésie, la Lusace s'étaient décidées aussitôt ; l'Autriche elle-même avait abandonné sa dynastie, au moment où Bethlen, à la veille de l'élection impériale, entra à Presbourg. Bucquoi et Dampierre, accourus à temps, avaient sauvé la capitale. Vienne même avait été en danger. Au nom des droits séculaires on avait voulu écarter cet unificateur et égalisateur, sous un lourd sceptre de monarque absolu, qu'était Ferdinand.

Mais ce qui commençait en ce moment représentait plus que les ambitions d'une dynastie, que les instincts nationaux éveillés en Bohême et en Hongrie, plus même que cette dernière tentative de rendre aux pays tyrannisés leurs anciennes institutions : il s'agissait d'un immense conflit devant décider de la distribution politique de l'Europe.

¹ Le Vassor, ouvr. cité, III, p. 258.

² Parmi les candidats, il y avait eu le roi de Danemark, le duc de Saxe et celui de Savoie ; *ibid.*, p. 444.

CHAPITRE XIII

La crise européenne et l'hégémonie de la plus forte des monarchies absolues.

La plus grande bataille qui eût été livrée en terre d'Empire, entre des armées combattant sous les drapeaux des deux religions ennemies fut celle de la Montagne Blanche, près de Prague. Mais, d'un côté et de l'autre, sauf quelques bandes de paysans hussites, portant les haches et les fléaux traditionnels, et les haïdoucs de Bethlen, il n'y avait que des mercenaires et des chefs de mercenaires : le prince d'Anhalt pour les Bohémiens, le Bavarois Tilly pour l'empereur. Le Palatin assistait en spectateur. Il quitta le champ en fuyard pour ne jamais plus revoir la Bohême ¹.

Maintenant, l'Empire catholique se mit au travail, le bourreau y aidant, pour créer la monarchie. Alors que la Silésie était abandonnée aux Saxons pour être « pacifiée », on confisquait en Bohême, ou bien on « achetait » tout ce qui appartenait aux hérétiques et aux rebelles. Et à leur place on installa des bons catholiques, venus de tous pays pour aider, à leur grand avantage, à l'œuvre pieuse. Le tribunal du duc de Lichtenstein suivait, d'après les incitations de l'ambassadeur d'Espagne, les traditions sanglantes de celui du duc d'Albe aux Pays-Bas. L'esprit des Jésuites domina l'enseignement et créa une littérature spéciale en latin et en allemand, alors que le livre tchèque brûlait par milliers et que le plus grand esprit de la nation, Comenius, errait à l'étranger, avec ses rêves

¹ Voy. les Histoires de Bohême de Palacky et de Denis.

d'une nouvelle humanité, formée par l'école libre. Là-bas, comme autour de Vienne, il y avait maintenant l'Autriche moderne, et, les Espagnols aidant, on était décidé à l'étendre sur tout l'Empire, où le Brandebourg seul, tout récemment agrandi par l'annexion de la Prusse teutonique, en vertu d'un pacte de famille, représentait encore la Réforme capable de combattre. On comptait sur l'immobilité de la France, où la grande question était la fuite de la reine-mère, « prisonnière » à Blois, ses rapports avec les mécontents, sa « réconciliation », larmoyante et vide, avec son fils, maladif et froidement autoritaire.

Les Pays-Bas, dont Maurice de Nassau, sous prétexte d'unifier le dogme et d'écarter la tendance de chaque Etat à interpréter à sa façon le catéchisme, — un synode national avait siégé à Dordrecht, — cherchait à faire sa monarchie à lui, comme le duc de Savoie poursuivait la sienne en Italie, et les Espagnols la leur¹, ne soutinrent pas Frédéric, roi exilé de Bohême, dont la mère était cependant Julienne de Nassau. Son oncle français, le duc calviniste de Bouillon, qui avait poussé à l'aventure, ne parut pas s'en émouvoir, à un moment où le nonce pontifical, se valant des prétentions de l'assemblée réformée de Loudun, voulait pousser de Luynes à une offensive catholique. Les luthériens d'Allemagne, dont Frédéric avait demandé le concours à Nuremberg, s'offusquèrent du calvinisme de leur ami, et ils acceptèrent volontiers la proposition française de conclure avec les catholiques un traité par lequel ils se désintéressaient de l'affaire de Bohême. Le roi d'Angleterre avait formellement désavoué l'entreprise. En Hongrie seule, et malgré ses derniers insuccès contre les Impériaux, Bethlen guettait son heure, espérant faire revivre au profit de son « royaume », dont la couronne venait de lui être offerte par les Etats, les jours où le Corvin Mathias tenait Cour à Vienne.

¹ Le duc d'Ossuna, vice-roi de Naples, chercha à la même époque, flattant les classes populaires et intrigant en France pour un concours, à refaire la monarchie des Deux-Siciles pour sa propre personne.

Le roi exilé ne put pas même regagner ses Etats rhénans, occupés par Spinola sous les yeux du fils de Guillaume d'Orange et de Louise de Coligny, qui commandait une vraie armée hollandaise, ainsi que devant toute une autre armée des princes protestants de l'Allemagne. Il trouva quelques dispositions de la part des rois scandinaves, celui du Danemark ayant assisté à une réunion luthérienne dans le Holstein. L'ambassade solennelle du roi de France, conduite par le fils bâtard de Charles IX, ne réussit qu'à embrouiller les affaires de Frédéric, le beau-père anglais y apportant du sien, alors qu'il brigait pour son fils Charles, à défaut de Christine de France, la fille du roi d'Espagne et qu'il faisait exécuter Walter Raleigh comme pirate aux dépens de ce royaume. Il faut tenir compte aussi du fait que Jacques lui-même, l'auteur de l' « image royale », de l'*Eikon basiliké*, était un théoricien de l'absolutisme, qu'il venait d'expédier un premier Parlement dont il traitera les membres de « je ne sais quelles bêtes » et qu'il prorogera le second, parce que les communes voulaient examiner le projet de mariage espagnol jusqu'à un troisième auquel il dira qu'il « entend mieux ses intérêts », arrachant de la main des délégués les « remontrances » qu'on lui présentait. La Haye fut un refuge pour Frédéric, dépouillé et abandonné, et, de plus, nourri d'illusions : on le vit siéger royalement aux Etats.

La trêve entre les Provinces Unies et l'Espagne expirait en 1621, et le nouveau roi, Philippe IV, partisan d'une politique d'énergie, tendant au même but que les efforts de la plupart des souverains européens; de se refuser à toute concession contraire au principe d'autorité, fit sommer ses « sujets » de rentrer sous son obédience, à côté des provinces restées fidèles. La réponse fut ce qu'elle devait être, et la guerre allait reprendre de ce côté-là aussi, mais sur un fondement qui n'était plus celui de l'antagonisme religieux. En ce même moment, le roi de France, qui cependant venait à peine de finir par

une nouvelle embrassade une vraie guerre contre sa mère, dont les rancunes étaient exploitées par le particularisme des grands seigneurs, gouverneurs de provinces, considérait les réformés réunis à La Rochelle comme des « factieux et des rebelles » et nommait de Luynes connétable pour les ramener à la raison.

Du côté des réformés de France, dont la devise était « pour le Christ et pour le roi », il y avait bien la tendance de créer dans le royaume « l'Etat chrétien », nourri par les souvenirs de la vie locale. Ils se partagèrent la France dans leurs huit cercles, engagèrent les seigneurs mécontents, comme de Rohan, Soubise, etc., et administrèrent les revenus du Trésor. Le roi dut faire le siège de ses bonnes villes, comme il l'avait fait, du reste, contre les mêmes seigneurs, se valant d'un autre prétexte, quelques mois auparavant, en Normandie et au Poitou. Le nouveau Pape Grégoire XIII l'y incitait. Louis assiégeait Montauban à l'heure juste où Spinola étreignait Berg, et des deux côtés les calvinistes, représentants des libertés locales, résistèrent. En 1623, Louis, retenu par le siège de Montpellier, dut renoncer par une paix de tolérance à tous ses projets.

Mais déjà Mansfeld, échappé de Bohême, errait dans le Palatinat, en condottière, et Christian de Brunswick, « ami de Dieu et ennemi des prêtres », faisait fondre, à Münster et Paderborn, conquises, les statues des saints.

Bientôt, les troupes de ces deux seigneurs et du marquis de Bade-Durlach ne furent cependant que des bandes appartenant à leurs seuls chefs et menant une guerre vagabonde. Le mieux doué de ces condottières allemands, Mansfeld, négociait de tous côtés, expliquant aux catholiques qu'il avait quitté leur religion à cause de l'injustice qu'on lui avait faite en lui refusant son héritage dans le Luxembourg. On vit les Allemands, vrais successeurs des reîtres, s'arrêter sur le seuil de la Lorraine et de la Champagne, se laissant éconduire par des intrigues ; quelques-uns aidèrent le roi de France contre les

calvinistes. Mansfeld offrait de servir la France comme marquis ou comte et maréchal. Après avoir croisé le fer avec les Espagnols aux Pays-Bas, cet homme qui devait mourir en Bosnie, fit son apparition en Westphalie, travaillant pour son propre compte.

La cause de la monarchie absolue paraissait ainsi avancer. L'ambassadeur d'Espagne en Angleterre avait ménagé un mariage entre Charles, prince de Galles et l'Infante. On vit le prince anglais, accompagné du favori Buckingham, faire sa Cour à Madrid et échanger des billets doux avec le Pape, qui escomptait une conversion. Sans le souci du Palatinat, l'alliance aurait été conclue (1623). Dès 1621, Bethlen Gábor, auquel on avait pris Presbourg, offrait de conclure la paix, vendant son titre royal en échange pour les duchés silésiens déjà donnés à Sigismond Báthory. La paix de Nikolsbourg (janvier 1622) était sans doute un triomphe pour la cause catholique et autrichienne. Les autres événements du Sud-Est de l'Europe, l'état de choses dans l'Empire ottoman et en Pologne en représentaient un autre.

Echappant à l'union dynastique avec la Suède, la Pologne, strictement catholique, s'était attribué dans ses régions, et malgré l'insignifiance personnelle de Sigismond III, contre lequel la noblesse finira par se soulever « légalement », le rôle que l'Espagne, maîtresse de fait à la Cour de Rodolphe, de Mathias et de Ferdinand II, jouait en Occident.

Dès la fin du xvi^e siècle, le royaume était le quartier-général de la contre-Réforme, qui escomptait aussi ajouter l'orthodoxie en grande partie soumise à l'empereur musulman et pour le reste plongée encore dans la quasi-barbarie moscovite. La mission de Galicie travaillait énergiquement à convertir la Moldavie, où elle eut des succès, les anciens évêchés catholiques, pour les Roumains, ayant été pour le moment galvanisés et les princes des deux pays courtisant le Pape et ses mandataires. Un synode pour la réunion des Ruthènes sous la forme « uniate »

tint ses séances à Brzesk. Il fallut que le Patriarcat de Constantinople envoyât ses émissaires pour empêcher le passage de ses fidèles au latinisme envahissant. Un Patriarche de Jérusalem fit, vers 1620, le voyage de Moscou en confirmateur et réformateur. Et, sans la grande influence dont jouissait à la Cour de Pologne le Roumain Pierre Movilă (Mohila), ancien prétendant au trône moldave, Kiev, avec ses reliques accumulées dans les cavernes sacrées de la « lavra », ne serait pas redevenue un centre de la foi orientale et, par son moyen, de la conscience nationale des Petits-Russiens.

Jérémie Movilă, le prince imposé et soutenu par Zamoyski, put se maintenir les armes à la main. Il avait un frère, Siméon, qui devait lui succéder : on voulut en faire le successeur du Valaque Michel, vaincu dans sa principauté même par le chancelier et hetman de Pologne. Les filles de Jérémie s'étant mariées dans le royaume, à un Potocki, à un Korecki, les nobles polonais associés à ces grandes familles se mêlèrent à chaque moment, pendant la paralysie du pouvoir royal, aux querelles violentes pour le trône de la Moldavie, affrontant et réussissant à chasser les appuis turcs de leurs adversaires, envoyés par Constantinople. Jusqu'en 1615, quand Radu Mihnea, fils d'un prince renégat et lui-même élevé à Venise, sans que sa croyance orthodoxe en patit, et au Mont Athos, prit pour lui et pour son fils, auxquels s'opposèrent des rivaux grécisés, les trônes des deux principautés, ce fut de Pologne que partit l'impulsion dans la vie des pays roumains¹. La Moldavie payait tribut au royaume ; elle employa la monnaie polonaise marquée à ses armes ; on l'invita aux Diètes.

Cette génération confiante et batailleuse qui se forma à l'instar de Zamoyski avait espéré exercer une influence semblable sur la Transylvanie. Si les Báthory, jusqu'à l'imprudent prince Gabriel, se rappelèrent parfois qu'un des leurs avait été roi à Varsovie, la Pologne les retint

¹ Voy. nos *Polonais et Roumains*, Bucarest, 1922.

toujours sous son charme. Ce ne fut que par l'établissement de Bocskai d'abord, puis, surtout, de Bethlen, que ces rapports si étroits furent rompus.

Mais l'ambition des Polonais au commencement du xvii^e siècle, fermentée par leurs éducateurs jésuites, était encore plus grande. Un moment vint où on put espérer que l'unité des Slaves de l'Est sera établie, sur les ruines de l'ancien organisme byzantino-tatar de Moscou, sous la forme catholique et latine occidentale.

Le successeur du terrible Ivan fut son fils incapable, Fédor. Il mourut jeune sans désigner son héritier, et le frère de sa femme, Boris Goudounov, put se saisir du pouvoir sans autre droit que celui, très douteux, que lui transmettait sa sœur, dont on avait voulu faire une Tzarine. C'était un homme décidé et hardi, qui rêva de croisade, entretenit une correspondance avec le Roumain Michel et ouvrit son Empire aux propagandistes luthériens et catholiques en même temps, le Pape envoyant par deux fois des légats à Moscou. Il s'adressa à l'empereur et au roi du Danemark.

Contre ce parvenu, qui avait donné à la Moscovie la côte de la Baltique dans l'Ingrie et la Carélie, ce qui permettait le contact direct avec l'Occident, se leva, appuyé par les Cosaques, le prétendu second fils d'Ivan, Démétrius, reconnu par la veuve du grand Tzar défunt. L'ancien moine prit le titre de « très illustre et invincible Démétrius Jean, par la grâce de Dieu Empereur et Grand-Duc de toute la Russie et de tous les Etats de la Tatarie et prince et roi de plusieurs dominations soumises à Moscou ». Le caractère européen de la Moscovie s'affirme encore plus sous son court règne. Soutenu par Mniszek, Palatin de Sandomir, il en épousa la fille, se créa une Cour à la polonaise et réunit toutes les nations occidentales, jusqu'aux Français, aux Anglais, aux Ecossais, dans sa garde. Il nomma Patriarche un Chypriote rallié à Rome et fit profession lui-même d'obédience à Rome.

Ce qui ne l'empêcha pas de périr misérablement sous

les coups de la populace excitée par le vieux boïar Chouiski, qu'il avait voulu envoyer à l'échafaud. Contre ce nouveau Tzar d'usurpation, qui avait recouru aux Suédois de Pontus La Gardie, de fait en partie des Français servant à l'étranger, qu'il paya de l'abandon de la côte baltique, les Cosaques, les Polonais suscitent aussitôt un nouveau faux Démétrius (1608). Mais ce n'était pas le vrai candidat de la Pologne. On le vit bien lorsque les hetmans successeurs de Zamoyski, Zolkiewski et Chodkiewicz, conduisirent à Moscou le prince héritier de leur royaume, Vladislav, qui fut proclamé Tzar à Moscou, un autre Vasa, de Suède, l'étant à Novgorod, — un catholique fanatique et un fanatique luthérien se disputant ainsi la couronne byzantine du Monomaque.

La Moscovie revint à elle-même par un simple tumulte dans les rues de Moscou. Avec un chef des bourgeois, boucher de son métier, avec un représentant des boïars, Pojarski, il avait à sa tête le détenteur de la dignité patriarcale, nouvellement créée, Hermogène. Les Polonais furent facilement chassés. Il y avait un parent des Goudounov qui était en même temps fils du premier Patriarche de Moscou, Philarète ; entré au couvent, retenu comme otage par les Polonais, il devait ceindre une couronne sans héritier, Michel Romanov, adolescent de dix-sept ans, soutenu et tutelé par sa mère, commença ainsi, en février 1613, une nouvelle dynastie, nationale, qui devait durer trois cents ans accomplis. Les efforts faits par Vladislav en 1617-1618 pour conserver ce qu'il considérait son trône à lui restèrent infructueux.

On avait perdu la Moscovie, mais des perspectives s'ouvraient de nouveau, plus brillantes que jamais du côté du Danube.

L'Empire ottoman, auquel plus d'une fois on avait réclamé la Moldavie, comme étant d'après le droit historique un Palatinat du royaume, était en pleine décadence, sans Sultans et sans Vizirs capables d'en conduire les destinées. Le successeur de Mahomet III avait été l'enfant Achmed, sous le règne duquel le nouveau

Chah, Abbas, déjà maître de Tebriz et de Nakchivan (1603), y ajouta Erivan, Cars, Akhiska, brisant l'une après l'autre les armées ottomanes. L'Anatolie trouva des chefs pour sa rébellion, la Mésopotamie, Alep, Damas, les Druses se levèrent contre l'« empereur » de Constantinople ; il fallut l'énergie du vieux Vizir Mourad pour sauver le trône d'Achmed, supprimant ces révoltes, infiniment plus sanglantes que les démonstrations des chefs de province français contre leur roi. Mourad étant mort, les Turcs perdirent, à la paix de 1612, avec Tebriz, Chirvan, Erivan, Dchilan, quatorze grandes provinces. Achmed mourut au cours d'une guerre malheureuse qui voulait corriger ce triste résultat¹. Un idiot le remplaça, en 1617, son fils Moustapha. Le vrai défenseur de l'Empire était le puissant « marquis » auquel était confiée la frontière de Silistrie, de la Dobroudcha et du Boudchak, colonisés de Tatars, et du Dniéper, à Otchakov, Skender-Pacha, l'adversaire, pendant de longues années, des prétentions polonaises.

Il tenait encore en main les forces ottomanes dans ces régions, lorsque, Moustapha, reconnu comme incapable, ayant été écarté, le pouvoir suprême fut confié au jeune Sultan Osman. La Moldavie avait été donnée à un aventurier d'origine valaque, né en Croatie, catholique de religion et Slave de langue, truchement pendant les négociations avec les Impériaux et ensuite acheteur de ce duché de l'Archipel qu'avait eu le « grand Juif » de Selim, don José. Gaspard Gratiani rêvait d'une politique chrétienne ; couvant la Transylvanie, il commença par s'offrir avec sa garde de Ragusains et d'Italiens, représentant le flot occidental qui montait ici comme en Moscovie, à la Pologne. Zolkiewski accepta sa proposition de passer le Dniester ; il y fut brillamment reçu, mais assiégé par les Tatars et, contraint à une affreuse retraite, il y perdit la vie au milieu du désastre (1620).

Encouragé par ce succès, le Sultan essaya de renou-

¹ *Gesch. des osmanischen Reiches*, III, pp. 431 et suiv.

veler sur le Dniester les jours de son grand prédécesseur Soliman. Il se dirigea sur la forteresse moldave de Hotin, occupée par les Polonais, et y rencontra toute une vraie armée de croisade que commandait le futur roi de Pologne et ancien « empereur » de Moscou, Vladislav. Mais Skender n'était plus à ses côtés, et de cette brillante expédition l'Empire ne remporta rien. Radu Mihnea, conseillé par un Crétois catholique, Vevelli, réussit à amener la conclusion de la paix¹.

La guerre aurait été reprise sans la catastrophe qui s'abattit sur le jeune Sultan, qui rêvait d'une réforme militaire de l'Empire et comptait aller à La Mecque pour y prendre sur le tombeau du Prophète un dernier encouragement. Les janissaires dégénérés, les lâches spahiglans de Cour se soulevèrent, ils allèrent chercher le malheureux Moustapha et l'installèrent de nouveau dans le palais après avoir égorgé froidement aux Sept Tours, après un lamentable défilé à travers les rues de Stamboul, celui des Sultans de la décadence dont on pouvait attendre le plus. Après un an et demi d'anarchie, les vengeurs d'Osman, appuyés sur les troupes asiatiques, n'en agirent pas de même à l'égard du prince dégénéré, battu par sa mère, la Valideh, incapable de monter à cheval pour la solennité du vendredi et même de dire son nom. Ils se bornèrent à l'écarter dédaigneusement et proclamèrent à sa place le prince Mourad qui, sans avoir la noblesse et la douceur d'Osman, sa « chevalerie » de nuance persane, allait être pour l'Empire le rénovateur victorieux qu'avait espéré être son malheureux prédécesseur².

Restée libre de ce côté, la Pologne de Sigismond III, qui avait épousé la sœur de l'empereur Ferdinand, pouvait, non seulement appuyer le mouvement vers le catholicisme en Orient, mais aussi soutenir l'œuvre de restauration en Occident. Si seulement ses ressorts intérieurs,

¹ *Ibid.*, III, p. 358 et suiv., 407 et suiv.

² *Ibid.*, pp. 444-448.

plus affaiblis qu'on ne le croyait, avaient été capables de soutenir cette double mission.

Contre l'Espagne inspiratrice de la politique de tous les Habsbourg, une offensive française se préparait déjà en 1624. Et elle était due au nouveau ministre qui était entré, pour dominer bientôt l'indécision des autres, dans le Conseil de Louis XIII.

Le cardinal de Richelieu, récemment promu, plutôt par les efforts de la reine-mère qu'il avait longtemps et fidèlement servie, fils d'un noble de province, et des plus pauvres, avait été évêque de Luçon pendant des années, et s'était distingué aux Etats généraux, où il soutint la cause du clergé, et ailleurs par sa remarquable éloquence. Pas plus intrigant que n'importe quel autre courtisan à cette époque, on ne lui connaissait ni le sens des affaires, ni le courage des grandes décisions. Cependant, à peine fut-il entré dans ce Conseil où, après la mort de Luynes, le roi n'avait plus de favori intelligent et influent, que la politique timide de la France à l'égard de l'Espagne, dont on était tout pénétré dans tous les domaines, changea d'une façon qui étonna.

Les Espagnols assiégeaient Bréda, défendue par Maurice de Nassau, qui devait y perdre la santé et mourir bientôt. En même temps, en Italie, ils arrachaient la Valteline, petit territoire alpestre, d'une grande importance stratégique, aux Grisons, membres de la Confédération suisse, alliée de la France par un traité qu'on venait de renouveler. Après d'assez longues discussions, le commandant royal en Languedoc, de Lesdiguières, passa les montagnes et se rangea à côté du duc de Savoie, toujours en conflit avec l'Espagne. Une ligue avait été conclue avec ce prince et avec Venise aussi. Mais, au lieu de suivre le conseil de la République et d'entrer dans le Milanais, on attaqua Gênes, sans pouvoir la prendre.

Jacques d'Angleterre était mort avant d'avoir vu le mariage de son fils avec Henriette de France. Son successeur, Charles, avait des projets d'offensive protes-

tante. Ses envoyés discutèrent à La Haye avec ceux des rois scandinaves et des princes allemands de la Basse-Saxe sans prendre une résolution. Mansfeld était engagé pour une campagne au profit du Palatin dépouillé, dont la voix électorale aussi avait été attribuée, abusivement, par l'empereur au duc de Bavière. Des vaisseaux anglais, sous le drapeau de Frédéric, débarquèrent des troupes sous Cadix. Si le premier Parlement avait mieux appuyé cette politique du roi, qui se crut obligé de le casser, il y aurait eu une nouvelle tournure dans la situation, encore indéfinie, de l'Europe centrale.

Et surtout si la France avait réuni ses efforts dans cette direction. Or, la guerre intérieure venait de reprendre sous le couvert des revendications calvinistes, basées sur l'inexécution du traité. La Rochelle fut assiégée et la flotte royale, renforcée par des vaisseaux empruntés au beau-frère anglais, ne fut pas toujours heureuse. Il fallut céder de nouveau, en février 1626, devant cette opiniâtre résistance et pendant ce temps la campagne contre Gênes était interrompue et les troupes du Pape, qui avait fonctionné comme médiateur, entraient dans la Valteline. Richelieu devra assister impuissant aux victoires remportées par Tilly et par le plus hardi des gentilshommes d'aventure de l'époque, Albert Waldstein, contre Mansfeld, chassé en Hongrie, en Turquie, et contre le roi du Danemark lui-même, chef des troupes de la Basse-Saxe, dans le Brunswick (à Lutter). En 1627, le marquis de Bade-Durlach, combattant sous drapeau danois, avait le même sort. Le Mecklembourg, le Holstein, le Slesvig furent envahis. Le roi dut quitter sa situation et ses possessions en Allemagne. Il y eut jusqu'à Berlin des soldats de l'Empire.

Il y avait donc partie remise. Rassuré aussi du côté des Turcs qui, après avoir réduit les rebelles d'Asie Mineure, luttaient contre les Persans du côté de Bagdad¹, Ferdinand II, qui préparait la succession en Hongrie et en

¹ *Gesch. des Osmanischen Reiches*, III, pp. 451-457.

Bohême pour son fils homonyme, pouvait travailler à l'unification, sous les Conseils de Vienne, du groupe d'Etats dont il était l'héritier ou l'acquéreur. Les garnisons impériales se glissaient un peu partout.

Il pouvait le faire d'autant mieux que la jalousie de Buckingham, favori de Charles I^{er} après avoir été celui de son père, avait non seulement provoqué de nouveau la guerre de religion en France, les Rochellois restant à la tête des calvinistes, mais aussi un conflit entre l'Angleterre, qui leur fournit des secours, et le royaume voisin. La ville rebelle payera ses péchés envers la royauté par sa complète destruction politique et religieuse à la fin de l'année 1628. Rohan, qui s'était soulevé dans son gouvernement, tardait encore à se soumettre et, lié de traité avec l'Espagne, pensait à la possibilité de « former un Etat particulier ¹ ». Déjà, depuis des mois, un assassin avait écarté le fauteur d'intrigues anglais.

On avait vu devant le port de La Rochelle des vaisseaux espagnols venus pour collaborer à l'œuvre catholique, et on avait fait à Paris une magnifique réception à Spinola. Tout cela était cependant tout aussi peu naturel que la guerre entre Anglais et Français. On le vit bien lorsque Vincent, duc de Mantoue et de Montferrat, mourant, laissa comme héritier Charles de Gonzague-Nevers, qui épousa aussitôt l'héritière de Montferrat. Le roi d'Espagne s'entendit avec le duc de Savoie pour partager les Etats devenus ouverts à toute convoitise, et, ce dessein, on le mena à bout, au grand effroi des Vénitiens. Les quelques troupes françaises qui entrèrent au Piémont furent éconduites. Cette fois, c'était bien la guerre et, sous une forme ou sous l'autre, elle dépassera les limites de ce siècle, contribuant essentiellement à changer l'équilibre de l'Europe.

Une guerre toute timide, le duc de Rohan n'étant pas encore réduit et les réformés résistant dans Montauban.

¹ Le Vassor, ouvr. cité, VI, p. 65.

Louis XIII en personne força, par un temps d'hiver rigoureux, le pas de Suse, mais, après s'être montré ainsi en terre italienne et avoir amené la levée du siège de Casale, il revint aussitôt finir ses débats avec ses propres sujets (avril 1629). Il ne se considérait pas en guerre avec l'Espagne pour avoir aidé à son droit son parent et sujet de Nevers.

On se serait arrêté là. Le duc de Savoie avait conclu un traité, Richelieu, remplaçant du connétable, dont le rang avait été aboli, comme « généralissime », devant conduire du côté de Mantoue des opérations qui amenèrent d'abord la prise de Pignerol, puis l'occupation de la Savoie¹, mais n'empêchèrent pas, en juin 1630, la prise et le pillage de Mantoue par les Impériaux, entrés en Italie insolemment comme dans leur propre domaine. Ferdinand demandait que toutes autres troupes évacuent son Italie à lui. Spinola attaquait, de son côté, le Montferrat, pour chasser les Vénitiens à coups de bâton, mais le jeune roi de Suède avait déjà pris sur lui la conduite de la guerre contre l'Empereur.

La présence des Autrichiens sur la Baltique, en maîtres des villes hanséatiques, — Stralsund seule résistait dans ces parages, invoquant le roi de Suède comme défenseur, — devait gêner essentiellement les tendances naturelles de ce fort Etat national qui, vainqueur sur les Moscovites, s'était déjà établi sur des points importants de la côte baltique opposée. D'autant plus que Ferdinand prétendait, par un édit récent, d'une incalculable portée, ramener l'état de la propriété ecclésiastique, par-dessus toutes les « usurpations », à l'état de choses qui était en 1555. Les princes catholiques pouvaient expulser leurs sujets hétérodoxes. Les calvinistes étaient mis hors de la paix religieuse. Des commissaires impériaux allèrent mettre

¹ Richelieu fit tout son possible pour amener le roi, qui descendit jusqu'à Lyon, où il tomba malade, à ne pas prendre le commandement des troupes.

en exécution le terrible édit. Le refus de la Diète de Ratisbonne d'élire le fils de l'empereur comme roi des Romains, la condamnation qui y fut prononcée contre les terribles excès de la soldatesque de Waldstein étaient un encouragement, aussi bien que les offres de subsides de Richelieu, qui ne promettait cependant qu'une intervention en Lorraine, où régnait le Français Charles IV. Malgré les avantages faits par Ferdinand à la Maison de Brandebourg dans le duché de Clèves et le comté de la Mark, les Suédois furent acclamés en Poméranie, où ils débarquèrent et placèrent des garnisons. Les Impériaux réussirent une autre fois, Sigismond de Pologne et son fils accourant dans le camp impérial pour envelopper l'envahisseur à Marienbourg. Il leur avait été impossible de pousser Gustave-Adolphe à une rencontre décisive, et une trêve avait fait partir bientôt les Polonais.

La France avait envoyé à la Diète deux représentants, dont l'un était le père Joseph, inspirateur de Richelieu. On arriva à s'entendre avec l'empereur, qui retirait d'Italie ses troupes, abandonnait son candidat à la succession de Mantoue, ne demandait à Nevers, pour qu'il soit reconnu, qu'une formalité de résipiscence ; admettant que les Français restent à Suse et à Pignerol, — Casale étant remis, sous conditions, au roi d'Espagne, fut confiée à un commissaire impérial au moment même où l'armée française de secours allait charger les ennemis, — il s'engageait à faire que les Espagnols évacuent le Piémont. Le cardinal fit que le roi refuse son acquiescement, et il fallut attendre jusqu'en 1631 la conclusion du traité de Cherasco avec le duc de Savoie, qui vendit secrètement Pignerol. L'apparition du Suédois, auquel le roi d'Angleterre lui-même avait promis de recruter 6.000 Ecossois, recérait trop de surprises pour s'en tenir à une convention avec les Habsbourg. D'autant plus qu'à la Diète Ferdinand avait été amené à se défaire, au profit de Tilly, de Waldstein.

Gustave-Adolphe avançait en consolidant. Il se fit rece-

voir à Stettin par le duc Bogislas de Poméranie, dont l'héritage devait appartenir à la Maison de Brandebourg, qui se tenait sur l'expectative. Il prit le Mecklembourg, que l'empereur avait donné à Waldstein, amiral de la Baltique, il soutint l'entreprise d'un Hohenzollern évincé sur l'évêché de Brandebourg. La Cour de France avait passé par une crise, Richelieu étant sur le point de succomber devant les intrigues des deux reines. Ayant remporté la victoire, le cardinal poursuivit sa politique contre les Habsbourg. Le contrat — car ce n'était pas une alliance — conclu en janvier 1631, assurait une pension pour l'armée de 36.000 hommes du roi, qui avait tenu à être traité d'égal à égal, sans ombre de « protection » ; comme but politique, tout en ménageant les scrupules des catholiques de l'Empire et surtout du duc de Bavière, on fixait le *statu quo* ancien en Allemagne et la liberté de la Baltique. Quant aux protestants de la Basse-Saxe et à l'Electeur saxon, leur assemblée, très fréquentée, à Leipzig évita de prendre tout engagement, mais non sans décider de rassembler pour toute opportunité une armée et de faire des remontrances à l'empereur. La prise de Magdebourg, affreusement pillée, ne mit pas en mouvement ces princes timorés, qui se bornèrent d'abord à des promesses vagues. C'est cependant en défendant la Saxe contre les Impériaux que Gultave-Adolphe, déclarant avoir été appelé par l'Electeur, gagna la victoire de Leipzig (15 septembre 1631), dans laquelle Tilly allait presque rester prisonnier. Puis, au lieu de marcher sur Vienne, ce fut le tour du cercle de Franconie qui fut envahi, en poursuivant Tilly ; on vit les Suédois près de Mayence, puis en Alsace et dans le Midi de l'Allemagne. Le duc de Bavière, dont les troupes avaient été reconnues à Leipzig, dut conclure, pour se sauver, un traité avec la France, traité comprenant une promesse réciproque de secours militaires. Si Tilly parvint à se refaire une nombreuse armée, le roi de France en avait une autre à Metz, surveillant le duc de Lorraine, qui avait hébergé le frère de Louis, Gaston, et lui avait donné sa sœur en mariage ;

des places lorraines furent occupées, et l'Electeur de Saxe entra avec ses troupes victorieuses en Bohême, bientôt acclamé à Prague même.

Waldstein fut rappelé au commandement pour sauver Vienne que le Saxon ne voulait pas menacer. Le roi de Suède était entré en Bavière, et vainement Tilly voulut-il lui couper le passage au Lech : il perdit la bataille et fut blessé à mort. La religion protestante fut solennellement rétablie à Augsbourg. Ayant à ses côtés le Palatin exilé, le vainqueur fit son entrée à Munich, alors que Maximilien de Bavière se cachait dans Ratisbonne ; il disputa sur la religion avec les Jésuites. Les efforts des Espagnols de retenir la France par l'attitude du duc de Lorraine, bientôt réduit à une seconde soumission, et par l'entrée en France de Gaston, duc d'Orléans, frère du roi, avec une armée d'étrangers, recrutée à Bruxelles, qui fut battue à Castelnaudary, n'eurent pas de succès. Louis rétablit l'Electeur de Trèves, qui s'était mis sous sa protection. Il y eut un regain d'offensive en Hollande, Gustave-Adolphe ayant négocié avec les Etats, et le second fils de Guillaume d'Orange, capitaine-général après son frère Maurice, pénétra en territoire royal, se saisissant de Maestricht.

Mais Gustave-Adolphe s'arrêta à Nuremberg et s'y retrancha, pendant que Waldstein faisait ses préparatifs de revanche. « Nous ne sommes pas si faibles que nos ennemis le publient », écrivait-il cependant au roi de France¹. La Bohême fut cependant perdue par l'hésitation et la duplicité des Saxons. Après s'être rencontré en Bavière avec le duc, Waldstein se tourna contre l'Electeur de Saxe qui avait des visées sur la Silésie. Le roi de Suède accourut de nouveau pour défendre un allié suspect. Il conservait toute sa fierté, à demi-barbare, et presque toute sa confiance dans son étoile. Il courut dans la direction de Leipzig pour surprendre son adversaire. La rencontre eut lieu à Lützen. Vainqueur une seconde fois dans ces

¹ Le Vassor, ouvr. cité, VII, p. 336.

régions, Gustave-Adolphe y trouva la mort (16 novembre 1632). On le trouva sous un tas de morts, écrasé par les sabots de la cavalerie impériale.

Le chancelier Oxenstiern a pris aussitôt la direction de l'armée, tout en assurant l'élection de la fille du roi défunt, Marie-Christine. Lieutenant-général en Allemagne, par décision des Etats de Suède, il fut créé capitaine général par une assemblée des protestants à Heilbronn, et, si l'Electeur de Saxe se réservait, celui de Brandebourg, qui poursuivait la possession de la Poméranie et escomptait le mariage de son héritier avec la nouvelle reine, ne quitta pas l'alliance. Le traité avec la France fut renouvelé. Avec de nouvelles poussées du côté du Rhin, la guerre n'eut plus cependant le même caractère que lorsque l'enthousiasme du roi animait ses troupes. L'épopée suédoise avait fini de fait avec son héros et protagoniste. De son côté, Waldstein ne rêvait qu'à sa propre élévation. Les armées suscitées pour la guerre des princes vivaient d'elles-mêmes et combattaient de plus en plus pour leurs propres intérêts. Il fallut la trahison de ses généraux et la froide décision de la Maison d'Autriche pour qu'une exécution par voie d'assassinat délivrât Ferdinand II de son principal sauveur, devenu, comme aspirant à la Couronne de Bohême, l'ennemi le plus dangereux.

La France et l'Espagne, les anciennes rivales, étaient les seules à avoir des armées d'Etat, obéissantes aux ordres des souverains et aux instructions de leurs premiers conseillers. C'était un fait essentiel de l'histoire, et la détermination des circonstances en viendra.

Comme le duc de Lorraine avait accepté de mettre des garnisons dans des places de l'Alsace et qu'il était publiquement l'allié de Gaston d'Orléans, sorti pour la quatrième fois du royaume, Louis XIII vint, en 1633, à la tête d'une armée, occuper les Etats de ce mauvais voisin. Nancy fut prise « en dépôt », le duc, séduit à une entrevue, ayant été retenu sous garde. La population ne put pas s'empêcher d'acclamer son souverain malheureux

qui, après avoir cédé ses Etats à son frère, le cardinal, devint bientôt un simple général au service de l'empereur. Ayant épousé contre la volonté de Richelieu la sœur de la duchesse Nicole, le nouveau duc fut réduit à s'enfuir.

En ce moment, Gaston d'Orléans avait conclu avec le roi d'Espagne un traité formel pour son établissement sur le trône de France, et il commençait par combattre dans les rangs de ses amis et alliés aux Pays-Bas. Sur le Rhin, les Espagnols, qui avaient essayé de régler les affaires d'Allemagne par l'envoi du duc de Feria et d'amener par l'intervention des Etats de Brabant la paix avec la Hollande, allaient capturer l'archevêque de Trèves, protégé de la France, dont Richelieu avait désiré être le coadjuteur à Spire¹. Une alliance formelle fut conclue entre la France et les Provinces Unies (février 1635). Le roi se réservait, au partage des possessions de son beau-frère d'Espagne, le Luxembourg, les comtés de Namur et de Hainaut, l'Artois et la Flandre jusqu'à une ligne conventionnelle. Un autre traité, signé avec les princes allemands réunis à Francfort, donna au roi de France Philippsbourg. On gagna l'amitié du nouveau duc de Savoie, Victor-Amédée, dont le frère, Thomas, était cependant entré au service de l'Espagne, et celle du duc de Parme. Venise et le Grand-Duc de Florence s'abstinrent, et le duc de Mantoue se déclara pour les Espagnols. On fit des ouvertures au roi d'Angleterre qui, après avoir congédié un Parlement après l'autre, gouvernait en monarchie absolue, poursuivant le but de l'unification religieuse avec l'Ecosse sous la forme d'un anglicanisme habillé à la catholique. Un ambassadeur fut envoyé au Danemark, en Suède et en Pologne, dont le roi, Vladislav, venait de vaincre les Moscovites qui assiégeaient Smolensk et d'écarter la menace d'une invasion turque ; une princesse du sang français, Marie de Gonzague-Nevers devait être proposée au roi.

Il n'y eut cependant que des entreprises locales contre

¹ *Ibid.*, pp. 53-55.

les Espagnols : dans les Pays-Bas, où les Français vainquirent à Avein (mai 1635), pillèrent Tillemont et menacèrent Louvain sans avoir le concours loyal du prince d'Orange ; en Italie, dans la Valteline. Le roi de Hongrie, fils de l'empereur, et l'infant Ferdinand, nommé gouverneur des Pays-Bas espagnols, ayant à leurs côtés le duc de Lorraine, commandant des troupes de la Ligue Catholique, avaient pu réduire Ratisbonne, battre les Suédois de Horn et du duc de Saxe-Weimar à Nordlingen, ce qui devait amener à résipiscence les Electeurs de Saxe et de Brandebourg, alors que le roi s'était fait céder par les protestants Colmar et autres places alsaciennes et qu'on parlait de son projet d'aller jusqu'à Mayence, qui aurait eu la même situation que Trèves. Parallèlement avec les opérations des Pays-Bas, et bien que la guerre n'eût pas été déclarée à l'empereur, des troupes importantes marchèrent du côté du duc de Saxe-Weimar, du côté du Palatinat, un troisième groupe attendant sa destination. Avec les troupes d'Italie, tout cela représentait un formidable effort, dont on ne cueillit pas les résultats espérés. Ce qui n'empêcha pas que les troupes du duc de Saxe-Weimar, qui se fit attribuer par le roi quatre millions et promettre le landgraviat d'Alsace, et celles du cardinal La Valette ne fussent reconduites jusque vers Metz par les terribles Croates et la cavalerie hongroise du général impérial Gallas. Heidelberg, Worms, Mayence étaient prises par les Impériaux. Le roi lui-même, ayant convoqué ses gentilshommes, s'avança jusqu'à cette frontière menacée.

Il y en eut bien d'autres au cours de l'année suivante. Les forces impériales et saxonnes, qui avaient pris Magdebourg, furent en effet battues par les généraux suédois Banner et Torstenson, à Wittstock. En Italie, où le Milanais fut envahi pendant la querelle du duc de Parme avec celui de Modène, on s'entendait tout aussi bien avec le duc de Savoie qu'on l'avait fait en 1635 aux Pays-Bas avec le prince d'Orange. Le grand historien hollandais Grotius constatait que « tout s'y perd par la discorde des

chefs ». Une attaque du prince de Condé, dans la Franche-Comté (siège de Dôle) échoua. Le rejeton de Charles-Quint qu'était l'infant Ferdinand attaqua la Picardie et put avancer très loin sur la route de Paris, qui en fut formement émue. Il se présentait en ami des Français, courbés sous les impôts, en restaurateur du catholicisme, en partisan de la reine-mère. Il y eut des symptômes de rébellion, des Amiénois déclarant « qu'il ne leur importe quel maître ils servent puisqu'ils sont réduits à la dernière misère ¹ ». Parfois, la garnison s'unissait à la population pour livrer une place ². Il fallut donner l'ordre d'arrêter et de tuer les gouverneurs qui feraient mine de vouloir se rendre ³. Le roi écrivait : « Bien que j'aie fait munir toutes mes places qui sont de ce côté-là de bon nombre d'hommes et d'autres choses nécessaires à une vigoureuse défense, je trouve si peu de cœur dans ceux qui en ont la garde que je ne crois pas me devoir fier à eux ⁴ ». Corbie, tout près de la capitale, fut prise, et on parla longtemps de l'« année de Corbie ». Il y avait quelque chose de plus grave que la « lâcheté des trois coquins » qui avaient livré les places ⁵. Les villes, les corps constitués essayèrent l'impossible pour rassembler une autre armée. On fit du « frère ennemi » de Louis XIII le commandant d'une grande armée de récupération. Presqu'en même temps on vit les Impériaux avec le duc de Lorraine se diriger vers Dijon et les Espagnols attaquaient la Guyenne, où les paysans essayaient une jacquerie, celle des nouveaux « croquants ». La seule énergie du vieux duc d'Epéron sauva cette province, dont les habitants n'étaient pas des plus sûrs.

Mais cette année de crise fut suivie, malgré les ravages des Suédois au centre de l'Allemagne et des Impériaux

¹ *Ibid.*, VIII², p. 364.

² *Ibid.*, p. 374.

³ *Ibid.*, p. 375.

⁴ *Ibid.*, p. 378.

⁵ *Ibid.*, IX, p. 2.

en Alsace (1639), par une époque de répit, l'empereur étant mort dès 1637 et son fils, récemment élu roi des Romains, ayant des soucis du côté de la Hongrie, où s'était levée la quasi-royauté transylvaine du vrai successeur de Bethlen qui fut le prince Georges Rákóczy, appuyé sur les deux pays roumains, Valachie de Mathieu et Moldavie de Basile. Il est vrai que les Turcs étaient retenus par leurs campagnes d'Asie, Bagdad ayant été attaquée dès 1630, Constantinople troublée ensuite par la révolte des préto-riens (1632), et, lorsque le terrible Sultan Mourad, rendu furieux par les humiliations qu'il avait souffertes, prit de fait possession du pouvoir pour l'exercer personnellement, la Perse ennemie, la Mésopotamie perdue sollicitaient son élan juvénile ; après avoir commandé en 1633 une armée d'un tout autre caractère que les janissaires et les spahis dégénérés, Mourad se dirigea vers cette Asie insoumise en avril 1635 : Erzéroum, Tébriz furent reprises, et le Sultan fit dans sa capitale une entrée de triomphateur romain, casque d'or en tête, en « lion qui a saisi sa proie ». Le lendemain même, laissant à ses Vizirs le soin de compléter la conquête, il se livrait à ces fréquentes libations qui devaient en faire une bête féroce et un fou furieux. Il se détacha cependant de cette vie méprisante pour aller prendre Bagdad, qui fut noyée dans le sang de ses habitants (1639). Quelques semaines plus tard il succombait à un accès d'alcoolisme, laissant le trône à son doux frère incapable, Ibrahim, mais aussi à cet énergique Grand-Vizir Cara-Moustapha, qui devait recommencer la série des impitoyables guerres contre les chrétiens comme tels ¹.

Après les trances de l'année 1636, la politique de la France se resserre. La Valteline est évacuée sous la menace des Grisons, travaillés par l'Espagne ; le duc de Parme fait sa paix avec le roi Philippe, remplaçant dans sa capitale et dans Plaisance ses garnisons par celles du

¹ *Gesch. des Osmanischen Reiches*, III, pp. 457-479.

médiateur, le Grand-Duc de Toscane. On fut content de pouvoir chasser des îles d'Hyères les mêmes Espagnols qui s'y étaient nichés depuis des mois et d'empêcher une invasion de la Guyenne, où 10.000 croquants, paysans, soldats et même gentilshommes, considérés avec sympathie par les villes, avaient tout récemment levé le drapeau de la révolte. Le duc de Saxe-Weimar, qui se trouvait dans la Franche-Comté, discutait brutalement ses intérêts et ceux de ses troupes avec ceux aux gages desquels il se trouvait ; se considérant comme un prince régnant, il avait gardé le chapeau dans son entrevue avec Louis XIII. Le landgrave de Hesse-Cassel mourut au cours de l'année. La mort du duc de Savoie dégagea les Espagnols de leur principal ennemi en Italie ; Christine de France fut régente au nom de son fils, étant capable tout au plus de résister aux ambitions de ses beaux-frères, qui appartenaient à l'autre direction politique, et ils finissent par l'assiéger dans la citadelle de Turin, alors que la France lui demandait de fait la possession de ses Etats. Aux Pays-Bas, il n'y eut qu'une avance du côté de Cateau-Cambrésis et de Landrecies, pendant que le prince d'Orange assiégeait Bréda, qui fut prise. Les anciennes querelles entre Français et Hollandais réapparaissaient, et l'idée d'attaquer Dunkerque fut donc abandonnée ; Cambrai ne put être surprise. Le cardinal infant et le prince Thomas de Savoie surent défendre la frontière des Pays-Bas.

En 1638 les sièges de Saint-Omer et de Fontarabie ne réussirent pas, et le projet du roi de se saisir de Hesdin, qui devait être repris en 1639, et mené à bout, tout aussi peu. La « descente » du prince d'Orange s'arrêta devant Anvers, et la grande victoire fut celle que remporta Tromp sur la flotte d'Espagne, quelques mois plus tard. Il n'y avait dans cette guerre languissante et coupée de négociations stériles qu'un seul point vivant autrement que pour la vaine gloire des souverains et l'ambition des généraux d'armée : celui où combattait Bernard de Saxe-Weimar. Mais dans sa figure se dessinaient de plus en

plus les traits d'un Waldstein ; il négociait pour son propre compte avec Banner et espérait se créer à force de victoires un Etat lui appartenant en propre et qu'il aurait été tout prêt à défendre contre le roi de France lui-même. Sa mort seule, en 1639, au milieu de ses plus grands succès, unis à ceux des Suédois, mit fin à une brillante aventure personnelle.

Le testament du duc de Saxe-Weimar précisait que ses conquêtes restent à l'Empire germanique dont il n'avait jamais entendu se séparer ; les Français, aussi bien que les Suédois, ne seront que l'appui indispensable pour l'un ou pour l'autre de ses frères. En tout cas, il y aura des Allemands dans les garnisons qui dépendaient du roi de France et celui-ci ne pourra pas retenir le pays à la paix. Mais les officiers de cette armée presque autonome avaient aussi voix au chapitre ; ils se vendirent au roi, qui gagna le droit d'employer cette armée à la place que lui indiquerait son seul intérêt.

Les troupes françaises combattirent en Italie pour couronner l'influence du roi sur le Piémont (victoire de Casale, prise de Turin), et dans les Pays-Bas (prise d'Anvers), au cours de cette année 1640 qui vit la révolte de la Catalogne pour les privilèges, celle du Portugal pour la royauté nationale du duc de Bragance devenu Jean IV, et la surprise tentée par les Suédois de Banner et les Français de Guébriant contre la Diète de Ratisbonne. Mais il n'y eut rien d'important du côté du prince d'Orange, et l'armée nouvellement acquise avait perdu avec son chef tout son bel élan ; les « directeurs » allemands étaient plutôt disposés à se réunir à leurs coreligionnaires suédois. La mort de Banner, dont hérita son camarade Torsenson, mit terme pour quelque temps aux entreprises de cette autre armée travaillant pour son propre compte. Le maréchal de Guébriant se détacha des alliés de la France pour conduire des campagnes pour lesquelles il portait seul sa responsabilité.

L'épuisement était venu, et pour tous, sauf ceux qui, s'étant formés par la guerre, vivaient pour et par elle :

Torstenson se promenait presque librement à travers l'Allemagne, en dépit des troupes de Piccolomini et de l'archiduc Léopold : tantôt il prenait Olmütz, fonçant sur Vienne, tantôt il assiégeait Leipzig, battait les Impériaux et entraînait dans la ville (1642). Dès 1641, on avait commencé à Münster les négociations entre les Impériaux et la France unie aux États de Hollande, à Osnabrück entre les mêmes et la Suède avec ses alliés. Pour les Espagnols seuls, harcelés de tous côtés, aux Pays-Bas, au Roussillon, en Catalogne, où on combattit pour Tortose et Tarragone, pour Barcelone, les Catalans se faisant recevoir, sous l'égide de Charlemagne, par le roi de France, et en Portugal, en Italie même, où de temps en temps paraissait au jour une nouvelle intrigue pour les en chasser, la guerre était un devoir, un point d'honneur, auquel à aucun prix on n'entendait renoncer. Sans oublier les continuelles attaques de la nouvelle flotte française confiée au cardinal de Bordeaux, Sourdis, qui débarqua à un certain moment des troupes en Sardaigne et fit son apparition dans le golfe de Naples, avant de perdre la bataille navale de Tarragone, qui mit fin à sa carrière de général des galères.

Richelieu mourut le 4 décembre 1642, mais sa politique fut fidèlement continuée par le roi, qui appela dans son Conseil le disciple du cardinal défunt, l'Italien Mazarin, jadis chargé de fonctions médiatrices entre la France et ses adversaires, et qui s'était gagné par l'appui français la robe de cardinal. Dans la déclaration qu'il fit inscrire au Parlement, Louis, qui éloignait de toute fonction et surtout d'une éventuelle régence son frère, tant de fois traître et rebelle, — il avait plus récemment conclu un traité avec l'Espagne, et cependant la mesure fut retirée, — se montrait « résolu de conserver et entretenir tous les établissemens que nous avons ordonnés durant son ministère et de suivre tous les projets que nous avons arrêtés avec lui, pour les affaires du dehors et du dedans de notre royaume, de sorte qu'il n'y aura aucun change-

ment ». « La Cour étoit aussi soumise aux volontez du cardinal de Richelieu après sa mort qu'elle l'avoit été durant sa vie », écrit le duc de la Rochefoucauld¹.

A la mort de Louis (14 mai 1643), Anne d'Autriche devait avoir, d'après la « très expresse et dernière volonté » du roi défunt, la régence conjointement avec Gaston d'Orléans, auquel son frère avait enfin pardonné, et avec la participation d'un Conseil dans lequel Mazarin tenait le second rang après le prince de Condé. Les exilés, le duc de Beaufort et son père, le duc de Vendôme, bâtard de Henri IV, étaient revenus, et chacun escomptait son rôle dans la conduite des affaires. Or, Anne finit par s'entendre avec Mazarin, qui fit casser le testament de Louis pour donner à sa seule veuve la régence. Le cardinal avait promis à la reine une attitude plus confiante à l'égard de l'Espagne.

Mais Philippe IV, qui venait de congédier son vieux ministre, Olivarez, et prétendait régner seul, n'entendait pas finir à son désavantage ce long et sanglant débat. Les Espagnols entrèrent aussitôt en Champagne ; les princes durent être chargés de la défense du royaume, et le fils de Condé, le duc d'Enghien, réussit à les battre en mai 1643. Comme la mort du maréchal de Guébriant, commandant des troupes saxonnes à côté de Torstenson, mais sans pouvoir collaborer avec les Suédois, par jalousie réciproque, laissait le corps employé en Allemagne sans commandant capable et jouissant de prestige, on y envoya le vainqueur de Rocroy et le vicomte de Turenne, de la Maison dépossédée de Bouillon, qui s'était déjà distingué au delà du Rhin. Ils combattirent contre le successeur de sang français du Wallon qui avait été Tilly, le comte de Mercy, qui fut battu à Fribourg-en-Brigau, ce qui permit la conquête de Philippsbourg et même de Mayence. En 1645, les mêmes remportèrent à Nordlingen une seconde victoire contre Mercy, qui y fut tué. Enfin

¹ Mémoires. Cf. Le Vassor, ouvr. cité, X, pp. 726 et suiv.

l'année suivante fut employée à réduire les Espagnols, qui perdirent Courtrai et même Dunkerque, le duc d'Orléans réparant ses anciennes erreurs par ces grands succès contre les alliés de sa mauvaise fortune ; moins heureux, Condé n'arriva pas, en 1647, à réduire Leyde, et il s'en vengea en gagnant, en août 1648, la victoire de Lens. L'Italie avait été aussi envahie, le royaume des Deux-Siciles étant presque conquis par le nouveau duc de Guise, qui devait cependant être pris, après une longue et vaillante défense, dans Naples.

Se valant des troubles de France, les Espagnols, battus cependant à Réthel en 1650, continuèrent une guerre sans perspectives. S'ils réussirent à reprendre la Catalogne, les talents du nouveau don Juan d'Autriche, fils de Philippe IV et d'une comédienne, bientôt vainqueur sur les Français à Givone, y aidant ; s'ils gagnèrent Gravelines et Dunkerque en 1652, s'ils firent lever, en 1655, le siège de Pavie, fait par les Français, pour leur nouvel allié, le duc de Mantoue, ils n'avancèrent pas contre Turenne dans les Pays-Bas, et, à la suite de la bataille de Mardyk (1657), la Flandre sera envahie par les Français : la bataille des Dunes avait été perdue par don Juan en 1658, et ceci donna Dunkerque aux alliés anglais. La paix ne viendra qu'après la prise de Gravelines, d'Oudenarde, de Menin et après l'apparition des Français et des troupes de Savoie dans les environs de Milan en 1659 (7 novembre).

Elle confirmait les traités de Westphalie, conclus dès le mois d'octobre 1648 entre l'empereur Ferdinand III et tous ses adversaires.

L'Empire échappait à la main-mise des Autrichiens, dont la monarchie ne pouvait donc exister que dans les limites plus étroites des pays héréditaires. Une parité absolue était reconnue, non seulement au luthéranisme, mais au calvinisme aussi, avec la religion catholique, pour laquelle tant de sang avait été versé et tant de ruines s'étaient accumulées. Le fils errant du malheureux

Palatin et roi de Bohême regagnait sa voix électorale, avec une partie de son héritage territorial. Les villes libres, qu'on avait espéré pouvoir confondre dans la situation générale, les sujets participaient aux Diètes à côté des princes. Pour le reste, la Bulle d'or demeurait en vigueur.

Mais, pour regagner la paix, cet Empire resté dans sa chrysalide médiévale, avec un chef électif et irréel, avait dû abandonner des lambeaux précieux de son territoire, alors que l'Electeur de Brandebourg, qui, de fait, n'avait rien sacrifié pour le triomphe de la cause protestante, s'établissait à Kammin et à Minden, de même qu'à Hälberstadt, en attendant Magdebourg aussi, la Suède conservait les îles conquises par Gustave-Adolphe, Rügen et Wollin, puis Wismar, les archevêchés de Brême et de Werden, qu'elle avait brigüés dès le commencement, et s'annexait, le duc de Poméranie étant mort, la plupart des Etats de ce dernier, avec Stettin. Reconnaisant Strasbourg comme ville libre, la France retenait l'Alsace, la Lorraine ne devant revenir que plus tard, amputée du duché de Bar et du comté de Clermont, au duc Charles, l'homme à deux femmes, qui était venu depuis longtemps faire pénitence devant le roi. Les Habsbourg admettaient l'indépendance des ligues suisses et l'Empire renonçait à ses droits sur les Provinces Unies.

L'équilibre européen avait gagné une autre base. On devait s'apercevoir bientôt qu'elle était bien fragile pour pouvoir résister aux monarchies absolues formées en Occident ou suscitées dans l'Europe centrale et orientale par cette guerre de Trente ans.

CHAPITRE XIV

La royauté par les ministres et la lutte vers une nouvelle liberté.

Pendant cette longue et douloureuse lutte qui ruina aussi bien les pays germaniques, foulés aux pieds, que la fière Espagne, des phénomènes du plus haut intérêt s'étaient produits dans la vie intérieure des Etats européens.

D'un côté, les nouvelles royautés de droit divin et d'attributions sans bornes qui cherchent à imposer leur autorité dans tous les domaines, niant ouvertement tout principe qui pourrait les en empêcher et prêtes à envoyer à l'échafaud toute individualité qui oserait s'opposer, se transforment pour pouvoir soutenir le lourd fardeau de l'administration intérieure qu'elles réclament, et, à l'extérieur, il y a les crises provoquées par la grande mêlée des nations.

Comme il n'y a pas à Constantinople, avant et après le cruel Mourad, de grands Sultans, de même, dans le monde chrétien, les rois sont d'une taille très médiocre. Ils n'ont ni « la sagesse » d'un Louis XI et d'un Ferdinand le Catholique, ni la solennelle grandeur d'un Charles-Quint, ni l'énergie d'un François I^{er}, ni la bonhomie souriante et amèrement narquoise d'un Henri IV, ni même la calme majesté froide d'un Philippe II. Si l'empereur Ferdinand II eut une confiance absolue dans la mission providentielle qu'il aurait reçue d'extirper l'hérésie et de réaliser l'unité catholique, son fils, né d'une princesse bavaroise, était d'une trempe beaucoup plus faible, prêt à toutes les concessions qui lui auraient

laissé le loisir de mener une vie tranquille dans son palais de Vienne.

Aucun des princes germaniques qui le soutiennent ou le contrecarrent dans son ambition, le mol Electeur de Saxe, le Bavaïois aux aspirations brisées, même les Brandebourgeois, Georges-Guillaume, qui se laisse terroriser, mais pas aussi utiliser, même exciter pour son propre intérêt, par l'essor suédois, et son fils, Frédéric-Guillaume, dont on a cherché à faire une grande personnalité, n'est d'une essence supérieure. Combien humiliante est l'attitude du prince danois qui regarde avec indifférence la cause qu'il avait pris sur lui de défendre, allant ensuite jusqu'à un conflit territorial avec la Suède, dont le roi prenait le rôle abandonné par son voisin ! Seul dans le Nord ce roi de Suède, Gustave-Adolphe, plein de foi dans sa religion, dans sa race et dans ses propres talents, qu'il laisse magnifier dans ses manifestes, se présentant comme un nouvel Alexandre, rend-il le type du monarque-héros, commandant ses armées, réglant ses affaires, poussant jusqu'au bout, jusqu'au sacrifice dans la mêlée où il devait mourir, l'accomplissement intégral de ses devoirs envers la couronne.

Dans le même camp que l'empereur, la royauté d'Espagne, apparentée, fait sous Philippe III une figure presque modeste, pour que, s'élevant à des prétentions exorbitantes sous Philippe IV, qui se fait intituler « le Grand », elle ne témoigne pas de plus hautes aptitudes. Les princes italiens sont des jouets entre les mains des voisins plus puissants : seule la figure de l'opiniâtre Charles-Emmanuel de Savoie, rêvant de la royauté italienne à Milan, du sceptre impérial et de la tiare, offre-t-elle, malgré la mauvaise chance continuelle qui poursuit ses efforts, du relief. Les Papes eux-mêmes ne rappellent ni la féroce volonté d'un Jules II, ni l'amour pour les arts d'un Léon X, ni même les aspirations larges, les florissantes rêveries d'un Clément VIII. Tour à tour, « Français » ou « Espagnols » de politique, ces Romains comme Barberini, ces Florentins comme Urbain VIII,

poursuivi par le souvenir de sa petite patrie, ne représentent que de nom cette autorité suprême du monde catholique dont l'intervention dominatrice avait si fortement contribué cependant à l'explosion du conflit. On sourit lorsqu'Urbain proteste contre ces traités de Westphalie que sa politique avait contribué à préparer. On avait défendu au cardinal de la Valette, commandant d'armée, de collaborer avec un prince hérétique.

Laissons de côté pour le moment la Pologne, dont le roi, Vladislav, resta jusqu'au bout un guerrier, rêvant de Byzance, après avoir perdu Moscou, alors que son frère, époux de la même princesse de Nevers, Jean-Casimir, prisonnier des Impériaux, client du roi de France à Paris, courtisan de Ninon de Lenclos, moine avant d'arriver au trône, annonçait un règne de décadence et de liquidation. A l'autre bout de l'Europe, le fils de Jacques Stuart, Charles, prince honnête et doux, ayant la conscience de son devoir royal, mais contrarié par une femme impérieuse, Henriette, la fille de Henri IV, et mal conseillé, ne présentera que le lamentable spectacle d'une volonté qui cherche à s'affirmer, qui brave et brise, mais tombe ensuite au premier danger réel, dans l'indécision, dans les affres d'une âme timorée, pour passer par toutes les concessions avant d'arriver à des actes de désespoir et au martyre sur l'échafaud.

Le fils de Henri IV, qui règne sur la France n'a ni les qualités de franchise et de générosité de son père, ni la soif d'action, la chaude passion de dominer qui, jusqu'à son exil final en Allemagne, jusqu'à sa triste mort à Cologne, distinguaient sa mère, restée une Florentine torturée par l'ambition et l'intrigue. Louis XIII se défie de son frère, capable d'être employé par toutes les intrigues et joué jusqu'au crime par toutes les folies ; il n'aime pas la reine, qu'il croit capable de se jeter dans les bras de Gaston, de trahir pour sa première patrie les intérêts de la France, et qu'il juge, en plus, absolument incapable de juger une situation politique et de prendre une résolution raisonnable ; il veut des favoris autour de sa

pauvre vie de perpétuel valétudinaire, mais il est prêt à les sacrifier, comme il l'a fait avec son grand écuyer, le noble Cinq-Mars, de même qu'en agit son beau-frère d'Angleterre à l'égard de l'innocent Strafford, exécuté ; il est dans sa jeunesse un chasseur passionné et dans sa maturité il aime conduire les armées, poursuivant une gloire de général, mais la défaillance de son misérable corps l'arrête au milieu de ces élans ; il traite son Parlement avec la dernière rudesse, mais se montre inepte à se passer du concours de ces corps constitués, qu'il ne respecte pas. Une Cour nombreuse l'entoure, et cependant, au cours de sa maladie, tel de ses officiers « a une peine extrême de voir un roi, au milieu d'un si grand nombre d'officiers, beaucoup plus mal servi que le moindre bourgeois de Paris ». Il leur faut à tous des « vizirs », les ministres tout-puissants.

Ils ont la charge et la responsabilité de l'Etat. Khlesl inaugure cette politique de la Maison d'Autriche qu'on ne lui permit pas de diriger, étant réduit après son arrestation à mener une modeste vie à Rome, dans son hôtel de cardinal. Son manteau rouge ne l'a pas garanti de l'insulte des courtisans dans le pays le plus catholique de l'Europe, alors que d'autres souverains que l'empereur choisirent de préférence les princes de l'Eglise à cause de cette dignité ecclésiastique qui leur donne un prestige de plus, arrêtant l'insulte et intimidant même, à une époque de complots, la main des assassins. Si Waldstein avait été plus discipliné dans la poursuite de ses grands projets, s'il avait eu la prudence de ménager ceux qu'il se plut à blesser de son orgueil et de provoquer par ses prétentions, il eût été le « majordome » dont avait besoin son souverain. L'Electeur de Bavière fit sa guerre plutôt par les talents de Tilly, de même que l'empereur se reposait sur le brillant aventurier qu'il fit tuer ou bien sur la technique savante d'un Mercy. Plus tard, Léopold I^{er} se livra entièrement à la direction du prince de Portia, après l'hégémonie du cardinal-duc de Lerme.

Pendant vingt-deux ans, le vrai roi à Madrid fut le « comte-duc » Olivarez. Son orgueil était arrivé à détruire la splendeur d'une Cour de si brillantes traditions. On ne voulait pas se mettre en danger sous le regard soupçonneux du tout-puissant ministre et on abandonnait le roi. Les faibles rivaux de Lerme et d'Alba furent impitoyablement ruinés, le duc de Medina Sidonia réduit aux pires rétractations. La reine Elisabeth se voyait interdire tout rôle, et les deux frères du roi étaient traités en tolérés ; Olivarez occupait les meilleurs appartements au palais, et il avait donné comme gouverneur à l'héritier du trône, le prince Balthazar, son propre bâtard à lui, couvert de toutes les hontes, auquel il avait réussi à faire épouser la fille du connétable de Castille.

Le Jésuite Monod conduisit la régente de Savoie, Christine ; dans les autres petites Cours italiennes on pouvait découvrir un pareil ressort de toute action.

Dans les pays du Nord, le chancelier suédois Oxenskierna, gouverneur du royaume après la mort de son roi, eut des attitudes de monarque, et ce fut à sa volonté que la petite reine Christine, élevée de façon à en faire une hommasse et un monstre d'érudition en même temps qu'une cynique esclave de ses passions, dut d'avoir hérité du trône de son père.

Les exemples les plus éclatants de ce surrogat de royauté se virent en Angleterre et en France.

Buckingham avait été pendant de longues années celui qui décidait tout mouvement du roi Jacques ; le roi Charles en hérita et, après l'assassinat de ce favori qui était l'unique vrai ministre du royaume, d'autres jouirent de la même confiance absolue. Tel fut le cas de Strafford et surtout de cet évêque anglican de Londres « cardinal » de son pays, grand trésorier aussi, qui fut Laud, esprit éclairé, volonté bien intentionnée, dont les mesures imprévoyantes dans le domaine si délicat des formes religieuses déclenchèrent une tempête que le roi ne put pas dominer.

En France, la reine-mère aurait volontiers gardé le pouvoir, qu'elle laissait exercer par l'Italien Concini dont ses adversaires se débarrassèrent par un assassinat, presque sous les yeux du roi, pour que le pauvre corps, enseveli furtivement, fût déterré, pendu, écartelé, rôti et même mangé par une foule inconsciemment furieuse ; sa femme, maîtresse jusque-là de l'esprit de la reine, sera brûlée comme sorcière. Le duc de Luynes, qui avait organisé cette tragédie, n'échappa que par sa mort prématurée à un sort pareil. Alors un ancien serviteur de la régente et qui persévéra longuement dans la situation d'un fidèle client, prêt à payer de ses risques et périls son dévouement, l'évêque de Luçon, Richelieu, entra peu à peu, comme on l'a vu, dans l'intimité du souverain. Membre du Conseil, il le domine bientôt absolument. Sans que le roi eut nullement renoncé à intervenir personnellement par ses mandements et ses lettres et lui laissant l'illusion que la politique de la France résulte d'une collaboration à titre de parité, ce prélat, bientôt magnifié et garanti par la pompe cardinalice, fut la source de toute faveur, l'auteur de toute disgrâce et l'initiateur de toute action.

Il fut le successeur des amiraux et des connétables, le chef suprême des nombreux maréchaux nommés, employés, couverts d'éloges, arrêtés et parfois décapités, « intendant » de la navigation et du commerce, « duc et pair », « cousin » du roi. On lui donnait le pas sur les princes, qui le reconduisaient jusqu'à son carosse. Une garde royale l'entourait, il avait ses livrées, et des pages de chambre le servaient. La coutume s'était introduite, lorsqu'il recevait au lit, de « baiser le drap ». Le transportant, malade, sur les épaules des porteurs, découverts sous la pluie, on pratiquait des brèches dans les murs des villes, dans les murailles des logis pour pouvoir introduire sa magnifique litière. Il n'y avait pas « d'homme de qualité » venu pour lui présenter ses « compliments » qui ne se sentit honoré lorsque, des lèvres fines du maître, tombaient à son adresse les froides.

paroles usuelles : « le serviteur très humble ». Après sa mort même, l'instinct d'obéir à son souvenir resta. « Richelieu », dit un contemporain, « fut assuré de régner bien plus absolument après sa mort que le roi, son maître, n'avait pu faire depuis trente-trois ans qu'il était parvenu à la couronne. »

L'action de ces ministres était servie par tout un monde de négociateurs envoyés de tous côtés, ayant des qualités différentes, chez les meilleurs amis et même chez les pires ennemis¹, qu'on espérait néanmoins gagner, car, malgré l'antagonisme des religions, la rivalité des Etats, la querelle des dynasties et les haines, les envies personnelles, il y avait toujours du flottant dans cette société si mêlée et si variable. Jadis, on avait employé des diplomates pour rédiger les traités ; il y en avait dès le xv^e siècle pour les préparer quelquefois, pour les rompre le plus souvent, pour les interpréter dans un autre sens presque toujours. Maintenant, tout est au gré de ces agents, qui cherchent à se faire valoir par les suprêmes raffinements de l'intrigue. Des masses énormes d'instructions, de projets, de rapports s'accumulent dans les chancelleries, et seul le ministre qui tient les fils est capable de s'orienter dans cette paperasserie encombrante, pour l'histoire aussi bien que pour les contemporains. Sans la diplomatie, la guerre de Trente ans aurait commencé peut-être ; sans son action, enveloppant dans sa traîne tous les pays de l'Europe, jusqu'en Transylvanie, à Constantinople, à Moscou, elle ne se serait pas sans doute prolongée, et une meilleure paix serait résultée peut-être d'une brève discussion entre les généraux qui étaient cependant eux aussi des négociateurs.

La langue elle-même, surtout l'italien et le français, plus fréquemment employés, s'affine pour rendre les

¹ On offrit à un certain moment à l'archiduc Ferdinand de lui donner une fille de Gaston et de l'aider à être le souverain des Pays-Bas. On disait que les « négociations sont des remèdes innocents qui ne font jamais de mal ».

nuances les plus subtiles de la pensée, la Cour, avec ses riens élégants, — le duc de Beaufort le plus honnête homme de France était décrié pour ne pas s'y entendre, — y aidant essentiellement et la dignité espagnole, le sens toujours irrité de l'*honra*, de l'honneur, s'y ajoutant. A une époque où dans les ruelles dominées par l'esprit alambiqué de Mlle de Scudéry, « voyageuse » en imagination dans le « Pays du Tendre », on cherchait de nouvelles formules pour les initiés et, en même temps, l'emphase castillane se réunissait à la logique de barreau des Normands pour donner le théâtre de Corneille, tel exilé sur ses terres recevait de la part du roi un billet de cette façon : « Je suis fâché que la mauvaise conduite de votre fils et quelques avis que j'ai reçu de Guïenne me donnent lieu de vous dire par la présente lettre que je désire que vous quittiez le séjour de Plassac où vous êtes et que vous alliez à Loches¹. » Et la récompense s'annonce de cette façon à un général victorieux, promu maréchal : « Vous avez su vous servir si à propos de votre épée que je vous envoie un bâton pour marquer du contentement que j'en ai. »

La Cour espagnole était en pleine décadence ; les seigneurs revinrent auprès du roi seulement après sa décision d'éloigner Olivarez, qui mourut en exil à Toro, et de « régner seul ». Il n'y avait pas de Cour proprement dite autour de l'empereur, qui n'employait que des subordonnés, répartis par « Conseils » et par bureaux. En Angleterre, on regardait avec jalousie les quelques dames françaises amenées par la reine Henriette.

Dans tous ces pays, il y avait une noblesse, mais elle était ou bien écartée des affaires ou bien totalement appropriée.

Il en était autrement en France. Ici, malgré les brèches faites par les guerres de religion, les grandes et les petites

¹ Ou bien, dans une autre lettre : « Je vous prie que vous vous retiriez ».

familles paraissaient encore au complet. De splendides exemplaires d'humanité que ces seigneurs ayant toujours le mot pour plaisanter, pour défier, pour défendre leur dignité personnelle, un peu guindée, par l'influence qui venait par-dessus les Pyrénées. « Je ne veux pas chicaner sur ma vie », disait Montmorency à la veille d'une sentence capitale. Tel, devant le tribunal, répondait à un magistrat, ancien page dans sa famille, qui lui demandait son nom : « Mon nom ? Vous devez le savoir. Vous avez mangé assez longtemps le pain de mon père », et, à ce qu'il appelait devant l'échafaud « la grande journée », il condamnait « cette chair qui voudrait se soulever ». « Voici le reste de ma fortune qui s'achève de bâtir », murmura Saint-Preuil devant le bourreau. La fin de Cinq-Mars, embrassant son ami et complice de Thou, fut admirable : « Qu'ai-je fait pour Dieu en ma vie » disait-il, « qui m'ait pu obtenir la grâce qu'il m'accorde aujourd'hui, de mourir avec ignominie pour passer plus tôt à la gloire ? » Pas un mot contre le « juste » roi qui leur refusait sèchement la grâce.

Mais cette noblesse, d'une si élégante attitude, d'une si noble tournure de phrase, était brutale à l'égard de quiconque n'était pas de leur condition. Deux fois l'archevêque de Bordeaux, qui fut aussi un hardi amiral, fut menacé de la canne et bousculé par le duc d'Epéron, gouverneur de la Guyenne, qui s'attira l'excommunication, et par son associé au commandement de la flotte. Les paroles de loyauté envers le souverain étaient souvent sur les lèvres. Le même vieil officier répondait à des incitations à la révolte « qu'il aimait mieux demeurer dans l'oppression que de s'en tirer en troublant le repos de l'Etat et en ajoutant les malheurs d'une guerre civile à la misère du pauvre peuple ». C'était cependant une exception. Chaque allié de la dynastie, chaque gouverneur ayant le droit de lever des troupes, chaque personnage qui se sentait « de la naissance » ne souffrait pas un moment ce qu'il considérait comme de l'ingratitude pour des services qu'il n'oubliait jamais. Ils se prétendaient en

danger à une époque où les plus hautes têtes pouvaient tomber et se déclaraient en état de défense naturelle, s'exilant, passant à l'ennemi, engageant une armée, taillant les troupes royales ; pour « se remettre dans le devoir » et recommencer à la première occasion, ils demandaient d'abord des « places de sûreté », puis des honneurs et des revenus. Le comte de Soissons et le duc de Bouillon, qui n'en étaient pas à leur premier essai, gagnèrent la bataille de Marfée en pleine guerre étrangère (1641), le premier restant, heureusement pour le roi, sur le champ de bataille ; Louis voulait absolument qu'on fasse le procès au corps de « Monsieur le comte ». Un de Guise fut décapité en effigie et revint néanmoins dans le royaume.

Richelieu dut combattre pendant une vingtaine d'années contre une formidable coalition, allant de la mère et du frère du roi jusqu'au dernier des membres de cette Cour, agitée sans cesse d'appétits et de revanches. Il passa par toutes les épreuves et avala toutes les humiliations pour en arriver à être tellement le maître qu'après sa disparition même, personne ne bougea.

Et ce n'était pas la seule résistance à laquelle il se butta. La forme légale de l'opposition à l'absolutisme royal exercé par les ministres aurait été celle des anciennes compagnies de magistrats. On continua à leur interdire toute immixtion dans la politique. A ceux qui transcrivaient tour à tour les plaintes de Marie de Médicis ou de Gaston et les ripostes du roi on disait tout simplement : « il ne vous appartient pas de raisonner sur ce que Sa Majesté vous commande ». On entendait même la voix du roi, au cours de la séance même, lorsqu'il jetait son chapeau empanaché sur la table, ou bien à la Cour : « Vous me désobéissez toujours. Je suis fort mal content de vous. Je hais ceux qui disent que je ne puis faire le procès aux ducs et pairs que dans le Parlement. Je veux être obéi et vous ferai bien connaître que tous les privilèges sont fondés sur un mauvais usage. Qu'on ne m'en

parle plus désormais... Mêlez-vous uniquement des choses de votre ressort ; je saurai bien gouverner mon royaume¹. » A défaut de ce moyen de manifestation, on en trouve bien souvent de plus mauvais.

Le comte de Soissons s'était adressé, dans sa révolte, aux maires, échevins et habitants des villes de sa province, leur demandant de « réfléchir sur le traitement qu'il reçoit ». Le Parlement de Rouen refusa une fois d'enregistrer les édits, et le peuple ne voulut pas fournir un emprunt ; il fallut que le chancelier entre dans la ville, avec des gardes françaises, des Suisses, des soldats d'infanterie et de cavalerie (1637). Les paysans se levaient contre les agents du fisc et le mauvais gouvernement : « les croquants » en Périgord, Quercy, Agenois, au nombre de 10.000, un gentilhomme à leur tête et avec la complicité des villes (même année), les « va-nu-pieds » en Normandie, où le chef de 20.000 rebelles était un prêtre (1639). Il arrivait que des régiments passassent aux seigneurs en révolte ou refusassent de marcher contre l'ennemi (rébellion du comte de Soissons ; siège de Fontarabie).

Après la mort de Louis XIII, sous la régence d'une étrangère défendant le trône d'un garçon de cinq ans, Louis XIV, ce mécontentement devait prendre des formes constitutionnelles plus expressives et plus hardies. Une influence étrangère avait galvanisé les corporations engourdies sous la menace. Mais, avant d'arriver à ce moment critique de l'histoire de France, d'autres manifestations de l'ancien esprit populaire attirent naturellement l'attention.

Il n'y avait pas une seule Espagne, mais plusieurs, et, si d'autres royaumes avaient oublié leurs privilèges, ce n'était pas la Catalogne. Foulée aux pieds par les réqui-

¹ Le Vassor, ouvr. cité, VIII², p. 142 ; IX², p. 145. — Les conseillers du Parlement et de la Cour des Aides s'empoignèrent pour des places à un service religieux solennel dans la cathédrale de Paris.

sitions pour l'armée qui combattait contre les Français, contrainte de donner des logements à ces Castillans et Napolitains, forcée de fournir des recrues pour l'Italie pour y « apprendre mieux leur devoir », regardant ses églises qui brûlaient, elle se valut de l'excommunication de ses évêques contre ces hôtes indésirables, puis se révolta. Le vice-roi fut tué à Barcelone, dans la mêlée. La royauté, qui avait convoqué deux fois les Etats de la province, en 1626 et en 1632, et en avait été toujours mécontente, essaya de timides concessions. On passa par-dessus pour penser à une république et finir par la soumission à la France, lui offrant un contingent bénévole de 5.500 soldats. Les royaux durent combattre à Tortose et à Tarragone, à Barcelone même. Il y eut un moment où on put croire que l'Andalousie suivra cet exemple.

Le Portugal, considéré encore comme un royaume, avec Marguerite de Mantoue comme vice-reine et Vasconcellos comme principal ministre, — et sur lui retombait tout le mécontentement populaire, — était traité en pays conquis. Le commerce des Indes portugaises avait été en grande partie détruit, ou bien par les Hollandais, ou bien par la concurrence des possessions espagnoles. Les revenus du royaume étaient le plus souvent donnés à des étrangers, l'évêché de Viseu étant possédé par l'enfant, âgé de trois ans, de l'archiduc Léopold. On demanda pour la garde de l'Espagne 6.000 recrues de ce pays. Les descendants des anciens rois, très riches encore et entourés d'une nombreuse suite de clients et de serviteurs, le duc de Bragance, fils du duc Théodose, lui-même descendant de la princesse Catherine, puis le marquis de Villareal, le duc d'Aveiro, vivaient dans leurs châteaux et leurs hôtels, sans participer à l'administration.

Lorsque les Français transportèrent la guerre en territoire espagnol, il y eut un espoir de délivrance. Jean de Bragance, qui était cependant marié à une Espagnole, quitta sa résidence de Villaviciosa pour paraître pompeusement à Lisbonne, où le peuple l'acclama. On voulut se rendre maître de sa personne, et il fut impérieusement

invité à Madrid pour une mission. On traîna en longueur son départ, et les conspirateurs se donnèrent rendez-vous au palais gardé par les Allemands et les Castellans, pendant que l'archevêque, rival de l'évêque de Braga, partisan des étrangers, pria dans la cathédrale pour le succès de l'entreprise. Il y eut peu de victimes, entre lesquelles, bien entendu, le ministre haï.

Jean IV fut proclamé aussitôt, et on n'eut pas le moyen de le déloger. L'année suivante, Villareal et son fils, dénoncés comme conspirateurs, furent cependant exécutés¹.

Les perspectives ouvertes par une guerre difficile pour la couronne espagnole firent réapparaître aussi les tendances vers l'autonomie des possessions royales dans le Midi italien.

Il y eut d'abord à Palerme, souffrant de la famine, un mouvement populaire. Le chef en fut tué par les pêcheurs de la même ville. Sous le poids de mesures de répression, on se souleva de nouveau. La rébellion se communiqua au royaume de Naples, et ce fut encore un pêcheur, Masaniello, qui y joua le premier rôle. Suivit le même drame de l'assassinat du principal meneur, les châtiments officiels, la vengeance populaire. Pour échapper aux Espagnols de don Juan d'Autriche on fit comme les Catalans, appelant les Français, ce qui procura, jusqu'à la fin de l'année 1647, une brève « royauté » napolitaine au duc de Guise.

Le mouvement anglais ne partit pas des masses qui auraient réclamé l'observation des anciennes coutumes. Il est dû à un état d'esprit qu'avait déjà connu le xvi^e siècle : la haine contre les étrangers et en première ligne les catholiques, la suspicion des intrigues papales dans le royaume, le mécontentement avec une royauté

¹ Ericeyra, *Historia de Portugal restaurado*, Lisbonne, 1670 ; G. B. Birago, *Historia della disunione del regno di Portogallo dalla corona di Castiglia*, Amsterdam, 1647.

qui n'observait pas, et principalement, la légalité, telle qu'elle s'était développée au cours de six siècles environ. Et l'initiative gauche du roi, la brusquerie timide de Laud firent le reste.

L'évêque de Londres avait déjà soulevé des troubles par sa décision concernant le remplacement des tables qui servaient d'autel. Peu de temps après, on voulut « unifier » l'Eglise d'Ecosse dont le presbytérianisme, organisé par Knox, n'était qu'une forme religieuse de l'ancienne vie locale, des communautés conduites par les prêtres et les anciens, sous les chefs de clans, devenus barons de la Couronne, toujours à leur disposition. D'après la tradition, on forma, pour se défendre, une ligue, un *covenant*, en 1637, et on demanda une assemblée religieuse, puis un Parlement. « Je mourrai plutôt que de le souffrir », s'écria le roi, un peu pressé, en homme habitué à voir une série de Parlements qui s'étaient dispersés sans opposition, à un geste de sa part. « Céder ce serait vouloir n'être plus roi, en peu de temps. »

Mais le duc d'Hamilton, envoyé à Edimbourg, ne fut pas obéi. Il s'était vu entouré à son entrée par les ministres et toute une armée populaire. Il lui fut impossible de faire célébrer le service divin d'après le système de Laud, car on avait cloué les orgues. Le roi finit donc par admettre l'assemblée religieuse, mais à condition qu'on ne tentât pas de politique. Or, parmi les élus, au nombre de 260, il y avait un nombre dominant de *lay-elders*, d'anciens, et on s'avisait d'annuler la grande commission établie par le roi, de demander l'éloignement de tout fonctionnaire resté en dehors du *covenant*. Hamilton finit par dissoudre l'assemblée. « Nous n'abandonnerons pas l'œuvre de Dieu », fut la réponse. Et les séances de Glasgow continuèrent, élaborant toute une législation contre les évêques, désormais écartés de la représentation populaire, contre les canons, la liturgie de Laud, l'arminianisme, tout aussi discrédité ici qu'en Hollande ; les sacrements admis par l'Eglise d'Ecosse furent refusés aux adversaires. On décida la réunion annuelle d'une pareille assemblée.

« Il s'agit de savoir si je suis ou ne suis pas roi », dit Charles I^{er}, et il se prépara à la guerre. Les Ecossais avaient l'adhésion du duc d'Argyle ; ils engagèrent un des généraux qui avaient servi en Allemagne, Leslie. On déclarait ne pas combattre l'Angleterre et vouloir rester fidèles au roi, « autant que le soleil et la lune éclaireront la terre ». Mais il y avait des « mauvais chrétiens », comme les adorateurs de Baal dans la Bible, et il fallait les briser.

Avant de partir, le roi réunit un Parlement anglais. Conduit par les représentants d'une nouvelle bourgeoisie, qui s'était formée : Hampden, qui avait refusé de payer l'impôt extraordinaire pour la flotte, la *ship-money*, Pim et Olivier Cromwell, il prétendit s'occuper des affaires religieuses, inaugurant, dans cet autre royaume aussi, la lutte contre « le papisme insidieux ». S'en étant plaint aux lords, Charles cassa ce Parlement aussi, se bornant à consulter le clergé seul, réuni en synode.

Son manifeste inaugura la lutte entre les deux conceptions. Nous connaissons celle de Charles ; quant aux parlementaires de 1640 et à ceux qui se réunirent bientôt, en 1641, « le long parlement », ils proclamaient que la source du pouvoir est dans le peuple, que le roi n'en est que dépositaire, que tout ce qu'il détient n'est qu'en cette qualité, que les villes, le royaume et les personnes ne sont pas au souverain, car alors il serait le maître des corps et des biens, ce qui est inadmissible, que la surveillance du Parlement s'étend sur tous les domaines. Il était facile de réfuter la théorie, beaucoup plus difficile de détruire une croyance, devenue un dogme et appuyée sur les leçons de l'Écriture.

On commença à attaquer les ministres, en même temps qu'on protestait contre l'illégalité des impôts et qu'on demandait que les évêques ne soient plus admis aux séances du Parlement. La population de Londres se mettait en émoi contre le roi à chaque suspicion, à chaque incitation de la part des meneurs. Elle demanda avec violence le supplice de Strafford, auquel la couronne finit par consentir : Laud fut emprisonné. A ce prix, le

roi put partir pour l'Ecosse, où on le vit, ayant tout cédé, assister à un service religieux à la façon des presbytériens qu'il était venu combattre. Les démonstrations avec lesquelles les bourgeois de Londres l'accueillirent au retour lui furent une consolation.

Charles avait une armée qu'il fit la faute de licencier, du reste, en vue de dompter aussi les rebelles d'Irlande qui, se tournant contre les protestants immigrés, compromettaient le roi en se valant de son nom. Le Parlement, lui interdisant le droit de nommer des officiers, en choisit lui-même, « pour la sûreté du roi, pour la défense du Parlement et de ceux qui ont obéi à ses ordres, pour la conservation de la véritable foi, des lois, de la liberté et de la paix du royaume ». Le programme des réformistes comprenait aussi l'interdiction pour le souverain de nommer les membres du Conseil privé et les ambassadeurs, d'envoyer ses enfants sur le continent et de les y marier, de conserver les catholiques dans la Chambre des Lords. En vain Charles commence-t-il un procès de haute trahison. Il veut lui-même chercher les coupables, occupant le siège du speaker, mais cette sortie n'intimida personne. Il finit par admettre l'exclusion des évêques. Se présentant devant Hull, il se vit refuser par l'officier qui y commandait. Il lui fallut planter la bannière royale à Nottingham sous la devise : « donnez à César ce qui est à César ». Mais, de l'autre côté aussi, il y avait une armée, et elle était meilleure ; le projet royal d'engager les troupes aux Pays-Bas n'avait pas réussi.

En 1642, le roi combattait contre les forces parlementaires, qui s'étaient gagnées un chef de la valeur du duc d'Essex, tout à fait capable de tenir la campagne. En 1643, la lutte continuant, il essaya d'opposer au Parlement des traîtres celui qu'il rassembla à Oxford ; mais dans l'opinion publique de royaume sa cause était définitivement perdue. Depuis longtemps, les relations avec le beau-frère français étaient mauvaises. Marie de Médicis avait à peine quitté son refuge anglais. On accepta, sans grand plaisir, la reine d'Angleterre. Qui pouvait

s'intéresser à ce malheureux souverain assez protestant et assez catholique pour être suspecté et méprisé par les deux partis ? La guerre continua en Angleterre aussi bien qu'en Ecosse, Charles et son neveu Robert, fils du Palatin, ayant été vaincus en 1644 à Marston-Moor.

York fut prise en janvier 1645. Laud avait le sort de Strafford. La défaite de Naseby amena la prise de Bristol par les « têtes rondes », par les « côtes de fer » de Fairfax et de Cromwell.

Se retirant en Ecosse, l'année suivante, le malheureux roi fut livré contre monnaie à ses adversaires ; il réussit à s'enfuir dans l'île de Wight, deux ans plus tard, mais l'armée s'en saisit, sans oser cependant, toute une année, lui faire le procès. Une commission spéciale, jugeant d'après les âpres préceptes de la Bible contre les mécréants, le condamna à mort, et l'Europe vit le spectacle, nouveau et terrible, d'un monarque perdant sa tête sur l'échafaud.

A l'exemple des Pays-Bas, il y eut une république en Angleterre, Cromwell y jouant comme « protecteur » un rôle beaucoup plus grand que celui du prince d'Orange, auquel ses Etats rognèrent soigneusement les subsides. L'Ecosse fut vaincue et l'Irlande noyée dans le sang.

Il sembla à certaines personnes de France que c'est une révolution à transplanter. Il y eut donc des mouvements à Paris, et qu'on appelle « la Fronde ». De nouveau, le parti des princes, Condé, Conti, Longueville, sans compter les femmes de leur famille, encore plus remuantes, s'agita. Anne d'Autriche avait cependant un meilleur conseiller que son gendre. Peu à peu, la conduite du Conseil avait passé d'un triumvirat à Mazarin seul, qui avait fait et défait beaucoup de choses et était tout disposé à continuer. Richelieu n'avait pas été plus énergique que cet étranger lorsqu'il fit arrêter au milieu de l'agitation parisienne de la « Fronde », entretenue par le coadjuteur de Retz, dès janvier 1650, les chefs de la conspiration. Condé était accusé d'avoir voulu conserver pour lui-même ses

conquêtes dans les Pays-Bas et faire de la Franche-Comté une principauté à titre personnel, en vrai duc de Bourgogne. Mais on ne pensa pas même à un procès. Il s'agissait seulement de sauver sans verser le sang une femme haïe comme étrangère, un ministre de basse extraction venant d'un autre pays et un monarque de dix ans.

Il y eut des révoltes locales, des combats au nom du roi contre le ministre du même roi, une déclaration de Bordeaux et de la Guyenne pour Condé, et même une entente de Turenne avec les Espagnols. Toute une armée, à laquelle les Bordelais, gouvernés par des capitaines et par un Parlement, fournirent largement leur part, se mit en campagne contre « le Mazarin », pendant que Turenne et ses alliés pénétraient du côté de Mouzon, tendant vers Paris, et que le duc de Lorraine tentait une entreprise en Champagne. Turenne fut cependant battu et l'invasion arrêtée en décembre. Comme, ensuite, le duc d'Orléans recommençait ses agitations et que le Parlement paraissait vouloir jouer un rôle, s'occupant de la libération des princes, qui était désirée par la reine aussi, Mazarin se réfugia à Cologne, attendant son heure qui ne devait pas tarder : Anne d'Autriche fut retenue à Paris, pendant qu'un arrêt du Parlement prononçait l'exil du ministre.

Les princes vainqueurs ne surent pas se valoir de son succès. Il y eut une assemblée de nobles à Paris pour réclamer le rétablissement des privilèges, et on parlait d'Etats généraux. La reine fit de vagues promesses, et ladite assemblée fut dissoute par Condé. Puis les intrigues, les rivalités recommencèrent, Gaston d'Orléans se trouvant, irrésolu, entre l'ambition de Condé et l'esprit factieux du coadjuteur, qui éblouissaient tous les deux Paris par le défilé de leurs partisans qu'ils mettaient aux prises, dans l'enceinte même du Parlement. Insatiable d'honneur, Condé essaya de relever dans le Midi le drapeau de la guerre civile, sans trouver cependant de soutien. Le jeune Louis se fit donc reconnaître majeur et commanda une armée du côté de La Rochelle, contre les mutins, accusés de lèse-majesté.

Rappelé par la reine, Mazarin était revenu à la tête de

ses troupes. Alors, au commencement de l'année 1652, le Parlement crut pouvoir jouer son rôle révolutionnaire. Il invita les communes du royaume à se saisir du banni, mort ou vif, dont les collections furent vendues. D'Orléans s'était réuni à Condé, qui ne réussit pas en Guyenne, mais remporta une victoire au Nord sur les troupes royales. Turenne défendait cependant la Cour et était capable de le faire. L'entrée du duc de Lorraine fut de nouveau repoussée.

Dans quelques semaines on se battait avec fureur dans les faubourgs de Paris, Condé d'un côté, Turenne de l'autre. Le dernier eut l'avantage, et les principaux chefs des rebelles furent blessés. La fille de Gaston, Mademoiselle de Montpensier, qui voulait à tout prix épouser le roi, et s'y préparait en faisant l'amazone dans ce triste brouillamini, allant bientôt jusqu'à faire tirer sur les troupes royales le canon de la Bastille, ouvrit les portes de la ville aux bandes du prince. Quelques jours plus tard il y eut du sang versé à Paris à l'aveuglette. Le Parlement, déclarant que le roi, qu'il avait été question de mener à Lyon, est prisonnier de Mazarin, demandait que le duc d'Orléans soit reconnu lieutenant-général du royaume et Condé chef des armées royales. On essaya même d'une coalition générale des Parlements. Ainsi, l'exemple anglais prenait. La Cour répondit en réunissant à Pontoise les membres fidèles de l'assemblée.

Puis elle fit semblant de se défaire de Mazarin, et, Condé étant sorti de la capitale pour se retirer en Flandre et y prendre le rôle de généralissime des armées espagnoles, Louis y fit son entrée en maître (octobre 1652). Retz, gagné par la Cour, qui lui donna la barrette de cardinal, avec l'espoir d'un ministère, s'était profondément humilié, et Gaston reçut l'ordre péremptoire de sortir. Le duc de Beaufort, ceux de Rohan et de la Rochefoucauld furent compris dans la proscription. Retz ne tarda pas même à être arrêté, et on interdit au Parlement de Paris, puis à celui de Bordeaux aussi, d'aspirer à un autre rôle que celui d'une Cour de justice.

Une dernière tentative, à l'occasion d'un édit sur les

monnaies, fut brisée par la présence personnelle du roi. Mazarin revint sous les drapeaux de l'armée, qui était allée défendre les frontières contre le prince traître à sa patrie.

Cà et là cependant les villes avaient montré un esprit d'autonomie. Agen n'avait pas voulu accepter Condé ; à Orléans on avait crié : « Vive le roi, pas de Mazarin », mais on n'avait reçu que très froidement la fille de Gaston ; Bordeaux, dont les principaux bourgeois avaient rêvé d'un régime presque républicain, excitée par des prédications de prêtres, alla jusqu'à demander le secours de Cromwell pour pouvoir résister au roi. On finit par réduire ces derniers rebelles, envers lesquels on fut large de pardon. Les villes d'Alsace furent ramenées à la soumission avec celui même qui les avait séduites.

Le parti de ces nobles qui n'avaient pas manqué de se rendre méprisables par des voies de fait et des duels, — le duc de Nemours ayant été tué par celui de Beaufort, — s'évanouissait ainsi, le chef étant un traître condamné et son frère, le prince de Conti, servant maintenant le roi dans le Midi, contre les Espagnols, le duc de Lorraine étant arrêté par les mêmes. Le couronnement de Louis XIV, à Reims, en juin 1654, fut imposant.

Ainsi finit dans le ridicule et l'odieux l'agitation stérile d'une aristocratie dégénérée, à laquelle manquait jusqu'à la conception saine de la patrie. La royauté absolue devenait cependant une nécessité.

CHAPITRE XV

La monarchie absolue et les guerres de « gloire ».

La paix avec l'Espagne fut conclue en 1659, donnant à la France la possession du Roussillon et de la Cerdagne et une meilleure frontière du côté des Pays-Bas, avec Arras, Hesdin, Bapaume, Béthune, Lillers, Lens, Saint-Pol, Théroutanne, Gravelines, l'Ecluse, Landrecies, Thionville, Montmédy, sans compter la restitution du duc de Neubourg à Juliers. Le nouveau ministre espagnol avait accepté une nécessité que n'avait jamais admise son prédécesseur. Le mariage du jeune roi de France avec la fille aînée de celui d'Espagne, Marie-Thérèse, née du premier lit, — un héritier du trône venait de naître du second, — constituait, non sans un danger pour l'avenir à cause des perspectives de l'infante sur la Flandre, une forte garantie pour le moment.

Ailleurs aussi, la royauté française, dégagée de ses attaches, trouvait une situation extérieure lui permettant de travailler à régler ses affaires. L'empereur Ferdinand était mort en 1658, et il fallut de longs efforts pour amener, entre les candidatures que voulait susciter la France (celle du nouveau duc de Bavière, du Palatin de Neubourg ; il y en eut qui pensèrent à l'archiduc Léopold), l'élection du fils, âgé de seize ans à peine, du monarque défunt, Léopold-Ignace. On lui présenta une « capitulation » lui imposant, selon le traité de Münster, la paix avec ses voisins, surtout avec la France, sous peine de déposition, s'il n'aurait pas consulté la Diète. En même temps, les trois électeurs ecclésiastiques, l'archevê-

que de Münster, le duc de Brunswick-Lünebourg, le landgrave de Hesse, ainsi que la reine de Suède comme prince allemand, formaient la Ligue du Rhin pour défendre l'accès de leurs provinces à une guerre éventuelle.

Enfin, « le protecteur » anglais, allié, sur la base de deux traités, contre les Espagnols, mourut dès le mois de septembre 1658, laissant un fils, Richard, qui n'était pas de taille à garder l'héritage d'une usurpation si risquée. Bientôt, — par-dessus les démêlés du nouveau chef d'une révolution déjà usée, avec son Parlement, dissous, et avec les restes de l'ancien Parlement de Charles I^{er}, le *rump parlement*, rassemblé et soutenu par l'armée qui écarta Richard au profit des « conservateurs des libertés d'Angleterre », — la monarchie française aura, par le coup d'Etat du général Monk, de l'autre côté du canal, dans la personne d'un ancien pensionnaire, Charles II, fils du roi tué et d'Henriette de France, un imitateur et un client.

Sans compter que l'empereur s'était retiré d'Italie et que, si l'Espagne y gagna l'alliance du duc de Mantoue, la Maison de Savoie, — malgré l'insuccès de la visite faite à Lyon pour le mariage de la princesse, fille de Christine de France, avec Louis XIV, et le déplaisir qu'en eut le jeune duc, auquel cependant Turin, occupée par une garnison française, venait d'être rendue, — continue à graviter dans l'orbite de la France. La papauté, affaiblie et discréditée sous Innocent X et Alexandre VII, se consolait à peine de ne s'être pas gagné le mérite d'une médiation entre les deux plus importantes Cours de l'Europe. Les affaires d'Orient étaient à ce moment beaucoup plus importantes que ce qui se passait dans cet Occident, lassé d'une si longue guerre, désastreuse même pour les vainqueurs.

Deux grands événements s'y étaient passés sous la moitié du xvii^e siècle : le réveil de l'offensive ottomane et la crise polonaise.

Malgré tous les efforts des Vénitiens, tracassés par les

pirates musulmans, de maintenir la paix avec le Sultan, les projets, formés par le nouveau Grand-Vizir, de donner une nouvelle vie à l'Empire par la guerre offensive contre les chrétiens, de n'importe quelle espèce, amenèrent, dès 1644, la rupture avec la République, accusée des méfaits accomplis par les chevaliers de Malte. La grande île de Crète, « un royaume », la plus belle des possessions de Venise, fut donc attaquée en 1645.

On fit des efforts de croisade pour la sauver. Les Français et les Espagnols en guerre se rencontrèrent en chrétiens sous les murs de la Canée, qui résista héroïquement. Les Vénitiens développèrent une activité extraordinaire, essayant un coup sur Chio et essayant de terroriser le pauvre Sultan idiot, dont les siens devaient bientôt se défaire, par l'apparition de leur flotte aux Dardanelles. La Dalmatie, de son côté, mène avec succès une petite guerre de défense contre ses voisins turcs. Par une série interminable d'actions navales, le grand conflit dans les mers d'Orient devait se prolonger jusqu'en 1660, mêlé de conspirations à Constantinople, de querelles de femmes dans le sérail, de révoltes de prétoriens, de soulèvements en Asie Mineure et en Syrie. La République engageait des vaisseaux de Hollande, et les Anglais, rêvant l'héritage du commerce de Venise, soutenaient secrètement les Turcs ¹.

La guerre de Pologne se mêla bientôt à ce conflit qui devait durer, par dessus la mort d'Ibrahim et de son énergique Vizir, jusqu'à la disparition de la domination vénitienne dans les eaux de la Méditerranée orientale.

Le roi Vladislav, qui avait pensé, de concert avec le riche et orgueilleux prince de Moldavie, Basile, encore un concurrent secret à la possession de la Transylvanie, à aider les Vénitiens pour une offensive, sur le Danube, capable de créer un Empire chrétien d'Orient, mais qui, au lieu d'envoyer des armées, députa des ambassadeurs

¹ *Gesch. des osmanischen Reiches*, IV, pp. 32 et suiv.

à Constantinople, mourut l'année même où se signaient en Westphalie les traités destinés à rendre la paix au monde occidental.

De nouveau, contre le droit d'héritier de Jean-Casimir et de son frère cadet, Charles-Ferdinand, surgit la candidature moscovite : celle d'Alexis, fils de Michel Romanov. Elle était d'autant plus dangereuse que, depuis des années déjà, la République était en guerre avec les Cosaques, qui n'étaient plus l'ancien ramassis d'aventuriers de toute nation, mais bien, sous leur Hetman Bogdan Chmielnicki, une vraie communauté de paysans libres, de religion opiniâtrement orthodoxe, haïssant mortellement leurs seigneurs polonais et catholiques et leurs fermiers juifs. Bogdan, qui contraignit plus tard le Moldave Basile, dont la Cour royale imitait les splendeurs byzantines rappelées dans son nom même, à donner sa jolie fille, Roxané, à l'héritier de ces Zaporogues (= des cataractes du Dniéper), Timothée, cherchait à s'assimiler par les dehors de son costume à ces princes roumains dont, dans son village de ripaille et d'ivrognerie, il ne pouvait pas rendre aussi la civilisation.

Alexis, le jeune Moscovite, ne fut donc pas élu. Il ne s'en vengera pas. Il y avait aussi un rival tout aussi rancunier, Georges Rákóczy II, prince de Transylvanie, qui avait depuis longtemps pris ses mesures pour être roi de Pologne.

D'une famille de magnats de la province qui, après avoir servi Michel le Valaque, avait donné aux Hongrois un chef passager avant Bocskai, le père de cet imitateur du rusé Bethlen, dont la « royauté » antiautrichienne avait été dorée d'un mariage avec Catherine de Brandebourg, avait joué un certain rôle dans la guerre de Trente Ans sans égaler son modèle. Il entretenait des relations excellentes avec le Byzantin Basile, législateur à la façon impériale d'Orient, et avec le doux vieillard de Valachie, Mathieu, qui, ancien soldat du même Michel, invoquant la descendance de la dynastie de Basarab, s'était établi sur le trône, contre la volonté des Turcs, par le dévouement de ses boïars, levés en armes contre le despotisme

et les extorsions des Grecs et des grécisés, venus de Constantinople. La « Dacie » se reconstituait par cette fédération appuyée sur des actes formels d'amitié, le Transylvain, un « roi », présidant ses voisins, les *domni* de caractère princier.

Le tact, la modération, le sens des circonstances, qui avaient distingué ce prince, ne furent pas transmises à son héritier homonyme, grand guerrier, chevalier de noble attitude, mais prêt à se mêler de toutes les aventures. L'offensive de ce dernier contre la Pologne ne se prononça qu'après l'entrée en lice d'autres concurrents au partage du royaume.

Dès 1654, la reine Christine, occupée de ses manuscrits et aussi de ses aventures, terminées d'une façon aussi tragique, que « l'exécution », à Fontainebleau, d'un malheureux favori italien, avait abdicqué pour se rendre à Rome en fidèle de l'Eglise catholique. Son cousin, qui lui succéda, Charles-Gustave, entendait continuer le procès de Gustave-Adolphe avec la Pologne, qui avait donné à la Suède des possessions en Prusse. Des alliances furent conclues avec tous les ennemis, les Cosaques, les successeurs roumains de Basile, détrôné par un de ses boïars, et de Mathieu, mort au milieu des troubles suscités par ses mercenaires. Une formidable ligue se forma contre ce roi de Pologne qui avait été un cardinal et qui ne sera jamais un vrai chef d'armée.

En 1655, les Moscovites reprirent Smolensk et ajoutèrent la possession de Minsk, de Grodno, de Mogilev, de Vitebsk, de Polotzk, de Vilno même et de la vieille principauté des païens de Lithuanie. Charles-Gustave s'en prend à la Posnanie, à Kalisz, à Sieradz ; il entre à Varsovie et à Cracovie et se fait proclamer par sa propre armée roi de Pologne ; il envahit la Prusse royale, prend Marienbourg et s'arrête seulement devant Dantzic. Les Moscovites se jettent ensuite sur la Livonie, prenant Dorpat, mais pas aussi Riga. Enfin, l'Electeur de Brandebourg, qui veut secouer ses liens de vassalité pour la Prusse, se met de la partie.

Après avoir pris leur lot, le Tzar et l'Electeur de Ber-

lin se retirèrent cependant ; pendant quelque temps le premier se tourna même contre les Suédois en Livonie. En 1657, enfin, Georges Râkôczy II parut sur le champ de proie de la Pologne, accompagné des troupes envoyées par les Moldaves et les Valaques, qu'il traitait comme des vassaux. Bientôt, cependant, entouré par les Tatars, il put à peine s'échapper, laissant entre leurs mains toute une armée.

Car, à ce moment déjà, la fortune change. Le Danemark du nouveau roi Frédéric, tutelé par ses sujets, se déclare contre la Suède, et Charles-Gustave perdra en quelques mois les conquêtes qu'il avait accumulées dans « son » royaume de Pologne. Il se tourna contre le Danois qu'il contraignit, devant Copenhague, au traité de Roskild, à abandonner Dronthjem et l'île de Bornholm aux Suédois, et au duc d'Holstein-Gottorp, dont la fille était reine de Suède, le Slesvig (1658), sans que pour cela la guerre acharnée fût de fait interrompue. Les Hollandais participaient de leur flotte à la résistance contre l'ambition suédoise, sans compter la part, essentielle, qu'y prenait l'empereur, contre le protagoniste de l'hérésie ¹.

La mort de Charles-Gustave fut décisive pour l'œuvre difficile qu'il avait entreprise par amour de la « gloire ». A Oliva, son héritier s'entendait avec la Pologne, restituée dans ses frontières, à Copenhague même, avec Frédéric, qui, regagnant ce qu'il avait cédé, sauf le Slesvig, dut sacrifier l'île de Rügen, la Scanie et deux autres provinces ; dans le Holstein, il y eut corégence du roi de Danemark et du duc de Holstein-Gottorp.

Les Turcs ne pouvaient plus souffrir l'ambition de ces vassaux qui avaient amené un Etat allié à deux doigts de sa perte. Les princes roumains, Georges Etienne de Moldavie, Constantin, parent de Mathieu, en Valachie, furent destitués et envoyés en exil, le premier devant mourir, après avoir vainement sollicité un autre allié, le Tzar, à

¹ Il fut question d'attaquer Brème suédoise.

Stettin, sous la protection du roi de Suède. Contre Rákóczy il fallut une expédition plus sérieuse, qui cependant atteignit son but, le prince batailleur restant sur le champ de bataille après la défaite de ses haïdoucs. Un vassal soumis, le Roumain d'origine Acace Barsai, fut installé.

Mais le parti militaire chrétien leva sur le bouclier le commandant, enfin délivré, de l'armée prise en Pologne, Jean Kemény, et pour soutenir cet homme d'énergie il n'hésita pas à appeler les Impériaux.

Sous de Souches et Montecuccoli, ils s'emparèrent des châteaux de la province. Kemény, qui avait sauvé Klausenburg (Cluj), étant mort en combattant, ils travaillèrent pour leur propre compte, cherchant à évincer le client des Turcs, un pauvre gentillâtre campagnard du pays des Szekler, Michel Apaffy. Or, entrer dans le pays du Sultan, c'était provoquer une guerre avec l'Empire ottoman.

Cette guerre, on l'eut. Ce n'était pas le Sultan encore enfant, Mahomet IV, cependant un noble rejeton de sa race, qui la décida, mais bien le nouveau régent ministériel de la Turquie, le vieil Albanais Mohammed Keupruli, champion de l'offensive nécessairement victorieuse. Maître d'une armée refaite, avec des corps spéciaux d'artilleurs et de grenadiers, avec des contingents asiatiques et le concours des princes roumains et du Khan des Tatars, il chargea son fils Achmed, élevé dans les meilleures traditions littéraires et politiques, d'envahir le pays du « roi de Vienne ». Mais les deux expéditions de 1663 et de 1664 s'arrêtèrent à Neuhäusel et à Lewenz, sur la rivière du Waag, presque sans menacer essentiellement l'Empire.

Ainsi, de nouveau, l'idée de la croisade fut ressuscitée.

L'Espagne, où le vieux roi se mourait, ne pouvait pas faire quelque chose pour Venise même, dont les envoyés sollicitaient des secours de tout côté depuis des années. La papauté était à bout de moyens. Sur les deux champs

de bataille contre les Turcs c'était pour la France le moment d'agir.

La résistance de certaines provinces avait été brisée par la présence personnelle du roi. Dijon se soumit bien humblement ; la Normandie ne poursuivit plus la cause des princes qui l'avaient agitée. Louis XIV punit durement Marseille, où il entra par la brèche, rasant les murs et l'obligeant à bâtir un château pour sa garnison ; la ville d'Orange, où résidait Marie Stuart, fille du roi Charles et veuve du prince d'Orange, fut occupée pour cette princesse. Gaston d'Orléans était mort, tellement abandonné que dans sa maison pillée on emprunta un linceul. Condé, simplement grâcié et envoyé au gouvernement de la Bourgogne, avait été mené par la main du cardinal devant le roi ; les « cinq cents » princes de sang apprirent vite qu'il n'y a qu'une voie pour leur ambition : « bien vivre et bien servir le roi ».

Pendant que ce prince se formait sous la tutelle de Mazarin, le cardinal sentit qu'il faut donner une occupation à toute cette noblesse habituée à se mouvoir et à briller. En 1660, un corps de 5.000 hommes fut donc envoyé en Crète, sous un prince d'Este qui portait le nom de croisade d'Aimery. Le résultat fut, il est vrai, pitoyable ; les soldats, mal payés, s'enfuirent, et le chef mourut de maladie¹.

De même, avec une admirable bravoure, on vit les seigneurs de France participer à la bataille que, quatre ans plus tard, les Impériaux gagnèrent, à Sankt-Gotthard, sur les Turcs de Keupruli, conquérants des châteaux hongrois de la frontière. Il y eut 6.000 soldats de troupes régulières françaises, et assez de volontaires, et les noms de Coligny, de la Châteauneuf, de la Feuillade, de Saint-Aignan, de de Soult, de Beauvisé, restèrent attachés au souvenir de cette victoire chrétienne².

¹ *Gesch. des Osmanischen Reiches*, IV, pp. 99-100.

² *Ibid.*, IV, p. 115 et suiv. Nouveaux contingents français ; *ibid.*, p. 120.

Cette royauté cependant devait poursuivre d'autres buts que ceux d'aider l'empereur contre le Sultan ou d'affirmer son autorité dans le voisinage. Plus tard, comme une belle flotte française s'était formée pendant la guerre avec l'Espagne, on vit les galères royales poursuivre les pirates musulmans qui infestaient la Méditerranée orientale. Une descente à Dchidchéli, près d'Alger, fut peu heureuse, mais, l'année suivante, le duc de Beaufort battait deux fois les embarcations des corsaires. Le rôle rempli jadis par Charles-Quint passait ainsi à Louis XIV.

Consulté sur le caractère du jeune Louis, retenu intentionnellement dans un milieu d'amourettes, comme celle avec Marie Mancini, nièce de Mazarin, et de délassements, de chasses et de cérémonies, le cardinal avait répondu que le prince a « l'étoffe pour en faire quatre rois et un honnête homme », et que, « s'il se mettra en chemin un peu plus tard, il ira plus loin qu'un autre ».

La prophétie se vérifia en partie. Lorsque le premier ministre mourut à cinquante-neuf ans, en 1661, Louis XIV se rappela la décision de son beau-père de régner seul. Il donna la même réponse à ceux qui lui demandaient où faut-il s'adresser, mais, tout en écartant nobles et prélats de son Conseil, il n'en retint pas moins les auxiliaires de Mazarin, Fouquet, le Tellier et Lionne, par lesquels il régna, prenant part effective à toutes les délibérations. C'étaient des gens de médiocre noblesse ; plus tard, il n'y aura autour du souverain que des bourgeois, comme ce Colbert dont la fortune commençait à poindre, et le maréchal Fabert était le fils d'un libraire de Metz.

La noblesse devait se trouver un rôle. Il n'y avait plus de connétables ; il n'y eut plus de surintendant des finances, ni de colonel général. Louis l'empêcha d'avoir la possibilité de gagner les provinces et de se former une force militaire lui appartenant à elle. Plus tard, elle perdit l'exercice, souvent abusif, de la justice sur ses dépendants, le roi ayant créé les « grands jours », son tribunal ambulante, qui prononça des sentences capitales contre des seigneurs féroces et fit raser des châteaux qui

étaient des tanières. On se servait des ordonnances royales réunies dans un corps et de la nouvelle procédure criminelle. Les gouverneurs furent remplacés dans l'exercice réel du pouvoir par des « gouverneurs particuliers » et par les intendants. La Maison du roi, avec sa garde, ses mousquetaires, ses chevaux-légers, forma le noyau de l'armée ; ce fut de la Cour que partirent les congés, ce fut à elle que les commissaires et inspecteurs présentèrent leurs rapports ; ce fut le roi seul qui nomma les maîtres-de-camp devenus colonels. Etre soldat signifiait maintenant porter un seul vêtement : l'uniforme du roi et avoir une seule espèce d'armes.

Pour la vieille et la jeune aristocratie, il n'y avait qu'une place pour faire montre de ses qualités et de ses moyens : la Cour. Louis XIV le dit nettement lorsque, en 1666, son frère, le duc d'Anjou, devenu d'Orléans, lui demanda le gouvernement du Languedoc : « Les princes de sang ne sont jamais bien en France ailleurs qu'à la Cour ».

Ceux qui faisaient partie de la Cour se voyaient défendus contre toute rivalité par le roi lui-même : il imposa ainsi au Parlement d'admettre que les ducs et pairs passent avant les présidents. Elle était assez brillante cette Cour, pour séduire les goûts les plus difficiles. A Paris, à Fontainebleau, à Saint-Germain et autres résidences royales, il y avait du bruit et du plaisir chaque jour et à chaque heure. Les ambitions pouvaient y livrer bataille, les intrigues tendre leurs lacets et l'amour y faire ses plus belles conquêtes. La reine-mère, assez jeune encore pour pouvoir y paraître, savait suffisamment, par son éducation espagnole, la science des rangs, des formes, des gestes et des paroles pour isoler dans sa grandeur son fils sans lui rien ravir de ces satisfactions personnelles appropriées au milieu. Car on le vit afficher des sentiments pour la princesse d'Angleterre, femme de son propre frère, de façon à s'attirer les semonces publiques du grand évêque Bossuet.

Bientôt, les arts enrichirent de leur prestige ce cadre de la royauté triomphante, et, avec la critique d'un Boileau, donnant une organisation tout aussi impérialiste aux lettres, la tragédie de Racine fournira par ses éclats de passion une diversion aux instincts et la comédie, d'une profondeur qu'on était libre d'ignorer, d'un Molière adoucira par le franc rire les tempéraments à peine arrachés aux drames des luttes civiles et des échafauds. On joua « Les Fâcheux » dans un cadre d'une fantastique richesse avant de mettre Fouquet, accusé de gaspiller l'argent de l'Etat, dans le carrosse gardé par cent mousquetaires. Des princes étrangers venaient y faire un apprentissage ou chercher des distractions, et ce fut pendant son séjour à Paris que le frivole duc de Lorraine fut sur le point d'épouser cette demoiselle Pajot qui fut ravie à son amour par ordre formel du roi, scandalisé.

Plein du sens de son pouvoir, le souverain se gagna les sympathies générales de sa nation en affirmant l'hégémonie française à chaque occasion. A Londres, l'ambassadeur d'Espagne avait disputé à coup d'épée le droit de pré-éminence de son collègue de France ; Louis terrorisa son beau-frère, en renvoyant son représentant, jusqu'à se faire présenter à Paris, par un envoyé spécial, devant une trentaine de membres de la diplomatie étrangère, des excuses, avec la révocation du coupable et la décision de céder le pas au Français ; une médaille fut frappée portant l'affirmation de ce fait¹. Pour un conflit entre la Maison de l'ambassadeur de France à Rome et la garde corse du pape, il fallut changer le cardinal gouverneur, casser la garde coupable, éloigner pour toujours les Corses du service pontifical, envoyer un légat en France, qui parla du « devoir de servitude », et même élever une colonne expiatoire. Dans un cas et dans l'autre, il y eut menace de guerre.

De Paris partaient les décisions inébranlables ; si on refusait de s'y soumettre, le roi était prêt à marcher en

¹ Jus praecedendi Gallo assertum, Hispanorum excusatio coram XXX leg. Princ. M.DCLXII.

armes. Le duc de Lorraine dut exécuter la volonté de son suzerain ; plus tard, il fut contraint de cesser sa querelle avec le Palatin et même de céder son armée ; les révoltés contre l'électeur de Mayence furent sommés de mettre bas les armes. L'évêque de Münster abandonna son conflit avec les Hollandais.

Philippe IV avait pardonné, par le traité des Pyrénées, aux Catalans ; mais il était bien décidé à réduire les Portugais. Louis leur envoya secrètement le prince de Schomberg qui, cependant maréchal de France, n'était pas son sujet, avec quatre-vingts officiers et des troupes qui lui appartenaient en propre. Comme Charles II avait épousé l'infante Catherine de Portugal, l'appui anglais s'ajouta. Après la mort du roi Jean (1656), son successeur Alphonse épousera, au défaut de Mademoiselle de Montpensier, la duchesse de Nemours. On sauva Evora, et la victoire de Villaviciosa fut terrible pour les Espagnols, qui avaient refusé l'offre de la régente de rendre vassal le trône portugais, fournissant à la Castille un tribut, des vaisseaux de guerre et un contingent de soldats.

Les affaires d'Angleterre, où, à côté d'un roi cynique et affamé d'argent, il y avait une nation, présentaient des difficultés. Charles II vendit pour cinq millions Dunkerque, mais, continuant à l'égard de la Hollande la politique de Cromwell, qui avait interdit par « l'acte de navigation » l'entrée dans les ports anglais des navires portant des marchandises qui ne seraient pas le produit de leur pays, il ouvrit les hostilités contre les marchands des Pays-Bas, pour des actes de piraterie en Amérique et dans la Méditerranée. Le duc d'York et Monk combattirent contre l'amiral hollandais Ruyter. La France, dont la flotte était retenue en Portugal, pour amener la reine, se trouva prise dans cette querelle sans avoir livré sur mer ou sur terre aucune bataille aux Anglais.

La pensée du roi qui disposait de la première armée dans l'Europe entière se tournait ailleurs que vers la possibilité de gagner des avantages contre un prince qu'il

savait pouvoir retenir constamment dans sa dépendance. Dans cette guerre, il ne faisait que continuer les bons offices traditionnels de la France à l'égard de la république des Provinces Unies, alors qu'il y avait à demander à l'Espagne l'héritage français de la Maison de Bourgogne, l'autre « France » de Charles le Téméraire.

Dans le traité de mariage, Marie-Thérèse, née d'une princesse française, à laquelle avait succédé aux côtés de Philippe IV l'Autrichienne Marie-Anne, mère des deux princes devant succéder au trône d'Espagne, avait renoncé à tous ses droits d'héritière en échange d'une importante dot en argent : un demi-million d'écus d'or.

Mais, en dehors du fait que le traité avait été violé sur un nombre de points — on en citait une cinquantaine, — une coutume des Pays-Bas prévoyait que, à la mort d'un des époux, les enfants héritaient de la fortune commune, au détriment de ceux du second lit, et, ce « droit de dévolution » on l'invoqua, Philippe étant encore vivant, par des brochures imprimées pour affirmer le droit que la reine avait sur les Flandres. On invoquait aussi qu'au moment du contrat le roi d'Espagne n'avait pas légalement ses provinces, et que, en plus, Louis XIV était mineur.

Aussi, après la mort de Philippe IV, Louis se décida-t-il à prendre possession de ce qu'il considérait comme la propriété indûment retenue de la reine. 35.000 hommes furent envoyés en 1667, avec Turenne, à Amiens, alors que d'autres troupes devaient entrer dans le Luxembourg et qu'un troisième corps se préparait à attaquer par un autre côté le territoire disputé. Les Espagnols n'avaient plus d'armée dans ces provinces. Les bourgeois, fidèles à la couronne d'Espagne, étaient les principaux défenseurs de leurs villes. Il fut donc facile de prendre Charleroi, Bergues, Furnes, Tournay, Douai, Courtrai, Oudenarde ; à Lille seulement la résistance fut assez âpre. Le roi lui-même caracolait, plutôt imprudemment, sur un cheval blanc, les plumes blanches au chapeau, posant pour les peintres de sa gloire, devant les remparts mal défendus.

Aussitôt cependant une ligue se forma pour l'arrêter. Il y avait, dans cette union subite de l'Angleterre avec ses ennemis des provinces hollandaises, avec la vieille amie de la France, la Suède, qui venait de conclure un traité avec Louis, autre chose aussi que la crainte de voir les Français établis aux bouches du Rhin. Il y avait autre chose que la considération des avantages qui pouvaient venir du maintien de la domination de ce roi d'Espagne qui avait proposé à un certain moment la réunion des dix-sept provinces, Flandre et Hollande, dans une alliance avec sa couronne.

Louis avait fermé les églises protestantes élevées en dehors des prescriptions de l'édit de Nantes. En plus, sa conscience catholique étant la partie la plus sérieuse de son être moral, il avait pris ouvertement parti contre le courant des jansénistes.

Jansénius, évêque d'Ypres, avait lancé, dans son livre sur Augustin, des opinions sur la grâce et la prédestination que certains évêques français adoptèrent, mais qui blessèrent les Jésuites comme soutenant le calvinisme. Parmi les adhérents de l'évêque flamand, il y avait aussi les frondeurs de Paris, ce qui était plus inquiétant pour la royauté absolue. Consultée, la Faculté de Paris se déclara contre cinq points essentiels de la doctrine janséniste. Comme son opinion rencontrait de l'opposition, le roi s'adressa au Pape, qui condamna à son tour. Les jansénistes, traitant de molinistes, d'après un ouvrage du Jésuite espagnol Molina, leurs adversaires, prétendirent que la condamnation peut être admise en « droit », mais que le « fait » n'existe pas, Jansénius n'ayant jamais présenté ces propositions. Il y eut alors un normatif en fait de foi, rédigé par des évêques de France, puis un autre, d'un caractère plus impératif, venu de Rome. Mais la querelle continuait, et le roi était du côté de la stricte tradition.

La réunion des trois Etats protestants s'explique donc aussi par cette attitude d'une royauté catholique qui

paraissait vouloir hériter aussi sous le rapport catholique de Philippe II. Le chevalier Temple, envoyé de Charles II, arriva à gagner Jean de Witt, qui était à cette époque, avec son frère Cornélis, le plus important personnage des Pays-Bas. La Ligue de Bréda s'offrit en médiatrice, et d'une façon qui pouvait impressionner. Des négociations s'ouvrirent aussitôt à Aix-la-Chapelle, avançant les propositions pressantes du Pape Clément IX.

Mais Louis voulait avoir un plus large enjeu à la paix. Condé reçut l'ordre de faire pendant l'hiver en Franche-Comté ce qui avait été fait dans les Flandres. Besançon, Salins, Dôle, assiégée par le roi, furent défendues par les bourgeois, encore moins enclins que ceux de Lille à accepter, bien que Français de race et de langue, la domination française. Puis, pour le printemps, annonçant une triple offensive : sur Bruxelles, sur Ostende et dans le Luxembourg, Louis donna à choisir aux Espagnols, c'est-à-dire à la régente autrichienne, entre la Flandre, d'un côté, et la Franche-Comté de Bourgogne et, en plus, Aire, Cambrai, Saint-Omer, de l'autre. Marie-Anne se décida pour le premier lot, croyant pouvoir défendre désormais plus facilement une province plus rapprochée.

Les Etats de Hollande devaient se ressentir de leur attitude contraire aux intérêts du maître de la Flandre. Gouvernés par les villes qui, après la mort de Henri II d'Orange, dont la veuve donna naissance à un fils posthume, Henri-Guillaume, avaient gagné une liberté entière, supprimant dès 1667 le stathoudérat et « élevant », par les de Witt, l'héritier de la Maison d'Orange, ils ne disposaient pas d'armée capable de combattre. En fait d'alliés, il n'y avait que l'Espagne qui, espérant regagner ses provinces perdues, y enverra, au moment du danger, un corps de 15.000 hommes, et l'Electeur Frédéric-Guillaume de Brandebourg, mari d'une princesse

¹ Mémoire du chevalier Temple.

d'Orange et lui-même aspirant au stathoudérat. Peu avant sa mort prématurée, la duchesse d'Orléans avait gagné, dans un voyage à Douvres, son père, dominé par les cinq seigneurs de la « cabale », pour une attaque contre la Hollande. Et la Suède, ne recevant pas les subsides de Madrid, se trouva dans le camp opposé au Brandebourg, avec lequel elle se partageait la Poméranie. Ainsi, malgré les mesures prises par Louis contre les calvinistes, empêchant les prêches en public, les assemblées, sauf le synode qui devait se tenir sous la surveillance d'un commissaire royal, et imposant toutes les formes du respect pour les cérémonies catholiques, les Puissances protestantes étaient de nouveau à côté de la France.

Quant à l'Empire, la Ligue du Rhin se maintenait. La fille du Palatin devint, après la mort de la princesse d'Angleterre, duchesse d'Orléans ; le duc de Bavière, mortifié par les Habsbourg, espérait faire de sa fille l'épouse du dauphin ; la Lorraine avait été occupée par les armées françaises, le duc s'étant retiré à Vienne. L'empereur lui-même devait renoncer à toute politique active en Occident, à cause de la nouvelle situation créée en Orient par le réveil de la puissance ottomane.

« Nous ne donnerions pas pour tout l'or de Venise, en Crète, la place d'une pierre ou d'un chien mort », avaient répondu jadis les Turcs aux offres de paix vénitiennes. « Nous voulons avoir Candie », avait déclaré Achmed Keupruli, « si même il nous faudrait continuer pendant cent ans la guerre¹. » L'intervention des Occidentaux dans ce duel n'impressionnait guère ce second de la dynastie des Keupruli. Après les humiliations souffertes sous Louis XIV par deux ambassadeurs de France, Césy, l'ami des Jésuites, et Marcheville, qui fut expulsé, Vautelet de La Haye et son fils furent cruellement offensés sous le règne du roi qui avait obtenu des satisfactions si

¹ *Gesch. des Osmanischen Reiches*, IV, p. 108.

éclatantes à Londres et à Rome, sans risquer des prétentions pareilles chez les « barbares » de Constantinople. Aussi Louis avait-il accordé des subsides aux Vénitiens lorsque le chef de la nouvelle flotte de secours, de Ville, au service du duc de Savoie, s'était dirigé vers la Crète, où il y avait des Lorrains comme d'Harcourt, des Allemands aussi, personnellement ou à la solde du duc de Brunswick. Parmi les défenseurs (1666), une flotte napolitaine paraissait dans les eaux de l'Archipel, avec le vice-roi, un Doria, mais sans oser risquer une rencontre. En 1668, une armée française, à caractère non officiel, s'embarqua à Toulon pour ces champs de bataille célèbres, avec la Feuillade, le duc de Saint-Paul, neveu de Turenne, la Motte-Fénelon, Tavannes, avec le duc de Rohan et celui de Château-Thierry. Cette fois encore, l'appétit de croisade fut calmé par un désastre ¹. Alors le roi décida, sans rompre avec les Turcs, d'envoyer un fort contingent qui n'arbora pas le drapeau français ; le duc de Navailles commandait en 1669 plus de 7.000 hommes de bonnes troupes, auxquels s'étaient ajoutés 2.000 aventuriers ; le duc de Beaufort commandait la flotte. Il fut tué, et les autres, à la suite d'une explosion, se retirèrent ².

De son côté, l'empereur avait rassemblé une Diète à Ratisbonne dans le seul but de discuter le danger turc ³. On assista cependant impuissant à la capitulation des Vénitiens dont la résistance avait été épuisée par vingt-cinq ans de lutte. Les Turcs ne trouvèrent dans la ville de Candie que « deux prêtres grecs, trois Juifs et une pauvre femme ⁴ ».

Presqu'au même moment, la Hongrie se préparait à se lever contre l'empereur. Nádasdy, Zrinyi, Vesselényi,

¹ *Ibid.*, pp. 122 et suiv.

² *Ibid.*, pp. 129-132.

³ Voy. A. Huber, *Österreichs diplomatische Beziehungen zur Pforte, 1658-1664*.

⁴ *Gesch. des Osmanischen Reiches*, p. 133.

Frangepani, après avoir essayé d'une conspiration et avoir offert à la Porte la Croatie et la Styrie¹, incitèrent à une révolte ouverte l'héritier des Rákóczy, François, beau-frère de Zrinyi. On attendait l'appui des Turcs, qui avaient, depuis la paix de Vasvár, la possession de Gross-Wardein (Nagy-Varád), à l'entrée de la Transylvanie. On craignait une attaque de ce côté ; mais, comme, après la mort de Bogdan et de son fils aîné, tué dans les troubles moldaves, après la disparition du deuxième héritier, le nouveau chef des « Ruthènes et des Cosaques » avait prêté, en 1668, hommage au Sultan, ce fut donc contre la Pologne que se dirigea l'offensive ottomane. Le nouveau roi, Michel Wiszniewiecki, de la noblesse pauvre, et très peu écouté, ayant été élu pour son insignifiance, ne paraissait pas pouvoir résister à une campagne conduite par le Grand-Vizir victorieux ou par le Sultan lui-même.

Mahomet IV parut donc en Moldavie pendant l'été de l'année 1672, et il réussit facilement à prendre la clef du Dniester polonais, Kamieniec de Podolie ; les Tatars pillèrent en Galicie et firent mine d'assiéger Lvów-Lemberg. Par la paix de Buczacz, la Pologne cédait la Podolie et promettait tribut. Comme cependant on ne trouvait pas d'argent et que les Polonais demandaient de tout côté un appui de croisade, l'empereur, sollicité lui aussi, devait penser à ses frontières et à l'agitation suscitée par les rebelles de Hongrie².

Louis XIV pouvait donc satisfaire sa vengeance contre les anciens amis hollandais.

Il mena contre les Etats une armée dans laquelle il y avait, outre les Anglais, des Catalans, des Piémontais et des Suisses. Maestricht fut assiégée ; l'Electeur de Cologne avait cédé ses Etats, et dans quelques semaines les Français eurent les cinq places considérées comme « les chefs de la Hollande ». Le prince d'Orange, retiré der-

¹ Reboulet, *Histoire de Louis XIV*, IV.

² *Gesch. des Osmanischen Reiches*, IV, pp. 139-147.

rière l'Yssel, ne put pas défendre aux envahisseurs le passage du Rhin. Trois provinces furent complètement occupées, et à Utrecht la cathédrale rendue aux catholiques ; le « grand pensionnaire », dont le père, Cornélis, avait été incapable de gagner des succès avec sa flotte, offrit la paix.

Elle aurait été conclue sans la révolution provoquée par Guillaume d'Orange. Jean de Witt fut attaqué dans la rue, son frère mis en jugement, les deux tués par une foule furieuse. Guillaume en devint stathouder et amiral. La résolution de chasser les Français des Pays-Bas devait donner à l'Europe six ans d'une guerre atroce, destructrice de pays entiers.

L'empereur avait vu l'orage ottoman fondre sur la Pologne. En 1673, ce fut encore ce royaume qui fut attaqué par les pachas, mais l'imitateur de Zamoyski, le Hetman Jean Sobieski, auquel le roi mourant avait confié la défense de ses frontières, remporta, le 11 novembre, alors que son souverain avait déjà fermé les yeux, la victoire de Hotin (Choczim), occupant ensuite la Moldavie pour un prince vassal.

La couronne polonaise était de nouveau vacante. Parmi les prétendants il y eut le duc de Lorraine, le prince de Conti, celui de Neubourg, favorisé par la France. Sobieski fut imposé par sa brillante victoire (mai 1674). Le Sultan ne reparut que pour reprendre Hotin et combattre les Cosaques rebelles, maigre gloire pour une campagne impériale, et après le départ de Mahomet IV la Podolie et les pays russes voisins revinrent à la Pologne. En 1675, le roi Jean III devait chasser devant Lvów les envahisseurs. La guerre traîna de ce côté jusqu'à la paix de Zurawna en 1676, par laquelle le nouveau roi dut céder cependant Podolie et Ukraine pour échapper à la nécessité de se former chaque année une armée défensive¹.

¹ *Gesch. des Osmanischen Reiches*, IV, pp. 148-155.

Les Habsbourg avaient les mains libres. Dès 1672, Léopold avait convoqué une Diète, et l'un après l'autre les princes allemands vinrent à lui, le duc de Brunswick-Lunebourg, le landgrave de Hesse, les Electeurs de Trèves et de Mayence, celui de Münster et l'inévitable duc de Lorraine, redemandant ses Etats.

Si l'Electeur de Brandebourg se retira de la ligue anti-française pour se faire restituer Wesel, il reprendra bientôt les armes, enverra des contingents sur le Rhin et attaquera la Suède, menacée aussi par la Hollande et envahie par le roi du Danemark. Une victoire à Ferbellin sur les troupes de Charles XI l'entoura d'une auréole de gloire ; Stettin seule put résister à son élan d'offensive.

En Hollande, les succès des armées françaises furent désormais incomplets et passagers. En 1673, pour se rendre à Maestricht, qu'il prit, Louis passa à travers les Pays-Bas espagnols, bloquant Bruxelles. Bientôt Charles, roi d'Espagne, déclara la guerre à son beau-frère, mais son représentant dans cette province n'arriva jamais à s'entendre avec les généraux impériaux et avec le prince d'Orange, qui voulait ramener la France au traité des Pyrénées.

Sur le Rhin, où Bonn fut prise par les forces germaniques et hollandaises coalisées, Turenne, qui occupa Trèves, fit la garde pendant trois ans contre les meilleurs généraux de l'Empire, Montecuccoli à leur tête, remportant par sa tactique supérieure une série de victoires (Seintzheim, 1674 ; Türkheim, 1675) jusqu'à sa mort sur le champ de bataille de Salzbach, pendant que le roi, retirant ses troupes des villes hollandaises, sauf Maestricht, commençait une offensive dans le Brabant espagnol, où Condé vainquit à Senef, sans pouvoir sauver Dinant, la guerre se poursuivant par des actions isolées, renouvelées d'une année à l'autre.

L'Empire, dont l'action avait déterminé, comme représailles pour les actes de cruauté accomplis par la population contre les Français en retraite, la terrible dévastation du Palatinat, — Heidelberg brûlée, cinq villes, cin-

quante villages détruits, — paraissait ne pas se fatiguer dans ce conflit, pour lequel Vienne employait les généraux à sa solde, des Italiens, comme Montecuccoli et Caprara, des Français de race, comme de Souches et Bournonville. Il n'en était pas de même de l'Espagne, contre laquelle s'était soulevé Messine : lorsqu'on voulut chasser les Français qui s'y étaient nichés, faisant proclamer Louis XIV comme roi, Duquesne battit trois fois la flotte espagnole réunie à celle de la Hollande ; dans la troisième l'amiral Ruyter fut tué (1676). En France même il y eut des mouvements en Normandie, un chevalier de Rohan ayant organisé la révolte ; la Guyenne, la Bretagne paraissaient vouloir renouveler les révoltes du règne précédent ; dans une ville assiégée le duc de Créqui fut réduit à se constituer prisonnier par la garnison révoltée.

En 1676 encore, Louis essaya de forcer la paix par une offensive aux Pays-Bas, où il prit Condé, Bouchain, Aires ; son principal ennemi, le prince d'Orange, lui répondit par le siège de Maestricht. En 1677, les Français, dans le seul but de contraindre leurs adversaires à abandonner leur dernière résistance au traité, se saisirent de Valenciennes ; Saint-Omer, Cambrai furent assiégées. Le duc de Lorraine chercha vainement, contre le duc de Créqui, commandant des armées royales, le chemin vers ses Etats ; appelé en Flandre, le prince d'Orange, battu au Mont Cassel, dut renoncer à une entreprise sur Charleroi, et ses troupes capitulèrent dans une île du Rhin. Le duc de Navailles détruisait au Roussillon les bandes des miquelets montagnards et menaçait la Catalogne.

Les Etats de Hollande désiraient la paix. Leur trésor s'épuisait à payer les Espagnols incapables de défendre leurs possessions de Flandre, dont on avait voulu faire, même contre les conditions d'Aix-la-Chapelle, un fort bouclier contre l'ambition du roi de France, et ces Impériaux dont la participation à la guerre se limitait à exciter la rébellion de villes d'Alsace et à pousser en avant l'esprit assoiffé de revanche du duc de Lorraine.

Dans le conflit entre le roi de Danemark et l'Electeur de Brandebourg, d'un côté, le roi de Suède, de l'autre, qui, après la bataille de Landskrona, perdit aussi Stettin, ils n'avaient qu'un intérêt : conserver, contre les uns aussi bien que contre les autres, la liberté de la Baltique. Louis XIV leur offrait, avec la restitution de Maestricht, pour le donner, s'ils le veulent, au roi d'Espagne, un avantageux traité de commerce. Et ils devaient penser aussi à leurs vastes colonies d'Amérique, déjà fortement entamées, à leur activité dans la Méditerranée, où les Anglais, qui avaient ouvert la guerre en attaquant la riche flotte de Smyrne, les remplaçaient peu à peu.

A côté de cette politique « nationale » il y avait cependant celle, toute personnelle, de Guillaume d'Orange. Fils d'une princesse anglaise, il ne pouvait pas perdre de vue ce qui se passait, lui ouvrant des perspectives d'avenir, en Angleterre. Le Parlement en était revenu à ses protestations, à ses insinuations, à ses commandements. Livré aux femmes et ne pensant qu'aux subsides et autres moyens qui devaient nourrir une Cour désireuse de rivaliser avec celle de France, Charles II se rappelait assez le terrible sort de son père pour ne pas s'engager dans la voie dangereuse des concessions. L'intrigue d'un Shaftesbury fut écartée. Plus le prince hollandais, tourmenté par le même désir de « gloire » qu'avait mis en mouvement Louis XIV, pressait sur le Parlement pour amener une rupture avec la France, plus Charles, fier d'être, à Nimègue, où des négociations se poursuivaient, avec la participation, même obscure, du nonce pontifical, le médiateur du grand conflit, s'obstinait à ne pas abandonner la paisible majesté de ce rôle.

Alors, le prince se décida à faire le voyage d'Angleterre, où il brigait la main de Marie Stuart, fille de Jacques d'York, dont la succession au trône était empêchée par le bill de test, qui lui avait demandé de faire une déclaration contraire à sa fervente conscience de catholique. Il finit par obtenir la main de cette héritière *in spe*, mais Charles ne se laissa pas mener plus loin qu'à une ligue

avec les Etats de Hollande pour le rétablissement de la paix.

De son côté, le roi de France poursuivait son système, d'offrir d'une main une paix convenable pour tous les intérêts, sauf ceux de l'Espagne, et, de l'autre, montrer à ses armées, d'une parfaite organisation, due au labeur de son ministre Louvois, le chemin vers de nouvelles conquêtes en Flandre. En 1678, tout en menaçant aussi Charlemont, Luxembourg, Namur, il prit Gand et Ypres, où la résistance fut des plus faibles. Abandonnant Messine et les deux autres places prises en Sicile, Agosta et Taormina, il entendait retenir seulement Valenciennes, Bouchain, Condé, Cambrai, Avesnes, Saint-Omer, Ypres, Cassel, demandant en échange Charlemont et Dinant ; la Franche-Comté n'était plus en discussion ; au duc de Lorraine on offrait son héritage sauf le duché de Bar, Longwy et Marsal : Nancy aurait été payée par la cession de Toul.

Un nouvel effort du prince d'Orange amena l'Angleterre sur le seuil d'une participation à la guerre ; la ligue avec la Hollande prenait un caractère offensif. Mais le grand pensionnaire Fagel concluait la paix avec la France. Le stathouder, qui avait déjà 10.000 Anglais, essaya de la briser, feignant de ne pas la connaître encore ; il ne rencontra qu'une nouvelle défaite.

La Hollande se retirait donc du conflit. L'Espagne ne pouvait plus continuer. Elle accéda aux conditions posées par le roi qui, après quelque hésitation, avait déjà restitué les villes qu'il avait promis de rendre. Il fallut une nouvelle victoire de Créqui sur l'opiniâtreté du duc de Lorraine, puis la prise de Kehl, les ravages exercés sur les « villes forestières » de l'Alsace, pour que l'empereur cédât, revenant par-dessus ses sacrifices à la situation de 1648. Les Français luttèrent dans le duché de Clèves et passèrent le Weser pour contraindre l'Electeur de Brandebourg ; implorant qu'on lui laisse la Poméranie, celui-ci écrivait : « Certes Votre Majesté, en me détruisant, s'en repentirait la première, puisqu'elle auroit de la peine à

trouver dans tout le monde un prince qui fut plus véritablement que moi et avec plus de respect et de zèle. » Le traité fut conclu à Saint-Germain-en-Laye. Le Danois avait aussi renoncé au gain contre la Suède. On frappait en Hollande, le lendemain de cette paix de Nimègue (Nymwegen), une médaille proclamant « Louis le Grand pacificateur du monde », *orbis pacificator*, et une immense acclamation s'élevait, en France même, vers celui auquel, « héros » consacré par l'Europe en admiration, on était disposé à sacrifier les derniers restes des ambitions personnelles et des vieilles libertés locales, la France entière s'attelant, fière, au char de triomphe de son César. A la naissance du duc de Bourgogne, fils du Dauphin, en 1683, la noblesse se jeta au cou du roi et les gens du peuple, brûlant dans les feux de joie jusqu'aux lambris et parquets du palais, firent ripaille trois jours en l'honneur du petit-fils de Jupiter.

Le nouveau « Charlemagne » n'hésita pas à se valoir jusqu'à l'abus de cette situation. Par ses Chambres de réunion, à Brisac et à Metz, il se fit attribuer les dépendances, depuis longtemps usurpées, des trois évêchés rhénans et de l'Alsace. Il se fit vendre Casal par le duc de Savoie et, pour la différence concernant le comté d'Alost, il bloqua dix mois le Luxembourg. Le roi de Suède n'ayant pas voulu se reconnaître vassal pour Deux-Ponts, un prince allemand y fut établi. Le roi d'Espagne, cité pour la principauté de Chimay, dut l'abandonner pour ne pas reconnaître un suzerain. On le força à quitter le titre de comte de Bourgogne.

Strasbourg, ville libre, avait, malgré ses déclarations d'amitié pour le roi ¹, aussi pour le gain de son commer-

¹ A la mort de Louis XIII, les bourgeois écrivaient dans ces termes : « Nous sommes trop serviteurs de la France et avons reçu trop de gratifications et bienfaits de ce très-grand, très-juste et très-victorieux monarque Louis XIII pour demeurer muets et insensibles aux tristes nouvelles de sa mort ; A. Lagrelle, *Louis XIV et Strasbourg*, Gand, 1878, p. 38.

ce, soutenu incessamment les Impériaux, auxquels plus d'une fois elle livra le passage contre la France. Le duc de Créqui avait voulu s'en saisir, mais le roi le lui défendit : il en était légalement le protecteur et on tirait le canon à l'entrée de ses dignitaires ; c'est avec l'acquiescement de Louis qu'elle était entrée dans la Ligue du Rhin. Il la considérait comme sa capitale alsacienne, demandant qu'elle « lui doive la même obéissance que toutes les autres villes et lieux qui composent cette province », et voulant qu'on lui prête serment¹. Les intellectuels y traduisaient le *Cid* de Corneille et y jouaient *Polyeucte* ; les catholiques désiraient la domination du restaurateur de la foi, qui continuait à poursuivre la ruine des « prétendus réformés » dans ses Etats héréditaires². Les basses classes seules étaient contre l'idée d'une annexion. Mais, comme le courant opposé aux Français espérait pouvoir faire entrer des troupes impériales, le roi fit sans plus occuper la ville, qui se troubla, mais ne résista pas. Il fit lui-même une entrée solennelle avec sa Cour, dont une princesse de Bavière, femme du dauphin. La « Gaule », disait la légende d'une médaille « est close aux Allemands » (*clausa Germanis Gallia*). Les Electeurs et les princes rhénans en félicitaient leur patron. On craignait pour Cologne, Worms, Ulm, pour Genève même. Un roi français des Romains se dessinait à l'horizon³.

Et, en même temps, à la suite de la querelle sur les régates et sur certaines nominations, une assemblée générale du clergé de France, saisi lui aussi par cet enthousiasme national qui faisait éclore une admirable littérature, s'opposait aux monitions canoniques dans le style de Boniface VIII que se permettait l'orgueil d'Innocent XI et présentait à son indignation les quatre points de

¹ *Ibid.*, pp. 167-168.

² *Ibid.*, pp. 84, 175.

³ *Ibid.*, pp. 204-205, 220-232. Voy. surtout H. Vast, *Des Tentatives de Louis XIV pour arriver à l'Empire*, dans la « Revue historique. XXII (1897).

l'Eglise des Gaules qui interdisaient à la papauté l'immixtion dans la vie intérieure du royaume, condamnaient les incitations catholiques à la rébellion des sujets et rappelaient qu'au-dessus des volontés du chef de la catholicité il y a les anciennes coutumes locales et surtout la volonté de l'Eglise elle-même, manifestée dans les Conciles universels.

Louis XIV n'oubliait pas en même temps de reprendre ces traditions impériales dans la Méditerranée qui restaient attachées au nom de Charles-Quint. En 1681, le vainqueur de Ruyter, Duquesne, moitié officier du roi, moitié corsaire, naviguant à l'aventure, reprit la guerre contre les Barbaresques et les poursuivit jusque dans les eaux de Chio ; on se tira des coups de canon de la flotte française à la forteresse ottomane. L'ambassadeur de France, Guilleragues, fut, un moment, arrêté, mais les gens de Tripoli durent faire amende honorable. En 1682, il y eut une tentative contre Alger, dont les défenseurs proclamèrent souverain, contre le beg gouvernant au nom du Sultan, un de leurs meneurs dit Mezzomorto ; le consul de France et des membres de la colonie chrétienne furent employés comme charge de canon sans que vengeance pût en être tirée au cours de l'année, et bien que Duquesne eût paru au printemps devant Constantinople¹. Un traité avait été conclu avec le Maroc². Et le bloc du Luxembourg avait été levé avec l'intention expresse de favoriser cette résistance chrétienne contre l'armée ottomane des Keuprilis, dont avait parlé le nonce papal aux négociations de Nimègue. Plus tard, de Nointel, envoyé à Constantinople, proposa la conquête, non seulement de Chio, mais de Smyrne aussi.

Pendant quelque temps, les Turcs, qui venaient de perdre une personnalité qu'on ne pouvait pas remplacer, le vrai chef de leur Empire, résidant à Constantinople

¹ Cf. la *Gesch. des Osmanischen Reiches*, IV, p. 164, avec les mémoires de Forbin.

² Cf. Plantel, *Correspondance des beys de Tunis et des consuls de France avec la Cour*, Paris, 1893-94.

comme vicaire impérial, alors que le Sultan s'adonnait à la chasse dans les environs d'Adrianople, Achmed Keuprili, s'étaient occupés uniquement des affaires de l'Ukraine, où un puissant parti des Cosaques, appuyé sur le Tzar Alexis, espoir des orthodoxes d'Orient, résistait encore à l'expansion turque au delà du Dniester. Le second fils de Bogdan Chmielnicki avait remplacé, au nom de l'empereur ottoman, Dorochenko, le Hetman devenu infidèle, et, dès 1677, on combattait sous les murs de la forteresse de Tchechrine. Aussitôt le Tzar, qui entretenait des rapports avec les princes roumains (traité avec le Moldave Georges Etienne) et avec le clergé grec, ce qui avait amené, dès 1657, l'exécution du patriarche de Constantinople, demanda formellement que le pays des Cosaques et même leur conquête passagère d'Azov lui soient livrées. Le drapeau sacré fut donc levé contre ce puissant Infidèle, pressé d'accomplir une grande mission historique, mais le goût des plaisirs retint le Sultan à Silistrie, sur le Danube ; le nouveau Grand-Vizir, Cara-Moustapha, alla prendre seul possession de la « capitale » des Cosaques. Ce ne fut qu'en 1681 que le Tzar signa le traité de Radzin, qui reconnaissait aux Moscovites la propriété de Kiev et des châteaux voisins, alors que l'Ukraine proprement dite était affermée par les Turcs au riche prince moldave Georges Duca, qui la rendit fertile et la colonisa. En même temps, on tolérait que l'« empereur » de Moscou exerce sa protection sur l'Eglise de Jérusalem¹.

Mais déjà les armes turques, sollicitées, après l'exécution, en 1671, des anciens chefs du mouvement calviniste vers l'indépendance, par la révolte d'Emeric Tököly, qui avait épousé la veuve de François Rákóczy, s'étaient tournées contre la Maison d'Autriche.

Le prétendant magyar était soutenu par les tributaires de la Porte et par les commandants turcs du voi-

¹ *Gesch. des osmanischen Reiches*, IV, pp. 176 et suiv.

sinage. Ses succès étaient accueillis avec plaisir à Constantinople. Ils s'étendirent bientôt sur Cassovie, Eperjes et Leutschau.

Or, la trêve de vingt ans avec l'Empire venait d'expirer. Aussitôt les Turcs attaquèrent Füleki, où Emeric fut reconnu comme roi de Hongrie vassal du Sultan ; le prince de Transylvanie était présent, sans jalousie, à cette cérémonie d'inféodation solennelle (1682). L'année suivante, devait se produire une intervention militaire du Sultan lui-même, mais le Grand-Vizir seul prit, comme si on avait été encore à l'époque du grand Soliman, — et, de fait, l'armée avait toute l'apparence de cohésion et solidité du xvi^e siècle, — sous le drapeau du Prophète, la route de Vienne.

Au delà du Raab, le roi magyar réunit ses troupes à la formidable armée ; bien reçu, il dut cependant baiser le pied de son protecteur. Les princes roumains, dont l'un, le Valaque Șerban, portait le nom et les armes et avait hérité de l'ambition des Cantacuzènes impériaux, firent aussi l'acte d'hommage, et le Khan des Tatars parut sous Albe Royale.

L'empereur opposa aux envahisseurs son meilleur général, dont il venait de faire son parent, Charles de Lorraine. Il fut repoussé sur la Leitha. En chemin, les châteaux impériaux capitulaient. Raab resta bloquée et Gran brûla. Enfin Vienne parut : « ville forte, mais faibles défenseurs », écrit l'interprète de la Porte, un Grec des îles, formé en Italie, comme beaucoup de ses conationaux à cette époque, Alexandre Maurocordato¹.

Léopold avait quitté, le 7 juillet, sa capitale, pressant les secours des princes germaniques et celui de Sobieski, avec lequel un traité avait été conclu dès le mois de mai ; le 13 déjà, le siège de Vienne avait commencé, pendant que Tököly se présentait devant Presbourg.

La ville impériale résista par la force de ses murs et par le concours désespéré de toute la population, aussi

¹ Ses souvenirs dans Hurmuzaki, XIII

par l'inébranlable décision du comte de Starhemberg, qui commandait 20.000 hommes à peine. Ce ne fut que vers la moitié de septembre, après deux mois, que les secours arrivèrent, Allemands de Saxe et de Bavière, Lorrains qui venaient de chasser Tököly, secrètement entendu avec les chrétiens¹, et surtout Polonais, conduits par leur roi. La bataille du 12 septembre, gagnée avec de grands sacrifices par les chrétiens, fut un succès de croisade comme on n'en avait pas pu célébrer depuis longtemps. L'armée ottomane, sûre de la victoire, méprisante à l'égard de l'ennemi, fut totalement brisée. On ne s'en rendit pas compte assez parce qu'autrement la campagne dont on attendait une gloire dépassant celle de Soliman se serait terminée par un affreux désastre². Cara-Moustapha partit presque isolé, pleurant ou répandant contre les siens sa fureur.

Mais les vainqueurs se montrèrent bien inférieurs à leur fortune. S'installant dans les châteaux abandonnés, ils laissèrent aux Turcs le temps de se refaire, et une attaque polonaise contre les troupes en retraite fut facilement repoussée. Le Vizir essaya à Belgrade l'hypocrisie d'un triomphe, quand un émissaire du Sultan lui apporta l'ordre de se préparer à la mort. Ce n'était pas la meilleure façon d'empêcher la débâcle qui s'annonçait, rapide.

Au moment, presque, où on célébrait la libération de Vienne, les bombes françaises tombaient sur Alger, dont le « roi » dut demander en 1684 la paix. Elles devaient briser cependant aussi les façades de marbre de Gênes, dont le doge viendra à Paris s'humilier, parce que cette République s'était mise à la remorque de l'Espagne et parce que ce royaume avait repris la guerre contre la

¹ Voy. Virgile Zaborovschi, *Politica externă a celor trei principate... dela asediul Vienei (1683) până la moartea lui Șerban Cantacuzino*, Bucarest, 1925, p. 31 et note 1. L'auteur donne une riche bibliographie. Cf. Hudita, *Relations diplomatiques entre la France et la Transylvanie (1645-1683)*, Paris (1927).

² *Gesch. des Osmanischen Reiches*, IV, pp. 194-195.

France, ayant, cette fois encore, l'empereur à ses côtés.

La guerre, provoquée par le refus des Espagnols d'exécuter certains points du traité de Nimègue, donna à Louis XIV Courtrai et Dixmude, qu'il abandonna ensuite, et Luxembourg, qu'il retint. Les efforts du prince d'Orange d'amener les Etats de Hollande et l'Angleterre à une ligue avec les Habsbourg restèrent inefficaces. Une trêve trop longue pour la soif de revanche de la Maison d'Autriche fut conclue, et le roi de France la présenta comme une nouvelle concession qu'il faisait à la croisade qui commençait en Hongrie ¹.

Les grands événements appartiennent désormais à la guerre d'Orient. Sobieski rêvait de la domination sur la Moldavie, la Valachie, peut-être aussi la Transylvanie ; il aurait poursuivi même l'idée d'installer un de ses fils en Hongrie. Aussitôt après les bonnes nouvelles de Vienne, les Cosaques du Hetman Kunicki avaient pénétré en Bessarabie turque, se réunissant aux mécontents moldaves, dont le prince Etienne Petriceicu, revenu dans son pays, avait fait prendre et envoyer à Lwów son remplaçant, ce Duca auquel les Turcs avaient donné aussi l'Ukraine. L'empereur avait à réclamer son « héritage » hongrois entier et cette Transylvanie qui, plus d'une fois, avait appartenu aux Habsbourg, mais il considérait les deux principautés roumaines comme en dépendant. Le Cantacuzène Șerban, de Valachie, qui scellait de l'aigle bicéphale, tendait vers la Byzance de ses ancêtres.

Mais il y avait à l'égard de cet Orient turc en déconfiture encore une autre politique : celle du Pape, de l'énergique Innocent XI, espèce de Jules II guerrier, qui escomptait, comme ses prédécesseurs à la fin du xvi^e

Cf. Kurt Köhler, *Die orientalische Politik Ludwigs XIV., ihr Verhältnis zu dem Türkenkrieg von 1683*, Leipzig, 1907 ; Breuil, *Sobieski et sa politique de 1674 à 1683*, dans la *Revue d'histoire diplomatique*, VII-VIII (1893-1894) ; Vachon, *La France et l'Autriche au siège de Vienne en 1683*, dans la *Nouvelle Revue*, XXIII, 5 (1883).

siècle, la résurrection du rôle universel de la papauté par la croisade contre les Turcs. Le nonce Buonvisi correspondait aux cardinaux de San-Severo et Malaspina sous Rodolphe II, le père d'Alviano, les Jésuites Dunod et Del Monte étaient à la place des Carillo et des Comuleo de cette autre époque¹.

Le Saint-Siège, qui exhortait Sobieski à s'entendre avec la Russie, sur la base de la paix d'Andrussow (1667), pour la cession de Kiev et de Smolensk, — et on y arriva seulement en mai 1686, — lui promettant en échange la frontière du Danube, réussit, tout en pensant aussi aux Cosaques, au Tzar, sans oublier même la Perse, la Géorgie, à gagner Venise pour une guerre offensive, une vraie guerre de récupération, contre les Turcs, auxquels la République avait à réclamer la Crète, Nègrepont, la Morée. La Ligue sacrée fut conclue solennellement à Linz, et on fit grand fracas autour de cet acte qui ne devait pas avoir les résultats escomptés.

Mais, en 1684 encore, pendant que les Polonais s'occupaient de la Moldavie seule, une flotte vénitienne se saisit de Prévésa, et en Albanie toute une série de châteaux fut prise au Sultan ; la plus importante conquête fut cependant celle de l'île de Sainte-Maure, défendue à peine deux semaines. Du côté de la Hongrie, le duc de Lorraine prenait Viségrad, Vác, mais il fut remplacé comme chef de l'armée qui assiégea Bude par le marquis de Bade-Durlach, qui retira les troupes épuisées après cent neuf jours d'efforts inutiles ; des corps d'armée impériaux traversaient la Hongrie Supérieure et la Croatie.

Une tentative d'offensive des Turcs réussit en 1685 à Viségrad, mais échoua à Gran, où la victoire fut gagnée par le duc de Lorraine et l'Electeur de Bavière ; Neu-häusel fut facilement reprise. Les généraux qui avaient combattu en Allemagne et sur le Rhin, Mercy, Caprara, Heissler, se rendirent maîtres, presque sans rencontrer de

¹ Cf. *Relationes cardinalis Buonvisi*, dans les *Mon. Vaticana Hungariae*, série II, vol. II, 1886, et les rapports de Marc d'Alviano.

résistance, de la Hongrie révoltée, Tököly étant arrêté par les Turcs, dont le commandant fut décapité par ordre de son maître.

Un traité avec Apaffy, renouvelé en juin 1686, réglait le sort de la Transylvanie. Les Vénitiens de Morosini prenaient Coron et se servaient des Maïnotes révoltés pour occuper Kalamata. Les Polonais seuls ne réussirent pas devant Kaminiec, cédant aux Tatars et perdant un combat contre le nouveau prince moldave, fidèle aux Turcs, Constantin Cantemir, ancien camarade de Sobieski.

En 1686, Jean III voulut prendre sa revanche. Une grande expédition moldave fut dirigée par le vainqueur de Hotin lui-même. Cantemir se retira de Jassy devant le roi, mais celui-ci rencontra des adversaires plus terribles que Moldaves et Turcs ensemble : la sécheresse du Boudchak tatar, qui consuma son armée ; il quitta ce pays maudit en laissant des garnisons dans les places fortes du Nord de la principauté.

Mais les succès des autres alliés dépassaient de beaucoup cette si maigre « gloire ». Les Vénitiens eurent en Dalmatie Segna et Knin, en Albanie Dulcigno, en Morée Navarin, Modon, Argos et Nauplie. Les brillants jours du xiv^e et du xv^e siècle, où Saint-Marc était maître de l'héritage hellénique, paraissait revivre, et la cité aux splendides souvenirs s'enivrait de ce brillant regain de fortune.

Non moins brillants furent les résultats gagnés en Hongrie. Après avoir réussi un moment à prendre la Transylvanie, que les Turcs surent conserver à leur client infidèle Apaffy, on commença, avec le nouveau contingent brandebourgeois et avec les Bavares, en juin, le siège de Bude, et toute une armée ottomane, commandée par le meilleur général de l'Empire, n'empêcha pas le duc de Lorraine de faire son entrée, après cent quarante ans de domination musulmane, dans l'ancienne capitale de la Hongrie royale, dévastée par les flammes (septembre).

Aussitôt après, il y eut comme une capitulation géné-

rale des Turcs de Hongrie. Leur propension à la paix, leur disposition à s'en aller dépassaient ce qu'avaient témoigné dans ce genre, à l'égard des Français de Louis XIV, les Espagnols des Pays-Bas. Louis de Bade, Charles de Lorraine, l'Italien Veterani, d'Urbino¹, eurent presque sans effort Simontornya, Fünfkirchen (Pécs), Siklos ; le Grand-Vizir, accouru avec toute une armée, assista impuissant à la prise d'Essek par les chrétiens. Il voulut tenter la fortune par une grande bataille décisive et s'y prépara pendant l'hiver entier. Il lui fut facile de traverser devant les troupes impériales tout le territoire entre la Save et la Drave et d'avancer jusqu'aux champs de Mohács, où jadis avait péri sous son chef national ce royaume qu'il s'agissait maintenant de ressusciter pour les Habsbourg, c'est-à-dire pour le germanisme dirigé vers l'Orient. Sur la colline de Harsán, les Turcs, confiants dans leur nombre et inspirés par le souvenir de l'ancienne victoire glorieuse, prirent l'offensive, se jetant sur un adversaire exécré. Ils ignoraient cependant presque complètement cet art de la guerre qui s'était formé en Occident par le duel entre Français et Espagnols, par la pensée inventive des commandants italiens au service des deux couronnes. L'artillerie ottomane ne savait pas manœuvrer et tirer. La déroute fut complète, et les vaincus abandonnèrent en fuyant tout le territoire de la Hongrie jusque-là esclave. La Transylvanie fut aussitôt envahie jusqu'aux Carpathes moldaves, Apaffy contraint de reconnaître sa dépendance de l'Empire (octobre). Erlau, que les Turcs avaient en vue dans leur invasion, se rendit, et le même général italien Caraffa fit son entrée dans la puissante forteresse du Marmoros, Munkács, au commencement de l'année 1688².

L'histoire n'avait pas connu une restitution plus fou-

¹ *Memorie del marescialo conte Federigo Veterani dall' anno 1683 sino dall' anno 1694*, Vienne-Leipzig, 1771 ; traduction allemande, Dresde, 1788. Cf. Röderer, *Des Markgrafen Ludwig Wilhelms von Baden Feldzüge wider die Türken*, Karlsruhe, 1839-42.

² *Gesch. des Osmanischen Reiches*, IV, pp. 211-220.

droyante. C'était bien le royaume de Hongrie qui se reconstituait, et les Etats hongrois rassemblés à Presbourg proclamaient la dynastie des Habsbourg, le roi Joseph, fils de Léopold, recevant la couronne.

Le Sultan paya de son trône la mauvaise chance de son Vizir Soliman. Les troupes avaient déposé ce chasseur acharné, qui ne savait pas conduire des armées, mais, malgré l'avènement d'un nouveau souverain qui portait le nom du grand Soliman, malgré la forte direction imprimée par le nouveau régent de l'Empire, Moustafa Keuprili, en 1688 Albe-Royale arborera le drapeau blanc, et l'armée de récupération prendra en deux semaines Belgrade (septembre). Les Impériaux entreront dans le Banat et atteindront la frontière méridionale de la Hongrie à Peterwardein. Et l'épopée de la guerre sainte envoyait de tous côtés ses avant-coureurs : Veterani passait par Caransebeș par Orsova, par la Valachie, presque ralliée à la croisade, vers ses quartiers d'hiver en Transylvanie ; le marquis de Bade envahissait la Bosnie, pénétrant jusqu'à Brod : laissant sur le champ de bataille le cadavre du pacha vaincu, il occupa Zvornik et pensa sérieusement à atteindre, par la Herzégovine, l'Adriatique. En Crimée, les Russes, entrés dans la Ligue, attaquèrent, pour la possession d'Azov, les Tatars du Khan.

En même temps, et bien que l'offensive polonaise eût cessé, les Vénitiens complétaient, sans grandes batailles, une œuvre pareille en Morée, prenant Patras, Lépante, aux souvenirs de croisade, Castel Tornese, Misithra lacédémonienne, aux belles églises byzantines, Malvoisie, Corinthe, Athènes, où les boulets du Hanovrien Königsmark emportèrent les débris des colonnes brisées sur l'Acropole. Morosini osera s'attaquer, en 1688, à l'île de Nègrepont, dont la citadelle résista à ses efforts.

L'Empire ottoman paraissait devoir s'effondrer dans la défaite et dans l'anarchie. Louis XIV ne pouvait pas admettre une Autriche libre sur ses frontières orientales et même installée à Constantinople, ces Habsbourg

annulant sur le Danube la Pologne, dont le roi, mari d'une dame d'Arquien, de la Cour de Louis XIII, professait des sentiments de constante amitié à l'égard de l'arbitre des choses européennes. Il ne pouvait pas abandonner les intérêts de commerce favorisés par la nouvelle capitulation obtenue en 1673. Il lui aurait été difficile cependant de troubler, sous les yeux enthousiastes d'un Pape plein de conscience de ses droits, cette belle atmosphère de croisade, gagnant les plus indifférents même, — de nouveau, en 1687 et 1688, les troupes françaises s'étaient jetées sur Alger, et Tunis avait été attaquée dès 1685, — si l'inimitié du prince d'Orange ne lui avait pas donné le motif.

Le vaincu de Nimègue poursuivait patiemment ses projets, qui tendaient à une hégémonie protestante dans l'Occident européen. En février 1685, Charles II était mort et, malgré le bill de test, dont il avait réussi à être excepté, Jacques II lui avait succédé en catholique déclaré, faisant de la messe une cérémonie de l'Etat. La résistance de l'Ecosse presbytérienne conduite par le duc d'Argylle¹, fut brisée, et le fils bâtard de Charles II, le duc de Monmouth, jadis un hôte de la France, périt lui aussi sur l'échafaud. C'était l'époque où Louis se laissait traîner par sa nouvelle confidente, Madame de Maintenon, née d'Aubigné et veuve du poète comique Scarron, à la révocation de l'édit de Nantes, accompagnée de « dragonnades » dans les villages, de baptêmes forcés, de destruction des temples, d'enlèvement des enfants mâles pour être élevés dans la religion romaine, et enfin d'expulsions. Il fallait se chercher donc d'autres alliés, et la persistance invincible du stathouder, qui considérait son petit pays comme une simple base pour de vastes projets, les trouva.

Dès 1686, un traité fut conclu entre les Etats de Hollande, obéissant cette fois à leur capitaine général, et entre les Habsbourg des deux branches. La Suède eut

¹ Son père avait été exécuté après la restauration.

l'ingratitude d'y adhérer, et la Bavière aussi, dont le duc, père de la dauphine, était devenu le gendre de Léopold I^{er} et un de ses généraux en Hongrie, en attendant une vice-royauté dans les Pays-Bas espagnols. Une grande partie des autres princes allemands, surtout ceux des cercles menacés par l'avance française, se déclarèrent pour cette garantie. De son côté, la Saxe restait fidèle à ses attaches avec Vienne. En Italie, Victor-Amédée de Savoie fut facilement gagné à cause de l'affaire de Casal et de l'occupation, ancienne, de Pignerol. Innocent XI avait supprimé les « franchises » des ambassadeurs auprès du Saint-Siège, et surtout le droit d'asile : le roi de France ne voulut pas céder, et, bien que le Pape eût déclaré ne vouloir accepter qu'un ambassadeur commençant par cette renonciation, il en envoya un qui entra à Rome à la tête d'une petite armée et se laissa tranquillement excommunier ; la France, par arrêt du Parlement, en appela au premier Concile œcuménique, défendit l'envoi de subsides à Rome et coupa toutes les communications avec le pontife chef de croisade.

Le Palatin venant à mourir, le duc de Neubourg en prit l'héritage. Mais la princesse palatine, mariée au duc d'Orléans, avait des prétentions, non seulement sur des objets, mais aussi sur certains territoires qui n'auraient pas appartenu au Palatinat. Il y eut des discussions, et le Pape chercha à les apaiser au profit de la guerre sainte, si bien acheminée.

Le résultat fut celui-ci : Louis XIV demanda que la trêve conclue à Ratisbonne avec l'empereur soit transformée en paix définitive. Léopold n'y acquiesça pas. A chaque pas, les intérêts opposés de cette royauté impérialiste et de la Maison impériale d'Autriche, galvanisée par ses étonnants succès sur les Turcs, devaient se rencontrer. A la question du Palatinat s'ajouta une autre : celle de la succession à l'Electorat de Cologne, occupé jusque-là par un prince de Bavière. Léopold voulut y installer le prince Clément de Bavière, évêque et cardinal ; Guillaume de Fürstenberg était le candidat de Louis.

La voie transactionnelle fut repoussée par le parti opposé à la France, qui savait bien que le Pape était disposé aux dernières mesures contre le roi de France, dont il avait refusé d'accueillir l'envoyé spécial et de lire la missive conciliatoire par une lettre autographe. Clément réussit.

En même temps, le prince d'Orange se préparait pour son établissement en Angleterre. Jacques II, qui voulait proclamer la liberté de conscience, avantageant aussi les presbytériens et autres dissidents, rencontra l'opposition opiniâtre et irritée des Parlements dissous l'un après l'autre et celle de l'Eglise anglicane qui tenait à son privilège d'Etat. Chaque jour, l'autorité de ce prince, qui avait été bien reçu à ses débuts, diminuait, et les regards se tournaient vers le gendre hollandais auquel on préparait ainsi le rôle de restituteur des bonnes coutumes, de défenseur, contre le « papisme » envahissant, de la religion protestante. Les provocations de Jacques, — prières pour la naissance d'un héritier, de son second mariage avec une princesse de Modène (en 1674), projets de pèlerinage à Lorette, cérémonies catholiques en public, — contribuaient aussi à hâter une catastrophe inévitable. Les mesures contre les pétitionnaires, dits whigs, ne réussirent pas, et le procès contre l'évêque de Londres et ses collègues encore moins. Lorsqu'un enfant royal naquit, après quatre autres qui étaient morts et sept ans de stérilité, on calcula qu'il venait au monde plus d'un mois avant terme et on manifesta d'une façon injurieuse les doutes sur la réalité de cette naissance. Le peuple de Londres acclamait bruyamment les adversaires de la couronne; l'armée que Jacques avait rassemblée et qu'il considérait comme un appui sûr montrait des signes d'indiscipline. Un groupe de mécontents, Russell, Sidney, Johnston, Shrewsbury, se rendit en Hollande pour « inviter » le prince d'Orange, sans définir le rôle qu'on entendait lui donner.

Or, plus d'une fois, Louis XIV avait averti son voisin de ce qui se préparait et lui avait offert un concours

militaire qui, par inconscience ou par excès d'optimisme, fut constamment refusé. Pour retenir l'intervention française, qui paraissait probable, le prince avait besoin de la guerre européenne.

Louis y était poussé par la longue série de défaites diplomatiques et d'humiliations qui atteignaient le prestige de celui dont la statue couronnée par la Victoire s'élevait de son vivant, par l'acte hommagial d'un seigneur qui voulait y brûler des lampes jour et nuit sur une des places de la capitale, essentiellement embellie. Il se décida, malgré son mauvais état de santé et ses préoccupations religieuses, à frapper.

D'abord, il se tourna contre le Pape, dont il fit publiquement le procès en tant que prince temporel, ennemi avéré et permanent des intérêts de la France et de la personne royale. Il alla jusqu'à séquestrer au souverain de Rome Avignon et le Comté Venaissin. Ensuite, celui qui avait couvert ses frontières de forteresses, qui avait fait creuser le port de Rochefort, qui avait fondé l'école des « gardes marines » et avait sans cesse, malgré sa passion pour les bâtiments, à Versailles, à Marly, accru son armée, sachant quelle était la valeur de l'instrument militaire qu'il avait en main, fit marcher ses troupes en Allemagne. Et ceci au moment même où, sous prétexte d'annoncer à Vienne son avènement, le Sultan, se sentant incapable de combattre, faisait des ouvertures de paix.

Kaiserslautern, Heilbronn, puis aussi Heidelberg, Mayence, Philippsbourg, à peine défendues, furent occupées, Augsbourg même menacée. Comme l'empereur, enivré de ses progrès en Hongrie, ne voulait pas céder sur la question de Cologne, ni accepter la conclusion d'une paix définitive, Spire, Trèves, Worms reçurent aussi des garnisons françaises. Dès le mois de janvier 1689, Louis était déclaré, dans la Diète de Ratisbonne, ennemi de l'Empire.

Si, à la place de ces conquêtes passagères, on s'était

dirigé contre Maestricht, Guillaume d'Orange en aurait été retenu. Mais, sachant son principal adversaire pris en Allemagne, le prince, qui avait fait mine de se préparer contre la France, s'embarqua, à la fin d'octobre, pour l'Angleterre, sous des drapeaux portant la devise : « Pour la religion et pour la liberté », et portant avec lui des réfugiés français, et même le maréchal de Schonberg.

Devant cette attaque, facile à prévoir, mais qui jusqu'au dernier moment avait été réputée impossible, Jacques II recula, cédant au Parlement, aux évêques, aux villes, allant jusqu'à admettre une enquête sur la naissance du prince de Galles. Puis, ayant appris que son gendre est arrêté par les vents, il retira tout ce qu'il avait accordé, parlant de créer cent cinquante nouveaux pairs, d'appeler 20.000 Français. Mais, après les premiers moments d'incertitude, l'armée d'invasion se voyait soutenue par les masses excitées contre les catholiques ; la populace s'agitait à Londres, et l'armée abandonnait les drapeaux. L'autre fille du roi, la princesse Anne, et son mari, le prince de Danemark, regardaient avec indifférence cette triste fin de règne. Jacques, qui paraissait vouloir combattre, revint à Londres, qu'il abandonna en fuyard. La tempête l'empêcha de passer le détroit, et il dut revenir dans sa capitale où il rencontra un chaleureux accueil. Entre le prince, auquel on demandait le « Parlement libre » et son beau-père il y eut donc des négociations ; mais tout à coup, comme il constata ne disposer plus que de sa garde irlandaise, le roi « déserta », s'embarquant pour la France.

Pendant longtemps, dans le camp des vainqueurs, on fut gêné de prendre une décision. Soixante-dix pairs étaient pour Jacques, s'engageant par écrit. Le roi étant « absent », son gendre, son héritier, pour quiconque déniait l'existence d'un prince de Galles authentique, en devint commissaire légal pour la convocation du Parlement désiré, et administrateur provisoire du royaume. Dans une réunion tenue en janvier 1689 — sous la forme d'une « convention », car il n'y avait pas de roi

pour convoquer un Parlement — on décréta que le fuyard royal « a tâché de renverser la Constitution du royaume en violant le contrat original entre le roi et le peuple ».

Cette théorie, toute nouvelle, du *contrat* paraissait donc déjà. Mais Guillaume refusait une régence d'usurpation et la proclamation illégale de sa femme comme reine. Les lords mettaient en doute la théorie constitutionnelle, aussi bien que la vacance du trône. Ils ne finirent par céder que sous la menace du Hollandais que, s'ils tardent, il partira, les abandonnant à la vengeance d'un roi offensé. Alors, la couronne fut offerte en toute forme à Marie et à Guillaume sous les conditions expresses qu'il ne suspendra pas les lois sans le Parlement, qu'il ne dispensera personne de leur exécution, comme l'avait fait Jacques qui prétendait que celui qui fait la loi a le droit d'en dispenser, qu'il ne créera ni nouveaux impôts ni nouvelle Cour de justice, qu'il n'entretiendra pas d'armée pendant la paix, tout en permettant aux protestants de rester armés, qu'il renoncera aux lourdes amendes et aux confiscations sans sentences, qu'il respectera l'activité du Parlement sorti d'élections libres. Cette « déclaration de droits » précéda de trois mois le couronnement. L'Angleterre avait une reine, et aussi un roi, mais surtout Louis XIV, un formidable ennemi ¹.

Comme au Portugal donc, une royauté constitutionnelle s'établissait en face de la monarchie absolue du roi de France, et c'était dans l'histoire du monde un grand événement parce qu'il regardait un plus grand pays et une nation qui deviendra, grâce à l'élan de cette révolution même, grand.

Aussitôt l'Empire reconnut le nouveau roi, qui avait encore à combattre les troupes du duc de Gordon en Ecosse, de Tyrconnel, en Irlande. Une triple alliance fut conclue, les Etats de Hollande garantissant à Léopold la

¹ Voy. aussi dans l'ancienne littérature, Macaulay et le livre lumineux d'Armand Carrel, *Histoire de la contre-révolution en Angleterre*, Bruxelles, 1836.

succession à la Couronne d'Espagne, dont le nouveau roi, Charles, un dégénéré, ne donnait pas esprit de postérité. De son côté, Louis espérait cet héritage pour le Dauphin ou pour un de ses deux fils. Comme, à Madrid, on se déclara pour le roi Guillaume, la guerre éclata de nouveau entre la France et l'Espagne.

Mais, si Jacques II put passer en Irlande, avec 8.000 Français, s'il réussit à s'installer, pour des semaines, à Dublin et soumettre à son autorité l'île presque entière, si de nouveaux secours de France raffermirent une situation qui paraissait lui promettre une prompte restauration, si, enfin, le maréchal de Schomberg n'osa pas livrer bataille, à la tête des troupes venues d'Angleterre, et perdit une grande partie de ses forces dans un pays malsain, la guerre continuera de ce côté sans empêcher, sans influencer même essentiellement, celle qui s'ouvrirait sur le continent.

Mais cette dernière paraissait devoir mettre fin aux succès des Impériaux en Hongrie et, en tout cas, elle détruisait les espérances d'Empire byzantin, à la catholique et à l'allemande, de Léopold, le nouvel « héros » du siècle.

En effet, on avait déjà, sauf Kronstadt-Braşov et Făgăraş, la Transylvanie entière. Dès 1687, le Cantacuzène valaque était considéré comme général impérial, et on lui recommandait de gagner à la cause chrétienne ses voisins orthodoxes, dont toutes les coutumes, toutes les institutions traditionnelles auraient été respectées. Le patriarche de Constantinople fut invité à se réunir dans ce but à celui qui portait le nom des anciens empereurs chrétiens. Le prudent prince de Valachie discutait cependant sur le chiffre du tribut, sur la nécessité d'être garanti par la prise de Temesvár, sur le besoin qu'il sentait d'avoir auprès de lui un contingent de Hongrois ou d'Allemands, sur la possibilité ou l'impossibilité de les payer et de travailler à un pont sur le Danube, sur le danger que représentaient les Tatars, et enfin sur la diffi-

culté de rassembler ses « Etats » pour leur faire accepter le traité qui venait d'être conclu à Vienne. Des offres faites par les Polonais, par les Moscovites, chez lesquels se rendait aussi l'évêque serbe de Skoplié, retenaient aussi l'esprit prévoyant et plein de ressources du prince valaque, auquel le roi de Hongrie parlait du « retour de la nation roumaine à sa splendeur de jadis ». Le passage de Veterani par la Valachie fut considéré comme un acte brusqué et compromettant ; la Moldavie, en guerre avec les Polonais, attendit encore deux ans avant de conclure un traité, qui ne devait jamais être exécuté, avec le commandant impérial en Transylvanie. Et les prétentions de Georges Brancovitch, ancien pèlerin à Moscou et frère de l'évêque roumain de cette Transylvanie, de devenir, avec le concours des Impériaux, « despote héréditaire de toute l'Illyrie et du despotat de l'Empire d'Orient, grand-duc de la Mysie supérieure et inférieure, ainsi que du Saint-Empire Romain, prince de Saint Sabbas et du Monténégro, seigneur perpétuel de l'Herzégovine, de Sirmie et de Jenö, comte en Hongrie et dans les pays qui lui sont réunis », restèrent, avant son arrestation, tout aussi vaines que celles d'un certain comte Matimir, héritier de l'Illyrie et de la Dalmatie et duc de Chlum ¹.

Devant le danger français, la Diète de Ratisbonne avait exigé la conclusion d'une paix avec les Turcs, mais les envoyés du Sultan furent soumis, à Vienne, aux cérémonies les plus humiliantes, leur faisant, comme on l'exigeait depuis deux siècles, des envoyés chrétiens à Constantinople, baiser le pan du manteau impérial, et ils furent renvoyés sans résultat, bien qu'ils se montrassent disposés à admettre une frontière occidentale qui n'aurait pas dépassé Temesvár et Nagy-Várad, les places-fortes qui résistaient encore, et, du côté de la Hongrie proprement dite, la ligne de la Save ².

On avait espéré étendre en 1689 les conquêtes des

¹ *Gesch. des Osmanischen Reiches*, IV, p. 235 et suiv. Cf. Zaborovschi, ouvr. cité.

² *Ibid.*, pp. 232-244.

armes impériales. De fait Szigeth, prise par le grand Soliman, fut perdue par son faible successeur qui, démoralisé par cette nouvelle, s'arrêta en chemin. Mais, bientôt, on devait s'apercevoir que le Grand-Vizir, qui, employant encore l'idée nationale magyare dans la personne de Tököly, feignait d'ignorer que le nouveau prince de Valachie, neveu de Şerban, mort en 1688 encore, Constantin Brâncoveanu, avait été aussi nommé par un diplôme impérial, disposait d'une assez importante armée, en état de prendre l'offensive contre une force brisée en deux par l'attaque française.

Les généraux de l'armée de croisade étaient parfois au fond des princes ayant leurs propres intérêts, que la « gloire » gagnée contre les « Infidèles », le mirage de Constantinople reconquise par leur vaillance, ne pouvaient pas leur faire longtemps oublier. Aussitôt après la déclaration de guerre contre le roi de France, l'Electeur de Brandebourg se dirigea contre Clèves, celui de Bavière sur le Palatinat et le duc de Lorraine vers le Rhin, sur le chemin de sa patrie perdue. De leur côté, — puisque les Français, qui avaient pris, en hiver, Bonn et avaient affreusement dévasté toute la rive gauche du Rhin, n'épargnant pas même les vénérables villes de Worms et de Spire, étaient établis sur cette frontière aux dépens des Electeurs ecclésiastiques, — ceux de Mayence et de Cologne retinrent pendant des mois les forces de l'Empire pour leur faire reprendre Mayence elle-même et Bonn. Aux Pays-Bas, les efforts d'une grande armée, dans laquelle Espagnols, Hollandais, Anglais avaient leur contingent, ne réussirent qu'à empêcher une offensive inconsiderée des Français. Du côté des Pyrénées, enfin, l'Espagne était de nouveau harcelée sans pouvoir répondre.

Pendant cette campagne manquée en Occident, les Turcs reprenaient Cladovo en Serbie, Orsova aux Portes-de-Fer du Danube, et attaquaient Caransebeş, centre de la noblesse militaire des Roumains du Banat, où le général Herbeville put résister. Mais on se félicitait du côté des Impériaux d'avoir pénétré jusque dans les environs de

Nich, après une double et brillante victoire ; lorsque le Grand-Vizir se présenta, avec une armée de beaucoup supérieure, le marquis de Bade eut le courage de tenter les risques d'une nouvelle bataille près de cette ville serbe : Piccolomini, qui devait mourir bientôt à Pirote, Heissler, accouru de Transylvanie, collaborèrent à un succès définitif. L'armée ottomane n'existait plus, et les Autrichiens purent donc renouveler les exploits du vieux Hunyadi, descendant jusqu'au tragique champ des Merles à Cossovo, jusqu'à Skoplié et à Prizren, jusqu'aux vallées de l'Albanie. Ecartant les faibles garnisons turques, terrifiées, Heissler rejetait en arrière Brâncoveanu, dont la politique était, dans l'intérêt de son autonomie, plus que suspecte, et, avec un colonel impérial qui était boïar valaque et le propre gendre et continuateur de Șerban, à ses côtés, il occupait sans coup férir Bucarest, pour se retirer, il est vrai, à la première nouvelle que les Tatars s'avancent ¹.

Le Sultan trouva assez d'énergie pour se défaire des auteurs de la défaite honteuse et pour se livrer à Moustafa Keuprili, qui proclama la guerre sainte. Apaffy venant de mourir, en avril 1690, Tököly fut nommé à sa place et, la rancune de Brâncoveanu contre Heissler, qui en voulait à son trône, y aidant essentiellement, la Transylvanie fut envahie par une armée dans laquelle, à côté des Turcs et des Tatars, il y avait des forces valaques, bien organisées. Heissler, qui avait réussi à conclure un traité avec le Moldave Cantemir, sur les bases d'une parfaite autonomie pour la principauté ², fut complètement battu à Zârnești : son prince de Valachie fut trouvé parmi les morts, et le général impérial lui-même resta prisonnier. Toute la Transylvanie paraissait revenue aux Turcs, qui faisaient couronner le « roi de Hongrie », Eméric, dans une église de village saxon près d'Hermannstadt, mais, le lendemain de cette cérémonie, les vainqueurs

¹ *Ibid.*, pp. 244-247.

² *Ibid.*, p. 235. Cf. la revue bessarabienne *Spicuirii în ogor străin*, année 1925.

revenaient en Valachie, ayant accompli un simple acte de vengeance. Le marquis de Bade, qui avait pris Kanizza, avait dû interrompre sa campagne pour accourir à cette frontière orientale de l'expansion autrichienne.

Et, aussi facilement qu'on avait conquis les provinces serbes, les perdit-on. Un Starhemberg, le défenseur de Vienne, ne sut pas défendre Nich sans murailles ; Vidine et Orsova eurent le même sort. Les Bourguignons Aspremont et de Croy ne furent pas plus heureux à Belgrade (octobre), et les Serbes, compromis pour s'être réunis aux bandes de la croisade, durent se chercher, leur patriarche en tête, Arsène Tchrnoïévitch, un asile définitif sur la rive gauche du Danube. Le Banat, pour lequel la guerre continuera, redevenait turc, Veterani devant y finir ses jours, et Essek seule restait intacte, des conquêtes de l'année précédente. En Morée, enfin, les Vénitiens gardèrent Malvoisie, mais Kanina et Valona, sur la côte albanaise de l'Adriatique, furent perdues.

Tout aussi mauvaise fut l'année 1690 en Occident, pour les troupes de la Ligue d'Augsbourg. Le maréchal de Schomberg y fut tué. Le roi Jacques partit pour la France, mais Guillaume ne réussit pas à réduire Limerick, défendue par des Français. Jacques se laissait battre en Irlande, à La Boyne, le lendemain d'une victoire navale française, par le nouveau roi : cette entreprise n'était dans l'intention de Louis qu'une diversion, quelle que fût sa fidélité d'allié, de parent et de catholique à l'égard du roi légitime. Mais, le duc de Savoie s'étant déclaré pour l'empereur, dans l'espoir de regagner Casal et Pignerol et de s'étendre en Provence, le maréchal de Catinat l'écrasa à Staffarde pour aller occuper le marquisat de Saluces, héritage de François I^{er}, et Suse, déjà prise par la campagne personnelle de Louis XIII.

Aux Pays-Bas, le maréchal de Luxembourg, rappelé après une longue et douloureuse disgrâce, remportait la victoire de Fleurus, immobilisant ses adversaires, qu'il

n'avait pas réussi à briser. Mais le plus grand coup porté aux armées impériales sur le front occidental fut la mort de Charles de Lorraine. Appelé à Vienne par l'empereur, il lui écrivait d'Innsbruck, où il agonisait : « Sacrée Majesté, je serais parti d'Innsbruck pour aller recevoir vos ordres, mais un plus grand maître m'appelle ; je pars pour lui rendre compte d'une vie que je vous avais consacrée ¹. » Le duc de Bavière ne réussit pas à entamer les lignes françaises, commandées par son beau-frère le dauphin, dont la femme venait de mourir.

On se montrait disposé dans le camp impérial à une paix qui aurait permis d'améliorer la situation sur la Save et le Danube. Mais celui qui avait déclenché la guerre n'entendait pas la quitter de si tôt. On l'avait cru mort après la bataille d'Irlande, où il fut effleuré par un boulet, et le peuple de Paris et d'autres villes en firent des démonstrations bruyantes. Il ne tarda pas à montrer que sa haine, toute personnelle, était vivante.

L'année 1691 s'ouvrit cependant par de nouveaux succès des armées de Louis XIV. Le duc de Savoie paraissait absolument hors d'état de se défendre : Nice « se rendit d'abord qu'elle fût attaquée ² » ; un hasard livra aussitôt le château. Le duc quitta sa capitale, qu'il voyait en danger ; il assista aux promenades militaires et aux exploits faciles de ses ennemis ; c'est à cette occasion que, dans l'armée piémontaise, assez importante et grossie d'un contingent allemand, fit ses premières armes en Occident celui qui avait amené les Impériaux : un parent de Mazarin en même temps qu'un prince de Savoie et un prince de sang français, Eugène ou François-Eugène, fils du comte de Soissons, de cette dynastie savoyarde, et d'Olympe Mancini, qui, avant sa sœur Marie, avait rêvé d'être reine de France. C'était un des croisés français de Hongrie, contre la volonté du roi, qui n'avaient pas osé

¹ Reboulet, ouvr. cité, pp. 97-98.

² Reboulet, loc. cit.

revenir en France. Le duc de Bavière lui-même vint secourir ce médiocre allié, qui tenait cependant les clefs de l'Italie ; des calvinistes français, avec le fils du maréchal de Schomberg, étaient accourus aussi. Lorsque ces contingents se dissipèrent, l'offensive française fut reprise.

Mons avait cédé au roi lui-même, selon la volonté des bourgeois, dès les premiers jours du printemps, après une poussée française jusque vers Bruges. Le roi d'Angleterre avait assisté en spectateur à cet exploit. Liège fut bombardée et on craignit pour Bruxelles. Après le départ de Guillaume vers La Haye, le commandant des troupes de la Ligue, le prince de Waldeck, fut battu par Luxembourg à Leuze (septembre). La flotte française dominait la mer. Ce fut seulement en Irlande que les efforts dépensés pour la cause perdue de Jacques II restèrent vains, Limerick devant se rendre. Guillaume n'en fut que plus décidé à pousser la guerre.

La situation de l'empereur s'était améliorée par la disparition du Grand-Vizir qui avait réussi à communiquer sa confiance et son élan aux troupes ottomanes.

Moustapha Keuprili avait fait passer sans troubles, à la mort de Soliman, le pouvoir suprême sur Achmed, frère du Sultan défunt. Il partit en juin contre les Impériaux, qu'il chassait devant lui. A Salankemen ils s'arrêtèrent ; l'attaque des Turcs fut si furieuse que de Souches resta mort sur la place et Starhemberg fut blessé. Le marquis de Bade cherchait à endiguer la marée des spahis, lorsqu'un boulet tua le Grand-Vizir presque au milieu de la victoire. Il y eut alors un affreux massacre des Turcs, mais les survivants purent se retirer en ordre avec le cadavre de leur chef. On prit Lippa (Lipova), sur le Murăș, et le siège de Nagy-Várad commença¹.

Les Autrichiens renoncèrent cependant à reprendre l'offensive. Sobieski, soutenu par les conseils des Fran-

¹ *Gesch. des Osmanischen Reiches*, IV, pp. 253-255.

çais, qui voulaient lui procurer la Moldavie, convoitée par l'empereur aussi, se hâta de passer alors en première ligne. Il pénétra dans la principauté, mais dut se retirer bientôt, n'ayant fait que jeter des garnisons dans certains châteaux du Nord. Le nouveau commandant des Impériaux, l'Electeur Frédéric-Auguste de Saxe, qui devait être le successeur de Jean III sur le trône polonais, se borna à employer ses généraux italiens ou français, Veterani, Caprara, Vaudemont, Rabutin, à défendre Peterwardein et le front du Banat ; deux tentatives sur Temesvár échouèrent.

En 1695, un fils de Mahomet IV avait hérité du doux Sultan Achmed ; avec plus de mesure et de sens des réalités, il ressemblait à son père, le Nemrod des souverains ottomans. Il se décida à régner seul, à commander seul, à donner aux troupes l'encouragement de sa présence au milieu des batailles. Non seulement Belgrade fut conservée, mais le Banat revit les Turcs ; en 1695 même, Veterani fut tué en défendant Lugoï, et en 1696 l'Electeur de Saxe lui-même subit un grave échec.

Autant que la guerre durait en Occident, où elle était devenue désespérée, féroce de la part des ennemis de cette royauté française dont on proclamait l'ambition, les tendances à la domination universelle, mais qui ne faisait que défendre les limites de la patrie et de la race, le conflit oriental, devant décider du sort des Carpathes et du Danube, ne pouvait pas être résolu.

En mai 1692, une troisième tentative de restaurer la cause de la légitimité en Angleterre échoua ; les Français eurent devant eux à la Hogue les vaisseaux, deux fois aussi nombreux, des Anglais et des Hollandais, qui avaient à payer une dette au comte de Tourville ; un défaut de manœuvre réduisit celui-ci à faire brûler une grande partie de ses vaisseaux poussés vers l'ennemi : la flotte française, jusqu'ici dominatrice, paraissait avoir vécu. Quelques groupes poursuivirent les vaisseaux marchands des adversaires, mais la flotte anglaise put acca-

bler de boulets, en 1693, Dieppe, Le Havre, Dunkerque, Saint-Malo, Calais, et essaya la prise de Brest. Bien secouru, le duc de Savoie, qu'on avait créé généralissime, même des Anglais et des Hollandais, et vicaire d'Empire en Italie, s'il ne pouvait pas regagner dans ses Etats les trois places fortes, pénétra dans le Dauphiné, où il comptait sur les « barbets » vaudois des montagnes et sur les restes des calvinistes, pour que, l'année suivante, Catinat s'en revanchât par la victoire de Marsala. Il ne continua pas cependant autrement que par la défense de Casal, qui, capitulant, fut livrée au duc de Mantoue, et par une dernière invasion accompagnée cependant de l'offre de Pignerol. Le duc de Savoie finira par abandonner la Ligue, lorsque sa fille, âgée de onze ans, épousera, en 1696, le duc de Bourgogne, fils du Dauphin. On le vit même commander les troupes françaises dans le Milanais, imposant ainsi aux deux Habsbourg la neutralité en Italie.

Mais le roi de France put prendre, à la tête d'une splendide armée, Namur, et, lorsque le duc de Bavière, vice-roi des Pays-Bas pour l'Espagne, se réunissant au roi Guillaume et au prince de Waldeck, essaya d'une grande bataille, il la perdit contre Luxembourg à Steinkerque (1692). L'année suivante amena, après une nouvelle victoire du maréchal sur le roi d'Angleterre, la prise, qu'on attendait depuis longtemps, de Charleroi. En 1694, le dauphin ne put pas obtenir des succès sur ce théâtre de la guerre, mais, Luxembourg étant mort, ses successeurs se gagnèrent encore Dixmude, en 1696. Catinat, enfin libre, devait essayer de rétablir la situation aux Pays-Bas, où Guillaume n'avait réussi qu'à reprendre Namur (1695). Pendant tout ce temps, il n'y avait eu sur le Rhin, où commandait le marquis de Bade, que des manœuvres et des contre-manœuvres, avec des incursions dévastatrices comme celle des Français dans le Palatinat et le Wurtemberg. Il était évident que l'Empire de 1690 n'était plus celui qui avait risqué, sous la conduite de Charles de Lorraine, des actions si hardies vingt ans auparavant.

Des négociations depuis longtemps entamées, à Maëstricht, par la médiation des Suédois qui ne combattaient contre la France que par le caractère de prince de l'Empire qu'avait leur roi, avaient bientôt échoué à cause de l'opiniâtreté de la rancune du roi Guillaume, et ceci malgré la résistance aux demandes de subsides que montrait de plus en plus le Parlement anglais, malgré la fatigue de plus en plus visible des Etats de la Hollande. En 1693 déjà, Louis XIV avait déclaré qu'il ne poursuit pas de conquêtes, qu'il est disposé à s'en tenir aux clauses du traité de Nimègue, abandonnant ce qu'il avait gagné aux Pays-Bas, ainsi que Heidelberg et même Philippsbourg et Fribourg, Strasbourg seule devant lui rester pour sa simple sûreté, qu'il consent à renouveler les privilèges de commerce des Hollandais, de plus en plus ruinés par les exploits de pirates d'un Jean Bart et d'un Duguay-Trouin, ayant remplacé la parade belliqueuse de la flotte royale, ensuite qu'il consent à reconnaître le roi Guillaume du vivant de Jacques II abrité à Saint-Germain-en-Laye. A plusieurs reprises ces propositions avaient été repoussées ; les offres de médiation faites par le roi du Danemark, par le pape Innocent XII, — après la réconciliation des évêques français, en dépit de leur credo politique, difficilement rétracté, avec la papauté, en lui rendant son domaine français, — ne purent pas fléchir la résolution de cet homme inébranlable qu'était Guillaume d'Orange. Il prétendait que son adversaire ne cherche qu'à séparer les membres de la Ligue, engagés formellement à ne conclure la paix que d'une façon absolument solidaire.

En 1697, on en était arrivé cependant, après la « trahison » du duc de Savoie, à ne discuter que sur les annexions prononcées par les « Chambres de réunion », en dehors de tout pacte international, sur la situation des villes d'Alsace et du duché de Lorraine. Au moment où des négociations publiques furent ouvertes, en février de cette année, Louis offrait aussi Luxembourg, Dinant,

Strasbourg même¹. Il était disposé à accepter comme place du Congrès une ville de Hollande, alors que l'empereur donnait à choisir entre Augsbourg, Cologne, Francfort, Aix-la-Chapelle et Bâle¹. On finit par accepter un château de la Maison d'Orange, dans les environs de La Haye, Ryswick².

Et les Espagnols débutèrent par demander qu'on revînt à la paix des Pyrénées, ce qui signifiait leur rendre Flandre et Franche-Comté. On leur répondit par l'avance des troupes françaises en Flandre même et en Catalogne, du côté de Barcelone, défendue par un prince allemand, qui fut prise. Et, comme le terme d'août fixé par le roi pour une réponse avait été dépassé, il déclara vouloir retenir Strasbourg. Avant de laisser échapper un dernier terme, les Hollandais, les Anglais et les Espagnols signèrent la paix³.

L'empereur, auquel on avait proposé une trêve jusqu'au mois de novembre, paraissait avoir voulu attendre le résultat de la campagne de Hongrie. En août, le Sultan Moustapha, parti pour la troisième fois à la tête de ses armées, était à Belgrade. Il voulait prendre Peterwardein, mais, ayant rencontré les troupes impériales commandées par Eugène de Savoie, il obliqua vers Szege din sur la Theiss. A Zenta on l'arrêta, le forçant à livrer bataille. Un pont fut jeté sur la rivière, mais, au moment de la passer, la panique se mit parmi les troupes ottomanes, malgré la présence d'un maître qui par deux fois leur avait donné la victoire. Le massacre fut terrible, 30.000 Turcs étant restés sur le champ de bataille (10 septembre). Le Sultan dut s'enfuir, sous un déguisement, à Temesvár pour se cacher devant la fureur des rebelles, pendant que la cavalerie impériale, se jetant en Bosnie, arrivait à Séraïévo⁴.

¹ Reboulet, *loc. cit.*, p. 299.

² *Ibid.*, p. 303.

³ Voy. *Mémoires historiques concernant la paix de Ryswick*.

⁴ Cf. aussi Gerba, *Die Kaiserlichen in Albanien*.

Ce fut donc le lendemain d'un grand triomphe que les plénipotentiaires impériaux signèrent à Ryswick une paix basée sur les prescriptions du traité de Münster. Dès le lendemain, toute l'attention se tourna ensuite vers les négociations avec les Turcs.

De ce côté-là aussi, la guerre était bien finie. Léopold n'avait pas plus que le Sultan les moyens de la poursuivre¹. Les alliés avaient atteint chacun leur but. La Pologne ne pouvait pas se saisir de la Moldavie. La grande entreprise personnelle du doge François Morosini finit par un insuccès ; il mourut, en 1694, sur cette terre de Morée qu'il croyait avoir définitivement gagnée à sa patrie, et on l'enterra à Nauplie, où ses cendres seront dispersées à l'heure de la revanche ottomane. Chio put être prise en 1694 aussi, pour être perdue une année après. Ayant fait son entrée triomphale à Azov, le nouveau Tzar, Pierre, fils d'Alexis, échappé à la tutelle de sa sœur, l'impératrice Sophie, et à la corégence de son doux frère Ivan, s'occupait seulement à fortifier cette région, avec l'aide de ses Allemands, Genevois, Anglais et Italiens, en train de transformer la Moscovie, jusque-là pour les trois quarts enclose dans son asiatisme.

Pour garantir leur commerce, à chaque pas molesté par la petite guerre que les Vénitiens faisaient aux Turcs et les Turcs de l'amiral Mezzomorto aux Vénitiens, les diplomates hollandais, Heemskerck, Colyer, Fagel, s'employèrent de toutes leurs forces à presser la paix entre les deux Empires. Des négociateurs impériaux, comme le savant comte Marsili, auteur du « *Danubius pannonico-mysicus* », échangeaient des vues avec Alexandre Maurocordato et ses collègues turcs. On passa par-dessus les espérances et les illusions polonaises, par-dessus les visées de Venise sur Nègrepont et la Crète. Le 26 janvier 1699, à Carlowitz, était signé le traité de « trêve pour vingt-cinq ans » qui, reconnaissant au Tzar Azov, à

¹ Voy. J. Contarini, *Istoria della guerra di Leopoldo I contro il Turco*, Venise, 1710, et le livre de Ruzzini sur la paix de Carlowitz.

Venise la Morée, Sainte-Maure, Egine et quelques places d'Albanie, dont Risano, et de Dalmatie, dont Segna, et aux Polonais la seule Kamieniec, faisait des Habsbourg les maîtres héréditaires de la Hongrie et de la Transylvanie ¹.

Comme, par un traité secret conclu en octobre 1698, entre la France, l'Angleterre et la Hollande, sous la suggestion du roi Guillaume, la succession d'Espagne était assurée au prince de Bavière, fils de l'archiduchesse Antoinette, elle-même descendant par sa mère, l'impératrice, de Philippe IV, — à son père, gouverneur des Pays-Bas, Louis XIV aurait été disposé de créer un Etat dans ces régions, — on croyait avoir garanti la paix du monde, et pour longtemps. Le dauphin aurait eu pour sa part, avec un nombre de places-fortes sur les Pyrénées et en Toscane, le royaume des Deux-Siciles, alors que le descendant de l'infante Marguerite-Thérèse, femme de Léopold I^{er}, Charles, se serait installé dans le Milanais. Bien que l'empereur, l'Espagne, — dont l'ambassadeur, qui avait présenté un violent mémoire, fut chassé à Londres, — le duc de Savoie, le Parlement anglais lui-même eussent protesté, c'était une base assez solide pour l'entente future.

¹ Voy. aussi la correspondance anglaise de Vienne, publiée par Manners Sutton, *The Lexington papers*, Londres, 1851.

CHAPITRE XVI

Le dernier combat contre l'hégémonie européenne.

Louis XIV représentait-il encore cet impérialisme d'influence qu'il avait poursuivi, sous l'influence de son éducation et de son milieu, le seul impérialisme possible à son époque ? D'après les dehors de son pouvoir, sans doute. Il n'y avait pas un de ceux qui l'avaient combattu dont le plus ardent désir n'eût été celui de lui ressembler le plus, et à la française. Ces femmes de la noblesse brandebourgeoise qui, vers 1670, devaient accompagner l'armée sur le Rhin disaient en ricanant d'envie qu'elles veulent apprendre des dames de France le savoir-vivre et, recommandant à sa nation de résister au roi *welche*, Leibnitz, le grand penseur allemand, conseillait aussi d'en trouver des maîtres à Berlin, où serait établie même une Académie dans le genre de celles que les deux derniers rois de France avaient fondées.

Le respect envers la personne de Louis n'avait pas diminué à l'extérieur, et à l'intérieur on continuait à aimer, dans les classes populaires même et malgré des démonstrations isolées, niaises, celui qui avait élevé si haut le prestige de son pays ; les huguenots seuls, plus d'un million de gens offensés, traqués, ruinés, gardaient de la haine au « tyran ». On pouvait penser à guérir les profondes blessures d'une longue guerre lorsque la mort, en février 1699, du prince de Bavière, à peine âgé de sept ans, donna au problème de la succession d'Espagne, actuelle par l'état maladif de Charles II, une acuité particulière. Et la succession de Pologne, ouverte dès 1697,

par la mort de Jean Sobieski, dans l'abandon et l'ingratitude, mettait en mouvement ce monde chrétien de l'Orient, où l'ambition du jeune Pierre, pour le moment affolé de voyages en Occident, et celle, non moindre, et d'un aspect plus provoquant, du roi de Suède, Charles XII, élevé en « héros » comme l'autre l'avait été en « civilisé », introduisaient des éléments de troubles capables de tout brouiller dans un ordre politique établi au prix de tant de sang.

Alors que la reine-veuve, maltraitée par ses fils, dont l'un était l'époux d'une princesse de Neubourg, avait pensé, aussi sous le rapport d'un futur mariage, au duc de Vendôme, Louis avait voulu faire élire le prince de Conti, et il le fut, étant reconnu en cette qualité par le primat ; mais cette fois la Maison d'Autriche, malgré les anciennes rivalités nationales, exaspérées par la querelle pour les principautés roumaines, obtint, appuyée par le Pape, qui favorisait un prince récemment gagné à la foi romaine, la victoire. L'ancien général contre les Turcs, qui méritait sous ce rapport aussi la protection du Saint-Siège, Frédéric-Auguste de Saxe, devint Auguste II (en comptant le Jagellon Sigismond-Auguste), roi de Pologne, au prix de promesses abondantes, comme celle de payer les dettes de Sobieski, d'entretenir une armée de Saxons et de gagner l'Ukraine, la Podolie, la ligne du Danube. Bien que deux Diètes eussent consacré l'élection du prince français, qui ne pouvait pas facilement s'installer, mais des vaisseaux français l'avaient porté à Danzig, la violence de son adversaire, qui accourut à Cracovie et se fit couronner, maîtrisa la situation. S'il ne put pas accomplir la dernière des clauses, malgré ses efforts auprès de Brâncoveanu et ses intrigues en Moldavie, le nouveau roi crut devoir, le lendemain même de la paix désastreuse de Carlowitz, obtenir du prestige en attaquant en Livonie les Suédois, contre lesquels s'étaient tournés aussi les Danois du jeune Frédéric V et les Moscovites du Tzar.,

Guillaume d'Orange continuait à avoir l'initiative des

projets pour le nouvel ordonnement de l'Europe, et Louis XIV l'admettait pour empêcher la réunion dont il avait eu tant à souffrir, des intérêts de ce prince avec ceux de l'empereur, dégagé maintenant de tout souci à sa frontière orientale. Il accepta donc le dessein formé par le roi d'Angleterre, qui restait, par les « pensionnaires », Fagel et Heinsius, maître de la Hollande, de reconnaître comme futur roi d'Espagne l'archiduc Charles, auquel on interdisait l'Empire, en échange pour la Lorraine, dont le duc, baptisé Léopold, mais vassal reconnu, ami de la France et mari de la nièce du roi, aurait été installé dans le Milanais, et, bien entendu, pour cet héritage des conquérants normands et des rois angevins qu'étaient les Deux-Siciles (mars 1700).

Mais Charles d'Espagne, préparé par l'ambassadeur de France et par tout un parti opposé à celui de la reine allemande, un Monterey, un cardinal de Porto-Carrero, avait désigné comme héritier de tous ses Etats, sans exception, le duc d'Anjou, second fils du Dauphin ou, à son défaut, et ceci signifiait aussi : au cas où il arriverait à être héritier de la couronne française, son frère, le duc de Berri ; l'archiduc, qui ne pouvait pas régner aussi en Allemagne, ne venait qu'en troisième ligne, et, si cette condition n'était pas observée, le duc de Savoie devait le remplacer. Peu après, en octobre, le précoce vieillard royal s'éteignait avant d'avoir accompli la quarantaine.

La communication de ce règlement des affaires d'Espagne était pour l'empereur une déclaration de guerre. Elle venait au moment où tout l'Est européen était bouleversé par la fureur vengeresse de ce terrible héros d'épopée scandinave qu'était le jeune roi de Suède.

En mai, il avait fait quitter aux Polonais d'Auguste II, dont la force d'âme ne correspondait pas aux moyens extraordinaires, sous tous les rapports, de son corps, le siège de Riga. Auguste lui opposa son armée saxonne, qui avait collaboré à la victoire contre les Turcs et qu'il considérait donc comme un instrument de guerre de tout

premier ordre. Près de la capitale de la Livonie, elle fut complètement battue, en juillet, par son adversaire. Comme Charles avait encore son compte à régler avec le Danemarck, il se jeta sur Frédéric IV et lui imposa le traité de Travendal, par lequel était sauvée l'indépendance du Holstein, dont le duc était le proche parent du roi de Suède. Revenu sur la côte orientale de la Baltique, où le Tzar avait paru pour s'emparer de l'Ingrie, pensant déjà à y établir sa nouvelle capitale, de caractère européen, Charles mit en déroute, à Narva, ces strélitz, ces boïars, qui n'avaient pas encore assez profité des leçons de technique occidentale que leur inculquaient les conseillers étrangers de Pierre. Celui-ci prendra sa revanche en 1701, par la victoire de Dorpat, où il n'avait pas devant lui le royal animateur ; mais les Polonais sont de nouveau battus, à Mittau, et perdront la Courlande. Le royaume suédois sur les deux rives de la Baltique prenait ses contours.

Malheureusement, Charles XII, au-dessus de ces questions de territoire, poursuivait l'aventure toujours renouvelée, et il voulait s'assurer de la Pologne en lui donnant ce roi de sa création qui fut Stanislas Leszczyński. Et, pendant ce temps, les Russes, vainqueurs à Pernau, occuperont l'Ingrie et s'y fortifieront.

On admettait que l'autre guerre, la grande guerre d'Occident dépendait de la décision de Louis XIV, qui avait devant lui la double possibilité d'un partage infiniment plus utile à sa dynastie et même à ses Etats, par l'acquisition de la Lorraine et du Guiposcoa pyrénéen, ou d'une installation, « glorieuse », mais pleine de risques, de son petit-fils à Madrid. Toute son éducation, tout le milieu d'idées dans lequel il vivait, toutes les suggestions de ses parents, de sa Cour, le poussaient à se décider pour la seconde alternative. Et, comme la première n'était pas non plus du goût de l'empereur, qui l'avait nettement déclaré dès avant la mort de son parent, ni, bien entendu, des Espagnols et même du Parlement an-

glais, dans un cas et dans l'autre ç'aurait été la guerre, mais avec cette différence qu'en reconnaissant Philippe V comme roi d'Espagne on aurait eu par delà la frontière du Sud un allié à tout prix, au lieu d'un irréconciliable ennemi. Sans compter que la perspective de succession ouverte à la Maison de Savoie ou au moins l'honneur de se l'entendre annoncer assurait l'amitié de ce « portier des Alpes » qui s'empessa de lier son sort avec celui des Bourbons d'Espagne en mariant sa fille avec le nouveau roi (l'autre fille était déjà la duchesse de Bourgogne).

En attendant l'immanquable ouverture des hostilités, on se cherchait des alliés. A côté de la Savoie, la France pouvait compter sur la Bavière, dont le duc, établi depuis longtemps à Bruxelles, espérait de la grâce des Français la possession héréditaire des Pays-Bas espagnols. L'Electeur de Saxe était retenu comme roi de Pologne par Charles XII. Le nouvel Electeur guelpe de Hanovre, de la lignée des Brunswick-Lunebourg, rencontrait encore une forte opposition de la part de ses collègues. Il n'y avait, en dehors de l'Electeur Palatin, beau-père de l'empereur, que le Brandebourg à gagner par Léopold.

Le Grand Electeur était mort, ayant goûté à peine, par ses succès sur les Suédois, à une époque où Charles XI n'était pas de taille à continuer les traditions de Gustave-Adolphe et de Charles-Gustave, de cette « gloire » qui était un devoir absolu pour tout prince à cette époque. Son fils, né d'une princesse d'Orange, Frédéric, ne lui ressemblait ni de corps, ni d'âme. Le père avait été simple et dur, tout occupé à se créer une réalité militaire, absolument à ses ordres, sans aucune immixtion de ces seigneurs sans passé qu'il tenait sous sa main de fer ; il vivait dans son château démodé, sans trop sentir l'absence d'une Cour pour se distraire et d'un parasitisme littéraire et artistique pour célébrer sa grandeur. Le fils, petit, les jambes cagneuses, écrasé sous sa perruque à allonges, ne rêvait que titres et prestige. Il était prêt à renier son calvinisme pour obtenir du Pape une couronne, et ses érudits, cherchant une base, la trou-

vèrent dans cette Prusse, jadis régie par des rois païens et dont la couronne pouvait devenir rivale de celle de la Pologne, car, après la catastrophe d'un voisin saxon qu'il enviait, il paraît avoir brigué sa succession polonaise¹. Ce qu'il avait proposé à Rome il l'obtint à Vienne. Le nouveau royaume était une création formelle de l'empereur « tout-puissant », ainsi que le dit le diplôme. S'associant Leibnitz comme prôneur, créant des chevaliers de l'Aigle Noir à la façon des chevaliers français de Saint-Louis, Frédéric allait se faire couronner avec une pompe extraordinaire dans cette Königsberg, rappelant le titre royal des souverains de la Bohême médiévale, qui devait retomber ensuite dans le calme de ses souvenirs, le 18 janvier 1702².

Dès 1702, comme Philippe V avait fait partir les garnisons hollandaises de ses places aux Pays-Bas, les remplaçant par des troupes françaises, le roi d'Angleterre demanda le départ de ces dernières et le droit pour les Anglais de « garder » Ostende et Nieuport ; de leur côté, les Etats de Hollande exigeaient le même droit pour Ruremonde, Namur, Charleroi, Mons, Luxembourg et autres places fortes. Mais ce qui déclencha les hostilités ce fut l'entrée des Français à Mantoue qu'on soupçonnait devoir être occupée par les Impériaux.

Venise, qui s'était pourtant déclarée neutre, permit aux soldats d'Eugène de Savoie de déboucher en Italie par les passages du Trentin. Sur l'Adige, à Carpi, la première rencontre avec Catinat lui fut favorable. Le généralissime qui était le duc de Savoie paraissait incertain. Sur l'Oglio, à Chiari, Villerói, qui avait remplacé Catinat, ne fut pas plus heureux contre le vainqueur des Turcs. Une surprise sur Crémone, tentée par Eugène, ne réussit cependant pas.

¹ Le chroniqueur moldave Jean Neculce, vivant dans l'intimité de son prince, client des Tzar, Démétrius Cantenur, l'affirme pertinemment. Voy. notre *Scurtă istorie a Slavilor răsăriteni*, p. 94.

² Voy. Waddington, *Histoire de Prusse*, II.

Il n'y avait pas encore la guerre ouverte. Mais Guillaume III, se rendant en Hollande, avait conclu, dès le mois de septembre de cette année, une triple alliance entre les deux pays qu'il dirigeait et l'empereur auquel il s'agissait de procurer, aux Pays-Bas et en Italie, une « satisfaction convenable », tout en attaquant les côtes des Deux-Siciles pour la « liberté du commerce ».

Sans connaître cet acte, Louis XIV donna aux Anglais un prétexte de guerre en reconnaissant à la mort de Jacques II le prince de Galles comme roi d'Angleterre, ce qui rangea le Parlement de 1702 tout à fait du côté d'un roi qui jusqu'alors, à cause des conseillers étrangers, comme lord Portland, n'avaient eu, de la part des Parlements précédents, que des déboires. Déjà, les troupes hollandaises entraient dans le duché de Juliers, dans l'électorat de Cologne, dont le prince-évêque avait appelé des Français, comme « troupes auxiliaires du cercle de Bourgogne », pour se garantir contre l'empereur, qui ne reconnaissait pas sa neutralité. Tous les neutres du traité d'Heilbronn furent traités en rebelles. En décembre, il y avait des Hollandais à Cologne même, l'Electeur étant cité à Vienne comme accusé de trahison.

Guillaume III ne vécut pas pour voir le succès de la coalition qui partait surtout de cette initiative dont il avait su depuis 1670 ne se jamais départir. Il mourut à la suite d'un accident, laissant à la sœur de sa femme, depuis longtemps morte, cette succession royale pour laquelle il avait voulu élever le fils d'Anne et du prince de Danemarck, ce duc de Gloucester, disparu peu auparavant. La perte du créateur de la force permanente opposée à l'hégémonie française n'empêcha pas les déclarations de guerre de la Hollande et de l'Angleterre, en mai 1702, celle de l'Autriche en juillet, celle de l'Empire en septembre. Le prince Eugène et le grand homme de guerre anglais que Guillaume avait recommandé à Anne, le duc de Malborough, entreprirent de briser l'hégémonie française, et ils y arriveront par leur opiniâtreté.

La première campagne ne paraissait pas promettre ces résultats. Encore une fois seul, car le duc de Savoie abandonnait la partie et le roi du Portugal ouvrait ses ports aux Anglais et, quant à l'Espagne, elle se défendait, sous la forme des « deux Couronnes », par les vaisseaux, les soldats, les généraux et l'argent de France, Louis put dominer la grande lutte. Philippe V fit une entrée triomphale à Naples, qu'il combla de faveurs au lendemain d'une conspiration de quelques nobles et de la populace ; il parut à côté de Vendôme dans le Mantouan, fit bon accueil à son beau-père, qui demandait encore plus, et ne quitta l'Italie qu'après de notables succès militaires, gagnés par sa participation personnelle. La flotte anglaise fit, à Cadix, qu'elle dut quitter, et à Vigo, où elle attaqua les galères d'Amérique sans pouvoir prendre leur or, œuvre de pirates. Et, en Allemagne, Ulm et Trèves furent prises, le chemin vers Nancy fermé par l'occupation de cette ville, et le marquis de Bade, qui avait pris Landau, battu à Friedlingen. Le duc de Bavière, vainqueur, qui avait vu périr sous ses yeux le markgrave d'Anspach, chef de cette offensive, occupait Ratisbonne, siège de la diète. S'étant réuni aux régiments de Vendôme, il avança jusqu'à Innsbruck, pour couper les communications aux troupes impériales d'Italie, où Eugène de Savoie ne commandait plus. On vit les Français à Arco, sur le lac de Garda, et devant Trente : la désertion du duc de Savoie seule empêcha une catastrophe pour l'entreprise italienne de l'empereur. L'année suivante, la conduite de la guerre, qui ne se poursuivit que de ce côté, fut malheureuse pour les agresseurs, qui, battus à Hochstädt, dans la poursuite de leurs projets contre la Bavière, perdirent Kehl et Landau. Augsbourg, ville libre, qui avait accepté les Impériaux, fut prise et punie, et le duc de Bavière poussa jusqu'à Passau et plus tard Breisach, et, à la suite d'une nouvelle victoire, à Spire.

Mais, déjà en 1702, dans les Pays-Bas paraissait le grand ennemi, l'héritier de Guillaume d'Orange, Marl-

borough. La situation y avait semblé d'abord tout aussi favorable qu'ailleurs : le duc de Bavière avait des troupes et le duc de Bourgogne, défendant le trône de son frère, repoussa les Anglo-Hollandais jusque sous les murs de Nimègue. Le prince de Nassau avait pris cependant Ru-remonde; après l'arrivée du généralissime, Liège fut occupée, mais sans qu'une bataille eût été encore livrée. En 1703, Marlborough se saisit de Bonn. Les lignes d'Anvers furent forcées, mais pour que, dès le lendemain, les « alliés » perdissent leur artillerie dans un combat meurtrier.

Dès le 11 septembre 1703, l'empereur et le roi des Romains cédaient leurs droits sur la couronne d'Espagne à l'archiduc Charles, qui en devint, pour ses partisans, le roi Charles III. Mais il lui fallut aller se présenter à Londres, car la guerre était de plus en plus une affaire anglaise. Il employa ensuite la flotte anglo-hollandaise de l'amiral Rook pour aller, avec les soldats du jeune Schonberg, au Portugal, dans le but de tenter fortune en Espagne. Mais son apparition ne fit que donner l'occasion à son rival de prendre des places aux Portugais ; les Espagnols avaient ainsi l'occasion de satisfaire d'anciennes rancunes contre leurs voisins. Une entreprise sur Barcelone ne réussit pas. Mais Rook put donner à sa nation Gibraltar.

Presqu'au même moment, on apprenait l'entrée de Charles XII à Varsovie (mai), et le prince François Rákóczy, pendant longtemps un pupille des Impériaux à Vienne, puis prisonnier pour des prétendus actes de trahison, fuyard en Pologne et condamné à mort, réunissait autour de lui un Bercsényi, un Eszterházy, un Károlyi, un Forgács, et recommençait la lutte de Bocskai et de Bethlen, du premier Rákóczy et de Tököly, au nom de la liberté religieuse et de l'indépendance nationale, dans les vallées, habitées par les Roumains et les Russes, du Marmoros. Depuis, pendant des années, de cette base montagnaise, et malgré les efforts des chefs militaires des

Impériaux, Pálffy et Heister, on vit les lobonczes de Rákóczy, imitateurs des « kourouczes » de Tököly, piller jusqu'aux faubourgs, fortifiés à cette occasion, de Vienne.

Marlborough décida que tout autre souci, même celui de secourir le duc de Savoie, presque totalement dépouillé de ses Etats, sera abandonné pour infliger aux Français et à leur allié bavarois, dans l'Empire même, une de ces défaites qui pouvaient seules libérer la voie de Vienne du côté de l'Orient. Tallard et Marsin avaient réuni leurs troupes à celles de l'Electeur. Le général anglais collabora, sinon avec le marquis de Bade, avec Eugène de Savoie, à cette journée de Hochstädt (août 1704), qui donna aux alliés vingt-huit bataillons et quatre régiments de cavalerie, plus un maréchal de France, comme prisonniers, et, avec cent canons, trois cents drapeaux de trophées et qui rejeta les Français sur le Rhin, livrant la Bavière aux repréailles des Impériaux.

Le duc de Marlborough devint de ce fait prince d'Empire, cousin de l'empereur, et, à côté de Charles XII, inlassable à battre les Saxons en Prusse, devant Varsovie, puis, en 1706, dans leur propre pays, le plus grand « héros » de l'Europe. Reçu en prince régnant à la Cour de Hanovre, à la Haye, chez lui-même en Angleterre, le vainqueur de Hochstädt, devant la fierté duquel pâlisait l'étoile du « petit capucin » Eugène de Savoie, se crut assez fort pour que, après avoir dégagé par la Bavière Vienne, il cherchât, en 1705, par ces régions rhénanes, où il avait pris Landau, Trèves, Sarre-Louis, à travers la Champagne, le chemin de Paris.

Le duc de Savoie fut presque abandonné : il resta, avec Eugène de Savoie, à défendre Turin, pendant qu'on rasait ses autres places, et la défaite de son parent à Cassano rendit sa situation encore plus malheureuse. L'aventure espagnole de l'archiduc fut considérée comme finie, et ce fut seulement par un heureux hasard, la révolte de la Catalogne, que, le maréchal de Tessé commandant en Espagne, Barcelone put être prise par une flotte anglo-

hollandaise et par les troupes du prince de Darmstadt, fauteur de la rébellion, qui fut tué au cours du combat ; aussitôt Valence suivit cet exemple, puis tout le royaume d'Aragon. La mort de Léopold (mai 1705) et l'avènement du roi de Hongrie Joseph n'intéressaient que d'une manière subsidiaire : on croyait avoir assez fait pour l'Autriche. Mais, lorsque le général anglais passa la Sarre, attendant les troupes du prince de Bade, il trouva devant lui un puissant front français commandé par Villars, qu'il ne put réduire à un combat comme celui qui lui avait procuré tant de gloire l'année précédente. L'entreprise se termina par une brouillerie entre les deux chefs, provoquée par la hauteur de Marlborough, qui prétextait les retards du marquis, dénoncé ensuite dans une lettre formelle au commandant français. Prendre quelques places fortes dans les Flandres n'était qu'une faible compensation pour l'abandon du principal but de la campagne.

En 1706, comme Turin, assiégée, faisait mine de résister, comme Barcelone ne put être reprise par le roi Philippe, une puissante flotte anglaise ayant contraint celle du comte de Toulouse à la retraite, Louis XIV ordonna à Villars, qui commandait aux Pays-Bas, de forcer la paix par une victoire de prestige. Il fut complètement battu à Ramillies, près de Namur, en mai et, comme la défaite de Hochstädt avait reporté les lignes françaises jusqu'au Rhin, celle-ci les fit retirer jusqu'à Lille, tout un groupe de places de la plus haute importance étant abandonnées sans la moindre tentative de résistance. Anvers, Ostende, Hénin eurent le même sort que Bruges et Gand, Louvain et Malines, Oudenarde et Bruxelles ¹. Des garnisons hollandaises y entrèrent. Ce fut seulement par l'intervention de Vendôme que le reste des possessions françaises en Flandre put être sauvé. En septembre, une grande défaite, infligée par Eugène de Savoie au duc d'Orléans et à Marsin, tué dans le combat, fit perdre aussi le Piémont, le Milanais, le territoire de Mantoue, le royaume de Naples,

¹ Reboulet, loc. cit., pp. 114-115.

mais en gardant par la trêve les troupes en garnisons. De la fin de juin à la fin de septembre, des Portugais et des Anglais, commandés par lord Galloway, fils d'un Français réfugié, gardèrent à Madrid le trône de Charles III, proclamé au milieu des murmures d'une fière population douloureusement offensée par le spectacle de l'occupation étrangère.

Le soin de restituer le roi Philippe à Madrid, de briser l'ennemi, à Almanza (avril 1707), de lui regagner Minorque, sinon Gibraltar, et de lui ramener ses sujets révoltés, fut laissé au bâtard de Charles I^{er} d'Angleterre, le duc de Berwick, dont l'action en Espagne fut désormais presque autonome ; une autre armée prendra Lerida. L'Italie et les conquêtes de Flandre ayant été abandonnées, la situation défensive de la France, qui avait vainement offert la paix, en devenait cependant plus facile. Pendant cette année entière, 1707, elle fut généralement efficace. Une entreprise contre Toulon ne réussit pas ; le duc de Savoie avait demandé l'hommage aux Provençaux comme leur futur souverain. On vit même Villars passer le Rhin à Strasbourg, occuper les lignes des Impériaux et installer son armée sur le territoire ennemi, sous les yeux du successeur de Louis de Bade, le marquis d'Anhalt-Bayreuth. Les duchesses de Bade, de Wurtemberg implorèrent la protection du vainqueur, que personne ne pouvait arrêter, le marquis de Bade lâchant le terrain devant la poussée française. Des voix s'élevaient dans l'Empire, menaçant d'une paix séparée. Et, d'un autre côté, Charles XII était en Saxe, où il imposa à Auguste II les renonciations d'Alt-Randstatt, et, la diète l'ayant déclaré ennemi de l'Empire, il était prêt à en tirer toutes les conséquences. Il demanda la sécurité religieuse pour les luthériens de Silésie et quelques satisfactions personnelles, après quoi la Moscovie insondable et impénétrable devait l'engloutir.

Mais dans les Pays-Bas, malgré la présence de Vendôme, Marlborough, auquel avait fini par se réunir le

prince Eugène, soutint sa réputation. Après la bataille indécise d'Oudenarde (juillet 1708), les Français, qui avaient pris Bruges, s'étant retirés, perdirent, malgré les fortifications de Vauban, la grande conquête de la jeunesse de leur roi, Lille. Eugène de Savoie avait eu le commandement, et le roi de Pologne, chassé de son royaume, le prince de Hesse-Cassel étaient accourus au spectacle. Le siège de Bruxelles fut levé par le duc de Bavière, et les Français évacuèrent Bruges et Gand.

Aussitôt après, Louis crut devoir se soumettre à la nécessité de la paix pour ses pays épuisés. Il reconnaissait aux Impériaux l'Italie et les îles, la Sardaigne ayant été aussi conquise, à l'aide des moines prêchant, la croix en main, dans les rues de Cagliari; il consentait au retour en France du « duc d'Anjou », qu'il aurait même aidé à se défaire de ces sujets qui acclamaient son fils nouveau-né, le duc des Asturies; il admettait qu'on forme la ligne de ceinture en Flandre, confiée aux Hollandais; il voulait démanteler, au gré des Anglais, Dunkerque; il allait jusqu'à renoncer à Strasbourg. Les maîtres de la guerre qui étaient Marlborough et le prince Eugène ne se bornèrent pas à opposer un refus à ces concessions extrêmes, ils ajoutèrent l'injure, traitant avec le dernier mépris l'envoyé d'un roi devant lequel peu auparavant tout avait plié.

La guerre devait être reprise, ou, plutôt, elle devait faire, par ses succès et ses défaites, varier l'assiette des préliminaires. En 1709, Tournay fut prise, et, dans l'espoir de sauver Mons, la bataille fut livrée et perdue à Malplaquet, où la cavalerie française se sacrifia héroïquement dans la furieuse mêlée, et la retraite fut absolument honorable. L'année suivante, le prince Eugène prendra Douai sous les yeux de Villars. En 1711, Bouchain fut occupée. Un revirement ne devait se produire qu'en 1712, contribuant à déterminer la paix.

Cependant l'Espagne montra tenir à son roi, ne vouloir s'en détacher à aucun prix, au profit des Portugais,

des Allemands envahissants — car la Maison des Habsbourg, jadis bourguignonne, s'était totalement germanisée, identifiée même avec le germanisme — et des Anglais, qui, dans la fureur de leur protestantisme intolérant, brisaient les statues et profanaient les autels. Philippe put sentir qu'il y avait autour de lui la vieille conscience espagnole qui ne tolérait pas qu'on discute le partage des provinces du vieil « empereur » ; le *de nobis sine nobis* des gens réunis à Gertruydenburg les exaspérait. Pendant qu'on demandait la soumission par les armes françaises, en deux mois, de l'Espagne et des Indes, à Louis, qui, de son côté, promettait d'amener son petit-fils à se contenter de la Sardaigne et de la Sicile, on se préparait pour une dernière lutte désespérée.

Le roi d'Espagne pourra être vaincu par les Anglais et les Allemands deux fois, en juillet et août 1710, il sera réduit à quitter encore une fois sa capitale, pendant qu'une flotte britannique paraissait dans le port de Cette, mais, bientôt appuyé par Vendôme, il ne se résignera pas à une honteuse abdication. Il n'y eut autour de lui dans le malheur aucune défection, bien qu'il eût permis à chacun de suivre ses seuls intérêts. A son départ, Philippe fut suivi par un millier de carrosses ¹. A Valladolid, refuge passager, fut rédigée la lettre qui manifestait à Louis XIV la ferme intention de tenir jusqu'au bout. Vendôme avait bien raison de dire que l'orgueil des alliés, traitant les plénipotentiaires de la France comme les Romains ne l'avaient pas fait à l'égard du moindre roi-teleet asiatique, ne faisait que « réveiller, tant en France qu'en Espagne, des vertus naturelles aux deux nations que le calme ou de trop longues prospérités avaient comme ensevelies dans une espèce de léthargie ² ».

Dès le mois de novembre, Charles III, froidement reçu à Madrid, qu'il cribla de réquisitions, devait prendre la route de Barcelone, sa vraie capitale, et les siens vou-

¹ Reboulet, loc. cit., p. 52.

² *Ibid.*, pp. 55-56.

lurent incendier au départ le beau palais d'Alcazar. Philippe revint bientôt en libérateur. Il le fut non seulement pour Madrid, mais pour tout son royaume. L'ardente poursuite ordonnée et conduite par Vendôme fit capituler les troupes anglaises de Stanhope. Philippe lui-même en écrivait le bulletin sur un tambour, se reposant, enveloppé de son manteau, sur la neige¹. A Villaviciosa, Starhemberg, complètement battu, fut dépouillé de la proie recueillie avidement dans les villes de Castille. Dans quelques mois, rien ne restait en Espagne au roi rival, parti pour s'assurer l'Empire, et Madrid fêta avec un extraordinaire enthousiasme une victoire entière. C'était, avant tout, une grande bataille populaire, un triomphe de recrues.

Pour la première fois, une nation se relevait contre les combinaisons des diplomates et les projets stratégiques des généraux.

De son côté, la France donna volontiers le dixième des revenus de chacun pour équiper, malgré l'extrême pénurie d'hommes, une dernière armée². La mort du dauphin, à peine âgé de cinquante ans, fut ressentie douloureusement, et les sympathies publiques entourèrent la souffrance du vieux monarque.

Il faut considérer aussi, par-dessus la querelle permanente entre les whigs radicaux et les tories conservateurs, comme une manifestation d'opinion publique contre le dur régime que Guillaume d'Orange avait transmis à son vrai successeur, au maître du ministère, où il avait deux proches parents, et d'un Parlement servile, à Marlborough, qui était traité en stathouder par les Etats de Hollande, le résultat des élections ordonnées en 1711, après la disgrâce des ministres, par la reine Anne. Le nouveau Parlement tory osa faire l'éloge des économies et des bonnes intentions du règne de Jacques II, attaquer ceux qui s'étaient enrichis par la guerre et recom-

¹ *Ibid.*, pp. 62-63.

² *Ibid.*, pp. 68-69.

mander une autre politique à la Souveraine qui n'attendait que ce conseil pour mettre fin à une longue tyrannie. L'année ne finit pas sans que des préliminaires qui garantissaient les intérêts anglais par delà la Mer, en démolissant Dunkerque et en créant la « barrière hollandaise », fussent signés avec cette France qui n'était plus considérée, après la mort de l'empereur Joseph et l'élection de « Charles III » à sa place — le fantôme de Charles V surgissant, plus terrifiant que la réalité déchu de l'impérial « Louis-le-Grand » — comme le principal ennemi de l'autonomie des Etats. Le langage impérieux du représentant de Charles à Londres, accusant les ministres anglais d'être achetés, montrait bien à quoi on pouvait s'attendre ; il y eut du tumulte sous les fenêtres du prince Eugène, venu pour exciter les lords et empêcher la paix.

Si la révolte nationale de la Hongrie fut domptée en 1711, Rákóczy devant s'enfuir en Occident, l'Allemagne paraissait vouloir revenir à ses traditions par-dessus l'absolutisme centraliste qui avait distingué le règne des derniers deux empereurs. Elle imposa à Charles VI une capitulation, lui interdisant de décider sur les intérêts des Etats sans les avoir consultés, de les mêler contre leur volonté à une guerre étrangère, d'empêcher que les souverains allemands signent des traités entre eux et avec des princes étrangers, de mettre un prince au ban sans le vote d'une diète. On réclamait la restitution des territoires confisqués, on défendait l'élection du roi des Romains du vivant de son prédécesseur. C'était surtout une condamnation énergique et complète des gestes de Léopold, dont le fils et héritier n'avait pas relevé du ban les Electeurs de Bavière et de Cologne, empêchés ainsi de participer à l'élection de Charles.

L'atmosphère européenne était favorable à la paix que Louis désirait d'autant plus qu'une maladie venait de lui prendre le nouveau dauphin et son fils aîné, ne laissant pour un si grand et difficile héritage que le second, un enfant de deux ans. Mais, pour mettre fin au

bavardage des diplomates et au fatras de leurs mémoires, il fallait à la France une victoire, et elle l'eut.

L'Angleterre entretenait encore une armée aux Pays-Bas en 1712, et le duc d'Ormond y avait été envoyé pour la commander. Déjà, les alliés avaient pénétré dans les faubourgs d'Arras et sous les yeux du nouveau chef anglais Quesnoy fut prise sans résistance par le prince Eugène. C'est alors qu'intervint le désistement public des Anglais, que les réclamations des Etats de Hollande avaient définitivement dégoûtés. Paraissant ne pas trop se soucier du départ de ces collaborateurs, le prince Eugène assiégea Landrecies, que Villars accourut défendre. La bataille fut livrée aux environs, à Denain (juillet) pendant l'absence du commandant impérial, et ce fut une victoire française. Aussitôt, non seulement le siège fut levé par les alliés, mais Villars eut Douai, Quesnoy et Bouchain.

Presqu'au même temps, Philippe, roi d'Espagne, déclarait solennellement à Madrid, devant les envoyés de la reine Anne, qu'il renonce au profit de son frère, le duc de Berri, et de son cousin, le duc d'Orléans, à tous droits sur la couronne de France. Louis XIV aurait préféré qu'il gardât ces droits en se restreignant à une royauté au Sud de l'Italie, mais par la bouche de son petit-fils c'était la nation espagnole même qui parlait. Les Catalans eux-mêmes, criaient à Barcelone : « Vive Philippe V » sous les fenêtres de la femme du « Charles III » allemand, une princesse de Wolfenbüttel, jadis luthérienne, quitte à manifester ensuite contre l'autre roi, supposé ennemi de leurs privilèges et à déclarer la guerre aussi bien à l'Espagne qu'à la France, les habitants des Baléares se réunissant à cette remarquable tentative populaire de créer un nouvel Etat national. Les princes français firent, de leur côté, une déclaration de renonciation.

L'accession des Hollandais, puis l'installation des Autrichiens, qui avaient leur « barrière » aux Pays-Bas, Tournay y comprise, suivit. Au duc de Savoie, on avait

promis une royauté en Sicile, ce qui paraissait un achèvement vers une nouvelle forme d'Italie, qu'il avait désirée ; il se retira en toute forme d'une lutte depuis longtemps abandonnée de fait. L'empereur, resté seul, consentit à évacuer « son » Espagne, dans laquelle il n'avait plus que Barcelone, Tarragone et deux des Baléares ; son lot avait été fixé au Milanais, à Naples et dans les Pays-Bas. On croyait pouvoir assurer au duc de Bavière une royauté en Sardaigne.

La paix fut donc signée entre la France, d'un côté, l'Angleterre, la Hollande, le Portugal, le duc de Savoie et le nouveau roi de Prusse, reconnu par Louis aussi comme prince de Neufchâtel et Valengin, le 11 avril 1713. La paix avec l'empereur, qui rétablissait les Electeurs de Bavière et de Cologne dans leurs possessions et leurs droits et acceptait avec la France la frontière du Rhin, ne pouvait pas tarder. Après la prise par les Français de Landau et Fribourg, elle fut signée secrètement à Rastadt, le 6 mars 1714, pour être proclamée à Bade, le 7 septembre suivant. La Sardaigne resta à l'empereur et les Hollandais ne furent pas admis à Bonn. Louis reconnaissait le nouvel Electorat, de création impériale, du Hanovre, dont le possesseur gagnait, de l'aveu général, la perspective au trône d'Angleterre et d'Ecosse, en vertu des droits de l'Electrice Sophie. Par une entente séparée avec l'Espagne, réduite à ses possessions ibériques et aux colonies, l'Angleterre s'installait à Gibraltar et à Port-Mahon, dans l'île de Minorque, ayant ainsi entre ses mains les clefs de la Méditerranée occidentale. Barcelone ne fut prise par Berwick qu'après un siège d'une soixantaine de jours et un affreux massacre. Des conventions entre les autres belligérants suivirent dans peu.

Les facteurs principaux de la paix disparurent bientôt. La reine Anne mourut dès 1714, Louis XIV le 1^{er} septembre 1715. Ils ne virent pas la tournure donnée à la politique européenne par l'apparition des forces nouvelles que la longue guerre qui venait de finir avait essentiellement contribué à susciter.

CHAPITRE XVII

La monarchie de prestige et l'avènement des royautés créées.

Pendant presque trois quarts de siècle s'était formée cette royauté dont la maturité de Louis XIV représentait la force et sa profonde vieillesse même, la majesté.

La noblesse, qui avait fomenté en France tant de complots et suscité de guerres civiles, qui avait trahi les intérêts du royaume, passant tranquillement à l'ennemi, non sans se réserver une réconciliation avec le roi qu'elle croyait seul offensé, n'était plus employée dans le gouvernement du royaume, ce qui lui coupait tout contact avec les mécontents de l'intérieur, toujours nombreux.

Une partie des représentants de ces familles privilégiées'empêchées de faire le commerce, sauf privilège spécial pour les affaires en gros, était concentrée à la Cour. Les femmes y trouvaient maintes occasions de s'amuser, à la chasse, aux voyages royaux, d'une résidence à l'autre, avant l'érection du splendide « Escorial » français, Versailles, à la comédie, aux réunions journalières, devant le monarque et sa famille. Il y avait aussi ce vaste terrain d'intrigues élégamment tournées et conduites avec esprit, racontées avec talent, comme dans les lettres de cette maîtresse diseuse de riens, qui est Madame de Sévigné. Pendant la jeunesse du roi, ses amours avec les Mancini, avec la Vallière, la Montespan, celles de la duchesse d'Orléans servaient de pâture à la curiosité, toujours en éveil, de ce monde en mal de ne rien faire. Au contact de cette société, la littérature gagnait en distinction, en fini

et en poli, et on ne pouvait guère mieux analyser les passions, pour les revêtir d'alexandrins solennels comme une perruque à allonges, que dans le chef-d'œuvre de Racine où des fables grecques et romaines cachaient des conflits qui appartenait bien, avec leur belle façon de dire, à ce milieu. L'art d'un Poussin conservait encore de ses inspirations italiennes une simplicité idyllique, une pureté romantique qui n'était pas en harmonie avec la vie contemporaine, mais la vaine pompe d'un Lebrun, les efforts de glorification des sculpteurs qui rivalisaient à rendre la splendeur du « grand roi » répondaient bien aux perspectives bien réglées des jardins dessinés par Lenôtre et aux arbres taillés en pyramide et en boule autour des bassins de marbre, peuplés de tritons et de nymphes, où jouent les eaux retombant sur les gazons. Le paradis terrestre du doux esclavage travaillait chaque jour à détruire la vitalité, l'initiative d'une classe étonnamment remuante.

Les rangs s'y gagnaient par la cour faite aux dames qui regardaient par-dessus l'épaule du maître pour corriger la liste des promotions au maréchalat, des nominations dans les ordres royaux, par l'habileté à parler au seul distributeur visible de toutes les faveurs. Ces rangs réservés à la noblesse consistaient dans le privilège d'assister aux grands et aux petits levers de Sa Majesté, de contempler ses repas, de prendre part à ses délassements, de courir à côté du royal Nemrod aux ébats cynégétiques. Il y avait de grandes satisfactions et de profondes douleurs, des triomphes éclatants et des catastrophes irrémissibles rien que pour cela. Des pensions discrètes, des revenus de différentes sources s'ajoutaient au bonheur d'un sourire, au baume d'une parole gracieuse. Louis témoignait un profond respect, non seulement aux femmes, de tout âge et de toute condition, qu'il croisait dans les corridors de Versailles, mais aussi à tous ceux qui pouvaient se valoir de cette qualité de gentilhomme. Sous un règne où pas une tête ne tomba pour la politique, — on épargna même la honte d'une condamnation au cardi-

nal de Bouillon, qui se fit recevoir à la frontière par toute une petite armée ennemie, — le roi sut se retenir même devant l'insulte venant de cette classe qu'il gardait dans une habile captivité. Il ne fit que toucher la cheminée où était sa canne, lorsque Louvois lui dit à brûle-pourpoint : « On ne saurait vous servir ». « Je serais au désespoir si j'avais frappé un gentilhomme », murmura le roi à une autre occasion. On peut même s'y compromettre pour échapper au désœuvrement : des noms connus et glorieux furent mêlés aux procès des empoisonneuses, des magiciennes : la Brinvilliers, la Voisin. De l'affaire des « philtres » d'amour, la comtesse de Soissons, la duchesse de Bouillon, le maréchal de Luxembourg sortirent flétris.

Mais ce qu'il y avait de vie dans cette classe, restée cependant digne de l'admiration du monde entier, pouvait se dépenser dans les guerres incessantes, consommant chaque année des gentilhommes par milliers. Où ne combattirent-ils pas, bravement, courant tous les risques, pourvu qu'il y ait de l'honneur, même sans aucun profit, même au prix de se ruiner, — tel refusait la somme assignée par le roi pour son voyage, — ces descendants des furieux huguenots, des catholiques portés aux châtimens et aux vengeances ! Ils combattent à Sankt-Gotthard et en Crète, à Alger, les Rohan, les Saint-Paul, les Navailles, les Beaufort ; ils s'enfuient du royaume et encourent des sanctions sévères pour aller continuer la croisade sous Vienne, en 1683. Un fils d'Olympe Mancini et du comte de Soissons fut tué par une balle turque sous les yeux de son frère qui deviendra le grand Eugène de Savoie. Les descendants directs de Henri IV, le bon duc de Vendôme, qui devait mourir en Espagne défendant le trône de Philippe V, et le Grand Prieur, sont à la tête des armées qui combattent en Italie. En Espagne, à côté d'un Berwick, bâtard royal d'Angleterre, il y a un de Baye, un Polignac, un Pointis, un Pons, un duc d'Orléans même, qui pensa que cette couronne pourrait lui revenir et en fut puni, un comte de Toulouse, fils du roi et de la Montespan.

C'est un théâtre de la guerre où on peut se distraire et s'élever ; Tessé sera grand d'Espagne.

Les ambassades, les missions secrètes sont aussi un moyen d'occuper, en les désarmant, ces rivaux, hier encore, de la royauté. Dans ces charges ils apportent tout leur orgueil, leur sensibilité, leur point d'honneur, exaspéré par la mode espagnole. Ceux qui n'ont plus le droit de régler une question personnelle dans un duel, individuel ou par groupe, se prennent de querelle avec tel seigneur allemand aux manières brutales, comme Lichtenstein, qui a fait quitter par Villars, pour n'avoir pas été présenté, le palais de l'archiduc à Vienne, ou ont la satisfaction d'humilier un négociateur hollandais, fier de l'importance de sa nation, comme aux négociations de la paix d'Utrecht. Leurs entrées sont magnifiques, leurs fêtes triomphalement dispendieuses ; on admire à Madrid le faste du duc d'Harcourt, à la tête de tout un défilé de calèches dorées ; on fait honneur à ses réceptions au cours desquelles des fontaines versaient du vin et du chocolat ; Rome s'extasie plus d'une fois, envieuse, devant les provoquantes démonstrations des ambassadeurs de cette royauté unique.

Après l'emprisonnement du surintendant Fouquet, accusé de malversations, Louis, maître absolu des organes qu'il employait et qui lui devaient tout, prenait les allures d'une divinité descendue sur la terre. Un faste inconnu jusque-là l'entoure dans la plus simple de ses manifestations publiques. Aux grandes occasions, on assista à un défilé interminable de carrosses jusqu'au nombre de quatre cents, à des parades militaires superbes. En 1697, un simulacre de combat, conduit par le duc de Bourgogne, âgé à peine de quinze ans, présente cinquante-quatre bataillons et cent trente-deux escadrons. La première apparition du roi en 1687, après une grave maladie, fut un événement national, célébré religieusement. Ce prince, de haute taille, de traits réguliers et nobles, de magnifique tenue, semblait — la perruque à allonges contri-

buant à mettre en relief la sévère figure rasée, le flot de dentelles élargissant les proportions de son corps élégant, les hauts talons agrandissant sa taille, — comme l'incorporation de ces dieux dont s'ornait la poésie de son époque. Avant les malheurs de famille qui le frappèrent, la présence du premier dauphin et de ses trois fils, des ducs d'Orléans et de Chartres, des princes de Condé et de Conti, du duc de Bourbon, des bâtards reconnus : le duc de Maine, le comte de Toulouse, rehaussait encore la solennité des pompes officielles. Les ambassadeurs étrangers en sortaient profondément impressionnés, et, lorsqu'un envoyé de quelque prince lointain venait présenter ses hommages, comme celui du Sultan, du roi de Siam, puis du Chah de Perse, quelque chose de légendaire paraissait s'ajouter à la cérémonie, parfaitement ordonnée, par laquelle se mettait en évidence devant ses propres sujets cette monarchie devenue, dans l'opinion publique, surhumaine.

Les quelques manifestations sporadiques de mécontentement n'atteignaient pas le prestige de l'image sacrée : telle femme qui accueillait le roi avec les épithètes de « roy machiniste (*sic*), tyran », tel des courtisans qui parlait, après le mariage avec Madame de Maintenon, du « gentilhomme campagnard fainéant, auprès de sa vieille femme », tel écrivain de vocation, resté un seigneur peu cultivé, tel Tacite de ruelle, comme le duc de Saint-Simon, qui enregistrait les nouvelles, fausses ou véridiques, des vices et des péchés de ce monde si varié et si difficile à pénétrer réellement, pour écrire les faciles critiques, tachés de venin, de ce règne vraiment grand.

Il le fut par une organisation militaire qui dépassait celle des Espagnols, fiers de leur infanterie, battue déjà sous Louis XIII. L'art de fortifier les villes ne fit nulle part de si grands progrès qu'en France à cette époque ; par une ceinture de places-fortes, Sarre-Louis, Huningue, Phalsbourg, Landau, Mont-Louis en Cerdagne, on croyait

pouvoir fermer les côtés ouverts des frontières de la France. L'armée, bien équipée jusqu'aux dernières campagnes, était commandée par des officiers de carrière ; il y eut une école pour les six compagnies de cadets, comme il y en eut une autre pour les gardes marines. Les ports militaires du royaume furent une création de ce règne. Des travaux techniques aussi importants que le canal du Languedoc furent accomplis par les ingénieurs français. Si, dans le domaine du commerce oriental, il y eut de grosses erreurs, faisant des sacrifices pour que d'autres en profitassent, entretenant une navigation pour les marchandises étrangères, qui se valaient du privilège général de l' « empereur de France », et épuisant sous des formalités d'Etat : Conseil de commerce, vérificateurs des manufactures, etc., toute spontanéité, il ne faut pas oublier que, sauf l'Angleterre et la Hollande, ces théories étaient partout admises.

Tout cela était fait, en plus grande partie, par l'intelligence et l'activité des représentants de la classe bourgeoise, Elle ne signifiait pas beaucoup comme ensemble, sans les formes qu'elle avait si bien remplies au moyen âge. Les villes avaient perdu tout instinct d'autonomie. Le départ des dizaines de mille de calvinistes y avait essentiellement contribué ; la principauté d'Orange en regorgeait, Genève pouvait à peine les contenir, l'Electeur de Brandebourg les accueillit par groupes nombreux. Les lourds impôts de la guerre eurent aussi leur part dans cette triste décadence. En 1659 déjà, les revenus étaient mangés pour trois ans. Pour payer les troupes, on recourut bientôt à des expédients : en dehors des emprunts imposés aux manieurs d'affaires, qui s'étaient montrés dénués de tout scrupule et incapables de sacrifices, le papier-monnaie parut sous la forme des « billets de monnoye », des « billets de subsistances », des « billets d'ustensiles », des « billets de l'épargne », bientôt également et totalement dépréciés. En 1695, il y eut la capitation, par plusieurs catégories, allant de 2.000 livres à 20 sols payés par les gens de service. Si, en 1698, le roi abolit les

impôts extraordinaires et diminua le droit sur les marchandises, la capitation fut reprise en 1702, et on recourut en 1709 à la nouvelle monnaie, d'une valeur intrinsèque inférieure ; un édit fit porter à la monnaie les objets d'or et d'argent. Le Trésor sera vide à la mort d'un prince glorieux, sur le cercueil duquel la misère jettera des pierres.

Les villes baissèrent la tête, cherchant une compensation dans la « gloire » à jet continu. Il y eut cependant une résistance dans les campagnes. Les « camisards », les rebelles portant la chemise par-dessus leurs vêtements, se levèrent en masse, avec un Cavalier, un Roland, un Ravenet. Il y eut de nombreuses exécutions, des supplices terribles. « Jamais » — dit un auteur presque contemporain — « on ne vit tant d'exécutions, et les bourreaux avaient peine à y suffire ¹. » Les « miquelets » aidèrent jusqu'au bout la révolte de la Catalogne.

Ce que la bourgeoisie, en tant que classe, ne pouvait pas donner à la France, elle le donna, par des individus isolés, au roi. Le monarque, qui prétendait tout savoir et régler tout, ne manquait pas de demander journallement l'avis de ces collaborateurs, dont certains furent les créateurs et les exécuteurs dans leurs bureaux. Tels Colbert, jusqu'à sa mort, Louvois aussi, jusqu'au dernier moment, Barbesieux, Chamillart, si décrié pour les malheurs d'une guerre dont il n'était pas responsable. Avec ces commis, dont quelques-uns surent résister au maître, on fit la bonne et la mauvaise besogne de ce long règne, à l'enseigne, parfois séduisante, mais trompeuse, du « soleil » royal.

Dans ses qualités et ses défauts, le système fut imité, copié, caricaturé, presque partout. La maladie de Charles II, comme, avant lui, les vicissitudes de Philippe IV, le rendirent impossible à la Cour de Madrid, mais celle de

¹ Reboulet, ouvr. cit., IX, p. 309.

Vienne voulut égaler, sous Léopold et sous Joseph, les splendeurs de Versailles. Les mêmes bâtisses, le même art décoratif qui remplit de somptuosités baroques, abondantes et lourdes, dramatiques et forcées, les principales villes des provinces héréditaires. Les mêmes réceptions solennelles. Avec un Kaunitz, un Trautmannsdorf, un Kinski, — un peu plus de Conseils même, mais ici avec des seigneurs dans toutes les hautes places. La même morgue, la même impatience à se faire obéir et admirer, qui fit imposer par le premier de ces empereurs des contributions importantes aux Etats neutres de l'Italie : grand-duc de Toscane, duc de Parme, Gênes, et proclama le principe que tous les titres de possession dans la péninsule, territoire de domination première impériale, doivent être revus. Dans tout l'Empire, autant que les circonstances le permettent, le culte du souverain, avec ses temples, à Nymphenburg, à Rastadt, à Dresde, à Berlin, avec ses dehors et des dépenses, est adopté. Jusque sur les bords du Danube, un Brâncoveanu emploiera son or à payer des architectes, des peintres, des stucateurs et non moins des chroniqueurs officiels et des prôneurs.

Les nations sont épuisées par l'état presque permanent de guerre. « Je laisserai dans le pays des exemples terribles », avait dit Villars en 1707. Dès 1693, il y eut à Heidelberg, au château depuis longtemps brûlé, un terrible massacre ordonné par le commandant français. En Bavière conquise l'empereur fit prendre des recrues pour la Hongrie, pour l'Italie, et, les paysans s'étant révoltés, ils furent tués en masse. En 1704, Malborough n'y détruisit pas moins de cent cinquante localités. L'empereur perdit une fois dans un de ses châteaux tout, statues, plantations, chevaux. Dans les Pays-Bas, la garnison de Huy fut taillée en pièces, alors que la province de Cologne était ravagée entière, et les faubourgs de Liège brûlèrent, 5.000 bombes furent jetées sur Bruxelles en 1695. En 1696, la Savoie était menacée d'extermination ; en 1705, ses forteresses furent rasées. Ce que les Anglais com-

mirent à Cadix, à Gibraltar, surtout à Valencia d'Alcantara, dépasse toute imagination, et, en échange, en 1706, dans le royaume de Valence, les Français n'épargnèrent que les vieillards, les femmes, les enfants ; les églises seules restèrent debout. On considéra comme une faveur toute spéciale de laisser piller à Lerida, en 1707, deux seuls soldats par chambrée. Partout, depuis des dizaines d'années, les armées vivaient sur l'habitant, et les richesses accumulées se dépensèrent en réquisitions et en rançons.

Rien n'annonçait une autre ère, le réveil des vies collectives engourdies. Ce serait une erreur que de croire dans une aurore qui se serait levée du côté de l'Angleterre. Guillaume y vécut en étranger, en chef d'armée d'occupation, d'un côté, en chef de parti, de l'autre. Il retint ses Hollandais, ses Français calvinistes autant qu'il put, cassant ses Parlements l'un après l'autre et confiant à un même représentant diplomatique auprès de l'empereur les affaires des deux pays qu'il réussissait à manœuvrer par-dessus la liberté de leurs institutions. Il conclut des traités en dépit des Parlements qui prétendaient avoir, non seulement la connaissance, mais la direction des affaires extérieures. Les whigs installèrent et tutellèrent la pauvre reine Anne, qui n'avait pas un prince consort, un roi agrégé à ses côtés. Ils firent de Marlborough, colonel de la garde, grand maître de l'artillerie, généralissime des armées, un vrai roi non couronné, dont la Cour était composée d'un beau-frère trésorier, d'un gendre secrétaire d'Etat ; la femme du maître de la Cour et du royaume était la gardienne en titre de la reine. Le « héros » était donc ce ministre, et, comme il sied à cette catégorie humaine, tout se faisait par lui. Sa disgrâce, en 1710, eut le caractère d'une révolution, et les tories venant au pouvoir représentaient quelque chose de beaucoup plus important que l'avènement au trône du médiocre Georges de Hanovre. Mais, whigs et tories, c'étaient toujours les seigneurs qui conduisaient le royaume, les des-

endants des Normands, leurs parents, leurs associés et leurs acolytes.

Ce n'est qu'en Hongrie, en Italie et en Espagne, chez les rebelles, qu'on sent une autre façon de comprendre les choses, et là-bas seulement les classes populaires, bourgeois ou peuple des campagnes, se montrent capables d'une organisation pour la résistance et d'une initiative de création.

En Transylvanie, Rákóczy eut avec lui les paysans qui désiraient échapper au servage, et des milliers de Roumains se groupèrent aussi sous ses drapeaux. La bourgeoisie saxonne résista aux empiètements de la milice et de l'administration autrichiennes. Les Jésuites de l'empereur ne réussirent pas à ramener cette province au catholicisme ; seule l'Eglise, pauvre, méprisée et persécutée, des Roumains, se laissa prendre à l'union avec Rome, parce qu'on lui promettait, en échange, l'égalité constitutionnelle, et, comme cette mesure tarda, il y eut des révoltes, en même temps que l'ancienne orthodoxie, soutenue par le prince de Valachie et son conseiller, le patriarche de Jérusalem, résistait avec opiniâtreté.

L'appui donné par la Sicile à Louis XIV, qui y fut, un moment, le roi acclamé de l'île, les discussions des Napolitains avec Charles III méritent une attention spéciale. On demanda aux Autrichiens la participation à titre d'égalité des indigènes dans les châtellenies. Le gouverneur de Naples sera un noble ; les autres seront élus par le « peuple », qui donnera aussi un « interprète des lois », responsable seulement devant le corps de la bourgeoisie napolitaine. Tous les fonctionnaires prêtèrent serment sur les privilèges du royaume. Il y aura un port libre à Salerne, la noblesse pourra armer aussi des vaisseaux de commerce qu'une flotte officielle défendra contre les Barbaresques.

L'exemple de la résistance de Barcelone aux armes de celui qu'elle considérait seulement comme roi de Castille est unique, et non seulement sous le point de vue militaire. C'était une république, avec ses jurés, son Con-

seil Public, sa Grande Justice, ses « matadors » allant tuer, la nuit, les défaitistes. Les corporations se partageaient la défense des murs. Des femmes élevaient sur les remparts le drapeau noir à tête de mort de la résistance jusqu'au bout. Les Etats, les « brazos », proclamaient devant l'ennemi leur résolution de n'admettre aucune concession. Au milieu du massacre, on ergotait encore sur les termes, réputés blessants, de la capitulation. En Sardaigne, les moines prêchaient la haine de Philippe V ; à Murcie, l'évêque levait une armée et combattait à sa tête.

Mais l'avenir n'allait pas sourdre de là. Il appartiendra, d'un côté, aux royautés créées, à l'imitation mécanique, d'un grossier matérialisme limité, du système français, sans le sentiment de l'honneur, sans le prestige des lettres et des arts, sans la splendeur d'une Cour, et, de l'autre, à la richesse accumulée de l'Angleterre, indemne de dévastations et de massacres, qui soudoiera les guerres provoquées par les anciennes nécessités territoriales non satisfaites, mais surtout par le déclenchement des nouveaux appétits, féroces et cyniques.

La Prusse en était encore à meubler sa royauté. Se faisant peindre en grand costume d'apparat, couronne sur la tête, hermine sur les épaules, Frédéric I^{er} ne fit que créer des bureaux, des fonctions, des dignités, dépensant largement les revenus d'un Trésor très peu nourri. A une époque où il y avait des princes allemands rêvant de la couronne d'Arménie, où les aventures s'esquissaient en Orient et où on ambitionnait avoir à tout prix des colonies en Amérique, il suivait le courant, participant à toutes les négociations, à tous les projets pour le prestige. Sous ces brillantes apparences, sous les manières élégantes de la reine, de la dernière des femmes du Hohenzollern, une Hanovrienne, qui lisait des livres français et voulait avoir la « comédie » chez elle, mais sans pouvoir improviser une Cour, il y avait, à l'occasion des rencontres avec le voisin saxon, capable de briser entre-

ses doigts un fer à cheval et d'entretenir un innombrable harem de favorites, des plaisanteries lourdes et des buveries. Sous son fils, époux lui aussi d'une princesse de Hanovre, bonne femme patiente, sous ce Frédéric-Guillaume (dès 1713), qui grommelait un français approximatif et osait peindre des tableaux qu'il vendait, la principale préoccupation fut celle d'une armée. Le dur monarque, qui ne se sentait bien que dans sa « tabagie », au milieu des officiers de sa troupe, élevait des soldats d'élite, des géants, mariés à des géantes, en vue de progéniture, des guerriers de parade qu'il n'entendait pas risquer pour rien. Vivant solitaire, tout à ses devoirs, qu'il remplissait exactement, sans un geste d'amabilité à l'égard de personne, méprisant pour les caprices intellectuels de sa femme et pour les talents de son fils et de sa fille, il faisait partie de cette catégorie de souverains qui n'avaient pris à Louis XIV que la perruque et le bâton de commandement et il n'hésitait pas à en faire usage dans le cercle même de sa famille¹. Mais il créait journellement des finances prospères, administrées avec une économie voisine de l'avarice, et l'instrument militaire qu'il ménageait jalousement pouvait servir à une ambition plus haute que la sienne.

Frédéric-Guillaume, qui avait pensé au partage de la Pologne déchue, reçut, à Berlin, ville sèche et banale autour de son château-forteresse, un voyageur peu ordinaire, le Tzar de toutes les Russies, Pierre, encore un des copistes couronnés des formes mécaniques de la royauté, de « gloire » et de conquêtes, d'hégémonie et de prestige.

Le dernier des fils du Tzar Alexis, héritier de ses frères Fédor et Ivan et remplaçant de l'impérieuse sœur au nom byzantin, Sophie, dont l'avait débarrassé, la jetant dans un cloître, une conspiration et un tumulte populaire,

¹ Lavis, *La jeunesse du grand Frédéric* ; Waddington, *Histoire de Prusse*.

s'était formé à l'occidentale par les conversations et l'enseignement, officiel ou privé, des étrangers établis en dehors de la ville russe, à « l'asile libre », à la *slobodka*, et au contact des aventuriers de toutes les régions du monde. Il n'y eut dans cette éducation à l'aventure, incapable de créer une âme de vraie civilisation, aucun Français. Aussi, la tournure d'esprit que gagna le jeune prince fut-elle autre que celle d'un courtisan ayant goût pour les belles manières, pour les lettres et les arts dont s'orne un entourage monarchique. La science l'intéressait dans les choses utiles qu'elle créait, dans ses applications à la guerre et aux choses d'Etat, dans ses créations pratiques et un peu aussi dans ses miracles. Un *ouvrier* se forma ainsi, actif, impitoyable pour lui-même et pour les autres, ivrogne et débauché, ayant un seul but dans sa vie orageuse : fabriquer une armée pour un Etat et un Etat pour une armée. Dans ce but il peina à coups de hache sur l'échine de sa garde de strélitz révoltés, sur les anciennes coutumes qu'il détruisit, sur les castans et sur les barbes, sur les pratiques religieuses byzantines dont s'était nourri son boïar, son marchand et son paysan, simples ressorts dans le « chef-d'œuvre », à raboter, et sur les souvenirs sacrés de la Moscou asiatique¹.

On le connaissait par le triomphe facile d'Azov. Lorsque la tempête guerrière du « héros » suédois se dirigea contre lui, on put le croire perdu. Mais Charles XII avait aussi d'autres caprices que la destruction du Moscovite. L'émule du grand Alexandre cherchait l'Asie et ses merveilles : l'aventure s'était accrochée à cette âme assoiffée d'exploits nouveaux, et ne l'abandonna pas. Pendant qu'il prenait plaisir à mettre en pièces l'orgueil royal d'Auguste II, déchirant en lambeaux cette pourpre acquise au prix de la renégation religieuse et mettant à nu l'incapacité de ce robuste efféminé, Pierre travaillait, avec sa patience de manœuvre, à bâtir sur les bords glacés ou marécageux de la Néva sa nouvelle Russie, qui

¹ Cf. notre *Scurta Istorie a Slavilor Răsăriteni*, p. 82 et suiv.

devait être impériale pour l'Orient, mais aussi, pour l'Occident, dominatrice. On ne s'apercevait pas de ce qu'il faisait dans ces forêts et ces étangs, où sa Versailles à lui, construite au prix du sacrifice de milliers d'humbles artisans, devait être une ville, une capitale, tout un monde différent de celui dont il avait hérité et qu'il s'occupait énergiquement à biffer. En même temps, l'armée s'élabo-rait, appuyée sur les institutions dont elle avait besoin et qui seules intéressaient le rude architecte ; à la place des troupes à la tatare et à la polonaise que Charles XII avait dispersées de son souffle furieux, il y aura des régiments de tout point ressemblants à ceux des Suédois, des Danois, aux soudoyers des villes baltiques, dont seront empruntées aussi les formes de l'Etat, les Collèges de ministres peinant en esclaves, le Sénat écoutant dans ses délibérations une seule voix, les gouverneurs et les vice-gouverneurs, auprès desquels furent maintenus les anciens voévodes slaves, le « magistrat » des villes, l'ordonnement de la police, et jusqu'au « procureur général » du Tzar, délégué, après l'abolition du Patriarcat, auprès du « synode » des évêques. Lorsque, mené dans les solitudes de l'Ukraine pour s'y refaire et s'y ravitailler, pour y chercher des alliés et pour attirer la soif de revanche des Turcs, dépouillés d'Azov, et séduit dans ces déserts par les invitations pressantes de Mazeppa, le Hetman cosaque, qui rêvait de l'Etat libre d'un Bogdan Chmielnicki, le grand conquérant rencontra à Poultava cette nouvelle et inébranlable force militaire, conduite par un homme qui savait bien la valeur de sa création, il fut brisé (juillet 1709). Et, pendant qu'on le transportait, blessé, à Bender, en terre moldave administrée par le Turc, à proximité des hordes tatares, pour y jouer un rôle, inaccoutumé, de maître impérieux dans la maison d'autrui, dédaignant de revenir en vaincu et en fuyard, jusqu'en 1716, quand déjà la mort l'attendait dans une obscure affaire du côté de la Norvège ennemie ¹, Pierré, inlassable, continuait, avec la même discipline que dans l'atelier des charpentiers de Saardam, en Hollande, à « faire » son Empire, menaçante caricature de ceux qui s'étaient déve-

loppés d'une façon lentement organique pendant des siècles en Occident.

Il en fut distrait — c'est le mot — par une nouvelle campagne moscovite contre les Turcs du Sultan Achmed III, qui avait remplacé son frère Moustapha par la révolution militaire de 1703, en 1711. Depuis longtemps, l'Orient chrétien se cherchait un sauveur. Il avait cru dans l'étoile du Roumain Michel-le-Brave, il avait dirigé ses regards vers Sigismond Báthory, il avait écouté le Pape et invoqué l'empereur catholique des Allemands de Vienne, il avait accueilli les émissaires du duc de Nevers, rêvant de Constantinople, et, à la fin du xvii^e siècle, il s'était compromis de toute façon avec les croisés de Léopold I^{er}. Délaissés à la paix, ces Serbes, ces Grecs, frottés eux-mêmes d'occidentalisme italien, appelaient le vainqueur d'Azov. Un théoricien, le prince moldave Démétrius Cantemir, lui-même un imitateur des Occidentaux par sa perruque et sa cravate à la française, par ses ouvrages latins sur la philosophie, par ses préoccupations d'historien inaugurant la théorie de la « grandeur et de la décadence » des Etats, donna une forme tangible à ces aspirations et présenta à l'armée russe le premier relai vers Constantinople, dans sa principauté, dans les richesses de son sol, dans l'impatience guerrière de sa jeune noblesse.

Mais Pierre résista à la séduction multiple et brillante, et ce furent les Turcs qui, après avoir confirmé la paix en 1709, lui déclarèrent, dès la fin de l'année suivante, la guerre. Le Tzar, déjà infesté par les Tatars et les Cosaques de Charles XII, voulut prendre l'offensive, employant l'esprit de rébellion des orthodoxes. Il descendit en Moldavie, mais fut prévenu par l'armée turque du Grand-Vizir Mohamed Baltadchi, digne émule des Keuprulis, qui le rencontra près de Fălciiu, sur le Pruth, alors que l'avant-garde russe, conduite par un général alle-

¹ Voy. notre article dans la *Revue historique du Sud-Est européen*, année 1926.

mand, Rönne, prenait, aidée par un Cantacuzène, Thomas, chef de la milice valaque, rebelle contre son prince, Brăila, et qu'on escomptait, en dépit de la neutralité prudente du Valaque Brâncoveanu, le passage du Danube dans le couloir de la Dobrogea. Pierre fut en danger d'être pris au milieu de son camp affamé et mourant de soif, autour duquel voletaient les Tatars. Il sut se dérober au danger par des prières : les Turcs, gagnés aussi par son sacrifice d'argent, le reconduisirent jusqu'à la frontière de cette Pologne où le Tzar était, contre l'intrus Stanislas, l'associé du roi Auguste. De cette mésaventure, le Tzar ne conserva aucun souvenir humiliant ; elle ne le découragea nullement : le triomphe contre l'Islam ottoman n'était pas pour lui un point de programme¹. Sa mer à lui, ce n'était pas l'Euxin, où il avait perdu Azov et Taganrog, et son rôle il le fixait par rapport aux commotions dans lesquelles l'Occident se cherchait une nouvelle assiette, avec un équilibre nouveau.

C'est pourquoi, après avoir étouffé, en 1712, une nouvelle déclaration de guerre, tous les efforts de Cantemir, réfugié, dans une situation douloureusement gênante, en Russie, toutes les supplications du parti oriental parmi ses Russes ne réussirent pas à lui faire reprendre le duel avec les Turcs. Si la paix entre les Occidentaux n'était pas intervenue si tôt, peut-être dès lors eût-on vu l'infanterie en uniforme européen de celui qui voulait être « empereur », et non Tzar, dans les grandes mêlées sur le Rhin, sur l'Escaut, en Italie ou en Espagne.

La menace qui pesait sur le Tzar devait se décharger sur d'autres membres de la ligne chrétienne de 1684. Un appétit de revanche agitait la Porte, sous un Sultan plus énergique que ses prédécesseurs, et surtout sous la con-

¹ Sur ces rapports avec des Serbes, des Monténégrins, des Grecs, voy. Schuyler, *Peter the great*, II, Londres, 1884, pp. 227 et suiv. Le Tzar lui-même, racontant sa défaite, dit espérer en être renforcé « de l'autre côté, qui est d'une valeur incomparablement supérieure pour nous » (*ibid.*, pp. 248-249).

duite de son gendre, ce Dchin-Ali, qui voyait dans la terreur envers les dignitaires et les sujets, dans la lutte continuelle contre les ennemis de l'Empire le seul moyen de le régénérer, peut-être de le refaire dans les anciennes limites.

On avait demandé à la Russie la cession de Kiev, de Tchernigov, de l'Ukraine. La Pologne devait accepter le roi Stanislas, et ce fut un pur hasard que l'expédition destinée à abattre le trône d'Auguste II s'arrêtât au château moldave de Hotin, en face de Kamieniec, qui fut fortifié et annexé aux possessions directes du Sultan. Comme ces deux expéditions avaient été arrêtées, Dchin-Ali, qui avait déjà averti les Impériaux en faisant exécuter à Constantinople, en place publique, sous les yeux de son maître, pour des relations amicales avec le gouverneur autrichien de Transylvanie, le malheureux Brâncoveanu, précédé dans la mort par ses quatre fils, se jeta sur Venise, pour lui reprendre la Morée.

La République, accusée d'avoir soutenu la révolte des Monténégrins, resta seule dans la lutte, au moment où tout le monde était occupé en Occident à finir la grande guerre, qui les avait épuisés tous. Les sujets grecs, poursuivis par le clergé catholique réinstallé dans la péninsule, incommodés par la colonisation italienne, tracassés par une administration pointilleuse et empêchés dans leur commerce, furent, partout, les auxiliaires dévoués de l'envahisseur, dont ils étaient habitués à supporter le joug. L'armée ottomane, totalement refaite, ne rencontra nulle part des troupes capables de s'opposer à son avance. Les villes, mal fortifiées, n'avaient qu'une garnison insuffisante. Des exemples terribles contre celles qui s'avisèrent de résister, intimidèrent les autres. L'ancien mur du xv^e siècle fut dépassé. Corinthe capitula, puis Patras, Nauplie, après une résistance plus sérieuse. On finit par la prise de Coron, de Modon, par l'occupation de la Maïna, par celle de Malvasie. Partout, les « latins » furent traités avec une sauvage cruauté, sans épargner ni femmes, ni enfants. Tout ce qu'il y avait de plus féroce

dans le passé de la race turque fut dépassé à cette occasion. Le Grand-Vizir terroriste était redouté, du reste, pour le même motif, par les siens aussi, car, avant et après le départ pour la Morée, les têtes les plus fières roulèrent dans la poussière. Les dernières places retenues par Venise en Crète furent conquises par l'amiral ottoman, qui se rendit maître aussi de Sainte-Maure et de Cerigo.

Louis XIV, tant de fois empêché dans la poursuite de ses intérêts italiens par la fausse neutralité de Venise, assista impassible à ce terrible spectacle, lui qui, dans sa jeunesse, avait fourni des défenseurs à cette île de Crète attaquée par Achmed Keuprili. Il dut ressentir une satisfaction amère au spectacle de ce châtiment. Quelques mois après sa mort, la revanche turque atteignit l'Empire, qui cependant avait d'autres moyens de se défendre que Venise dégénérée de ses traditions.

Les nouvelles Puissances avaient commencé déjà à réclamer leur part dans la vie de l'Europe. On procédait au partage des possessions germaniques de la Suède, pendant l'absence de Charles XII et même après l'apparition, plus pressante que jamais, du roi, qui dut abandonner la défense de Stralsund, pressée par les armées du Danemarck, mais aussi par celles d'Auguste II et de Frédéric-Guillaume de Prusse. Stettin devenait prussienne, Brême et Werden danoises ; on verra bientôt Pierre I^{er} entreprendre un nouveau voyage en Occident, à Paris, à Berlin, lui permettant de prendre contact de tout côté en vue de son ambition future : déjà le Mecklembourg l'attirait. Le Tzar finissait de s'installer sur les rives de la Baltique. Cette poussée devenait plus facile par le renouvellement de la guerre entre l'empereur, empêché de se mêler des affaires de l'Occident, et la Porte, animée du nouvel esprit conquérant.

Comme Dchin-Ali, le Vizir vainqueur, pensait à la prise de Corfou, à une irruption en Dalmatie, à une nouvelle campagne contre Vienne, comme, pour les mêmes

relations avec les Autrichiens, le nouveau prince de Valachie, Etienne Cantacuzène, avait été transporté à Andrinople pour expier, Charles VI s'empressa de conclure, dès le 13 avril 1716, un pacte d'alliance avec Venise réduite aux abois. On croyait pouvoir s'entendre aussi avec le Tzar, et cette Triple Alliance aurait renouvelé la ligue de 1684, mais sans le Pape, désormais indifférent, et la Pologne, impuissante. Pendant que le projet du Vizir de mettre en mouvement les réfugiés hongrois en Moldavie, soutenus par les Tatars, s'évanouissait, les Impériaux s'emparaient sans difficulté de la Valachie, dont le prince, le Phanariote Nicolas, fils du grand interprète Alexandre Maurocordato, pris par surprise, grâce à la trahison des boïars, sera mené comme prisonnier à Hermannstadt-Sibiiu ; en Moldavie, le Voévode, un Roumain, Michel Racoviță, soutenu par les cavaliers du Khan, saura déblayer le terrain des bandes allemandes d'invasion et risquer même, avec ces terribles alliés, une entrée dévastatrice en Transylvanie. En Hongrie, l'avance d'Eugène de Savoie rencontra, près de Peterwardein, la grande armée turque ; sa puissante offensive réussit à la mettre en désordre (août). Dchin-Ali, blessé, expira, quelques jours après, dans la place même où avait été conclu le traité de 1699. Après un mois et demi de siège. Temesvár, la citadelle, jusqu'ici imprenable, du Banat, dut se rendre.

L'année suivante, la guerre prit un caractère de croisade internationale. Des Français, que le régent Philippe d'Orléans n'avait pas cru devoir empêcher : de Pons, revenu d'Espagne, Marcilly, Charlois, d'Estrade, d'Alaincourt, de Bonneval, plus tard Pacha, un prince de sang même, qui sera exposé comme les autres, le prince de Dombes, fils du duc de Maine, se trouvaient sous les ordres d'Eugène de Savoie, devenu pour les siens le « noble chevalier » de la chanson populaire, pour la chrétienté entière un symbole de la guerre sainte¹. Belgrade

¹ Voy. la bibliographie dans le Journal de campagne de Dombes,

fut assiégée, et le nouveau Grand-Vizir, appelé par le fils de Cara-Moustapha qui avait assiégé Vienne, vint, dès le 1^{er} août, les rencontrer dans l'espoir d'une brillante revanche. Les nombreuses troupes parurent cerner les Impériaux auxquels on réservait le sort des Russes du Tzar Pierre. Les hostilités auraient tiré en longueur vers l'automne, si Eugène n'avait pas risqué la grande bataille du 16 août, qui, perdue d'abord, se termina par un triomphe, les Turcs s'étaient fait tuer « par détail » ; trois jours plus tard, Belgrade capitula. Les chrétiens écoutèrent à genoux, dans la tente du Grand-Vizir même, le Te Deum d'actions de grâce.

Aussitôt, Schabatz, Orsova, Mehadia se rendirent. En Bosnie, on n'avait pas réussi, mais le siège de Corfou, défendue par Schulenburg, dut être abandonné par les Turcs. On pouvait penser à la paix.

Les deux camps européens qui avaient si longtemps mené la guerre de plumes jusqu'à la conclusion des traités occidentaux se rencontrèrent de nouveau pendant les négociations de Pojarevac (Passarowitz), en 1718. L'Angleterre et la Hollande, Montague et Colyer, puis Sutton et Hamel-Bruyninx, cherchaient à rapprocher les deux points de vue ; Désalleurs, l'ambassadeur de France à Constantinople, à donner de vains espoirs aux Turcs, restés des amis. On abandonna presque complètement les intérêts de Venise¹, dépossédée pour toujours, dans le but d'obtenir les cinq districts de la Petite Valachie, jusqu'à la rivière de l'Olt, le Banat, la Serbie septentrionale, et, en plus, la libre navigation sur le Danube et la Mer Noire, de larges concessions de commerce et le droit de protection sur les catholiques de l'Empire ottoman, y compris les Franciscains de Jérusalem. « Nous n'avons plus d'ambitions », avait dit le nouveau Vizir, « mais

publié par M. N. A. Constantinescu dans notre *Revue historique du Sud-Est Européen*, II, p. 102 et suiv. On faisait récolte de graisse turque « pour les entorses et foulures », *ibid.*, p. 116. Cf. notre *Gesch. des osmanischen Reiches*, IV, p. 337 et suiv.

¹ Elle regagna seulement l'île de Cerigo et quelques places-fortes.

Dieu est miséricordieux, et nous posons notre espoir en lui, confiants en notre contrition et en nos prières ¹. »

Pendant qu'en Europe orientale les rapports suivaient ainsi leur cours naturel, l'Occident était en pleine révolution diplomatique, car, déjà, la diplomatie, de servante, y était devenue maîtresse des Etats.

L'Espagne avait le roi qu'elle avait voulu. Elle avait forcé la diplomatie, même celle de la France, à maintenir ce roi. De ces longues luttes qu'elle avait supportées avec une héroïque résolution, une forte vitalité, méprisant les souffrances, lui était sans doute restée ². Après avoir accueilli des armées étrangères pour soutenir la cause de Philippe V, elle s'était dressée elle-même, par la défense de ce trône, contre Charles III, soutenu avec enthousiasme par les séparatistes seuls, et pas pour lui, mais pour eux-mêmes.

Ce roi voulu était encore jeune, et l'ambition de sa race devait nécessairement le posséder. Il voyait en France comme régent un prince, son cousin, qui avait été accusé d'avoir brigué ce trône d'Espagne, fût-ce même au seul cas de le voir abandonné. L'enfant en bas-âge qui portait la couronne pouvait disparaître, et ce ne devait pas être au profit du duc d'Orléans. En plus, comme, contrairement au testament de Louis XIV, la garde du roi et toute influence avaient été ravies à l'aîné des fils de la Montespan, le duc de Maine, mis dans les derniers temps sur la même ligne que les princes de sang, l'intrigue irritée de celui-ci devait se tourner vers le roi d'Espagne.

¹ *Gesch, des osmanischen Reiches*, IV, p. 361.

² Au commencement du règne, Louville, qui accompagnait Philippe V, écrivait qu'il n'y a pas « un sol » dans le trésor, une porte à la cave, des serviettes sur la table (on était à la veille... de se servir des serviettes des marmitons), les valets et les écuyers demandaient l'aumône (Louville, *Mémoires secrets sur l'établissement de la Maison de Bourbon en Espagne*, Paris 1818, I, p. 162 ; cités d'abord par Schlosser, *Hist. des révolutions politiques et littéraires de l'Europe au dix-huitième siècle*, trad. Suchau, I, Paris 1825, p. 4).

Celui-ci n'avait pas été impopulaire en Italie, où on venait d'installer d'autres maîtres, un Savoyard, des gouverneurs allemands. Or, de ce pays même vint à Philippe un ministre qui se sent l'étoffe d'un Mazarin. A l'époque de la diplomatie, il se croyait de force, et le royaume qu'il administrait aussi, de donner des solutions aux questions qu'on avait dû laisser en suspens, et de faire qu'on revienne sur celles qui avaient été résolues à travers, selon le gré des seules convenances du moment.

Avec une Maison d'Autriche que tentait de nouveau l'Orient européen, avançant du côté de la Save, du Danube, espérant s'étendre au delà des Carpathes moldaves, avec une Angleterre où la querelle des partis avait de nouveau éclaté avec fureur, — les whigs, revenus au pouvoir poursuivant avec acharnement Ormond et Bolingbroke, et le prétendant écarté, le chevalier de Saint-Georges des luttes françaises en Flandre, Jacques III pour les siens, s'occupant à détacher d'abord l'Ecosse de son royaume usurpé, — avec une France livrée à la rivalité de ses princes et aux générations de femmes, il espérait pouvoir refaire la monarchie de Charles V.

Des alliés étaient là pour le soutenir. La fureur de Charles XII d'abord, qui se jetait sur la Norvège, avec ce génie de l'imprévu qui a caractérisé sa vie. La Maison de Brandebourg ne croyait pas avoir tout fait en créant une royauté nouvelle et en prenant une part quelconque de l'héritage de Gustave-Adolphe, « héroïquement » gaspillé à force de conquêtes. Et, parmi les nouveaux venus, la Moscovie impériale du Tzar, — qui avait envoyé ses soldats, sous Mentchicov, en Poméranie, qu'ils brûlèrent¹, ayant pris Stettin, et qui avait, dans le duc de Holstein-Gottorp, un gendre de Pierre, — se flairait une proie à travers cet Occident dont on avait décalqué les institutions et le système militaire pour mieux pouvoir le maîtriser.

¹ Schlosser, ouvr. cité, I, p. 48, note 1.

La nouvelle reine d'Espagne, qui avait remplacé la pauvre princesse de Savoie, abreuvée d'amertumes par la politique de son père, était une princesse de Parme ; Alberoni tirait son origine de cette ville, et il avait représenté à Madrid le duc de Parme, une raison de plus pour viser les possessions italiennes perdues. Les Italiens formaient, du reste, le cardinal del Giudice en tête, en partie le nouveau ministère espagnol. Il fallait trouver un héritage pour le fils que l'Italienne avait donné à Philippe V, qui avait déjà de son premier mariage deux héritiers.

On connaissait déjà ses projets, lorsque, le 4 janvier 1717, fut conclue la ligue entre l'Angleterre et la France, qui s'étaient entendues pour conserver le *statu quo* dynastique et politique, puis aussi avec la Hollande : cette triple alliance à laquelle la guerre seule contre les Turcs empêchait momentanément l'empereur d'accéder d'une façon publique.

De son côté, Alberoni pouvait compter sur le seul duc de Savoie, auquel on venait de promettre une partie du Milanais. Entre le ministre espagnol et celui qui dirigeait, d'une façon qui devait le mener à l'échafaud, la politique de Charles XII, von Görtz, n'avait pas encore été conclue cette union secrète, devant comprendre aussi le Tzar, réconcilié, qui se cherchait un pied-à-terre en Allemagne. Bref, il y avait ensemble les Etats qui cultivaient une revanche ou poursuivaient une aventure. Cependant, comme jamais l'empereur, qui n'oubliait pas l'« archiduc », n'avait voulu reconnaître Philippe comme roi d'Espagne, on commença, ou plutôt on reprit, la guerre avec une armée et une flotte absolument remarquables, dont le mérite revenait au nouveau règne, à la nouvelle dynastie et à ses ministres. La Sardaigne fut aussitôt conquise et, avec l'aide cachée du roi de Sicile qui était le duc de Savoie, une expédition se prépara contre Naples, mécontente.

L'Angleterre d'un roi qui était Electeur de Hanovre et qui commença à digérer ses acquisitions à Brème et

à Werden, ne pouvait pas admettre ce nouvel établissement méditerranéen d'une Puissance considérée comme déchue et désarmée, à laquelle on avait pris Gibraltar et Port-Mahon. Prévenant la déclaration de guerre que le Parlement n'accorda pas sans protester, la plus forte des flottes européennes parut donc devant Messine et mit fin à l'aventure napolitaine par la destruction de la flotte espagnole.

C'est à ce moment que se reproduisit la réconciliation russo-suédoise et que fut fixé le vaste programme qui, mettant par une conspiration la France sous la main du Bourbon d'Espagne, aurait donné au prétendant anglais son héritage par les forces des Puissances du Nord, pendant que la Maison d'Autriche serait écartée d'Italie et que les Pays-Bas eux-mêmes obtiendraient un autre maître que l'empereur.

Le projet n'avait pas de grandes chances. Déjà le duc de Savoie s'était entendu avec l'empereur, débarrassé de la guerre d'Orient, pour obtenir la Sardaigne à la place de la Sicile, laquelle reviendrait sous Charles à l'ancienne union avec le royaume de Naples. En plus, il y eut la catastrophe de Charles XII, tué en Norvège (1718). Görz fut exécuté, et Pierre redevint l'ennemi de la Suède, qu'il envahit deux fois, la traitant sans pitié.

L'empereur ayant cru nécessaire de publier une déclaration de guerre formelle contre l'Espagne, la France du régent n'hésita pas à en faire de même, pour punir une simple intrigue éventée (janvier 1719). Pendant qu'à l'intérieur une œuvre de réformes échouait et qu'on cherchait, par une entreprise de banque, absolument risquée, à restaurer les finances ruinées, le duc de Berwick, celui-là même qui avait établi les Bourbons au-delà des Pyrénées, fut chargé de combattre Philippe V¹. L'Espagne répondit par une offensive hardie ; ses troupes se montrèrent, en Italie, supérieures à celles des Habsbourg,

¹ Villars avait refusé de le faire.

et on put préparer toute une nouvelle « invincible armada », comme celle de Philippe II, et une armée de 6.000 hommes, pour conduire Jacques III en Ecosse.

Une intrigue réussit alors contre celui qui avait cru vaincre par l'intrigue. En offrant à la reine d'Espagne l'expectative de Parme, de Plaisance et même de la Toscane, Etats italiens dont les dynasties étaient sur le point de s'éteindre, on la gagna pour provoquer la chute foudroyante du grand ministre, qui n'avait pas plus que beaucoup de ses contemporains l'esprit d'aventure. Il fut destitué et expulsé comme un valet infidèle. L'Espagne ne se remettra jamais de cette erreur.

Mais la guerre contre le royaume cessa aussitôt ; l'empereur, tout en s'intitulant roi d'Espagne et en gardant la situation de grand-maître de la Toison d'Or, admit l'installation de l'infant don Carlos en Italie. Philippe V se rallia à la ligue de la paix. Sa fille devait être reine de France, — elle sera renvoyée, en 1723, par le successeur du régent, comme premier ministre, le duc de Bourbon, — alors que les filles du régent auraient épousé deux princes espagnols. Après l'abdication de Philippe, poursuivi par des visions noires, au profit du fils, qu'il avait nommé Louis, et après son retour au trône par la mort de ce fils aîné (1724), il y aura, en 1729, par le traité de Séville, une nouvelle promesse solennelle de la part des Anglo-Français que le cadet des infants aura en Italie une double couronne ducal. On ne devait pas s'arrêter là, car l'étoile des Bourbons n'avait pas encore pâli au-dessus de la péninsule.

Pour le moment, le successeur d'Alberoni, le Hollandais Ripperda, ne lui était pas inférieur en talent d'intrigues. Le traité secret conclu avec l'empereur à Vienne en 1725 assurait à l'Espagne Gibraltar et, de nouveau, il était question du prétendant anglais ; les infants auraient épousé des archiduchesses. Il fallut opposer de nouveau aux projets espagnols une ligue de défense : l'Angleterre

retenait la France dans son alliance, et Frédéric-Guillaume de Prusse parut s'y rallier, étant remplacé ensuite en 1726 par les Etats de Hollande. L'alliance fut conclue aussi par la Suède, le Danemark, le landgrave de Hesse-Cassel, le duc de Brunswick-Wolfenbüttel, à Herrenhausen, au Hanovre, d'où le nom de « ligue hanovrienne », le 3 septembre 1725 ; la Russie resta à côté de l'empereur.

Ceci n'empêcha pas, en 1727, le siège de Gibraltar. Il ne réussit pas, et c'est alors qu'intervint le retour de l'Espagne à la politique des Anglais par la médiation de Pape et le congrès de Soissons, remorquant la France, prête à répondre à toutes les suggestions. L'empereur, préoccupé de sa propre succession, car il n'avait que des filles comme héritières, renonça à s'opposer par les armes à une main-mise provisoire sur l'héritage italien de don Carlos, déjà investi de la Toscane. Le traité de Séville, mentionné déjà, fut donc signé en novembre 1729 par la France, l'Espagne et l'Angleterre, la Hollande s'y ralliant aussitôt. Après deux ans, en mars 1731, l'empereur, renonçant à ses vellétés de commerce, pour les Pays-Bas, aux Indes orientales, acceptera les résolutions de Séville au profit de l'Espagne. L'Angleterre y jouait le grand rôle, car, en assurant la succession de l'archiduchesse, elle garantissait à l'empereur ses Etats en Occident.

La paix du Nord avait mis fin aux démêlés de frontière. Après la mort de Charles XII le Danemark avait rendu à la Suède Stralsund, l'île de Rugen, la Poméranie jusqu'à la rivière de la Peene, Wismar. Mais le duché de Holstein, appartenant au neveu du roi de Suède, fut réuni au royaume voisin. De son côté, le roi de Prusse rendait les îles d'Usedom et de Wollin. En 1721, par la paix de Nystadt, la Russie obtenait tout le littoral baltique jadis suédois, à l'exception d'une partie de la Carélie et de la Finlande. Le Tzar, qui poursuivait des projets sur la Poméranie même et sur le Meklembourg, mariant

une de ses filles avec le duc de Holstein-Gottorp, en avait donné une autre, Anne, au duc de Courlande, dont le frère sera écarté de la succession au profit de la veuve de ce Frédéric-Guillaume. Un nouvel ordre de choses s'établissait ainsi dans ces régions, et il devait survivre à Pierre, mort en 1725, à la Livonienne qui avait été sa concubine, sa femme, et qu'il laissa, ayant fait mourir son fils unique d'un autre mariage, Alexis, son héritière : Catherine. Le jeune Pierre, fils d'Alexis, dominera, de sa nouvelle capitale de Pétersbourg, tout aussi impérialement sur ces rives de la Baltique que son grand homonyme.

Restait la situation de la Pologne. Auguste II y régnait avec un faste extraordinaire, entouré plutôt que défendu par une armée de parade, dont les chefs appartenaient à toutes les nations, et dépensant largement les revenus recueillis avec soin par son ministre Fleming. Plus d'une fois, il y eut des démonstrations contre l'adversaire humilié de Charles XII. A sa mort, en 1732, on pensa de nouveau à Stanislas, qui menait une vie de lettré et d' amateur des arts, d'abord dans la principauté suédoise des Deux-Ponts, puis, après qu'Ulrique-Eléonore, princesse de Hesse-Cassel, sœur de Charles XII, eût reconnu Auguste, dans la ville alsacienne de Wissembourg, sous la protection de la France. L'empereur s'était entendu avec la Prusse et la Russie, qui, garante du pacte entre Auguste II et ses sujets, se considérait déjà comme ayant des droits de tutelle sur le royaume, pour y installer un prince portugais, évitant le fils homonyme du roi.

Mais Stanislas put pénétrer jusqu'à Varsovie, où eut lieu son élection ; un autre parti donna ses suffrages au fils du roi défunt. Les voisins russes et autrichiens avaient déjà rassemblé des troupes dans le voisinage des frontières polonaises. Lascy et Münnich, commandant les corps autrichien et russe, contraignirent bientôt l'ancien ami de Charles XII à se retirer à Danzig, où l'attendait une flotte française et un groupe de nobles de la même nation, sous le commandement de l'ambassadeur de France à Copenhague, le comte de Plélo, qui y périt pour l'honneur. Le cardinal de Fleury, principal ministre de

Louis XV, répondit à cet acte d'inimitié de la part de l'empereur, contre le candidat français à la couronne de Pologne, par une déclaration de guerre.

C'était l'occasion de reprendre, les armes à la main, la question de l'Italie. L'Espagne, qui visait Naples, le duc de Savoie, qui guettait le Milanais, étaient des alliés tout indiqués. La Lorraine fut comprise dans les hostilités, son duc vivant à Vienne comme futur époux de l'archiduchesse Marie-Thérèse, pour la succession de laquelle, fixée dans une « sanction pragmatique », l'empereur vieilli cherchait de toute part des alliés. Passant le Rhin à Kehl, les Français se trouvèrent devant une opposition de l'Empire, le duc de Bavière, le Palatin, l'Electeur de Cologne préférant cependant s'engager de nouveau avec leurs anciens amis. Les meilleurs généraux allemands, comme le duc Alexandre de Wurtemberg, qui avait combattu contre les Turcs, et le conseiller, l'intime de Frédéric-Guillaume de Prusse, Léopold de Dessau, ne résistèrent pas (en 1733) devant le maréchal de Berwick, qui sera tué pendant les hostilités de l'année suivante ; le maréchal conquit Philipsbourg, devant Eugène de Savoie, impuissant à la défendre avec les faibles moyens qu'on avait mis à sa disposition, et devant le fils, destiné à une grande gloire militaire, du roi de Prusse. Pour la première fois on fit appel aux Russes, et les troupes, équipées et armées comme les Occidentaux, de la Tzarine Anne, duchesse de Courlande, protectrice de la Pologne, furent sur le Rhin un spectacle nouveau.

La guerre ne sera pas poursuivie de ce côté. Elle intéressait l'Italie seule, à laquelle il s'agissait de donner une nouvelle forme politique. Le jeune duc de Savoie, Charles-Emmanuel, prit facilement Pavie, puis Lodi, la Ghiarra d'Adda, si longtemps désirée par les Vénitiens. Il entra à Milan à la fin du mois de décembre 1733. Une forte armée espagnole pénétra en Toscane en 1734 ; en mai, don Carlos, duc de Parme et de Plaisance, se faisait acclamer roi à Naples, où la noblesse accourut lui rendre hommage ; les officiers italiens de l'empereur tra-

hèrent eux-mêmes. Capoue seule résista. Aussitôt la Sicile suivit cet exemple : Messine en août, Palerme en septembre. A Parme et à Guastalla, les Impériaux avaient été battus, en été et au commencement de l'automne, par deux maréchaux de France et par le roi du Nord italien, qui était devenu voisin de Venise, perdue dans l'indifférence de sa sénilité. Mercy fut parmi les morts. Avec la prise de Syracuse et de Trapani, en 1736, l'œuvre qui partageait la péninsule entre Savoyards subalpins et entre ces gens des Deux-Siciles qui se valaient de la maison de Bourbon, pour rester, contre l'Autriche germanique, italiens, était terminée.

Abandonné par les Puissances maritimes, bien décidées à ne donner que les secours de leur diplomatie, dénué de ses meilleurs généraux, car le prince Eugène, plus que septuagénaire, allait mourir en 1736, Charles VI, préoccupé avant tout d'assurer à sa fille la succession de ses Etats, consentit donc à négocier sur une base qui ne pouvait être que l'abandon de l'Italie, la renonciation à la Lorraine. Le 3 octobre furent signés les préliminaires de Vienne, par lesquels le duc de Lorraine était installé à Florence, ses Etats devant former une compensation viagère pour le roi Stanislas, qui, cédant sa couronne, conservait le titre royal ; la Lorraine devait être après lui réunie définitivement à la France. Albe, Tortone, Novare et autres districts du Milanais étaient conservées par le roi de Sardaigne, qui rendait la ville même de Milan à l'empereur ; Parme et Plaisance représentaient pour le même un maigre élément d'échange contre Naples et Sicile, perdues au profit du nouveau roi du Midi italien. Un Allemand, le baron de Neuhoff, encouragé par ces royautés croissantes, se valut d'un concours privé anglais pour se créer, contre Gênes déchue, une couronne de Corse. Il fallut attendre jusqu'en février, jusqu'en novembre même de l'année 1738, pour avoir la paix formelle que l'Espagne tarda à admettre jusqu'au printemps de l'année suivante.

L'empereur avait mis du retard, espérant revenir victorieux d'une nouvelle guerre contre les Turcs.

La Turquie avait eu pendant longtemps à combattre en Asie contre la Perse du Chah Thamasp. Deux nouvelles Puissances avaient surgi sur le sol du conflit entre l'ancien Chah du même nom et entre le grand Soliman. Dès 1723, les Afghans de Mir-Mahmoud et d'Echref avaient attaqué l'Iran, et un de leurs chefs, l'actif Koulikhan, maître de Kélat et de Kandahar, « serviteur » et dominateur du Chah, réussit à être par ses victoires le brillant chef de la Perse : Nadir-Chah. De l'autre côté, Pierre de Russie, conseillé par l'érudit orientaliste qu'était Démétrius Cantemir, avait entrepris deux expéditions asiatiques, qui lui donnèrent Derbend et Bakou, ainsi que le Ghilan. Il fallut partager avec ce nouveau concurrent, qui s'établit sur la côte méridionale et orientale de la Mer Caspienne, se mêlant aux révolutions du Caucase, où un roi de Géorgie aussi éclairé que Wakh-tang, introducteur de l'imprimerie empruntée aux Roumains, avait essayé d'inaugurer une nouvelle époque de civilisation. Les Turcs combattirent pour Tebriz, pour Erivan, pour Tiflis, pour Hamadan même, et, lorsque le Sultan Achmed paraissait vouloir tout céder à Nadir-Chah, une révolte constantinopolitaine lui ravit le trône¹.

Il sera question plus loin de cette révolution de quelques mois qui montra que, dans l'Empire, il y a aussi autre chose que des guerriers, des courtisans, des effendis lettrés discutant sur la théologie et la philosophie, des Phanariotes, « Turcs » de politique, représentant sur les bords du Bosphore, par les Maurocordato et les Ghica, ce que représentaient en Occident un Sinzendorf, un Trautmannsdorf, un Alberoni, et, en plus, les tributaires, et d'autres chrétiens, vaste masse plus ou moins méprisable et négligeable. Mais, bien que les meneurs, un moment complètement victorieux, sous le Sultan qu'ils venaient de proclamer, Mahmoud I^{er}, furent écartés par le régime d'un tout-puissant eunuque, il resta de ces troubles un état d'esprit tout à fait différent de celui qui avait provoqué la révolte : une confiance populaire, non plus offi-

¹ *Gesch. des osmanischen Reiches*, IV, pp. 400-408.

cielle ou personnelle, comme à l'époque du féroce Dchin-Ali, dans la force de vie, dans la puissance de restaurer, de conquérir de l'Empire ottoman, ou plutôt de la race turque elle-même.

On s'en aperçut aussitôt dans l'Asie des guerres confuses entre Persans, Afghans, Géorgiens, Lesguiens, Ottomans, avec les Russes surveillant et guettant à côté. Le Chah fut battu, dès 1731, à Koridchan. Hamadan fut prise, puis Tebriz et Ourmiah. Une paix avantageuse amena seulement l'abandon de la première de ces places. On n'en fut pas content dans Constantinople, redevenue belliqueuse à tout prix, et Kouli-khan ou, maintenant, Nadir-Chah, qui venait de faire des conquêtes sur les Afghans, encore moins. Le Chah, battu et disposé à la paix, fut écarté en 1732 : la guerre reprit avec plus d'ardeur encore. L'usurpateur jouissait de l'appui militaire des Russes, qui se préparaient, de leur côté, à une guerre de revanche pour la perte d'Azov et de Taganrog. Il osa se diriger contre Bagdad ; la vieille ville fut prise, mais la citadelle résista jusqu'à l'arrivée de Topal-Osman, avec une grande et belle armée. Dans une bataille de neuf heures, les Persans furent complètement défaits. La mort du vainqueur permit cependant au plus grand guerrier de l'Asie de reprendre une offensive heureuse. Il n'y eut plus d'armée turque en Mésopotamie et les armes de Nadir-Chah purent se diriger ensuite sur la Géorgie, où des amis, parmi lesquels le patriarche du pays, l'attendaient ; le prince de Chirvan devint persan. Lorsqu'une tentative de revanche turque envahit l'Arménie du Chah, les habitants aidèrent les gens de Nadir-Chah à l'en chasser (1734-1735). En 1736, sans avoir pris Bagdad, le tout-puissant maître des armées fut proclamé par les soldats souverain de la Perse, et le schiisme séparatiste, qui était la grande tradition religieuse de l'Iran musulman, fut remplacé par le sounnitisme de l'aventurier couronné. Il imposa aux Turcs la paix qu'il voulut.

Comme ceux-ci avaient vu que la victoire, en Asie, se dérobe à leurs efforts, ils avaient commencé l'offensive à laquelle on les avait provoqués en Europe.

Les Tatars paraissaient avoir été gagnés par cette fureur guerrière de leurs protecteurs et maîtres de Constantinople. Uni aux Lesghiens, le Khan provoqua les Russes en Cabardie caucasienne. Comme la Porte prétendait que « l'empereur » de Crimée n'est son sujet que de nom, — et de fait depuis quelque temps on constate une certaine initiative des Tatars, — la Tzarine ouvrit les hostilités contre ces incommodes voisins. Puis, en 1736, le général Lascy, au service de la Russie, dépassa les frontières tatars en Crimée pour s'en prendre à Azov elle-même, principal but des espoirs de revanche en Russie.

La Porte, excitée par François Rákóczy et son fils, revenu de Paris, par les émigrés hongrois vivant dans les Principautés, n'hésita pas à déclarer la guerre à ce mauvais voisin. On parlait encore de négociations, et on s'était adressé à l'empereur et aux Puissances maritimes pour raccommoder la situation. Cependant Lascy et Munich continuaient les hostilités, et le dernier, un dur élève d'Eugène, dévoila ce qu'il entendait poursuivre, en demandant au souverain de la Horde de reconnaître la suzeraineté de l'impératrice. Toute la Crimée fut conquise après que les lignes de Pérékop eussent été prises et les soldats du général allemand au service des Moscovites purent admirer, au milieu d'un pillage effréné, les splendeurs d'art oriental conservés dans la capitale de Baktchiséraï du Khan, qui paraissait incapable de se défendre.

Or la retraite fut extrêmement difficile. Azov avait été prise, après une belle résistance, par Lascy, mais il y avait une flotte turque dans la Mer Noire. L'empereur crut pouvoir amener une cession complète des Turcs par son intervention, réclamée, du reste, sur la base du traité d'alliance défensive conclu en 1726.

On parut cependant vouloir d'abord négocier. Les discussions furent ouvertes à Nimirov, en Ukraine. Elles

furent employées pour donner aux Impériaux, réunis à la Tzarine par une nouvelle convention d'offensive, le temps de se préparer. Feignant d'être menacé, Charles VI déclara la guerre au Sultan en juin 1737, espérant l'annexion de Vidine, de Nich, d'une grande partie de la Serbie, des districts valaques avec Bucarest ou au moins Arges, la vieille capitale des montagnes.

Les Russes se saisirent d'Otchacov, la clef du Dniéper, dont les habitants furent massacrés, en même temps que Lascy détruisait les villages de la Crimée. Les Autrichiens ne réussirent pas en Bosnie et à Vidine, mais pénétrèrent en Serbie jusqu'au Champ des Merles, renouvelant les conquêtes d'Eugène de Savoie. Il fut tout aussi facile d'occuper la partie montagneuse de la Valachie, alors que, cette fois encore, la Moldavie envahie se montra imprenable. Partout on pillait sans scrupules.

Mais non seulement la Serbie fut perdue et la Valachie bientôt évacuée ; les cinq districts olténiens annexés par la paix de Passarowitz virent revenir, appuyé par une importante armée turque, ce prince de Bucarest, Constantin Maurocordato, vers lequel allaient les vœux d'une population humiliée, chicanée et appauvrie par l'inexorable système administratif et fiscal des « Allemands ». On pensait à établir le jeune Rákóczy en Transylvanie, en Hongrie. Bientôt, en 1738, les Turcs furent en maîtres sur le Danube serbe, à Orsova aussi bien qu'à Belgrade, et des bandes allaient jusqu'à Temesvár.

Des offres de paix, très favorables à la Porte, furent suggérées dès cette année. La Russie promettait de rendre Otchacov et Kinburn, d'abandonner la Crimée ; l'empereur se serait contenté des frontières de Passarowitz. La ruineuse invasion de Münnich en Moldavie (1739) ne fut qu'une démonstration conforme aux conditions de l'alliance et dont le seul fruit fut d'éloigner pour toujours les Moldaves dépouillés.

Les Russes s'arrêtèrent, car en ce moment les Impériaux avaient été déjà battus et contraints à la paix. Une grande armée ottomane, ayant parmi ses chefs l'ancien

général autrichien de Bonneval, devenu le Pacha Achmed, et parmi ses conseillers l'ambassadeur de France, de Villeneuve, s'était retranchée dans le village de Grodzka, près de Belgrade. Le nouveau commandant en chef des Autrichiens, comte Wallis, son associé, Neipperg, puis le gendre de l'empereur, François de Lorraine, qui se rappelait trop les exploits de son père contre les Turcs d'une autre époque, voulurent l'en déloger à tout prix. Après huit heures de combat, ils n'avaient plus de troupes, ni de flotte. On abandonna lâchement Belgrade et, sans tenir compte des progrès réalisés sur d'autres secteurs, sans considérer la présence d'une forte armée russe en Moldavie, la paix fut acheminée par les préliminaires du 1^{er} septembre, qui rendaient les dernières conquêtes du prince Eugène. L'empereur protesta et signa. La Tzarine eut l'emplacement seul d'Azov, rasée, et on lui défendit d'entretenir une flotte dans la Mer Noire ¹.

Les possessions de l'empereur s'émiettaient. On dépouillait de ses conquêtes danubiennes et balcaniques le roi de Hongrie, après avoir amputé les acquisitions italiennes à l'ancien roi d'Espagne. Toute l'attention de Charles était, nous l'avons dit, dirigée vers son seul but : faire de Marie-Thérèse la propriétaire de l'héritage de sa Maison et préparer son gendre, grand-duc de Toscane, pour la dignité d'empereur, qui sortait ainsi de la lignée directe de Rodolphe I^{er}. Il vit mourir son ami constant, mais inutile, qui avait mené pendant un quart de siècle, d'une main dure et avide de paysan brandebourgeois, les affaires de cette monarchie de Prusse dont il avait créé l'armée, l'administration et les finances. On attendait peu de son fils, révolté contre l'âpre autorité paternelle jusqu'à toucher au sort du malheureux héritier de Pierre I^{er} de Russie ; c'était, grâce à l'influence d'une mère cultivée, désolée de ne pas avoir une Cour, un petit jeune homme maigre, passionné de vers français, de lectures

Gesch. des osmanischen Reiches, IV, pp. 409-448.

littéraires et de médiocres exercices sur la flûte. La Tzarine Anne se mourait, et il n'y avait pour lui succéder que l'enfant, âgé de deux mois, de sa nièce, Anne de Brunswick, Ivan, ni de régent autre que le favori en titre, le comte de Biren, duc de Courlande par la grâce de sa maîtresse, qui était haï par toute une clique à la tête de laquelle était le principal homme de guerre de l'Empire, Münnich. Mais la mort prit le vieux monarque allemand, dès le mois de novembre 1740.

Sa succession fut aussitôt revendiquée par Charles-Albert de Bavière, descendant d'une princesse de la famille des Habsbourg et gendre du roi Joseph ; par l'Electeur de Saxe, roi de Pologne, apparenté aussi, par sa femme. Les deux princes avaient cependant signé des actes de renonciation, en 1719 et 1722. L'Electeur de Saxe avait épousé une nièce de l'empereur, mais celui de Bavière invoquait un testament, discutable, de l'empereur Ferdinand. On se bornait cependant à des protestations diplomatiques, lorsque Frédéric II, roi de Prusse, protestant des droits de sa famille sur les duchés silésiens de Liegnitz, Jägerndorf, Wohlau et Brieg, suivit l'exemple de Louis XIV, et, sans même consulter les jurisconsultes comme le grand roi français, occupa ce qu'il croyait lui appartenir.

Neipperg, le vaincu de Belgrade, fut envoyé pour l'en chasser, mais les camarades de Frédéric-Guillaume, Léopold de Dessau et le comte de Schwerin, lui infligèrent à Mollwitz une douloureuse défaite (avril 1741). Aussitôt, les Electeurs prétendants se déclarèrent, et, pour donner de la « gloire » au jeune roi Louis XV, qui avait déjà, de son mariage avec Marie, fille du roi Stanislas, un héritier âgé de quatorze ans, garantissant la succession au trône, les ministres français se mirent de la partie.

On espérait pouvoir faire du Bavarois un empereur au gré de la France. On eut même, non seulement, le concours, qu'on pouvait bien attendre, du roi d'Espagne, visant les villes de Parme et de Plaisance, probablement

aussi le Milanais, mais aussi celui du second roi italien, celui de Sardaigne, dont les visées se dirigeaient du même côté. L'Angleterre seule, qui avait attaqué les colonies espagnoles d'Amérique, à l'isthme de Panama et à Carthage, restait en dehors de cette ligue tendant à partager l'héritage en liquidation, celui de la Maison d'Autriche. Mais, comme Electeur de Hanovre, le second des rois nominaux de l'Angleterre, Georges II, menacé par la France et par la Prusse en même temps, alla jusqu'à promettre de voter pour l'empereur bavarois qui devait inscrire dans l'histoire ses malheurs sous le nom de Charles VII.

La grande attaque contre Marie-Thérèse, archiduchesse d'Autriche, couronnée reine de Hongrie, se déclencha en 1741, l'Electeur de Saxe y participant, sous prétexte de vouloir écarter le duc de Lorraine du rôle qu'il jouait en Hongrie comme co-régent ; les Français, liés dès le 5 juin par un traité avec Frédéric, n'avaient pas déclaré la guerre, mais ils accompagnèrent l'Electeur de Bavière dans sa marche sur la Bohême, où, sur les traces du Palatin, son parent, il se fit reconnaître roi, le 19 décembre. Deux mois après, le 12 février 1742, il devenait empereur, à Francfort.

Mais une armée allemande de la reine se formait déjà, et la Hongrie lui envoyait ses contingents de cavalerie légère. La Bavière fut envahie, sa milice étant menacée de se voir « couper le nez et les oreilles », et à savoir d'un soldat bavarois à l'autre¹. Les Français du comte de Ségur signèrent à Linz une convention d'évacuation. Le 27 janvier, les généraux de Marie-Thérèse étaient à Munich. Frédéric II, qui entra victorieux en Bohême jusque dans les environs de la capitale, se retira de la guerre aussitôt qu'on lui eût reconnu la Silésie et le comté de Glatz, sauf Troppau et Jägerndorf (juillet). L'Electeur de Saxe, craignant ce que pouvait entreprendre un voisin qui savait si bien employer les circonstances, fit aussi,

¹ Schlosser, ouvr. cité, I, p. 270, note 1.

dans douze jours, la paix qui seule convenait à son tempérament. Les Français de Belle-Isle que ni Harcourt, qui reprit Munich, ni le maréchal de Maillebois, qui arriva jusqu'aux montagnes de Bohême, n'avaient pu débloquent, eurent toutes les peines du monde à conserver jusqu'à la fin de l'année Prague. La Bavière fut de nouveau perdue. Enfin, en Italie, l'attaque espagnole fut prévenue par le passage du roi de Sardaigne, qu'inquiétaient ses projets, à l'empereur, Reggio, Modène étant envahies par ses troupes. L'Autriche profitait ainsi de cette furieuse rivalité entre les deux dynasties de langue française qui se disputaient la couronne d'une Italie unie.

Le ministère anglais avait amené la conclusion de la paix avec le roi de Prusse. Le roi Georges ne pouvait plus se retenir dans une neutralité qui l'affligeait. Prince allemand avant tout, il ne voulait pas d'une Prusse trop grande et d'un empereur fait par les Français. Il envoya donc des troupes, soudoyées par l'argent de son royaume, sur le Rhin. Bien qu'il tint à jouer le rôle d'un Charles XII luttant, l'épée dégainée, à la tête de ses troupes, il fut cerné par les Français, en juin 1743, sur le Main, à Dettingen, sans pouvoir être capturé ; le maréchal de Noailles, mal secondé, se retira, et les troupes de Louis XV durent même repasser le Rhin. L'année suivante, la flotte anglaise imposera un armistice au roi des Deux Siciles.

Au cours de cette année, la France déclara la guerre à l'Angleterre, puis à Marie-Thérèse (mars-avril). Pendant que, en Italie, les Français essayaient de créer un nouveau fief des Bourbons pour le frère du roi des Deux Siciles, don Philippe, et que Frédéric II, menacé par l'alliance de la Saxe avec l'Autriche, déclarée en septembre, était de nouveau poussé en avant comme principal « héros » de cette guerre de diplomates¹, reprenant pour quelques mois, la Bohême avec sa capitale (septembre),

¹ Une ligue allemande réunissait dès le mois de mai à la Prusse la Suède, le Palatin, la Hesse-Cassel. La France n'y accéda qu'ensuite (mai).

la France recommençait la guerre abandonnée par Louis XIV, fatigué, pour la possession des Pays-Bas.

Il ne fallut pas de bataille pour prendre, au profit du prestige royal, mais avec un général comme le bâtard d'Auguste II, Maurice de Saxe, Courtrai, Menin, Ypres et Furnes (juin-juillet) ; une diversion de Charles-Albert, frère du mari de la reine, ne réussit qu'à piller en Alsace et Lorraine, que Louis alla défendre à Metz, et, vers l'automne, les Français occupant Fribourg, faisaient changer de maître, pour la quatrième fois, la Bavière. Mais, dès le mois de janvier, l'empereur, qu'il s'agissait de défendre jusqu'au bout, mourut et, en avril, par le traité de Fuesen, son fils se retirait d'une guerre que l'ambition du père avait provoquée.

On ne pouvait pas compter sur les interventions foudroyantes du roi de Prusse, manœuvrant avec habileté sa machine militaire, d'un mécanisme parfait. Comme il avait des visées territoriales sur la Saxe, il se valut du traité conclu imprudemment par l'Electeur, soudoyé par l'Angleterre et la Hollande, avec la reine de Hongrie (mai 1745), pour l'attirer en Silésie et le battre à plate-couture près de Schweidnitz (juin). Il ne poursuivit pas sa victoire, assista sans riposter à l'élection, sous le couvert d'une forte armée, de l'époux de Marie-Thérèse comme roi des Romains à Francfort (septembre), fut même attaqué et malmené par le frère du nouvel empereur, pour se tourner en hiver contre son voisin saxon et le défaire, malgré le concours autrichien, près de Dresde ; Leipzig et la capitale même de l'Electorat furent occupées alors au cours du même mois de décembre. Frédéric se fit garantir par l'Angleterre et la Hollande la Silésie, aussitôt reconnue par l'Electeur, qui paya les frais de la campagne, et par la reine, qui réussit à imposer la reconnaissance de François I^{er} comme chef de l'Empire.

Ce qui restait après cet abandon définitif de l'offensive prussienne était le conflit pour l'Italie et celui pour les Pays-Bas.

Parme et Plaisance furent conquises pour don Philippe

en 1745, et, au moment où Frédéric déclenchait son grand coup contre la Saxe, et après avoir fait entrer des régiments français dans les villes, pleines des souvenirs de François I^{er} et des deux Louis, de Casale et d'Asti, les alliés latins défilaient par les rues de Milan. Une victoire autrichienne à Plaisance, en 1746, détruisit les espérances sur le Milanais, dont la réalisation aurait créé une Italie bourbonne, de dynastie française, et aurait sans doute accéléré l'éclosion et le triomphe de l'idée nationale italienne. Gênes même fut occupée, mais une terrible révolte des habitants, accoutumés à vivre dans une liberté nourrie des plus glorieux souvenirs, amena le massacre de milliers d'Autrichiens. Il fut impossible de reprendre et de châtier une ville que les Français de Louis XIV avaient pu bien accabler de bombes, mais pas aussi réduire. Le duc de Savoie, asservi à un allié étranger dont il n'avait rien à espérer, mais préférant voir à Milan, qu'il convoitait, les Impériaux plutôt que les Espagnols, essaya de rendre l'offensive au roi de France, en se saisissant de places en Provence ; en 1747, il s'efforçait vainement de passer par-dessus le Mont Genève.

Si tout de même il put exercer sa vengeance contre les Français, il le devait à l'abandon de la guerre par l'Espagne même qui l'avait provoquée : Philippe V venant de succomber à sa longue mélancolie, son fils du premier mariage savoyard, Ferdinand, nommé d'après le « Catholique », marié à une Portugaise sans remembrances italiennes et parente de Marie-Thérèse¹, envoya un général dans la péninsule voisine seulement pour rappeler ses troupes ; le sort de son frère d'un autre lit ne l'intéressait pas autant.

La guerre de Flandre fut menée cependant avec une verve extraordinaire, pendant trois ans, par Maurice de Saxe. Le 11 mai 1745, il remportait, sur le prince de Galles, la brillante victoire de Fontenoy, qui donna à la

¹ Une sœur de Charles VI était la reine Marie-Anne de Portugal.

France, sans ces longs sièges dont s'enorgueillissait la poliorcétique du siècle précédent, Tournai, Gand et Bruges, Oudénarde et Dendermonde, Ostende et Ath, Nieuport. En 1746, si l'invasion du prétendant anglais Charles-Edouard, fils de Jacques III et de Marie Sobieska, en Ecosse, d'abord chaleureusement accueillie et continuée par une avance victorieuse en Angleterre, au son des cornemuses, finit par le désastre de Culloden et une fuite précipitée, Louis XV, maître aussi de Louvain, de Malines, fit, bientôt après, en mai, son entrée de souverain à Bruxelles et à Anvers (mai). Mons, Charleroi, Namur s'ajoutèrent au territoire pris sur les Autrichiens. Une tentative de revanche fut brisée à Raucoux, près de Liège, en octobre. Et, en 1747, on s'en prit aux villes de la Hollande, la guerre étant déclarée à la république en avril ; on prit Maëstricht, Breda, Berg-op-Zoom, qui rappelait les gestes de Guillaume d'Orange ; la bataille de Laffelt, en juillet, s'était ajoutée à la gloire de celles de Fontenoy et de Raucoux.

Les adversaires, qui cependant s'étaient liés de nouveau par le pacte de La Haye et avaient appelé au secours les Russes de la nouvelle impératrice (dès 1741) Elisabeth, fille de Pierre I^{er}, qu'on vit de nouveau sur le Rhin ¹, durent céder. Ce fut Aix-la-Chapelle que la France, restée seule dans la lutte qu'elle avait gagnée, choisit, en souvenir de la première paix heureuse de Louis XIV, pour le congrès de paix. Les préliminaires furent signés en avril, peu avant la capitulation de Maëstricht, mais la paix porte la date du 18 octobre.

Jamais la France n'avait été si mal servie par une diplomatie légère jusqu'à l'irresponsabilité. Le vieux cardinal Fleury, octogénaire, étant mort, et des simples commis aux affaires, incapables, ayant la conduite des affaires, elle ne manqua pas d'assurer à l'Espagne, qui avait déserté, à Gênes, et au duc de Mantoue ce qu'ils

¹ De 1741 à 1743, la Suède avait retenu la Russie. L'Angleterre lui fit restituer à la paix d'Abo la Finlande perdue.

avaient poursuivi, à Frédéric II la Silésie et le comté de Glatz, à François I^{er} sa couronne, à l'Angleterre l'abandon du second prétendant, arrêté à l'Opéra et expulsé. Sauf un échange de conquêtes dans les colonies, la France se contentait de ce qu'on appelait alors « les lauriers ». Ils ceignaient le front de Maurice de Saxe, à sa mort, dès l'année suivante : il repose dans l'église luthérienne de Strasbourg. Louis XV s'était fait honneur de dire, à une époque où tout le monde prenait cyniquement, sans aucun souci, ni du droit, ni du sentiment des populations, qu'il a « fait la paix, non en marchand, mais en roi ».

Cependant, il avait devant lui des marchands, des marchands depuis longtemps victorieux sur mer et dans les colonies, et ils devaient le forcer, par une nouvelle et dure guerre, à reconnaître leur hégémonie maritime et coloniale.

Dès l'époque d'Elisabeth, une nouvelle Angleterre avait surgi en Amérique septentrionale, avec ces colonies qui étaient de fait des créations autonomes, pareilles, sur cette terre lointaine, au-dessus d'une rare population d'Indiens Peaux-Rouges, destinée à disparaître, à ce qu'avaient été en Europe, sur la terre de l'Empire romain disparu, les « Romanies » locales. A côté de la Virginie, il y eut le Nouveau Plymouth, le Massachussets, le Rhode-Island, le Nouveau Hampshire, le Connecticut, la « terre de la reine Marie » (Maryland), le pays de Penn, le refuge politique (la Pennsylvanie), la « terre de Charles II » (les deux Carolines). La Jamaïque fut prise aux Hollandais. Les noms des localités et de personnes étaient parfois un souvenir de la patrie abandonnée, dont on prenait l'esprit de liberté opposé aux usurpations royales et certaines lignes générales de ses institutions, mais un élan tout nouveau, envahissant, transformateur, animait ces exilés par désir d'aventures, par soif de richesses ou par résolution de ne pas céder, comme ce fut pour un Hampden, à l'illégalité : dans ce dernier cas c'était le peuple d'Israël qui se cherchait un asile pour sa religion politique intacte.

Les Français, aventuriers ou huguenots, ne réussirent pas, au Brésil ou ailleurs. Mais ils s'étaient fortement enracinés au Canada, en Terre-Neuve, en Acadie et sur la rivière de Saint-Laurent, s'enrichissant par les abondantes pêcheries. Pour la première fois dans l'histoire moderne une race qui, avant la monarchie absolue, avait donné au monde de si belles créations spontanées était libre de montrer qu'elle peut établir et maintenir quelque chose en dehors de l'incitation et du contrôle de ses rois. Sous Louis XIV, il y eut une Louisiane américaine, après que le grand explorateur Cavalier de la Salle, cherchant le chemin de la Chine, arriva, le long du Mississipi, jusqu'à cette Mer des Antilles où le royaume avait Saint-Christophe et les Barbades. On pensait aux Moluques, à Madagascar, occupée par des pirates européens ; l'île de Bourbon fut annexée. La couronne achetait en 1660 les Antilles, Guadeloupe, Martinique.

Entre les deux nations rivales, les Hollandais, qui s'étaient d'abord infiltrés comme sujets du roi d'Espagne, avaient fait la tentative de donner un vice-royaume à Maurice de Nassau, et la New-York d'aujourd'hui, assez fortement colonisée, s'appelait, avant la main-mise des Anglais, en 1664, la Nouvelle-Amsterdam. Ils gardaient cependant, après cette perte, tout un vrai « royaume » malais à Surinam et dans les îles de la Sonde, où une Batavia avait été fondée en 1619. Peu avant le conflit avec Cromwell, ils s'étaient nichés (1632-1657) à Ceylan, et la côte indienne était attaquée sur deux points pendant ce xvii^e siècle par leurs comptoirs. D'autres marchands apparaissaient à Canton, dans l'île de Formose, à Macao, des relations s'établissant avec la Chine, où depuis un siècle travaillaient pour le catholicisme les Jésuites. Le port japonais de Nagasaki s'ajoutait à ces belles conquêtes du commerce hollandais, qui, par l'activité du premier ambassadeur des Etats en Turquie, Cornélis Haga, avait gagné une situation durable à Constantinople et à Smyrne. La Colonie du Cap était maintenant une province hollandaise. Il y aura en Australie, où les Portugais avaient ouvert le chemin (aux Philippines), et les

Espagnols avaient continué (aux îles Salomon et aux îles Marquises, à Haïti et aux Nouvelles-Hébrides), un pays de Tasman, un détroit de van Diemen et surtout une Nouvelle-Hollande.

Les Indes orientales, pour l'exploration desquelles une Compagnie anglaise s'était formée dès 1599, n'étaient plus la terre promise de ceux qui avaient trouvé le chemin occidental, les Portugais de Goa. Il y eut, dès le commencement de ce xvii^e siècle, des Anglais à Surate, bientôt après à Madras, à Callicotta ou Calcutta. Bombay fut la dot de l'infante portugaise mariée à Charles II. En face, les Français s'établissaient au « village nouveau », Podou-Chéri ou Pondichéry, prise par les Hollandais en 1693, et au « village du monde », Tchandrangora ou Chandernagor. Au cours de la guerre de Louis XIV contre la Hollande et ses alliés, d'Estrées, vice-amiral du « Ponent », donna des coups à Cayenne, à Tabago, à Curaçao, étant considéré comme un « vice-roi » de l'Amérique. La Gorée fut prise à la même époque.

Pendant la guerre de la coalition d'Augsbourg, les colonies anglaises, qui avaient montré qu'elles peuvent s'organiser d'elles-mêmes, prouvèrent qu'elles sont aussi en état de former une flotte et de conquérir, sous le nom du roi, pour leur propre compte. Sous le règne de Guillaume d'Orange, et en concordance avec sa politique, elles prennent possession de l'Acadie, qui devient une Nouvelle-Ecosse, et attaquent Québec, Montréal, les centres du Canada français, qui fut défendu par un Iberville de ses propres moyens. Les Anglais furent battus dans les eaux de la Martinique en 1693, et Pontis prit, en 1697, Cartagène, en Amérique méridionale.

La guerre pour la succession d'Espagne amena, en 1711, Duguay-Trouin à Rio-de-Janeiro, qui se racheta par une énorme contribution. Mais les Anglais paraissent dans des Antilles et sur la côte africaine du Sénégal et de la Guinée ; ils y resteront à côté des anciens propriétaires, de même qu'en Acadie, sur le golfe d'Hudson, à Saint-Christophe, en Terre-Neuve.

La guerre pour la succession d'Autriche « devait décider si le français ou l'anglais sera parlé sur les bords du Mississipi et sur les rivages de la Californie ». Pendant que la question de l'Italie et des Pays-Bas se discutait en Europe les armes à la main, l'amiral Vernon, attaquant la Havane et la Floride, puis Cartagène, essaya de créer une seconde Amérique anglaise. Après la perte de Madras, Boscawen parut devant Pondichéry. Une autre flotte se montra sur les côtes du Pérou. A la paix, Madras retourna aux Anglais, le Cap Breton à la France. Un pareil traité, qui ne donnait aucune solution au problème posé depuis trois quarts de siècle, n'était qu'un armistice passager.

Dans l'Hindoustan, le vice-roi qu'était Dupleix, ayant ses relations jusqu'au Tibet, au Siam, affrontait lord Clive, chacun ayant comme paravent un des rajahs sortis de la disparition, sous les coups de Nadir-Chah, de l'Empire indien musulman d'Aureng-Zeb. Au Canada, pour les versants des Alléghanies, pour les vallées de l'Ohio et du Mississipi, les colons des deux nations étaient presque journellement aux prises. Aussi, les sujets américains de Georges II avaient-ils proposé de se réunir en confédération, et, malgré l'opposition du Ministère de Londres, on se préparait au Congrès de Philadelphie. Le meurtre d'un Français fut prétexte de guerre.

La diplomatie avait déjà préparé ses alliances. Frédéric II était l'allié de l'Angleterre, donc du Hanovre, et des subsides lui étaient assurés, dès le mois de janvier 1756. La Cour de France avait été gagnée par les longues et habiles assiduités de l'ambassadeur de l'impératrice-reine à Paris, von Kaunitz, pour une collaboration avec la Maison d'Autriche. La France et la Suède s'entendaient pour garantir les prescriptions de la paix de Westphalie dans l'Empire.

Les hostilités entre Français et Anglais avaient commencé par mer, dès l'année précédente, dans les eaux de l'Amérique du Nord, pendant que les colonies des deux

nations continuaient leur petite guerre. En 1756, elle sera poursuivie et s'étendra à l'Hindoustan, où, malgré le rappel de Duplex, les Français se rendirent maîtres de Calcutta, mais perdront, l'année suivante, Chandernagor. Le maréchal de Richelieu, favori de Louis XV, dont il condescendait à servir les vices, se montra cependant un chef capable, en allant prendre, avec la flotte française, refaite, Port-Mahon, dans l'île de Minorque, après avoir contraint à la retraite l'amiral Byng, qui sera fusillé.

Frédéric profita des nouveaux troubles européens pour marcher contre la Saxe, qu'il croyait pouvoir ajouter à ses Etats, tout de rapport, au gré des occasions qui se présentaient. Les deux principales villes de l'Electorat furent de nouveau occupées par lui en qualité de « dépositaire », puis d' « ennemi » ¹, et l'armée du roi Auguste paraissait ne s'être concentrée à Pirna que pour une belle capitulation. Le roi de Prusse occupa le pays comme pour une annexion définitive, et le traita impitoyablement ; puis, selon sa coutume, il attendit les autres.

L'alliance avec Georges II n'avait pas été conclue pour cette extension des frontières de l'Etat prussien. Elle tendait seulement à la défense du Hanovre, qui ne fut attaqué qu'en 1757. Une grande armée française y entra en avril, après que l'Empire se fût déclaré, mais sans lever d'armée, contre les empiètements de la Prusse. Comme celle-ci avait pris possession de la Saxe, les troupes du maréchal d'Estrées en agirent de même après la victoire de Hastenbeck, gagnée sur le duc de Cumberland (juillet), à l'égard de l'Electorat de Hanovre. De son côté, Richelieu, appelé au commandement de l'armée du Rhin, amena dans quelques semaines le prince anglais à la honteuse convention de Kloster-Seven, négociée par un ministre danois (septembre), convention qui imposait la retraite de toutes troupes allemandes au service de l'Angleterre, sauf celles des Hanovriens immobilisés. Brême, Werden, Minden reçurent des garnisons françaises.

¹ Duclos, ouvr. cité, IV, p. 131.

Moins heureux, Frédéric, qui avait pénétré en Bohême et qui, perdant un de ses deux principaux auxiliaires, Schwerin, avait gagné une victoire à Prague, en mai, avait été contraint, après la défaite de Kollin, en juillet, d'abandonner cette seconde conquête par laquelle il cherchait encore une fois à exercer une pression sur le ministère de Vienne. Le prince héritier de Prusse ne sut pas tirer profit des troupes qui lui avaient été confiées. La Silésie fut envahie. Les Russes d'Elisabeth, poursuivant l'ancien projet de Pierre I^{er}, créateur d'un nouvel Etat à caractère germanique, de s'étendre en Allemagne, paraissaient à Memel, et ils battaient par leur mécanique plus docile l'organisation prussienne à Gross-Jägerndorf, près de Königsberg. Une intrigue les rappela. Ce fut le miracle de Rosbach¹, où les Français de Soubise, qui avaient avancé jusque vers Mersebourg, furent pris de panique et se dispersèrent en désordre, qui sauva la situation de celui qui, prévoyant tout, avait été pris à l'improviste. Les Impériaux évacuèrent la Saxe, et la Silésie fut aussitôt reprise.

Aussitôt l'Angleterre, où dominait de nouveau la froide ambition inexorable de William Pitt, s'engagea plus étroitement avec son royal agent d'exécution en Allemagne, et de nouveaux soldats furent fournis à prix de guinées au nouveau chef des opérations au Hanovre, le jeune duc de Brunswick, parent du roi.

Le résultat fut cependant maigre, malgré la défaite d'un autre favori de la Cour de France, le comte de Clermont, à Crefeld (juin 1758). Les conquêtes en deçà du Weser furent maintenues, et Brême aussi. En plus, les Russes étaient revenus, énorme troupeau d'une manœuvre facile, occupant Königsberg au cœur de l'hiver ; ils affrontèrent les Prussiens, occupés encore aussi en Silésie contre l'armée autrichienne de Daun, près de Custrin, à Zorndorf (août), sans réussir à les repousser. Mais les

¹ Ce ne fut point une bataille, disent les *Fastes de Louis XV*, II, « Villefranche », 1752, p. 12, « ce fut une armée entière qui se présenta au combat, et qui s'en alla ».

Impériaux, dégagés par cette diversion, vainquirent à Hochkirch, en octobre, et ils osèrent même le siège de Dresde, sans pouvoir cependant prendre pied en Saxe, évacuée avant l'hiver.

L'offensive contre celui qui troublait la paix du monde par ses appétits insatiables fut reprise de tous côtés en 1759. Les Français passent de nouveau le Weser, gagnent une bataille près de Francfort, et l'insuccès de Minden ne les détache pas du Hanovre et de la Hesse (août). Les Russes revinrent de nouveau, avec une parfaite exactitude, prêts à remplir avec précision leur tâche. Cette fois, s'étant réunis aux Impériaux de Marie-Thérèse, ils eurent un meilleur commandement, celui de Laudon, le rival de Daun. A Kunersdorf, sur l'Oder (août), la défaite de Frédéric fut cruelle. Il perdit Dresde, et son armée fut en danger de capituler. Mais, cette fois encore, les Russes ne poursuivirent pas leur victoire, ne consentant pas même à prendre des quartiers d'hiver en Allemagne. Ils fonctionnèrent régulièrement, mais sans enthousiasme, en auxiliaires salariés.

Frédéric put donc se ressaisir, mais en paralysant, par les secours qui lui furent accordés pour se refaire moralement, par la victoire de Liegnitz, en Silésie (août 1760), les troupes anglaises, qui furent donc facilement battues à Corbach, près de Cassel (juillet). Une revanche sur le Rhin, en octobre, resta stérile, car les Russes entraient le même mois à Berlin, qui put se rendre compte qu'avec des corps humains et de l'argent étranger la gloire de l'armée prussienne peut être égalée et surpassée. Bien que Daun eût subi un échec, la Saxe n'en fut pas moins attaquée par les Autrichiens, et Dresde revit les Impériaux. L'année suivante amènera l'établissement des mêmes à Schweidnitz en Silésie ; les Russes avaient fait de nouveau leur devoir de la victoire annuelle. Puis, Elisabeth étant morte, le prince allemand qui lui succéda, comme petit-fils, par sa mère, de Pierre I^{er}, Pierre III, duc de Holstein-Gottorp, ancien admirateur du héros « prussien », se retira de l'alliance. La Suède cessa aussi de

participer à la guerre, qu'elle faisait à contre-cœur, la propre sœur de Frédéric étant reine à Stockholm. Les Holstein du Danemarck étaient dans les mêmes vues. L'horizon s'éclaircissait ainsi pour celui qui avait épuisé dans ces quelques années d'efforts surhumains les moyens, encore assez restreints, de ses Etats, médiocres. Comme il put rentrer en Silésie, il se présentait d'une façon plus favorable devant les négociateurs de la paix, qui s'entendaient déjà en novembre de cette année 1762.

Cette guerre d'Europe, qui retenait si vivement l'attention publique, n'était pour l'Angleterre, quels que fussent les intérêts hanovriens d'un roi dont la couronne recouvrait solennellement la lutte incessante des partis entre Pitt et Fox, qu'un paravent pour la poursuite de ses intérêts coloniaux et maritimes. La défaite des Allemands qu'elle salariait pour garnir ses drapeaux sur le continent, l'abandon de pays qui ne lui tenaient guère à cœur ne lui portaient pas dommage et ne servaient pas à l'humilier. Car on apprenait en même temps que le Cap Breton était pris, que Montcalm, l'héroïque commandant de la résistance française venant à mourir, Québec était prise et que Vandreuil rendait aussitôt Montréal (1759). La flotte française, battue à Lagos, ne pouvait pas détacher des secours pour les Antilles, qui furent entièrement perdues. On débarquait à Belle-Isle, en Bretagne, action d'éclat qui permettait de risquer des aventures en France. Aux Indes orientales, l'alliance des Français avec le rajah de Mysore, Haïder-Ali, un prince entreprenant et fidèle, n'empêcha pas la prise par les Anglais de Pondichéry et de Mahé (1761).

Le ministre de Louis XV, Stainville-Choiseul, sans doute le mieux doué de ses auxiliaires diplomatiques, crut avoir réalisé une œuvre utile en s'alliant avec l'Espagne de Charles III, l'ancien roi de Naples, par un pacte qui réunissait dans tous leurs intérêts, formant un seul bloc, solidaire dans la bonne ou la mauvaise fortune, tous les Etats régis par les Bourbons. Le Portugal

devait être rendu aux Espagnols. Or, les Anglais en prirent avec succès la défense. Et aussitôt l'île de Cuba, l'archipel des Philippines, misérablement défendues, furent une proie facile pour les Anglais.

Aux préliminaires de Fontainebleau, la France se résigna à céder tout ce qu'on lui avait pris, sauf dans les Antilles et dans l'île africaine de Gorée, dans les Indes. L'Espagne perdait la Floride. « La guerre avait commencé pour deux ou trois chétives habitations, et les Anglais y avaient gagné deux milles de terrain¹ ». Ces concessions furent confirmées par le traité de Paris, en février 1763. Frédéric II, abandonnant ses visées sur la Saxe, restait possesseur de la Silésie par le traité de Hubertsbourg (même mois).

La flotte anglaise dominait les mers, l'argent anglais régissait le continent européen. Il n'y avait qu'une seule force pouvant leur résister : l'esprit des nations.

¹ « Fastes » cités, II, p. 73.

CHAPITRE XVII

La monarchie des « petits appartements ».

Le type du monarque régnant en apparence ¹ par lui-même était mort, accablé de chagrins, mais sans mauvais pressentiments, et debout. Le sentiment de sa suprême dignité, presque divine pour lui-même, ne l'avait pas quitté jusqu'au dernier moment de sa vie pleine de vicissitudes accueillies avec le sourire d'un César supérieur à sa fortune. A l'égard de ses courtisans et des princes étrangers même, dont il était comme le président, plus impérial que l'empereur, il se présentait en gardien de l'honneur. « Si je n'étais pas roi » — disait-il devant un manque de respect — « je me mettrais en colère. » Au duc de Savoie, au moment de sa défection, il avait écrit dans ces termes : « Puisque la religion, l'honneur, l'intérêt, les alliances et votre propre signature ne sont rien entre nous, j'envoie mon cousin, le duc de Vendôme, à la tête de nos armées pour vous expliquer mes intentions ; il ne vous donnera que vingt-quatre heures pour vous déterminer ». Charles-Quint n'aurait jamais écrit de cette façon au dernier des vassaux de son empire. Mais c'était imposant et beau. Quelque chose manqua au sentiment que l'Europe monarchique avait d'elle-même lorsque le vieillard partit.

On était cependant, en France, si avide de changements.

¹ Le Vassor, ouvr. cité, II, pp. 151-152 : « Louis XIV, qui a voulu faire accroire au monde en nos jours, qu'il gouvernait par lui-même uniquement, sous prétexte qu'il se laissait conduire à deux ou trois ministres, sur différentes affaires, au lieu que le roi son père n'en avait qu'un pour toutes ».

après trois quarts de siècle d'une majestueuse monotonie que personne ne regretta celui qui s'en allait vers Saint-Denis. « L'affluence », — écrit un quasi-contemporain, — « fut prodigieuse dans la plaine. On y vendait toute sorte de mets et de rafraîchissements. On voyait de toutes parts le peuple danser, chanter, boire, se livrer à une joie scandaleuse, et plusieurs eurent l'indignité de vomir des injures en voyant passer le char qui renfermait le corps ¹. »

Les courtisans ne faisaient pas de ces démonstrations. Mais, le cynique régent en tête, ils pouvaient à peine maîtriser la volupté d'avoir échappé au plus minutieux des surveillants couronnés. Toute une jeunesse s'était formée, qui ne demandait autre chose que prendre la clef des champs. Le régime de la quasi-reine Maintenon leur pesait ; tant de religion défendue par tous les moyens de l'Etat leur répugnait. On leur demandait de la vertu, ils étaient, comme ce duc d'Orléans, « fanfarons de vices » ; on leur imposait l'Eglise, une seule, régentée et curée comme les arbres de Versailles ; ils donnaient quelquefois dans la fronde du « jansénisme », qui ne signifiait au fond qu'opposition, et le plus souvent avec une impiété de façade et un athéisme de parade. Des abbés de l'espèce de Dubois, jadis, « mi-secrétaire, mi-valet » d'un prélat de Paris ², menaient la sarabande de la licence : celui-ci se fera cardinal, successeur de Fénelon à Cambrai, et, divorcé en secret, il évitera le moment désagréable de la confession *in extremis*. On l'accablait de lazzis, mais on l'écoutait et surtout on le courtisait jusqu'au plus ignoble de ses péchés. On accusait ouvertement d'inceste et d'empoisonnement Philippe d'Orléans, qui n'en continuait pas moins une vie capable, à travers une régence désorientée et contradictoire, à travers un ministère dans lequel il succédait à ce suppôt couvert de

¹ Duclos, *Mémoires*, II, p. 18.

² « Moitié scribe, moitié valet du curé de Saint-Eustache » ; *ibid.*, p. 3.

mépris, de le mener avant cinquante ans à une mort honteuse dans les bras de sa maîtresse effrayée.

Louis XIV avait régné de fait avec cette bourgeoisie, d'abord très discrète, s'effaçant aux bureaux dans son patient travail de commis, pour en arriver avec Louvois à terroriser une Cour vivant aux dépens du Trésor. On ne voulut plus de ces usurpateurs des droits que se reconnaissait largement une noblesse n'ayant plus pour son ser-vage autour du monarque — et le monarque était maintenant un enfant devant lequel s'accomplissaient machinalement les formes traditionnelles — la compensation de la « gloire » à la tête des armées, dissoutes ou renvoyées en garnison. Le régent remplaça les chefs des départements par six Conseils, qui durèrent quelques années. Beaucoup des humbles instruments de la royauté étaient arrivés, par le travail ou par l'intrigue, à la richesse ; une Chambre de justice fut nommée pour leur faire rendre gorge.

Les princes, les chefs de cette aristocratie, avaient osé, avec l'aide d'un Parlement servile, porter la main au testament du plus respecté des monarques, et d'Orléans s'était installé en tout-puissant par leur acquiescement. Il fallait les récompenser. Mais, dans les caisses de l'Etat, il y avait le vide ; on était débiteur de plus de trois milliards, avec les revenus mangés d'avance pour des années. On arriva, sous cette régence si décriée, à réduire les dettes reconnues à un sixième, mais ce n'était pas par la continuation de l'impôt impopulaire du « dixième » et demi¹, par des expédients comme la charge unique du cinquantième du capital, adoptée plus tard, qu'on pouvait trouver l'argent des récompenses, des pensions, de la corruption, en commençant par les soupers intimes du régent. Il fallait recourir à l'aventure.

Elle s'offrit sous les traits de l'Ecossais Law, dont le premier projet n'avait, du reste, rien d'inquiétant. S'ap-

¹ Lacretelle, *Histoire de la France au XVIII^e siècle*, I, pp. 291-293.

puyant sur les versements en espèces qu'on lui aurait consenti et sur l'exploitation des mines du Mississipi, du produit général des colonies, il prétendait donner au Trésor autant de ses billets de crédit qu'il en aurait besoin pour se refaire. Les portes du Paradis des dépenses s'ouvraient en même temps pour les quémandeurs de haut rang. Des intérêts d'usure, inconnus jusque-là et bénis par l'Eglise, devaient attirer les grandes et surtout les petites bourses.

L'affaire marcha brillamment au début. Il y eut comme une folie dans ce milieu qui ne pensait qu'aux satisfactions matérielles ou au moins à la possession du moyen de se les procurer. La province envahit Paris, l'étranger y accourut. Les bijoux de la famille allèrent à la fonte. Des légions d'enrichis surgissaient, ne sachant pas comment monter en calèche et appeler les laquais. Les puissants, les seigneurs « mississippiens » profitaient à tous les jeux de bourse qu'on leur ménageait. Ce furent des jours dorés, inoubliables. L'insouciance fêtait un vrai triomphe. Law, dont la femme faisait cercle avec les princesses et les duchesses, le Crésus de la banque ayant remplacé le Jupiter de la monarchie, avait l'Amérique, pour laquelle il embarquait des ouvriers, de la dernière espèce, le Sénégal, la Chine, la traite des nègres, le tabac, les douanes. Il était contrôleur général, fonction abolie par le grand roi. Tout se courbait devant la majesté de l'inventeur de la prospérité publique : les incrédules étaient, du reste, forcés à payer en billets, et on leur interdisait, sauf privilège spécial, sollicité avec ardeur, d'avoir plus de cinq cents francs en numéraire.

Un moment vint où il y eut quatre-vingt fois plus d'actions que tout l'or de la France ; les colonies ne donnaient encore rien. Il y eut de l'appréhension au Ministère ; la valeur des billets fut réduite de moitié par édit royal. Ce fut alors l'affolement du désastre, après celui de la confiance. Il y eut des morts parmi ceux qui s'écrasaient dans la rue où avait trôné le dieu de la banque ; on eut un moment l'idée de porter ces « étouffés » au palais du

régent. Law aurait été écharpé si on ne l'avait pas reconduit dans une voiture du prince, sous bonne garde. Lorsque la fantasmagorie se fût évanouie, on constata cent trente et un millions de dettes en argent pour le Trésor, et, dans le public, des richesses qu'on ne pouvait pas détruire et des misères qu'on ne pouvait pas soulager.

Un mauvais début pour le petit roi, appelé tant de fois au balcon, après une maladie à laquelle il était sur le point de succomber. Louis XV était fatigué sans savoir pourquoi, dès le début de son règne. Son mariage avec la princesse qui était, quelque temps auparavant, flattée d'épouser un d'Estrées¹, lui donna quelques mois, quelques années même, d'un bonheur de famille qu'il chercha à cacher le plus possible aux yeux des curieux. Le faste de Louis XIV avait été mortellement atteint par la blague amère, par le dévergondage affiché du régent ; il succomba à l'indifférence totale d'un roi qui n'aimait pas à se montrer. Les « petits appartements », ménagés pour une vie bourgeoise, avaient remporté une victoire définitive sur les grandes salles d'apparat ; les figures de la mythologie martiale et amoureuse contemplèrent, des médaillons du plafond, des riches tapisseries et des socles froids, l'abandon journalier de cette scène unique de la royauté qui trône et se pavane.

Louis s'ennuya bientôt ; il fut galvanisé par des écarts amoureux qu'on lui procura, qu'on lui ménagea, lui imposa presque. Une duchesse de Châteauroux l'accompagnait en Flandre, où il fit bonne figure et se mérita, au cours de sa maladie de Metz, le doux surnom, populaire, de « bien-aimé ». Les mots à retenir ne lui manquaient pas à l'occasion, et, une fois qu'on lui demandait comment il faut traiter les prisonniers des vaincus, il répondit brièvement : « comme les nôtres ». Le dauphin, qui devait succomber à la phtisie, dans la fleur de l'âge, caracolait vaillamment auprès de son royal père.

¹ « Elle avait été vainement proposée au prince de Bade », Duclos, ouvr. cité, IV, p. 21.

On paraissait revoir, avec une fortune encore meilleure, les jours où le quatorzième Louis était jeune, beau et aimable. Mais le roi finit par trouver que tout cela fait trop de bruit. Il revint aux délices de son isolement.

« Ni premier ministre, ni favori », disait la dernière recommandation de Louis XIV. Son arrière-petit-fils l'écouta. Après Dubois et après le duc d'Orléans, étranglé par une dernière débauche, il y eut un ministère du duc de Bourbon, qui ne signifiait pas une domination. Avec le cardinal Fleury (1726-1742), — car la simarre était redevenue de mode pour les royautés des Bourbons, — ce fut l'ancien précepteur souriant, celui dont l'enfant royal avait pleuré jadis l'exil momentané, qui prit soin des affaires avec les mains veloutées d'une prêtre octogénaire ; on envoya un abbé titulaire de Saint-Germain-en-Laye se faire battre par les Hanovriens¹. La diplomatie se faisait par billets personnels, d'un ton onctueux, le roi se préparant déjà son « secret », sa correspondance à lui, inconnue aux ministres. On essayait d'économies patriarcales, réduisant les rentes de quatre pour cent et, faisant des dépenses énormes pour la guerre, on s'acheminait tout doucement à la faillite d'Etat que devait proclamer sans scrupules un abbé Terray.

De fait, sans avoir ni « premier ministre », dans le sens d'un Richelieu, ni « favori », le roi s'était retiré des affaires. Un duc de Bourbon finit son ministère au moment où un billet du roi lui faisait savoir ce qui suit : « Je vous ordonne, sous peine de désobéissance, de vous rendre à Chantilly et d'y demeurer jusqu'à nouvel ordre². » Un duc de Choiseul put trancher du potentat, mais un jour il reçut un billet de cette teneur : « Le

¹ Le prince Eugène avait commencé, du reste, par être l'abbé de Carignan.

² Voy. la lettre de démission de d'Argenson : « Votre service ne m'est plus nécessaire. Je vous ordonne de m'envoyer votre démission de secrétaire d'Etat de la guerre et de tout ce qui concerne les emplois y joints et de vous retirer à votre terre des Ormes ».

mécontentement que me causent vos services me force à vous exiler à Chanteloup, où vous vous rendrez dans vingt-quatre heures. Prenez garde que votre conduite ne me fasse prendre l'autre parti. » Le parent de l'acolyte du ministre disgrâcié, Praslin, apprenait seulement que le roi « n'a plus besoin de ses services et l'exile à Praslin, où il se rendra en vingt-quatre heures ». C'était autre chose qu'un Richelieu ou un Mazarin ; Louvois lui-même serait parti avec plus d'égards.

Ce n'était plus le monarque lui-même qui, dès sa jeunesse, lorsqu'on lui parlait, pour fouetter sa paresse, de la possibilité que son successeur l'exile comme un Chilpéric avec une pension, s'informait seulement si « cette pension serait forte », ce n'était pas lui qui distribuait grâces et disgrâces. Le régime des femmes avait fonctionné sous le régent, dont la fille favorite se donnait des airs de reine ; il s'était consolidé sous le duc de Bourbon, qui était au gré de la marquise de Prie. Dès 1735, Louis avait affiché une maîtresse ; trois de ses sœurs jouirent de la faveur honteuse d'un prince devenu cynique. Avec Madame Poisson, devenue marquise de Pompadour, et son frère duc, il y avait eu la maîtresse installée au palais et gouvernant en reine sans couronne. Avec la du Barry, la « du Baril » des chansons, — et elle prétendait, cette entretenue d'un frère et femme de l'autre, pour pouvoir se valoir d'un nom à la Cour, devenant pour un duc de Noailles « la divinité qui fait les délices de la Cour », descendre des Stuarts, — il y eut la bête à plaisir, s'exhibant sans honte, jusqu'à se faire embrasser publiquement par le roi et se faire chausser en déshabillé par le nonce. Tout en ménageant à son amant les plaisirs sans cesse variés du « parc aux cerfs », elle voulut se faire épouser, et un ministre, le chancelier Maupeou, qu'elle avait créé, lui écrivait ainsi : « Nous n'avons pas du tout trouvé la chose impossible. Vous savez que nous avons eu l'exemple d'un mariage pareil entre Louis XIV et Madame de Maintenon ; les circons-

tances nous sont assurément plus favorables qu'elles ne l'étaient à cette dame ¹. »

De tout côté la royauté se met à l'aise. Elle ne se gêne plus. Les préoccupations matérielles, d'ordre inférieur, l'accaparent, avec l'assentiment des peuples, du reste, qui ne désirent qu'éviter les guerres, cependant immanquables, ou bien s'en valoir pour faire fortune, aussi grande que possible, chacun pour soi, à peu de frais.

Le « système » de Law, qui mourut pauvre à Venise, mais convaincu, et avec raison, que son ère n'est pas finie, était prisé en Europe, même après son désastre en France ². On le proposa en Savoie ; il y eut du papier-monnaie en Saxe ; on en voulut au Danemarck. On retrouve en 1720 la fièvre de la spéculation à Londres. A une époque où tel prince allemand — nous l'avons déjà dit — voulait être roi titulaire d'Arménie et le « roi » de Lorraine s'attribuait la couronne imaginaire de Jérusalem, le grand-duc de Toscane, le duc de Holstein-Gottorp se contentant d'être Altesses Royales, l'empereur invitait Law à Trieste et il provoquait une guerre par sa Compagnie d'Ostende, rêvant d'îles océaniques ; on en aurait voulu en Prusse aussi. La Suède eut sa Compagnie de Gotheborg pour les Indes Orientales. Le roi d'Espagne aurait pensé à fixer sa capitale dans celles de l'Occident ³. L'idée de ces richesses lointaines poursuivait tous les souverains. Le Pape agrandit son port d'Ancône.

Imitant la France sous ce rapport aussi, les princes s'employaient à doter leurs pays de « manufactures » pour éviter « la sortie de l'or ». En même temps que la Prusse est fière de ses faïences de Saxe, l'Espagne importe des Hollandais pour des fabriques de drap, elle fonde des

¹ « Fastes » cités, II, p. 369. Elle écrivait : « le Dauphin, la Dauphine, les dames de France se rendront bientôt sous mes drapeaux, j'espère ». Cf. le récent ouvrage de M. Claude Saint-André, *Louis XV*, Paris, 1921.

² Il avait été conseillé au prince Eugène par un Anglais.

³ *Fastes*, I, p. XXXI.

teintureries pour ses laines, elle fabrique des cristaux ; les moines furent menés vers les ateliers de toile de la couronne.

Philippe V, terrorisé par son imagination, d'une confession à l'autre, se laissant nourrir au lit des mois entiers et menant une vie de folles extravagances¹, qui allaient jusqu'à paraître dévêtu, les ongles longs, à frapper et à mordre, autour de lui, évitait la Cour dans ses errements d'Aranjuez à Sainte-Ildefonse, de là au Prado. Un Grimaldo, un Ripperda, mort au Maroc en musulman, même en créateur d'une nouvelle religion, un Enseñada, ancien fonctionnaire de banque, un Farinelli, ténor italien, sont libres de servir à leur façon la reine aux affaires de l'Etat. Il n'y eut pas plus de faste sous ses successeurs, de vie chaste et honnête, du reste, Ferdinand et ce Charles qui n'avait pas embelli Naples du spectacle de ses fêtes. Charles VI payait, à Vienne, 40.000 personnes, en dehors des fonctionnaires et des juges ; on inscrivait, sur ses registres des comptes : « le pain des perroquets », 40.000 écus pour les faucons, 4.000 florins pour le persil². L'empereur Charles VII, dont l'enterrement devait être splendide, bien qu'il vécût d'emprunts, fut le dernier représentant du cérémonial des Habsbourg. Au couronnement de son rival heureux, François I^{er}, au nom si dynastiquement français, il fallut dépaver les rues de Francfort pour que les hauts carosses puissent y passer. Mais Marie-Thérèse, empruntant de l'argent à son mari, sans cesse préoccupé d'affaires, menait, entre ses nombreux enfants, la vie d'une bourgeoise de Vienne, très pure de mœurs, même dans son long veuvage. Ce n'était pas le cas du roi de Pologne, qui s'était fait dans le Zwinger son Versailles, à côté de la vieille Dresde, aux rues étroites ; fuyant en chaise de poste donnée par son vainqueur, le « Mantelsack » des railleurs imitait encore les splendeurs militaires inutiles de son père et implorait

¹ Duclos, ouvr. cité, p. 92 et suiv. d'après des actes diplomatiques.

² Schlosser, ouvr. cité, I, p. 118, note 1.

de Frédéric II, le lendemain d'une capitulation, qu'on lui laisse ces beaux gardes que le roi de Prusse déclara n'entendre pas prendre une seconde fois. Le ministre de Brühl, successeur de Fleming, vivait lui-même royalement, et ses terrasses fleuries lui survivent. Ce train de Cour plaisait aux Polonais. En face, les Russes conservaient la tradition d'économie du Tzar Pierre : fabriques de drap, de toile, de glaces de Venise même, de galons, de tapisseries.

De son côté, Frédéric était tout aussi « matérialiste » que n'importe quel de ses contemporains. Un historien allemand, du commencement du siècle dernier, pourra écrire : « Frédéric II fut le premier qui, par son esprit supérieur et son mépris pour les hommes, dégrada le genre humain, en traitant l'État comme une machine et en réduisant le bonheur de l'homme à un bien-être qu'il ne trouvait qu'hors de lui-même ¹ ». Exilant la reine dont on l'avait affligé, et du corps, de l'âme de laquelle il se moquait le lendemain des noces à sa sœur, tout aussi cynique que lui, la margrave de Bayreuth, il vivait en garçon, entre quelques intimes, mangeant d'appétit, sans boire comme son père, et cherchant sa distraction, ailleurs que dans ses œuvres littéraires, à une époque de comédiens et de ténors, à l'opéra ². Mais des princes beaucoup plus pauvres que lui réformaient à la française leur façon de vivre : Charles, landgrave de Hesse, se ruinait à construire et meubler son château de Weissenstein.

Pendant ce temps, en Italie, Victor-Amédée, roi de Sardaigne, grand-père de Louis XV, abdiquait pour épouser la femme qu'il aimait, et son fils Charles-Emmanuel, le soupçonnant de vouloir revenir sur le trône, le faisait arrêter comme un simple sujet rebelle, — il en mourra de douleur, — et la reine était jetée dans la prison des femmes de mauvaise vie. C'était une autre façon de se dégra-

¹ Schlosser, ouvr. cité, I, p. 209. Cf. Otto Klopp, *Frédéric II et Marie-Thérèse*.

² Il assista à une représentation à Dresde le lendemain de sa conquête.

der, mais, par la grandeur du méfait, sans se rendre ridicule.

La classe nobiliaire, usée par les guerres, n'avait plus rien ni de son ancien ressort moral, ni de ses attaches avec la nation. Elle se mourait dans les illusions de ses succès et les défis de ses attitudes. Sous la Régence, on décrivait de cette façon un jeune homme devant lequel s'ouvrait une carrière à la Cour : « il fait bien tout ce qu'il fait, il danse très bien, il joue honnêtement, il est à cheval à merveille, il est poli, il n'est point timide, il n'est point hardi, mais il est respectueux ; il raille, il est de très bonne conversation ; enfin rien ne lui manque ¹. »

Un descendant de Henri IV recevait les évêques sur sa chaise percée ², et avoir supporté des réceptions pareilles avait fait la fortune d'Alberoni, qui, en plus, se laissa bâtonner d'importance par le marquis de Villena. A la guerre, on pillait sans pudeur, — le duc de Richelieu, « le père la Maraude », ayant saccagé le Hanovre, se fit bâtir un pavillon qui s'appela de ce nom, — et on revenait à Paris, après s'être fait battre, sans y apporter de gêne et sans y rencontrer des sanctions. Pour la du Barry, le duc d'Orléans était le « gros père » ; on se rendait en foule aux réceptions de la favorite, qui annonçait que le roi y sera. Mais on était très pointilleux sur l'ordre des danses et, alors que le nouveau dauphin seul interdisait à sa femme, archiduchesse d'Autriche, de fréquenter la dispensatrice de toutes les faveurs, on s'abstenait, par fâcherie, d'assister au mariage du comte de Provence, frère du dauphin, avec une princesse de Savoie. Les « importantes bagatelles » étaient ce qui intéressait encore cet orgueil en déconfiture. On laissait faire d'un nègre de la favorite un noble et un châtelain.

Aussi, sous un nouveau règne, la Cour n'est plus la France, et le roi ne conduit plus, depuis Louis XV déjà,

¹ Laeretelle, ouvr. cité, I, p. 235, note 2.

² Duclos, ouvr. cité, II, pp. 42-43.

la vie intellectuelle, l'opinion du pays. Paris, avec ses « salons », a depuis longtemps remplacé les exhibitions et les décrets de Versailles, qui se cherche, du reste, des succursales plus à la mode, comme le Grand et le Petit Trianon, comme Rambouillet, où on se sent plus jeune et où on peut être plus à l'aise.

Mais ce qui reste de cette Cour, jadis si brillante, prête plutôt à sourire. Tous les rites du temple sont conservés, mais le dieu lui-même est bien déchu, et il est le premier à s'en rendre compte. Le bon roi philanthrope se plaint de la mauvaise éducation qu'il a reçu et en accuse vivement son précepteur ; lorsqu'il s'agit de nouer conversation, il pousse, timide, son partenaire intimidé vers la muraille, éclate de son « gros rire » et tourne les talons ; bien qu'au fond assez intelligent, il n'a trouvé pour le moment que cela. Il lui faut pour parler un ou plusieurs *releveurs*.

Dans sa vie, il tolère et il pardonne. On parle ouvertement des relations de la reine avec le comte de Fersen, intéressant Suédois, romantique et inconsolable ; on la voit à la table de jeu, avide de gain ; on s'indigne sur le passage de la gaie compagnie dont elle fait partie et que conduit, fou de coutumes anglaises, le comte d'Artois. On dit qu'une de ses belles-sœurs, princesses de Savoie, la femme de Monsieur, Louis-Xavier, qui, lui, affiche une amante italienne, boit et que l'autre, encore plus laide et, en plus, manquant d'esprit, fréquente le corps de garde. Une de ses tantes, Mme Louise, carmélite, est accusée de trop souvent découcher. Louis XVI n'en a pas cure lorsqu'il se donne des efforts pour gouverner ou lorsqu'il flâne dans ses jardins, plaisantant avec les enfants ou brisant de sa badine l'échine des chiens rencontrés sur son chemin.

Tel qu'il est, la pompe d'une monarchie haute de plusieurs coudées se conserve autour du prince dont il est permis de railler la grosse taille et le gros esprit devant la reine elle-même, belle, vive et très courtisée. Pour le coucher, les courtisans se rassemblent dans la chambre

pleine du souvenir du grand Louis. Le roi y apparaît « les cheveux roulés » pour entrer dans la « banustrade du lit », où il reçoit de « l'aumônier du jour » son livre de prières et le « bougeoir à deux bougies » qu'on tient devant lui pour la courte lecture pieuse, car, si sa femme veut montrer un « esprit fort », lui-même n'est pas trop dévot. Lorsqu'il sort de ce petit réduit, le bougeoir passe entre les mains d'une personne favorisée, « distinction », dit Mme de Boigne, qui a vu tout cela dans son enfance, « très recherchée ». Dans un moment, on voit Sa Majesté « nue jusqu'à la ceinture, se grattant et se frottant comme s'il avait été seul, en présence de toute la Cour, et souvent de beaucoup d'étrangers de distinction »¹. Il y a des personnes qui ont un droit, inattaquable, de tenir la chemise dont s'est dépouillé le bonhomme royal qui, en riant de son rire coutumier, se fait parfois poursuivre à travers la chambre. Mais il y a encore plus : vêtu d'une « robe de chambre », il traîne d'un courtisan à l'autre la culotte défaits qui embarrasse ses gros pieds. C'est *le cercle*, plus ou moins agrémenté de propos, car ce n'est pas à lui qu'il faut demander de commencer. Puis, las d'avoir « causé », il « se traîne à reculons », pour choir dans un fauteuil. Il tend les jambes aux valets, et, lorsque le fort bruit de la chaussure qui tombe résonne dans l'appartement, c'est le signal de s'en aller, et du reste un huissier le dit : « Passez, messieurs ».

¹ *Mémoires de la comtesse de Boigne, née d'Osmond, publiés d'après le manuscrit original par M. Charles Nicoullaud, I, Paris, 1909, p. 55 et suiv.*

CHAPITRE XIX

Les idées nouvelles et les symptômes révolutionnaires.

Ce qui frappe pendant ces presque trois quarts du XVIII^e siècle qui précèdent les grandes convulsions politiques, c'est le manque presque total de résistance, d'autant plus d'initiative dans les classes populaires, jadis capables de transformer par les créations sorties de leurs instincts la vie du monde entier.

La France, qui subit plus que tout autre royaume moins rongé par la corruption et moins épuisé par les guerres, ne se rappelle plus de ces mouvements des provinces, de ces tumultes des villes qui forment un des éléments d'intérêt au XVII^e siècle. La classe encore dominante va jusqu'à accaparer le transport des produits alimentaires¹ ; il faut attendre le triomphe des idées représentées par les « économistes » de Turgot, donc jusqu'après 1750, pour que la circulation des grains d'un territoire administratif à l'autre soit permise par un décret royal, considéré presque comme un acte révolutionnaire. Dans la Marche et le Limousin, il y aura 4.000 morts de faim pour une seule année. On ne parle plus de « grands jours », et à peine la justice royale atteint-elle les grands pécheurs qui n'opèrent pas sous les yeux mêmes des ministres. Il n'y a pas d'autre instruction élémentaire que celle du clergé dont on verra les profondes divisions, l'antagonisme avec les Parlements et avec la

¹ Duclou, loc. cit., pp. 25-26.

² « Fastes » cités, II, p. 239.

royauté elle-même. Les grands travaux de transformation de la France ont cessé.

Il n'y aura cependant que les troubles pour le pain en 1726. Toulouse se soulèvera une fois pour le même motif. En dehors de ces protestations de la souffrance élémentaire il n'y a que l'accompagnement populaire de l'antipathie qui poursuit un ministre venu et tombé par les intrigues : en 1720, on attaquera le convoi funèbre de d'Argenson, ancien garde des sceaux. Lorsque le Parlement refuse d'enregistrer un nouvel impôt, comme celui sur le cinquantième du capital, la rue gronde, en 1725. Quand on saisit les vagabonds et, parmi eux, des enfants de parents aisés, pour les rançonner, le soupçon qu'il s'agit du bain de sang pour rajeunir tel grand seigneur inconnu, peut-être le vieux roi lui-même, agite un moment les masses. Des cris s'élèvent parfois, d'une sinistre menace ; on demande des têtes de ministres, on parle d'envoyer le roi à Saint-Lazare, sa bonne amie à l'hôpital. Puis le calme d'une paralysie longtemps préparée reprend.

Une fois, les Anglais attaquent les côtes ; ils se maintiennent à tel endroit, faisant mine de vouloir avancer. La Normandie se tient tranquille ; ce n'est qu'en Bretagne que les paysans s'arment, que les bourgeois de Rennes se dressent contre l'étranger, que les étudiants forment d'eux-mêmes une compagnie pour les repousser ¹. Ailleurs la spontanéité d'action des villes se borne, comme à Lyon, à Bordeaux, aux travaux d'édilité, que ne paye pas le Trésor de l'Etat : hôpitaux, théâtre — où ne joue-t-on pas la comédie à cette époque, jusqu'aux armées où on annonce que les représentations reprendront après la bataille ² ? — halles aux grains, bourses pour les spéculations persistantes.

Le Parlement avait regagné, de par la résolution du

¹ *Ibid.*, II, p. 178.

² On a cité cette annonce verbale d'une actrice en Flandre : « Demain, relâche à cause de la bataille ; après-demain, nous aurons l'honneur de vous donner *Le coq du village* ».

régent, le droit de faire des remontrances. Il voulut qu'on lui présente le budget du royaume. En 1717, il s'opposa à l'édit des monnaies. Comme le Conseil de régence cassait ses décisions, les magistrats invitèrent le prévôt et les marchands de Paris, ainsi que quelques bourgeois, pour vérifier la situation des rentes. Les coupables d'initiative furent exilés à Blois, à Pontoise. On se consolait, dans le public, par la lecture des Mémoires de Retz sur la Fronde. Le Parlement de Rennes se réunit à celui de Paris, et il y eut des agitations aux Etats de Bretagne ¹. On vit ensuite des Etats généraux dont il fallut arrêter le procureur répudié. Le Parlement demandait des comptes au régent et se flattait de pouvoir juger et faire pendre Law, dont on avait interdit la banque. C'était l'époque où l'abbé de Saint-Pierre, aumônier de la mère du Régent, était persécuté pour avoir présenté un projet de « polysynodie », — mais le peuple resta indifférent ².

Il faut aller dans les pays moins cultivés pour constater la vitalité des classes essentielles, si négligées par la royauté fainéante et voluptueuse, si exploitées par ses organes. Depuis longtemps, en Corse, rebelle contre l'aristocratie gènoise, on vit en république ; il y a, avec un chef énergique, Paoli, des capitaines du peuple, qui parlent hardiment aux diplomates à l'époque où l'île, régie par elle-même, traite en son propre nom avec les princes. A Gènes même, malgré la persistance des grandes familles, les Doria, les Adorno, c'est le bas peuple, bâton et couteau à la main, qui chasse toute une garnison autrichienne, un Botta à sa tête, et qui, pour punir les nobles d'avoir déserté au devoir patriotique, s'en va détruire leurs splendides palais. Si en Angleterre on se passionne, en tant qu'on ne se laisse pas gagner, matériellement, pour les deux Walpole, Robert et son fils Horace, pour le rival du dernier, Carteret, pour la gloire de Pitt qui

¹ Duclós, ouvr. cité, II, pp. 149 et suiv., 121-122.

² *Ibid.*, pp. 145, 155 et suiv.

s'élève, — et, les débats du Parlement restant encore secrets, il n'y a pas de feuilles publiques à côté du « Spectateur », du « Guardian », pamphlets pour les gens cultivés, et la politique, qui ne se fait plus en chaire, ne descend pas dans la rue, même aux plus beaux jours des tories, — l'Ecosse, méprisée, après avoir été dépouillée, en 1709, de son Parlement d'Edimbourg, donne d'elle-même une armée de ruraux au roi qu'elle a voulu créer. Il faudra des exécutions en masse pour détruire le sentiment d'indépendance des classes ; ce sera d'ici que, pour la première fois, sortira une chanson populaire, celle de Robert Burns, capable d'enthousiasmer, malgré la rudesse de son dialecte, les juges littéraires en manchettes. De même, à l'apparition des Français dans le Tyrol, les paysans des vallées alpines se levèrent en masse contre l'envahisseur.

Il ne faut pas même penser à des actes populaires dans la lointaine Russie, pour les neuf dixièmes encore patriarcalement et religieusement sauvage, si on ne veut pas considérer comme telle la rébellion de 1708 des bourgeois d'Astrakhan, et de plusieurs autres villes, contre les innovations, vraies ou fausses : « idoles », perruques, mariages allemands, etc., au cours de laquelle furent installés des gouvernements populaires, puis celle des Cosaques tracassés. La vie politique reste, à côté de la nation germanique, avec une faible teinte française, qui va s'accroissant, d'un côté, slavo-asiatique, avec de vagues reflets byzantins, de l'autre. La politique n'est pas même l'affaire d'une Cour qui n'existe que de forme, des bureaux qui n'agissent que par ordre direct. Ce sont, d'abord, les généraux, les favoris, qui amènent et font partir, qui élèvent et détruisent les Tzars et les Tzarines. Alors que, jadis, à l'élévation de Pierre, le peuple avait été consulté par le patriarche sur le choix à faire entre lui et Ivan, son frère¹, Mentchicov fait impératrice Ca-

¹ Schuyler, *Peter the great*, I, p. 44. La bibliographie à la page 20, note 1.

therine I^{er}, jadis son esclave et son amante ; Dolgorouki s'oppose à la toute-puissance du favori et l'envoie en Sibérie, sous le nouvel empereur Pierre Alexiéévitch ; Biren apprend aux Dolgorouki eux-mêmes le chemin qui mène à l'exil ; Münnich se lève contre Biren, qui, à la mort de son amie, la Tzarine Anne, fille d'Ivan, frère de Pierre I^{er}, a installé Ivan, fils d'Elisabeth, elle-même fille de Pierre, née de Catherine ; les deux parents allemands de l'empereur enfant, lui de Brunswick-Bevern, elle du Mecklembourg, sont écartés après quelques mois. Mais, cette fois, ce ne sont pas les chefs d'armée, les ministres : Osterman, le diplomate, Golovkine, le grand seigneur moscovite, envoyés en Sibérie, dans la compagnie de Münnich, ce ne sont pas eux qui font le changement de trône au profit de la belle Elisabeth, fille de Pierre, dont certaines personnes entretiennent les passions voluptueuses ; les régiments, suivant les terribles exemples des strélitz, qui jadis avaient tué les Narichkine pour imposer le règne d'Ivan, frère de Pierre, et la régence de leur sœur, Sophie, comme le Préobrajenski, celui de la « Transfiguration », ce sont eux qui mènent en triomphe cette grande et forte fille dont on aurait fait une reine de France si le duc de Bourbon ne l'eût demandée pour lui-même à Catherine ¹. Lorsque Pierre de Holstein-Gottorp, autre prince germanique, descendant d'une fille de Pierre I^{er}, sera installé, en 1761, cette fois normalement, les Orlov, amis de sa femme, une princesse d'Anhalt-Zerbst, dont le baptême orthodoxe, obligatoire, avait fait une nouvelle Catherine, se valent des sympathies de l'armée pour envoyer son rude mari, copie de Frédéric II, moins l'esprit et le sens politique, dans cette maison de campagne où une « colique hémorroïdale », venue à pro-

¹ D'après les rapports diplomatiques, Duclos, ouvr. cité, IV, pp. 18-19. On avait promis à Bourbon, à défaut, le trône de Pologne.

² Il y avait eu auparavant deux projets de mariage avec des princes du Danemarck ; pour une fille de Boris et pour une autre de Michel ; comme le Danois Waldemar ne voulut pas abjurer son luthérianisme, il passa des années en prison ; Schuyler, ouvr. cité, p. 29.

pos, fera, sous le prétexte d'une régence pour l'enfant Paul, une impératrice dénuée de tout autre droit que celui qui vient des acclamations de ces soudards.

Mais la Turquie aura une révolution qui précède celles auxquelles l'Occident se prépare. Depuis longtemps, on désirait des Collèges comme en Russie, une espèce de « Parlement », — le mot y est dans les mémoires d'un homme bien informé, le Dalmatin Dadich. Le janissaire albanais Patrona Khalil, uni à un tribun populaire de Smyrne, à un marchand de fruits et à un autre de vieilles défroques, s'appuie sur les « bourgeois » du bazar pour instaurer un régime où le ministre des Affaires Etrangères est un soldat, l'aga des janissaires un sellier et un boucher grec est proclamé prince de Moldavie, où les puissants du jour vont les pieds nus et circulent en chars à bœufs, où les Sultanes s'en vont courtiser les commères qui sont les femmes de ces révolutionnaires aux turbans rouges de sang. Il faudra l'habileté et les talents de l'eunuque Béchir pour détruire, au nom du Sultan nommé par les rebelles, Mahmoud, cette bande et donner bientôt le pouvoir à un ministre de grande envergure, le Vizir Raguib.

Ce sera donc d'en haut que viendra l'impulsion aux grands changements. D'abord une distraction plutôt qu'une action pleinement consciente, visant un but et ayant un programme, plutôt une fronde qu'une propagande. Et le point de l'Europe dont elle partira sera nécessairement la France.

Il y a eu, d'abord, le rationalisme de Descartes, qui dérive tout de la raison raisonnante, l'existence même étant prouvée par la pensée primordiale et souveraine, soumise à ses propres règles de fer, immuables. La querelle entre les jansénistes et les jésuites, qui occupe plus d'un siècle, se terminant par la violence des refus de confession et des attentats contre les autels, des injures contre l'Eucharistie, a aiguisé la sophistique des pamphlets. Un grand physicien, continuateur de l'Italien Tor-

ricelli, un grand penseur dans le domaine de la philosophie, aussi bien que de la religion, de laquelle il ne se détachera jamais, Blaise Pascal, donnera, dans ses « Provinciales » (1656), le modèle de ces polémiques acérées.

Le groupe du Port-Royal, Arnauld et Nicole à leur tête, commenceront une lutte acharnée, qui ne s'arrêtera pas au moment où le confesseur de Louis XIV fera passer la charrue sur les ruines de la célèbre abbaye, créatrice d'un nouveau système de pensée. Des monceaux de volumes pleins de faits et de pensées s'accumuleront dans cette querelle, qui passionne une société pieuse et désœuvrée autrement que la querelle « des anciens et des modernes ». Un Gassendi a fait en France les premiers pas dans la voie du matérialisme, qu'on trouve d'abord dégoûtant de grossièreté. Déjà Fontenelle a donné à l'irréligion en progrès la légère satire de ses « Dialogues des morts » (1683), et la « base scientifique » de son célèbre traité de la « Pluralité des mondes ». Et il ne faut pas oublier qu'à côté de ces graves écrivains, la fable du plus français des écrivains de l'époque, La Fontaine, s'accroche aux défauts de la société contemporaine, que la comédie de Molière ne s'est pas bornée à tourner en ridicule, au profit de la royauté, les Sotenville, les Escarbagnas, les de la Prudoterie, les « fâcheux », les « spirituelles », les « marquis » et les « beaux esprits », ses « bons amis de la Cour » : elle vise parfois plus haut. Si Tartufe est le confesseur jésuite insinuant, qui emploie le nom de Dieu pour satisfaire ses basses passions, on voit préférer un fils de crocheteur à celui d'un roi menant mauvaise vie. Boileau lui-même, historiographe de Louis XIV, se tourne contre la « vaine noblesse » des « fats » qui ne « respectent pas les lois » et « ne fuient pas l'injustice », et il lancera un trait contre les conquérants, allant jusqu'à « l'écervelé qui mit l'Asie en cendres », Alexandre le Grand, modèle même de Louis « le grand », — un « bourgeois d'Athènes », juste et modéré, lui étant préférable. Dès 1697, le « Dictionnaire historique et critique » de

Pierre Bayle († 1703), enseignait, d'après les règles de la « morale naturelle », comment on peut penser selon la raison seule sur les matières politiques aussi.

Mais il faut quelque chose de plus. Or, l'Angleterre du commencement de ce xviii^e siècle, donne en même temps qu'une recrudescence des écrits politiques dont se servent, avec fureur, les partis toujours en lutte, deux précurseurs de la révolution contre l'ordre religieux et l'ordre politique et social. Au xvi^e siècle, après Copernic le Polonais, l'Italien Galilée avait subi le martyre pour avoir posé les bases d'un système du monde qui n'était pas celui de l'Écriture : la Terre n'était plus le monarque de l'univers, elle tournait humblement autour d'un plus puissant, le soleil, qui, lui-même faisait partie d'un système d'une étourdissante majesté. Newton trouva les rapports entre ces corps célestes dont la constitution ne venait pas d'un ordre divin, étant seulement les résultats, calculables, des proportions et des vertus des corps eux-mêmes. Hobbes avait déjà cherché, par les seuls moyens de l'intelligence humaine, à élucider le problème de sa nature. Et, dégageant le monde des étreintes d'un système théologique, défendu par tous les moyens d'une Eglise presque deux fois millénaire, la théorie des sensations de Locke (dans l'« Essay of understanding ») transformait le fier monarque Raison de Descartes, — ou, aussi, le reflet d'une mystérieuse, immense vie, envahissant et dominant toute chose, de Spinoza, le Juif d'Amsterdam, tout plein de réminiscences instinctives venant des religions asiatiques et de la scolastique du Talmud, — dans l'humble produit, réglé après coup, et d'une façon branlante, des excitations qui viennent de ses prétendus sujets, le milieu environnant. L'esprit religieux du xvii^e siècle, nourri de la lutte contre le catholicisme, esprit qui a inspiré le plus beau poème biblique de la littérature universelle, le « Paradis perdu », du fanatique politicien Milton, une illustration pour les toiles d'un

Poussin, n'est plus capable ni de créer, ni, au moins, d'enrayer. Il y avait de la révolution dans tout cela, et, pour la proclamer, il fallait un autre organe de transmission qu'une langue encore confinée dans les limites de son île.

Le français, devenu sous la férule des latinisants la langue la plus claire du monde et, dans les ruelles, puis à la Cour, la plus élégante, prend possession du monde, en même temps que les règles de cette Cour, l'art des jardins, les coutumes des salons. Frédéric II fait des vers dans cette langue, et il l'emploie pour ses œuvres d'histoire ; indifférent à ce que discutent, de Zurich à Leipzig, Gottsched et Bodmer (*Tadlerinnen, Kritische Poesie*; 1730), méprisant pour les productions des maigres poètes allemands, il rédige ses lettres exclusivement en français, moyen d'expression que, du reste, le plus grand penseur allemand, Leibnitz, employa, avec le latin, dans ses ouvrages. Son Académie de Berlin, jadis plutôt allemande sous le grand-père du roi lettré, présidée, maintenant, par des savants français, d'Argens, Maupertuis, et composée de savants comme de Prades, la Beaumelle, la Mettrie, est un produit d'importation, alors que des Allemands comme Wolf dirigent l'Académie de Pétersbourg. On n'est pas plus allemand à Vienne, capitale d'un Etat mixte, où il y a cette énergie magyare qui a permis à Marie-Thérèse, non seulement de défendre ses provinces, mais d'inonder de terribles pandours et talpaches le territoire terrorisé de ses ennemis. Les jésuites, qui s'installent dans les conquêtes de la Maison d'Autriche et gagnent en Transylvanie les Roumains, non-privilegiés, contre les maîtres du pays, Magyars calvinistes et Saxons luthériens, les Serbes seuls, garantis par leur charte, maintenant l'orthodoxie intacte, sont des gens de parler latin. Mais l'empereur consort reste jusqu'au bout un prince français et entend que ses enfants suivent un peu la tradition de sa famille. L'italianisme, qui vient de Toscane et de Milan, et qui s'installera à Vienne, avec ses

poètes et ses musiciens, avec ses architectes, ne résiste pas à cette concurrence. Chaque prince allemand reçoit l’empreinte de Paris, — l’Italie seule recevant en partie la mode littéraire, mais sans la langue, alors que l’Espagne en reste à ses romans picaresques, d’aventures, avec ses bacheliers, ses moines, ses brigands, l’escopette à la main, qu’elle transmet même, par le « Gil-Blas » et le « Diable boiteux » de Le Sage, à la France du régent. Mais Catherine II et ses dames sont des agents d’influence française en Russie, se distinguant de ces Brunswickois bons et lourds, de ce dur homme de Holstein, qui avait été son mari. A Stockholm, le parti des « chapeaux », qui s’oppose à celui des « bonnets », est tout français de direction. Les capitales roumaines, Jassy et Bucarest, sous les Phanariotes francisés par leurs fonctions de diplomates, car l’italien est déjà vaincu dans ces négociations d’Orient, s’ouvrent au livre français, au voyageur français, au précepteur et au secrétaire venus de France. A Constantinople même, le Magyar passé par l’école française qui est de Tott (de fait « Tóth », « le Slovaque ») se trouvera entre les siens quand il viendra créer une fonderie de canons et introduire les règles de stratégie d’un Vauban.

Il y avait donc l’idée et il y avait aussi l’organe dans les deux grandes nations qui se faisaient une guerre si acharnée par leurs Etats et s’entendaient si bien par leurs intellectuels.

Ajoutons que, au commencement du XVIII^e siècle, l’Espagne avait dépassé la France dans la critique des établissements et des mœurs politiques. Alors que Góngora, dont on a fait à tort le créateur d’un « gongorisme » ridicule, se bornait à affiner l’instrument de la poésie, Quevedo regrette l’époque de la « pure république des grands hommes », sans richesses et sans faste. Alors que, succédant à de Castro et à Lope de Vega, Calderon (+ 1688), le troisième de la série des grands auteurs tragiques de l’Espagne, donnera encore à la passion un

accent mâle, au culte de l'honneur des formules graves et hautes, un Diego de Saavedra, dont les écrits s'appellent « Idée d'un prince politique chrétien », « Couronne gothique », « Bêtises de l'Europe », glorifiera le travail par lequel seul peut s'élever de nouveau une noblesse déchue, car « le temple de la gloire n'est pas situé dans une plaisante vallée, ni dans une prairie charmante, mais bien sur la cime d'une montagne où on arrive par des chemins âpres, à travers les broussailles et les épines ». Pendant que Fénelon rédige pour l'usage du duc de Bourgogne ce « Télémaque », bientôt divulgué, qui est tout un code de réformes pour la future Salente française, le public, reconnaissant Louis XIV dans un Idoménée plus d'une fois critiqué, Guevara recourait à Marc-Aurèle pour esquisser, dans son « Horloge des princes », d'un autre ton que le vieux « courtisan » de Gracian, le modèle des princes à venir.

En France, la grande tragédie s'était éteinte dans un milieu défavorable ; Racine avait fini par s'enclorre dans la Bible d' « Esther » et d' « Athalie ». La comédie de Regnard et de Dancourt, puis de Destouches († 1574), diplomate de carrière, d'autant plus celle du superficiel Marivaux (+ 1765), n'atteint que les types généraux. De la vie contemporaine vient seulement la satire par Le Sage, dans « Turcaret » (1709), de l'enrichi d'une époque de matérialisme naissant. L'Eglise ne répétera pas, à l'époque d'un Dubois, des affirmations comme celle, vraiment révolutionnaire, de Massillon qui apparaît en précurseur lorsqu'il dit au roi que « c'est le choix de la nation qui mit d'abord le sceptre entre les mains de vos ancêtres », que « c'est elle qui les éleva sur le bouclier militaire et les proclama souverains », qu'ils régnaient du « consentement libre de leurs sujets ».

Les rapports intellectuels avec l'Angleterre et la France n'existaient que par les emprunts de *wit* que la première faisait à l' « esprit » de la seconde, par des voyages occa-

sionnels, comme celui de Saint-Evremond († 1703), qui passa ensuite en Hollande, ou par la « Bibliothèque Anglaise » de Paris (1717), par la « Bibliothèque Britannique » de La Haye (1733), lorsque deux écrivains de la nouvelle génération parurent à Londres, vers 1720, à un moment de répit dans la rivalité des deux nations.

L'un, fils d'un notaire, élève des jésuites, jeune homme ayant papillonné autour d'une Cour où, à cause de sa naissance, il n'avait pas pu pénétrer, Arouet, qui se faisait nommer de Voltaire, avait été deux fois à la Bastille pour des vers qu'il n'avait pas écrits et pour une injure dont il avait voulu demander compte à la façon de la noblesse ; il avait eu quelque succès par une tragédie d' « Œdipe », où il raillait incidentellement les « prêtres », par des pièces de vers et une comédie médiocre, par un éloge de la tolérance religieuse sous Henri IV ; à l'instant où la persécution contre les calvinistes devenait plus féroce sous Louis XV : le poème de la Ligue, par cet hommage à la dynastie (plus tard devenu *l'Henriade*) ; l'autre s'était découvert coupable d'un écrit intitulé « Lettres persanes » (1721), dans lesquelles il était question d'un Sultan, de sa « vieille maîtresse », de ses esclaves, qui rassemblaient à s'y méprendre avec ce qu'on avait vu à Versailles ; il s'appelait de Montesquieu, appartenait à la noblesse de robe et fonctionnait comme président à Bordeaux ; les sciences naturelles l'occupaient, et il pensait à une « Histoire physique de la terre ancienne et moderne ».

Ils y trouvèrent des apparences de liberté à une vie publique corrompue, une guerre furieuse de pamphlets sous la plume d'un Swift, d'un Steele, d'un Addison (« *Tadler* », « *Spectator* », « *Guardian* » ; 1709-1714), l'indifférence à l'égard d'une royauté de surface, restée absolument étrangère, — un jugement plus hardi sur le passé, comme dans les travaux de Hume, viendra bientôt (1737), — le détachement de l'anglicanisme officiel jusqu'à la négation ouverte de Bolingbroke, et même des sectes « non-conformistes », par le déisme d'un Shaftesbury et

du plus grand poète actuel, Alexandre Pope, dans sa « Prière universelle ». Mais il y avait encore la préoccupation constitutionnelle comme principale règle de la vie publique, l'intervention continuelle de la nation qui éliminait les Parlements, la libre discussion dans ces assemblées, une tolérance relative dans la manifestation des opinions religieuses, pourvu que ce ne fût pas le « papisme », et d'autant plus des idées de la philosophie, et un essor admirable des sciences de la nature, le lendemain de la grande œuvre révolutionnaire de Newton.

Voltaire y prit le courage nécessaire pour critiquer les abus sous une royauté qu'il désirait réformée; Montesquieu, la résolution de chercher dans l'histoire et dans la pensée abstraite la compréhension du jeu des institutions, par le pouvoir, qu'il s'exagérait beaucoup, des lois fondamentales.

Revenu en cachette, le premier continue à attirer l'attention sur lui par le seul genre littéraire qui retenait le public : le théâtre, auquel accourt maintenant la bourgeoisie et la noblesse ensemble, depuis qu'à Versailles on ne joue que rarement la comédie. Ce théâtre, il le conçoit comme un instrument de critique, et le « Brutus » de 1730 n'est que l'apologie de la « liberté publique », tout en maintenant le caractère « sacré » de la monarchie. C'était l'année où le roi imposait en lit de justice l'enregistrement de cette bulle *Unigenitus*, contre laquelle se dressait tout ce qui restait du jansénisme gallican et libéral. Il y a de la « politique », qui s'appelait alors « philosophie », dans la « Zaïre » de 1732. Des morceaux lyriques sont, ou seront, encore plus hardis, et dans le « Pour et le Contre », avant le voyage d'Angleterre, était déjà condamnée la doctrine du Dieu tyran, le poète finissant le réquisitoire véhément par ce beau vers, adressé à la puissance suprême :

Je ne suis pas chrétien, mais c'est pour l'aimer mieux.
L'infâme charge contre Jeanne d'Arc, « La Pucelle », continuait en même temps à amuser une société frivole, cajolée dans ses vices pour oublier ses offenses.

C'est en ce moment que le Parlement de Paris reçut de la part du roi un nouveau coup, qui lui gagna les sympathies publiques. On discutait l'acceptation de cette bulle *Unigenitus*, et le Parlement n'y était guère disposé. Il refusa d'ouvrir une lettre par laquelle le roi lui signifiait ses volontés. On vit les « robes noires » se rendre en groupe à Marly, sous les yeux indignés du cardinal de Fleury. Louis refusa de les recevoir, et ils menacèrent de faire cesser la justice. Appelés à la Cour pour s'entendre ordonner de cesser toute immixtion dans les affaires de religion, le président ne put pas s'expliquer devant le « taisez-vous » impérieux du jeune prince. L'acte laissé aux pieds du monarque fut déchiré par le chancelier Maurepas. Les avocats aussi s'en ressentirent. Ce n'est que devant cette opposition tenace que le Ministère admit des remontrances, et, comme on en faisait usage, quarante magistrats furent exilés quelque temps.

Dans ce milieu parurent, au cours de la même année 1734, les « Lettres sur les Anglais », que Voltaire prétendit lui avoir été dérobées, et, après « la Politique des Romains dans la Religion » (1721), les « Considérations sur les causes de la grandeur et de la décadence des Romains », par Montesquieu.

Le premier ouvrage n'épargne rien des institutions actuelles de la France. Sont attaqués avec véhémence, non seulement les marquis de province, les abbés des soupers, les jeunes prélats pervers, élevés par « des intrigues de femmes », le clergé formaliste, mais aussi la Papauté, alliée des « chefs de sauvages », devenus après les invasions des barbares les « monarques ». Combien est supérieur à toutes ces prétentions et ces usurpations « le peuple, la plus nombreuse, la plus utile et même la plus vertueuse partie des hommes, composée de ceux qui étudient les lois et les sciences, des négociants, des artisans, des laboureurs enfin, qui exercent la première et la plus méprisée des professions ». La forme la plus acceptable est celle de l'Angleterre, où « le prince politique est tout-

puissant pour faire du bien, a les mains liées pour faire du mal », « les seigneurs sont grands, mais sans insolence et sans vassaux », « le peuple partage le gouvernement sans confusion », et, ajoutons, les « génies » de la taille de Newton dépassent tout de leur prestige. Le livre fut brûlé par le bourreau et dévoré par tout le monde.

Voltaire poursuivra sa carrière de pamphlétaire de talent par son « Discours sur l'homme » (1734, 1737, 1745), qui glorifie le seul travail, obscur et fécond, d'un Pierrot, d'un Colin, d'une Pierrette, les gens des campagnes et de la glèbe. Des tragédies dans lesquelles se glisse la forte passion et le langage dur de Shakespeare se suivent à côté. Dans « Brutus », il y avait la haine des tyrans ; « Zaïre » et « Alzire », « Mahomet ou le fanatisme », qui annonce dans le titre même sa tendance, présenteront l'intolérance religieuse vaincue par l'amour, en Syrie des croisades, en Amérique espagnole, en Arabie du Prophète ; toute espèce de tyrans et d'oppressions figureront dans les pièces suivantes. Dans « Zadig », et surtout dans « Candide », Voltaire se moquera, sous la forme d'une nouvelle d'aventures, des pratiques et des idées de la société actuelle. Il s'attaquera à Descartes, à Pascal, et disparaîtra un moment pour éviter les rancunes jansénistes.

Le président de Bordeaux ne prêche pas ; il ne veut discréditer ni la religion, nécessaire, ni la royauté, comode. Il condamne seulement la passion de conquêtes d'un côté, et, de l'autre, le manque de dignité des rois de décadence. Mais, comme il fixe dès lors que les institutions ont leur vie à elles, par-dessus les sociétés qui s'en servent, il annonce déjà ces autres « considérations » sur l'« esprit des lois », dans lesquelles il discutera librement les différentes façons de se gouverner des peuples. Presqu'en même temps, Duclos, historiographe de France, cherchera à élucider les origines de la royauté française, dont la gloire ne l'éblouissait pas. Bientôt Rollin, Crevier, Lebeau fourniront des matériaux pour comprendre l'évolution des établissements que jusque-là on

avait feint, d'après le « Discours » de Bossuet pour le dauphin, de réputer immuables.

C'est dans ces dispositions que la première grande guerre européenne du XVIII^e siècle trouva la France. L'enthousiasme était pour les grands voyageurs, pour les auteurs de découvertes, pour les révélateurs des secrets de l'univers, et ils paraissaient en légion. On n'était opposé de sentiment à aucun des voisins du royaume. Voltaire avait chanté Londres rivale d'Athènes, le peuple heureux d'Angleterre ; il voyait dans Frédéric II le type du héros libre penseur, mais l'opinion publique encensait la jeune reine de Hongrie, la « plus grande des reines », « la fille de ces héros que l'Empire eut pour maîtres ¹ ». Fleury se piquait d' « avoir le cœur français » et d'aimer « la patrie » qu'il servait ², mais les pamphlétaires se moquaient de « la finesse barbare » de Richelieu : un « traître », de Mazarin : un « avare » ; ils tournaient en ridicule Richelieu, Ségur et sa « ségurate », Ségur « peloté » à Dettingue, Clermont, les « canards du Mein », et les autres. Le roi, « mineur à trente ans », était qualifié de « fainéant », le cardinal d' « innocent », les généraux qui, plus qu'aux Allemands, « font la guerre aux pauvres Français », à l'avenant ³. Au milieu de la guerre paraissaient en 1745 les huit volumes du « Théâtre anglais ».

Voltaire s'était « rangé » ; on en fit un courtisan, un académicien, une historiographe officiel, même un diplomate auprès de son pupille littéraire, le roi de Prusse. Déjà on avait vu Leibnitz, conseiller de justice de Pierre I^{er} et « Solon à distance » de la Moscovie ⁴. L'Anglais Prior négociait à Utrecht. Mais il y eut contre l'ancienne idole du public français un revirement, et, comme le goût perverti lui opposait un rival inépuisable, Voltaire crut

¹ « Fastes » cités, I, p. 159 note, p. 166.

² *Ibid.*, p. 180.

³ *Ibid.*, pp. 150, 161, 165.

⁴ Schuyler, ouvr. cité, II, p. 285.

pouvoir s'établir auprès du roi de Prusse ; il concevait la patrie autrement que le vieux ministre.

Sans aucun rapport, ni avec la Cour, ni avec les cercles qui distribuèrent, entretenaient et détruisaient les républiques, Montesquieu travaillait à cet « Esprit des lois » qui parut en 1748.

Cherchant à travers les « formes » du « gouvernement populaire », « aristocratique », « monarchique » et « despotique » — c'était celui de sa France — les principes de vie, la « vertu » qui inspire, il ne prétendait pas donner de nouvelles tables de la loi et il n'admettait pas l'excellence unique d'un seul système. Il ne jetait pas des pierres dans le jardin de la royauté, fût-elle même « despotique », tout en critiquant certains vices dont souffrait surtout son pays dans les classes dominantes : « l'ambition dans l'oisiveté, la bassesse dans l'orgueil, le désir de s'enrichir sans travail, l'aversion pour la vérité, la flatterie, la trahison, la perfidie, l'abandon de tous ses engagements, le mépris des devoirs du citoyen, la crainte de la vertu du prince, l'espérance de ses faiblesses et, plus que tout cela, le ridicule perpétuel jeté sur la vertu », — la liste est longue. Il déplorait un état de choses qui ne permettait à la souffrance du peuple une autre voie que celle, humiliante, de la « plainte » et de la « prière ». Mais, dans cette large exposition, appuyée sur une étude comparative de longue haleine et établissant quelques idées incontestables, l'opinion publique, portée vers ces réformes que, dès les instructions des précepteurs du dauphin et du duc de Bourgogne, sous Louis XIV, dès les tentatives du régent, on avait recommandées et essayées en haut lieu, voyait un encouragement. On a observé que, dès lors, on se prit encore plus à considérer les Parlements, organe juridique, comme une instance politique suprême. Les magistrats furent, bien entendu, les premiers à l'admettre¹.

Voltaire, piqué au vif par l'énorme succès de cet

¹ Lacretelle, ouvr. cité, III, p. 128 et suiv.

ouvrage, après s'être vu rabaisser dans le domaine du théâtre par un Crébillon, prépara de son côté une histoire universelle, c'est-à-dire celle des « mœurs », opposées aux institutions, travail de compilation fatigante, qui, malgré les vues parfois neuves et justes, ne constitue guère un système, ni même une théorie réellement fixée. Il en était à exposer pour le roi Stanislas, le prince philosophe de cette France dont le roi méprisait les idées et haïssait les supériorités, l'histoire de Charles XII (1731) ; il s'occupera de son rival Pierre-le-Grand, en rapport avec une autre impulsion princière, et une princesse de Saxe lui fera écrire en Allemagne une médiocre histoire du Saint Empire germanique. Une Histoire de Louis XIV opposait au règne actuel les grands souvenirs de Louis XIV¹. Car, après s'être rendu compte qu'à Berlin, d'où il complimentait le premier grand poète allemand, Klopstock, pour sa « Messiaïde », trouvant un autre compliment pour le partisan de l'influence française, Gottsched, on ne veut de lui que comme amuseur dans la domesticité littéraire, à côté et, eu égard à son manque de qualité officielle, un peu au-dessous de Maupertuis, il avait réussi à obtenir de son royal ami un congé qu'il transforma en fuite, et que Frédéric condamna comme une désertion. Il erra quelque temps à l'aventure pour finir par se trouver un asile de prince souverain sur les bords du lac de Genève, en marge d'une « liberté » dont il ne pouvait priser ni l'origine religieuse, ni le caractère durement moral.

En son absence, des œuvres paraissaient, qui effaçaient presque les siennes. Ce que Montesquieu jeune avait tenté fut réalisé par Buffon dans sa *Théorie de la terre*. Ses ambitions scientifiques étaient dépassées par le travail de toute une génération de savants d'une autre méthode et d'une autre probité : les Lacaille, les Lande, les Halley, les d'Anville. La verve caustique de Vol-

¹ Cf. Duclos, ouvr. cité, IV, pp. 158-159 : « Dans les disgrâces de Louis XIV, nous ressentions nos malheurs, mais les vœux de tous les Français étaient toujours pour la nation ».

taire trouvait un terme de comparaison parfois supérieur dans le fils d'un coutelier de Langres, Diderot. Aigri par le caractère de son origine, par les souvenirs de son enfance sous le toit d'un ouvrier, par son manque d'une situation qu'il dédaignait de chercher, — car il fut, en dehors de la Cour, et contre elle, l'auteur des « Pensées » philosophiques, parues en 1746 encore, et des « Lettres sur les aveugles » qui le firent enfermer, des « Promenades d'un sceptique » et de « L'Interprétation de la Nature », — il représentait une apparition d'un caractère différent de la fronde pensionnée qui pouvait faire sourire le régent, amuser Madame de Pompadour et gagner les ministres, comme d'Argenson. Un bâtard de Madame de Tencin, au salon fréquenté, sous le régent, par des lettrés qu'elle appelait ses « bêtes »¹, envenimé par l'ambiguïté de son rôle social, d'Alembert, qui était un grand mathématicien, s'associa au brillant homme d'esprit, pour mettre entre les mains des amis de ce mouvement négateur et transformateur une Bible scientifique et doctrinaire. S'inspirant du Dictionnaire jésuite « de Trévoux », du succès de l'œuvre de Bayle, ils commencèrent, en 1751, l'« Encyclopédie » par l'admirable « discours sur les sciences », de l'Alembert. Et, sous l'impulsion de Diderot, un jeune Genevois, fils d'un horloger, mais d'un citoyen de cette ville libre, lisant « Tacite, Plutarque et Grotius »², Jean-Jacques Rousseau, dont la jeunesse s'était abreuvée à toutes les humiliations, que ressentait douloureusement sa sensibilité à fleur de peau, tour à tour séminariste catholique, malgré le calvinisme de son enfance, laquais, « jeune homme de compagnie », secrétaire de prélats grecs à la recherche d'aumônes, entra dans les rangs de ces « philosophes » dont il n'était guère disposé à accepter la discipline. Musicien de penchant, presque de profession, auteur d'un opéra : *Le Devin du village* (1752), qui fut applaudi, il répondit à des ques-

¹ « Fastes » cités, I, pp. 188-189.

² Dufour, *Correspondance de Rousseau*, II, p. 78

tions posées à l'Académie de Dijon en déclarant que les hommes sont nés égaux et bons, et que la civilisation — il pensait à celle des savants de salon et des femmes de lettres — n'a contribué qu'à obscurcir la clarté intellectuelles et morale de l'espèce. Ce n'était pas autant un crédo qu'un défi.

Quelle que fût la différence de tempérament de ces trois penseurs — et elle était profonde — ils commençaient la bataille sur un front commun, beaucoup plus avancés que Monsieur de Voltaire, n'ayant pas comme lui des intérêts à ménager et des faveurs à conquérir. Pour la société contemporaine, ce n'était plus le persifleur à gagner, mais bien l'ennemi irréconciliable, en dépit de la gloire dont on couronnera ses œuvres¹.

Les pamphlétaires acerbes, les négateurs sans scrupules paraissent. *L'histoire naturelle de l'âme*, signée par La Mettrie, est de 1745, son *Homme-machine*, publié en Hollande, de 1748. L'auteur alla jouir à Berlin, où il donna *l'Homme-plante*, *l'Origine des sens ou la Vénus métaphysique*, des faveurs de Frédéric II. D'Argens imagine des *Lettres chinoises, juives et cabalistiques*. L'abbé Raynal emploiera l'histoire de la colonisation européenne dans les Indes, pour railler la royauté². Des étrangers, attirés à Paris par la plus splendide des civilisations, deviendront bientôt les sentinelles perdues de ce combat. La « Correspondance littéraire, philosophique et critique » de Grimm, né à Ratisbonne, commence en 1753, et l'adversaire de la modération de Montesquieu, Helvétius, fils du médecin de la reine de France, lance en 1758 son « Système de la nature », franchement athée, puis la satire haineuse qu'est « de l'Esprit », affichant le règne du seul intérêt sur la conduite des hommes, du seul plaisir sur leurs délassements. Au fond, paraît le

¹ D'Alembert avait écrit « l'Essai sur la société des gens de lettres avec les grands » pour justifier les parasites des assemblées et des antichambres.

² *Histoire du commerce et des établissements des Européens dans les deux Indes*.

nihilisme cynique du baron d'Holbach, né à Hildesheim, plus « métèque » que les deux autres.

En Allemagne même, Lessing commençait une activité, qui devait se tourner énergiquement contre le décalque du français, par des fables et des poésies nettement « philosophiques » (1753-1756), et depuis longtemps Wieland, qui s'inspirait cependant de la délicate légende d'Obéron, était pour les lecteurs allemands le chantre de la volupté, mais aussi le critique frivole des dogmes et des traditions.

Les événements marchaient, du reste, au gré de cette propagande dissolvante, qui elle-même s'en inspirait dans son élan.

Le cardinal de Beaumont, archevêque de Paris, avait commencé sa croisade contre les jansénistes, qui, plus qu'adhérents de quelques propositions théologiques, étaient devenus les opposants de l'Eglise, au nom de la liberté de jugement, au moins dans certaines limites. Autour de la bulle *Unigenitus* se poursuivait une âpre lutte, et, dans leur enthousiasme, les adversaires des jésuites en arrivaient à prendre confiance par les convulsions constatées sur le tombeau d'un des leurs, un simple d'esprit, le diacre Pâris. Le molinisme en fut ressuscité. Les encouragements de la Cour ne manquaient pas à une époque où le roi déclarait que, « malgré la loi du silence, les évêques pourront dire tous ce qu'ils voudront, pourvu que ce soit avec charité » (1756). Le clergé en arriva à distribuer des « billets de confession », à refuser les sacrements, qu'on lui arrachait parfois par la violence.

La guerre extérieure avait éclaté. Le roi, qui avait commencé une action contre l'accroissement des monastères (1752), essaya d'enrayer la querelle, défendant d'employer les noms de « demi-pélagiens », de « novateurs », même de jansénistes, exilant les évêques rebelles, que le Pape n'entendait pas soutenir, l'archevêque de Paris lui-même. L'Eglise résista.

Dès 1752, le Parlement était entré dans la lice, allant

jusqu'à discuter les « lettres de cachet ». Quatre de ses membres furent arrêtés. L'ordre d'exil à Pontoise suivit. Une Chambre royale fut créée pour distribuer la justice, mais on ne pouvait pas lui donner, à l'encontre d'une tradition plusieurs fois séculaire, aussi le droit d'enregistrer les édits. Les Cours de justice prirent parti pour les chefs de leur ordre (1753). Dès 1754, il fallut rétablir l'instance légale.

Mais les magistrats ne s'arrêtèrent pas là. Ils lancèrent l'idée d'une confédération avec les Parlements de province, celui de Paris devenant, dans « le corps indivisible », « la première classe ». Le Grand Conseil du roi fut le but des attaques. On croyait marcher, et pouvoir poursuivre, sur les traces des Anglais.

En 1756, un nouvel impôt fut refusé par l'assemblée, et passa en lit de justice. On fabriqua à la Cour la théorie que le Parlement a le devoir d'enregistrement aussitôt que le roi aura donné la réponse aux remontrances qu'on lui avait faites. Le refus de justice, les démissions suivirent. L'année suivante, Louis XV donnait raison aux persécutés et poursuivait les membres rebelles du clergé. Mais, en 1759, le Parlement protestait contre l'édit de « subvention ». Bientôt, il se tourna contre les jésuites, faisant brûler leurs ouvrages, et on finit par décréter l'abolition de l'ordre.

En 1761, cependant, il y eut comme une bouffée de patriotisme réunissant autour du roi toutes les classes pour organiser d'une façon nationale la guerre maritime contre les Anglais ; les villes, les Etats de provinces se réunissent au clergé, à la banque pour donner de nouveaux vaisseaux à la Couronne. Phénomène unique et passager, sans influence profonde sur l'esprit public. Mais, après la conclusion de la paix, il y eut un effort honnête pour assainir les finances ; on commençait à se valoir des notables, auxquels on attribuait l'élection de certains magistrats dont les charges étaient jusque là vénales. Les municipalités s'organisaient avec les maires, les échevins, les conseillers (1765).

Cette année vit tomber la tête du défenseur des Indes

françaises contre les Anglais, le comte de Lally-Tollendal. Son supplice semblait, non pas la sanction contre un fonctionnaire abusif, mais la vengeance contre un esprit révolutionnaire. « L'enfer m'a vomi dans ce pays d'iniquités... J'irais plutôt commander les Cafres que de rester dans cette Sodome, qu'il n'est pas possible que le feu des Anglais ne détruise tôt ou tard, au défaut du ciel », avait-il exclamé au bout de ses efforts désespérés. Jamais jusqu'ici un dignitaire du royaume n'avait parlé de cette façon.

A ce moment éclata l'affaire de Bretagne. Le duc d'Aiguillon, qui en était gouverneur, s'était rendu coupable de graves abus, mais on le haïssait surtout pour avoir forcé l'enregistrement de l'édit du vingtième. Le Parlement de Rennes, les Etats de la province voulurent procéder contre lui, et en furent empêchés. Un magistrat qui parlait trop haut fut arrêté comme facteur d'une conspiration, puis relâché, devant l'indignation publique. On ne devait pas s'arrêter là, et le nouveau chancelier Maupeou essaiera d'écarter par la violence ce perpétuel empêchement aux volontés de la Cour. En 1770, le procès contre d'Aiguillon surgit de nouveau ; le roi défendit de le poursuivre, la Cour de pairs seule en ayant, selon son opinion, le droit. Associé au chancelier Maupeou, qui avait remplacé Choiseul aux Affaires étrangères, et au contrôleur des finances, l'abbé Terray, le duc dominait bientôt la situation.

Depuis longtemps, Maupeou préparait l'établissement d'une nouvelle Cour de justice. Comme le Parlement avait cessé, en guise de protestation, ses fonctions, les mousquetaires furent employés à réduire l'opposition des magistrats, auxquels on posa la question par « oui ou non ». Le nouveau Conseil, qui n'était que le Grand Conseil, fut établi à Paris pour distribuer gratuitement, selon le désir des philosophes, la justice, d'autres cinq Conseils supérieurs, dans les provinces. La Cour des aides, s'opposant, fut supprimée. On crut en avoir fini de cette façon avec un procès séculaire (1771). On flattait l'opinion

publique aussi en annonçant un nouveau code civil et criminel.

« Je ne changerai jamais », avait dit le roi¹, mais l'opinion publique, nourrie par les salons, par les nouveaux journaux, dont un « Spectateur français », de Marivaux, se déclara pour le Parlement, non pas dans sa réalité tracassière et souvent capable des plus graves injustices, mais à travers les illusions réformatrices.

Il y avait du bruit dans la rue : les écoliers des « Quatre Nations » huaient Maupeou lui-même. Les princes se déclaraient contre lui. Il est vrai qu'on les exila, et les membres du Parlement finirent par faire amende honorable, les avocats ayant bientôt trahi. La Basoche s'adressait au roi dans ces termes : « Vous êtes né sujet et citoyen ; le droit d'hérédité vous a appelé au trône, et c'est la nation qui l'a établi et consacré ; vous êtes monarque et vous ne devez régner que par les lois² ». Des pamphlets popularisaient l'idée de révolution en rappelant les rois qui étaient tombés. L'abbé Mably faisait paraître son *Traité des droits du citoyen*, encourageant le Parlement à ne pas admettre ce qu'on appelait les « édits bursaux » de Maupeou, faussaire des monnaies, et demandant, pour la refonte du système des impôts, les Etats généraux. Un plaignant, injustement évincé par ce « Parlement Maupeou », devint le plus grand des pamphlétaires, Beaumarchais. On s'agitait en province, des officiers refusaient d'exécuter les ordres ; il y eut des départs pour l'Angleterre. Encore une fois, du moins pour le rachat des charges du Parlement aboli, les magistrats eux-mêmes ayant pris une attitude conciliante, on dut céder. Les Parlements reprendront, sous un nouveau roi, mais ils se sentiront un corps politique vainqueur, et, à la première occasion, ils le prouveront.

Quelques mois plus tard, éclatait la première des révo-

¹ « Fastes » cités, II, p. 324.

² Lacretelle, ouvr. cité, IV, p. 276.

lutions basées, au moins en partie, sur les idées nouvelles : celle de l'Amérique, qui devait créer le premier « Etat philosophique », la première République de « citoyens ». En 1774, au moment où se rassemblait le premier congrès de fondation d'Etat selon la formule de Rousseau, la France avait dans celui qu'on appelait « Louis le Sévère », dans le jeune petit-fils de Louis XV, le premier roi révolutionnaire, qui devait succomber à ses bonnes intentions, au milieu de la révolution que, plus que tout autre, il avait provoquée. Un Pape « philosophe », comme Clément Ganganelli, supprimera de sang-froid sa milice de jésuites. Des réformes européennes seront inaugurées à Constantinople par un vizir comme Raguib, un Sultan comme Sélim III. Catherine II donnera l'illusion de la révolution « philosophique », qui, victorieuse à Madrid, à Lisbonne et à Naples, arrivait à Petersbourg même. Déjà le partage de la Pologne avait introduit dans la vie internationale des conceptions dont s'était gardée l'idéologie politique du XVIII^e siècle. Tout est nouveau dès cette époque, et on peut considérer comme fermée l'histoire des nations régies par les monarchies sur la base de l'équilibre européen.



TABLE DES MATIÈRES

DU TOME III

	Pages-
CHAPITRE PREMIER. — La Triple France du roi Charles VII.	1
— II. — Réfection de l'Empire d'Orient par les Turcs Ottomans et projets de revanche inspirés par la Renaissance italienne.	19
— III. — Le régime des monarchies territoriales.	70
— IV. — Essais de transformations par le nouvel élan chevaleresque et la résistance des ligues.....	80
— V. — La nouvelle société européenne au commencement du xvi ^e siècle.....	114
— VI. — Lutte pour l'Europe moderne entre François I ^{er} , Charles-Quint et le Sultan Soliman.....	132
— VII. — Vie intérieure des sociétés européennes dans la première moitié du xvi ^e siècle.	197
— VIII. — La crise religieuse en Occident.....	217
— IX. — L'empire oriental devant la nouvelle croisade.....	260
— X. — Etat d'esprit de l'Europe Occidentale à la fin du xvi ^e siècle.....	272
— XI. — Le dernier effort de croisade.....	286
— XII. — Essai de créer une royauté populaire ; victoire du principe royal espagnol...	297
— XIII. — La crise européenne et l'hégémonie de la plus forte des monarchies absolues..	321
— XIV. — La royauté par les ministres et la lutte vers une nouvelle liberté.....	349
— XV. — La monarchie absolue et les guerres de « gloire ».....	369

	Pages
CHAPITRE XVI. — Le dernier combat contre l'hégémonie européenne.....	422
— XVII. — La monarchie de prestige et l'avènement des royautes créées.....	440
— XVIII. — La monarchie des « petits appartements ».....	489
— XIX — Les idées nouvelles et les symptômes révolutionnaires.....	502

BIBLIOTECA
CENTRALĂ
UNIVERSITARĂ "CAROL I"
BUCUREȘTI

Extrait du Catalogue Général

- G. ASCOLI, *Maître de Conférences à l'Université de Lille.* — **La Grande-Bretagne devant l'opinion française depuis la Guerre de Cent Ans jusqu'à la fin du XVI^e siècle.** Un volume in-8 raisin de 360 pages, orné de 4 portraits en héliogravure 50 fr.
- BILA (Constantin), *Docteur ès lettres.* — **La Croyance à la Magie au dix-huitième siècle en France dans les Contes, Romans et Traités.** Un volume in-8 carré de 160 pages..... 14 fr.
- BOLDUR (Alexandre), *Ancien Professeur à l'Université de Pétrograd.* — **La Bessarabie et les Relations Russo-Roumaines. La Question bessarabienne et le Droit international.** Un volume in-8 carré de 412 pages..... 35 fr.
- EGGLI (Edmond), *Professeur à l'Université de Liverpool.* — **Schiller et le Romantisme français.** Deux volumes in-8 raisin, ensemble 1.324 pages, brochés..... 150 fr.
- HUBERT (René), *Professeur à l'Université de Lille.* — **Le Principe d'autorité dans l'organisation démocratique.** Un volume in-16 de 224 pages..... 20 fr.
- HUDITA (I.), *Docteur ès lettres.* — **Histoire des Relations diplomatiques entre la France et la Transylvanie au XVII^e siècle (1635-1683).** Un volume in-8 raisin de 424 pages, broché..... 50 fr.
- **Répertoire des Documents concernant les Négociations Diplomatiques entre la France et la Transylvanie au XVII^e siècle (1635-1683).** Un volume in-8 raisin de 272 pages, broché..... 40 fr.
- N. IORGA, *Professeur à l'Université de Bucarest.* — **Histoire des Etats Balcaniques jusqu'à 1924.** Un volume in-8 carré de 570 pages. 35 fr.
- LAPAIRE (Hugues). — **Les Légendes Berrichonnes. Légendes rustiques, historiques et religieuses.** Un volume in-16 de 386 pages. 30 fr.
- **La Merveilleuse Légende de Sainte-Solange.** Un volume orné de bois originaux, papier Bulky, broché : 20 fr.; papier pur fil Lafuma, numéroté à la presse, broché..... 40 fr.
- MANTEYER (G. DE), *Archiviste paléographe.* — **Les faux Louis XVII. Le Roman de Naundorff et la Vie de Carl Werg (1.700 documents tirés des Archives d'Allemagne et de France).** Deux forts volumes in-8 raisin..... 150 fr.
- A. RAPPOPORT. — **Au Pays des Martyrs. Notes et Souvenirs d'un ancien Consul général d'Autriche-Hongrie en Macédoine.** Un volume in-8 avec 24 planches hors texte comprenant 54 illustrations... 25 fr.
- ARIFEANO (Commandant Virgile). — **Aux frontières du Bolchevisme. Observations d'un témoin oculaire.** Un volume in-16 couronné avec illustrations documentaires hors texte, broché..... 12 fr.

TRAVAUX ET MÉMOIRES DE L'UNIVERSITÉ DE LILLE

Demandez le Catalogue général et le Catalogue d'Ouvrages divers